N°03
2015-2016

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°3 - SESSION ORDINAIRE 2015-2016

Politique en matière de climat et d'énergie	p. 62
Sécurité nationale et terrorisme	p. 89
Avenir de la place financière	p. 99
Sommaire des séances publiques n^os^5, 6 et 7	p. 115
Sommaire des questions parlementaires	p. Q39

5e séance	Jeudi 19 novembre 2015
6e séance	Mardi 1er décembre 2015
7e séance	Mercredi 2 décembre 2015

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

30e session de l'Assemblée parlementaire ACP-UE

«Paix, développement, solidarité et politique européenne commune face aux drames qui nous frappent sont bien plus efficaces que de vouloir faire de notre continent une forteresse», a déclaré M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, à l'ouverture de la 30e session de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE (groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ainsi que de l'Union européenne), qui s'est tenue du 7 au 9 décembre 2015 dans les locaux du Parlement européen à Bruxelles.

«Les réfugiés qui cherchent protection en Europe ne sont pas des terroristes, mais eux-mêmes les victimes du terrorisme. La terreur qui nous a touchés devrait nous aider à mieux comprendre ceux qui, quotidiennement frappés par la terreur et la misère, ne voient d'autre issue que de fuir leur patrie», a-t-il ajouté.

«L'actualité ne cesse de nous rappeler que la paix, la démocratie et les droits fondamentaux restent des biens communs fragiles, menacés et maltraités, dont les parlements doivent être l'un des remparts», a insisté M. Di Bartolomeo, soulignant que le rôle des décideurs politiques est d'attaquer les problèmes à la racine et de ne pas se limiter à éteindre des incendies.

Le Président de la Chambre a appelé à faire preuve d'une grande responsabilité face au dilemme entre la défense des valeurs communes, d'une part, et l'aspiration à la sécurité, de l'autre.

En saluant vivement les travaux de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE œuvrant, au-delà de considérations économiques, pour le développement des droits de l'Homme et les relations pacifiques entre les peuples, Mars Di Bartolomeo a tenu à rendre hommage aux parlements et assemblées parlementaires internationales qui contribuent à créer les bases d'un vivre ensemble harmonieux.

Le rôle de cette assemblée, composée en nombre égal de représentants de l'UE et des États ACP, est, entre autres, de promouvoir les processus démocratiques, de permettre une plus grande compréhension entre les peuples et d'examiner les questions relatives au développement.

À l'agenda des sujets débattus figuraient notamment:

- l'état de la démocratie dans l'UE et dans les pays ACP,
- les perspectives de relations durables entre les pays ACP et l'UE,
- la couverture sanitaire universelle,
- l'économie solidaire ainsi que
- des thèmes d'urgence, à l'instar de ceux de la migration et de la crise des réfugiés.

(au milieu, de gauche à droite) M. Louis Michel, coprésident UE de l'Assemblée, M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, M. Fitz Jackson, coprésident APC de l'Assemblée

Dimension parlementaire de la Présidence luxembourgeoise

Coopération, développement et humanitaire à l'honneur

M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, est intervenu lors de la conférence présidée par M. Marc Angel, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Tout au long du deuxième semestre 2015 - dans le cadre de la dimension parlementaire de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne (UE) -, la Chambre des Députés avait saisi l'occasion pour convoquer, à plusieurs reprises, les parlementaires des 28 pays membres de l'UE au European Convention Center Luxembourg à Kirchberg.

Après des réunions consacrées notamment à la PESC (politique étrangère et de sécurité commune) et la PSDC (politique de sécurité et de défense commune), à la stabilité, la coordination économique et la gouvernance ainsi qu'aux affaires sociales («Triple-A social», resocialisation du Semestre européen, valeurs sociales communes européennes), une dernière conférence pour l'année 2015 a rassemblé le 11 décembre les présidents des commissions parlementaires de la coopération au développement des Vingt-huit.

Ont notamment été abordés au cours de trois sessions successives:

- le suivi et le contrôle parlementaire de la politique de coopération et de l'aide humanitaire,
- la coordination de l'«après-2015» entre l'Union européenne et les États membres concernant la coopération au développement ainsi que
- les leçons à tirer de la gestion des crises humanitaires.

La conférence fut clôturée par l'ancien député Ben Fayot qui, en sa qualité d'ambassadeur spécial pour l'Année européenne pour le développement, s'était adressé à l'assistance.

Visite de trois centres d'accueil pour migrants

À l'occasion de la Journée internationale des migrants, la délégation luxembourgeoise à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), la Commission des Affaires étrangères et européennes et la Commission de la Famille et de l'Intégration ont visité le 18 décembre trois centres d'accueil gérés par la Croix-Rouge luxembourgeoise.

Les parlementaires ont ainsi suivi l'appel de la Présidente le l'APCE, Mme Anne Brasseur, qui avait invité les délégations des 47 pays membres de l'APCE à se rendre dans un centre de rétention pour migrants pour marquer la Journée.

Accompagnés par la Ministre de la Famille et de l'Intégration, Mme Corinne Cahen, les députés se sont d'abord rendus au Foyer Don Bosco où ils ont pu se faire une idée des efforts déployés par des bénévoles pour remettre en état ces locaux, afin d'y loger des réfugiés pendant quelques mois en primo-accueil avant leur transfert vers d'autres structures.

Il s'ensuivait la visite du centre de premier accueil Foyer Lily Unden, dont la construction très récente est beaucoup mieux adaptée aux besoins, étant donné que la Croix-Rouge a été associée à la planification du site qui a ouvert ses portes le 30 juin dernier.

En dernier lieu la délégation a visité le Centre d'accueil d'urgence à Luxexpo.

Une délégation parlementaire conduite par la Présidente de l'APCE, Mme Anne Brasseur (3e de gauche), et accompagnée par la Ministre de la Famille et de l'Intégration visite trois centres d'accueil.

Le Benelux préconise le droit d'accès des chiens d'assistance

Des membres du Parlement Benelux ont récemment rencontré des représentants de l'association Rahna (Muppen ënnerstëtze Leit am Rollstull) pour un échange de vues concernant les chiens d'assistance.

Le Luxembourg est un élève modèle en la matière puisqu'il est un des rares pays à disposer d'une loi dans ce domaine depuis 2008.

Par ailleurs, les trois pays du Benelux ont ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées, signée à New York en 2006 et interdisant toute discrimination sur la base d'un handicap.

Partant de ce principe, les parlementaires du Benelux ont demandé dans une recommandation aux trois Gouvernements de tout mettre en œuvre afin d'élaborer une réglementation Benelux uniforme qui garantisse que le droit d'accès des chiens d'assistance et des chiens d'assistance en cours de formation soit reconnu, quel que soit le pays où les chiens ont été agréés.

Ces règles communes exigeraient également l'instauration d'un signe uniforme sous la forme d'un passeport pour les personnes ou d'un collier pour chien d'assistance.

Qui plus est, une campagne d'information et de sensibilisation du public et des instances concernées apporterait une plus-value non négligeable au bien-être des personnes touchées par un handicap.

Le refus de l'accès aux chiens d'assistance est une forme de discrimination indirecte des personnes handicapées qui se voient empêchées de participer à tous les aspects de la vie sociale.

Le chien d'assistance joue un rôle fondamental dans cette perspective et permet «de cacher le fauteuil».

Rencontre entre membres du Parlement Benelux et représentants de l'association Rahna

Libre circulation et bon voisinage avec la France

Le Sénateur représentant les Français établis hors de France et Président délégué du Groupe interparlementaire d'amitié France-Luxembourg, M. Olivier Cadic, s'est entretenu avec les députés luxembourgeois M. Marc Angel, Mme Anne Brasseur, Mme Lydie Polfer et M. Michel Wolter lors d'une visite à la Chambre des Députés, le 3 décembre 2015.

Félicitant le Luxembourg pour avoir géré la Présidence du Conseil de l'Union européenne d'une manière exemplaire, le Sénateur a constaté que le Grand-Duché est capable de jouer un rôle de premier rang.

Les députés luxembourgeois, pour leur part, ont mis l'accent sur le bon voisinage avec la France et l'importance de la libre circulation notamment en ce qui concerne les travailleurs frontaliers qui, des semaines durant, se sont vus confrontés à des embouteillages dus aux contrôles renforcés après les attentats de Paris.

«Refermer les frontières n'est pas une solution pour améliorer la sécurité et lutter contre le terrorisme», ont-ils souligné.

Il faudrait, par contre, établir une collaboration étroite entre les services de sécurité.

C'est dans ce contexte que le Luxembourg répondra favorablement à la demande de la France dans le cadre de l'article 42 (7) du Traité de l'Union européenne pour apporter son aide.

«L'Europe ne devra pas se laisser diviser face au terrorisme», a conclu le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Marc Angel.

M. Olivier Cadic entouré de M. Marc Angel, Mme Anne Brasseur, M. Michel Wolter et de membres de la délégation française.

Mme Ensaf Haidar à la Chambre

«Je suis un adepte sans concession de la liberté d'expression. Il est intolérable d'emprisonner et de torturer quelqu'un pour avoir exercé l'un des droits les plus élémentaires de toute personne.»

C'est avec ces mots que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a accueilli le 17 décembre 2015 Mme Ensaf Haidar, l'épouse du blogueur saoudien Raif Badawi détenu en Arabie Saoudite pour «insulte envers l'islam» et en l'absence duquel elle s'était vu remettre à Strasbourg le Prix Sakharov du Parlement européen le jour précédent.

Pour sa part, Ensaf Haidar a exprimé son espoir que le Prix Sakharov et la tournée qu'elle était en train d'entreprendre en faveur de la libération de son époux auraient un retentissement suffisant pour faire revenir les autorités saoudiennes sur la condamnation de Raif Badawi.

Tout en plaidant pour que les droits fondamentaux ne s'arrêtent pas aux portes de l'Europe et en exprimant la solidarité «d'un ancien journaliste devenu Président de Parlement», M. Mars Di Bartolomeo a assuré Mme Ensaf Haidar de son plein soutien dans ses démarches et a adressé dans ce sens une lettre au Président de l'Assemblée consultative du Royaume d'Arabie Saoudite.

Mme Ensaf Haidar accueillie par le Président de la Chambre

Assemblée interparlementaire Benelux

Recommandations prises lors de la séance plénière à Namur

Le 27 novembre 2015 le Parlement de Wallonie à Namur a accueilli la séance plénière de l'Assemblée interparlementaire Benelux. La délégation luxembourgeoise se composait de M. Roger Negri, M. Marcel Oberweis, M. Gusty Graas, Mme Josée Lorsché, M. Gast Gibéryen, M. Gilles Roth et Mme Diane Adehm.

(de gauche à droite) M. Gast Gibéryen, M. Gilles Roth, Mme Diane Adehm, M. Roger Negri, Mme Josée Lorsché, M. Marcel Oberweis et M. Gusty Graas

Lutte contre le terrorisme

Pour la Présidente de l'Assemblée interparlementaire Benelux, Mme Maya Detiège, la coopération transfrontalière au sein de l'Union européenne mais aussi dans le Benelux présente une plus-value importante dans la lutte contre le terrorisme. «Les services de police et de sécurité du Benelux et de l'Union européenne doivent joindre leurs forces et échanger des informations au sujet de menaces avérées et potentielles. En même temps, nous devons explorer de nouvelles voies pour promouvoir l'intégration et prévenir la radicalisation de la jeunesse dans notre société multiculturelle.»

Protection de la vie privée

Dans une recommandation adressée aux Gouvernements belge, néerlandais et luxembourgeois, le Parlement Benelux souhaite davantage de coopération dans le domaine de la protection de la vie privée pour en arriver à un standard Benelux qui puisse servir d'exemple pour l'Union européenne.

Lutte contre la résistance aux antibiotiques chez les animaux

En raison de son très important cheptel, le Benelux est particulièrement vulnérable en ce qui concerne la résistance aux antibiotiques. Alors que les experts belges se prononcent en faveur d'une base légale pour la réglementation de l'utilisation des antibiotiques, les Pays-Bas se sont dotés d'un système autorégulateur dans le cadre duquel le comportement en matière de prescriptions est analysé.

La nouvelle recommandation adoptée par l'Assemblée interparlementaire Benelux constitue un moyen terme entre les deux solutions. Elle tend surtout vers l'échange de bonnes pratiques et vers la constitution d'une plate-forme autorégulatrice réunissant des éleveurs et des vétérinaires, avec une répression plus efficace du commerce illégal d'antibiotiques et la conscientisation du secteur.

Accès des chiens d'assistance

En ce qui concerne l'accès des chiens d'assistance, les parlementaires des trois pays préconisent que les mêmes règles soient d'application dans l'ensemble du Benelux, quel que soit le pays ou l'entité fédérée où ils ont obtenu leur attestation ou ont été formés par leur instructeur.

Événements internationaux

Les parlementaires ont regretté qu'à l'Exposition universelle de Milan, les pavillons belge et néerlandais aient été très éloignés l'un de l'autre alors que le Luxembourg n'était pas représenté.

Dès lors, le Parlement Benelux recommande aux Gouvernements de renoncer aux pavillons nationaux lors d'expositions internationales au profit d'un pavillon commun aux trois pays. Cette formule se traduirait aussi par une compression des coûts.

Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM)

Promouvoir les relations interculturelles dans la lutte contre l'intolérance et les extrémismes

La Commission pour la promotion de la qualité de la vie, les échanges humains et la culture de l'AP-UpM s'est réunie à Rome, le 6 novembre 2015. La Chambre des Députés y était représentée par Mme Octavie Modert. Dans son discours d'ouverture, la Vice-Présidente du Parlement d'Italie, Mme Marina Sereni, a estimé que la Commission de la culture se réunissait à un moment crucial de l'actualité marquée par les flux de réfugiés, d'un côté, et les destructions de patrimoine historique et culturel dont la valeur est inestimable, de l'autre.

Pour faire face aux nombreux conflits et à ce qu'elle a appelé le «terrorisme culturel», il faudait œuvrer à la construction d'un terrain de valeurs universelles où la promotion de la culture comme instrument de compréhension réciproque serait primordiale. Le rôle de pont entre les civilisations ayant toujours été joué par l'espace méditerranéen, il conviendrait de réaffirmer ce rôle aujourd'hui plus que jamais.

La culture est aussi un outil de lutte contre la radicalisation, voilà ce qui est devenu apparent au cours des discussions de la Commission. Il faut se doter d'outils nouveaux pour contrecarrer les actes de pillage et de destruction dirigés contre un patrimoine culturel et historique important ainsi que la vente illicite d'objets culturels et archéologiques. Aussi sera-t-il nécessaire d'inclure la protection du patrimoine dans les mandats des forces de paix de l'ONU.

La lutte contre la pauvreté, qui nourrit le terreau de l'extrémisme, constitue un autre moyen très important qu'il s'agit d'accentuer. De même faut-il soutenir les jeunes et les femmes qui se battent pour leur avenir, facteur d'espoir dans la lutte contre l'obscurantisme que la secte islamiste Boko Haram répand en Afrique de l'Ouest en s'attaquant à l'éducation et à la jeunesse.

Dans ce contexte la culture constitue un facteur de développement économique et permet à un peuple d'être fier de ses origines; ce n'est pas par hasard que les terroristes s'y attaquent, visant à détruire une identité notamment régionale.

Une importance accrue revient au dialogue interculturel et interreligieux afin de donner ou redonner de l'espoir et d'œuvrer en faveur de la tolérance. Ceci permettra de combattre l'ignorance qui mène à la peur, la peur menant à la haine, la haine conduisant à la violence aveugle.

Trois champs d'action ont été dégagés au cours de la réunion:

- renforcer l'appropriation commune du partenariat euro-méditerranéen;

- adopter des projets concrets présentant un impact direct sur les populations;

- donner une voix à celles et ceux qui sont le plus visés: les femmes et les jeunes.

En conclusion, la Commission a retenu que l'heure n'était pas aux initiatives isolées, mais qu'il était temps de passer à une vitesse supérieure dans la mobilisation contre les extrémismes.

Solvabilité II

6456 - Projet de loi sur le secteur des assurances

Le projet de loi sous rubrique a pour objectif de transposer en droit national la directive 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice, communément appelée «directive Solvabilité II».

Alors même qu'au fil des ans de nombreux textes sont venus enrichir le dispositif de surveillance des entreprises d'assurance et de réassurance, le cœur même de ce dispositif de surveillance, à savoir les exigences de capital et le processus de surveillance, remontait dans le passé pour l'essentiel aux directives 73/239/CEE pour l'assurance non-vie et 79/267/CEE pour l'assurance vie. Or, à l'occasion de la révision des normes de capital entreprise au début des années 2000, il est apparu que ce régime simple ne répondait plus aux risques réellement encourus par les assureurs et réassureurs.

D'une part, la définition d'une exigence en capital basée uniquement sur les primes, les sinistres et les provisions techniques prenait en compte le seul risque résultant de la souscription de contrats d'assurance, alors que la nécessité pour les assureurs d'investir à long terme les primes récoltées les exposait également à des risques de marché considérables ainsi qu'à des risques de contrepartie.

D'autre part, dans d'autres secteurs des services financiers, telles les banques, l'idée de transformer une approche basée uniquement sur des règles forfaitaires en une approche basée sur le risque individuel de chaque entreprise avait déjà fait son chemin. Une modernisation du calcul de l'exigence des fonds propres des assureurs et réassureurs, prenant en compte l'ensemble des risques, semblait dès lors hautement souhaitable.

Alors que, sous le régime de surveillance dit «Solvabilité I», toutes les entreprises se trouvant dans une situation comparable étaient soumises aux mêmes règles, le nouveau système dit «Solvabilité II» introduit par la directive 2009/138/CE vise à prendre en compte l'exposition spécifique aux risques encourus par l'entreprise d'assurance et de réassurance. Ce tournant présente un réel changement de paradigme. Le nouveau régime Solvabilité II entend également refondre le cadre de surveillance prudentielle du secteur de l'assurance en se substituant au régime antérieur issu de directives communautaires afférentes des années 70. Tout en maintenant un niveau élevé de protection des preneurs d'assurance et des bénéficiaires, le nouveau régime vise, à l'instar des règles applicables dans le secteur bancaire, à moderniser les exigences prudentielles et à harmoniser le cadre européen de l'assurance.

La directive impose par la suite de nouvelles obligations aux entreprises d'assurance. Il est vrai que les entreprises devront adopter une vision beaucoup plus détaillée et surtout exhaustive des risques auxquels elles sont exposées, développer des modèles économiques et mathématiques leur permettant une évaluation réaliste de ces risques et des moyens financiers permettant d'y faire face, adapter régulièrement leurs capitaux minima et de solvabilité aux risques effectivement courus, se doter de règles de contrôle internes et externes précises, se soumettre à des règles plus contraignantes en matière de gouvernance interne et rapporter aux autorités de surveillance d'une manière autrement plus extensive et plus fréquente que par le passé sur l'ensemble de leurs activités.

Le rôle du Commissariat aux Assurances changera également en ce qu'il devra acquérir des connaissances encore plus détaillées du fonctionnement de chaque entreprise individuelle, connaître en détail les risques auxquels chaque entreprise est exposée afin d'être en mesure de décider si ces risques sont capturés de manière adéquate par l'approche standard et, dans la négative, de comprendre et de discuter d'égal à égal les modèles internes que les entreprises entendent adopter le cas échéant en vue d'être en mesure de valider ces modèles comme la directive le prescrit.

En bref, Solvabilité II constitue une réforme en profondeur du paysage normatif et de l'architecture prudentielle du secteur de l'assurance basée sur trois piliers:

- les exigences quantitatives de calcul des provisions techniques, de l'exigence en capital et des fonds propres;

- les exigences qualitatives de suivi des risques à travers un système adéquat de gouvernance et de management des risques;

- les exigences d'informations à destination du public et des autorités de contrôle.

En ce qui concerne la forme, le projet de loi remplace la loi du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances, modifiée à de multiples reprises, par une loi nouvelle présentant une codification unique et cohérente des textes régissant l'activité d'assurance et de réassurance. De nombreuses dispositions existantes non touchées par la directive sont reprises dans le projet de loi, souvent sans changement quant au fond, hormis des adaptations purement textuelles et une mise à jour des références.

Accessoirement à la transposition de la directive précitée, les amendements gouvernementaux du 11 mars 2015 visent

*à transposer en droit national

- la directive 2014/51/UE, dite «Omnibus II» du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant les directives 2003/71/CE et 2009/138/CE et les règlements (CE) n°1060/2009, (UE) n°1094/2010 et (UE) n°1095/2010 en ce qui concerne les compétences de l'Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles) et de l'Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers) et

- la directive 2011/89/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011 modifiant les directives 98/78/CE, 2002/87/CE, 2006/48/ CE et 2009/138/CE en ce qui concerne la surveillance complémentaire des entités financières des conglomérats financiers;

*à opérer une «mise en ligne» des dispositions concernant les professionnels du secteur de l'assurance et des intermédiaires d'assurances et de réassurances, contenues dans le projet de loi initial, suite aux diverses modifications apportées aux dispositions identiques intervenues au cours de la procédure législative ayant mené à l'adoption de la loi du 12 juillet 2013 portant modification de a) la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances, et de b) la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 25.07.2012
Rapportrice: Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):

13.03.2015	Désignation d'un nouveau rapporteur
22.09.2015	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
29.09.2015	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
27.10.2015	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
11.11.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.11.2015
Loi du 7 décembre 2015 / Mémorial A: 2015, n°229, page 4872

Subvention de loyer

6542 - Projet de loi portant introduction d'une subvention de loyer et modifiant:

a) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

b) la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti;

c) la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées

Face à une pénurie de logements à prix abordables, le Gouvernement a mis en place des mesures en faveur des ménages à revenu modeste. Par le biais du présent texte, il entend élargir son dispositif légal pour lutter contre les inégalités d'accès au logement en introduisant une subvention de loyer.

Il est proposé de modifier la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement en y insérant un chapitre 2quinquies. La subvention de loyer est un subside de loyer dont l'octroi sera soumis à trois conditions cumulatives, à savoir:

1. être un ménage disposant d'un revenu faible,

2. être un ménage confronté à un taux d'effort accru pour s'acquitter du loyer, et

3. être un ménage occupant un logement faisant partie du logement locatif du marché privé luxembourgeois.

En effet, le texte prévoit qu'*«une subvention de loyer est accordée aux ménages à faible revenu qui prennent en location un logement sur le marché privé national et dont le taux d'effort consacré au paiement du loyer est supérieur à 33% de leur revenu net disponible.»*

En outre, il est précisé que le ménage en question *«ne doit être ni propriétaire, ni copropriétaire, ni usufruitier, ni emphytéote, ni titulaire d'un droit de superficie d'un autre logement, ni au Grand-Duché de Luxembourg, ni à l'étranger.»*. Cette mesure peut donc être jugée être socialement sélective.

Dépôt par M. Marco Schank, Ministre du Logement, le 12.02.2013
Rapporteur: M. Guy Arendt

Travaux de la Commission du Logement

26.02.2014	Présentation et examen du projet de loi
07.10.2015	Désignation d'un rapporteur
	Examen des avis complémentaires
	Présentation d'un projet de rapport
27.10.2015	Adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 18.11.2015
Loi du 9 décembre 2015 / Mémorial A: 2015, n°233, page 5156

Loi relative aux déchets

6771 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets

Le projet a pour objet de régler quelques problèmes qui sont apparus lors de l'application de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets. Il s'agit principalement d'erreurs matérielles ou d'oublis à redresser et de précisions nécessaires pour l'application correcte de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets. Il est également profité de la présente modification pour adapter le montant minimal des avertissements taxés aux montants des souches des carnets de la police grand-ducale qui est de 24 euros.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 27.01.2015
Rapporteur: M. Gérard Anzia

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Mme Josée Lorsché):

11.06.2015	Adoption d'une série d'amendements parlementaires

Travaux de la Commission de l'Environnement
(Président: M. Henri Kox):

26.02.2015	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
29.04.2015	Examen de l'avis du Conseil d'État
11.06.2015	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
22.09.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
28.10.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.11.2015

Œuvres orphelines

6783 - Projet de loi relatif à certaines utilisations autorisées des œuvres orphelines

La création d'un cadre juridique facilitant la numérisation et la diffusion des œuvres et autres objets protégés par le droit d'auteur ou des droits voisins et dont le titulaire de droits n'a pas pu être identifié ou, bien qu'ayant été identifié, n'a pas pu être localisé - les œuvres dites orphelines - fait partie des actions clés de la stratégie numérique pour l'Europe, telle que décrite dans la communication de la Commission intitulée «Une stratégie numérique pour l'Europe». Les projets de numérisation à grande échelle ont jeté une lumière nouvelle sur les œuvres dites orphelines. Il existe une demande croissante pour la diffusion des œuvres ou enregistrements présentant un intérêt éducatif, historique ou culturel.

Le 25 octobre 2012, le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne ont adopté la directive 2012/28/UE sur certaines utilisations autorisées des œuvres orphelines, désignée ci-après la «Directive». Le problème essentiel des œuvres orphelines réside dans l'obtention de licences, c'est-à-dire le moyen permettant de faire en sorte que les utilisateurs mettant à disposition des œuvres orphelines ne commettent pas de violation des droits d'auteur.

Les droits exclusifs de reproduction et de mise à disposition du public d'œuvres et autres objets protégés sont des droits appartenant aux titulaires de droits, tels que prévus dans la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données. Le consentement préalable desdits titulaires de droits est nécessaire pour la numérisation et la mise à disposition du public d'une œuvre ou d'un autre objet protégé.

Dans le cas des œuvres orphelines, il est impossible d'obtenir ce consentement préalable à l'exécution d'actes de reproduction ou de mise à disposition du public. La présente loi cible le problème spécifique de la détermination juridique du statut d'œuvre orpheline et de ses conséquences en termes d'utilisations autorisées des œuvres ou des phonogrammes considérés comme des œuvres orphelines. Le principal objectif de cette loi est de remédier à l'absence de cadre juridique permettant d'accéder en ligne, de manière licite, par-delà les frontières, aux œuvres orphelines figurant dans les bibliothèques et les archives. La Directive prévoit de nouvelles exceptions aux droits d'auteur et aux droits voisins, ainsi qu'un nouveau régime pour l'utilisation des œuvres orphelines. Il est donc nécessaire de modifier la législation existante en la matière afin de transposer la Directive de manière adéquate.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 02.03.2015

Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie
(Président: M. Franz Fayot):

02.07.2015 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

09.07.2015 Continuation des travaux

29.10.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace
(Présidente: Mme Simone Beissel):

02.07.2015 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

Vote en séance publique: 18.11.2015

Loi du 3 décembre 2015 / Mémorial A: 2015, n°227, page 4860

Extension de la Cour de justice de l'UE

6825 - Projet de loi relatif à la construction de la 5e extension de la Cour de justice de l'Union européenne

Le projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à procéder à la construction de la cinquième extension de la Cour de justice de l'Union européenne à Luxembourg. Étant donné que la construction de ce projet est évaluée à 168.700.000 euros, l'intervention du législateur s'impose, ceci conformément à la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État qui dispose qu'une dépense dépassant la limite des 40 millions d'euros doit être autorisée par voie législative.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 03.06.2015

Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Mme Josée Lorsché):

08.09.2015 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

07.10.2015 Examen de l'avis du Conseil d'État

15.10.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.11.2015

Conventions fiscales

6826 - Projet de loi portant

1) approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Principauté d'Andorre tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 2 juin 2014;
2) approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Croatie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 20 juin 2014;
3) approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Estonie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 7 juillet 2014;
4) approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Singapour tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Washington DC, le 9 octobre 2013;
5) approbation du Protocole, signé à Abou Dhabi, le 26 octobre 2014, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Émirats Arabes Unis tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Dubaï, le 20 novembre 2005;
6) approbation du quatrième Avenant, signé à Paris, le 5 septembre 2014, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune signée à Paris le 1er avril 1958 modifiée par un Avenant signé à Paris le 8 septembre 1970, par un Avenant signé à Luxembourg le 24 novembre 2006 et par un Avenant signé à Paris, le 3 juin 2009;
7) approbation du Protocole et l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 27 mai 2014, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Irlande tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 14 janvier 1972;
8) approbation du Protocole et du Protocole additionnel, signés à Luxembourg, le 20 juin 2014, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lituanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 22 novembre 2004;
9) approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 28 janvier 2014, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Maurice tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole, signés à Luxembourg, le 15 février 1995;
10) approbation du Protocole et l'échange de lettres y relatif, signés à Bruxelles, le 8 juillet 2014, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Tunisienne tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 27 mars 1996

Le projet de loi sous rubrique a comme objet d'approuver les Conventions fiscales avec l'Andorre, la Croatie, l'Estonie et Singapour, ainsi que les Protocoles et un Avenant modifiant les Conventions existantes avec les Émirats Arabes Unis, la France, l'Irlande, la Lituanie, Maurice et la Tunisie.

Il fait ainsi partie des efforts de la part du Gouvernement pour consolider la place financière du pays «en continuant à élargir son réseau de traités de non double imposition», comme le souligne le programme gouvernemental. À part l'addition de quatre nouvelles conventions bilatérales (Andorre, Croatie, Estonie et Singapour), il a également comme objet d'actualiser un certain nombre de conventions déjà en vigueur, par avenant en cas de la France, et par cinq protocoles d'accord visant à modifier des conventions existantes (Émirats Arabes Unis, Irlande, Lituanie, Maurice, Tunisie). Dans ce contexte, il convient de préciser que les conventions avec Andorre, la Croatie, l'Estonie et Singapour couvrent désormais également les fonds d'investissement. Toujours est-il que ces conventions sont essentielles dans l'élimination de la double imposition juridique et sont indispensables au bon développement des relations économiques bilatérales.

Pour ce qui est de la convention avec la France, un nouveau paragraphe 4 a été ajouté à l'article 3 de la convention existante, d'après lequel les gains tirés de l'aliénation d'actions, parts ou droits de sociétés à prépondérance immobilière sont imposables dans l'État de la source, donc de la situation de l'immeuble.

En dehors de l'avenant à la convention avec la France et relatif à l'imposition des gains provenant d'actions de sociétés à prépondérance immobilière, les conventions et protocoles à approuver reprennent, en ce qui concerne l'échange de renseignements en matière fiscale, les dispositions du modèle de l'OCDE de Convention fiscale concernant le revenu et la fortune. Par ailleurs, ce modèle permet de régler uniformément les problèmes qui se posent le plus couramment dans le domaine de la double imposition juridique internationale. Plus précisément, cette méthode consiste à exonérer de l'impôt luxembourgeois les revenus et la fortune imposables dans le pays avec lequel est conclue la convention, mais à en tenir compte pour calculer le taux d'impôt applicable aux revenus et à la fortune qui sont imposables au Luxembourg.

Toutes les conventions prévoient également une disposition proposée par l'OCDE, qui a pour objet d'éviter l'absence d'imposition qui résulterait de désaccords entre l'État de résidence et l'État de la source sur les faits d'un cas spécifique ou sur l'interprétation des dispositions de la convention. Cette disposition permet ainsi d'éviter une double exonération.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 09.06.2015

Rapportrice: Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):

22.09.2015 Désignation d'un rapporteur

13.10.2015 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

11.11.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.11.2015

Loi du 7 décembre 2015 / Mémorial A: 2015, n°232, page 5038

Accord UE-Islande sur le climat

6834 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Islande, d'autre part, concernant la participation de l'Islande à l'exécution conjointe des engagements de l'Union européenne, de ses États membres et de l'Islande au cours de la deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, signé à Bruxelles, le 1er avril 2015

Le projet de loi a pour objet d'approuver l'Accord entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Islande, d'autre part, concernant la participation de l'Islande à l'exécution conjointe des engagements de l'Union européenne, de ses États membres et de l'Islande au cours de la deuxième période d'engagement du protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, signé à Bruxelles, le 1er avril 2015. Lors de la conférence de Doha sur le changement climatique, tenue en décembre 2012, les 192 parties au protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ont adopté un amendement audit protocole. Cet amendement instaure une seconde période d'engagement allant de 2013 à 2020, durant laquelle l'Union européenne, ses États membres et l'Islande devront limiter leurs émissions de gaz à effet de serre annuelles moyennes à 80% de leurs émissions pour 1990, l'année de référence.

Conformément à l'article 4 du Protocole de Kyoto, l'Union européenne, ses États membres et l'Islande ont opté pour une exécution conjointe de leurs engagements respectifs. Les parties ayant convenu de remplir conjointement leurs engagements sont chacune réputées avoir exécuté ces engagements si leur engagement commun est réalisé. En cas de non-réalisation de l'engagement commun, chaque partie est en revanche tenue pour responsable de son niveau d'émission défini dans l'accord d'exécution conjointe. L'Accord avec l'Islande a pour objet de définir les modalités de la participation de l'Islande à l'exécution conjointe des engagements au cours de la deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto et de permettre une mise en œuvre effective de cette participation.

L'Accord en question est conclu pour une durée limitée, jusqu'à ce que toutes les questions liées à la mise en œuvre de la deuxième période d'engagement aient été réglées, et entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date à laquelle toutes les parties auront déposé leur instrument de ratification.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09.07.2015

Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission de l'Environnement
(Président: M. Henri Kox):

28.10.2015 Désignation d'un rapporteur

11.11.2015 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.11.2015

Loi du 15 décembre 2015 / Mémorial A: 2015, n°238, page 5200

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente • M. Henri Kox, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Gilles Roth

- *M. Gilles Roth*

3. Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/87/CE afin de renforcer le rapport coût-efficacité des réductions d'émissions et de favoriser les investissements à faible intensité de carbone (COM(2015)337)

- *Art. 168 du Règlement de la Chambre*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

4. 6688 - Débat d'orientation sur l'orientation politique ainsi que le cadre d'action en matière de climat et d'énergie

- *Rapport de la Sous-commission «Préparation d'un débat d'orientation avec rapport sur l'orientation politique ainsi que le cadre d'action en matière de climat et d'énergie» de la Commission de l'Économie et de la Commission de l'Environnement: M. Henri Kox (dépôt du rapport et d'une motion)*
- *Débat: M. Félix Eischen, M. Roger Negri, M. Max Hahn, M. Gérard Anzia, M. Marco Schank (question de M. Henri Kox)*

5. Dépôt d'une proposition de loi par M. Marco Schank

- *M. Marco Schank*

6. 6688 - Débat d'orientation sur l'orientation politique ainsi que le cadre d'action en matière de climat et d'énergie (suite)

- *Débat: M. Marco Schank (suite), M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner, M. Marcel Oberweis*
- *Prises de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

7. 6834 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Islande, d'autre part, concernant la participation de l'Islande à l'exécution conjointe des engagements de l'Union européenne, de ses États membres et de l'Islande au cours de la deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, signé à Bruxelles, le 1er avril 2015

- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Henri Kox*
- *Discussion générale: M. Marcel Oberweis*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 6771 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets

- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Gérard Anzia*
- *Discussion générale: M. Laurent Zeimet, M. Roger Negri, M. Max Hahn*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 6814 - Projet de loi relatif à la construction d'une école internationale à Differdange

- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: M. Serge Wilmes (Mme Josée Lorsché intervient), M. Yves Cruchten, M. Claude Adam, M. Gusty Graas, M. Fernand Kartheiser*
- *Prises de position du Gouvernement: M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures, M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 6825 - Projet de loi relatif à la construction de la 5e extension de la Cour de justice de l'Union européenne

- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: M. Serge Wilmes, M. Georges Engel, M. Gusty Graas*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Claude Meisch et Mme Carole Dieschbourg, Ministres; MM. Camille Gira et Marc Hansen, Secrétaires d'État.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- D'Sëtzung ass op. Den Här Roth, wann ech gelift.

2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Gilles Roth

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President, ech wollt am Numm vum Här Mosar a vu mir eng Gesetzespropositioun déposéieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann ech gelift, Dir hutt de Mikro.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vum Här Mosar an a mengem perséinlechen Numm wëll ech eng Gesetzespropositioun déposéieren iwwer en allgemengt Vermummungsverbuet. Fir d'CSV steet d'Vermummung vum Gesiicht am krasse Géigesaz zu de Wäerter, déi eis Gesellschaft ausmaachen, näämlech d'Wäerter vun Oppenheet a vun Transparenz.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- An eise Breedegrade kucken d'Leit sech an d'Aen an an d'Gesiicht, wa se matenee schwätzen a kommunizéieren. Eng integral Vermummung vum Gesiicht entsprécht net de Wäerter, net de Gewunnechten an och net den Traditiounen, déi eist soziaalt Matenee regelen. Dës Wäerter vum sozialen Zesummesinn a Matenee sinn déif an eiser Gesellschaft verwuerzelt. Dat weisen déi sëlleche Gemengereglementer, déi zanter ville Joren d'Vermummung verbidden.

Mir sinn e klengt Land, wou ee sech fräi bewege kann. Et mécht kee Sënn, wann d'Grondprinzipien, déi dat soziaalt Mateneen an enger Gesellschaft an engem Land regelen, mat de Grenze vun enger Gemeng op déi aner änneren. Grondleeënd Froen iwwert d'Zesummeliewe mussen um nationale Plang geregelt ginn. Et kann ee sech net hannert de Gemenge verstoppen. Mir, d'Chamber, mussen hei eis Responsabilitéit iwwerhuelen.

Nach schlëmmer wéi déi fräiwëlleg Verschleierung ass awer déi opgezwonge Vermummung duerch Drëttpersounen. Si verstéisst net nëmme géint d'Gesellschaftswäerter, mä géint d'Dignitéit vun de betraffene Persounen, an dësem Fall der Fra. Esou eppes däerf net geduldt sinn a muss bestrooft ginn.

An dësem Sënn, Här President, iwwerreechen ech Iech dës Gesetzespropositioun, déi d'Vermummung vum Gesiicht landeswäit soll verbidden.

6909 *- Proposition de loi portant interdiction de la dissimulation du visage dans les lieux publics*

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Roth. Ech ginn Iech Akt vum Dépôt vun där Proposition de loi a gi se direkt weider.

(Interruption)

Hutt Dir eppes ze soen, Här Gibéryen?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Neen, Här President, ech hunn näischt.

Well Der mech gefrot hutt, an ech si frou, datt ech d'Wuert kréien...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Neen, neen.

(Hilarité)

Wann Der näischt ze soen hat…

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ma dach, ech hat eppes ze soen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann Der näischt ze soen hat… Neen, ech hat gemengt, ech hätt eppes héieren.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ah dach, ech hat eppes ze soen. Ech hätt eppes ze soen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann Der näischt ze soen hat, géif ech Iech bieden, fréndlechst invitéieren, erëm Plaz ze huelen, well et muss ee jo näischt soen, wann een näischt ze soen huet.

(Hilarité et interruptions)

Villmools Merci fir Äert Versteesdemech!

Ech wollt dann d'Regierung nach froen, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

(Négation)

Dat ass net de Fall.

3. Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/87/CE afin de renforcer le rapport coût-efficacité des réductions d'émissions et de favoriser les investissements à faible intensité de carbone (COM(2015)337)

Art. 168 du Règlement de la Chambre

Da wollt ech d'Chamber informéieren, dass eis Ëmweltkommissioun an hirer Reunioun vum 12. November décidéiert huet, en Avis politique un d'Europäesch Kommissioun ze riichten, deen d'Dokument (2015)337 vun der Kommissioun iwwert d'Verstäerke vum Verhältnis tëscht de Käschten an der Effikassitéit vun der Reduktioun vun den Emissiounen a fir d'Favoriséiere vun Investissementer mat niddrege Karbonintensitéite betrëfft.

D'Kommissioun huet kee Problem, wat de Respekt vum Subsidiaritéitsprinzip ugeet, ma wollt politesch Bedenken zum Ausdrock brengen, esou wéi et den nationale Parlamenter hiert Recht ass zënter dem Lissabonner Vertrag.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 169 (veuillez lire: 168) du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission de l'Environnement a été saisie d'une proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/87/CE afin de renforcer le rapport coût-efficacité des réductions d'émissions et de favoriser les investissements à faible intensité de carbone (COM(2015)337);

- constatant que la Commission de l'Environnement a adopté lors de sa réunion du 12 novembre 2015 un avis politique au sujet de l'initiative législative COM(2015)337 précitée et relevant du contrôle du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité,

décide d'adopter cet avis politique de la Commission de l'Environnement ayant la teneur suivante:

1. Les objectifs de la proposition de directive

La proposition législative de la Commission européenne vise à réviser le système d'échange de quotas d'émission de l'UE conformément au cadre d'action en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030 adopté par le Conseil européen en octobre 2014. La structure du système restera la même mais plusieurs adaptations s'avèrent indispensables afin de tenir compte des engagements des dirigeants de l'UE. La réforme concerne la phase 4 (2020-2030) de l'ETS. Il s'agit de la première étape dans la réalisation de l'objectif de l'Union de réduire d'au moins 40% ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 dans le cadre de sa contribution à l'éventuel accord mondial sur le climat qui pourrait être adopté à Paris en décembre 2015.

La révision du SEQE prévoit des mesures incitant à l'innovation et cherche à assurer que les entreprises européennes demeurent compétitives sur les marchés internationaux. Des fonds supplémentaires issus de l'ETS sont consacrés à l'innovation à faible intensité de carbone et à la modernisation des systèmes énergétiques dans les États membres à plus faibles revenus (fonds de modernisation, fonds pour l'innovation NER400).

La Commission reconnaît qu'il peut y avoir des risques de fuite de carbone pour certains secteurs exposés à la concurrence internationale, tant qu'aucun effort comparable pour lutter contre le changement climatique n'est entrepris par d'autres grandes économies. C'est pourquoi la proposition contient également des garde-fous destinés à préserver la compétitivité à l'échelle internationale des industries à forte intensité énergétique et à forte intensité d'échange de l'UE.

La quantité globale de quotas diminuera de 2,2% chaque année à partir de 2021 contre seulement 1,74% d'ici 2020.

Depuis 2013 (début de la phase 3), la répartition des quotas au sein du système ETS se fait principalement par mise aux enchères par les États membres. Pour la période d'échanges en cours (2013-2020), 57% de la quantité totale de quotas sont mis aux enchères et les quotas restants seront disponibles pour l'allocation à titre gratuit. La part des quotas mis aux enchères restera la même après 2020, mais bien que le pourcentage des allocations mises aux enchères reste en théorie le même, leur nombre absolu est en diminution continue.

Le nombre total de quotas est restreint et en diminution, il faut donc revoir le système d'allocation de quotas à titre gratuit disponibles afin de les répartir de la manière la plus efficiente et la plus efficace possible. Les changements proposés visent à réduire la nécessité de prévoir un facteur de correction et à garantir la prévisibilité pour les entreprises.

L'allocation de quotas à titre gratuit sera principalement destinée aux secteurs qui présentent le plus grand risque de délocalisation de leurs activités de production en dehors de l'UE.

L'architecture de base du système restera la même après 2020, mais différents éléments seront adaptés conformément à l'accord conclu par les dirigeants de l'UE en octobre 2014:

- les valeurs de référence seront mises à jour pour tenir compte des progrès technologiques réalisés dans les différents secteurs. Les valeurs actuelles sont en effet fondées sur des données relatives à

la période 2007-2008 et ne permettront pas de refléter les avancées technologiques après 2020;

- le système sera plus souple et permettra de mieux tenir compte des augmentations ou diminutions du niveau de la production et d'adapter la quantité de quotas alloués à titre gratuit en conséquence. Un certain nombre de quotas alloués à titre gratuit sera réservé aux installations nouvelles et en pleine croissance;

- la liste des secteurs qui seront sur la liste de fuite de carbone sera révisée mais n'est pas encore établie, cependant le nombre qui y figurera sera réduit de manière considérable;

- les États membres sont encouragés à utiliser le produit de la mise aux enchères des quotas pour procéder à une compensation dans le respect des règles en matière d'aides d'État.

Un Fonds pour l'innovation (NER400) sera créé pour soutenir les investissements pionniers dans le secteur des énergies renouvelables, le piégeage et le stockage du carbone et l'innovation à faible intensité de carbone dans les secteurs à forte intensité énergétique. Quelque 400 millions de quotas seront réservés à cette fin à partir de 2021. Le Fonds pour l'innovation s'appuie sur la réussite de l'actuel programme de financement visant à soutenir l'innovation à faible intensité de carbone en utilisant le produit de la vente de 300 millions de quotas au cours de la période 2013-2020 (NER300). En outre, une quantité supplémentaire de 50 millions de quotas non alloués au titre de la période 2013-2020 sera réservée pour que le Fonds pour l'innovation puisse démarrer ses activités avant 2021 et cofinancer des projets visant à soutenir les innovations technologiques décisives dans l'industrie.

Le Fonds pour la modernisation vise à aider les États membres ayant moins de ressources budgétaires à répondre aux besoins d'investissements élevés liés à l'efficacité énergétique et à la modernisation de leurs systèmes énergétiques. Entre 2021 et 2030, 2% des quotas, soit un total de quelque 310 millions de quotas, seront mis de côté en vue de la création du Fonds. Tous les États membres contribueront au Fonds, qui bénéficiera à 10 États membres dont le PIB par habitant est inférieur à 60% de la moyenne de l'UE (en 2013). Les pays pouvant bénéficier d'une aide sont les suivants: Bulgarie, Croatie, République tchèque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie et Slovaquie.

2. Avis de la Commission de l'Environnement

La Commission de l'Environnement se rallie à cette proposition de directive, qui permettra de lutter plus efficacement contre le changement climatique et de mieux remplir les objectifs de décarbonisation à long terme de l'Union européenne.

Elle accueille favorablement les principaux changements proposés, tels que l'accélération du rythme de réduction des émissions, ainsi que la mise en place de mécanismes de soutien à encourager l'investissement dans des technologies innovatrices et plus propres en faveur d'une économie à faible intensité de carbone.

Cependant, la Commission de l'Environnement suggère de renoncer à moyen terme à la distribution des allocations à titre gratuit et de s'engager, lors de la COP21 de Paris, à promouvoir l'initiative visant à définir un prix du carbone au niveau international, afin d'éviter la délocalisation de la production vers des pays où les contraintes en termes d'émissions de gaz à effet de serre sont moindres.

En conclusion, la Commission de l'Environnement encourage la démarche et les efforts visant à combler les lacunes du système actuel. Elle considère que la proposition législative COM(2015)337 est un premier pas dans la bonne direction et invite les autorités européennes à persévérer dans ladite direction.

(s.) Henri Kox.

D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 168 vun eisem Chambersreglement. Den Avis politique vun der Ëmweltkommissioun ass lech a Form vun enger Resolutioun zougestallt ginn. An et war virgeschloen, fir e Vote ouni Débat hei ze maachen an der Chamber.

Ass d'Chamber do dermat d'accord?

(Assentiment)

Musse mer hei elektronesch ofstëmmen? Neen?

(Négation)

Kënne mer à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Wie mat deem Avis averstanen ass, deen ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

D'Géigeprouf: Wien ass dergéint?

(Interruption et hilarité)

Wien enthält sech?

Merci.

Dann ass dat esou décidéiert an déi Resolutioun, déi gëtt deenen zouständegen Instanze vun der EU zougestallt.

Da komme mer zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour, an zwar der Orientéierungsdebatt iwwert déi politesch Orientéierung a Saache Klima an Energie. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Ech mengen, Dir hutt d'Riedezäite virleien. Wann nach deen een oder deen anere Kolleeg sech net ageschriwwen huet, kann en dat nach maachen.

Ech géif dann direkt dem Rapporteur fir déi Orientéierungsdebatt, dem Här Henri Kox, d'Wuert ginn - ouni awer ze verschweigen, dass hei an deem leschte Joer eng extraordinär gutt Aarbecht geleescht ginn ass, mat Expertise vu bannen a vu baussen. An den Här Kox huet d'Wuert.

4. 6688 - Débat d'orientation sur l'orientation politique ainsi que le cadre d'action en matière de climat et d'énergie

Rapport de la Sous-commission «Préparation d'un débat d'orientation avec rapport sur l'orientation politique ainsi que le cadre d'action en matière de climat et d'énergie» de la Commission de l'Économie et de la Commission de l'Environnement

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech wëll lech drop hiweisen, dass heiansdo e puer Billercher iwwer Är Tëlee eragespillt ginn, soudass Der och déi eng oder déi aner Grafik kënnt novollzéien, respektiv déi gëtt dann och iwwert d'Tëlee no baussen, iwwer Chamber TV, mat weiderginn. Dir kritt awer och eng kleng PowerPoint-Presentatioun, wou déi Biller drop sinn, an déi kënnt Der da mat heem huelen, fir lech och e Bild doriwwer ze maachen, wat mer dëst Joer an där Kommissioun geschafft hunn.

„Här President, Dir Dammen an Hären, a sech soll ee seng Wierder bei dësem Thema genau ofweien an och virun Iwwerdreiwunge warnen. Ech soen et elo emol däitlech esou:

Beim Klimaschutz, wou d'Haaptkonferenz jo vum 1. bis den 10. Dezember ass, geet et fir mech ëm d'Zukunft vun eisem Planéit. Wann d'Treibhausgasen nämlech an deemselwechte Rhythmus am 21. Jorhonnert an d'Luucht ginn, dann hunn déi sech bis d'Joer 2100 verdräifacht.

Da sinn an därselwechter Period d'Temperaturen ëm 1 - 3,5° gestigen. Grad d'Entwécklungslänner sinn am meeschten a Gefor, well si virun allem vun der Landwirtschaft ofhänken. D'Temperaturerhéijung féiert nämlech dozou, dass déi landwirtschaftlech Zonen ausdréchnen, de Phenomeen vun der Desertifikatioun zouhëlt, datt de Mieresspigel eropgeet an datt et zu enger Ännerung vun den Nidderschléi kënnt.

Déi wëssenschaftlech Daten zesummegefaasst loossen also op eng Katastroph schléissen."

Dat si Wierder, léif Kolleegen a Kolleeginnen, déi hunn ech net de Moien oder gëschter geschriwwen, dat sinn d'Wierder am Originaltext vum Johny Lahure 1997 hei an der Debatt, just virum Kyoto-Accord,...

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- ...deen deemools huet missen ënnerschriwwe ginn. An deen huet deemools mat därselwechter Däitlechkeet an därselwechter Iwwerzeegung, wéi mer dat haut de Mëtte wëlle maachen, och nach eng Kéier drop higewisen huet, dass et fënnef vir zwielef ass. A just mam groussen Ënnerscheed, dat dote war '97, haut hu mer 2015. Dat si genau sage und schreibe 18 Joer hier.

An d'lescht Woch war an der Press nozeliesen: „Globale Erwärmung erreicht Ein-Grad-Schwelle

Die Klimaerwärmung hat eine bedeutende symbolische Schwelle erreicht: Das Jahr 2015 war im Durchschnitt bislang 1,02 Grad wärmer als die zweite Hälfte des 19. Jahrhunderts, berichtet das britische Met Office, der meteorologische Dienst Großbritanniens.

Dieses Jahr sei damit auf dem Weg, das erste seit Beginn der systematischen Messungen vor mehr als hundert Jahren zu werden, das die Ein-Grad-Marke knacken werde. 2015 wäre gleichzeitig das wärmste Jahr seit Beginn der Messungen."

Also dat, wat virun 18 Joer de Johny Lahure als Ëmweltminister deemools hei gesot huet, ass fatal Realitéit ginn an - d'wëssenschaftlech Studien, déi deemools gesot gi sinn an déi deemools och nach deels net seriö geholl gi sinn - ass haut agetrueden.

Och hei zu Lëtzebuerg sinn d'Klimaännerungen ze mierken. Dir mierkt et mat Temperaturen iwwer 20°C am November, wéi mer déi virun enger Woch haten. Dir mierkt et an der Vegetatiounsphas, well haut sinn nach Äppelbeem mat gréngе Blieder ze fannen. An aus eegener Erfahrung, well ech dat kennen: Am Wäibau gi mer mëttlerweil am Schnëtt zwou Woche virdru liesen. Dat heescht, wa virdrun den 1. Oktober als Stéchdatum geholl ginn ass, esou ass et haut praktesch de 15. oder den 20. September.

D'Welt erstéckt deemno esou lues am CO_2 an d'Zäit leeft eis fort.

(Projection d'un graphique)

Dofir d'Illustratioun, wann Der d'Chance hutt, op Ärem Schierm ze kucken: Eng Sandauer, wéi lues a lues den CO_2 sech iwwert d'Welt wäert ausdeenen.

Et ass kee Problem vun der Welt. D'Welt wäert deen CO_2 mat sech huelen. D'Welt wäert och nach no der Mënschheet weidergoen. Dofir en Zitat, wat mer ganz gutt gefält a wat och dat ausdréckt: „Das Klima mag nicht alles sein, aber ohne ein menschengerechtes Klima ist alles nichts." Dat heescht, dat huet den Hermann Ott vum Wuppertal Institut für Klima, Umwelt, Energie viru Kuerzem gesot.

An eelef Deeg sti mer erëm virun enger ganz kruzialer Entscheedung. Da sti mer näämlech zu Paräis. Da kommen d'Länner (veuillez lire: kommen d'Politiker) aus all de Länner praktesch vun der Welt zu Paräis zesummen, fir en neie Klimaaccord auszehandelen. Och wann déi schrecklech Ereignisser vum leschte Weekend net grad derzou bäidroen, fir kënnen an enger Seriositéit a mat där richteger Dynamik an dee Kongress ze goen, esou däerfe mer trotz alle Geféierlechkeeten, déi et op der Welt nach gëtt, allem Misär, deen do ass, net blann sinn op den Ae betreffend de Klimawandel.

Dofir ass et wichteg, dass d'Zil (veuillez lire: dass d'Zil erreecht gëtt), dat d'international Gemeinschaft sech ginn huet, näämlech en internationaalt a bannend Klimaofkommes, fir d'Äerderwäermung ënner 2°C sécherzestellen. Dat ass d'Zil an dat hu vill Länner sech op de Fändel geschriwwen. An dofir ass d'Hoffnung, dass et zu Paräis zu engem Accord kënnt, ganz wichteg.

D'Erwaardunge si ganz grouss, well et wichteg ass, dës Kéier d'Länner all mat an d'Boot ze kréien, net nëmmen d'Industrielänner, d'Schwellelänner, mä och d'Entwécklungslänner, well et sinn déi, déi am meeschten ënnert dem Klimawandel wäerte leiden. An haut si scho ganz vill Vëlker op der Wanderung wéinst dem Klima, wéinst der Versteppung vun hire Landschaften, esou wéi de Johny Lahure dat `97 gesot huet. Well et si si, déi op Landwirtschaft opgebaut sinn, déi am meeschten an am séierste dorënner leiden.

Et ass also eng Erausfuerderung fir eis alleguerten an eng Hausaufgab fir eis heiheem, well mir hunn déi historesch Verantwortung vis-à-vis vun deem, wat mer all an deene leschte Jorhonnerte gemaach hunn.

Mä do ginn et awer och ganz kloer positiv Signaler an déi musse mer opgräifen. Mir musse mat Hoffnung dohinnergoen, mir musse mat Spaass dohinnergoen. Mir mussen e Rucksak voller Instrumenter hunn, fir kënnen zu engem Accord dann zu Bréissel (veuillez lire: zu Paräis) ze kommen.

An do ass d'Roll vum Carole Dieschbourg als Ëmweltministesch ganz wichteg. Duerch d'Présidence huet si eng ganz verantwortungsvoll Roll, zesumme mam Klimaschutzkommissär vun der Europäescher Gemeinschaft, dem Här Cañete. Si zwee mussen d'Positioune vun der Europäescher Kommissioun verteidegen. An et ass och wichteg, mat engem gestäerkte Mandat dohinnerzegoen, well Dir hutt et fäerdegbruecht, dass d'EU géeent op Paräis geet, mat enger Stëmm. An dat ass e ganz wichtegt Signal, fir dat ze maachen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- D'Enjeue sinn eis all bekannt. Ech wëll déi a véier Punkte kuerz beschreiwen:

Den Enjeu ass als Éischt d'Drénglechkeet - d'Drénglechkeet, just virdru beschriwwen, vum Klimawandel, insbesondere an den Entwécklungslänner.

Den Éiergäiz: Den Éiergäiz muss do sinn! En ass do bei der Europäescher Unioun, déi geschlossen, wéi gesot, op Paräis geet. An och mir heiheem mussen den Éiergäiz hunn, eis Ziler ze erreechen.

An d'Chance: Paräis huet et fäerdegbruecht - d'franséisch Présidence, well et leeft ënnert der Présidence vu Frankräich -, nämlech en „Agenda des solutions" op den Dësch ze leeën, wou déi ganz Best Practices kënnen nogekuckt ginn. An et ass dat, wat eis Hoffnung gëtt, fir kënnen an déi Richtung ze goen.

Ech wëll awer mat deem wichtegsten Enjeu schléissen, mengen ech, aus eiser Siicht: Dat ass d'Finanzéierung. Wa mir et als entwéckelt Länner, als Industrielänner net fäerdegbréngen, den...

(Coup de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, lauschtert dem Rapporteur no! A wa kleng Sëtzungen ze maache sinn, et gëtt Raimlechkeete ronderëm. Merci.

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President.

Wann d'Finanzéierung net gekläert ass zu Paräis, mengen ech, ass dat de kruziale Punkt, deen et kann zum Scheitere bréngen. Lëtzebuerg huet hei och e ganz wichtegt Signal ginn, näämlech zu New York bei den neien ODDen, den Objectifs de développement durable, dat heescht, bis 2030, wat op der Welt alles un Développement-durable-Konditioune muss gemaach ginn.

Do huet eise Premier ugekënnegt, dass Lëtzebuerg vun haut 5 Millioune bis 2020 120 Millounen an d'Dëppe wäert leeën, fir eben d'Adaptatioun zum Klimawandel besonnesch an Entwécklungslänner ze ënnerstëtzen, an dëst net aus dem Dëppe vun der Kooperatioun, mä parallel zu der Kooperatioun. An dat ass e ganz wichtegt Signal, dofir Merci un d'Regierung. Ech mengen, dat huet d'Kommissioun och als solches unerkannt. An dat ass e wichtegt Signal.

Et ass e wichtegt Signal, dass d'Industrielänner zu Paräis deen Engagement gi fir d'Entwécklungslänner, den néidegen Transfert un Technologien, awer och Hëllef zur Selbsthilfe. Näämlech doheem musse si kënnen... Well da brauche se net hir Regiounen ze verloossen. Mir mussen hinnen Hoffnung ginn, dass se kënnen do bleiwen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Mir hunn eis virun engem Joer zesummegedoen hei an der Chamber, fir och eis Hausaufgaben heiheem da wëllen ze analyséieren an och ze kucken. Mir hunn dunn eng Souskommissioun an d'Liewe geruff, wou ech dann d'Chance hat, déi iwwer eng jett Sëtzungen ze leeden, wou mer awer och d'Chance haten, iwwer all d'Politiken an deem Beräich, wat Klima an Energie ubelaangt, kënnen ze diskutéieren. Dat war fir mech eng ganz flott Erfahrung an ech wéilt se och net mëssen.

Eppes kenne mer hei zu Lëtzebuerg, ech hunn de Pin hei ugespéngelt: Mir hunn e Konsens vun der Antiatompolitik. Mir sinn eis do eens. Mäi Wonsch wär, an dat ass deen ënnendrënner, dass mer och e Klimakonsens kréien, dass mer wierklech gëeent dem Carole Dieschbourg de Réck stäipen, fir em e staarkt Mandat och vun dëser Chamber mat op de Wee ze ginn.

Mir haten 30 Reuniounen eleng vun der Souskommissioun. Mir haten dräi Visitten hei zu Lëtzebuerg, wou mer d'Uni besiche gaange sinn, de LIST, Luxembourg Institute of Science and Technology, dee jo och am Klimaberäich schafft. A mir waren op zwou Visitten am Ausland, well mer och hu wëllen d'Atomenergie thematiséieren.

A mir waren op Paräis eng Kéier bei de Senat a bei d'Assemblée nationale, wou mer eist Uleies virbruecht hunn; wou mer bal en diplomateschen Incident am Senat haten, wou mer vun engem kommunistesche Sénateur souguer dee Moment ugegraff gi sinn, well et war just dee Moment, wou d'LuxLeaks-Affär ënnerwee war. Awer mir si vun engem Lothringer Sozialist verteidegt ginn, dass déi zwou Saachen net mateneen ze vermësche wären. An dofir... Et ass haut nozeliesen am Rapport vum Senat. Dat war eng ganz lëschteg Geschicht.

Mir hunn awer och ganz vill Leit gesinn. Mir hunn d'ganz Zivilgesellschaft, déi sech iergendwéi an deem Beräich gesinn huet, an der Chamber gesinn a mir hu ganz konstruktiv diskutéiert an och Virschléi gemaach. Ech kommen herno op déi puer Virschléi zréck - e puer? -, et sinn der eng ganz Rei gi schlussendlech.

Mir hunn zwee Rapporten. Hei ass en. Ech ginn en och direkt dem President, well soss fält en nach erof. De Rapport ass an zwee gedeelt.

(M. Henri Kox dépose le rapport et une motion sur le bureau de la présidence.)

Motion 1

La Chambre des Députés,

vu

- la lettre du 4 mars 2014 par laquelle les groupes parlementaires DP, LSAP et déi gréng avaient demandé l'organisation d'un débat d'orientation avec rapport en matière de refonte/réorientation de la politique de lutte contre le changement climatique;

- la décision prise lors de la réunion jointe de la Commission de l'Économie et de la Commission de l'Environnement du 16 juin 2014 d'instituer une sous-commission chargée de la préparation du débat d'orientation avec rapport sur l'orientation politique ainsi que le cadre d'action en matière de climat et d'énergie;

- le rapport de ladite sous-commission «Préparation du débat d'orientation avec rapport sur l'orientation politique ainsi que le cadre d'action en matière de climat et d'énergie»;

- l'engagement des Gouvernements successifs pour réduire les émissions des gaz à effet de serre;

vu encore

- les différentes mesures et projets du Gouvernement afin de réduire la consommation énergétique et des ressources;

- les différentes mesures et projets du Gouvernement afin de réaliser la transition vers une mobilité plus durable;

- les différentes mesures et projets du Gouvernement afin de réaliser la transition vers l'approvisionnement énergétique plus durable;

- les différentes mesures et projets du Gouvernement afin d'inciter d'autres domaines politiques, comme notamment l'agriculture, à renforcer leurs actions dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques;

considérant,

- que même si les émissions de gaz à effet de serre du Grand-Duché évoluent depuis quelques années dans la bonne direction, les engagements politiques sont à maintenir, voire à renforcer dans tous les domaines susceptibles de participer aux engagements pour la protection du climat;

- que les résultats de différentes études économiques et financières en relation avec le rapport coûts-bénéfices des mesures pour la protection du climat sont largement en faveur d'une telle politique;

- que la protection du climat peut créer des opportunités pour l'économie nationale et pour l'offre d'emploi au Grand-Duché;

- que la transition nécessaire vers une société et une économie dites «low carbon» doit être accompagnée par une politique cohérente et adaptée;

- que le Luxembourg possède les atouts nécessaires pour jouer un rôle modèle au niveau européen et ceci notamment lors du Sommet mondial sur le climat en décembre 2015 à Paris;

- que conformément à son programme 2013-2017, le Gouvernement entend faire du Luxembourg un pionnier en ce qui concerne les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique dans la Grande Région ainsi que créer un cadre politique, juridique et financier ambitieux afin de faire de l'économie luxembourgeoise progressivement une des économies les plus efficaces en matière d'énergie;

fait siennes les conclusions et recommandations formulées par la sous-commission dans son rapport et invite le Gouvernement à orienter la politique et le cadre d'action en matière de climat et d'énergie en ce sens.

(s.) Henri Kox, Gérard Anzia, Frank Arndt, Eugène Berger, Max Hahn, Roger Negri.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- En ass engersäits vu mir redigéiert, mat natierlech enger Hëllef, wou ech och gläich wäert drop zréckkommen, awer och vun engem externen Institut, dat eis iwwer e Joer begleet huet. An dat war d'Institut für ZukunftsEnergieSysteme aus Saarbrécken, dat, mengen ech, e positiven Impuls eraginn huet, fir méi eng Déift an déi Diskussiounen ze kréien, och deels fir méi breet kënnen iwwert déi Technologien ze schwätzen.

Am Ganzen ass et awer net nëmmen dee Rapport, dee mer zesummegedoktert hunn, mir hunn am Ganze fënnef Classeure mëttlerweil mat dausend Säite gefëllt. Dausend Säite fir Klimaschutz heiheem. Dir kënnt déi nofroen.

D'Motioun, déi derbäiläit: Dofir ass d'Motioun mat deem Rapport ofgi ginn, déi ass de Moment vun deene sechs Majoritéitsdeputéierten ënnerschriwwe ginn, déi och de Rapport an der Kommissioun ugeholl hunn. Déi aner vun der CSV respektiv déi Lénk hu sech beim Rapport enthalen. Vläicht bitt sech d'Geleeënheet no der Debatt, eng gemeinsam Motioun dozou nach kënnen ofzestëmmen. D'ADR war deemools an der Réunioun net derbäi, awer trotzdeem hate mer eng ganz konstruktiv Diskussioun.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir kënnen net mat ofstëmmen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, mir sinn net Member.

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Ah, pardon! Dann huelen ech dat zréck.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, just de Rapporteur huet am Moment d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Et war awer wichteg.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Si hu jo dat gesot, wat ze soe war.

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Vläicht awer nach ee Wuert, pardon, zu der Form vun der Organisatioun vun engem Débat d'orientation, well mir dat awer ganz wichteg ass an uweläit, fir dat awer och hei eng Kéier gesot ze hunn

Ech fannen, dass mir als Chamber duerchaus méi d'Brocsht breet solle maache vis-à-vis vun der Regierung. Net, dass Der elo sollt fäerten. Ech mengen, dass mer eis als Chamber och déi néideg Moyene sollte ginn, wat och déi fachlech Begleedung ugeet, well mir sinn à même, wa mer eis Zäit huelen, gutt Berichter kënnen ze maachen, Orientéierungen ze ginn, wa mer déi néideg Ënnerstëtzung hunn. A mir haten eng ganz konstruktiv Diskussioun, och mat de Ministèren. Dat wëll ech awer hei betounen, an ech komme gläich och nach eng Kéier drop zréck.

Dann, déi wëssenschaftlech Begleedung, mengen ech, ass e wichtegen Apport. Dat war eng Première. Mir hu se deels. Et soll ee sech do eng Kéier zesummesetzen, fir déi Analys ze maachen: Wat ass de Vir- an Nodeel? Ech denken, wat de Rapport hei awer mat sech bruecht huet, dat ass, dass qualitativ eng Steigerung dra war. Dofir soll een dat net abweegeg kucken. Ech mengen, et war e ganz flotte Prozess.

Dann, selwer fannen ech, dass den Hearing wärend den Diskussiounen, dee mer klassesch hei an der Chamber ofhalen, do mengen ech, hunn ech jiddefalls d'Erfahrung elo gemaach aus deem, wéi mer hei virgaange sinn, dass e groussen Hearing net onbedéngt déi Plus-value huet, déi mer normalerweis vun engem groussen Hearing hunn, mä méi déi fachlech, déi spezifesch op engem Thema orientéiert Diskussioun an der Kommissioun.

An dofir huelen ech ee Beispill eraus, well dat mer och um Häerz läit. Dat ass dat vun der Précarité énergétique. Mir konnten do zesumme mat der Entente vun den Offices sociaux, mat der Caritas, mat der Croix-Rouge, mat dem Ministère de la Famille, mat dem MDDI an de Kommissiounsmemberen eng ganz konstruktiv Diskussioun maachen. An et sinn och Virschléi erauskomm.

Et si Virschléi erauskomm, fir zum Beispill de Sozialberoder mat engem Energieberoder zesummenzekréien, fir déi zesummen op den Terrain bei déi Leit, déi et brauchen, och ze schécken. Ech mengen, dat sinn Iddien, déi och direkt an der Kommissioun vun de Ministeren a vun der Ministesch - deemools war et de Statssekretär an d'Ministesch Corinne Cahen, déi un där Reunioun deelgeholl hunn - opgegraff gi sinn. A et gouf gesot: „Dat ass eng Iddi, déi mer wëlle weider développéieren. Firwat net do direkt Neel mat Käpp maachen?" An dee Moment ass och direkt gesot ginn: „Dat wëlle mer och weiderverfollegen."

Ech mengen, dat sinn Aufgaben, déi d'Chamber sech kann zu Häerz huelen: méi punktuell (veuillez lire: punktuell schaffen), wa mer esou Projete virleien hunn, zesumme mat de Leit um Terrain, mat de Ministèren. Eis Vermëttlungsroll, Impulsgeber ze ginn als Chamber, dat fannen ech dofir ganz wichteg.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Zum Schluss wëll ech, wann ech d'Form wëll wielen, hei en décke Merci awer nach ausschwätzen. E Merci un déi zéng Memberen, oder néng Memberen aus der Kommissioun - mat mir zéng. Mir hate ganz vill Reuniounen, ganz flott Debatten, och deels kontrovers. Et ass och wichteg, dass déi gefouert ginn. Mir si souteneiert ginn duerch eng ganz dynamesch Équipe aus der Chamber. An ech wëll der och hei zwee nennen: den Timon Oesch an d'Pascale Kohn, déi zum Schluss dat nach alles mat mir zesummegedoktert hunn, fir dat an där Form hei och kënnen dann ofzeginn. An natierlech och d'Kolleegen aus der Fraktioun, de Pol de Sven an den Dan, déi mer tatkräfteg gehollef hunn zum Schluss, och fir dee Virtrag hei oder déi Ried hei an där Form kënnen ze maachen.

Dofir kommen ech elo zum Bericht, ouni dass ech elo all d'Detailer vun deem Bericht hei wëll erausluelen. Ech wëll nëmme punktuell der erausluelen. D'Kolleegen aus de Fraktioune wäerten hei op d'Bün kommen. Déi hunn hir Argumenter, hir Positiounen, hir Virschléi, sou-dass si bestëmmt deen een oder deen anere Virschlag aus der Kommissioun deele respektiv vläicht eng Etapp nach méi wäit wëlle goen. Dofir wëll ech déi Detailer net esou maachen.

De Rapport ass gréisstendeels op fënnef Kapitelen opgebaut.

Eng Kéier, eng Haaptsaach ass d'Dréngleckeet: Jo, mir mussen eppes maachen.

Duerno sinn et d'Obligatioune vun eis. D'Obligatioune sinn déi, déi mir ënnerschriwwen hunn als Lëtzebuerger Land, an natierlech de Rôle vun de Gemengen a vum Stat, well ouni dee Rôle... well et e wichtege Rôle ass, fir d'Bierger mat an d'Boot ze huelen, soss packe mer dat net.

An och hei hunn ech nach e Slide, deen ech dann och wäert weisen, an och no baussen.

(Projection d'un graphique)

Dat weist nach eng Kéier d'Dréngleckeet. Dat ass déi offiziell Temperaturerhéijung, déi am Rapport vum IPCC nozeliesen ass. Wien ass dat? Dat ass dee fachlech-wëssenschaftleche Grupp fir d'UNO, also d'Vereent Natiounen, déi eben déi Projektioun gemaach hunn, dass d'Temperaturerhéijung do ass.

An et gëtt fënnef grouss Moossnamen. Bei dräi wëll ech soen, wat d'Konsequenze kënne sinn, wann et esou weidergeet.

Dat Éischt ass: Systèmes uniques et menacés. Dat heescht, a ganz ville Regiounen op der Welt wäert et zu Biodiversitéitsverloschter kommen. Et wäerten Ännerungen am System ginn.

Eppes, wat mir och deels schonn hei zu Lëtzebuerg wäerten erliewen, dat si Phénomènes météorologiques extrêmes. Dat heescht, mir kréie méi oft a méi hefteg Wiederen, ze beobachten op ganz ville Plaze vun der Welt.

An da kënnt ee Punkt, dee mech awer besonnesch interpelléiert, an dat ass deen, deen och an deem Bericht nozeliesen ass, d'Répartition des incidences. Dat ass: Wou ass de meeschte Schued ze beobachten? An - wéi hat ech dat schonn am Ufank vu menger Ried gesot? - et ass erëm do, wou haut schonn déi Äermsten op der Welt sinn! Et sinn déi, déi am meeschte wäerten ënnert dem Klimawandel leiden. Dofir ass dat och hei nach eng Kéier ganz, ganz kloer definéiert ginn.

D'Enjeue sinn natierlech grouss. D'Objektiver vun der EU kennt Der. Ech wëll déi just kuerz rappeléieren. Déi sinn am Bericht nozeliesen.

Den éischten Accord, wéi gesot vum Johny Lahure, ass 1997 akzeptéiert an och guttgeheescht gi mat minus 5% fir d'Europäesch Unioun, 5% CO_2 manner par rapport zum Joer 1990. Et gëtt een e bësse konfus mat deene Referenzen, well déi am Laf vun de Joren och ëmmer geännert hunn.

Well déi zweet Kyoto-Period, déi geet vun 2013 bis 2020. An do hu mer op eemol d'Referenz 2005. Firwat hu mer d'Referenz 2005? Et huet sech erausgestallt an der Europäesch Unioun, dass d'Industrien am Package solle gekuckt ginn. An dofir kréie si zesummen eng Obligatioun, awer just am europäesche Konzept, och fir kënne géint eng Desindustrialiséierung an der Europäescher Unioun unzegoen. An dofir si jo och do d'Kritären anerer wéi déi, déi deels fir aner Beräicher gëllen.

Wat ass d'Zil vun der Europäescher Unioun fir op Paräis? Ma, fir op Paräis ze goen, hu se de Rucksak mat minus 40 gefëllt. Dat heescht, d'Europäesch Unioun wäert an de Verhandlungen antrieden, fir dass minus 40% CO_2 an als Referenz erëm par rapport zu 1990 sollen erreecht ginn.

An, wat awer ganz wichteg ass, si hunn och e längerfristegt Zil festgeluecht an dat schonn a munneche Pabeiere vun der EU och diffuséiert, dat heescht, iwwert d'Etapp vun 2020, 2030 eraus näämlech en Zil 2050 bis zu der totaler Dekarbonisatioun vun eiser Wirtschaft, vun eiser Gesellschaft. An d'Zil minus 80% bis 2050 ass ënner anerem vun der Europäescher Unioun festgehalen.

Wat heescht dat fir Lëtzebuerg? Lëtzebuerg huet sech dräi Ziler op de Fändel misse schreiwen an och ënnerschriwwen. Dat eent kennt Der all: Dat ass minus 20% am CO_2-Ausstouss par rapport zu der Referenz vun 2005, 11% erneierbar Energien - ech komme méi spéit drop zréck, wat dat heescht - an Effizienzsteigerung ëm 20%.

Wat heescht Effizienzsteigerung? Ma dat heescht einfach, dat ze maachen: Energie net ze verbrauchen, da brauch se och net hiergestallt ze ginn. Ech weess net, wéi vill Luuchte mer elo haut heibannen un hunn. Mä wa mer do géifen déi eng oder déi aner ausmaachen, dann hätte mer eng kleng Effizienzsteigerung, nëmme fir eis et virun Aen ze féieren. Esou ass dat och fir jiddwereen: Jiddweree kann dat doheem. Jiddwereen ass do mat gefuerdert, fir an deem Beräich seng Moossnamen ze maachen.

Dann zum Schluss wëll ech awer nach eng Kéier op de Rôle vum Stat a vun de Gemenge méi speziell agoen. Ech hunn lech en Diagramm matbruecht, dee wäert ech och elo aspillen.

(Projection d'un graphique)

Dat ass eng längerfristeg Klima- an Energiestrategie och fir Lëtzebuerg. An dat ass eppes, wat mer an der Kommissioun och diskutéiert hunn. Wa mer wëllen hunn, dass mer no bausse kredibel sinn, wa mer wëllen hëllefen, op eng Dekarbonisatioun hinzesteieren, da musse mer eis heiheem och mat Strategien ausenanersetzen. An eng vun deene Strategien - firwat net? -, dat ass d'Iddi vun der drëtter industrieller Revolutioun, déi vum Jeremy Rifkin. Och all déi Impulser bréngen et fäerdeg, fir dass mer an eng Richtung vun der Dekarbonisatioun eriwwerginn. Do ass d'Iddi vun der „circular economy": ze probéieren, esou d'Produkter hierzestellen, dass se duerno zréck an e System eraginn.

Ech mengen, mir hu genuch Potenzialer, wa mer se konsequent a richteg uginn. Ech soen heiansdo: Kommt, mir loossen d'Handbrems lass! Well deels fuere mer an dëse Beräicher mat ugezunnener Handbrems. An ech denken, wa mer dat richtegt Vertrauen an déi Technologië stiechen an an déi richteg Politicken, da kënne mer do e Stéck no vir goen.

An dësem Graphique wëll ech awer och nach eng Kéier déi Antiatompolitik ervirsträichen. Ech mengen, muer wäert d'Lëtzebuerger Regierung och déi Klo géint deen neien Atomreakter, dee soll a Groussbritannien gebaut ginn, ënnerschreiwen oder déposéieren. Ech weess d'Form net richteg, awer zesumme mat Éisträich huet d'Lëtzebuerger Regierung Courage gewisen an engem Dossier, deen net ganz einfach ass.

An hei gi mer effektiv géint ganz grouss Multikonzerner, déi eng Technologie verfolgen, déi eis net geneem ass, déi falsch d'Sue blockéiert, déi op engem anere Punkt feelen. An déi Suen, déi do dragepompelt ginn, fir nach ëmmer net ze wëssen: Wouhinner mat dem Atommüll? - dat ass eng Onverantwortung! An déi wëlle mer net deelen. Dofir hätte mer gäre gesinn, dass déi Suen, deen Apport éischter an eng aner Politik, an eng aner Richtung sollte goen.

Ech hunn lech nach ee Graphique... Ech hu gesot kritt: „Sief net ze vill Ingenieur!" Ech hunn lech awer dee Graphique trotzdeem elo wëlle weisen.

(Projection d'un graphique)

Dat ass de Verlaf vun eisem CO_2 hei zu Lëtzebuerg. A mir si jo 1990 ugetruede mat esou enger Quantitéit. An dat waren der deemools 13,1 Milliounen. An den Här Lahure huet '97 ënnerschriwwe mat minus 28. An do huet jiddwereе gesot: „Här Lahure, sidd Dir da geckeg, minus 28 ze ënnerschreiwen?" Mä deemools - an dofir hunn ech déi Kurv hei gewisen -, '98 ware mer bei 8,6 Milliounen Tonnen. Dat heescht, mir ware bei minus 34%!

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- De Problem war, dass mer net déi Politicken deemools gemaach hunn. Ech wëll elo kengem ze no trieden. Et ass einfach de Fakt, dass den Tanktourismus eis - leider! - fortgelaf ass. An dat gesäit een op där mofer Kurv. Deen ass do an d'Luucht gaangen. An doduerch war et, duerch de Rechemodell natierlech och - deen ass awer fir eng oppen Ekonomie, wéi mir se ebe sinn, esou zougeschnidde gewiescht -, dass deen CO_2, deen duerch de Verkaf vun Diesel a Bensinn, eis zougerechent gëtt.

Et ass awer och éierlech! Ech mengen, dat musse mer awer soen. Wa mer schonn de Bensinn an den Diesel verkafen an awer och nach d'Sue fir eis Statsfinanze kréien, da musse mer awer och konsequent sinn, dass mer eis deen CO_2 och mussen zourechne loossen. Ech mengen, dat ass eng Logik vun der Saach, déi sech ergëtt.

Et weist awer, dass dat Ganzt zesummenhänkt an dass et net esou einfach ass. Nëmme fir mech ass Energie- a Klimapolitik keng sektoriell gekuckt Politik, mä et muss iwwert déi ganz Breet vun de Politicke behandelt ginn.

An ech denken, do mécht awer dës Regierung trotzdeem en neien Effort, an dat huet ee gesinn - an dat wëll ech hei och extra betounen -,

dass wärend de Conseilsdiskussiounen hei wärend der Présidence praktesch all Ressortminister oder -ministesch d'Thema vum Klima um Ordre du jour hat: eng Landwirtschaft mat engem super Pabeier iwwer „smart agriculture", den Energieminister - jo, dee muss sech, vu säi Ressort, souwisou mat deem Thema ausenanersetzen - huet sech mat deem Thema ausenanergesat, en huet d'„circular economy" mat als Thema geholl, an nach anerer, den Här Tesla, den Direkter... (veuillez lire: den Här Elon Musk, PDG an Direkter vun Tesla). Oder wéi heescht en? Ech hunn den Numm elo vergiess.

Dat si wichteg Momenter, vun deene mir musse profitéieren. An dat huet d'Lëtzebuerger Présidence fäerdegbruecht. Den Transportminister huet sech dermat ausenanergesat. Mam Vëlo huet en d'Diskussioun gefouert.

D'Ëmweltministesch muss sech natierlech domadder ausenanersetzen. Awer wat nach méi wichteg ass, an dat fannen ech eng ganz flott a gutt Initiativ, dat ass, dass de Finanzminister sech och mat deem Thema ausenanersetzt, well mer dat herno ouni d'Finanzen net packen. An d'Finanzministere musse kënnen do mathalen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Très bien!

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur*.- Mir haten e Bilan ze zéie vun där leschter Kyoto-Period. Déi éischt Kyoto-Period, déi ass vun 2008 bis 2012 gaangen. 2008 bis 2012 hu mer missen e Kontingent un CO_2 spueren. Dat ass eis net gelongen! Dat ass eis net gelongen a mir hu missen eng 14,2 Milliounen Tonnen akafen, wat eis awer deels och ganz vill Kritik abruecht huet. Well déi Akafspolitik, déi war legal! Dat hu mer kënnen dierfen. Mä just: 14,2 Milliounen Tonne waren deels mat Kritäre verbonnen - och do wëll ech kengem ze no trieden, well dat am Ufank war -, mä d'Transparenz an d'Kritäre selwer vun deem, wat mer akaaft hunn, waren net ëmmer ganz novollzéibar. An et war och dat den Ulass vun der Cour des Comptes, déi sech da mat deem Dossier ausenanergesat huet.

Mir hunn deen net an eiser Kommissioun esou gemaach, well mer gesot hunn: „Mir kucken no vir a mir kucken d'Technologien a mir kucken d'Politicken, déi an deenen eenzelne Beräicher sinn, fir déi och ze verbesseren." An dofir hu mer eis mat der Cour des Comptes an deem Sënn net esou beschäftegt, well, mengen ech awer, dat, wat am Rapport nozeliesen ass elo - an eisem Rapport -, ass eng Äntwert op déi Kriticken, déi do komm sinn.

Soudass mer d'Fuerderung och an eisem Rapport un d'Regierung geschriwwen hunn: Wa sollen nach Kritären (veuillez lire: nach Certificaten) akaaft ginn, da wunn ech gelift no ganz novollzéibare Kritären, éischtens, der Transparenz, an dass och do, wou se akaaft ginn, e sichtbart Zil ze erreechen ass. Dat ass zum Beispill den „Gold Standard", deen do als Kritär geholl gëtt. Dat huet d'Kommissioun och ganz kloer artikuléiert. An dat hu mer och esou mat op de Wee ginn, wëssend, dass do och d'Regierung dat schonn ëffentlech gesot huet an direkt am Ufank gesot huet, fir an déi Richtung ze goen.

(Projection d'un graphique)

Dann hunn ech nach en Diagramm, dee weist e bëssen, wat eis Hausaufgabe sinn. Et geet a sech nëmmen ëm de Prinzip. Et ass eng Pyramid, wou mer déi ënnerschiddlech Secteuren hunn. An déi ënnerschiddlech Secteure weisen a sech just nëmmen, wie wéi vill an zu wéi vill Prozent eppes bäisteiert.

Wat awer interessant ass un deem Graphique, ass, dass se all derbäi sinn. Jiddwereе ka säi Bäitrag bäisteieren! An et ass dat, wat zum Beispill am zweeten Aktiounsplang nach gefeelt huet, den zweeten Aktiounsplang, deen amgaangen ass evaluéiert ze ginn. An et steet och am Bericht, dass den zweeten Aktiounsplang soll evaluéiert ginn, a wa méiglech en drëtten, dee vläicht no Paräis da muss op de Leescht geholl ginn.

Awer dann am drëtten Aktiounsplang musse se all dra sinn, all d'Technologien, all d'Secteuren: d'Landwirtschaft, de Verkéier a senger ganzer Palett, an nach anerer, se alleguerten. An dat ass dat, wat mir och an der Kommissioun gemaach hunn.

Wat hu mer gemaach? Mir hunn a klenge Gruppen oder klengen Hearingen, déi mer gemaach hunn, d'Landwirtschaft gekuckt mam Landwirtschaftsminister, wou en e Pabeier virstelle komm ass, deen en um EU-Conseil konnt virstellen, wou ganz flott Initiativen dra sinn. Fir mech eng Landwirtschaft, déi an der CO_2-Problematik e Virdeel kann hunn, well si ass deen eenzege Secteur, deen effektiv kann CO_2-Senkung sinn. Dat heescht, si kënne späicheren. Si kënne mathëllefen, dass mer e Gesamtbild kënnen erreechen.

Dann, d'Industrie hunn ech hei am deem Diagramm nach dra gehat. D'Industrie, dat wësse mer, déi lafen am ETS, also am „Emissions Trading System". Dat heescht, si musse sech ënnereneen eens ginn. Awer d'Zil muss och fir si ganz kloer si bis 2020. Och si musse reduzéieren.

An den Här President huet jo virdru vun där Resolutioun geschwat, déi mer eestëmmeg an der Ëmweltkommissioun ugeholl haten, fir ze soen: „Bréissel, gitt vläicht méi wäit!" Mir soen: „Gitt - a méiglechst esou séier wéi méiglech - keng Zertifikater méi fir näischt, mä kuckt, dass déi contraignant Politicke weidergefouert ginn!", wëssend, an dat ass eis och kloer an der Souskommissioun - mir ware jo eng Souskommissioun aus Energie, also Ekonomie, an Ëmwelt -, dass och den Aspect vun der Desindustrialiséierung bei eis diskutéiert gëtt. Mir hunn och eng Fedil do sëtzen, déi eis dat mat op de Wee ginn huet, dass och e Problem do ass, dass mer eng Auslagerung vun Industrien hunn an do da produzéiert gëtt an d'Produkt awer mat „groer Energie", wéi mer dat soen, hei an Europa importéiert gëtt. Dat ass e Punkt, deen diskutéiert gëtt.

Dofir soll jo zu Paräis vläicht och eng Kéier en CO_2-Präis diskutéiert ginn. En CO_2-Präis, awer net nëmme fir Europa oder fir Lëtzebuerg, mä en CO_2-Präis international. Dat wär déi richteg Politik! Wa mer et bis dohinner géife packen, dann hätte mer vläicht net onbedéngt déi Desindustrialiséierung. Et muss een awer soen, si ginn net onbedéngt fort, well hei den CO_2 vläicht deier ass. Si ginn hei fort, well se a ville Länner vläicht de Sozialsystem ënnergruewen an do profitéieren, fir nach mat méi bëllegen Aarbechtskräften hir Produkter kënnen hei ze importéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur*.- Ech wëll elo net hei nach méi wäit an déi Diskussioun eragoen. Meng Kolleege wäerten nach déi eng oder déi aner Diskussioun do maachen.

Dann e Bild, dat gefält elo dëser Regierung.

(Projection d'un graphique)

Ech wëll awer soen - an dat ass och herno an de Rapport agefloss, a vläicht hat ech et gewosst, awer et net bewosst net drageschriwwen, mä duerch Ureegung vum Kolleeg Marco Schank -, déi Politicke gräifen am Kader vu laangwirege Prozesser an déi hunn net bei dëser Regierung ugefaangen. Dat hat ech gesot an och versprach, dass ech dat géif hei soen op der Tribün: Si sinn net mat dëser Regierung erfonnt ginn. Et ware scho Regierunge virdrun, an dofir hunn ech gär den Text vum Johny Lahure geholl vu '97, och si ha sech deemools mat där Problematik ausenanergesat. Vläicht war et hinnen nach net esou bewosst wéi et haut eis awer bewosst ass. Ech mengen, d'21. Jorhonnert ass d'Jorhonnert vun der Ëmwelt, vun dem Klimawandel, deem mer mussen entgéintwierken.

Awer wann Der dat Bild Iech nach eng Kéier ukuckt, ech wollt just domadder ausdrécken, dass mer de Moment „on track" sinn, wéi de Camille Gira och ëmmer gäre seet. Mir hunn eis Ziler de Moment erreecht, dat wëllt awer net soen, dass mer se net awer verfeelen. Well wann Der den Diagramm weiderkuckt bis 2020, geet et vum Gréngen an de Rouden - net well de Rouden elo schlecht wär, et ass just, well de Rouden hei ebe weist, dass mer d'Zil net erreechen an dass mer awer d'Gefor hei lafen, wa mer net déi néideg Ustrengungen heiheem maachen, dass mer 1,43 Milliounen Tonnen och 2020 mussen akafen, och wann et „Gold Standard" ass. Mir hunn all an der Kommissioun gesot: „Mir hätte gär d'Hausaufgab, mir maache gär dat heiheem." An dofir war dat och d'Haaptzil.

Elo hunn ech e Graphique, e bëssen zum Schmunzelen, et ass awer net esou richteg zum Schmunzelen.

(Projection d'un graphique)

Ech komme bei d'Chancë vun den erneierbaren Energien. A wann Der Iech d'Bild ukuckt: Also, mir hunn a sech Technologien do. Mir hu se. An hei ass d'Ambulanz an der Solarenergie, déi gären do bei de Weltklimaretter kënnt. Leider stinn d'Regierungen alleguer - et ass net eis Regierung, mä all zesummen -, sech heiansdo selwer an de Féiss!

Ech wëll nëmme soen, bei de Wandmillen hu mer et jo elo fäerdegbruecht, dass mer administrativ Hürden, déi vun iwwerall kommen - ech wëll elo keen hei cibléieren, se komme vun iwwerall -, do hu mer et fäerdegbruecht, dass elo do en Déblocage kënnt, an et ass net méi spéit wéi e Freideg, mengen ech, wou zwou oder dräi Wandmillen am Norde kënnen opgeriicht ginn. A wa mer eis gutt ustrengen, a wann Dir Iech gutt ustrengt, kënne mer d'Wandmille verduedelen innerhalb vun dräi, véier Joer par rapport zu deem, wat mer déi lescht 10 oder 20 Joer haten. Dat ass en Déblocage an do musse mer all zesummen un engem Strang zéien, fir dass mer dat erreechen.

Een, dee mer ganz kloer hunn - hei hunn ech och d'Fotovoltaik u mengem Paltong ugespéngelt -, dat ass e Beräich, wou mer ganz vill Chancen hunn! An een, dee sech e bëssen domat ausenanergesat huet, wéi de Präisverfall an deene leschte Jorzéngte war an haut ass... Haut si grouss Anlage kompetitiv beim Ausschreiwungsmodell. De PV am Ausschreiwungsmodell ass deels méi bëlleg, an ass scho méi bëlleg wéi deen Atomreakter, dee Frankräich wëllt an England subventionéieren.

Dofir sinn ech frou, dass den Déblocage gemaach ginn ass, dass mer vun 30 Kilowatt op 200 Kilowatt an d'Luucht gaange sinn. Och wann et haut heescht, Dir musst eng Kooperativ maachen, fannen ech et awer wichteg! „Kooperativ" seet: Mir huelen d'Leit mat an d'Boot. A wa mer d'Leit net mat an d'Boot huelen, wäerte mer d'Zil net kënnen erreechen!

Zu der Energieeffizienz, en Thema, wat mer och geholl hunn, well ech elo net explizitt nach wäit aushuelen. Et sinn eng ganz Rei Moossnamen ënnerwee. Ech mengen, de Wirtschaftsminister huet ënner senger Verantwortung de Standard, wat den Haiserbau ubelaangt, schonn op e ganz héijen europäesche Standard bruecht. Esou ass ab dem 1. Januar 2017 en neit Haus nëmmen an A-Standard, dat heescht praktesch: Energie null. A wa mer dat weiderspannen, ginn et deels Plus-Energie-Haiser, dat heescht, et gëtt méi Energie do produzéiert wéi ee selwer a sengem Zyklus verbraucht. An ech mengen, dat ass dat, wat mer sollten erreechen.

Da kommen ech esou lues zum Schluss vu mengen Ausféierungen. Ech wëll awer ee wichtege Punkt hei eraushuelen, dat ass de Rôle vun de Gemengen, de Rôle vum Stat. An ech hunn Iech do och nach eng Kéier de Graphique eragespillt.

(Projection d'un graphique)

Dat ass d'Landkaart vu Lëtzebuerg, wou Der gesitt, dass praktesch all d'Gemengen am Land mëttlerweil ënnerschriwwen hu beim Pacte Climat. An dat ass en Erfolleg, deen dës Regierung sech net onbedéngt eleng muss op de Fändel schreiwen. An do muss ech soen, dass déi viru mat ausgeschafft gi vun der viregter Regierung, verbessert deels mat Kritären nach an der Chamber. Mä et war e Wëllen do, eppes Gemeinsames op d'Been ze stellen. An et weist een, wa mat verschiddenen Adaptatiounen, déi elo derbäikomm sinn, wéi den CELL an den IMS... Den CELL, dat ass eng Associatioun, déi et fäerdegbréngt, déi Kooperativen um Terrain mat de Leit ëmzesetzen. Déi brauche mer, fir déi Fotovoltaik kënne lasszeklappen. An dat zweet Element ass den IMS. Den IMS ass e Betrib, dee sech mat de Betriber, mëttelstännesche Betriber an der Gemeng soll zesummendoen, fir kënnen dat no vir ze bréngen.

Firwat fannen ech de Pacte Climat esou wichteg? Well ech et weess aus kommunaler Verantwortung, en huet e puer Elementer derbäi, déi mir gutt gefalen. Éischtens, et ass e Gesetz a sech par objectifs. Mir kréien eng Rei vu Moossname virgeschloen. De Gemengerot seet: „Okay, déi Moossname maache mer." Mir kréien eng Hëllefstellung: eng Hëllefstellung a Form vu Logistik an eng Hëllefstellung a Form vu finanzielle Méiglechkeeten. A wat méi wichteg ass: Mir maachen eng Evaluatioun vun de Politicken. An duerch d'Evaluatioun kënne mer eis Politicken erëm adaptéieren. Dat heescht, mir maachen d'Boucle zou, soudass mer weiderkommen.

Dëst zum Rapport. Ech kommen zum Schluss. Ech huelen déi zwou Minutten, wou ech den Dépôt vun der Motioun gemaach hunn, da kommen ech och zum Schluss. Et ass mäi leschte Slide. Ech wëll just nach dräi, véier wichteg Punkte resüméieren, déi mir awer um Häerz leien.

Nach eng Kéier: Dréngleckkeet, Éiergäiz a Chancë si mer ganz wichteg. Mir mussen et upaken. D'Auswierkunge sinn dramatesch op internationalem Plang. Mir kréie Klimaflüchtlingen, wa mer dat net uginn. Mir brauchen dofir en internationalen Accord op der COP21. Mir hunn déi nei Objectifs de développement durable vun New York. Eng staark Stëmm huet d'Carole Dieschbourg, fir op Paräis ze goen. A mir mussen duerch d'Finanzéierung hëllefen, dass et zu engem Accord kënnt.

Heiheem si mer an der historescher Verantwortung. Eise Foussofdrock heescht: Mir verbrauche méi Land, wéi mer a sech zur Verfügung hunn, praktesch fënnefmol méi wéi Lëtzebuerg huet! Op d'Welt iwwerdroen, geet et net op. Dofir musse mer eis CO_2-Hausaufgabe maachen. Mir mussen eis erneierbar Energië weiderdreiwen an d'Chancë fir d'Wirtschaft an d'Effizienz an d'erneierbar Energien.

An ech halen op mam Sproch vum Nicholas Stern, dee schonn eng ganz Rei Bicher geschriwwen huet: „Why are we waiting?" Well näischt maache gëtt méi deier!

Ech soe Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Rapporteur. A Merci fir déi Fläissaarbecht, déi vun der Kommissioun, vun en alleguer an deene leschte Méint geleescht ginn ass. An d'Wuert huet direkt den Här Félix Eischen.

Débat

M. Félix Eischen *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wat ass de Wee, dee mir fir eis dagdeeglech Energieversuergung aschloe sollen, fir nohalteg an am gréisstméiglech Respekt vun der Ëmwelt ze handelen? Déi Fro ass kruzial! An et stellt ee sech se am Fong dacks, oder et sollt ee sech se stellen. Fir ze probéieren, sech eng Äntwert drop ze ginn, kënnt een net laanscht säin Ëmfeld, wat och automatesch engem seng Ëmwelt ass. An iwwert déi Ëmwelt wëlle mer dann haut de Mëtteg schwätzen.

A 35 Joer si mer op dëser Welt zu iwwer néng Milliarde Leit. Déi brauchen z'iessen, en Daach iwwert dem Kapp, si brauchen Energie, déi eng méi, déi aner manner. All zwee Deeg wiisst d'Weltpopulatioun ëm eng hallef Millioun Leit. All zwee Deeg d'Awunnerzuel aus dem Grand-Duché méi op dësem Planéit!

An Europa wäerten et an den nächste Joren a Jorzéngte manner Leit ginn, dofir an Asien an an Afrika awer vill méi. Stied wäerte weider eng ëmmer méi wichteg Roll spillen. Aus Stied, aus Groussstied gi Megastied. A 15 Joer wäerte schonn zwee Drëttel vun der Weltpopulatioun a Stied oder Virstied wunnen.

Den Honger un Energie, d'Verkéiersopkommes an déi op deene Plazen ugesidelt Industrië maachen, dass dës urban Zentre fir 80% vum weltwäiten CO_2-Ausstouss wäerte verantwortlech sinn. De Besoin u Primärenergie wäert schonn an den nächste 15 Joer ëm 30% an d'Luucht goen. De Verbrauch wäert, wa mer net uechtginn, an den nächste Joren an Dimensioune stoussen, déi mir eis nëmme ganz, ganz schwéier kënne virstellen.

All Joer verbraucht de Mënsch 60 Milliarden Tonnen un Energieträger, fir säin Energiehonger ze stëllen. Dat si 50% méi wéi 1985! Klimafuerscher, den Här Kox huet et virdru scho gesot, rechnen aus, dass eng Hausse vun den Temperaturen tëscht 3 a 7 Grad par rapport zum virindustrialiséierten Zäitalter bis 2100 méiglech kéint sinn. 2 Grad Temperaturhausse - 2 Grad - ginn als kontrollabel ugesinn, akzeptéiert. Dat ass de Plaffong, gëtt gesot. Mä och eng Zwee-Grad-Hausse wäert mat sech bréngen, dass, wann de Mieresspiegel klëmmt, Zegdausende Quadratkilometer net méi wäerten ze bewunne sinn a Millioune Leit sech dann erëm op de Wee musse maachen, nach vill méi wéi dat, wat mer de Moment schonn uechtert d'Welt gesinn.

2 Grad Erwiermung ass also de Maximum! Dofir muss den CO_2-Ausstouss an den nächste 35 Joer ëm 50% bis 80% par rapport zu 1990 reduzéiert ginn. Dat wësse mer, dat steet geschriwwen, dat ass dann och esou. Zu Lëtzebuerg natierlech operéiere mir mat méi klengen Zuelen, mä proportional sti mir där Entwécklung awer a guer näischt no. Do kann ee vläicht soen, jo, mir wieren nëmmen op eisen 80 km Längt a 50 km Breet eng Dréps am Ozean. An iwwerhaapt, wat kënne mir scho maachen?

Dat ass falsch! Ech mengen, grondsätzlech si mer eis och doriwwer heibannen, an och an der Kommissioun ware mer eis doriwwer eens, dass och de Grand-Duché seng Responsabilitéit als Land muss huelen, net nëmme wéinst eisem schlechte Gewëssen a well mir Gudder sinn, mä virun allem och, well et eis iergendwann un dat Liewegt ka goen.

Bref, mir sollen net nëmme Verbraucher, mä virun allem och Akteur sinn op engem gescheiten Energiewee.

Dofir hu mer eis zesummegesat an enger Souskommissioun, ënnert der Présidence vum honorabelen Här Henri Kox, an hunn an iwwer 30 Sëtzungen déi défiléiere gelooss, ënner anerem, déi sech vu wäit a vun no mat dëse Froe beschäftegen. Eraus koum e Rapport vun iwwer 80 Säiten, wou vill drasteet, an och erëm net alles. Dat ass och net méiglech. Ech wëll awer hei fir d'Éischt der Aarbecht vum President an dem respektive Sekretariat mäi grousse Respekt fir dëse Rapport ausschwätzen.

E puer Saachen erausgepickt: Iwwer zéngdausend Leit zielt de Grand-Duché all Joer méi op sengem Territoire. Mir wuesse jo weider gären am Bruttoinlandsprodukt an an där Suite muss d'Awunnerzuel jo matwuessen. Mir brauche jo Leit, fir d'Aarbecht ze maachen. Dëst heescht, dass de Besoin no Energie an all hire Formen an där Logik dann och wäert matwuessen.

Wéi vill Wuesstum mir iwwerhaapt verdroen a wéini mir iwwerhaapt nach vun nohaltegem Wuesstum kënne schwätzen, dat ass eng Diskussioun, déi zum Deel de Kader vun haut sprengt. Eng, déi awer och an dësem Kontext ganz sécher muss gefouert ginn, an ech géif och net méi ze laang domadder waarden! Et ass sécher schued, dass mer an eisen Diskussiounen an der Kommissioun och net genuch konnten dorobber agoen.

Déi Aarbecht, déi hei gemaach gouf, ass natierlech och am Virfeld vun der grousser Klimakonferenz, der COP21 zu Paräis, ze gesinn. Déi Zuel 21 steet jo net fir näischt do. Et ass schonn déi 21., do kann ee sech froen: „Jo, wat hunn dann déi 20 virdru bruecht?" Dass esou Sëtzunge mat iwwer 190 Staten, déi alleguer hir wirtschaftlech an hir sozial Interessen op den Dësch geheien, kompliziéiert a laangwiereg sinn, dat ass evident. Mä wou ass d'Alternativ? Wou ass d'Alternativ, fir mateneen ze diskutéieren? A wann d'Schrëtt no vir och nach esou kleng sinn, mir hu besser, mir maache se am Klengen, wéi dass se eng Kéier brutal grouss musse geholl ginn. Allerdéngs geet et de Moment scho mat deene klenge Schrëtt bal net méi duer.

Firwat ass dat och alles esou schwéier? Firwat ass de Problem nach net iwwerall an de Käpp doruechter ukomm? De groussen Zäitënnerscheed tëscht Ursaach an Auswierkung vum Klimawandel féiert dozou, dass haaptsächlech déi nächst Generatiounen ënnert de katastrophale Suitte wäerte leiden an déi heiteg dat nach net esou spiert an deemno och net genuch kuerzfristeg an à moyen terme dergéint ugeet. D'Konsequenzen trieden och net bannent enger Wahlperiod op. Wéi gesot, et schéngt wéi mussen ze doen, éier dann eppes geschitt.

Och d'Finanzmäert zum Beispill, d'Servicemäert hunn dëst laang iwwersinn an ignoréiert a maachen et zum Deel och nach. Mä wann een awer weess, dass zanter den 80er Joren déi wiederbedéngt Schied dräimol méi héich gi sinn an d'Schied fir d'Assurancë vun 10 op 50 Milliarden Dollar geklomme sinn, misst dat awer endlech ze denke ginn! An eng grouss franséisch Gesellschaft schreift déser Deeg an engem Communiqué, dass eng Véier-Grad-Welt kaum nach ze verséchere wier a verkeeft hir Participatioune bannent kuerzer Zäit am Kueleberäich.

D'Europäesch Unioun huet mat enger halwer Milliard Leit dee gréisste regionalen Energiemaart vun der Welt an ass fir e Fënneftel vum Weltenergieverbrauch verantwortlech. D'Ustrengungen, fir a Saache Lutte géint de Klimawandel hin zu enger méi ëmweltfrëndlecher an nohalteger Energiepolitik ze kommen, mussen op EU-Niveau koordinéiert ginn, gëtt gesot. Dat muss een och mat zwou Hänn ënnerschreiwen! Europa ass staark, wann et mat enger Stëmm schwätzt. Dat ass och sécher richteg an och net nei. An et ass ganz sécher och wouer, wat déi nohalteg Energiepolitik ugeet.

Dir erënnert Iech vläicht, d'lescht Joer am Juni hei zu Lëtzebuerg um Conseil vun den europäeschen Energieministeren ass iwwer eng Strategie diskutéiert ginn, déi Europa méi onofhängeg vun de Fournisseure maachen an zugläich awer och eng méi grouss Liwwersécherheet garantéiere soll. Als eng vun de Konklusioune gouf deemools festgehalen, dass opgrond vun den dräi Gaskrisen a manner wéi zéng Joer et un der Zäit wier, dass Europa sech sollt an d'Richtung vun enger Energieunioun bewegen, mat garantéiertem Accès zu enger Energie vun de stabille Präisser, am Respekt vun den Zilsetzungen 2030.

Déi fragmentéiert Energiemäert sinn net gutt fir Europa. Och a Saachen Energie brauche mer e Bannemaart, gradesou wéi bei der Telekommunikatioun an och beim Verkéier.

Et muss ee wëssen, dass fir den Ament méi wéi d'Halschent, genee 53%, vum europäeschen Energieverbrauch importéiert Energie ass. Eleng den Akaf vu fossille Brennstoffer ass véiermol esou héich wéi de Budget vun der Europäescher Unioun! 90% vum Pëtrol, 66% vum Gas, 42% vun de feste Brennstoffer sinn importéiert. Eng Rechnung vu méi wéi enger Milliard Euro den Dag! Sou ass et dann och ze verstoen, dass d'EU-Ekonomiesministeren derfir plädéieren, dass d'Präisser net sollen aus dem Rudder lafen.

Eise Wirtschaftsminister, den Här Schneider, huet wéini och op der Pressekonferenz, op déi ech herno awer nach eng Kéier wéilt zréckkommen, gesot, dass mer missten oppassen, dass de Gas bëlleg bleift. Dat ass jo alles an der Rei. Mä et ass awer och eng Grëtz vläicht kuerzfristeg geduecht, well soulaang déi klassesch Quelle mat niddrege Präisser kommen, investéiere mer net genuch an déi méi nohalteg ëmweltfrëndlech Quellen. Firwat halen dann d'Saudien de Pëtrolspräis esou niddreg? Jo och, fir den Amerikaner de Fracking futtizemaachen. Mä awer och, well si ganz genee wëssen, dass dëst, wéinstens mëttelfristeg, nach deen eenzege Wee ass, hirer Wuer lasszeginn.

2010, jo, du war de Pëtrolspräis nach héich. Do huet den deemolegen EU-Kommissär fir Energie an engem Pabeier gesot, dass bis 2020 1.000 Milliarde missten investéiert ginn, fir mat Anlagen an Infrastrukturen d'Zukunft opzerüsten. A Gott sei Dank ass jo schonn eppes geschitt. Mä et geet awer nach laang net duer!

Stroum aus neie Wandkraaft- a grousse Fotovoltaikanlage gëtt haut zu deeneselwechte Vollkäschte produzéiert wéi aus neie Kuel- oder Gaswierker. Mat engem Undeel vu bal 28% vum Bruttostroumverbrauch sinn déi erneierbar Energien haut bei eisem däitschen Noper d'Stroumquell Nummer 1. Zudeem ass doduerch eng éischte Kéier zanter 2000 de Stroumpräis fir d'Stéit liicht zréckgaangen. Dëst misst am Fong en aliichtend Argument sinn, wann ee weess, wat fir eng Demande an den nächste Jore wäert op eis duerkommen. Och weltwäit zielen ewell déi erneierbar zu deene méi gënschtege Stroumquellen. Den Informatioune vun der internationaler Energieagentur no ginn an den nächsten 20 Joer méi Suen an erneierbar Energiekraaftwierker gestach wéi an déi konventionell.

2014 - ech bleiwe kuerz déisäit der Musel - sinn do 19 Milliarden Euro an d'Opstellen an an d'Ariichte vun Anlage fir erneierbar Energie investéiert ginn. Kuckt emol de Rateschwanz hannendrun, wat dat fir d'Ekonomie, fir d'Handwierk, d'Fuerschung, den Image vun dësen neie Beruffer och heescht, wëllt soen, fir d'Motivatioun bei jonke Leit.

Leschten nationalen Ausrechnungen no - an da maachen ech d'Kéier erëm zréck op Lëtzebuerg - kënne kuerz- a mëttelfristeg wäit iwwer 3.000 nei Aarbechtsplazen, an eventuell nach méi am Handwierk, esou entstoen. Innovatioun an dësem Beräich kann och Motivatioun sinn iwwerhaapt fir an dës Beruffsrichtung eran.

Mir hunn also eng Offensiv unzekuerbelen a Saachen Deelverlagerung vun Aarbechtsplazen a Richtung „green jobs", wëllt soen: Fuerschung am Beräich Energie, Bauen, Wunnen, Architektur, Energieberodung, ëffentlechen Transport, Elektromobilitéit, Sensibiliséierung, Marketing, et cetera, et cetera.

Energiepolitik ass also och Schoulpolitik, Héichschoulpolitik mat der Fuerschung an am Endeffekt och Aarbechtsmaartpolitik. Dofir mussen awer och am Endeffekt d'Betriber an och dee ganze Mëttelstand duerch steierlech Avantagen encouragéiert ginn, fir kënnen en aktiven Ëmweltschutz ze liewen. An et ass och absolutt ze verstoen, dass déi Lëtzebuerger Betriber zu Recht froen, fir och vum Aspeisetariff fir d'Fotovoltaik iwwer 30 kW kënnen ze profitéieren. Dat ass eng Iddi, déi d'CSV absolutt ënnerstëtzt.

Dëst sinn alles Erkenntnisser, déi guttdinn, déi aliichten an zur Konklusioun féieren, dass mer aktiv musse ginn. Just, et ass hei wéi iwwerall an der grousser Welt: Iwwert de Wee dohinner scheede sech d'Geeschter. D'Onofhängegkeet vun de fossille Brennstoffer gëtt iwwerall gefuerdert. Deeselwechten Ament gëtt sech iwwert d'Ofhängegkeet vun den Energiemultie beklot.

Mä mir victimiséieren eis global, mä d'Fro muss ee sech da stellen: Agéiere mer wierklech genuch lokal?

D'Regierung huet gesot, et ass virdrun och schonn ernimmt ginn, dass de Grand-Duché bis 2030 op 30% erneierbarer Energie wëllt sinn. 2020 hänkt awer schonn iwwer eis, an dat ass guer net méi laang. Da solle mer 20% manner CO_2-Ausstouss hu par rapport zu 2005, da sollen 11% vun eiser Energie aus erneierbare Quelle kommen. D'Effizienzsteigerung soll massiv sinn. Jo, et sinn och déi Schrëtt opgezielt ginn am nationalen Aktiounsplang, déi ënnerholl musse ginn, fir dës national Ziler ze erreechen. Den Ausbau vun erneierbaren Energien um ganzen Territoire vum Grand-Duché zum Beispill wëllt soen: d'Stroumproduktioun aus erneierbare Quellen, méi Asaz vu Wärmepompelen, d'Bäiméschung vu Biospritten, den Ausbau vun der Elektromobilitéit an de Réckgréff op Kooperatiounsmechanismen.

Bis 2020 musse mer dann ongeféier, graff gerechent, 20.000 Fotovoltaikanlage méi hunn, 30.000 solarthermesch Anlagen, 50 Wandrieder, 15 Waasserkraaftwierker, 100 Kombikraaftwierker fir Biomass, 10.000 Wärmepompelen an esou weider. De Conseil régional vun den Handwierkskummeren an der Groussregioun huet dëst ausgerechent. Dat do sinn Zuelen, déi mer vun hinne kruten, wou mer och frou wieren, se vun der Regierung confirméiert ze kréien.

Wéi erreeche mer dat elo? D'Fotovoltaik, kréie mer gesot, erlieft doduerch, dass d'Installatiounen ëmmer méi rentabel an effizient ginn, e Comeback. Gutt! Mä wéi gesot, kommt, mir spanen net nëmmen d'Kooperativen an, sou wéi dat den Ament de Fall ass, mä mir loossen dës Technik, dës Méiglechkeet Deel gi vum Business och fir d'Betriber.

D'Wandkraaft zu Lëtzebuerg ass och schonn ugeschwat ginn. De Wirtschaftsminister Etienne Schneider huet emol eng Kéier ugekënnegt, bis 2020 d'Unzuel vun de Wandrieder ze verduebelen. Bis zu 90 Stéck kéinten der dann hei am Land dréien. Dat hänkt awer elo net nëmmen un eisem Här Schneider.

Vill Gemengen am Land hate sengerzäit, Dir erënnert Iech vläicht, eng Petitioun géint Cattenom ënnerschriwwen. All Respekt! Et wier haut och flott, wann e puer Gemenge géife schreiwen: „Bei eis ass Wandkraaft wëllkomm." An et ass jo och esou, dass awer e bësse Bewegung an dës Energie erakënnt, wat absolutt ze begréissen ass.

An awer! Am Punkt vun der erneierbarer Energie geet et eis net duer, dass mir als Kommissioun erausginn a vun der Regierung fuerderen, alt erëm eng weider Promotiounscampagne an dëse Beräicher ze lancéieren. Do musse mir all méi konkret Propositiounen op den Dësch leeën.

Et ass och d'selwecht mat der Elektromobilitéit. Den Ekonomieminister huet virun e puer Deeg, ech mengen, déi drëtt Pressekonferenz ginn a senger Amtszäit, wou hien erkläert, wéi wichteg d'Bornë sinn, fir eis elektresch Autoen opzelueden.

Dir Dammen an Dir Hären, wann dat elo de Punkt wier, fir dass déi Lëtzebuerger Mobilitéit sech géif elektrifizéieren, da wier dat scho virun zwee, dräi Joer geschitt, oder et wier méi massiv amgaangen. Dat mat de Bornen ass alles schéin a gutt, dat kann een och net schlechtmaachen. Déi meescht, déi sech awer esou en Auto kafen, lueden en als Alleréischt emol sécher doheem op.

40.000 Elektroautoe fir Lëtzebuerg bis 2020, dat ass d'Zil. Wou si mer elo drun? Ech mengen, et sinn der knapps 700, 800, 600, esou an déi Richtung. Do ass sécher nach ganz vill Loft no uewen. Mä et kann ee sech och d'Fro stellen: Firwat ass déi Subventiounsprimm ofgeschaaft ginn?

An Däitschland denke se de Moment drun, fir se erëm anzeféieren. 5.000 Euro Subventioun, tiens! Bis 2020 wëllen déi doiwwer eng Millioun E-Autoe fueren hunn. Den Ablack sinn déi och just bei 40.000.

Mä firwat geet d'Regierung zum Beispill net hin a seet: „Sou, elo kafe mir emol 300 där Autoen a mir kucken, dass mer eens ginn."? Mam gudde Beispill virgoen, wéi zum Beispill e puer Gemengen! Et sinn etlech Gemengen, ech kucken op de Kolleeg Marc Lies do vun Hesper, do klappt dat wonnerbar. J'en passe, et ginn der nach méi.

Mir kënnen an eisem Rapport och do froen «de lancer une étude sur la mise en place de 800 bornes». Tipptopp! Dat ass alles e bëssen déjà vu. Oder «de procéder au verdissement des voitures du parc automobile de l'État». Da kommt, mir maachen et!

An deem Kontext kann ee sech och d'Fro stellen, firwat dass d'Gemeng Lëtzebuerg zum Beispill hir zwee Carloh-Autoen op deem klenge Knuedler net als Elektroauto ugebueden huet. Also, mir propagéiere gär d'Elektromobilitéit dobaussen. Mä wann déi Ween, déi zwee Ween net grad déi sinn, déi sech dofir prêtéieren, Kuerzstrecken et cetera, da weess ech net, wat fir eng dass a Fro kommen! Et ass op jidde Fall keng Reklamm, wann do en Diesel steet an der heiteger Zäit! Mä bon, mir sinn eben nach ëmmer e bëssen en Dieselland hei zu Lëtzebuerg.

Den Här Bausch, deen en äerdege Mënsch op Twitter ass, dee schreift, dass d'Zukunft ënner anerem Air-Energie ass. Via d'Loft gëtt dann Elektresch gemaach, fir Wasserstoff ze produzéieren. Jo, da solle mer de Projet maachen!

Virun e puer Deeg, Dir hutt dat vläicht matkritt, stoung an der Lëtzebuerger Press en Artikel ze liesen iwwer e Lëtzebuerger Fuerscher, deen opgrond vu sengen Aarbechte bewisen huet, dass et méiglech ass, Waasserstoff als späicherbare Brennstoff direkt mat Hëllef vun der Sonn ëmweltfrëndlech aus Waasser hierzestellen, an dat op eng bëlleg an effizient Aart a Weis.

Hei kénne massif fossill Brennstoffer ersat ginn an de Waasserstoff léisst sech vill méi liicht späichere wéi den elektresche Solarstroum. Kommt, mir halen d'Aen op fir esou Saachen a bréngen, wéi zum Beispill virun e puer Joer mat de städtesche Bussen, erëm Pilotprojeten eraus! Mir sollen eis dofir net ze schued sinn.

Mä och bei Elektro oder soss bei eiser Mobilitéit, bei der individueller Mobilitéit: Et wäert nach ëmmer en Auto bleiwen. An 20 Joer bei 800.000 Awunner an 350.000 Frontalieren, och wa mer eis elektresch bewegen, ass dann awer nach ëmmer genuch op eise Stroosse lass. An de Splitting tëscht ëffentlechem a privatem Transport mat 25/75 ass en Zil. Et wäert awer och ëmmer nëmmen eng Deelléisung sinn.

Mir missten am Fong amstand sinn, souwäit wéi méiglech Déplacementer ganz einfach ze limitéieren. D'Dezentraliséierung ass d'Stéchwuert. Souguer d'Initiativ vun der Schafung vu ganz klenge Zones d'activités misst begréisst ginn, vill méi begréisst ginn. D'Aarbecht vun doheem, firwat net?! Sou no wéi méiglech bei der Aarbecht wunnen, spuert Zäit, Energie a wahrscheinlech och ganz vill Nerven. Dovunner emol ofgesi wäert d'Elektromobilitéit - a wéi et schéngt, wäert se jo awer da kommen - an den nächsten 20 Joer déi ganz Verbrauchskultur revolutionéieren. Elektro heescht dann am dacksten tanken doheem an net méi op der Pompel; heescht, de klassesche Verbrauch u fossillem Brennstoff geet zréck, den Ëmsaz och, d'Recettë fir de Stat och an eisen CO_2-Ausstouss awer och.

Da brauche mer och keng grouss Debatte méi iwwert den Tanktourismus. Un deenen aktuelle Changementer si mir jo och net onbedéngt schëlleg, oder klappt een eis op d'Schëller doweinst? Et ass haaptsächlech, well d'Ausland un der Steierschrauf gedréit huet. Iwwert den Tanktourismus brauche mer dann och net méi ze schwätzen. Mir hu kee méi! Mir sinn awer nach net esou wäit. Nach brauche mer Pëtrol, wou Lëtzebuerg keen Afloss op de Maart huet, spréch op de Präis.

Mir mussen iwwert d'Liwwersécherheet schwätzen, spréch Stockagecapacitéiten. An do, Dir Dammen an Dir Hären, si mer och nach net grouss virukomm an de leschte Wochen a Méint. Et wier interessant ze wëssen, wou mer do dru sinn. Et ass awer ze hoffen, dass d'Stockagecapacitéiten u fossille Brennstoffer an den nächste Joren a Jorzéngte kéinten erofgesat ginn, well mer der ganz einfach net méi esou vill brauchen.

Fir dass eng Ekonomie kompetitiv ass, muss se kënnen op Energie zréckgräifen, déi net ze deier ass an déi do ass, wann ee se brauch. Schätzungen no sinn d'Stroumpräisser an Europa 20% méi héich wéi an den USA an 200% méi héich wéi a China. Dat ass en Istzoustand an dat ass e Problem. Energiepolitik ass Wirtschaftspolitik, déi dem Standuert Lëtzebuerg muss hëllefen. Ouni räsonabel Energiepräisser ass eis Kompetitivitéit a Fro gestallt. Stabill a bezuelbar Präisser sinn e Must, gradesou wéi eng intelligent an effizient Notzung, fir de Verbrauch ze reduzéieren. Déisäit der Musel weise se, dass trotz erhéichter Wirtschaftsleeschtung och Energie ka gespuert ginn.

Allerdéngs sollt ee sech virun Aen halen - an doriwwer ass hei nach quasi ni geschwat ginn, ech maachen och just ganz kuerz eng Klammer op -, dass mir virun enger industrieller Revolutioun stinn, déi weltwäit Auswierkunge wäert op all Struktur hunn. An dat ass ënner anerem den 3D-Drock. Dat klëngt an deene meeschte Käpp no Science-Fiction, ass awer an den nächste Jore ganz sécher eng Realitéit. D'Globaliséierung mécht e Schrëtt no hannen, well mir et an der Zukunft wäerte fäerdegbréngen, iwwerall dat do ze produzéieren, an zwar op Mooss, wou et gebraucht gëtt. Déi grouss Produktioune wäerte sech dezentraliséieren. Vill Transportweeër wäerte kënnen ewechfalen, mat der Konsequenz, dass och den Energieverbrauch zréckgeet.

Dëst sprengt de Kader vun haut, ech weess dat, mä et wäert nach vill heiriwwer geschwat ginn. An op deen Zuch muss och déi Lëtzebuerger Wirtschaft sprangen, mengen ech emol. Ech weess net, wat den Här Rifkin dozou seet, mä bon, j'en passe!

E Wuert iwwert de Logement: Lëtzebuerg steiert a Richtung A, wat de Bau ugeet. Dat ass gutt. EU-wäit gëtt dëse Standard vun 2020 u verlaangt, hei zu Lëtzebuerg vun 2017 un. Tipptopp! 40% vum Energieverbrauch geschitt duerch d'Gebaier. Dofir ass et gutt, dass mer passiv bauen. Zanter 2008 gëtt et den Energiepass an zanter Januar '13 bis '16 stinn 90 Millounen u Subventiounsgelder zur Verfügung. Fir ganz kloer ze sinn: Ouni dës Sue géif et sech materiell à court terme och guer net rechnen. Sanéiere kascht dacks méi wéi spue-

ren, mä à long terme ass de Gewënn fir d'Ëmwelt net ze chiffréieren.

Am Rapport schwätze mer och vu Klimabank. Allerdéngs wësse mer bis haut net richteg, wéi se fonctionnéiere soll. Den Éco-prêt à taux zéro, dee sengerzäit de Marco Schank proposéiert hat, louch fäerdeg um Dësch, mä déi Responsabel vun haut si weider net dorobber agaangen, fir et emol esou ze soen.

Stat a Gemengen, dat ass schonn ugeschwat ginn: Den ëffentleche Secteur muss mam gudde Beispill virgoen. Déi ëffentlech Opträg mussen energieeffizient Léisungen afuerderen. Där innovativer, integréierter Energieléisung op lokalem Plang gehéiert d'Zukunft a Richtung intelligent Stied a Gemengen. Dierfer a Stied, déi bis zu 80% Energie verbrauchen, sinn de Problem, awer och gläichzäiteg d'Léisung a Richtung méi Energieeffizienz.

Ee gutt Beispill ass hei de Klimapak mat de Gemengen, dee viru Joren op d'Pist gesat ginn ass an deen en extrem grousse Succès huet. An op dëser Plaz, mengen ech, misst een och deene sëlleche Gemengen emol eng Kéier e grousse Respekt ausschwätze fir hiren Engagement!

E Wuert iwwert d'Landwirtschaft: Néng Milliarde Leit, Dir Dammen an Dir Hären, mussen z'iesse kréien. Mir erliewen e massive Wuesstum vun der Weltpopulatioun, wat heescht, dass et eng steigend Zuel vu Konsumente gëtt, déi ëmmer méi froen an och ëmmer méi ënnerschiddlech Besoinen hunn. Just, eise Planéit gëtt net méi grouss! D'Ressourcë wéi Akerland, Waasser an Energie si begrenzt. De Klimawandel verknappt d'Ressource Waasser nach méi a riskéiert, d'Récolten ze limitéieren.

D'Zil vun der Landwirtschaftsproduktioun muss et sinn, mat méiglechst wéineg Ressourcë méiglechst vill ze produzéieren an drop ze uechten, d'Wuel vum Béischt an d'Aartevillfalt ze respektéieren. Wat eng Aufgab! De Win-win gëtt et hei nach net, mä d'Landwirtschaft huet méi wéi jee de Liewensmëttelproduzent ze sinn, am léifste mat Produkter, déi net ze wäit vun do verziert ginn, wou se och hiergestallt ginn, an dat zu engem Präis, dee reell ass, deen dem Bauer en Akommes erlaabt, fir ze liewen, an deen de Konsument och bereet ass ze bezuelen, wëssend, dass dësen eppes keeft, wat an der Rei ass a wat nohalteg hiergestallt ginn ass. De Konsument an de Produzent sinn haut ze wäit auserneen, ze wäit vuneneen ewech, an dat ass net gutt.

En Drëttel vum weltwäiten Uebst a Geméis flitt, enger rezenter Etüd no, an den Drecksbac. Wann een da weess, dass all Unitéit, déi fault, ëm dat Véierfacht vun hirem Gewiicht u klimaschiedlechem Kuelestoffdioxid fräisetzt, da kann ee sech bei engem Total vun enger Milliard Tonne futtisser Wuer seng Rechnung maachen. Wichteg ass et och, Zilsetzungen ze hunn no engem nohaltegen Ëmgang mat der nobler Wuer Liewensmëttel, an dass dës Zilsetzung, dass dës Iwwerleeung, dass déi sech an d'Mentalitéit an an d'Käpp vun de Leit abrennt, am beschte scho bei de Kanner a bei de jonke Leit. Eng effizient Energiepolitik geet an der schoulescher Erzéiung an och an där doheem un an huet ganz einfach eppes mat Respekt ze dinn.

Mir wëllen hei de Konsument mat an d'Boot huelen. Mir wëllen de Bierger mat an d'Boot huelen. Sou war et och an der Kommissioun gesot ginn. Mir wëllen de Konsument och mat an d'Boot huelen a mir mussen och de Bauer mat an d'Boot huelen.

Mir schreiwen hei an eisem Pabeier och vun enger akzentuéierter Recherche am Biogas. Ech wëll kuerz nach dorobber agoen, wou mer och endlech vu Bréissel frou wieren, den Accord ze kréien, dass mer eisen Aspeisetarif endlech kéinten applizéieren, mä ech maachen déi Klammer erëm zou. Do waarde mer elo scho bal e Joer drop. Dat ass net an der Rei. Mä déi Biogasgeschicht ass an éischter Linn och méi eng Energiefro wéi eng Klimafro. Iwwer 80% vum Methanausstouss kommen näämlech aus der Koupanz an net aus der Zetär. Dofir, d'Mëllech- an d'Fleeschproduktioune selwer misste méi viséiert ginn, fir do d'Zäregasen zréckzefueren. An ech mengen, et ass och dat, wat d'Bauere selwer wëllen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kombinatioun tëschent nohaltegem Wuesstum, sécherer Energieversuergung a gescheitem Energieverbrauch gëtt eng vun de gréisste Erausfuerderunge fir déi nächst Joren, wëssend, wéi eis Gesellschaft sech an den nächste 15 Joer wäert opstellen, mat deem enormen Honger u villem. Et soll ee bedenken, dass, wann eis Ekonomie an den nächste Joren 3% weider soll wuessen, da mussen d'Entreprisen an den nächsten 20 Joer duebel esou vill ëmsetze wéi bis elo! Da mussen d'Awunner aus dem Grand-Duché duebel esou vill akafe wéi bis elo!

E Jugendlechen huet an der Moyenne haut 500 Objeten a sengem Besëtz, an 20 Joer sinn et der 1.000! Mir hunn duebel esou vill Leit, duebel esou vill Autoen, duebel esou vill Wunnengen: Dat muss ee sech emol virun Aen halen! An dat weltwäit gekuckt, wat gëtt dat doten een Honger an eng Erausfuerderung, fir en nohaltege Pad a Richtung vun enger maximaler Zwee-Grad-Äerderwäermung ze trëppelen!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Eischen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Débat vun haut de Mëtten zum Klima an zu der Energie betrëfft e ganz wichtegen a komplexe Sujet, dee sech an engem Nomëtteg net wierklech zefriddestellend duerstellen an och diskutéiere léisst. Dofir begréissen ech et, dass mir a ville Reuniounen an an enger Souskommissioun, wéi et elo scho gesot ginn ass, d'Geleeënheet haten, fir eis méi am Detail mat deene verschiddenen Aspekter vun dëser Problematik ze befaassen.

Ech wëll dofir och op deen exzellenten an ausféierleche Rapport vun eisem Président-rapporteur Henri Kox verweisen an him och e ganz waarme Merci gi fir déi exzellent Aarbecht, Henri, déi s de als President gemaach hues. Dat hu mer elo bei dengem Rapport och heibanne gesinn: Du hues all eis Membere matgerass.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

An ech wëll och op deem Wee wierklech all eise Memberen e grousse Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, awer och eise Kommissiounssekretär - pardon, Madamm Presidentin -, eise Kommissiounssekretär mat aschléissen, den Timon Oesch, deen och wierklech zesumme mat Iech, Här President, eng ganz gutt Aarbecht gemaach huet mat senge Mataarbechter. An de Merci wëll ech och aschléissen eis Fraktiounsattachée Brigitte Chillon, déi och ganz gutt gehollef huet, dass mer zesummen alleguer e gudde Rapport hei de Mëtteg kënne presentéieren.

Ech wëll awer dofir, wéinst der Vastitéit vun deene ganze Problemer, déi ze beschwätze sinn - an de President Henri Kox huet et scho gesot als Rapporteur, den Thema ass ze vast, et sinn zwee grouss Deeler -, dass mer an där Zäit, déi mer hunn, versichen, speziell spezifesch Themaen ervirzehiewen, déi eis als LSAP besonnesch wichteg sinn.

An dat wëll ech an zwee Deeler maachen: Am éischten Deel déi méi global Approche, well den Débat d'orientation vun haut war jo och zäitméisseg esou virgesinn, dass mer en diskutéiere just virum weltwäite Klimasommet, der COP21 zu Paräis - wann et dann, bedéngt duerch déi ganz schrecklech Terrorattacken an dëse grujelechen Deeg, och elo dozou kënnt. An an deem zweeten Deel wëll ech dann och op de Klimaschutz an d'Energiepolitik hei zu Lëtzebuerg agoen.

Ufänke wëll ech awer mat e puer Remarquen zum Spezialrapport vun der Cour des Comptes vun 2014, dee jo niewent der COP21 och e bëssen awer den Ustouss ginn huet fir dësen Débat.

De Bilan vun der éischter Kyoto-Period 2008 bis 2012, deen an dësem Rapport gezu gëtt, fält zimlech schwaach aus. Gemooss un deem, wat mir eis virgeholl haten, muss ee kloer soen, dass mir eis Ziler net erreecht hunn. De Fazit, deen d'Cour des Comptes zitt, ass, dass mer opgrond vu ganz onrealisteschen Zilsetzunge gezwonge waren, zu engem groussen Deel op déi flexibel Mechanismen zréckzegräifen, déi eis wuel Sue kascht hunn, mä déi net wierklech effikass waren.

Si ass zimlech sec hei, d'Cour des Comptes, an hirem allgemengen Uerteel iwwert de Kyoto-Protokoll, deen hirer Meenung no keng Äntwert gëtt op de Problem vum Klimawandel. Den Handel mat Emissiounsrechter bezeechent d'Cour des Comptes einfach als Échec. Déi Kriticke sinn zum Deel berechtegt. D'Fro ass, wat een aus deenen Erfahrunge léiert fir d'Zukunft, wéi de Rapporteur dat och scho gesot huet.

Wat déi ambitiéis Ziler ugeet, muss ee soen, dass se an den 90er Joren, wou d'Stolindustrie op d'Elektrostoliewen ëmgestallt huet, net iwwerméisseg ambitiéis geschéngt hunn. Au contraire: De facto hate mir eist Zil schonn am Ufank erreecht a mir sinn deemools dovunner ausgaangen, dass et ouni gréisser Schwieregkeete misst méiglech sinn, bei deem Emissiounsniveau ze bleiwen. Wat een net konnt virausgesinn, war deen extrem staarken a permanente Wuesstum vun eiser Bevëlkerung a vun eiser Ekonomie, déi dee Virsprong, dee mer ee Moment haten, erëm kompenséiert hunn.

Eng Lektioun, déi mer doraus behale mussen, ass déi, dass et net méiglech ass, zouverlässeg Aussoen iwwert déi nächst 20, 30 oder méi Joren ze maachen. Mir mussen déi beschtméiglech Décisioune fir d'Zukunft huelen, kënnen awer ni garantéieren, dass d'Entwécklung esou verleeft, wéi mer eis se dee Moment elo virstellen! Dat ass e grondleeënde Problem am Hibléck op de Klimaschutz, well de Klima sech iwwer laang Zäitspanen entwéckelt, déi ganz vill och verschiddenen Afléss ënnerleien an deenen hir Auswierkunge schwéier virauszegesi sinn.

Wann een deen onerwaart staarke Wuesstum an der Zäit no 1990 berücksichtegt, mat ënner anerem haut all Dag ëm déi 170.000 Frontalieren, kann ee feststellen, dass mer awer nennenswäert Fortschrëtter gemaach hunn an dass et gelongen ass, de Lien tëschent dem Wirtschaftswuesstum an den Emissioune vun den Zäregasen ze reduzéieren. Et sinn duerchaus Mesurë geholl ginn, déi e positiven Impakt haten, och wann dat sech net ëmmer an der Kyoto-Bilanz esou däitlech weist.

Et kënnt derbäi, dass d'Ëmsetzung vu bestëmmte Mesurë vill Zäit brauch an den Impakt dovunner och net ëmmer direkt spierbar ass. Dat gëllt besonnesch fir grouss baulech Moossnamen, wéi zum Beispill beim Ausbau vun der Verkéiersinfrastruktur am ëffentlechen Transport.

Opgrond vun der Entwécklung war d'Regierung effektiv gezwongen, Emissiounsrechter iwwert déi sougenannt „flexibel Mechanismen" ze kafen. Mir sinn och nach ëmmer net aus där Situatioun eraus. Och dës Regierung, an de Rapporteur huet dat virdrun op sengem Tableau gewisen, notzt - zu méi engem klengen Deel, ganz kloer, dat ass jo och gutt esou - déi flexibel Mechanismen, fir déi Emissiounen auszegläichen, déi mer um nationale Plang vun Emissiounen nach ëmmer ze vill hunn.

Eng Lektioun, déi ee muss aus deenen Erfahrunge mat de flexibele Mechanismen zréckbehalen, ass déi, dass dës Projete ganz schwéier uerdentlech ëmzesetze sinn. D'Iddi ass ganz richteg, dass et fir de Klimaschutz ganz egal ass, wou op der Welt déi noutwendeg Mesuren ëmgesat ginn, an dass et am Sënn vun der Effizienz ass, fir iwwert d'Grenzen eraus deene Mesurë Prioritéit ze ginn, wou mat wéineg Sue vill kann erreecht ginn.

An der Praxis stéisst een awer un déiselwecht Limitten, déi een aus der - wéi mer dat virgëschter diskutéiert hunn - Entwécklungszesummenaarbecht kennt. Et ass een enormen administrativen Opwand, déi gutt Projeten ze identifizéieren, ze suivéieren an och ëmzesetzen, virun allem, wann op ee Coup ganz vill Investisseure genau déiselwecht Projeten oder Typpe vu Projete sichen an eigentlech net um Resultat, mä virun allem un den Zertifikaten dovunner interesséiert sinn, déi se dofir kréien.

Dat ass dee grousse Risiko vun der Iddi vum Kyoto-Protokoll. D'Compliance mat dësem Accord gëtt méi wichteg, natierlech konform ze sinn, wéi de reellen Impakt op de Klimawandel selwer. Dat verleet zu Abusen, zur Fraude a féiert zum Verloscht u Kredibilitéit vun deem Mechanismus.

Op Lëtzebuerg ugewannt, kann een dat gutt novollzéien. Mir hunn an eisem Bilan staark profitéiert vun enger Décisioun an der Industrie, déi souwisou gefall wär an näischt mat eiser Klimaschutzpolitik ze dinn hat. Par contre kréie mer den Impakt vum Tanktourismus voll ugerechent, och wann e gudden Deel vun deenen Emissiounen net op eisem Territoire stattfënnt! Generell gëtt eisen héije Konsum net ugerechent, soulaang mir déi entspriechend Produiten importéieren, wéi zum Beispill de Stroum. Investéiere mir an eng modern an effizient Eegeproduktioun, ass dat zwar gutt fir d'Klima, mä net awer onbedéngt ëmmer gutt fir eise Kyoto-Bilan.

An deem Sënn hat d'Cour des Comptes recht, dass d'Berechnungsmethoden, déi d'Efforte vun de Länner sollen iwwerpréifbar maachen, net wierklech eng Hëllef sinn. Am Ganze gekuckt muss een awer soen, dass de Kyoto-Protokoll der Klimaschutzpolitik awer en enorme Schub ginn huet, deen ouni esou en Ofkommes net zustane komm wär. A ganz ville Länner vun der Welt, och an deenen, déi de Kyoto-Protokoll net ratifizéiert hunn, sinn den Ausstouss vun Zäregasen an d'Energieeffizienz en Thema ginn, deen a ville Beräicher en Impakt hat.

Duerch d'Aféiere vun engem Marché vun Emissiounsrechter hu misse ganz vill Etüden iwwert d'Klimaschutzproblematik gemaach ginn. Dank der Recherche hu mir haut vill méi Informatioune wéi nach virun 20 oder 25 Joer. Mir hunn, dank deenen Erfahrungen, eng zolidd Basis, op där mer an Zukunft d'Klimaschutzpolitik weiderdreiwe kënnen. An dat wäerte mer och all zesumme maachen.

Déi gréisst Erausfuerderung a knapp zwou Wochen zu Paräis op der COP21 wäert net doranner leien, am Detail d'Modalitéite vum Kyoto-Protokoll unzepassen, mä en neien Accord auszeschaffen, dee quasi universell zesumme gedroe gëtt. E muss verbindlech Ziler enthalen, Fortschrëtter mussen iwwerpréifbar sinn, a grad déi Länner, déi am meeschten Emissioune verursaachen, musse bereet sinn, e fermen Engagement och dozou dann ze huelen. Deen Accord muss ganz ënnerschiddlechen Interessen an Erwaardunge Rechnung droen, souwuel vun den Industrielänner, mä awer och vun den Entwécklungslänner.

Wat sinn dann elo d'Chancen an d'Risike fir dës Verhandlungen?

D'Chancë bestinn do, wou all Akteuren eng reell Motivatioun hunn, fir ze handelen. D'Motivatioun, fir zu engem Accord ze kommen, läit bei deene meeschte Länner wuel éischter op nationalen Interessen, déi méi kuerzfristeg gräifen a sech duerchaus kënne mat de Klimaschutzziler iwwerschneiden.

Zum engen huet jiddwereen en Intérêt un neien Technologien, déi eng besser Energieeffizienz erméiglechen. Well d'Ressourcen deier sinn, kann d'Wettbewerbsfäegkeet duerch d'Innovatioun verbessert ginn. En internationalen Accord kann zu méi engem rapiden Transfer vun Know-how a vun Technologië féieren, déi fir vill Länner, virun allem besonnesch d'Entwécklungslänner, interessant sinn. Et dierft och en allgemengt Interessi dorunner ginn, fir d'Recherche an d'Entwécklung an dësen Domänen dofir virunzedreiwen. Iwwerall do, wou d'Oplagen an d'Investitiounen e sécher Rendement verspriechen, besteet och den Interessi, fir zu engem Accord ze kommen.

An natierlech huet och haut kaum een en Intérêt, ze erliewen, wat geschitt, wa mer eis Emissiounen net gedrosselt kréien! Genau Prognose si schwiereg, mä de Gros vun der Communautéit vu Klimafuerscher geet dovun aus, dass extrem Wiederphenomeener weider wäerten zouhuelen. Wann et net geléngt, den Ustig vun der duerchschnëttlecher Temperatur op 2°C ze begrenzen, ginn d'Klimafuerscher dovun aus, dass ganz Ökosystemer verschwannen a lokal Iwwerschwemmungen an undauernd Dréche-perioden d'Liewenskonditiounen a bestëmmte Regiounen extrem erschwéiere wäerten.

Et muss een dermat rechnen, dass d'Zuel vun den interne Konflikter nach zouhëlt genausou wéi d'Zuel vun de Migranten, déi probéieren, enger onerdréiglecher Situatioun ze entkommen an enzwousch anescht versichen, eng besser Zukunft ze fannen.

Dës Konsequenze riskéiere fir d'ganz Welt op villen Niveauen e Präis ze hunn, dee wäit iwwert dat erausgeet, wat eis preventiv Moossnamen haut kaschten. An et ka kee Land sécher sinn, dass et net vun dëse Konsequenze betraff wäert sinn.

D'Konsequenze vum Klimawandel an 30, 50 oder méi Jore sinn awer wahrscheinlech net d'Haaptargument, wann an zwou Wochen doriwwer wäert entscheet ginn, ob et gelëngt oder net, e groussen Accord ze fannen. Et gëtt zwar e breede Konsens, dass d'mënschlech Aktivitéiten e wesentleche Bäitrag zu de Klimaverännerunge leeschten. Et ass awer ganz schwéier ze soen, ob an a wat fir engem Mooss dës Verännerunge géifen ofgeschwächt ginn, wa mer et haaptsächlech fäerdegbrénge géifen, déi vum Mënsch verursaacht Emissioune vun Zäregasen drastesch ze senken.

Fakt ass och, dass mir an enger Welt vun Nationalstate liewen, wou jiddwereen als Éischt versicht, Virdeeler fir säi Land erauszeschloen, wat jo normal ass. Grad d'EU-Länner kämpfen ausserdeem mat der Schwieregkeet, dass d'Efforte vun all eenzel Land nëmmen da Sënn maachen, wann all déi aner Länner vun der EU dat och matmaachen! Et notzt eben näischt, wann d'EU all hir Ziler géif erreechen, wärend d'USA a China weiderfuere wéi bis elo.

Net zulescht ass et och eng Fro vu Vertrauen tëschent de Vertragspartner, dass jiddwereen säin Deel dozou bäidréit. Leider weist d'Erfahrung, dass tëschent de Verspriche vun de grousse Sommeten an der Realitéit oft grouss Differenze leien. Et brauch ee sech nëmme virun Aen ze halen, wéi wéineg d'Länner hiren internationale Verflichtungen nokommen, wat déi berüümten 0,7% vum RNB, vum Revenu national brut, fir d'Entwécklungszesummenaarbecht ugeet. Et brauch ee sech net ze wonneren, wann d'Entwécklungslänner elo skeptesch sinn, wa se pro Joer 100 Milliarden Dollar fir e Klimafonds versprach kréien.

Fir Vertrauen opzebauen, geet d'EU dofir mam gudde Beispill vir, mat kloren Eegeverflichtun-

gen an engem staarke Geste, wat d'Finanzéierung vun dësem Klimafonds ugeet.

D'LSAP begréisst dat an hofft, dass eis Regierung, déi jo wärend der lafender Présidence am Numm vun der EU mat um Verhandlungsdësch sëtzt, e positive Bäitrag an deem Sënn leeschte kann. A mir wënschen eiser Ëmweltministesch an dem Statssekretär do eng gutt a glécklech Hand!

Mir hunn eis an Europa ganz ambitiéis Ziler gesat: Ëm 40% sollen d'Emissioune vun Zäregasen an der EU bis 2030 par rapport zu 1990 gesenkt ginn. An der Trajectoire peilt d'EU bis 2050 souguer eng Reduktioun vun 80% un. Déi Ziler entspriechen där Trajectoire, déi mer missten anhalen, wann den duerchschnëttlechen Ustig vun der Temperatur soll ënnert deenen 2°C bleiwen. Et ass gutt, ambitiéis Ziler ze hunn. Nach musse se awer och glafwierdeg sinn, wann een d'Partner wëllt iwwerzeegen, fir matzezéien.

Bis elo huet d'EU seriö Efforte gemaach an zumindest an der éischter Kyoto-Period hir Engagementer jo och agehalen. Déi elo gezeechent Trajectoire gesäit awer eng ganz schnell an drastesch Reduktioun vir, déi net méi mat punktuelle Verbesserungen, mä just mat drastesche Verännerungen, ënner anerem vum ekonomesche Modell, ze erreechen ass, déi sech awer soss an der EU-Politik net onbedéngt ofzeechnen.

E Beispill heifir ass de Welthandel. D'EU férdert ganz staark de fräie Wuerenhandel, net nëmmen innerhalb vun der EU, mä och mat Drëttstaaten, an d'Verhandlungen am Kader vun CETA an TTIP si just aktuell Beispiller vun dëser Prioritéit. E groussen Deel vun eiser Ekonomie ass op den Export ausgeriicht, a mir profitéieren anerersäits vum Import vu Matières premières an esou weider. Dëse kommerziellen Échange generéiert awer en enormt Transportopkommes, wat e groussen Deel vun den Emissioune verursaacht.

Dëse Wirtschaftsmodell baséiert also zu engem groussen Deel dorop, dass de Wuerentransport bëlleg ass. Gläichzäiteg ass den Transport ee Beräich, wou mer nach keng „carbon-fräi" Léisung parat hunn. Et gëtt nach keng verspriechend Strategie, wéi eis Ekonomie mat engem 80%-Reduktiounszil 2050 soll ausgesinn. An et sinn och nach keng Usätz fir méi e konsequent Ëmdenken an deem Sënn ze erkennen.

Ech wëll domadder soen, dass et e schwierege Balanceakt ass, ambitiéis Ziler esou ze formuléieren, dass se eis Partner encouragéieren, mat an dat Boot eranzeklammen, ouni dass se utopesch héich schéngen, an domat och eescht geholl ginn, fir dass och wierklech gehollef gëtt, fir am Klimaschutz do virunzekommen.

Ob et elo zu Paräis zu engem Accord kënnt, deen eis wierklech weiderbréngt, ass deemno ongewëss. An hannendrun hänkt d'Fro fir d'EU, mat wat mer no 2020 wëlle weiderfueren a wéi mer wëlle weiderfueren, wann en Accord net deenen Erwaardunge géif entspriechen.

En anere wichtege Sujet an deem Zesummenhang ass d'Atomkraaft. De Rapporteur huet dat ugeschwat, mir ware jo och do zwou Visitte maachen. Mir schwätze jo de Mëtten net nëmmen iwwer Klimaschutz, mä jo och iwwer Energie - ech si schonn e puermol dorop agaangen.

Den Drock, fir ewechzekomme vu Kuel a Pëtrol, mécht d'Atomkraaft erëm méi attraktiv, well se CO_2-neutral ass. Dat spillt deene grossen Energiekonzerner an d'Hänn, déi hir besteeënd Anlagen esou laang wéi méiglech wëllen exploitéieren a fir déi en Atomausstieg vill Sue kascht. Virun eiser Hausdier, an eisen Nopeschlänner gesi mer, wéi schwiereg déi Décisioune sinn; och wann déi betreffend Regierunge jo un éischter Stell hir Bevëlkerung virun de Gefore vun dësen Anlage schütze missten.

Gëschter hu mer jo hei um Beispill vun Tihange an Doel an der Question urgente vum Henri Kox an der Chamber héieren, wéi eist Nopeschland virgeet an deem Dossier: Mir sinn net gefrot ginn!

Genau geholl huet d'Klimaschutzpolitik als Haaptzil, ze verhënneren, dass Millioune Mënschen ënnert de Konsequenze vun enger irresponsabeler Energiepolitik vun haut leide mussen. An deem Sënn ass fir Lëtzebuerg d'Atomkraaft awer genausou irresponsabel, well, souguer wa guer keen Accident geschitt, wësse mir Jorzéngten duerno, nodeems déi éischt Anlag gebaut ginn ass, nach ëmmer net, wat mer mat de radioaktiven Offäll solle maachen.

Och wa mir dat alles wëssen, bleift de Risiko grouss, dass mir eng ëmweltschiedlech Energiequell duerch eng aner ersetzen. Eng gutt Indicatioun an deem Kontext gëtt d'Beispill vu Japan. Keen anert Land dierft déi negativ Aspekter vun der Atomenergie esou gutt kenne wéi just Japan. Nom Accident zu Fukushima am Mäerz 2011 huet Japan erëm op fossill Energie zréckgegraff an domat seng Klimaschutzziler opginn - an hëlt awer erëm déi beschiedegt Atomreakteren a Betrib!

Japan huet sech och net enger zweeter Kyoto-Period ugeschloss, an dat, obwuel d'Energiepolitik fir Japan e ganz wichtegen Thema ass. Op där anerer Säit muss ee soen: Japan bleift awer och weiderhin en interessante Partner, well et e Virreider ass, wat d'Energieeffizienz ugeet, a selwer e grousst Innovatiounspotenzial huet, vun deem mir alleguerten awer an Zukunft kënne profitéieren.

Et ass deemno och ausserhalb vun Emissiounsbilanzen net alles schwaarz a wäiss. Recherche an Innovatioun si souwisou entscheedend Facteuren an der ganzer Klimaschutzdebatt, well et och an Zukunft, mat oder ouni Accord, ongéiglech wäert sinn, contraignant Regele weltwäit duerchzesetzen, genausou wéineg, wéi mer bis elo an der Lag waren, Mindestaarbechtskonditiounen, Mënscherechter an esou weider weltwäit an ausnamslos duerchzesetzen.

Et besteet dofir déi berechtegt Suerg, dass, wann een den Drock op d'Industrie ze héich usetzt, dës Betriber einfach an e Land ofwanderen, wou se deen Drock net hunn. Dat ass besonnesch e Risiko fir d'EU, wa mer och an Zukunft géifen „cavalier seul" maachen. Mir sinn dofir gezwongen, aner Ureizer bidden ze kënnen, an ee vun de Standuertvirdeeler vun eis kann duerch verstäerkt Investitiounen am Beräich vun der Recherche an der Entwécklung leien, wat d'EU awer nach verstäerke misst vis-à-vis vun hiren transatlantesche Konkurrenten.

Madamm Presidentin, am zweeten Deel vu menger Interventioun kommen ech dann elo zur Fro: Wat bedeit de Klimawandel fir Lëtzebuerg? A wéi gesäit eise Bäitrag zum Klimaschutz aus? Wat fir eng nei Verflichtunge kommen no 2020 op eis duer, wann et zu Paräis zu deem gewënschten ambitiéisen Accord kënnt?

Wéi virdru scho gesot, bedeit e gudde Kyoto-Bilan net onbedéngt, dass mir eppes fir de Klimaschutz gemaach hunn. Am Moment verbessert sech eise Bilan jo och virun allem, well den Tanktourismus erofgeet. Dat bedeit engersäits eng Moins-value fir de Statsbudget an anerersäits manner Emissiounsrechter, déi een akafe misst. Vu dass de Spritt elo enzwousch anescht kaaft gëtt, huet dat global keen Impakt op de Klima.

Déi Haaptproblemer, déi mir zu Lëtzebuerg hunn, bleiwen déiselwecht, wéi mer se an deene leschte Jore schonn haten: e staarke Bevëlkerungszouwuess an och e staarke Wirtschaftswuesstum, déi trotz Verbesserungen ëmmer nach méi Verkéier, méi Konsum an d'Demande no méi Wunnraum mat sech bréngen.

Den Transportsecteur bleift weiderhin ee vun deene wichtegste Beräicher, wou et eis muss geléngen, d'Emissiounen ze senken, a wou och grondsätzlech e grousst Potenzial läit.

Vläicht just een Zuelebeispill: Ware mir am Joer 2013 zimlech genau op deene vun der EU pro Joer zougestanenen CO_2-Tonnen ouni den Industriesecteur, d'ETS, ukomm, dee jo ab der zweeter Kyoto-Period vun 2013 bis 2020 den nationale Regierungen net méi ugerechent gëtt, esou si bei engem Total vun 9,28 Millioune Tonnen CO_2 der 6,30 Millioune Tonnen CO_2 op de Stroossentransport gefall, wouvun der 1,69 Millioune Tonnen CO_2 op d'national Flott, dat heescht op eis Autoen, falen, hei zu Lëtzebuerg, an der 4,71 Millioune Tonnen CO_2 op den Export vu Carburant falen.

Wat dovunner ënnert de sougenannten Tanktourismus fält, ka leider net an eisem Rapport berücksichtegt ginn, well déi Etüd, déi d'Regierung an Optrag ginn huet, nach de Moment net virläit. Mä vläicht kënnt d'Regierung eis herno dozou vläicht e puer Wuert soen.

Den Transportsecteur ass e Secteur, wou net de Stat, mä den eenzelne Bierger décidéiert, ob en e Bäitrag zur Reduktioun vum Energieverbrauch leescht oder net. Mir musse weiderhin dru schaffen, e besseren „modal split" ze erreechen, a méi Leit derzou beweegt kréien, méi oft den ëffentlechen Transport ze notzen amplaz den Auto.

Allerdéngs mussen d'Capacitéiten am ëffentlechen Transport och dann däitlech ausgebaut ginn. Den ëffentlechen Transport muss attraktiv sinn, soss gëtt en net genotzt. Dat bedeit, dass den Zuch d'Réckgrat duerstelle muss vun engem Mobilitéitskonzept an dass den Tram ausgebaut gëtt, dass déi verschidden Transportmëttele gutt openeen ofgestëmmt sinn, dass et Opfangparkinge gëtt bei de Garen, dass komfortabel Ënnerstänn bestinn, wou ee ka waarden, ouni naass a kal ze ginn, dass Bussen, déi d'Feinverdeelung maachen, net nëmmen an engem gudden Takt an zouverlässeg fueren, mä awer och d'Prioritéit op den Individualverkéier hunn.

Wa mer wëllen an deem Beräich virukommen, da mussen déi Projeten, déi jo elo all um Dësch leien, schnell ëmgesat ginn. Ganz wichteg ass et nach an der Bauphas, dass d'Chantiere gutt koordinéiert ginn an am Zweifelsfall den ëffentlechen Transport Virrang kritt.

Vu dass den Autosverkéier och an Zukunft wäert e vill genotztent Transportmëttel sinn, wär et wichteg, dass wéinstens beim Kaf vun neie Gefierer den Undeel u spuersame Modeller mat niddregen Emissiounswäerter an d'Luucht goe géif.

Dank enger entspriechender Férder- a Steierpolitik vun de Virgängerregierunge gëtt et jo eng ganz positiv Tendenz, mä et misst een déi besteeënd Mesuren awer vläicht eng Kéier op hir Effikassitéit hin iwwerpréifen; dat ass jo och am Rapport vun der Cour des Comptes gesot ginn.

Eng Fro, déi um EU-Niveau gekläert muss ginn, ass déi vun den Tester vun den Emissiounswäerter vun eenzelnen Autosmodeller. Mir mussen ophalen, d'Autosindustrie a Schutz ze huelen an den technologesche Status quo ze belounen, wa mer de Klimaschutzziler Prioritéit wëlle ginn.

Wa kloer ass, wat déi EU-Normen an Tester, déi mer hunn, iwwerhaapt fir e Wäert hunn, huet et kee Wäert méi, mat Primmen a Steieren ëmmer nach déi spuersamst Modeller ze ënnerstëtzen, well déi Seuile mëttlerweil Standard gi sinn.

Eng aner Fro: Hunn d'Verännerungen an der Landesplanung Fortschrëtter bruecht, wat d'Dezentraliséierung vun den Aarbechtsplazen ugeet, déi et méi Leit erméigleche misst, no bei hirer Aarbechtsplaz ze wunnen, an de Verkéier a Richtung Haaptstad kéint entlaaschten?

Eng Nisch, déi een an Zukunft och méi staark notze kéint, ass den Télétravail. Heemaarbecht ka mat der moderner Technik vun haut nei Weeër opmaachen, muss awer vun hirem soziale Gesamtimpakt ofgeklärt ginn.

Ee vun den Haaptpiliere fir d'Energieeffizienz, déi jo ëm 20%, vun 2005 gerechent, erofgoe muss, ass déi Energie, déi mer guer net brauchen, spréch Wärmedämmung an neien Haiser, mä awer och virun allem an der Albausanéierung.

Dofir gesäit d'LSAP ganz positiv d'Efforten, déi am Beräich vum Wunnengsbau gemaach gi sinn, wou mer jo schrëttweis d'Energienormen ugehuewen hunn. Hei hu mer d'technesch Méiglechkeet schonn haut, fir CO_2-neutral Haiser ze bauen oder souguer Haiser, déi méi Energie produzéieren, wéi se verbrauchen. An et ass gutt, dass dës Technologien och elo systematesch genotzt ginn.

Dat dréit natierlech an engem gewësse Mooss zur Hausse vun de Wunnengspräisser bäi, déi souwisou scho vill ze vill héich sinn. Allerdéngs ass dat eng Investitioun, déi sech rentabiliséiert a muss weider verstäerkt subventionéiert ginn, virausgesat, et gëtt esou gebaut, wéi een et virgesinn huet op sengem Plang a wéi et och um Energiepass steet.

E Manktum näämlech vun dëse Mesuren ass et, dass et hei keng Kontroll a virun allem keng Sanktiounsméiglechkeete gëtt. Am Sënn vu méi Konsumenteschutz muss driwwer nogeduecht ginn, ob een net am Intérêt vum Keefer, deen en Haus oder eng Wunneng no Plang keeft, eng Méiglechkeet schaaft, ze iwwerpréiwen, ob en déi Energieklass, déi um Plang steet an déi e bezilt, och wierklech kritt huet. Zum Beispill andeem eng lescht Tranche eréischt no engem erfollegräichen Test vum Energiepass vum ofgeschlossene Bau fälleg gëtt.

De Stat muss sech do virdru schützen, Subventiounen ze bezuele fir energieeffizient Bauen, wann dëse Fortschrëtt just um Pabeier besteet. Zumindest bei grousse Projeten, wou vill Subventioune fléissen, misste Stéchprouwe kënne gemaach ginn. Dat ass am Bausecteur net vill anescht wéi an der Automobillindustrie. Et sinn déi reell Emissiounen, déi fir de Klimaschutz zielen, an net dat, wat um Zertifikat steet.

E ganz wichtegen Akteur an der Ëmsetzung vun eise Klimaschutzziler - ass schonn e puermol elo gesot ginn - sinn awer och d'Gemengen.

Engersäits si se, esou wéi de Stat, och e Konsument. Dat heescht, dass si selwer e gudden Deel zur Reduktioun vun den Emissioune kënne bäidroen, andeems se hir Gebaier energetesch sanéieren, hire Fuerpark an hir Servicer adaptéieren an erneierbar Energie produzéieren.

D'Gemengen hu grad wéi de Stat eng Virbildfonctioun vis-à-vis vum Verbraucher ze iwwerhuelen. D'Gemenge sinn ausserdeem méi an direktem Kontakt mat dem Bierger an hunn oft besser Méiglechkeete wéi de Stat, fir d'Bierger ze informéieren an ze sensibiliséieren. Si sinn e wichtege Multiplicateur, wann et drëms geet, am Alldag manner Energie ze verbrauchen an um individuellen Niveau nei Technologien anzesetzen.

De Klimapakt huet do gutt Fortschrëtter bruecht. E ganz groussen Undeel vun de Gemenge mécht do mat an deen Engagement weist och den Erfolleg vun deenen, déi an dësem Beräich besonnesch Efforte maachen. De Klimapakt ass deemno e gutt Instrument, wat onbedéngt weiderentwéckelt muss ginn. An do wäerten eis Regierungsvertrieder eis sécher herno e bësse méi kënne soen, a wat fir eng Richtung do nach déi weider Efforte wäerte goen.

Dann zum Volet vun den erneierbaren Energien, do hu mir jo fest Zilvorgabe vum Kyoto-Protokoll.

Am Verglach zum 20%-Zil vun der EU sinn et hei zu Lëtzebuerg 11% erneierbar Energien an der Endconsommatioun, fir Lëtzebuerg relativ niddreg, mä wann ee berücksichtegt, dass eisen Territoire awer och ganz kleng ass, sinn eis Méiglechkeeten, objektiv gekuckt, awer och do ganz limitéiert.

Mir mussen deemno dat bescht aus deem Potenzial maachen, wat mir hei am Land hunn, an doriwwer eraus am Ausland versichen ze investéieren, fir eis Beiträg zur Förderung vun den erneierbaren Energien op e korrekten Niveau ze bréngen. Fallbeispill kéinten Offshore-Anlagen am Nordmier am Kader vun engem Benelux-Accord sinn. Do wollt ech d'Regierung froen, ob dat fir Lëtzebuerg net eng realistesch a relativ kuerzfristeg Méiglechkeet wär, an dësem Beräich en entscheedende Schrëtt ze maachen.

Här Oberweis, mir als „Beneluxianer" wëllen dat ëmmer weiderdreiwen. An ech mengen, do misste mer och eng Kéier weiderkommen.

Wichteg schéngt mir am Beräich vun erneierbaren Energien ze sinn, dass mer eis permanent un déi neisten Entwécklung upassen an eis Férderpolitik entspriechend der Effikassitéit vun där enger oder anerer Technologie ausriichten.

Et ass zwar richteg ze verlaangen, dass de Stat bei senger Férderpolitik soll previsibel sinn. An et ass awer genausou richteg, dass et op deem Marché vill Verännerunge gëtt, deenen de Stat soll a muss Rechnung droen.

Natierlech bréngen esou Schwankungen och Problemer fir déi Betriber mat sech, déi sech an deene Beräicher spezialiséieren, an de Stat muss dat och berücksichtegen. Et kann een awer net ëmmer am Viraus soen, wat fir eng Technike sech duerchsetzen. An et mécht och kee Sënn, dauerhaft eppes ze férderen, wat um Enn net rentabel ass.

Wat d'Saach net méi einfach mécht, ass, dass d'technesch Evolutiounen an der Recherche jo oft sprunghaft kommen; wat hinne jo och inherent ass.

D'Fotovoltaik ass hei e gutt Beispill. Mir hunn dat am Ufank ganz staark geférdert an duerno eng Brems ageluecht, wéi mer d'Rechnung gemaach hunn, dass de Kosten-Nutzen-Effekt dovunner zäitweis vill méi schlecht war wéi bei aneren erneierbaren Energiequellen. Entretemps sinn d'Modulle vill méi bëlleg a méi effizient gi fir d'Fotovoltaik, soudass et sech elo erëm lount, verstäerkt an d'Fotovoltaik ze investéieren.

Mir konnten eis als Chamberskommissioun, de Rapporteur huet et scho gesot, am Laf vun eisen Aarbechte beim ëffentleche Fuerschungsinstitut LIST op Belval dovunner iwwerzeegen, dass d'Fotovoltaik an Zukunft duerch nei, vereinfacht Produkter verstäerkt erëm nei Perspektiven opmécht.

Wou d'Fotovoltaik agesat gëtt, ass jo och eng spannend Fro; hei huet jo eisen Energieminister Etienne Schneider eng nei Pist virginn, wou Leit sech a Form vu Kooperativen zesummendoe kënnen a Projete realiséieren an dëst och vum Stat subventionéiert gëtt, nom Motto: „Manner Risiko fir deen Eenzelnen" respektiv „Zesumme si mer méi staark".

Wat d'Elektromobilitéit elo ugeet, bestinn hei nach eng Rei Onsécherheete beim Konsument, déi och elo ugeschwat gi sinn. Si gëtt jo de Moment staark geférdert. Hei begréisse mer, dass d'Regierung e klore Programm mat Elektrobornë presentéiert huet, flächendeckend, wou d'Gemenge matdécidéiere kënnen, wou déi fir si beschte Plaze sinn, wou hir Bierger sech kënnen undocken.

Et muss een der Elektromobilitéit elo eng Chance ginn. Dat kann d'Technologie vun der Zukunft ginn. Et muss een awer opmierksam verfolgen, wann aner Innovatioune sech besser entwéckelen, wéi ënner Ëmstänn de Waasserstoffmotor.

Mä dat ass net fir elo. Dat heescht, bis 2020 si mir konkret gefuerdert an do ass den Elektro-

auto vun den CO_2-Emissiounen hier alternativlos dat Bescht.

Eng aner Produktiounsmethod, déi een an deem Sënn muss am A behalen, sinn och déi schonn ugeschwate Biogasanlagen. Engersäits besteet do en interessant Potenzial, anerersäits kämpfe mer do nach mat enger ganzer Rei vun technesche Problemer, wou a bestëmmte Fäll duerch d'Geruchsbelästegungen d'Akzeptanz op null fält, fir et elo net méi däitlech ze soen; eise Kolleeg Félix Eischen, mengen ech, weess dovunner e Lidd ze sangen.

(Interruption)

Et besteet och hei, wéi beim Agrospritt an der Energiegewannung aus Offäll, eng gewësse Konkurrenz mat der Produktioun vu Liewensmëttel, wou mer an Zukunft musse besser Léisunge fannen. Ech kann a wëll mech net domadder offannen, dass mer bei allem Honger an der Welt Liewensmëttel, jo, verhonzen, fir domadder mam Auto fueren ze kënnen.

Onofhängeg vun eisen Efforte wäerte sech déi klimatesch Bedéngungen, an deene mer liewen, veränneren, a mir mussen eis dorunner upassen. Fir Lëtzebuerg kréie mer virausgesot, dass an Zukunft d'Wantere méi mëll wäerte ginn, d'Summere méi dréchen, an dass de Risiko vun Iwwerschwemmungen zouhëlt. Dat kléngt net direkt dramatesch, huet awer e groussen Afloss op ee bestëmmte Secteur, nämlech d'Landwirtschaft.

D'Landwirtschaft ass a bleift fir eis Zukunft e ganz besonnesch wichtege Secteur. Wa mir dervun ausginn, dass den Transport iergendwa méi deier an den Import vu Wueren aus der ganzer Welt méi problematesch gëtt, a wa mer aus Klimaschutzgrënn dës Zort vun Emissioune wëlle limitéieren, da musse mer eng regional Liewensmëttelproduktioun, déi un éischter Stell op de lokale Marché ausgeriicht ass, fërderen.

Mir däerfen net nëmmen derno kucken, dass dës Liewensmëttelproduktioun an den aktuelle Marchésbedéngungen ouni staatlech Hëllef net rentabel ass, mä mir mussen eis och méi Gedanke maachen ëm eis national Liewensmëttelsouveränitéit an der Zukunft, déi mer am Kader vun de Klimaschutzdiskussioune virausgesinn. Bei alle méigleche Verännerungen, déi do op eis duerkomme wäerten, bleift eppes gewëss: Mir brauche genuch a qualitativ héichwäerteg Narungsmëttel.

D'Landwirtschaft huet awer mat ganz ville Problemer ze kämpfen, déi net ëmmer genuch berücksichtegt ginn. Mir schwätze ganz vill dovunner, wat d'Landwirtschaft niewent der Liewensmëttelproduktioun muss leeschten, ouni ze kucken, ob se dat mat deene Moyenen, déi se huet, och fäerdegbréngt.

Grad am Ëmweltschutz kritt d'Landwirtschaft ëmmer weider Oplage gemaach, wéi dat elo mat deem neien Agrarschutzgesetz wäert och geschéien, déi et an deem staark ënner Konkurrenz stoenden Ëmfeld hinne ganz schwiereg maachen, besonnesch deene klenge Betriber, fir einfach ze iwwerliewen. Am Kader vun deem neien Agrargesetz ass sécher Geleeënheet, fir dat nach weider ze verdéiwen.

De Moment vläicht just dës Iwwerleeung: Mir sollten nach eemol iwwerdenken, wat mer genau u Leeschtunge vun der Landwirtschaft erwaarden a wat mer de Baueren un Ënnerstëtzung mussen ubidden, fir dass si déi Leeschtungen och kënne bréngen an net iergendwann einfach ophalen an hir Kouwiss als Bauterrain verkafen; wat am Moment souwisou vill méi bréngt.

Mir mussen och dru schaffen, fir d'Konsumgewunnechte vun de Leit ze änneren. Mir musse kucken, wéi mer den Niveau vu Confort, dee mer gewinnt sinn, wäitgeeënd kënnen erhalen an trotzdeem däitlech manner Energie verbrauchen.

Déi international Klimaschutzmechanisme ginn eis dozou keng Indicatioun, well mer alles dat, wat mer u Wueren importéieren, net ugerechent kréien an eiser CO_2-Bilanz.

Mat Sensibiliséierungscampagnen a Fërdermoossname kann ee bei eis doheem eppes erreechen, mä Lëtzebuerg muss virun allem Lobbying um EU-Niveau maachen, well zu Bréissel vill Norme fir Produkter a Produktiounsmethode festgeluecht ginn.

D'Automobillindustrie ass e ganz gutt Beispill dofir. De VW-Skandal huet dat offegeluecht, wat mer eigentlech schonn alleguerte woussten: dass déi Tester, no deenen d'Autoe bewäert ginn, net der Realitéit entspriechen. Jiddereen, deen en Auto keeft, weess genau, dass de Verbrauch, deen do um Pabeier steet, däitlech ënnert dem reelle Verbrauch läit.

Dass mer an der EU keng méi realitéitsno Tester hunn, läit dorunner, dass dat politesch net gewollt ass, well eenzel Länner, notamment Däitschland, hirer Autosindustrie net ze vill Oplage wollte maachen. Dat ass a ganz ville Beräicher esou an do wär bestëmmt e ganz zolidd Potenzial fir Emissiounen anzespueren, dat och de Bierger géif zeguttkommen.

Ech denken do och un d'Thema vun der Obsoleszenz, dat heescht, déi geplangt, bewosst Reduktioun vun der Liewensdauer vun engem Produkt. Beispiller sinn eng ganz Abberzuel vo Maschinnen, virun allem si vill elektronesch Geräter sou gebaut nämlech, dass et onrentabel ass, fir se ze flécken, wann eng Klengegkeet futti ass, well d'Reparatur bal esou vill kascht wéi en neit Gerät.

Derbäi kënnt dee sougenannten „Prestigekonsum". Deen hëlleft natierlech och do ganz hefteg. Mä leider och d'Liewensmëttelproduktioun, wou d'Ofsprooche fir d'Haltbarkeetsdatumer geziilt no vir gezu ginn, fir de Konsum ze erhéijen, an alles muss ewechgehäit ginn, wat e regelrechte Skandal ass. An hei schwätzen ech net vu sanitären an hygienesche Virschrëften, déi natierlech musse respektéiert ginn, mä vu Produkter, déi nach emol guer net am Gebrauch waren.

Mir hätten haut all technesch Méiglechkeeten, fir Produkter hierzestellen, déi robust, laangliewegs, ausbaufäeg a liicht ze reparéiere sinn. Dat ass awer net am Interesse vun den Hiersteller, déi alles maachen, fir dass hir Clienten a regelméissegen Ofstänn deeselwechte Produit nach eemol kafe mussen.

Wa mer et eescht menge mat der nohalteger Entwécklung, da musse mer all dës Sujeten an der EU vill méi konsequent ugoen.

Madamm Presidentin, ech wëll domadder zur Konklusioun kommen.

Et huet sech gewisen, dass d'EU zwar e staarken a seriöen Engagement am Klimaschutz huet, d'Mechanisme vum Kyoto-Protokoll hunn awer och däitlech Schwächten opgewisen. D'EU-Vertrieder mussen deemno ouni Arroganz an déi Verhandlungen zu Paräis eragoen. Si musse bereet sinn, Kritik ze akzeptéieren, a genau préiwen, ob dee Modell, deen d'EU fiert, wierklech dat beschte Resultat bréngt. Mir mussen als EU ophalen, esou ze maachen, wéi wann deen eenzege Wee, fir de Klimawandel ofzeschwächen, doranner géif bestoen, fir all aner Natioune mat an eist Boot eranzehuelen.

Dat wat zielt ass, dass et an der Realitéit eng Verännerung gëtt. De Wee dohinner ass net wichteg.

En éierleche Vergläich tëschent der reeller Entwécklung an de Länner ass méi sënnvoll, wéi dass een deem anere probéiert seng Methoden opzezwéngen.

Mir dierfen och dat grousst Bild net aus den Ae verléieren an d'Verhältnisméissegkeet vun eisen Aktioune musse mer berücksichtegen. Et mécht net vill Sënn, sech engersäits mat de Methangasemissioune vun de Kéi ze beschäftegen, wann ee gläichzäiteg d'Aen zouméicht virun deene wahnsinnegen, onkontrolléierte Brandrodungen an aneren Deeler vun der Welt.

An deem Sënn sollte mer net nëmmen doriwwer diskutéieren, wie wéi vill vun deene versprachenen 100 Milliarden Dollar an de Klimafonds abezuelt, mä virun allem, wat mat deene Sue soll erreecht ginn.

Wat Lëtzebuerg ugeet, musse mer weider Efforten an deene Beräicher maachen, wou mer schonn déi lescht Joren dru geschafft hunn. Dat heescht, absolutt Prioritéit fir Investitiounen hei am Land a fir Mesuren, déi insgesamt Sënn maachen. Et wär deemno ganz gutt gewiescht, wa mer schonn och eng Amorce vum drëtten Aktiounsplang gehat hätten, deen d'Regierung ausschafft. An do kréie mer vläicht herno e puer Informatiounen driwwer.

Ech kommen zum Schluss awer och net derlaanscht ze soen, Madamm Presidentin, dass déi viregt Regierungen och do gutt Aarbecht geleescht hunn, grad wéi déi aktuell Regierung. Et brauch natierlech alles eng gewëssen Ulafzäit, bis verschidde Mesuré wierken. An dass mer Kyoto-méisseg am Joer 2013 eng Punktlandung gemaach hunn, wéi eise Statssekretär Camille Gira an der Chamberskommissioun sot, dass mer am Fachjargon „on track" sinn oder op Lëtzebuergesch „um gudde Wee" sinn, ass deemno och de Mérite vun de viregte Regierungen an natierlech och vun där heiter Regierung.

A wéi scho gesot, den Ëmweltminister Johny Lahure huet 1997 de Kyoto-Vertrag mat der UNO mat initiéiert. Déi successiv Ministeren a Regierungsmemberen - ech wëll se eng Kéier kuerz opzielen: Alex Bodry,...

Plusieurs voix.- Aah!

M. Roger Negri *(LSAP)*.- ...Charel Goerens, Eugène Berger, Lucien Lux, Claude Wiseler, Marco Schank, mä och Robert Goebbels, Henri Grethen, Jeannot Krecké an duerno, an nach weider, Etienne Schneider, Francine Closener a grad wéi elo Carole Dieschbourg - ...

Une voix.- Aah!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Sot eis och nach déi nächst!

M. Roger Negri *(LSAP)*.- ...a Camille Gira...

Une voix.- Aah!

(Hilarité)

M. Roger Negri *(LSAP)*.- ...fueren domadder virun, mat där Aarbecht.

Une voix.- Dat si se all!

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Jo!

Oder anescht gesot...

Une voix.- Deen nächste kennt Der nach net!

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Oder anescht gesot: De Klimaschutz kennt keng geografesch Grenzen a sollt och keng politesch Grenze kennen. Wa mer zesummen dru schaffen, dann hu mer eng Chance, eisen Deel hei zu Lëtzebuerg zum globale Klimaschutz bäizedroen. An dat sollte mer all zesumme maachen.

An domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu der Motioun, déi den Henri Kox a senger gudder Aarbecht gemaach huet, a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Negri, dee ganz liicht iwwerzunn huet. Mä mat där witzeger Einlag kënne mer dat toleréieren. Ech ginn elo direkt d'Wuert virun un den Här Gérard Anzia fir déi gréng.

(Brouhaha)

Une voix.- Neen, den Här Hahn.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Ah, dann ass meng Lëscht net richteg. Dann, Här Hahn, hutt Dir d'Wuert.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Max Hahn *(DP)*.- Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, d'Klimapolitik ass eng vun deene gréisste Erausfuerderungen aus dem 21. Jorhonnert, wann net souguer déi gréisst.

Dofir däerfe mir keen Auto méi fueren, op d'mannst keen décken, mir däerfen net méi an d'Vakanz, jiddefalls net mam Fliger, mir däerfe kee Bifdeck méi iessen, et sief dann, e wier aus Tofu. Wann et ëm de Klima geet, ass et, wéi wann ee bei den Dokter geet: Et kritt een ëmmer gesot,...

(Hilarité)

...wat een net däerf: keen Alkohol, manner Stress, manner Fleesch. An et weess ee genee, den Dokter huet recht, mä et ass een doheem an no zwee bis dräi Deeg ass alles erëm beim Alen. Beim Klimaschutz ass et leider oft d'selwecht. Mir hunn e kuerzen Ablack e schlecht Gewëssen a falen dann an eis al Musteren zréck.

Firwat ass dat esou? D'Klimapolitik gëtt allze oft als Verbuetspolitik verstanen. Ech gleewen net u Verbuetspolitik an denken, dass mir mat der Klimapolitik fort vun de Verbueder mussen. Mir musse vill méi dohinnerkommen, dass klimafrëndlech Alternativen déi besser Optioune sinn. Mir mussen dohinner, dass de Bus, den Zuch an de Vëlo systematesch méi schnell, méi bequem a méi praktesch gi wéi den Auto.

Mir mussen dohinner, dass Haiser energetesch sanéiert ginn, well et ënnert dem Stréch gutt fir de Portmonni a fir d'Liewensqualitéit vun de Bewunner ass. D'Politik muss Ureizer setzen, dass erneierbar Energië sech duerchsetzen, ouni dass d'Energiepräisser eropginn. Packe mir dat net, packe mir de Klimawandel net.

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP)*.- Madamm Presidentin, d'Souskommissioun Kyoto huet sech a sëlleche Sitzunge getraff, fir d'Klimapolitik zu Lëtzebuerg méi genee ënnert d'Lupp ze huelen. Ausléiser war e Rapport vun der Cour des Comptes iwwert d'Applikatioun vum Kyoto-Protokoll. Fir et fein auszedrécken: Dee Rapport war éischter mitigéiert. Mam éischte Kyoto-Protokoll hat Lëtzebuerg sech nämlech engagéiert, bis 2012 seng Emissioune par rapport zum Referenzjoer 1990 ëm 28% ze reduzéieren. À la fin du compte hat Lëtzebuerg amplaz vun deenen ugestrieften 28% emol net 9% realiséiert. Dat soll eis net nach eemol passéieren! Ech begréissen dofir dësen Exercice haut hei an der Chamber, well nëmmen eng permanent Evaluatioun kann eis virubréngen.

Wou si mer dru mat eisen nationale Klimaziler? Wat sinn d'Potenzialer, déi mir nach hunn? A wéi kréie mer dës fräigesat? Well et mir drëms geet, no vir ze kucken, wëll ech mech a menger Interventioun virun allem op d'Potenzialer, déi mir hei zu Lëtzebuerg hunn, konzentréieren. D'Erausfuerderunge si grouss. Kommt, mir paken et un, well d'Zäit, déi leeft!

E puer Remarquë virewech. Mir wëssen et all: De Klimawandel ass e weltwäite Phenomeen a Lëtzebuerg fënnt ee quasi just mat der Lupp op der Weltkaart. Fir dem Klimawandel mat all senge Konsequenzen entgéintzewierken, sinn dofir net nëmme mir, mä all d'Länner gefuerdert. D'Weltklimakonferenz, d'COP21 zu Paräis ass dofir e wichtege Rendez-vous mam Klima. Loosst eis dee Rendez-vous net an de Sand setzen!

Dass d'Europäesch Unioun ambitiéis Ziler an dëser Matière huet, ass gutt a richteg. Mä ech stellen awer fest, dass an der europäescher Klimapolitik villes schifleeft. Et leeft eppes schif, wann et fir en Industriebetrib finanziell méi gënschteg ass, Standuerter zouzemaachen, wéi weider ze produzéieren, well si Profitter a Milliounenhéicht um Verkaf vun CO_2-Quote kënne maachen, déi dann en anere Betrib nawell an d'Loft pompelt.

Et leeft eppes falsch, wann d'USA mussen opdecken, dass dee gréissten europäeschen Autobauer systematesch Emissiounsgaser manipuléiert huet an domat déi europäesch Klimapolitik e Stéckwäit als Symbolpolitik entlarvt.

Ech soen awer och gradesou riichteraus, dass déi europäesch Klimapolitik eng Matière ass, déi fir den normale Bierger e Buch mat siwe Sigelen ass. Et ass net nëmmen d'Komplexitéit vun dëser Matière, mä et sinn och déi theoretesch Rechekonstrukter, déi entscheeden, wat fir e Land wéi eng Emissiounen ugerechent kritt.

Ee Beispill: Quasi eise ganze Stroumbedarf gëtt aus Däitschland importéiert, wouduerch dës Emissiounen eisem däitschen Noper a senger Klimabilanz zu Buch gedroe ginn. Bedéngt duerch seng Gréisst an déi 80 Milliounen Awunner fält dat a senge Gesamtemissiounen un Zäregasen awer net an d'Gewiicht.

Ëmgedréit ass et beispillsweis beim Gas- an Dampkraaftwierk zu Esch/Belval, wou mir CO_2-Emissiounen opgebrummt kréien, obwuel dëst Kraaftwierk de belsche Réseau mat Stroum beliwwert. An am Géigendeel zu Däitschland dinn dës Emissiounen engem klenge Land wéi Lëtzebuerg éischter wéi. Et wier néideg, eng Kéier hei de Bilan ze maachen, well et kann net sinn, dass duerch de Quotesystem ronderëm d'CO_2-Emissiounen de Gedanke vum fräien Handel an Europa ënnergruewe gëtt.

Iwwregens hu mir och näischt geschafft, wann industriell Betriber mat CO_2-intensive Produktioune Lëtzebuerg an och d'EU verloossen, fir sech dann an anere Länner néierzeloossen, wou d'Reglementatioune vläicht manner streng sinn.

Madamm Presidentin, ech wëll mech a menger Ried op e puer Beräicher konzentréieren, wou mir menger Meenung no zu Lëtzebuerg dat gréisste Potenzial hunn, fir CO_2 anzespueren.

Deen éischten dovun ass den Transport. Zu Lëtzebuerg ass den Transportsecteur fir bal 70% vun eise Gesamtemissiounen un Zäregase verantwortlech. Dovu sinn ëm déi 20% op eisen Eegebedarf an ëm 80% op de sougenannten Tanktourismus zréckzeféieren. Et ass kee Statsgeheimnis: D'Akzisen um Spritt sinn a bleiwe mëttelfristeg eng wichteg Recette fir de Statsbudget. Et ass och d'Ursaach, firwat eist Land am internationale Vergläich vun den Emissioune pro Awunner am éischte Peloton ass.

Ech wëll awer an deem Kontext och eng Kéier eppes ganz kloer soen: Dem Weltklima ass et egal, ob de Frontalier an den Transitverkéier hei zu Lëtzebuerg tanken oder hannert der Grenz. Dofir fueren déi meeschte Leit an deene meeschte Fäll kee Kilometer méi. Ech gleewen och net drun, dass d'Camionen Ëmweeër vun 200 Kilometer maachen, fir op Lëtzebuerg tanken ze kommen. Et sief dann!

De Sprittverkaf huet dem Finanzminister no dëst Joer beim Diesel ëm 6,5 a beim Bensinn ëm 7% ofgeholl. Dat huet sécherlech mat eisem modernen a spuersame Fuerpark a mat der Hausse vun der TVA ze dinn, mä och domat, dass den Diesel am Moment fir d'Camioneuren ënnert dem Stréch méi gënschteg bei eisem belschen Noper ze kréien ass. Dës Baisse ass e wënzege Schrëtt fir d'Weltklima, mä e grousse fir déi lëtzebuergesch Klimaziler.

Doduerch, dass manner op der Pompel verbraucht gëtt, ginn eis national Gesamtemissiounen ëm 4% bis 5% erof. Am Verglach: D'Lëtzebuerger Industrie zu Lëtzebuerg ass fir 10% vun de Gesamtemissioune verantwortlech. D'Baisse vu ronn 7% beim Sprittverkaf huet also deeselwechten Effekt, wéi wa mir d'Emissiounen am Industriesecteur halbéiert hätten.

Madamm Presidentin, Dir hutt et gemierkt, ech sinn e bësse skeptesch a mengen och, dass dem Weltklima net gehollef ass, wann de Spritt elo erëm méi am Ausland a manner hei zu Lëtzebuerg akaaft gëtt. D'Ewechkomme vun de fossille Brennstoffer ass dat Eenzegt, wat eis hëlleft. Zënter Jorzéngte gi méi ëmweltfrëndlech Alternativen zu Bensinn an Diesel gesicht, bis elo mat määssegem Erfolleg. Weder de Waasserstoff nach den Äerdgas nach de Biospritt hu sech an der Vergaangenheet géint de Bensinn an Diesel duerchgesat. Dat soll sech elo änneren duerch d'Elektroautoen, an dat, obwuel nom Emissiounsskandal an Däitschland gefaart gëtt, dass den Elektroautoen hir Software esou programméiert ass, dass se an der Nuecht heemlech op d'Tankstell ginn, fir do Spritt ze tanken.

Spaass bäisäit! Den Elektroauto schéngt op jidde Fall dat gréisste Potenzial ze hunn, sech mëttelfristeg géint de Bensinn an den Diesel duerchzesetzen. Ee Grond fir d'Scheitere vum Äerdgasauto war mat Sécherheet, dass et an der Vergaangenheet verpasst gouf, dem Notzer en adequaten Tankstelleréseau opzebauen. D'Politik huet aus deene Feeler geléiert, an dofir huet d'Regierung décidéiert, bis 2020 en Netz vun 800 Luedestatioune mat jeeweils zwou Luedeméiglechkeeten ze installéieren, wou d'Elektroautoen opgeluede kënne ginn.

Wann ee weess, dass déi duerchschnëttlech Distanz, déi zu Lëtzebuerg mam Auto zréckgeluecht gëtt, bei 60 km pro Dag läit, ginn d'Autonomië vun deene meeschten Elektroautoe mat 100 bis 150 km haut schonn duer. Firwat fueren dann den Ament nëmme 600 Elektroautoen op eise Stroossen? Wahrscheinlech, well d'Majoritéit vun de Leit wëllen d'Méiglechkeet behalen, fir d'selwecht wéi mat hirem Bensinner oder wéi mat hirem Dieselauto länger Distanzen ze bewältegen, beispillsweis fir an d'Vakanz ze fueren. Dat kann en Elektroauto den Ament nach net.

Ee System, deen a mengen Aen iwwregens op d'mannst mëttelfristeg besser Zukunftschancë wéi de rengen Elektromoto huet, ass de sougenannte Plug-in-Hybrid. Dat ass en Auto mat zwee Motoen, een elektreschen an ee mat Spritt. Deen elektresche fiert ëmmer déi éischt zirka 50 km, an eréischt, wann d'Batterien eidel sinn, spréngt en dann iwwer op de Spritt.

En anere Grond, firwat weder den Elektronach de Plug-in-Hybrid sech bis ewell duerchsetze konnten, ass mat Sécherheet de Präis, net nëmmen den Akafspräis, mä och de Käschtepunkt fir d'Locatioun vun de Batterien. D'Präisargument spillt nach méi, wa gläichzäiteg d'Pëtrolspräisser an de Keller falen.

Maache mer eis näischt vir: Den Duerchbroch vun der Elektromobilitéit kënnt eréischt, wann den Elektroauto kompetitiv zum Bensinn an zum Diesel ass. Dat ass dach och ganz normal: Manner Confort fir méi Geld ass keng gutt Mëschung a beileiwe kee gutt Verkafsargument! Ech zielen awer do op d'Autobauer. D'Annonce vun engem renomméierten Elektroautohiersteller, dass an zwee Joer den Elektroauto mat enger Autonomie vun zirka 500 km zum Präis vun 30.000 bis 40.000 Euro op de Marché kënnt, mécht op jidde Fall Hoffnung. An trotzdeem ass d'Zil immens ambitiéis, bis d'Joer 2020 40.000 Elektroautoen zu Lëtzebuerg immatrikuléiert ze hunn.

Och wann et richteg a wichteg ass, dass mir elo d'Infrastrukture schafen, Lëtzebuerg eleng wäert net derfir suerge kënnen, dass d'Autosindustrie sech weider a Richtung Elektromobilitéit entwéckelt, fir éischtens d'Uschafungspräisser ze senken an zweetens fir d'Autonomië vun de Batterien ze erhéijen. Hei si mir op d'Hëllef vun anere Länner ugewisen. An dofir fannen ech, dass dat hei och en Thema op der Weltklimakonferenz sollt sinn.

Madamm Presidentin, all Joers kommen eng 13.000 nei Awunner zu Lëtzebuerg bäi, an do sinn d'Frontalieren net abegraff. Den Trafic hëlt also net nëmme gefillt vu Joer zu Joer zou, mä et ass eng batter Realitéit, an d'Capacitéite vun eise Stroosse si begrenzt. Dofir, besser wéi Autofueren ass a bleift d'Benotze vum ëffentlechen Transport, virausgesat, den ëffentlechen Transport ass eng besser oder gläichwäerteg Alternativ zum Auto.

Wéini ass dat de Fall? Ganz einfach: Wann den ëffentlechen Transport zouverlässeg a bequem ass a wann e gradesou schnell oder souguer méi schnell wéi den Individualverkéier ass. Ass dat net de Fall, da kritt den ëffentlechen Transport den zweete Präis.

Ech sinn iwwerzeegten Notzer vum ëffentlechen Transport, dat, well fir meng Situatioun d'Konditioune gutt sinn. An eelef Minutte sinn ech mam Zuch an der Stad, mam Auto bräicht ech der an de Spëtzestonne 40. Okay, den Zuch huet och emol Verspéidung, mä dofir kann ech am Zuch meng E-Maile beäntwerten, d'Zeitung liesen, mech mat Bekannten ënnerhalen oder einfach just relaxéieren. A gleeft mer eent: Wann ech mam Auto an d'Stad kommen, da sinn ech alles anescht wéi relaxéiert, wann ech hei ukommen!

(Hilarité)

A mengem Beispill passt et einfach. Ech verallgemengeren dat awer net a weisen net mam Fanger op iergendeen, deen den Auto méi benotzt wéi ech. Jo, et ass nach vill Verbesserungspotenzial uechtert d'Land, an d'Politik ass gefuerdert, den ëffentlechen Transport esou interessant wéi nëmme méiglech ze maachen.

Ech ka ganz gutt verstoen, wann een op den Auto zréckgräift, wann d'Konditiounen net passen. Bis zum Joer 2020 solle 25% vun den Trajete mam ëffentlechen Transport zréckgeluecht ginn. Ob Zuch oder Bus, et gi vill Efforten am ëffentlechen Transport gemaach, zum Beispill d'Schafe vun Opfangparkingen, déi nei Zuchlinn Lëtzebuerg-Beetebuerg, déi nei Gare Pafendall-Kierchbierg, d'Zweegleisegkeet Lëtzebuerg-Sandweiler oder den Tram. Ech ënnerstëtzen dës vill Efforte vun der Regierung, well eist Land erstéckt am Trafic.

Wat de Bus betrëfft, ass eise Réseau sécher performant an nawell gëtt et Sputt no uewen. Et héiert een ëmmer erëm, dass, zanter déi nei Fuerpläng a Kraaft sinn, den Trajet däitlech méi laang dauert. Mir mussen dat am A halen, well soss riskéiere mer, engagéiert Busnotzer erëm zréck un den Auto ze verléieren.

Et sinn awer och oft Detailer, déi de Leit d'Flemm andreiwen. Beispillsweis wann am Héichsummer d'Klimaanlag net geet, wann den Écran, deen d'Haltestelle soll uweisen, net fonctionnéiert oder wann d'Leit sech musse quëtsche wéi d'Hierken an der Tonn. All dat sinn Elementer, déi dozou bäidroen, ob de Bus eng reell Alternativ ass oder net.

Awer natierlech muss och weider an d'Infrastrukturen investéiert ginn. D'Busspure mussen onbedéngt ausgebaut ginn, fir dass de Bus net mat den Autoen am Stau steet, mä fir dass de Bus mat entspaante Busnotzer riets laanscht dacks gestressten Autofuerer fuere kann. Ech mengen, eng besser Reklamm fir de Bus gëtt et net.

Op ganz ville Plazen hei am Land sinn d'Busspuren och just an eng Richtung, an zwar an d'Richtung Stad. Um Retour stécht een dann zesumme mat deenen aneren Autoen am Verkéierschaos. Wéisou soll een d'Spur net esou upasse kënnen, dass se da benotzt ka ginn, wa se och wierklech gebraucht gëtt, dat heescht moies a Richtung Stad an owes an déi ëmgedréite Richtung? Hei ass e bësse Courage gefuerdert, fir dass d'Politik an deem dote Beräich aktiv gëtt.

Eng weider Méiglechkeet wier et, d'Fahrgemeinschaften ze belounen. Am Ausland kréie mer et virgemaach. Autoen, déi dräi bis fënnef Passagéier hunn, kréien do Prioritéit op ausgewielten Autobunnsspuren an däerfen d'Busspure benotzen. Jee, et gi vill Iddien, déi et lounen, getest ze ginn!

Ech wëll awer och nach op d'Mobilité douce zréckkommen, also den net motoriséierte Verkéier. Och hei ass d'Zil kloer: Bis 2020 soll all véierten Trajet ze Fouss gemaach ginn. An och hei ass eppes kloer: Et muss nach ganz vill geschéien, fir dat ze erreechen. 60% vun de Leit benotzen den Ament den Auto fir Distanzen ënner dräi Kilometer. An dëst si genau déi Distanzen, déi prädestinéiert sinn, fir mam Vëlo ze bewältegen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Wéi komme mer dann dohinner? Dat geet vun Duschméiglechkeeten op der Schaff iwwer Vëlosstänneren op strategesch sënnvolle Plaze bis zu uerdentleche Beschëlderungen. Dat Wichtegst sinn awer séier a sécher Vëlosweeër. Dofir ass am Februar dëst Joer d'Vëlospistegesetz hei an der Chamber gestëmmt ginn. Ab dem nächste Joer ginn aacht Milliounen Euro d'Joer an de Vëlospisteréseau investéiert, fir esou sécher Infrastrukturen ze schafen. Aktuell huet de Réseau 613 km, bis 2018 ginn zousätzlech 120 km gebaut a bis 2021 gi weider 85 km realiséiert.

Den Nohaltegkeetsminister huet rezent all d'Piste beim Environnement an d'Geneemegungsprozedur ginn. De Gros vun deene Piste verlafen duerch Gréngzonen, duerch Bëscher an och Natura 2000-Zonen. Ech zielen op de politesche Wëllen am Sënn vun der Mobilité douce an hoffen, dass elo net laangwiereg Ëmweltprozeduren eis dorunner hënneren, e performant Vëlosnetz op d'Been ze stellen. Dat wier e fataalt Signal fir déi nohalteg Mobilitéit.

Här President, éier ech de Beräich Mobilitéit ofschléissen, nach eng Klamer. Verkéierspolitik ass selbstverständlech och Landesplanung. Vill vun de Verkéiersproblemer, déi mir zënter Jorzéngte kennen, sinn op eng verfeelte Landesplanung zréckzeféieren. Ech denken do un den Échec beim Versuch, fir Wunnen, Schaffen a Fräizäitaktivitéite méi no beieneen ze bréngen. Et gouf an der Vergaangenheet verpasst, Aarbechtsplazen do ze schafen, wou d'Leit wunnen, respektiv Wunnraum do ze schafen, wou den ëffentlechen Transport performant ass. Ech si frou, dass d'Regierung mat der Veröffentlechung vun de Plan-sectorielle Bewegung an deen Dossier bruecht huet, an ech sinn zouversiichtlech, dass mer an deem Dossier virum Enn vun der Legislaturperiod e gutt Stéck wäerte weiderkommen.

Här President, deen zweete Beräich, deen ech wëll thematiséieren, betrëfft d'Gebailechkeeten. 15% vun de Gesamtemissiounen un Zäregase ginn duerch den Energieverbrauch vun eise Gebaier ausgestouss. Bei den Neibaute goufe sech an der Vergaangenheet héich Ziler gesat. Ab dem 1. Januar 2017 ass de Passivbau Standard an domat ass den CO_2-Aspuerpotenzial bei Neibaute quasi ausgereizt.

Vill Potenzial stécht also virun allem am Albau. Iwwer 50% vum Haiserbestand ass virun 1970 gebaut ginn. Dës Haiser sinn deemno dacks regelrecht Energieschleideren. Den Ablack sinn d'Energiepräisser relativ niddreg, an dat ass och gutt esou, net nëmme fir all Eenzelnen, mä och fir eis Ekonomie. Trotz den aktuelle Masutts- a Gaspräisser maachen d'Heizkäschten nach ëmmer en décke Batz vum Budget vu ville Stéit aus. Energieeffizient Mesurë kënnen a solle sech laangfristeg lounen, mä d'Décisioun, fir dës Mesuren ze huelen, scheitert oft dorunner, dass een als Éischt emol e gudde Batz Sue muss an d'Hand huelen, fir eréischt laangfristeg e Retour ze kréien.

Hautdesdaags ass et dacks net méiglech, nieft deenen héije Wunnpräisser nach zousätzlech Käschte fir d'Steigerung vun der Energieeffizienz vun der Wunneng oder vum Haus opzebréngen, sief et fir eng Fotovoltaik, eng solarthermesch Anlag, eng Lëftungsanlag, eng Isolatiounsfassad oder eng Dräifachverglasung. Dorunner änneren och Subside vun 20% bis 30% näischt. Déi kritt een oft eréischt laang duerno ausbezuelt, soudass een awer an der Lag muss sinn, de Gesamtmontant kënne virzestrecken. An dat ass fir vill Leit eng Saach vun der Onméiglechkeet.

D'DP wëllt dofir kloer op de Wee vun der Virfinanzéierung goen, an dat iwwert d'Klimabank. Nom Modell vun de Studentesubside soll d'Klimabank a Kollaboratioun mat private Banken dem Eegentümer Suen zu engem niddregen Zënssaz virstrecken. Suen, déi een duerno mat den agespuerten Energiekäschten zréckbezuele kann.

Wëlle mer trotz den aktuellen niddregen Energiepräisser an den niddregen Zënsen en Albausanéierungsboom bewierken, muss eng energetesch Sanéierung sech fir de Propriétaire bezuelt maachen. Heifir muss d'Klimabank e Mix vu Subventionéierung a Virfinanzéierung ubidden. Wat de Finanzement betrëfft, misst ee menger Meenung no analyséieren, ob een net Mëttelen aus dem Kyoto-Fong kéint benotzen, fir d'Klimabank ze speisen.

Mir dierfen awer och net aus den Ae verléieren, dass et bei der Energieaspuerung vun de Gebaier net nëmmen ëm d'Wunnhaiser geet. Och bei de Bürosraimlechkeete gëtt et vill Potenzial. Dofir soll d'Klimabank sech menger Meenung no net nëmmen op Privatpersoune beschränken.

Datselwecht gëllt och fir d'Locatiounswunnengen. Mir däerfe keng Politik maachen, déi nëmmen dem Propriétaire zeguttkënnt, deen a sengen eegene véier Wänn wunnt, soss maache mer eng Politik, vun där d'Locatairen, déi am meeschte vun der Energieaarmut betraff sinn, net profitéieren.

Wann ech dann den Här Eischen héieren, deem d'Klimabank net schnell genuch kënnt, muss ech him soen, dass och ech de Startschoss vun der Klimabank net erwaarde kann. D'Klimabank brauch Zäit, well een dës Mesuren am Gesamtkontext muss kucken. Et sinn Aiden, déi Enn 2016 auslafen, an et muss een elo e genaue Set vun Aiden a Virfinanzéierung definéieren, deen net nëmme reng Energie aspuert, mä wou och nohalteg Kritären zum Deel matafléissen. Ech fäerte beispillsweis, dass d'Subventionéierung vum Styropor eis nach vill Jore Misär wäert maachen, net nëmmen aus brandschutztechnesche Grënn, mä och, wat d'Entsuergung ugeet an d'Verschmotzung vun eisem Grondwaasser.

Här President, och an deenen 1.770 Gebaier, déi dem Stat gehéieren, stécht ganz vill Energieaspuerpotenzial. Vun deenen 1.770 Gebaier si 25 Gebaier virun 1950 gebaut ginn an hunn domat e ganz grousst Energieaspuerpotenzial. Et ass bedauerlech, dass vun deenen 1.770 Gebaier just 270 Gebaier e Gebäudepass hunn an hiert jeeweilegt Aspuerpotenzial domat opweisen. Doduerch ass et net méiglech ze kucken, bei wéi enge Gebaier de Return on invest am interessantesten ass. Hei kann a soll de Stat mam gudde Beispill virgoen.

An der Vergaangenheet huet d'Politik sech drop beschränkt, mat käschtenintensive Mesuren aus engem Energie-G-Klass-Gebai en Energie-A-Klass-Gebai ze tunen, fir och wierklech déi lescht Drëps Masutt aus deem Gebai erauszehuelen. Dat ass zwar en techneschen Défi, mä ënnert dem Stréch ass et ökonomesch an ökologesch méi sënnvoll, beim selwechten Invest fënnef Gebaier op en Energie-C-Klass-Niveau ze hiewe wéi zwee op en Energie-A-Klass-Niveau.

Här President, deen drëtte Beräich, op deen ech wëll agoen, ass dee vun den erneierbaren Energien. Ësou wéi eis Autosschlaang all moies fir an d'Stad era wiisst, wiisst och eisen elektreschen Energieverbrauch, net nëmmen, well eis Populatioun wiisst, mä och wéinst der Elektromobilitéit, wéinst den Datenzentren, awer och wéinst ëmmer méi Elektronik an eisem alldeegleche Liewen. Mir mussen eis dofir d'Fro stellen, vu wou dës Energie kënnt.

„Stoppt d'Atomkraaft!", dat héiert een iwwerall, zu Recht! Mä mir sinn net prett. An dat, well d'Politik geschlof huet! Jorzéngtelaang! An ech mengen hei net déi lëtzebuergesch Politik, well déi huet sech vun Ufank u géint d'Atomenergie décidéiert. Laang viru Fukushima huet Tschernobyl eis gewisen, wat d'Atomkraaft uriichte kann. An dat ass einfach ignoréiert ginn. Firwat muss ëmmer eppes geschéien, bis eppes geschitt?

Amplaz verstäerkt an nei Technologien ze investéieren an d'Fuerschung ze stäerken, ass weider der Atomkraaft vertraut ginn. Haut wëllt zumindest Däitschland d'Atomkraaftwierker vum Stecker huelen. Mä wa mer éierlech sinn, huet Europa de Moment keng konkret Alternative parat, fir de Stroumbedarf ouni Atomkraaft ze decken.

Och Lëtzebuerg muss de Choix treffen tëschent a) dem Import vun Atomstroum a b) der Erhéijung vun der Energieeffizienz a Verbindung mat erneierbaren Energien. Ech sinn op jidde Fall fir déi lescht Optioun. An der Souskommissioun hu mir ons och ausgibeg mat der Atomenergie beschäftegt - en Thema, wat mir ganz besonnesch um Häerz läit -, an d'Geforen, déi vum Atomkraaftwierk zu Cattenom ausginn, maachen eisen Awunner, awer och mir selwer Angscht. Et däerf ee sech net ausmolen, wat d'Konsequenze vun engem Accident wieren!

Mat enger Delegatioun vun Deputéierten hu mir eis zu Paräis staark derfir gemaach, fir d'Atomkraaftwierk zu Cattenom vum Netz ze huelen. Wa mir eescht geholl wëlle ginn, da musse mir eisen Nopere virmaachen, dass déi elektresch Versuergung och ouni Atomkraaftwierker a Kuelekraaftwierker ka garantéiert ginn. Dofir musse mir ons enorm ustrengen, an dat geet och net vun haut op muer.

Bis 2020 sollen 11% vun eisem Gesamtenergiebedarf aus erneierbaren Energië stamen. Aktuell leie mer bei zirka 4%. Elo kéint ee mengen, dass dat Zil also quasi onméiglech an onerreechbar wier. Et ass sécherlech ambitiéis, mä et ass net onméiglech, well d'Technik gëtt et haut schonn hier.

Dat gréisste Potenzial stécht hei zweifellos an der Wandenergie. Hei konnten zum engen an deene leschte Méint eng Rei Projete geneemegt ginn, nodeems d'Regierung décidéiert huet, de Fluchhaferadar a senger Verpackung ze loossen an deemno net am Norde vum Land ze installéieren. Zum aneren dréit awer och déi enorm Entwécklung vun der Technik dozou bäi, dass mer eisen Ziler méi no kommen. Do, wou viru 15 Joer nach aacht Wandmillen opgeriicht gi sinn, kann een haut mat zwou Wandmillen déiselwecht Energie produzéieren.

Positiv ervirzesträichen ass och, dass rezent d'Gemengevertrieder vum Sudgaz-Syndikat eestëmmeg fir eng Wandkraaftstudie gestëmmt hunn, dëst fir ze préiwen, wou an dëse Gemengen d'Potenzial läit, fir eng Wandmille respektiv e Wandmillepark ze installéieren. Zil ass et, gemengeniwwergräifend e Projet ze realiséieren, un deem d'Bierger finanziell participéiere kënnen.

Fir munchereen ass eng Wandmillen eng Zort Fliedermaushäcksler oder Landschaftsverschandler. Fir mech net! Fir mech ass et eng Méiglechkeet ewech vun Atom- a Kuelekraaft. Um Gaalgebierg gëtt wéinst enger Fliedermaus kee Wandpark realiséiert. Dat ass schued! Mir musse wëssen, wat mer wëllen. Mir kënnen net um internationalen Niveau en Ëmdenken a Richtung erneierbar Energië fuerderen an um nationale Plang eis Hausaufgaben net maachen!

Jo, mir hunn hei zu Lëtzebuerg begrenzte Méiglechkeeten, wéi zum Beispill an der Waas-

serkraft. Mä dat soll eis net dorunner hënneren, eis Potenzialer an der Wandenergie, déi mir zweifellos hunn, optimal ze notzen. Verbesserungspotenzial besteet a mengen Aen, wat d'Dauer vun der Prozedur ugeet: Vun der Décisioun bis zur Abetribnam vergi gäre véier Joer!

Fir dass mir eis Ziler erreechen, musse mer nieft der Wandenergie awer och op d'Fotovoltaik bauen, also op d'Stroumproduktioun mëttels Solarzellen. Virun enger Rei Woche war ech op enger sougenannter „Solar-Convention", wou d'Haaptakteuren aus deem Beräich iwwert d'Zukunft vun der Fotovoltaik zu Lëtzebuerg diskutéiert hunn. An ech kann Iech soen, den Interessi vun eise Betriber ass ganz grouss. Och hei ass d'Technik prett, jo souguer mat falende Präisser a mat méi héije Wierkungsgrader vun de Solarmodullen.

Deemnächst sollen haaptsächlech grouss Fotovoltaiksanlagen a Betrib geholl ginn, un deenen d'Bierger finanziell participéiere kënnen a wou d'Gemenge beispillsweis d'Diech vun hiren ëffentleche Gebaier zur Verfügung stellen. Esou ass zu Dippech um neie Pompjeesbau d'lescht Joer esou eng Gemeinschaftsfotovoltaik un d'Netz gaangen. Dës Anlag huet eng Leeschtung vun 30 kWp, obwuel d'Gréisst vum Daach eng méi grouss Leeschtung wéi déi 30 kWp erméiglecht hätt. Dass d'Anlag deemools net méi grouss gebaut ginn ass, louch um diesbezügleche Règlement grand-ducal, dee méi grouss Anlagen net méi subventionéiert huet.

An deem Kontext begréissen ech, dass d'Regierung ab 2016 och gréisser Solaranlage bis zu 200 kWp wäert ënnerstëtzen.

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP)*.- Duerch dës Ëmännerung wäert d'Gemeng Dippech d'nächst Joer net, wéi geplangt, eng 30 kWp-Anlag op hirer neier Schoul a Betrib huelen, mä eng 140 kWp-Anlag do installéieren.

Plusieurs voix.- Ah!

M. Max Hahn *(DP)*.- Ob et zu deem erhoffte Fotovoltaikanlageboom kënnt, hänkt awer dovun of, ob déi virgesinnen Aspeisetarifer finanziell interessant sinn oder net.

Neen, et soll kee sech eng gëllen Nues dorunner verdéngen, wéi dat an der Vergaangenheet allze oft de Fall war! Wa mir awer ze laang Amortisatiounszäiten hunn, wäert dee gewënschte Fotovoltaikboom ausbleiwen, well dann déi wéinegst Bierger bereet wieren, hir Gelder doran ze investéieren.

Et ass evident: Wat eng Fotovoltaikanlag méi grouss gëtt, wat den Invest pro kWp méi kleng gëtt. Et muss een dowéinst onbedéngt bedenken, dass an Zukunft net nëmmen Anlage vun 200 kWp gebaut wäerte ginn, mä och nach Anlage mat zum Beispill 30, 50, 90 oder 110 kWp wäerten un d'Netz goen. Och dës Anlage musse finanziell interessant sinn.

Ech warnen och do virdrun, ze mengen, dass d'Gemengen esou vill Diech vun hiren ëffentleche Gebaier besëtzen, déi a) an engem gudden Zoustand sinn an net mëttelfristeg mussen erneiert ginn, a b) statesch esou konzipéiert sinn, dass se de Bau vun enger Fotovoltaikanlag erméiglechen. Do dernieft wëll ech och drop opmierksam maachen, dass besteeënd Anlagen, déi bis dato op 30 kWp begrenzt waren, musse kënnen erweidert ginn, wann d'Daachflächen et hierginn.

Ech mengen och, dass dat weiderhin a Form vun enger Société civile sollt méiglech sinn an net nëmmen a Form vun enger Kooperativ.

Här President, eis Landwirtschaft steet viru grousse Erausfuerderungen. An der Klimapolitik ass d'Landwirtschaft e wichtege Partner, well d'Energieproduktioun zweifellos en neit Standbee vun der Landwirtschaft ass. Ech denken do haaptsächlech, awer net nëmmen, u Biogasanlagen, wou ënner anerem Naturdünger méi effikass genotzt kënne ginn. Hei ass nieft der Landwirtschaft awer och d'Politik gefuerdert, fir d'Rahmebedéngungen esou ze setzen, dass dës ëmweltfrëndlech Energieproduktioun garantéiert ass a sech och bezuelt mécht.

Wat d'Waasserkraaft ugeet, ass eist Potenzial beschränkt. Nieft deene besteeënde Kraaftwierker ass et geneemegungstechnesch, awer och topografesch schwiereg, d'Waasserkraaft vun eise Flëss nach besser ze notzen. Hei soll een awer d'Fuerschung fërderen an innovativ sinn an och kleng Anlage mat klenge Leeschtungen, wou den Invest/kWh däitlech iwwert dem Optimum läit, ënnerstëtzen.

D'Fuerschung spillt awer net nëmmen an deem heiten Domän eng ganz wichteg Roll. Dee grousse Problem vun den erneierbaren Energien ass d'Energiespäicherung. De Wand bléist net konstant an net permanent an d'Sonn schéngt och net de ganzen Dag. Mécht d'Fotovoltaik just 1% vum Joresbedarf aus, esou klëmmt hiren Undeel, wann d'Sonn schéngt, op 15%. Ënner anerem dat erklärt déi wiederofhängeg Schwankungen am Netz. Dowéinst kënnt et bei Deeg mat vill Sonn respektiv vill Wand zu engem sougenannten Netziwwerschoss. Mir mussen dofir derfir suergen, dass d'Netziwwerschëss gespäichert kënne ginn. Am Ausland gëtt et mëttlerweil Batteriekraaftwierker, déi, äänlech wéi d'Pompspäicherkraaftwierk zu Veianen, derfir suergen, dës Energie ze späicheren an dee Moment zur Verfügung ze stellen, wou se gebraucht gëtt.

Et muss een nämlech wëssen, dass aktuell zum Beispill Kuelekraaftwierker als sougenannt Back-uppe fonctionnéieren, déi also just weiderlafen, fir Energiespëtzten auszegläichen, wann d'Sonn oder de Wand noloossen.

E wichtegt Instrument fir eng besser Energieverdeelung sinn d'Smart-meteren. Si wäerten et erlaben, dass an noer Zukunft elektresch Verbraucher automatesch dann ugemaach ginn, wann iwwerschësseg Energie am Netz ass. Deemno geet et a Richtung intelligent Steierung vun elektresche Verbraucher wéi Wäschmaschinn, Spullmaschinn oder Trockner. Och wann dat éischter Zukunftsmusek ass, sollt een awer hei éischter de Belounungs- wéi de Bestrofungsprinzip applizéieren. Ech ka mer virstellen, dass d'Motivatioun fir den Notzer, bei esou engem System matzemaachen, déi wier, dass dee Moment, wou Energieiwwerschoss am Netz ass, de Stroum méi bëlleg kéint verrechent ginn.

D'DP ass am Allgemengen der Meenung, dass en niddrege Stroumpräis a) e wichtege Kompetitivitéitsfacteur fir eis Betriber ass, a b) si, awer och eis Bierger, net dozou incitéiert, Stroum ze verbëtzen, wéi dat geleegentlech behaapt gëtt.

Dat bescht Beispill ass d'LED-Beliichtung. LEDen hunn eng däitlech méi kleng Leeschtung an eng wesentlech méi laang Liewensdauer, awer trotzdeem déiselwecht Liichtstäerkt wéi klassesch Biren. An der Dippecher Gemeng si sämtlech Gemengestroossen op LED-Technik ëmgerüst ginn, net nëmmen der Ëmwelt zuléift, mä einfach, well et sech och finanziell rechent: manner Energiekäschten a manner Entretien duerch manner oft Austausche vun de Biren. Jo, och hei ginn et schwaarz Schof um Marché, äänlech wéi an der Automobilindustrie, an d'Notzer mussen och hei besser geschützt ginn.

Zu Lëtzebuerg gëtt sech am Allgemengen ze vill mat der elektrescher an net genuch mat der thermescher Energieaspuerung a -produktioun beschäftegt. An dobäi ass an deem Beräich am meeschten ze bewierken. D'Solarthermie, also d'Waarmwaassererzeugung mat oder ouni Heizungsënnerstëtzung ass am Neibau Usus an och am Albau am Kommen, dat well et sech ganz séier bezuelt mécht a well eis Betriber den Know-how hunn. An dofir ass dat en Instrument, wat ganz effikass ass.

Ganz anescht ass et allerdéngs bei der Biomass. Fir d'Hëtze vun eisen Haiser verbrenne mir léiwer de Gas vun de Russe wéi d'Holz aus eise Bëscher. An dobäi ass d'Potenzial un iwwerschëssegem Holz esou grouss, dass mer eist Holz exportéieren, fir dass d'Chineese Miwwelen domat bauen, fir se dann erëm an Europa ze exportéieren. Oder eist Holz geet an d'Papeierindustrie.

An dobäi ginn et haut ganz flott Méiglechkeeten, fir Haiser, ganz Lotissementer an och ëffentlech Gebaier mat Holz an deemno CO_2-neutral ze hëtzen. Zu Schuller gëtt zum Beispill dee gesamte Schoulkomplex mat alle Gebaier aus der ganzer Ëmgéigend un e Fernwärmenetz ugeschloss, dat un eng Holzhackschnitzelanlag gekoppelt ass.

Ofgesi vun der manner grousser Ofhängegkeet vu Pëtrolsnatiounen oder Russland, kënne mir esou Aarbechtsplaze bei eis hei zu Lëtzebuerg schafen an eis lokal Ekonomie ukurbelen.

Eng aner Méiglechkeet, fir nohalteg ze hëtzen, ass d'Notzung vun der Wäermt aus dem Äerdräich, also der Geothermie. Och dës Hëtzt steet ons gratis zur Verfügung. Dofir ass et dach verwonnerlech, dass d'Geothermie net méi genotzt gëtt. Sécherlech huet dat domat ze dinn, dass et op Plaze wéinst dem Grondwaasser net erlaabt ass, déif Buerungen ze maachen, oder dass den Terrain net grouss genuch ass, fir se iwwert d'Fläch ze notzen. Mä dat geet mir als Erklärung eleng net duer. Hei sinn d'Ingenieursbüroen, d'Architektebüroen, d'Betriber an d'Politik gefuerdert, Opklärungsaarbecht ze maachen.

Firwat sollt eng Gemeng net bei PAPe vun deene 25% ofzetriedender Fläch profitéieren, fir do beispillsweis Geothermie ënner enger Spillplaz ze realiséieren?

Här President, de Potenzial vun den erneierbaren Energien ass grouss an ech konnt elo nëmmen e klengen Abléck an déi vill Méiglechkeete ginn. Sécher, d'Zil vun 11% un erneierbaren Energië bis 2020 ass ambitiéis. Mä dofir muss sech d'Politik ëmsou méi ustrengen, fir dee Paradigmewiessel fäerdegzebréngen!

Här President, ech wëll als leschte Punkt awer och nach op d'Klimapolitik an de Gemengen zréckkommen. D'Klimapolitik fonctionnéiert a klengen Unitéiten am beschten. Dofir sinn d'Gemengen e ganz wichtege Partner an deem Beräich. Ech si frou, dass quasi all d'Gemengen dem Klimapakt bäigetruede sinn. De Klimapakt ass nämlech e flott Instrument, fir sech mat anere Gemengen ze vergläichen a Best Practices auszetauschen, an dat mam Zil, den Energiebedarf ze reduzéieren, d'Biergerbedeelegung ze verbesseren an déi regional Zesummenaarbecht ze stäerken. De Klimapakt erméiglecht et de Gemengevertrieder, awer och de Bierger, op eng transparent Aart a Weis iwwer e Punktesystem ze gesinn, wéi gutt si bis ewell an deenen eenzelne Politikfelder gehandelt hunn.

Ee Beispill, wou eng Rei Gemenge Virreider sinn: Iwwert d'Grenzen eraus ass d'Qualitéit vun de Liewensmëttel „Made in Luxembourg" unerkannt. Mam Kaf vu lokalen an nationale Produiten droe mir dozou bäi, dass Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg erhalen a geschafe ginn. Eng Rei Gemengen zerwéiere beispillsweis an hire Maisons relais regional hiergestallten, fair a wa méiglech och biologesch Liewensmëttel.

Jo, fir mech ass et d'Aufgab vun de Gemengen, eis lokal Liewensmëttelhiersteller ze ënnerstëtzen an ze garantéieren, dass déi Produiten, déi mer net hei produzéiere kënnen, wéi Kaffi, Schockela, Orangen oder Banannen, zu faire Konditioune gehandelt goufen. Ech soen awer och ganz kloer, dass ech léiwer e regionalen Apel aus der Noperschaft iesse wéi e Bioapel aus Neiséiland. Produiten, déi mir hei produzéieren, solle mir och hei consomméieren! Jo, dat ass mat Méikäschte verbonnen. Mä d'Gemenge solle mam gudde Beispill virgoen an eise Kanner héichqualitativ Iesswueren ubidden. D'Gemeng Dippech huet dat souguer an hirer Konventioun mam Bedreiwer vun hirer Maison relais festgehalen.

Bref, wourobber ech eraus wëll: D'Gemenge sinn e ganz wichtege Partner an der Klimapolitik a vill vun den Efforten, déi hei am Land gemaach ginn, sinn op d'Gemengen zréckzeféieren. Et ass och weiderhi ganz wichteg, d'Gemengen anzebannen a mat hinnen Best Practices auszetauschen an hinnen Know-how zur Säit ze stellen.

Här President, ech hat et uganks gesot, dass mir de Klimawandel nëmme packen, wa klimafrëndlech Mesuren déi besser Optioune sinn. D'Klimaziler, déi mir eis zu Lëtzebuerg bis 2020 gesat hunn, sinn ambitiéis, sief et a Saachen Energieeffizienz, erneierbar Energien oder an der Mobilitéit. 2020, dat ass iwwermuer.

Wann ee wëllt, dass klimafrëndlech Mesurë bis dohinner déi besser Optioune ginn, dann heescht dat awer och, an der Klimapolitik Choixen ze treffen. Setze mer op d'Wandenergie, da brauch ee Plaze fir Wandmillen. Setze mer op d'Mobilité douce, da brauche mer direkt Vëlosweeër, och wa si duerch Naturgebidder féieren. Setze mer op Energieeffizienz, musse mer mat staarken Ureizer eng Albausanéierungswell ustoussen. Klimapolitik gëtt et net zum Nulltariff. Mä de Klima, de Weltklima soll eis dee Präis wäert sinn!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an e ganz besonnesche Merci geet un de Rapporteur an de President vun der Souskommissioun fir seng ganz gutt Aarbecht, déi e geleescht huet, an notamment och fir säi schrëftlechen an och säi mëndleche Rapport.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Hahn. An dann huet elo definitiv d'Wuert den Här Gérard Anzia.

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- Hei läit nach e Brëll.

Une voix.- Hei, et ass mäin. Da verléieren ech den Norden net.

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- Also, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt wéilt ech dann elo net op dee Brëll do agoen, mä e grousse Merci dem Rapporteur ausdrécken, deen hei eis duerch déi vill Sëtzungen, méi wéi 30, gefouert huet mat där riseger Energie an och entspriechend dee Rapport verfaasst huet. Dat war eng Mammutaarbecht! An och e grousse Merci un de Sekretär an all déi aner Mataarbechter, déi am Hannergrond dru geschafft hunn, fir dass Der u sech dee Rapport, esou wéi Der e elo kënnt gesinn - wann Der dat wëllt maachen -, ebe virleien hutt.

Mir hunn haut en Débat zu dem Thema Klima an Energie, knapp zwou Woche virun der Klimakonferenz COP21 zu Paräis. Ech mengen, dat hei ass e wichtege Moment, deen eng Virbereedung drop ass vun eiser Chamber an der Regierung en Optrag matgëtt op Paräis. Och der Ëmweltministesch vu mir aus e grousse Merci. Dir hutt och eng grouss Mammutaarbecht gemaach op EU-Niveau, fir u sech eng gemeinsam Positioun auszeschaffen, fir déi vill Akteuren zesummenzeféieren, fir dass si mat engem gemeinsamen Optrag an de Verhandlunge mat enger Sprooch kënne schwätzen, a vun Häerze wënschen ech hir vill Erfolleg a vill Ausdauer. An ech weess, dass si dat huet a mécht.

Eng kleng Remarque: Mir haten déi vill Sëtzungen an der Kommissioun an do hate mer u sech ëmmer - wéi soll ech soen? - dat Wuert, wat mer eis do ginn hunn: Mir géifen do keng Parteipolitik maachen a mir géifen och no vir kucken a mir géifen no Léisunge sichen a mir géifen net de Bléck no hanne werfen. Et ass awer kee Problem, ech hat dat elo net alles esou virgesinn a menger Ried, ech wäert dat awer e bëssen afléisse loossen, fir e Bléck dann zréckzewerfen. Klammer zou.

De Klimawandel, dat ass e Fakt. D'Auswierkunge si spierbar an et ass och e Konsens do, dass de Mënsch de Verursaacher vun dem Klimawandel ass. Ee Bild, wat Der dacks vläicht virun Aen hutt, ech op jidde Fall emol, dat ass den Äisbier op der Äisscholl, déi ëmmer méi kleng gëtt an ënner senge Féiss ewechschmëlzt.

Mä ech hunn hei den „National Geographic" vum November 2015, ganz rezent, dat heescht, eng ganz Editioun just iwwer Klima. Do hu se en anert flott Bild dohinnergestallt, wat eis als Europäer vill méi no läit: Dat ass eng Kou op enger riseger Waasserfläch. Déi Kou, déi steet do op engem klenge Fleckche Wiss, dat ass dat Eenzegt, wat op deem Bild nach ze gesinn ass, wou kee Waasser ass. Dat ass de Klimawandel, wéi mir en hei an Europa ganz dacks ze spiere kréien, an dat ass e Bild, wat, mengen ech, eis de Klimawandel méi no bréngt. Dat bréngt en eis an d'Stuff. Dir däerft dat natierlech noliesen, ech soen Iech och elo net d'Säit, well ech weess déi natierlech net auswenneg.

Klimakatastrophe si Realitéit. Ech mengen, net méi spéit wéi virun engem Mount hate mer zu Cannes dee fuerchtbare Reen do, dee Stuerm mat dem Resultat vun 20 Doudegen. Et ass also net ze verleegnen, dass déi Auswierkunge gräifbar sinn an eis op de Pelz réckelen. Kënne mir einfach nach ofwaarden? Sinn eis Ziler net ze héich gegraff? Dat hunn ech emol an der Press gelies. Hu mer souwisou guer keng Méiglechkeeten, fir ze handelen? Ech si grondsätzlech natierlech enger anerer Meenung, wéi Der Iech kënnt denken, an ech probéieren dat dann och elo hei duerzeleeën.

Ofwaarde geet guer net! De Klimawandel trëfft virun allem emol ëmmer déi Aarm, déi am mannste Schold hunn um Ausstouss vu klimarelevante Gasen, déi am mannste Ressourcen hunn, déi am mannste verbrauchen. Dat sinn awer déi Éischt, déi drënner leiden an och déi d'Moyenen net hunn, fir sech dogéint ze protegéieren. Erkläert Dir wann ech gelift de Leit, dass, wann esou eng Katastroph do ass, wa se alles verluer hunn, dass et kee Klimawandel gëtt. Ech mengen, dat bréngt kee fäerdeg! Dofir ass et och absolutt noutwendeg, dass dat Zwee-Grad-Zil zu Paräis festgehale gëtt, fir dass een eng minimal Guideline huet, fir ze soen: Doriwwer däerf et net ewechgoen!

Eise westleche Ressourcëverbrauch, wou mer all Joers dräi, véier, fënnef Planéite brauchen - Matières premières, Buedem, Loft, Rohstoffer -, dee Modell, dee kënne mer net op de Rescht vun der Welt iwwerdroen. Dofir musse mer handelen, dat wär net gerecht, esou weiderzefueren. Dat ass net verantwortungsvoll a mir mussen eisen ekologesche Foussofdrock dofir ganz kritesch hannerfroen!

Stéchwuert Suffizienz, oder en anert, wat dat méi einfach ausdréckt: Manner ass u sech an deem Sënn do méi! Mir hu schonns eng Partie Technologien, well do gëtt ëmmer erëm drop zréckgegraff, fir villes ze verbesseren, fir anzespueren. Mä dat geet nach laang net duer! Et ass och eise Liewensstil, dee mécht, dass eise Ressourcëverbrauch esou grouss ass an de Klimawandel och virun der Dier steet. Mir mussen deen upassen! Dat deet wéi, dat ass net einfach, an däers sinn ech mer bewosst.

A grad wann ech elo hei den „National Geographic" huelen, dat ass ganz spannend, wann ech do dra bliederen, dann hunn ech op d'mannst siwe grouss geschalten Annoncen, wou exotesch Reese promouvéiert ginn. Dat ass natierlech, wéi ëmmer, de Widdersproch vun enger Publikatioun: Relevant Thema ass d'Klima, an dann hu mer do Polarreesen, déi promouvéiert ginn. Dat léisst mech, wann ech et liesen a kucken, nodenken. Dofir, dat ass net einfach, fir säi Liewensstil unzepassen an der Ried, déi ee féiert, och Tate folgen ze loossen.

Virun allem kënne mer als Europäer eis net fräikafen. Da maachen ech elo awer e Réckbléck, op déi lescht Regierung, wéi mer dat da gemaach hunn: wéi mer waarm Loft an Estland akaaft hunn. Dat kann et net sinn! Mir mussen hei bei eis handelen.

100% erneierbar Energien - mir haten esou eng Konferenz -, dat ass jo net méiglech zu Lëtzebuerg, well: Déi fossill Energien, déi mussen ëmmer de Back-up maachen, déi musse lafe fir d'Stabilitéit vum Netz, déi mussen a Reserv stoen dofir. Stëmmt dat esou? Bon, jo, am Moment ass de Park deen, deen et ass! Mä mir hu jo och eng Etüd virleien, dat ass eis LUXRES-Etüd, wann ech do dat techenscht Potenzial kucken - Nuance: techenscht Potenzial, an da gëtt et aner Formuléierungen -, da komme mer, wat de Stroum ugeet, no bäi 100% Energiedeckung hei zu Lëtzebuerg mat erneierbaren Energien - dat techenscht Potenzial.

Dass mer dat nach alles elo net kënnen ausreizen, dat schéngt mer normal. Mä mir hunn eis jo och eng Guideline gi bis 2100, fir eben CO_2-fräi ze sinn. Dat ass awer eppes, wou ech mengen, wat muss ëmsetzbar sinn. Maacht eng Kéier e Réckschrëtt ëm 20 Joer, 40 Joer, wat fir Technologië mer do haten a wéi mer do weiderkomm sinn, da sinn ech mer sécher, dass et méiglech ass.

Energieeffizienz an erneierbar Energien, dat ass en Duo, dat ass eppes wéi en Zwillingspak, dat geet nëmmen zesummen! Ouni Äspuerung sinn déi héich Ziler, déi mer eis an den erneierbaren Energië setzen, iwwerhaapt net ze erreechen. Mir sinn amgaang, an déi richteg Richtung ze goen. Mä mir mussen de Rhythmus erhéijen an da komme mer och zu Lëtzebuerg op eis 11% erneierbar Energien. Ech sinn nach ëmmer Verfechter vun dezentralen, klenge Produktiounsanlagen. Déi wäerten och de Modell an der Zukunft ginn. An déi wäerten eis aus der Energiefal och erausféieren.

Kloer, jo, elo am Moment sinn et déi fossill Kraaftwierker, déi fir d'Stabilitéit vum Netz suergen. Dat hat ech scho virdru gesot. Dat ass de Stand vun der Technik vun elo. Fir d'Zukunft begréisse mir dofir als déi gréng jo och déi Etüd, déi Iddi, déi den Ekonomiesministère op de Wee ginn huet, déi Etüd vum Jeremy Rifkin, fir ze kucken: Wéi kann ech dann déi kleng dezentral Produktiounsanlagen, wéi kann ech de Verbrauch beieneebréngen? Wéi kann ech d'Späicherung koordinéieren, fir dass mer eng Stabilitéit am Netz kréien ouni fossill Energieträger?

Ech maachen eng Klammer op fir de Kolleeg Mosar, deen awer elo leider net hei ass, mä op Chamber-TV, do kann een dat alles nokucken: Mir als Gréng begréissen ausdrécklech dës Initiativ a ganz kloer steet fir eis den Dateschutz och ganz uewen!

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Ee gliesene Client, dee bréngt keng Energieeffizienz, dee spuert keng Kilowattstonn Stroum an, dee spuert kee Kilogramm CO_2 an, an dofir muss dat net sinn. An op deen Aspekt wäert dës Regierung och ganz sécher e wuechtsamt A hunn.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Très bien!

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- Elo ëmschalte bréngt wirtschaftlech Virdeeler. An dofir ass et och esou, dass d'Klimapolitik net einfach just en Domän ass vum Ëmweltministère, mä och vum Ekonomiesministère, och vum Finanzministère, och vum Landwirtschaftsministère. Et ass iwwergräifend.

Firwat soen ech: „Et bréngt Virdeeler"? Ma wann ech Däitschland als Beispill kucken, ma da muss een awer ganz kloer soen: Däitschland ass Exportweltmeeschter. Déi hunn eng staark Industrie, déi hunn eng staark Wirtschaft an déi hu quasi den duebele Stroumpräis wéi mir hei zu Lëtzebuerg. Do soll awer elo ee mer erklären, wéi ech u sech um Stroumpräis wëll moossen, ob eng Natioun wirtschaftlech fit ass.

Och d'Fuerschung ass e Secteur, dee mer zu Lëtzebuerg hunn. An dat hu mer jo gesinn an deene ville Reuniounen, déi mer haten, wou mir u sech Spëtzefuerschung maachen. An dat musse mer als Lëtzebuerger Regierung, als Lëtzebuerger Land och weider ënnerstëtzen! Da kënne mir eis fir d'Zukunft opstellen a mir brauchen net ëmmer hannendrunzelafen a vun anere Leit ze kopéieren an ze iwwerhuelen, da kënne mir doran och d'Nues vir hunn an de Wee weisen.

Lëtzebuerg ass och keng Insel. Mir hunn all Dag iwwer 160.000 Leit, déi bei eis an d'Land schaffe kommen. Dofir ass et och legitimm, dass ee seet: Déi Energiestabilitéit vun eise Stroumnetzer, déi Deckung vun eiser Energieproduktioun, déi kënne mer och an der Grousregioun gesinn. Do hu mer jo och eng Zesummenaarbecht mat den Nopeschlänner. A fir mech schéngt et ganz kloer, dass dat méiglech ass. Dofir brauch och keen - och wann een amgaang ass, de Roman „Blackout" ze liesen - hei zu Lëtzebuerg ze fäerten, dass déi Luuchten elo op eemol géifen ausgoen an dass mer misste mat Käerzen an Decken doruechter sëtzen.

Dir sidd all Dag amgaang, erneierbar Energie ze consomméieren, souguer ze tanken. All Mënsch, dee mat engem fossill bedriwwenen Auto ënnerwee ass, deen tankt iwwer 4% erneierbar Energien, ouni dass en et weess. Et ass eng EU-Regel. Dat soll bis 2020 op 10% eropgoen.

Hei maache mer eng Klammer op zu Elektroautoen. Do wäre mer jo am Fall, dass déi Leit, an der Logik vun den Haushaltsclienten, 100% erneierbar Energien tanken. Déi hunn also do méi erneierbar Energie am Tank.

Da maachen ech nach eng nächst Klammer op, an d'Vergaangenheet, zu de Primmen am Elektroautosberäich. Mir hunn eng zirka 600 Autoen, déi am Moment hei zu Lëtzebuerg ugemellt sinn. An där Period 2007 bis 2013 sinn zirka 300 elektresch Privatautoen ugemellt ginn. Do hate mer e Primmesystem. Mir haten eng Verlängerung 2013 bis '14. Do waren nach eng Kéier zirka 300 Autoen, Elektroautoen, déi ugemellt si ginn. Fir 2015 hunn ech elo d'Zuelen net, d'Joer ass jo nach net grad eriwwer. Ech selwer muss mech zwar elo outen: Ech hunn och elo eréischt en Auto kaaft, ouni Primm.

Et muss een awer feststellen, dass d'Präisser vun den Hiersteller..., déi hunn einfach dorop reagéiert an déi hunn hir Autoen zu engem méi gënschtege Präis ugebueden. Et ass also net eleng d'Primm fir den Elektroauto, déi den Ureiz wäert maachen, fir dass d'Leit op dësen Transportmoyen ëmschwänken. Et sinn nach aner Saachen am Hannergrond, an dofir ass och eng aner Initiativ déi vun den Elektrobornen, den Tankstellen, wou mer flächendeckend solle bis 2017 een Deel ëmgesat hunn, a bis 2020 ëmgesat hunn.

Ech kommen awer nach eng Kéier zréck; déi Klammer war elo esou grouss, da muss ech awer dohinner zréckkommen, wou ech ugefaangen hunn. Et geet also drëm, dass mer all Dag zirka 4% erneierbar Energie am Tank hunn, also Biokraaftstoffer. Déi ginn zum gréissten Deel an aarme Länner ugebaut, Schwellelänner oder souguer Entwécklungslänner, an op d'Käschte vun an a Konkurrenz zum Ubau vu Liewensmëttel. Dat ass net gerecht. Dat ass kontraproduktiv. Mir mussen dat hannerfroen. Mir wëllen als Gréng eis Ziler an dem Beräich vun erneierbaren Energien zu Lëtzebuerg net op d'Käschte vun dëse Länner, op dem Bockel vun dëse Leit realiséieren!

An da wier ech natierlech beim Transportsecteur ukomm, engem wichtege Secteur zu Lëtzebuerg op verschiddenen Niveauen. Mir wëssen et: Et ass e ganzen Deel, deen an de Finanzsecteur eraspillt, an eis Finanzéierung vun eisem Statsbudget. Et ass e ganzen Deel vum Verkéier, wou mer dran erstécken, a vun eiser Liewensqualitéit, dee mat eraspillt. Et ass awer och en Deel deen Inlandverkéier, deen also hausgemaach ass, an dee mécht och natierlech e ganz groussen Undeel vun eisen Emissiounen aus.

Da musse mer eis awer wierklech dem individuelle Verkéier eng Kéier widmen. An dofir sinn ech frou, dass eng Contrepartie, e Contre-Zeeche gesat gëtt vun dëser Regierung, an zwar, dass se massiv investéiert an den ëffentlechen Transport. Ech hunn ëmmer elo nach dee Slogan vun 2000 an der Kopp: „Bus - Tram - Bunn". Et heescht elo anescht, mä et ass awer sécherlech d'Férderung vum ëffentlechen Transport. Den Tram, dee kënnt. Dee wäerten déi Leit och hei an der Chamber nach alleguerten erliewen an dovunner a ganz kuerzer Zäit kënne selwer profitéiere fir op de Kierchbierg erop. Et sinn déi Investissementer an den Zuch. Déi begréisse mir als Gréng ausdrécklech.

Wa mer da vun Effizienz am Individualtransport schwätzen, da muss ech awer alt erëm eng Kéier datselwecht soen: Mir mussen eng Kéier iwwert d'Besoine schwätzen, iwwert d'Déngschtleeschtungen, an da musse mer dat dohinner erofdeklinéieren. Wa mir véier Leit an en Auto mat enger Capacitéit vu fënnef setzen, dann hu mer 75% Energie agespuert. An et ass nach Loft no uewen! Mir kënne jo nach ee mathuelen!

Mir brauchen nei Modeller am Transport, dat ass kloer. Mir kënnen net all Eenzelnen eis vu Punkt A op B bewegen. Dat war an der Vergaangenheet esou, dovunner musse mer erof. An do muss ee Gewunnechten änneren. Dat ass schwéier!

E staarkt Argument an deem Beräich ass awer natierlech de VW-Skandal. Oder dat ass u sech net richteg. Et ass jo net just VW! Do maache mer eis eppes vir. Den Diesel-Gate, déi Mogelpackungen, déi mer do ënnergejubelt kruten als Konsument a wou mer eis mussen dergéint wieren, do geet et ëm eis Gesondheet! Also, den Transport huet och mat der Gesondheet ze dinn.

Une voix.- Très bien!

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- Zemools an eise Stied, an eisen Uertschafte si mer all Dag domat belaascht. An déi Belaaschtungen, fannen ech, sinn net méi zoumuttbar. CO_2 hin oder hier, de Gesondheetsaspekt an d'Liewensqualitéit vun eisen Awunner sinn e ganz staarkt Argument, firwat mer an deem Beräich onbedéngt sollten ëmdenken.

„Think global, act local": Dat ass ee ganz flotte Sproch, dee mer als Gréng ganz dacks benotzen. Ass dat just esou e Weltverbesserungssproch, dee sech da gutt unhéiert, well et net Lëtzebuergesch ass?

Ech selwer si säit 20 Joer éierenamtlech am Kanton Réiden ënnerwee, och am Energieberäich. Mir waren do Pionéier an der gratis flächendeckender Energieberodung fir d'Bierger aus deem ganze Kanton - zéng Gemengen. Dat sinn Initiativen, déi musse vun ënnen erop wuessen. Dat ass dat „local". Dat muss vun ënnen erop wuessen, Bottom-up.

An ech si frou, dass säit nach net gradesou laanger Zäit „myenergy", wou mir och elo e konventionéierten Infopoint sinn, flächendeckend dat iwwert d'ganzt Land mécht. Et ass eng Initiativ um nationalem Niveau. An dat ass den Top-down. An déi zwee, déi musse sech zesummefannen, an dann entsteet och do wierklech eng grouss Dynamik.

An et gëtt eng ganz Partie där Bewegungen hei am Land wéi d'„Transition"-Bewegung, d'Kooperativen, déi an eise Gemengen opkommen. An déi solle mer ënnerstëtzen. Déi hu genau datselwecht Potenzial, fir Virreider ze spillen, fir Weeër ze tréppelen, fir nei Iddien unzestoussen, déi duerno vläicht iwwert den Top-down kënne mat opgegraff ginn a flächendeckend kënnen ëmgesat ginn.

De Klimapakt, dee setzt genau do un. An zwar, et ass e flott Instrument, wat souwuel den Topdown wéi och de Bottom-up dran huet, dee koordinéiert u sech dat Potenzial vun deene Leit. Do ass jo net nëmmen d'Gemeng dran, déi wuel zwar ënnerschreift, mä do sinn och hir Bierger gefuerdert. Do sinn och hir Betriber gefuerdert an der Gemeng. An et geet och net nëmmen ëm Energie an CO_2, et geet och ëm Offall, Ofwaasser, Informatiounspolitik a Mobilitéit. Et geet also ëm villes méi. Et geet ëm d'Zesummeliewen an de Gemengen, fir dass se sech zukunftsfäeg opstellen.

An an dëse Klimateame bei eis - mir hunn dann déi Chance, déi si regional organiséiert, mir hu kantonal, mir hu regional Klimateamen -, do sinn eng ganz Hällewull Leit, déi zesummekommen, an do ass eng extrem schéin Dynamik, déi ee kann entdecken, eng flott Dynamik, déi bréngt eis weider. Déi bréngt eis weider an dat kann een deklinéiere bis an déi eenzel Gemengen. Do ass jo e gewëssene Concours zwëschen de Gemengen. Déi gi jo gemooss an deem Katalog. Déi gi jo och per Medail ausgezeechent! An et geet jo och drëm, sech ze verbesseren! Seng Ziler unzepassen! A genau déi Dynamik aus dem Klimapakt, déi musse mer eis als ganzt Land op de Fändel schreiwen, wat d'Klimafro ugeet.

A just e puer Gemengen sinn nach net derbäi, déi da vläicht nach net genau genuch dran eragekuckt hunn, fir ze erkennen, wat fir eng Dynamik u sech an hire Gemenge ka lassgetréppelt ginn, wat fir eng positiv Energie d'Leit hunn a wou se do kënnen och zum Zoch kommen, Klammer op: wann een d'Parteipolitik ausklammert, Klammer zou.

Niewebäi bemierkt waren déi gréng nach ëmmer fir de Klimapakt an hunn och d'Klimapaktgesetz matgestëmmt.

Ech kommen nach eng Kéier zréck op d'Haushalter. D'Haushalter, wéi am Rapport ze liesen - ech ginn op keng Zuele weider an, just fir dass een eng Gréisstenuerdnung huet -, déi sinn e wichtege Facteur, wat souwuel den CO_2-Ausstouss an natierlech den Energieverbrauch zu Lëtzebuerg ugeet. Si maachen ongeféier 1,5-mol (veuillez lire: den CO_2-Ausstouss) de facto vun deem vun eiser gesamter Industrie aus. Energieeffizienz an den Haiser, do si mer Virreider, dat ass jo och gutt esou. Ab dem 1. Januar 2017 gëtt et zu Lëtzebuerg just nach Passivhaiser, déi nei gebaut ginn. De Problem, dee besteet, an dat ass e groussen, dat ass den Albau, d'Sanéierung vum Albau, a spezifesch, ganz speziell d'Locatiounswunnengen.

Et ass eng Erausfuerderung fir d'Handwierksbetriber, dat sinn déi nei Gebaier, déi Passivgebaier, awer och déi Renovatioune sinn eng Erausfuerderung, awer och eng Chance.

Firwat? D'Handwierk huet scho längstens dorop reagéiert. Si waarden net ëmmer drop, dass ee vun uewen erof eppes décidéiert. Si hu selwer e Centre de formation opgestallt, den IFSB, fir genau dës Technologien elo schonn ze léieren, fir sech selwer ze verbesseren, fir sech selwer ze forméieren. An och an der Formation initiale an de Schoulen ass de Message ukomm. Am Atert-Lycée zu Réiden gëtt et eng speziell Formatioun, wéi Der bestëmmt alleguerte wësst, vum Energietechniker, dee genau an déi Richtung do geet, fir déi nei Haiser kënnen ze bauen, ze géréieren, a fir déi al Haiser kënnen ze sanéieren.

Och de Finanzsecteur natierlech an de Stat sinn hei gefuerdert, fir innovativ Modeller ze erschaffen, fir dass mer grad an der Sanéierung a spezifesch an de Locatiounswunnenge weiderkommen.

Klammer op: D'Héichhaus vum MDDI, dat ass jo ee Gebai, wat nach net gradesou laang gebaut ass, ass awer leider och nëmmen eng F-Klass, also e Sanéierungsfall. Also wäert dat deemnächst am Budget optauchen - Klammer zou; dat muss elo net sinn.

Also, eng speziell Opmierksamkeet, déi ech bei den Haushalter awer och gesinn oder wou ech wéilt e bëssen en Zeechen drop werfen, virun allem am Zesummenhang mat Locatiounswunnengen, dat ass d'Précarité énergétique. Also, déi Leit, déi bei eis wéineg Moyenen hunn, wunne ganz dacks a vill ze deiere Wunnengen, meeschtens an engem schlechte sanitären Zoustand, an domat sinn et d'office energetesch Katastrophen. Dat eent gëtt deem aneren d'Hand.

Do musse mer eng Äntwert fannen, awer mat soziale Moossnamen, well et och sozial Problemer betrëfft. An do brauche mer onbedéngt en Zesummespill vun der flächendeckender Energieberodung mam Office social, wat a verschiddene Gemengen u sech och schonn ugestouss ass an ëmgesat gëtt.

Spillt d'Landwirtschaft - ech kommen op en anere Secteur - an der Klimadiskussioun keng Roll? Bon, am Rapport hu mer och do en Undeel gesinn, deen ass net ze vernoléissegen, mä virun allem ass menger Meenung no d'Landwirtschaft an der Vergaangenheet net genügend an der politescher Diskussioun och als Léisung erkannt ginn.

Bei der Landwirtschaft, do fanne mer eng Dräifaltegkeet erëm, an zwar si se souwuel Akteur, Verursaacher, se si Victime, leiden also drënner, sinn awer och en Deel vun der Solutioun. Akteur, dat ass kloer, dat sinn d'Emissiounen, a se si chiffréiert. D'Halschent vun den Emissioune vun den Haushalter, also d'ganz Haushalter vu Lëtzebuerg, hu mer als Contrepartie u sech, d'Halschent ebe vun deenen Emissioune kommen op d'Landwirtschaft. Si sinn onbedéngt Victime, si leiden als Éischt ënnert der Dréchent, si leiden als Éischt ënnert den Iwwerschwemmungen an de Stierm, si leiden ënnert der Buedemerosioun - en Thema, wat net genuch beuecht gëtt.

Si sinn awer och en Deel vun der Léisung. Wann d'Landwirtschaft sech d'Moyene gëtt, sech nohalteg opstellt, sech méi divers opstellt, den ekologeschen Aspekt mat erabréngt, dann ass d'Landwirtschaft ganz kloer deen eenzege Secteur, deen och CO_2 ka späicheren.

Duerch e Méi u Kreeslafwirtschaft, mat méi eegener Fudderproduktioun, mat manner Importeewäiss - do si mer krank -, mat enger besserer Notzung vun dem Wirtschaftsdünger, hirer Mëscht, hirem Piff a klengen Haffbiogasanlagen, also a klengsten Anlagen um Site kënne mer manner CO_2-Ausstouss kréien. Si brauche manner Energie anzesetzen an der Bewirtschaftung vun hire Betriber, si manner ofhängeg vun der - e Wuert, wat net gäre gehéiert gëtt: vun der Agrarindustrie. Ech soen et awer: Wann de Som, den Dünger an de Pestizid vum selwechten Hiersteller kommen an och nach d'Berodung vum selwechten Akteur kënnt, da muss ech mer doriwwer awer eng Kéier ganz stramm Gedanke maachen.

(Interruption)

En Ëmschwänke bréngt och fir déi Betriber, fir d'Landwirtschaft e Méi u Wirtschaftlechkeet a mécht och aner Akommesméiglechkeeten op.

Dofir maachen ech eng kleng Klammer op, wat de Problem deelweis ass, vun der Bevëlkerung an der Ernärung vun der Bevëlkerung. Ech war den 30. Oktober op dem Bio-Symposium. Do waren eng Partie Orateuren do. Gutt, dat war organiséiert vun der Biolandwirtschaft. Dat ass jo hoffentlech och kee rout Duch, wann ee seet, et wär een op esou engem Symposium do gewiescht.

Déi Leit, déi do geschwat hunn, waren héchst interessant. Een Haaptproblem, dee se gesinn

hunn, dat war dee vun der Buedemqualitéit an der Buedemerosioun als Kritär, ob mer kënnen d'Weltbevëlkerung ernären. Dat war de Kritär, fir ze soen: Do musse mer usetzen. Et ass net, wéi wa mer net genuch Liewensmëttel kéinte produzéieren. Mir mussen oppassen, dass eis Biedem gutt bleiwen, dass mer der Buedemerosioun entgéintschaffen. An do si mer gefuerdert.

Mir sinn net gefuerdert, fir vu Lëtzebuerg Mëllechpudder a China ze verschécken. Dat ass keng Léisung. Mir musse kucken, dass bei deene Leit, op deene Plazen, wou vill Leit sinn, wou eng grouss Bevëlkerung ass an ernäert muss ginn, dass do de Buedem gutt ass an dass do d'Buedemqualitéit verbessert gëtt.

An dofir, nach eng Kéier d'Klammer op: Et ka jo dann och net sinn, dass eis Biokraaftstoffer grad an esou Länner ugeplanzt ginn an dass mer déi hei op Lëtzebuerg, an Europa importéieren an domat hinnen déi Méiglechkeeten huelen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Très bien!

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- Eng kleng Klammer maachen ech op fir de Kolleeg Max Hahn, virdrun, wou en elo grad sot, déi Initiativ - an Initiativen, déi kéinten all Gemenge starten! -, fir hirer Landwirtschaft, hire Baueren an hire Gemengen en Ofsazmaart ze schafen, andeem se soen: „An eisen Ausschreiwunge vun eise Maison-relaise gi mer en anere Wee. Mir kucken, déi lokal héichwäerteg Produktioun eranzekréien."

Do kann ech e Wuert matschwätzen als President vum Naturschutzsyndikat SICONA. Do hu mer eng ganz flott Initiativ gestart, zesumme mat der Landwirtschaft, „Natur genéissen", wou natierlech mat Qualitéitskritären u sech Liewensmëttel oder Produzente weidervermëttelt ginn un de Konsument - dat sinn dann d'Maison-relaisen -, fir dass en aneren Ofsazmaart kënnt, dee lokal, regional, nobäi ass, mat wéinege Kilometeren, wéinegem Transport.

Dat bedéngt natierlech en Ëmdenken an de Maison-relaisen. Dat ass och erëm net esou einfach. Mä Léisungsvirschléi leien um Dësch. An dat si ganz vill Molzechten hei zu Lëtzebuerg, wou en Ofsazmaart méiglech ass. Vun deem dote Modell wënschen ech mer, e géif a vill méi Gemenge Schoul maachen. An dofir der Gemeng Dippech e grousse Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- Ee Wuert zur Atomenergie. Also ee Gréngen um Pult an näischt soen zur Atomenergie, ech mengen, dat geet net, soss soen d'Leit dobausse sech: „Huet dee seng Ried vergiess?"

Ass d'Atomenergie dann elo en Auswee aus der Klimafal? Do hu mer awer e Konsens: Neen, ganz sécher net!

Éischtens ass Atomenergie net CO_2-neutral. Een, deen dat behaapt, dee seet net déi ganz Wourecht!

Une voix.- Très bien!

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- Zweetens, soulaang déi Entsuergungsfro net gekläert ass, hu mer ee risege Problem a mir iwwerloossen u sech de Problem, deen net geléist ass, eisen zukünftege Generatiounen.

Dir wësst, dass d'Reakteren an der Belsch elo wäerten erëm un d'Netz goen. Dat mécht eis hei en décke Klomp an de Bauch. Et ass ugekënnegt, dass dat wahrscheinlech a manner wéi engem Mount wäert sinn, de 15. Dezember. Déi Reakteren, déi zwou Tranchen, déi se wëlle bäihuelen, déi sinn éischtens emol..., wann ech Tihange kucken, dat ass manner wéi 200 Kilometer ewech, dat ass op der Hausdier.

Wann eng Kéier...

(Interruption)

Jo?

Une voix.- 70 km!

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- 70 km, Léck, Namur, richteg, deemno wou een d'Grenz setzt. Natierlech, dat stëmmt, deemno, wou seng Hausdier ass, do ginn ech dem Kolleeg méi wéi recht.

(Interruption)

Okay. Meng ass net vill méi wäit, nach e bësse méi wäit ewech.

(Interruptions)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Sou, et ass elo um Här Anzia!

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- Merci. D'Interventioun ass awer richteg. Et ass vill méi nobäi. Wa mer do eng Katastroph kréien, da brauche mer net iwwer CO_2-Emissioune vu Lëtzebuerg méi ze schwätzen, net méi iwwer Klimawandel, da gëtt et Lëtzebuerg, menger Meenung no, net méi esou, wéi mir et hei kennen. Da musse mer d'Linnen, d'Grenzlinnen nei zéien.

Wat méch dofir ëmsou méi verwonnert, dat ass, dass déi Paräisser Bourse op déi Ukënnegung do vun der Engie Electrabel mat engem Plus un der Aktie vun 2,27% reagéiert huet, wuel wëssend, dass am Rapport steet, dass 13.000 Fissuren an der Cuve sinn - dat ass dat wichtegst Protektiounselement bei engem Reakter -, déi bis zu maximal 18 cm laang sinn. Also, ech mengen, dass déi déi falsch ekonomesch, wirtschaftlech Aschätzung do gemaach hunn an op dat falscht Päerd setzen.

Ech kommen zum Schluss. Dir sidd erliichtert.

Une voix.- Jo!

Une autre voix.- Oh, neen!

(Brouhaha et hilarité)

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- Ech hunn nach Sputt, mä awer kommen ech zum Schluss. An engem éischte Moment!

Klimaschutz kennt keng Faarwen, weder blo nach rout nach gréng. Klimaschutz ass eng Aufgab vun eis all. An der Chamber hu mer e parteiiwwergräifende Konsens, wat d'Atomenergie ugeet. Ech fannen et schued, dass mer et net fäerdegbruecht hunn, an eiser Kommissioun och esou e Klimakonsens fäerdegzebréngen iwwert d'Parteigrenzen ewech.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Richteg!

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- Zemools, well déi gréisst Oppositiounspartei, menger Meenung no, sech hanner Formalitéiten a Prozeduren do verstoppt huet, fir hir Zoustëmmung zum Rapport net ze ginn. Dat ass fir mech perséinlech - ech soen nach eng Kéier: perséinlech - eng Enttäuschung.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir mussen eis ëiergäizeg Ziler setzen.

(Interruptions)

Mir hu schonn eng ganz Panoplie vun technologeschen an Handlungsinstrumenter zur Verfügung, fir dës Ziler ze erreechen, a mir mussen elo handelen. Mir sollten ophalen ze probéieren, mat ugezunnener Handbrems biergop ze fueren. Kommt, mir maachen d'Handbrems lass!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Bravo!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Anzia. Elo kënnt den Här Schank, dee mam Här Kartheiser gewiesselt huet. Här Schank, et ass un Iech.

M. Marco Schank *(CSV)*.- Madamm Presidentin, Merci dem Kolleeg Fernand Kartheiser, datt ech däerf vir schwätzen, well ech eng Verflichtung hunn, wou ech himuss. An ech ka leider net bis zum Schluss bleiwen, och wann ech gären dat héieren hätt, wat d'Madamm Ëmweltministesch eis herno ze soen hätt, mä ech wäert dann dat och rapportéiert kréien.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, d'Erwäermung vun eisem Planéit betrëfft eis alleguerten, well déi Erwäermung zu déif gräifende Verännerunge vun eiser Ëmwelt wäert féieren. An dat huet Répercussioune fir d'ganz Mënschheet, virun allem, well mer jo d'Gefor kennen, datt d'Eropgoe vum Mieresspigel no an no Küstegebidder a Küstestied riskéiert ze iwwerschwemmen, an an dëse Regioune liewen iwwer eng Millioun Mënschen.

Vum 30. November bis den 11. Dezember wäerte Regierungsvertriederinnen an - vertrieder an och ONGen - ech hoffen, datt der trotz deenen Evenementer eng ganz Partie komme wäerten, well dat ëmmer ganz flott war op de Konferenzen - aus 196 Länner zu Paräis sech fir eng grouss Klimakonferenz versammelen.

A priori misst ee jo déi Kéier eng Grimmel méi optimistesch si wéi déi Kéier virdrun. Ech war jo e puermol derbäi. Et waren ëmmer erëm déi Déjà-vu. Ech hoffen, datt et déi Kéier net esou ass oder manner esou ass. Firwat? Ëmmerhin hunn d'Chineesen an d'Amerikaner et fäerdegbruecht, sech op jeeweileg CO_2-Reduktiounen ze eenegen. D'EU huet och no laangem Hin an Hier Klima- an energiepolitesch Ziler fir 2030 décidéiert. An de Green Climate Fund krut op der Geberkonferenz zu Berlin déi éischt substanziell Finanzmëttel.

D'Chancen, fir dann zu Paräis vläicht déi Kéier esou een ëmgräifend internationaalt Klimaofkommes fäerdegzebréngen, sinn also geklommen. Nach soe vill Experten, datt d'Chancë beschtefalls 50/50 stéingen, well dat aussepolitescht Ëmfeld eben esou problematesch ass, wéi et ass. A besonnesch dat, wat viru sechs Deeg zu Paräis geschitt ass, do weess een net, wéi eng Auswierkungen dat och op d'Konferenz u sech huet.

Eppes ass allerdéngs och fir d'Experte kloer: Wat mir am beschte Fall zu Paräis kréien, wäert de Planéit kaum retten, well dëst wäert en Ofkommes sinn, deem seng Reduktiounsverflichtunge sécher net wäerten duergoen, fir dat Zwee-Grad-Zil ze erreechen. Ech denken och, datt d'Madamm Minister herno wäert e Saz soen zu dem Stand vun de Virverhandlunge vu Paräis.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la Présidence.)

Haut elo féiere mer dann zéng Deeg virdrun en Débat mam Sujet „Politesch Orientéierung an Aktiounsméiglechkeeten am Kontext Klima an Energie". An eigentlech war jo dësen Débat schonn éischter geplangt, am Fréijoer. Mir akzeptéieren awer, datt een e laangen Otem néideg hat. An ech wëll mech och uschléissen - ech hunn dat an deenen zwou Kommissiounen och scho gemaach -, fir dem Kolleeg Henri Kox mat sengem Sekretariat e ganz grousse Merci ze soen, well et huet eng Partie Engagement gebraucht, fir deen Opwand, dee gedriwwe gouf, dee mir alleguerte gedriwwen hunn, fäerdegzebréngen.

D'CSV huet an der Souskommissioun net fir de Rapport gestëmmt. Mir hunn eis enthalen. An ech hunn och däitlech gemaach, firwat: well mer ganz am Ufank vun eisen Aarbechte gefrot haten, ënner anerem als Basis vun eisen Diskussiounen den zweeten Aktiounsplang fir d'Erofsetze vun den Zäregasen ze analyséiere respektiv de Stand vun deemselwechten unzepassen en vue vun engem drëtten Aktiounsplang. An déi 54 Mesuren aus dem Plang sinn och net fir d'Lescht d'Resultat gewiescht vun engem ganz flotten Exercice, dem Partenariat Ëmwelt a Klima 2010/2011 bis 2012, wou d'Ministèren, d'Gemengen, d'ONGen, Gewerkschaften a Patronat un engem Dësch souzen, fir d'Ziler an d'Moossnamen zesummen ze diskutéieren an ze entwéckelen.

An de Rapporteur, de Kolleeg Henri Kox, hat ursprénglech wuel och dee Wonsch, fir et esou ze maachen, wéi mir et als CSV gefrot haten, well et gëtt en „Wort"-Interview vum Dezember 2014, wou e genau dat gesot huet, wou e gesot huet, datt et gutt wier, wa mer als Grondlag fir den Débat dësen zweeten Aktiounsplang géifen diskutéieren, zesumme mat der Etüd fir den Tanktourismus, déi d'Regierung an Optrag ginn huet an no där viru Kuerzem och de Kolleeg Roger Negri gefrot huet.

(Interruption)

Jo?

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur*.- Ech wollt just do nofroen, ob mer dat dann net gemaach hunn. Well mir hunn all eenzelne Punkt aus deem Aktiounsplang wärend der ganzer Sëtzung gemaach. Dofir zielt eis dann déi Punkten op, déi mer hätten nach sollen derbäimaachen, dann hätte mer déi och nach gemaach. An dofir huet dee Prozess jo annerhallef Joer gedauert. Dann hätte mer dat awer gemaach. Et ass awer net gesot ginn.

M. Marco Schank *(CSV)*.- Mir hunn dat net gemaach, well mer jo d'Regierung opfuerderen - ech kommen nach dorop -, et ass den Avis, mengen ech, Nummer 3, wou mer d'Regierung invitéieren, deen Exercice do ze maachen! Dat seet mir, datt mir en net gemaach hunn. Dat heescht net, datt mer e guer net gemaach hunn, mä mir hunn awer net deen Exercice gemaach, wéi mer e gefrot haten. An dat schéngt mer evident ze sinn.

Da wollt ech derbäisoen, datt an deem Avis Nummer 3 mer jo d'Regierung gefrot hunn, fir déi Effeten an d'Käschte vun deene verschiddene Mesuren aus dem zweeten Aktiounsplang ze analyséieren an ënner Ëmstänn unzepassen. An ech denken, datt d'Regierung dat dann och wäert maachen.

An deem Interview - deemselwechten, deen ech elo zitéiert hunn - huet den Henri Kox och ee Saz gesot, deem mir als CSV honnertprozenteg zoustëmmen, well mir/ech dat och selwer dacks gesot hunn, näämlech, datt et noutwendeg ass, wa mer eis Hausaufgaben a puncto Klimaschutz solle fäerdegbréngen, datt mer d'Biergerinnen an d'Bierger an d'Boot kréien. Do si mer eis total eens. An dofir hu mer och drop gehalen, datt mer an engem vun deenen Avisen dat nach eng Kéier däitlech géifen draschreiwen, fir dat och ze soen. Well ouni dat geet et net, soss packe mer eis Hausaufgaben do net, besonnesch wann een emol méi weiderféierend Moossname muss maachen. An ech wäert dorop zréckkommen, wann ech den Dépôt vun enger Proposition de loi wäert maachen herno, well dat genau fir eis och e wichtege Punkt ass.

Wat elo dat Inhaltlecht vum Rapport ubelaangt, ware mer net mat allen Aussoen d'accord respektiv mir hätte gären eng Partie aner Formulatioune gehat, deelweis en anere Wording. An dat war de Grond, firwat datt mer eis enthalen hunn. Mir hate souguer ee Moment gesot, mir géifen de Rapport net stëmmen, wann net op enger Rei Punkte géifen Adaptatioune kommen. Déi sinn awer gemaach ginn. An dofir soen ech och Merci. Ech wäert dat och ganz kuerz opzielen.

An do si mer och frou driwwer, datt d'Majoritéit d'accord war, fir déi ze maachen; zum Beispill beim Nucléaire. Net nëmme wann déi gréng schwätzen, muss iwwert den Nucléaire geschwat ginn, mä och wann déi Schwaarz schwätzen. An ech wollt soen, datt mir méi eng staark Ausso wollten hunn am Rapport iwwer Tihange. An d'Majoritéit war d'accord, fir dat ze maachen.

An zwar hu mer eis op d'Äntwert vun enger Question parlementaire aus dem Abrëll dëst Joer baséiert vum Kolleeg Justin Turpel, wou d'Santésministesch an och d'Ëmweltministesch däitlech gesot hunn, datt Lëtzebuerg e Redémarrage vun Tihange net géif akzeptéieren, soulaang d'Resultater vun deene belschen Etüden net géifen 100% beleeën, datt de Stol vun de Cuven intakt ass. A genau dat ass drageschriwwe ginn. A wéi den Zoufall et esou wëllt, ass da virgëschter décidéiert ginn an der Belsch vun Electrabel, fir Tihange 2 nees un d'Netz goen ze loossen.

An ech wollt och do nach eng Fro drunhänken. Mir hu jo gëschter d'Santésministesch héieren, wéi se reagéiert huet op déi Question urgente vum Henri Kox.

A meng Fro: Huet Lëtzebuerg Kenntnis vun deenen Etüden? Gëschter ass jo gesot ginn, mir wieren informéiert ginn, mir hätten eng Mail kritt, wat een och net als genialen Informatiounsfloss ka bezeechnen. Mä houngen do Etüden drun? Respektiv, hu mer versprach kritt, d'Resultater vun deenen Etüden ze kréien? Dat ass déi eng Fro.

An déi zweet Fro ass déi: Wéini ass et esou wäit, datt een effektiv och zu Bréissel ka virspriechen? Well och d'Plattform géint den Nucléaire, déi hu mer nach viru Kuerzem gesot: „Mir hunn eis elo dacks getraff dat lescht Joer, annerhalleft Joer, an..."

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Den nächste Méindeg.

M. Marco Schank *(CSV)*.- Jo, den nächste Méindeg gesi mer eis erëm mam Statssekretär, dem Camille Gira. An et ass eben net esou einfach gewiescht. An ech wëll och elo do der Regierung a priori net de Virworf maachen, mä et huet ee gespuert...

(Interruption par M. Camille Gira)

Mä... Ben, mir waren dräimol zu Paräis, Här Gira.

(Interruption)

Mir ware keng eng Kéier zu Bréissel, obwuel mer och schonn zu Bréissel...

(Interruption)

Maja, de Kolleeg Etienne Schneider ka mer confirméieren, datt mir och scho wollten op Bréissel goen an... Majo, mä elo dauert dat zwee Joer a mir hunn nach ëmmer kee Rendez-vous! Ech wëll dat awer soen.

Sou! Da wollt ech beim Avis Nummer 4 nach soen, datt mer do gefrot haten, fir d'Zivilgesellschaft mat an de Prozess vum Reduzéiere vun den Zäregasen ze kréien. An och am Avis Nummer 11 iwwert d'Mobilitéit hate mer gefrot, fir de Prinzip vun der Generalitéit vum Statsbudget mat eranzekréien. An dat ass och gemaach ginn, an dofir sinn ech och doriwwer. An dat ass och de Grond gewiescht, firwat datt mer eis enthalen hu bei dem Débat, beim Rapport, an net dergéint gestëmmt hunn.

Dann huet mäi Fraktiounskolleeg, de Félix Eischen, a senger Interventioun den Tour vun deene verschiddene Beräicher gemaach: Recherche, Mobilitéit, Energieeffizienz an erneierbar Energien, och de Pacte Climat, Landwirtschaft, Energieaarmut an nohaltegt Wunnen.

Ech wollt zu deenen zwee leschte Beräicher kuerz nach eppes soen, an zwar: A puncto Energieaarmut gëtt d'Madamm Familljeministesch op enger Plaz am Rapport zitéiert, si géif d'Thees deelen, datt et wichteg wier, sozial an ekologesch Mesuren ze kombinéieren. A genee dat do gouf an de Projet de loi 6583 fir eng Reform vun den Aiden am Logement am Sënn vun engem Habitat durable eragepaakt, deen ech selwer den 20. Juni 2013 déposéiert hat.

An et ass schued, datt de Gesetzesvirschlag definitiv dann ufanks des Joers vum Rôle geholl ginn ass, obwuel am Ufank d'Logementsministesch gesot hat, si géif drun denken, fir en ze amendéieren. Virun allem, mengen ech, hätten déi Aiden aus deem Gesetz ganz séier zu man-

ner Energieaarmut a méi Energieeffizienz gefouert. Dee Projet war mat laanger Virlafzäit tëschent och de Mataarbechter aus dem Ministère du Logement, dann dem Développement durable, der Ëmweltverwaltung a „myenergy" ausgeschafft ginn. An d'Inhalter vun deem Projet goufen och vun der Société civile, net fir d'Lescht och vun Ëmweltschutzorganisatiounen, fir gutt a wichteg befonnt.

Am Avis Nummer 13 vum Rapport steet, d'Souskommissioun géif d'Démarchë vun der Regierung, fir d'Objektiver vun der Energieeffizienz am Parc immobilier ze erreechen, begréissen. Mir hoffen, datt esou Démarchen amgaange sinn, mä sichtbar Resultater gëtt et, am Moment op jidde Fall, nach keng!

Ech wollt, Här President, däitlech soen, datt déi Mesuren, déi et an dësem Kontext bis ewell ginn, vun der viregter Regierung respektiv deene viregte Regierungen - ech gebrauchen do ganz gär de Plural - realiséiert respektiv op d'Schinn gesat goufen, wéi zum Beispill déi verschidde Primmereglementer, d'PRIMe House, déi ambitiéis Wärmeschutzverordnung mat deene verschiddenen Échéancë fir Niddregenergie- respektiv Passivhaiser - de Kolleeg Etienne Schneider sëtzt dohannen; dat war wuel nach säi Virgänger, de Jeannot Krecké, wéi mer dat an der Regierung zesumme gemaach hunn -, de Klimapakt oder och de LENOZ, dee soll op d'Schinn gesat ginn, dee jo soll deemnächst och kommen, dat heescht, d'Lëtzebuerger Nohaltegkeetszertifizéierung fir Wunngebaier, fir nëmmen déi ze nennen.

Vun der Klimabank héiere mer och scho ganz laang, mä och no der Lektür vun dësem Rapport bleift een hongreg, well een nach ëmmer net gewuer gëtt, wéi dat Ganzt soll schlussendlech fonctionnéieren. Par contre war an deem Gesetzesprojet, deen ech virdrun ernimmt hunn, genee opgeléscht, wéi eng Konditiounen datt ee misst erfëllen, fir an de Genoss vun engem Prêt à taux zéro ze komme fir d'energetesch Sanéierung mat enger Garantie de l'État bis 50.000 Euro. An dat wier och séier ëmsetzbar gewiescht.

Virun allem gouf an dësem Projet och vun de Beruffschambere begréisst, datt déi verschidden Aiden am Logement, egal ob se sozial oder ekologesch sinn, géife regruppéiert ginn an datt deelweis och mat zousätzleche Primmen, wéi zum Beispill fir Ménagë mat klengem Akommes, de Kaf vun enger Wunneng mat héijer energetescher Performance géif méi liicht gemaach ginn, oder och d'Zertifizéierung vu Wunnengen am Kontext Nohaltegkeet. Net ze vergiessen d'Gestion locative sociale, déi och do verankert war a wou Gemengen, Gemengesyndikater, awer och Fondatiounen oder Asblen hätte kënnen am Wunnengssecteur do mat aktiv sinn.

Ben, et entzitt sech menger Kenntnis, wat d'Regierung wëlles huet, fir dat do ze erreechen, wat d'Ministesch ugekënnegt hat a puncto méi Energieeffizienz, a puncto géint Energieaarmut aktiv ginn am Logement. Ech hoffe just, datt et net bei Ukënnegunge bleift, mä datt hei deemnächst och Saachen nokommen.

5. Dépôt d'une proposition de loi par M. Marco Schank

Här President, am Kader vun dësem Débat wollt ech am Numm vun der CSV-Fraktioun den Dépôt vun engem Gesetzesvirschlag fir d'Schafe vun enger nationaler Kommissioun fir nohalteg Entwécklung a Klimaschutz maachen, dat heescht enger strukturéierter Partnerschaft vu Stat, Gemengen, ONGen, Gewerkschaften an och dem Patronat. Wann ech gelift.

***6912** - Proposition de loi modifiant la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable*

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci.

M. Marco Schank *(CSV)*.- D'Zil vun däser Gesetzespropositioun ass, wéi ech virdru schonn ugedeit hunn, d'Zivillgesellschaft besser an en aktive Klimaschutz anzebannen. Dës Proposition de loi huet als Objet, fir d'Gesetz vum 25. Juni 2004 ofzeänneren. Dëst ass d'Gesetz am Kontext vun der Koordinatioun vun der nationaler Politik iwwert d'nohalteg Entwécklung.

Ech erënneren un dat Gesetz vun 2004 - deemools ënnert dem Statssekretär, dem Eugène Berger -, dat als Objectif hat, fir nohalteg Politik zu Lëtzebuerg ze promouvéieren, an hei eben och virun allem, déi sektoriell Integratioun vum Développement durable an déi national Politikberäicher ze favoriséieren. Ech baséiere mech heimat, éischtens, op d'Experienz vun der praktescher Ëmsetzung vun dësem Gesetz, an zweetens, och op dee konkreten Exercice vum Partenariat Ëmwelt a Klima, deen op déi Joren 2010 an 2011 zréckgeet.

Déi viregt Regierung hat deemools e Prozess lancéiert, deen d'Zil hat, mat ebe Vertrieder vun deene verschiddene Ministèren, de Gemengen - dem Syvicol deemno -, den ONGen, de Gewerkschaften an dem Patronat e gemeinsame Moossnamekatalog opzestellen, fir de Klima- an Ëmweltschutz weiderzebréngen. Verschidden Aarbechtsgruppen an e Groupe de pilotage vun engen 20 Leit sinn deemools agesat ginn, fir de Prozess och ze orientéieren an déi verschidde Mesuren ze entwéckele géint de Klimawandel.

D'Konklusioune vun dësem Exercice goufen an engem Dossier „Paquet Climat" presentéiert a waren d'Basis fir d'Ausschaffe vun deem zweeten Aktiounsplang, ebe fir d'Erofsetze vun den Zäregasen an och d'Schafung vun engem Klimapakt mat de Gemengen.

Deemools schonn ass d'Iddi, fir esou eng dauerhaft Struktur als Partenariat ze schafen, am Grupp diskutéiert ginn. An ech erënnere mech, datt vun den net staatleche Partner deemools insistéiert ginn ass, datt een d'Regierungsmembere méi staark misst an de Prozess integréieren, wann ee wéilt eng Chance hunn, fir eng gréisser Visibilitéit a Kredibilitéit ze erreechen. An ech erënnere mech och, datt d'Chamber deemools ënnerstrach hat, datt si regelméisseg wéilt an d'Aarbechte vum Partenariat impliziéiert ginn.

An dofir dëse Gesetzesvirschlag mat senger entspriechender Virgeeënsweis, déi géif eng verstäerkt a besser strukturéiert Zesummenaarbecht mat den Organisatioune vun der Société civile garantéieren a gläichzäiteg och eng méi pousséiert Participatioun vun der politescher Prise de position assuréieren.

Vläicht nach ee Saz dozou: Och den CSDD, also de Conseil supérieur pour un développement durable, géif op dës Manéier en Upgrade kréien a kéint sech iwwert den Diskussiounsforum eraus méi staark an d'Orientéierung vun der dagdeeglecher Politik fir nohalteg Entwécklung abréngen. An deem Kontext gesäit och d'Proposition de loi d'Kreatioun vun engem permanente Sekretariat fir nohalteg Entwécklung vir.

Der langen Rede kurzer Sinn: Duerch d'Schafe vun enger nationaler Kommissioun fir nohalteg Entwécklung a Klimaschutz am Kader vun däser Gesetzespropositioun géif eben d'Partenariat fir Ëmwelt a Klima institutionaliséiert ginn. An dëst entsprécht och inhaltlechen Aussoe vun dem Rapport vun der Souskommissioun.

6. 6688 - Débat d'orientation sur l'orientation politique ainsi que le cadre d'action en matière de climat et d'énergie (suite)

Här President, am Sënn vun däser Proposition de loi wollt ech zum Schluss och nach eng Fro un d'Madamm Minister stellen. D'Majoritéit seet an hirer Regierungserklärung op der Säit 71 - ech hunn dat nogekuckt -, si géif e sougenannten Nohaltegkeetscheck aféiere fir d'Projeten an d'Décisioune vun der Regierung, déi eng Incidence an Terme vun nohalteger Entwécklung a Klimaschutz kéinten hunn, an dëst op Basis och vu Viraarbechten, déi vum CSDD gemaach ginn, fir déi ze realiséieren. A meng Fro: ob d'Regierung virhuet, an deenen nächste Méint och genau dat ëmzesetzen, fir deen Nohaltegkeetscheck ze schafen.

Zum Schluss wollt ech soen, datt mir eis, wat déi Motioun ubelaangt, genau wéi beim Rapport wäerten enthalen aus deene Grënn, déi ech elo virdrun och auserneegedoen hunn.

Ech wollt awer ganz um Enn och am Numm vun der CSV-Fraktioun der Ëmweltministesch, dem Carole Dieschbourg, am Kader vun der COP21 an eben och mat där gréisserer Verantwortung vun der Lëtzebuerger Présidence eng glécklech Hand wënschen. Dat ass keen einfachen Exercice an ech muss soen, datt mir is freeën, datt awer d'Regierung do alles mécht, fir datt eventuell an deenen Deeg vun der COP21 - wa se dann och esou stattfanne wäert, wéi et eigentlech programméiert war - definitiv och d'Weltgemeinschaft et vläicht awer fäerdegbréngt, fir sech solidaresch ze weisen, fir zumindest de Klimawandel ze bremsen, wann net ze stoppen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Schank. An den nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, egal wat ee vum Klimawandel hält, et muss ee soen: E bewierkt Wonner, well déi Zäit, wou mer elo gesinn, datt d'LSAP sech besonnesch fir d'Trennung vu Kierch a Stat asetzt, gesi mer, datt d'Madamm Dieschbourg an d'Schoule geet, fir dem Poopst seng Enzyklika ze erklären.

Une voix.- Ooh!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- An dat fannen ech schonn e remarkabelt Resultat. An et versteet een, datt doduerch déi Parteie sech vläicht net ëmmer esou gutt verstinn a leschter Zäit.

Ech wéilt ufänken an dem Här Kox Merci soe fir...

(Interruption)

Neen, neen. Ech wollt dem Här Kox Merci soe fir de Rapport, deen en eis gemaach huet, a virun allem och dem Sekretär vun der Kommissioun, dem Här Oesch, fir all déi Aarbecht. An et wor der ganz vill, déi an der leschter Zäit geleescht ginn ass.

Déi Kommissioun, déi mer elo haten, déi Souskommissioun, déi hat eigentlech och als Aufgab, de Rapport vun der Cour des Comptes ze ënnersichen, op dee sech hei e puermol bezu ginn ass. Mä dee Rapport, deen ass ni ënnersicht ginn an där Souskommissioun. En ass einfach kritesch gewiescht zu där Klimapolitik, déi proposéiert gëtt. An et ass net zu där Entrevue komm, wat mir bedaueren!

Dat ass eng allgemeng Bemierkung. Ech mengen, kee Mënsch stellt an Zweifel, datt et e Klimawandel gëtt! Dat ass kloer. Deen ass et ëmmer ginn. Et gëtt awer grouss Différences de vues iwwert d'Ursaachen, d'Envergure an d'Konsequenze vum Klimawandel. An et gëtt och keen allgemenge Konsens iwwert de Klimawandel. Dofir ass et awer e ganz wichtegen Enjeu mat enorme materielle Konsequenzen, fir d'Leit a fir d'Industrien. An dat, wat haut diskutéiert ginn ass, weist jo och dorobber hin.

Dofir hat d'ADR och gesot, mir sollten eng kontrovers Diskussioun hunn, mir sollten och aner Point-de-vuen an eis Diskussioun matafléisse loossen. Dat ass awer net geschitt. Mir haten zum Beispill proposéiert, e Lëtzebuerger Spezialist an der Persoun vum Här Professer Massen ze invitéieren. En ass net invitéiert ginn.

Iwwregens war och d'CSV do dergéint, fir iergendeng aner Meenung an eis Kommissioun ze invitéieren, weder d'Cour des Comptes nach Spezialisten, déi eng aner Meenung vertrieden. An dat ass esou eng Kultur vun der Pensée unique. An déi ass net ze justifiéieren. Wann ee gär hätt, datt mer eng Debatt féieren, wa mer gär eng wëssenschaftlech Aarbecht maachen oder op jidde Fall op wëssenschaftlech seriöe Basen, da muss een och aner Meenunge kënnen zouloossen.

Et ass net oninteressant, datt, wéi gesot, déi Konklusioune vum GIEC do, vum IPCC, ëmmer erëm a Fro gestallt ginn. E rezent Beispill, wat ech gesinn hunn, vläicht dat rezentst, wor dat vun der Société de Calcul Mathématique vu Paräis, déi déi Graduéierung, also déi Rastermodellen nogerechent huet an déi zur Konklusioun koum: «Il n'existe aucun fait, aucune donnée, aucune observation, qui permette de conclure que le climat soit „détraqué" en quoi que ce soit.» Dat ass natierlech radikal anescht wéi dat, wat vum GIEC propagéiert gëtt. An vum GIEC seet dee Gremium: «Les données utilisées sont délibérément choisies pour étayer les conclusions (au mépris de l'honnêteté scientifique la plus élémentaire).» Dat just, fir ze rappeléieren, datt et verschidde Vueë gëtt.

Mir hunn awer hei en Institut gefrot. En däitscht Institut ass gefrot ginn, fir eng Kontributioun ze maachen. Dat huet 50.000 Euro kascht, fir e Resultat, dat ee ka vergiessen! De Statec hätt eis datselwecht kënne bréngen, vill besser wahrscheinlech wéi dat, wat mer hei kritt hunn.

Wat och schlëmm ass, dat ass, datt mer Politik maachen hei u sech mat der Angscht vun de Leit. Wann ee verschiddene Spriecher hei nolauschtert, da gëtt ëmmer erëm vu Katastrophe geschwat an esou weider. Et ka sinn, datt mer zu deene Konklusioune kommen, mä déi éischt Verantwortung vun der Politik ass, mat esou méiglechen Zeenarie ganz verantwortlech ëmzegoen an net Katastrophen un d'Mauer ze molen, fir politesch Agendaen oder politesch Interessen duerchzedrécken, ob dat massiv Steiererhéijunge sinn oder elektoral Succèsen.

Mir als ADR, mir stinn op jidde Fall fir de Schutz vun der Atmosphär. Mir sti fir de Schutz och vum Klima, wann et dann de Klimawandel gëtt. Et gëtt e jo, mä et muss ee kucken, a wéi enger Form a wat d'Konsequenze sinn. Mir loossen de Principe de précaution gëllen. A mir wäerten eis och asetzen, datt d'Verschmotzung do, wou se ass, kann zréckgeschrauft ginn, awer op eng vernünfteg Manéier.

De Kyoto-Protokoll, dee mer haut och schonn ugeschwat hunn, dat ass 15% vum CO_2-Ausstouss weltwäit. U sech ass et d'Europäesch Unioun, well 10% vum weltwäiten CO_2-Ausstouss ass d'Europäesch Unioun, plus e puer anerer. U sech ass dee Kyoto-Protokoll bis elo näischt anescht gewiescht wéi eng - also iwwer Zeechen, awer am Kär - Selweraschränkung vun der Europäescher Unioun. 75% vum Zertifikathandel ass Europäesch Unioun, mä nëmmen 10% vum Ausstouss.

Wa mir also als Europäer an och als Lëtzebuerger higinn an déi Konditioune fir eis Industrien ëmmer weider verschäerfen, da verschäerfe mer a verschlechtere mer d'Konkurrenzsituatioun vun eisen Industrië par rapport praktesch zum ganze Rescht vun der Welt.

Dobäi muss ee wëssen - net datt ech dat elo als Argument wéilt an d'Feld féieren, mä et muss een awer wëssen -, datt zum Beispill déi Lëtzebuerger Emissiounen am Ganzen Honnertstel vu milliounstel Deeler vun der Äerdatmosphär sinn a mat kenger wëssenschaftlecher Method, déi eis bekannt wär, iwwerhaapt kéinten nogewise ginn. Trotzdeem maache mer en enormen Effort a mir setzen eis héich Ambitiounen, zu engem héije Präis. A mir mussen eis dofir froen: Ass dat ze justifiéieren?

Déi Ambitiounen zum Beispill, déi eis gesat goufen, vu minus 28%: Ech weess, den Här Gira seet, dat wär eng Fabel, datt dat ze vill héich gewiescht wär. D'Cour des Comptes gesäit dat anescht. D'Cour des Comptes, déi Dir jo net wollt gesinn oder déi d'Presidentschaft vun eisem Aarbechtsgrupp net wollt gesinn, déi huet dat awer kritiséiert als „complètement irréaliste", an doduerch hätt ee misse Méchanismes flexibles huelen, déi eis ganz deier géifen ze stoe kommen. A méi haart nach, ech mengen, den Här Negri hat dat och zitéiert: «La mise en place d'un marché de quotas d'émission de gaz à effet de serre s'est avérée comme un échec.» Dat ass natierlech e Jugement sans appel, ganz haart! Mir haten net minus 28% bis 2012, mä minus 8%, e Risenënnerscheed!

An d'Spezifissitéite vun eisem Land, dozou gehéiert och den Tanktourismus, déi sinn net an deene Verhandlungsresultater ze erkennen, déi mer hunn. Déi 11% erneierbar Energien, déi an där Leeschtung, an där Virgab sollen dra sinn, déi sinn net ze erreechen! 5% dovunner, dat soll erreecht ginn duerch Biocarburants. 5%-Punkte vun deenen 11%, dat solle Biocarburants sinn, wou dat awer eng komplett onmoralesch Approche ass!

Mir verbrauche landwirtschaftlech Produkter, déi mer fir d'Ernärung op der Welt brauchen, fir se ze verbrennen. Ausserdeem ass et jo esou gewiescht, datt bei deenen Nahrungsmittelonrouen a -krisen, déi mer virun e puer Joer haten, eben och d'Biocarburante bäigedroen hunn zu enger Verknappung vu Liewensmëttel, zu enger Verdeierung vu Liewensmëttel. A mir ginn hei ënnert där grénger Philosophie weider a mir hätte gär, datt deen Taux nach erhéicht gëtt. Mir kënnen och déi 5%-Punkte mat de Biocarburanten net erhéijen. Beim Biodiesel ass et souwisou op 7% beschränkt. A bei deenen aneren, beim Bioethanol, hu mer jo gesinn an Däitschland, wat mer Probleme beim E10 haten.

D'Elektromobilitéit ass nach ganz am Ufank, mä bei der Elektromobilitéit stellt sech genau déiselwecht Fro wéi bei der Fotovoltaik. Do muss einfach dee ganzen Energiebilan gehollt ginn, bei der Elektromobilitéit: d'Batterië vun den Autoen, an esou weider an esou virun. An et soll een dann dee ganzen Energiebilan vun esou alternative Formen emol opzielen, fir ze gesinn, ob se iwwerhaapt kënnen als alternativ Energië kompetitiv sinn.

Genausou wéi an der Landwirtschaft, déi Bioethanol..., also déi Biocarburanten do gi jo ganz dacks mat Stéckstoffdüngung behandelt, soudatt dat Laachgas gëtt, deen 310-mol, mengen ech, méi aggressiv ass als Zäregas wéi den CO_2.

Voilà, dann hu mer déi Méiglechkeet, fir Investissementer am Ausland ze maachen, fir dat eventuell ze kompenséieren. Mä dat ass jo en Export vu Kapital. Wa mer also esou verhandelen, datt mer déi Ziler net hei am Land kënnen erreechen - a mir kënne se net erreechen -, da gi mer jo gezwongen, Kapital zulaaschte vun eiser Leeschtungsbilanz ze exportéieren, amplaz hei am Land kënne sënnvoll aner Mesuren eventuell ze maachen.

Mir ginn also, wann déi Décisioune geholl ginn do am Kader vun enger Décision sur la répartition de l'effort op europäeschem Niveau oder esou, u sech bestrooft dofir, datt mer e klengt Land si mat wéinegen natierleche Ressourcen, fir kënnen hei esou eppes ze maachen. Dat trëfft eis vill méi haart wéi méi grouss europäesch Staaten. Et ass also ongerecht. Elo ass vu 27% erneierbarer Energie rieds an et ass net ze erwaarden, datt mer et iergendwéi kéinten erreechen.

Alternativ Energië sinn héich subventionéiert, mä alternativ Energië brauchen éischtens fossill Brennstoffer als Back-up. Si stellen eng ganz Rei vun estheteschen, landschaftsbilleresche Problemer, bei de Wandrieder ganz sécher. Si maachen d'Vullen an d'Flantermais dout. Ech mengen, de Kolleeg Hahn hat och schonn dat ugeschwat.

A virun allem, weltwäit bréngen se net vill an der weltwäiter Energieproduktioun. Ech mengen, am Abléck hu mer Fotovoltaikpotenzial: 1% weltwäit, a Wand: 2,2%. Dat ass näischt! Dat heescht op jidde Fall, déi alternativ Energien hunn op kee Fall genuch Potenzial vun hirer Leeschtung hier, fir fossill Energien ze ersetzen. Wa kee Wand ass, da bréngen dräi Wandrieder grad emol genuch Energie fir eng Kaffismaschinn.

Also, dat ass einfach net realistesch, mä virun allem: Déi gréng Politik huet u sech zwou grouss Konsequenzen. D'alternativ Energië kënnen déi aner net ersetzen - op jidde Fall emol net hei an de Géigenden -, mä si hunn zwou grouss Konsequenzen. Dat Éischt ass, datt d'Atomenergie weltwäit ausgebaut gëtt. Och dat ass eng Konsequenz vun där Anti-CO_2-Mentalitéit. Mir hunn an der Welt am Abléck 1.300 Bauprojete fir nei Atomanlagen. Well dat ass logesch, well eng Dekarboniséierung an eng Denukleariséierung, dat packt kee Land vun der Welt! Et packt virun allem keng Économie croissante dat.

An dann, déi Konzentratioun op d'Nofro, déi léisst jo d'Offer ganz ausser Betruecht. Wann Dir d'Nofro kierzt, da wëllen déi Leit, déi Produzenten hir Produiten natierlech méiglechst séier lassginn, well d'Nofro laangfristeg ofhëlt. Dat heescht, si geheie ganz vill Produits pétroliers op de Maart. De Präis fält, et gëtt méi däers verbraucht, d'CO_2-Produktioun geet erop an d'alternativ Energië ginn nach manner kompetitiv a musse méi subventionéiert ginn. Dat heescht, déi reell Konsequenz vun der grénger Politik ass: Méi Atomenergie a méi Offer vu Produits pétroliers.

Eis Ekonomie leit drënner. Den „carbon leakage", dat ass jo net onbedéngt, datt elo eng Industrie hei apaakt an dann iergendwou an en anert Land geet, mä et ass och eng Décisioun, fir net an Europa ze investéieren, an deem Deel vun der Welt, dee sech esou staark Oplage gëtt. Dat ass u sech eng logesch Saach. A wa mer verhandelen zu Paräis, soll eis éischt Suerg sinn, datt eis Industrien, eis Entreprisen en „level playing field" hunn. Dat probéiere mer jo am Finanzwiesen. Mir sollten et och am Beräich vun dem Klimaschutz maachen, fir datt mer eis Entreprisen net géintiwwer anere schiedegen.

Mir hunn als Land enorm Interessen am Loftverkéier, enorm Interessen an der Logistik an d'Regierung soll derfir suergen, datt mer dat Standbee vun eiser Ekonomie net a Gefor bréngen. De Stroum an Europa ass 30% méi deier wéi an den USA, an alles dat si Kritären, déi mer musse kucken.

D'perséinlech Fräiheet ass och a Gefor. Net nëmmen, datt mer elo virgeschriwwe kréien, wéi mer musse wunnen, mat deene Passivhaiser, ouni op méiglech Schied opzepasse wéi Schimmel an aner Saachen, mä den „smart metering" bréngt och déi perséinlech Fräiheet a Gefor. Eng Partei, déi ëmmer géint d'Datevirratsspeicherung ass wéi déi gréng, déi huet awer kee Problem dermat, fir hei e System ze maachen, deen theoretesch all Konsument an all Haus ka genee kontrolléieren. Et gëtt och nach geschwat vun enger Vernetzung vun dem Klimapakt mat „myenergy".

Dat ass e Kontrollinstrument fir de Bierger, a mir als ADR, mir hätten nawell gär, datt e Gesetz gemaach gëtt, fir do all Mëssbrauch ze verhënneren.

déi gréng sinn interesséiert un engem Mentalitéitswiessel an dem Projekt LENOZ - Nohaltegkeetszertifizéierung fir Wunngebaier. Do gëtt et zum Beispill och elo déi Iddi, fir kollektiv Raim anzeféieren an Äänleches méi. Ech hunn elo de Moien en Artikel vun engem grénge Gemengerotsmember gelies, dee schwätzt vun „Bürgerkommunen", déi ee gär hätt. Gutt, dat sinn alles Iddien. Mä op jidde Fall ass et esou, datt d'Fédération des Artisans - dat ass jo elo net d'ADR - och seet, dat wär en „excès de zèle". An dat ass wierklech dat mannst, wat ee kann dozou soen.

Mir hunn eng Verdeierung vum Stroum, an ech kommen nach dorop zréck, eng Précarité énergétique. An déi Précarité énergétique, dat ass och eng Konsequenz vun där héijer Belaaschtung vun den Energiepräisser duerch ëmmer méi gréng Steieren. An doduerch komme Leit jo an eng Situatioun, wou se hir Stroumrechnungen net méi kënne bezuelen. An dann héiere mer, datt déi gréng keng Vermëschung vu sozialer an ekologescher Politik wëllen. Ech iwwersetzen dat esou, datt dat eng Partei ass, déi net wëllt mat deene soziale Konsequenze vun hirer ekologescher Politik konfrontéiert ginn.

Verschidden Associatiounen am Land, wéi d'Horesca, déi hu gesot, dat wären onsënneg Sanéierungen an ale Gebaier. Déi thermesch Isolatioun an Heizvirschrëften, déi wären an ale Gebaier iwwerhaapt net esou ze realiséieren. Dat huele mir zur Kenntnis an ech gleewen deene Leit dat. An, ech mengen, et wär och wichteg, datt mer och am Interessi vum Fonctionnement vun eisen Hotellen an esou weider och do géifen zréckriede vun ze vill iwwerdriwwene Virstellungen.

D'Finanzen: Mir mussen och wëssen, datt déi ganz Klimapolitik enorm deier ass. Mir hunn de Klimapakt, dee kascht. Mir hunn en „Fonds climat et énergie". Mir hunn déi Iddi vun der Additionalitéit vun de Klimakäschte par rapport zur Entwécklungshëllef, déi aner Länner net applizéieren. Mir gi fënnef Milliounen Dollar an de Klimafong - wäit méi proportional wéi déi allermeeschten aner Länner! D'Regierung seet, 120 Millioune wëllt se investéiere bis 2020 fir Zertifikater, bis 2020 musse mer 35 Milliounen Euro ausginn, an esou weider an esou virun.

Et ass eng enorm deier Politik, déi net vill bréngt! An déi Steierlaascht, déi domadder verbonnen ass, ass och héich. Déi Frais de réseau, d'Contribution au mécanisme de compensation, seet den ILR, dat ass wat all Ménagë musse matdroen „de manière disproportionnée", an dat contribuéiert eben zu där Précarité énergétique, ënnert där vill Leit leiden.

An dann hu mer nach, datt d'CSV wéi och déi gréng Steiererhéijunge froen! D'CSV huet gesot de Januar an eiser Sëtzung, datt mer d'Droits d'accise sollen an d'Luucht setzen. Ech hunn emol probéiert opzeschreiwen, wéi vill Steiererhéijungen am Abléck am Gespréich sinn an deem Kontext vun Ärer grénger Politik an dem Klimaschutz. Ech sinn op aacht verschidde Steiere komm. Ech hunn elo d'Zäit net, fir déi opzezielen. Den Här Turmes schwätzt souguer vun enger kompletter Refonte vun eisem Steiersystem no ekologesche Kritären.

Den Tanktourismus ass och esou eng Saach. Mir hunn déi Studien ni kritt iwwert den Tanktourismus. Et ass komplett onsënneg - onsënneg! -, den Tanktourismus ofzeschafen, well mer doduerch iwwerhaapt net manner Consommatioun hunn. Mir schuede (veuillez lire: huele) just eisem Stat Suen. Wann dat net refléitéiert gëtt an eiser Klimabilanz, jo, dann ass schlecht verhandelt ginn. Da soll den Traité esou geännert ginn, datt dat anescht gerechent gëtt. Awer et ass dach der Ëmwelt komplett egal, wou do getankt gëtt, mä eisem Budget ass et net egal!

Och den Här Gira, deen elo net méi heibannen ass, deen huet jo gesot, en hätt gär den Différentiel des prix vill méi kleng: Also och do, op dem Bensinn, op Diesel an esou weider sollen d'Steieren erhéicht ginn. Eigentlech sinn déi gréng bei Wäitem déi deierst Partei hei am Land, wann et ëm d'Käschte fir déi eenzel Leit geet.

Mir si géint Steiererhéijungen als ADR a mir hätten och gär, datt eng Notioun vun engem „client vulnérable" agefëiert gëtt, well dat ass néideg bei esou vill Leit, déi hir Stroumrechnungen net méi kënne bezuelen.

Fir Lëtzebuerg ass d'Fro iwwerhaapt, ob mer an Notioune vun Energiebilanz oder vun CO_2-Bilanz kënne rechnen, compte tenu vun der Exiguïtéit vun eisem Territoire. Mir si jo terribel energieofhängeg, an et wär interessant, fir vläicht d'Klimapolitik no anere Kritären ze huelen, näämlech och ënner Berücksichtegung vun der Leeschtungsbilanz an der Energieofhängegkeet.

Mir hätte gär als ADR, datt mer zréck zur ekonomescher Vernunft kommen, datt mer kloer a kompetitiv Konditioune fir d'Industrie erhalen, datt mer d'Stéit net méi belaaschte wéi elo, datt mer nëmmen dat subventionéieren, wat als Industrie naissante hei am Land wierklech ass an der grénger Industrie, also verschidde Beräicher vun der Solarzellentechnik a vun der Wandkraaft, datt mer de Prix d'injection garanti regelméisseg iwwerpréifen, well en am Abléck net méi am Verhältnis steet zu de wierkleche Maartpräisser vun der Energie.

Mir denken, datt mer d'EU-Kompetenzen an deem do Beräich sollten op dat beschränken, wat wierklech EU-wäit muss gemaach ginn. Dat sinn d'Approvisionnementspolitik, d'Energieofhängegkeet vun der Europäescher Unioun an d'transeuropäesch Versuergungslinnen. All de ganze Rescht wär besser op nationalem Niveau wéi op europäeschem Niveau!

Wien Ëmweltschutz wierklech wëllt maachen, dee soll Beem planzen. E soll net den Tramsschapp an de Gréngewald setzen, e soll - jo, Här President, ech gesinn, datt ech muss zum Schluss kommen - och net eng Pelletheizung setzen, wou eng fonctionnéierend Gasheizung war. Et wären där Beispiller méi, mä déi spueren ech mer elo, well ech d'Zäit net méi hunn.

Mä en conclusion: Mir hunn hei eng Diskussioun, dat ass eng Pensée unique! An dat ass schued, well et géif sech lounen, wierklech méi breet ze denken an emol villes ze iwwerpréifen, wat hei virbruecht gëtt.

Et wär eng Gefor fir Lëtzebuerg, fir e Klimagesetz vun dëser Regierung ze kréien, well dat wär e Gesetz géint d'Ekonomie a géint d'Stéit. Dat wëlle mir net!

Mir wëllen déi sozial Schwaach schützen, well déi ginn am Abléck terribel getraff duerch d'Desindustrialiséierungspolitik, duerch méi Steieren an och duerch sozioekologesch Pressiounen, duerch déi Suffizienzkonzepter an anerer, déi am Abléck sinn.

Et ass eng Politik vun Dirigismus! De Stat dirigéiert eng zentralistesch Politik. Leit gi kontrolléiert an de fräie Maart gëtt ausgeschalt.

Zu der Motioun: Mir hunn eng ganz aner Approche. Mir wäerten déi Motioun net matstëmmen.

Den Här Gibéryen mécht elo a Kuerzem eng Interpellatioun iwwert d'Zukunft vu Lëtzebuerg. Do kommen eis Propositioune mat dran. Mir si fir en Ëmweltschutz mat Determinatioun a Verantwortung, an net fir eng ideologesch Klimapolitik, mä fir eng, déi wirtschaftlech a sozial vertrietbar ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An dann huet d'Wuert dee virleschten ageschriwwene Riedner, den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President.

(Interruption)

Jo, also ech sinn e bësse verdaamt iergendwéi, hannert dem Här Kartheiser ëmmer ze schwätzen. Am Prinzip kéint ech all Kéiers eppes soen, mä ech wäert dat dës Kéier net soen. Et kéint zwar e flott Spill ginn.

Här President, dëst Jorhonnert schéngt jo wierklech eent ze sinn, wou d'Mënschheet ganz eescht elo a Gefor ass. Zwou grouss Gefore kommen op d'Mënschheet duer: Eng ass d'Ëmwelt, dat anert ass Krich, fir dat ganz einfach ze soen. Déi zwou Saachen hunn deelweis äänlech Wuerzelen d'ailleurs.

Krich kann een nach ëmmer evitéieren op eng gewëssen Aart a Weis, wann ee sech net grad fir e mini George Bush hält. Et ass nach ëmmer eng Méiglechkeet, fir aus der Vergaangenheet ze léieren. Ech maache mer do zwar keng gréisser Hoffnungen, mä et sinn ëmmer Méiglechkeeten do.

Par contre, wa mer iwwert de Klimawandel schwätzen, do stinn, a mir wëssen dat, d'Chancen, fir zukünfteg Katastrophen ze vermeiden, eendeiteg méi geréng. D'Politik vun de klenge Schrëtt wier viru Jorzéngte méiglech gewiescht, zu enger Zäit, wou eng Minoritéit vu Leit, déi oft ausgelaacht goufen, scho gewarnt hunn. Elo misste mer a Wierklechkeet gréisser Spréng maachen.

A béide Fäll sinn et ëmmer déi souwisou, déi am mannsten derfir kënnen, déi am meeschten ënnert de Konsequenze leide wäerten. An et soll ee sech net beléien. Bis op e puer Ausname brauch ee sech u sech net vill vu Regierungen op dëser Welt ze erwaarden. D'Léisunge wäerte vun ënne kommen.

Mä, wéi de Gramsci scho sot: Dem Pessimus vun der Ratio muss een den Optimismus vun der Aktioun entgéintstellen.

D'Anhale vun deem Zil, d'Äerderwäermung op 2 Grad ze beschränken, och virun 2020, dat ass elo scho bal net méi anzehalen. All Joer, wat vergeet, bedeit, datt déi noutwendeg Mesurë méi massiv a gläichzäiteg d'Konsequenzen, deenen de globale Süden haut schutzlos ausgeliwwert ass, méi schlëmm a manner kontrolléierbar sinn.

D'Industrie muss och eng Saach wëssen: Wann d'Mënschen, och hei, bis déi batter Konsequenze spiere wäerten, da wäert hir Toleranz vis-à-vis vun der soi-disant Kompetitivitéit ganz schnell schwinden. A koerzitiv Mesurë wäerte proportional ëmgedréint grouss si wéi dee bis elo herrschende Laxismus.

Well et gi kloer Ursaachen. Déi si manner beim Mënsch per se ze siche wéi éischter bei de Strukturen a Verhältnisser selwer, déi de Mënsch geschafen huet an déi d'Widdersprëch tëscht Natur a Mënsch geschafen a verschäerft hunn.

Fir kuerz méi wäit ze gräifen: Méi wéi déi reng anthropozän Prozesser, also déi Prozesser, wou d'Aktioune vum Mënsch en Impakt op de Klima hunn, esou ab dem Ufank vum 19. Jorhonnert, muss een och vu kapitalozäne Prozesser schwätzen, wéi verschidden Historiker dat och thematiséiert hunn, also déi vum Kapital gedriwwe Verfriemungsprozesser an der Dialektik Mënsch an Natur.

Wa mer vu Klima schwätzen, da komme mer net derlaanscht... An dat ass den Haaptproblem vum Bericht, deen a villen Hinsichten och gutt Pisten ugëtt, dat wëlle mer net a Fro stellen, an trotz aller Kritik, ëmmerhin, et ass déi éischte Kéier, datt iwwerhaapt déi Aarbecht geleescht gëtt hei zu Lëtzebuerg. An ech mengen, dat muss een awer och ënnerstraichen.

Mä da komme mer net derlaanscht, iwwer ekonomesch Strukturen ze schwätzen. Dat heescht, et muss een d'Wuesstumslogik a Fro stellen. Et muss een op Dereguléierungen am Wirtschafts- a Sozialberäich agoen. Et muss een d'Austeritéitspolitik a Fro stellen, déi Investitiounspolitik ja hënnert an aschränkt. Et muss een de Standortwettbewerb a Fro stellen, deen drop eraus ass, all Form vu Reguléierung, net nëmme wat d'Sozialrechter ugeet, mä och wat Ëmweltoplagen ugeet, et muss een d'Muecht vun de Multien a vun der Finanzwelt bekämpfen.

A wa mer scho vu Multie schwätzen, do wollt ech op dat agoen, wat hautdesdaags sech ëmmer méi hannert deem Schlagwuert „Société civile" verstoppt. Dat ass d'ailleurs och e gramscianeschen Term, mä dee wollt eppes aneschters heeschen.

De Problem ass dee vun der sougenannter Société civile, déi jo ëmmer méi intensiv agebonne soll ginn. Mä wat versteet een drënner? Et kann een Ëmweltverbänn drënner verstoen, Gewerkschaften drënner verstoen, Associatiounen drënner verstoen, jee, all déi, déi wierklech Interesse dru hunn, sech ze engagéiere géint de Klimawiessel. Mä an der Täschenzäit ass jo och d'Tendenz déi, datt een ëmmer méi Entreprisen drënner versteet. An datt Entreprisë vläicht matagebonne ginn an deene Prozesser, kann een novollzéien. Awer net an deem Sënn, datt si d'Agenda diktéieren, mä ëmgedréint misst et jo sinn, an net, datt si u sech schlussendlech d'Décisioune kënne beaflossen.

Mä dat ass zum Beispill och schonn de Fall beim Finanzement vun der COP21, wou et jo déi steigend Tendenz gëtt bei esou Sommeten, fir justement esou gréisser Entreprisë sech ze huelen, fir d'Evenementer ze sponsoren, wéi et dës Kéier och erëm eng Kéier wäert de Fall sinn - EDF, Renault-Nissan, Air France, Coca-Cola. Also, et ka kee mir hei erzielen, datt dat déi bescht Alliéiert wieren am Kampf géint de Klimawiessel! Au contraire, si gehéiere jo scho souguer zu de Verursaacher.

Dofir muss ech awer och op eppes zréckkommen, wou ech scho virun zwee Deeg dervu geschwat hunn, dat ass de Fonds de compensation - well da komme mer hei erëm zréck op Lëtzebuerg, an dat steet a Verbindung justement mat där Fro vun de Multien -, dee muss elo gebotzt ginn. Ech mengen, mir sinn eis do eens. Dee muss gebotzt ginn! An et muss seriö geschéien!

(Interruption)

Gelift?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Mir brauchen en neit Gesetz.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Jo, genau! Zemools wann een och weess justement, datt de Fonds de compensation justement Aktien hält an enger Héicht vun enger hallwer Milliard Euro a Pëtrolsfirmen. Also, dat ass och erëm eng Kéier eng Fro vu Kohärenz.

Här President, den ETS-System duerno, dat wësse mer jo och, deen ass net nëmme gescheitert, wéi dat virauszegesi war, mä en huet souguer derzou bäigedroen, datt grouss Pollueure sech nach méi beräichere konnten, ouni zum Kampf géint de Klimawiessel bäizedroen.

Et huet och mat deem faméisen „carbon leakage" ze dinn, wat u sech eng Form vu Chantage ass vun der Industrie.

Dee faméisen „carbon leakage" gëtt dofir benotzt, fir Entreprisen, déi duerch Klimamesurë soi-disant net méi kompetitiv wieren an dofir op aner Plaze sech delokaliséiere géifen, wa méiglech op Plazen, wou Mënsch an Ëmwelt bëlleg Produktiounsressourcen duerstellen.

Et gouf och scho virdru gesot, zu Recht, datt déi Entreprisen net op Mesuren am Ëmweltberäich hu misse waarden, fir sech souwisou ze delokaliséieren!

E gutt, oder besser gesot, e schlecht Beispill ass zum Beispill dat vun ArcelorMittal. Deen huet bis elo e Surplus vun 140 Millioune fräie Karbonemissiounen opgestockt an dofir ëm déi 440 Milliounen Euro Windfall-Profitter akas-

séiert. An déi dräi Installatiounen zu Lëtzebuerg eleng hunn eng hallef Millioun fräi Emissiounserlaabnisser cumuléiert a konnten esou Windfall-Profitter erreeche vun 12 Millioune Euro.

Arcelor ass esou wäit gaangen, datt se jo och nach déi 81.000 fräi Emissioune krute fir de Site vu Schëffleng am Joer 2012, deen dunn zougemaach huet. Mä bon, do ass jo eng Plainte. De Lëtzebuerger Stat huet jo do eng Plainte beim Europäesche Geriichtshaff gemaach, an dat gëtt jo do behandelt.

En anere Betrib zu Lëtzebuerg huet sech och doranner spezialiséiert, fir mat fräien Emissioune Profitt ze maachen. Dat ass den Zementproduzent Cimalux, deen duerch de Verkaf vu senge gratis Emissiounen e Profitt vu bal 8 Millioune Euro gemaach huet.

Dat Geschäft mat de fräien Emissiounen huet sech also gutt rentéiert tëscht 2008 an 2014: 15 Millioune vu fräien Emissioune sinn un d'Lëtzebuerger Industrie erlooss ginn, mat enger Valeur vun 126 Millioune Euro.

Déi Fro wäert natierlech och op der COP21 thematiséiert ginn. De Problem ass awer deen, an dat wësse mer, mir haten dat jo och viru Kuerzem an der Ëmweltkommissioun beschwat, datt d'EU-Kommissioun weiderhin dee System fir déi nächst Period rallongéiere wëllt, also bis 2030. Dat, obwuel gewosst ass, datt de System gescheitert ass.

Do muss een awer natierlech och wëssen, datt mer um Niveau vun der EU-Kommissioun net grad gâtéiert si mat eisem Kommissär, dem Spuenier Miguel Arias Cañete, deen eng Zäit laang och President war vun zwou Pëtrolskompanien. Jo, e kennt sech aus, allerdéngs!

(Interruption)

E weess, vu wat e schwätzt, an e weess, wéi ee Geld verdéngt. Bon, deen ass trotzdeem Kommissär ginn. Wann ee sech deen Här vum Partido Popular... A souwisou, déi Partei, also déi eenzeg Saach, déi de Partido Popular iwwerhaapt iergendeng Kéier recycléiert huet, dat sinn al Franquisten! Mä dat huet näischt mat Ëmwelt ze dinn op eng gewësse Aart a Weis.

(Interruption)

Et huet ëmmer alles eppes mam Thema ze dinn; bei mir op jidde Fall.

Ech mengen awer, datt mer eis eens sinn, datt d'Madamm Ëmweltministesch och déi Fuerderung deelt, datt mer e Schlussstréch ënnert d'Politik vun de fräien Emissiounen zéie sollen.

An deemselwechte Kontext stellt sech och d'Fro vun den iwwerflëssege Rechter, déi an eng Reserv solle geluecht ginn. Dat ass jo och eng zentral Fro, fir de Präis vum CO_2 ze stabiliséieren. A mir mengen, datt dës solle vernicht ginn.

Här President, et ass net nëmme méiglech, Klimapolitik op eng sozial gerecht Aart a Weis ze gestalten, et ass a Wierklechkeet souguer eng Prekonditioun. Et ginn och Alternativen, déi réalisabel sinn, déi et erméiglechen, engersäits d'Ziler ze erreechen, an dat doriwwer eraus souguer, ouni déi ze bestrofen, déi am mannsten derfir kënnen an déi déi mannste Moyenen hunn.

De Stockholm Environment Institute an Eco-Equity schloen e System vir, genannt „Greenhouse Development Rights", op Franséisch „Droits au Développement dans un Monde sous Contrainte Carbone" - et geet vill besser. An do gouf et schonn e Bericht, dee scho ganz al ass, also deen 2011 gemaach ginn ass am Optrag vun der ASTM a vu Caritas, déi déi zwee Instituter jo beoptragt hunn, fir ze kucken, wat hei zu Lëtzebuerg méiglech wier.

Dee System baséiert net op reng nationalen Objektiver, mä kuckt, wat all Land seng Responsabilitéit op globalem Plang ass. An da gëtt en Indice ausgerechent, deen „indice capacité-responsabilité" heescht, a laut dësem Calcul huet Lëtzebuerg en Indice vun 0,072%, wat méi héich ass wéi säin Undeel un der Weltbevëlkerung, dee bei 0,007% läit - et huet näischt mam James Bond ze dinn, mä dat ass anscheinend de Fall -, an dat huet natierlech mat eisem Liewensniveau ze dinn a mat eiser Klimaschold.

Dee System huet den Avantage, en Ënnerscheed ze maache weltwäit tëscht de Consommateuren, déi iwwer e gewëssene Seuil consomméieren, an deenen, déi manner consomméieren. Dat gëllt weltwäit, mä déi Berechnung gëtt och fir all eenzelt Land gemaach.

Ech kann aus Zäitgrënn natierlech net an den Detail agoen, mä jidderee kann dat fir sech nokucken. Vill Leit kennen dat bestëmmt och hei. An et geet dorëms: Hei doheem sollen déi finanziell Capacitéite vun de Leit mat hirer karbonescher Responsabilitéit an Aklang bruecht ginn. Déi, déi déi meescht Capacitéiten hunn, sollen am meeschte bäidroen. Do gëtt et dann och natierlech eng ganz Rëtsch vu Mesuren, déi geholl kënne ginn. An dat huet natierlech och mat enger ëmfangräicher Steierreform ze dinn. D'Konsumcapacitéite vun deenen, déi iwwerconsomméieren, solle staark beanträchtegt ginn, wougéint déijéineg, déi aus finanziellen Ursaache manner consomméiere wéi néideg, entlaascht solle ginn. Natierlech geet dat Hand an Hand mat Mesuren iwwer fossill Energien an esou weider.

Dat géif dann och bedeiten, datt esou all Land Raum schafe kann, zemools déi, déi am meeschten industrialiséiert sinn oder verpeschten, fir de manner entwéckelte Länner ze erméiglechen, hire Retard opzehuelen, an datt Gelder fräi gemaach ginn, fir zum Beispill an alternativ Energiequellen ze investéieren. Dobäi däerf een och net vergiessen, datt de Prinzip vun der Capacité-responsabilité intern fir all Land gëllt. Zum Beispill déi 200 Millioune räich oder ganz räich Inder, déi wäerten natierlech méi sollicitéiert gi wéi déi aner Milliard, déi manner räich ass oder ganz aarm ass.

Zum Schluss komme mer net derlaanscht, och vum Tanktourismus ze schwätzen, aus deem Lëtzebuerg erausklamme soll. Leider spiert een hei keng Bereetschaft säitens der Regierung, op jidde Fall säitens gewëssen Deeler vun der Regierung, géif ech soen. Mä mir mussen awer iergendeng Kéier ophalen, Excusen ze fannen. All Land op der Welt, net nëmme Lëtzebuerg, huet eng spezifesch Situatioun a ka Grënn uginn, firwat et an deem oder an deem anere Beräich näischt kann ënnerhuelen. A mir mussen natierlech och oppasse viru sougenannte Léisungen, déi vläicht keng sinn, wéi déi vum Biospritt. Well net alles, wou iwwerall bio dropsteet, ass och bio!

Et ginn natierlech Länner, déi sinn total dorop spezialiséiert, wéi Brasilien zum Beispill, wou Dausende vu Quadratkilometeren ëmgewandelt ginn a Felder, fir Zockercanne ze ziichten, fir Bioethanol ze produzéieren. Ech hunn eng Kéier esou eppes selwer gesinn dohannen. Dat si monstruös Firmen, wou een och net däerf mat den Aarbechter schwätzen, ech weess net firwat, als Journalist. Also dat seet scho villes aus!

(Interruption)

Maja, vläicht grad dowéinst. A wéi mer all wëssen, huet dat Répercussiounen op d'Landwirtschaft a Form vun intensive Monokulturen an natierlech och Land grabbing an esou weider an esou virun, déi bei Wäitem all net klimaneutral sinn.

Här President, et ginn technesch Léisungen, wat d'Klima ubelaangt. Et ginn technesch Léisungen, wat alles ubelaangt. Et ginn och politesch Léisungen. Et ass och eng politesch Fro. Et ass och eng demokratesch Fro. Et ass net nëmmen eng technokratesch Fro. Ech mengen, dat ass och eng Saach, däer ee sech muss bewosst sinn, wann ee vum Klima schwätzt.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An dann ass den Tour um leschte Riedner fir de Mëtten, dem Marcel Oberweis.

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, als leschte Riedner hunn ech nogelauschtert, ganz andächteg, an hu festgestallt, ech ka villes aus menger Ried eraushuelen. Ech wëll Är Zäit net allze laang an Usproch huelen.

Ech fänken da mat enger Ausso un op der leschter Konferenz zu New York, déi mer ganz gutt geschéngt huet: „D'Suitte vun dem Klimawandel sinn esou ënnerschiddlech an deelweis esou gigantesch, dass kaum ee Beräich aus dem gesellschaftlechen, politeschen a wirtschaftleche Liewen an de kommende Joren a Jorzéngten net negativ dovu beaflosst gëtt." Et ass mëttlerweil onëmstridden - an ech mengen, dat wäerte mer net méi wëllen ofstreiden -, dass de Mënsch zum gréissten Deel fir de Klimawandel responsabel ass.

Sécher ass awer och, dass et an der Vergaangenheet ëmmer scho Klimaverännerunge goufen, an där enger, an där anerer Richtung. Et ass awer interessant ze liesen, dass an enger rezenter Etüd ronn 45.000 Mënschen aus 40 Länner gefrot si ginn iwwer hir Ansicht zum Klimawandel. A ronn 85% sinn der Meenung, dass de Klimawandel si wäert touchéieren a fir si e gréissere Problem duerstellt. D'Halschent dervu ware souguer der Meenung, dass si déi éischt Konsequenze verspieren, a bal en Drëttel sinn der Meenung, dass déi Konsequenzen an de kommende Jorzéngte grav Problemer fir si an hir Kanner, Kandskanner duerstellen.

Zënterdeem d'Mënschen déi Energië wéi Kuel, Gas a Pëtrol an engem ganz staarke Mooss benotzen, ginn all Joers ëmmer méi där Dreifhausgaser an d'Atmosphär emittéiert. An domat erwäermt sech dës jo och. Awer net nëmmen d'Atmosphär erwäermt sech, well 90% vun der gesamter Wäermt ginn an den Ozeanen, an de Weltmierer ofgelagert.

Als Rappell kuerz nach: Am Joer '92 waren et ronn 31 Milliarden Tonnen, déi erausgeblose goufen. An elo dëst Joer sinn et scho 50 Milliarden, Tendenz steigend. De Weltklimarot huet a sengem leschte Rapport higewisen op déi negativ Auswierkungen. An et gëtt haut gesot, wann een d'meteorologesch Date liest, dass dëst Joer wäert dat wäermste Joer ginn, zënter dass gemooss ginn ass. A deene jonke Leit vun ons hei, déi op Ischgl wëlle fueren, deene wëll ech matdeelen: Zu Ischgl ass et elo esou waarm wéi zënter dem Joer 1761 net méi. 1761 war et esou waarm. Dat heescht, si musse fäerten, dass et mat de Kanounen (veuillez lire: ouni Schnéikanounen) dëst Joer kee Schizirkus wäert ginn.

(Brouhaha)

A si mengen och a si denken och, d'Meteorologen aus der Schwäiz, dass et wäert esou sinn, dass ënner 1.800 m de Schizirkus an der Schwäiz net méi wäert existéiere kënnen. Si mussen iwwert dës Cote eropgoen.

Zënter der industrieller Zäit a vun 1870 un ass eis Atmosphär schonn ëm 0,9 Grad geklommen. Et gouf de ganze Mëtten hei erzielt an och gesot vum Zwee-Grad-Zil, an och gewarnt dofir. Wann der schonn 0,95 an der Atmosphär sinn, da bleift eis nach 1,05 Grad, fir dobäizestoussen, bis dann dee Kipppunkt erreecht ginn ass. An dat wäert och ee Kärpunkt vun der Konferenz COP21 ginn. Well wann dës Limitt iwwerschratt gëtt, ech hunn et gesot, da ginn e puer Kipppunkten iwwerschratt an déi bréngen domat en irreversibele Prozess an eiser Ëmwelt: Zum Beispill duerch d'Entdeeë vergréissere sech d'Waassermengen an den Ozeanen. An domadder klëmmt och den Ozean - an de leschten 120 Joer eleng ëm 19 cm! - wat, dat weess jiddwereе vun ons, iwwerschaubar ass.

D'Inselen Tuvalu a Kiribati a Polynesien, dat sinn déi éischt Inselen, déi elo schonn dës Mieresniveauerhéijung spieren. Si sinn och dofir vun der UNO als éischt Land an als éischt Mënschen als Klimaflüchtlingen deklaréiert ginn a kënnen domadder och bei aner Länner Hëllef ufroe goen, wa se misste réckelen.

Vill méi schlëmm nach fir d'Biodiversitéit ass awer d'Versauerung vun den Ozeanen. Si huele jo den CO_2 op an doropshi reduzéiert sech dann d'Biodiversitéit. De Ph-Wäert an den Ozeane reduzéiert sech an de leschte Jore vun 8,1 op 7,8 an domadder wäerten als éischt Liewewiesen d'Koralle Problemer kréien.

Elo bei eis, ech hunn et elo grad gesot, ass de Changement an den Alpe ganz staark ze gesinn. Ee Beispill nëmmen: Dir kennt de Großglockner, dat ass dee gréisste Gletscher aus Éisträich mat 8 km, an deem seng Fläch ass an deene leschte Joren ëm 30 km² méi kleng ginn. Dat heescht also, iwwerall mierke mer schonn déi éischt Konsequenzen. Mir wieren also blann, net ze erkennen, dass de Klimawandel do ass.

Dofir läit et op der Hand, et ass de ganze Mëtte vu menge Virriedner gesot ginn, mir mussen en Ëmdenk- an en Ëmlenkprozess an dem Ëmweltschutz an an der Klimapolitik alauden. Dat heescht, manner Energie verbrauchen mat manner Energieressourcë verhonzen!

De Klimawëssenschaftler no muss een dovun ausgoen, dass sech d'Mënschen op déi extrem Wiederphenomeener astelle mussen: Hëtztwellen, Dréchеperioden, Verlooscht vun der Biodiversitéit an Iwwerschwemmungen. An déi lescht Joren hunn eis et jo bewise gehat, kuckt d'YouTube-Serièn, wat alles sech ofspillt an der Welt dobaussen, wou Mënsche musse fäerten ëm hir Haiser, ëm hiert Liewen, wa se vun esou Iwwerschwemmungen oder anere Katastrophe bedrot ginn.

Wann dat net dozou kënnt, zu deem Ëmdenk- an Handlungsprozess, dann dierft sech d'CO_2-Konzentratioun an der Atmosphär nach weider erhéijen. Elo leie mer scho bei 405 ppm a mir musse fäerten, op 450 ppm eropzegoen. An dat bréngt mat sech, dass eis Temperatur douewe sech all Kéiers weider erwäermt, am schlëmmste Fall bis zu 4,8°C bis Enn des Jorhonnerts. Dat wäerten also meng Enkelkanner dann erliewen.

An deem Fall musse mer eis drop astellen, dass eist Mier bis zu engem Meter eropklëmmt. Dann dierft dovunner - ganz no bei ons - en Drëttel vun de Pays-Bas, vun onsem Beneluxpartner, ënner Waasser stoen, an d'Mier kënnt och un der belscher Küst méi no bei ons. Dat soll keen Trouscht si fir ons, mä op alle Fall ass et fir déi Länner problematesch. An et ass de Mëtten och gesot ginn hei vun engem Virriedner: Een Drëttel vun der Mënschheet lieft laanscht Küsten, an do missten dann eng Milliard Mënschen tréppelen. An Dir kënnt Iech virstellen, wou déi hintréppelen, net bei d'Mier, mä déi ginn an d'Hannerland a wäerte bei hiren Noperen da fir Onrou suergen.

Vläicht ee Punkt, deen net ëmmer erwäänt gëtt, deen ech awer bei de Klimawëssenschaftler elo nogelies hunn, dat ass déi Iwwerleeung vum Golfstroum. Et gouf an der historescher Vergaangenheet ëmmer schonn Ännerungen am Golfstroum, mä elo stelle mer fest, duerch d'Schmëlze vun den Äiskalotten douewen a vun de Gletschere fléisst ëmmer méi Séisswaasser an d'Miereswaasser eran, dat heescht, et kënnt zu enger Perturbatioun an domadder dreift och eise Golfstroum ëmmer manner no uewen. Dat heescht, amplaz zu Spitzbergen ëmzedréinen, dréint e vill méi fréi ëm, an dat kéint mat sech bréngen, dass mer an Nordwesteuropa Klimae kréien, wéi se et am Labrador oder un der Ostkant vun den amerikanesche Staten erliewen.

Dat ass alles nach ëmmer keen Horrorzeenario, mä nodenkenswäert, wat ee mécht, wann een onbegrenzt dat dote virulafe léisst. A well dës aktuell Entwécklung net méi nohalteg ass, huet den IPCC drop opmierksam gemaach, dass wa méiglech 80% vun de fossillen Energieressourcen am Buedem solle bleiwen a sech vermehrt op déi erneierbar Energië soll gestäipt ginn.

Dass dat net vun Onfug ass, dat gesäit ee ganz einfach dorun, dass d'USA a China an Indien rezenterweis gesot hunn, och si wéilten zu Paräis hire Beitrag leeschten. Vläicht wier et interessant fir munchereen, eng Kéier a China ze goen an ze kucken, wat China mécht a puncto Wandmillen a Solarenergie. Do kann ee gesinn, wann e Land den Dréi kritt a wann et vun enger Kuelepolitik fortgeet hin zu enger erneierbarer Energie. Och ons Europäesch Unioun an d'Kommissioun hu sech jo derfir ausgeschwat, et ass gesot ginn de Mëtten, d'Prozenter brauch ech net ze erwänen hei.

Et gëllt deemno, wann déi Zwee-Grad-Limitt soll agehale ginn, dann dierfe mir an den nächste Jore bis 2050, also nach 35 Joer, nach maximal 750 Milliarden Tonnen CO_2 an d'Atmosphär blosen. Denkt dorun, ech hu grad gesot: 50 Milliarden dëst Joer, dat heescht, fir iwwerhaapt déi Balance ze kréien, dierfte mer nach just 19 Milliarde pro Joer erausginn. Dat ass fir e Land wéi Burkina Faso iwwerhaapt kee Problem, well déi stoussen net vill aus. Mä Länner wéi mir hei uewen, mir mussen eis drastesch reduzéieren an eisen Emissiounen, voire am Verbrauch vun de fossillen (veuillez lire: fossille Brennstoffer).

D'Konferenz vun New York huet kloer gesot gehat, dass et e Link gëtt tëschent dem Klimawandel an der Konferenz vu COP21, well Energie, Ëmwelt a Biodiversitéit ganz staark beienee sinn.

Vläicht e puer Zuelen nach zu der Weltbevëlkerung, well déi loosse jo opmierksam ginn drop, wat sech ofspille wäert an den nächste Joren, wou mir nach derbäi sinn. Momentan si mer zu 7,4 Milliarden, a mir ginn dovun aus, am Joer 2050 zu ongeféier 9,8 Milliarden, an am worst Case si mer am Joer 2100 zu 11 Milliarden. Ech géif dat net soen, wann ech net mäi Partnerland oder de Kontinent Afrika relativ gutt géif kennen, an e puer Länner ginn ech jo alt ëmmer, an ech stelle fest, do liewe momentan 1,2 Milliarde Mënschen. Duerch déi Procréatioun an Afrika stoussen déi Enn des Jorhonnerts op 4,4 Milliarden. Wann ech bedenken, dass mir hei an Europa en Duerchschnëttsalter hu vu 45 Joer an an Afrika ass en 20 Joer, da kann ee sech scho virstellen, wat jonk Leit maache wäerten, wa sech de Klima an Afrika drastesch verännert. Si wäerte ganz einfach bei ons wëlle kommen, bei déi Leit, wou d'Dëppercher nach voll sinn.

An d'UNHCR huet gesot gehat, wa mer am Joer 2013 nach 52 Millioune Mënschen haten, déi op der Flucht waren, esou hu mer der an dësem Joer bal 60 Millioune, also en drastescht Eropklammen. An dat bréngt eben och ganz einfach mat sech, dass mer déi Ziler vun der New Yorker Konferenz - et si 17 neier - mat vill Verve a vill Mutt mussen ugoen. Dat bedeit awer fir d'Industrielänner an déi dynamesch Schwellelänner eng ganz grouss Responsabilitéit.

Net fir näischt huet den UN-Generalsekretär Ban Ki-moon awer ganz treffend gesot a sengem Rapport: „E Liewen a Würde fir jiddwereen" op dëser Äerd muss méiglech sinn a gëtt ageklot. Hie gesäit virun allem d'Bereetstellung vun Drénkwaasser, d'Reduzéierung vun der Aarmut an dem Honger, méi Bildung a Gesondheet, méi Klimaschutz a méi Notzung vun erneierbaren Energien, eng méi mënschegerecht Aarbecht fir jiddwereе wéi och en adequate Wunnraum an Zougang zu Energien als déi Haaptkritäre vun enger nohalteger Entwécklung.

Vläicht nach e leschte Punkt awer an deem Zesummenhang, et ass haut de Mëtten hei vun

der Landwirtschaft geschwat ginn: Et muss een drop opmierksam maachen, dass momentan 12 Milliounen Hektar gudde Buedem all Joers zu Wüüst ëmgewandelt ginn, dat heescht, all Minutt, déi ech hei schwätzen, 23 Hektar! An de kommende Jore gëtt mat enger Reduzéierung an Afrika ëm zwee Drëttel gerechent. Welch Problemer kommen do op déi Mënschen zou an op déi aner, déi an der Welt nach liewen? Dësen Agrëff an d'Natur zwéngt ëmmer méi Mënschen an Afrika, de Wee ze maachen, fir nei Bedéngungen ze fannen, besser Liewensbedéngungen. Dat wat mer elo a Syrien gesinn, dat wäerte mer deemnächst gesinn, wa Mënschen aus Afrika zou ons stoussen a mat ons wëllen deelen. Dat gëtt schwiereg, well net all Mënsch ass domat d'accord, dat ze maachen.

Ech wëll net op d'Konferenz COP agoen, well et ass de Mëtten dovu geschwat ginn.

Well mir eis Dreifhausgasemissiounen an d'Atmosphär emittéieren duerch de Bensinn an Diesel, musse mer awer - an ech mengen, dat wäert eis d'Madamm Ministesch nach kuerz soen - op déi flexibel Mechanismen zréckgräifen. Dat ass kee gudden Operatiounsmodus, dat wësse mer alleguerten, dat ass an der Vergaangenheet gemaach ginn, och dës Regierung muss et maachen. Mä nach musse mer dovun ausgoen, dass alles an d'Weeër geleet gëtt, dass dee Wee nun awer geschwënn der Vergaangenheet ugehéiert!

Vläicht zwee Punkten awer, déi interessant sinn, wann een iwwert d'Taxéierung vun dem CO_2 schwätzt: Et ass dach erstaunlech awer, dass d'Schwäiz eis do e Virbild ass. Déi huet am Joer 2008 eng CO_2-Steier mat dem Montant vu 60 Schwäizer Frang pro Tonn ageféiert. Doduerch konnt si hir CO_2-Emissiounen ofbremsen, genau wéi Dänemark.

An interessanterweis ass et awer elo esou, dass e Land wéi Frankräich, dat jo bestëmmt aner Problemer huet, dozou iwwergaangen ass oder et ugaangen ass am Joer 2014, d'lescht Joer, 7 Euro/Tonn op hirer Tax anzeféieren, dëst Joer 14,5, am nächste Joer 22 an am Joer 2017 30,5 Euro. E Beweis méi, et kann een et maachen, et muss ee just de Courage hunn, et ze maachen. Esou laang d'Tonn CO_2 mat 7 oder 5 Euro berechent gëtt, et ass virdru gesot ginn, huet et guer kee Sënn, nozedenken iwwer Energiespuermoosnamen. D'Leit huelen eis dat net of, well se net begräifen, wat do hannendrustécht. Mir kënnen eréischt d'Dekarboniséierung maachen, wa mer higinn op 80, 100 Euro d'Tonn. Da musse mer anerwäerts ëmdenke mat der Taxatioun. Mä mir mussen awer derfir suergen, dass eben eis fossill Energieträger, déi mat dee ganze Klimawandel produzéieren, an eng aner Richtung geféiert ginn.

Dat wollt ech dozou soen an, ech mengen, nach eng Kéier e Saz vum Här Ban Ki-moon zitéieren, en huet gesot gehat bei der Weltorganisatioun fir Meteorologie elo kuerz zu Genf: „Dëst Joer mussen d'Regierunge wegweisend Entscheedunge mat Bléck op déi nohalteg Entwécklung am Klimawandel treffen." An e mengt och dozou, nëmmen duerch e couragéierten, vernetzten Zesummenhang tëschent der Wëssenschaft, der Wirtschaft an der Gesellschaft komme mer do zu engem Resultat.

Ech kommen zum leschte Punkt, léif Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären. Ech wollt nach eng Kéier kuerz agoen op de Punkt tëschent der Klimaschutzpolitik an der Friddensdividend. Well ech mengen, dat ass e Punkt, deen och hei misst awer kuerz thematiséiert ginn. Et schéngt mir wichteg ze sinn ervirzehiewen, dass d'Europäesch Unioun weltwäit de gréisste Donateur ass fir ëffentlech Entwécklungszesummenaarbecht. Dat ass den Dënschden hei en long et en large diskutéiert ginn, Lëtzebuerg ass e Partner, deen do ganz staark matmécht.

Eis Unioun stellt och déi meeschte Gelder fir d'Lutte géint de Klimawandel bereet. Tëschent de Joren 2007 an 2013, also a 7 Joer, si ronn 4,5 Milliarden an déi Klimaschutzmesuren erageflos. Och huet d'Europäesch Unioun bekannt gemaach, dass si en Nouthëlleffong an der Héicht vun 1,9 Milliarden Euro ariicht, fir dass déi afrikanesch Partnerlänner oder Länner hire Matbierger erëm dat kënnen zréckginn, wat se brauchen, nämlech och Liewensqualitéit an och e Recht op Energie, op Waasser an op Buedem. Bis elo sinn awer eréischt 79 Milliounen agefloss an dat Dëppen. Dat heescht also, et ass nach e wäite Wee dohinner, mä den Ufank ass elo scho gemaach ginn.

Dës finanziell Moyene ginn net duer, de Mënschen an de Länner déi Chance ze ginn, mä op alle Fall wäerte mer probéieren, lues a sécher - an och mir maachen dat jo iwwer eis cibléiert, courageéiert Schrëtter mat der Entwécklungspolitik -, dass mer de Mënschen doënnen an hiren Heemechten eng Bleif ginn. Et huet kee Wäert, dass si fortginn, well dat géif jo da fir grouss Onroue suergen.

Vläicht eng lescht Konferenz - d'lescht Woch zu Valetta -, déi interessant ass, dat war d'Konferenz vun Europa an Afrika. Do huet de President aus dem Land Senegal kee Blat virun de Mond geholl, wéi e gesot huet: „Duerch eng ongerecht Handelspolitik beuten déi räich Europäer déi aarm Mënschen an Afrika aus." Dat muss eis dach all ze denke ginn, grad am Zesummenhang mat der Kohärenz vun de Politicken, déi hei den Dënschde beschwuer ginn ass!

D'COP21 muss e wichtege Beitrag zu dëser (veuillez lire: zur Verbesserung vun dëser) intenabeler Situatioun leeschten. Well de Klimafong, deen ab dem Joer 2020 mat ronn 100 Milliarden Dollar pro Joer gespeist gëtt, soll de Mënschen doënnen an de Länner erlaben, déi néideg Projeten duerchzeféieren, déi si brauchen, fir eng mënschewürdeg Liewensqualitéit opzebauen. Déi aktuell Ëmwelt- a Ressourcëkrise mussen eis virun Ae féieren, dass e Weidermaache wéi bis elo an d'Sakgaass féiert.

Et läit op der Hand, dass déi ekologesch Nohaltegkeet de Garant fir d'Iwwerliewe vun der Mënschheet op dësem Planéit duerstellt. A well mer nëmmen dëse Planéit hunn, sollt en Appell vu Paräis ausgoen, dëse mat senge Liewensressourcë massiv ze protegéieren.

Den Här Schellnhuber, Direkter vun dem Potsdam-Institut, huet et scho kloer gesot gehat am Pabeier fir Paräis: „Et ass net eist schlecht Verhalen, dat de Problem vun eiser aktueller Gesellschaft duerstellt, mä eis Bequemlechkeet."

An dann nach e leschte Punkt dann, ech wollt just soen nach eng Kéier, well ech dat vun den Entwécklungslänner gesot hunn: Do wou Honger an Elend, Krich a Verdeelungskämpf sinn an herrschen, gëtt et keng Perspektiv fir déi jonk Leit.

A mäi leschte Saz, do hunn ech de Mahatma Gandhi dann,...

Plusieurs voix.- Aah!

M. Marc Oberweis *(CSV)*.- ...deen huet gesot gehat,...

Plusieurs voix.- Aah!

(Interruption)

M. Marc Oberweis *(CSV)*.- Jo, lauschtert gutt no, do kann all Mënsch sech eppes ofschneiden hei!

Une voix.- Jo.

M. Marc Oberweis *(CSV)*.- En huet gesot gehat: „Lief du einfach, dass aner Mënschen och einfach liewe kënnen." Wann dat d'Mantra zu Paräis ass, sinn ech voller Hoffnung op Paräis!

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Oberweis. An d'Wuert huet elo d'Regierung. An d'Regierung ass sech eens ginn, dass als Éischten den Energieminister, den Etienne Schneider, schwätzt, well en nach eng zousätzlech Verflichtung huet, duerno d'Madamm Ëmweltminister Carole Dieschbourg.

Prises de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréischt wëll ech menger Kolleegin, dem Carole Dieschbourg, Merci soen, dass et mech elo als éischte Riedner schwätze léisst. Ech muss leider um zéng op siwen de President vun Tatarstan empfänken an ech fäerten, dat gëtt e bësse knapp, wa mer inverséiert géife schwätzen. Dofir entschëllegen ech mech och, wann ech no menger Interventioun dat Haus hei verloosse muss. Mä ech sinn iwwerzeegt, dass d'Madamm Dieschbourg op all Är Froen, wann der dann nach sinn, och Äntwerten huet.

Ech wollt kuerz, an dat ass mäi Part hei, de Volet vun der Energie, speziell ebe vun den erneierbaren Energien, hei eng Kéier duerstellen, eng Kéier d'Resultater duerstellen, wou mer dru sinn. Ier ech dat awer maachen, géif ech gären dem Rapporteur Merci soen, well ech muss soen, iwwert déi Méint, wou un deem Rapport do geschafft ginn ass, an et ass intensiv dru geschafft ginn, si mer eis a ville Froen extrem no komm, eigentlech an allem, well dat kulminéiert jo an deem dote Rapport.

Une voix.- Très bien!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Et ass eng enorm Fläissaarbecht, déi hei gemaach ginn ass vum Rapporteur, déi ganz déif gräifend ass. An ech kann all deenen, déi de Rapport nach net gelies hunn, just roden, dat ze maachen. Et ass wierklech interessant. An et weist emol eng Kéier op ee Bléck an an engem Dokument déi ganz Problematik, déi mir awer alleguerten als eng Chance gesinn, fir virunzekommen.

A wann ech soen „eng Chance gesinn", da kommen ech op eis Ziler, déi mer eis gesat hunn, oder gesat kritt hunn - kommt, mir soen et esou -, 11% erneierbar Energië bis d'Joer 2020, mat engem Undeel vun 10% am Transportberäich. Wou si mer drun? Mir haten eis en Zwëschenzil gi fir 2013/2014 vun 3,9%. Mir sinn awer du bei 4,1% gelant, also liicht iwwert deem, wat mer eis als Zwëschenzil ginn hunn.

Wat d'Energieeffizienz ugeet, do ass et esou, dass mer an eisem zweeten Energieeffizienzplang och iwwert d'Zil erausgeschoss si mat 14,06%, a mir hunn deen drëtten Energieeffizienzplang fäerdeg mat engem Zil vun - dës Kéier net a Prozent ausgedréckt, mä a Gigawattstonnen - 49.252 Gigawattstonnen.

Wann ech zréckkommen op déi verschidde Forme vun erneierbaren Energien, dann ass et esou, dass eis erneierbar Stroumproduktioun am Joer 2013/2014 par rapport zu der Period 2011/2012 ëm 25% an d'Luucht gaangen ass, wat, mengen ech, e memorabelt Resultat ass.

An der Wandenergie - an do wëll ech dann och dem Här Eischen äntwerten - sinn extrem vill Projeten ënnerwee. Et sinn extrem vill Projete realiséiert ginn. An ech wäert Iech elo déi verschidden Energieformen einfach eng Kéier kuerz virun Aen halen:

An der Wandenergie hu mer zesummen, den Energieministère zesumme mat dem Environnement, mam Camille Gira a mat der Madamm Carole Dieschbourg, eng ganz Rei Initiative geholl, wou mer Hand an Hand geschafft hunn, fir dass Promoteuren, also Energiegesellschaften, kënnen an der Wandenergie weider Projete lancéieren. Mir hu Projeten elo am Tube vun 80 Megawatt an der Wandenergie bis d'Joer 2018, dat heescht, déi och nach an dëser Legislaturperiod wäerte realiséiert ginn. Dat ass méi wéi eng Verduebelung vun all deem, wat bis elo besteet an där doter Energieform!

An och fir dem..., ech weess net méi, wien et gefrot hat, den Här Negri, mengen ech, ob mer an den Offshore géife goen: Dat ass net ugeduecht. Den Offshore ass, mengen ech, de Moment relativ problematesch, nach ëmmer, well et awer extrem deier ass, an eleng ebe just fir d'Verbindung ze maache vum Park, deen da jo iergendwou am Mier ass, bis un d'Land. Alles dat ass en zimlech, ech soen elo emol problemateschen Dossier. Mir sinn op alle Fall de Moment... als Regierung gi mir net an deen Dossier, well mir et jo och als Regierung net kënnen op friemem Territoire finanzéieren. A mir selwer hu jo nach kee Mier; mä wann ech dem Här Oberweis nolauschteren, da kënnt dat och iergendwann an da wäerte mer spéitstens dann erëm iwwert den Offshore diskutéieren.

Wat d'Energie aus dem Waasserberäich ugeet, do wësst Der, dass mer och extrem limitéiert sinn. Et ginn nach e puer kleng Méiglechkeeten, fir an eise Fléss Turbinnen ze installéieren. Mä do schwätze mer vu geréngе Méiglechkeeten, déi mer do nach hunn.

D'Solarenergie, vläicht just fir Iech ze soen, do si mer vun 2010 op 2014 vun 21 Gigawattstonnen op 95 Gigawattstonnen eropgaangen, dat heescht, eng Croissance vun 352%, wat och extrem vill ass. A mir wäerten och do nach vill weidere Wuesstum kréien, well mer als Regierung jo décidéiert hunn, garantéiert Tariffer och anzeféiere fir Kooperativen, fir installéiert Leeschtungen tëschent 30 an 200 Kilowatt. An och d'Privatleit bis 30 Kilowatt profitéieren ëmmer nach vun eisen Aspeisetariffer.

Wat d'Hëtzt ugeet am Beräich vun den erneierbaren Energien, do hu mer 2012/2013 och eng Croissance vu ronn 28% opzeweisen, wat haaptsächlech doduerjer kënnt, dass de Projet Kiowatt un d'Netz gaangen ass - de Projet Kiowatt, deen um Rouscht steet.

Wat déi fest Biomass ugeet, am Holzberäich also haaptsächlech, do ass et esou, dass de Moment e Projet uleeft um Kierchbierg, wou eng grouss Holzpelletsanlag gebaut gëtt, also ëmgerüst gëtt. Si steet jo schonn do, just dass se vum Gas op Holzpellets ëmgerüst gëtt, an dat, fir eng thermesch Leeschtung vun 9 Megawatt ze produzéieren. Dat heescht, dass um Kierchbierg all déi, déi do drunhänken, an Zukunft vun erneierbaren Energië gespeist ginn, an dat och nach zu Lëtzebuerg produzéiert, wat, mengen ech, e ganz wichtege Schratt no vir ass.

Mir hunn eng Rei weider Projeten am Holzpelletsberäich fir en Total vu ronn 5 Megawatt thermesch Energie. Och déi wäerte bis 2018 realiséiert ginn.

An da gëtt et ee ganz grousse private Projet, „privaten" heescht am industrielle Beräich. Dir kennt alleguerten d'Gesellschaft Kronospan zu Suessem. Déi hu mer, wéi ech virun zwee, dräi Joer bei hinne war, hir Anlage gewisen an et ass mer eppes direkt opgefall: dass se enorm vill Offall hunn, nämlech d'Schuele vun hire Bamstämm, déi se all Kéiers fir deiert Geld hu missen entsuergen. An ech hunn hinnen deemools proposéiert, firwat se dann net emol kucken, ob se déi net kënne benotzen, also dat Holz, déi Schuele vun de Beem, fir eben erneierbar Energien draus ze maachen. Dee Projet realiséiert sech elo, wat eng Anlag gëtt vun 32 Megawattstonnen, wat enorm ass, respektiv dann 300 Gigawattstonne Stroum a Wäermt wäert déi produzéieren.

An hei gesäit een awer wierklech, dass d'erneierbar Energien och e Standuertfacteur kënne sinn, e Kompetitivitéitsfacteur fir déi heite Gesellschaft, well se dee komplette Gaskonsum, dee se bis ewell hat, soubal déi Anlag leeft, kann astellen. Dat heescht, si ass komplett autonom a si bezuelt keen Euro méi, fir Gas mussen ze bezuelen, fir hir Stämm, déi se jo herno muelt an dann dréchent, fir se ze pressen. Si huet also keng Energieausgabe méi. An dofir, mengen ech, ass dat do mat Sécherheet e Projet, dee Modellcharakter wäert hunn. An ech sinn iwwerzeegt, dass duerno eng Rei aner Firmen an deem Beräich sech wäerten drunhänken.

Am Transportberäich sinn d'Biocarburanten ugeschwat ginn. Et ass esou, dass mer och do an der Period 2012/2013 30% Croissance hu par rapport zur Period 2011/2012.

Et ass och esou, an ech wëll dat hei soen op Basis vun deem, wat den Här Kartheiser gesot huet: Mir waren ni en faveur vun der éischter Generatioun Biocarburanten, wou wierklech Liewensmëttel - Mais - ugeplanzt gi sinn, fir se herno a Kraaftstoff ëmzewandelen, well mer och déi dote Positioun ëmmer vertrueden hunn. Et kann net sinn, dass mer Liewensmëttel benotzen, fir herno eise gréng Mäntelchen unzedoen, dass mer kënne gréng mam Auto fueren!

Dat hu mer net gemaach. Mä mir sinn awer elo an där Technologie, mat där mer dat do och net méi brauchen, mat där mer op Gréngschnëtt kënnen zréckgräifen, op Offall kënnen zréckgräifen an domadder Biospritt produzéieren. An dofir hu mer och elo do Gas ginn a gesot: „Elo, wou déi doten Technologie jo méiglech ass, wäerte mer dat doten elo vill méi nach pushen."

Dann, zur Energieeffizienz, wat den zweete Volet ass vu mengem Bäitrag. An och do ass virdrun ugeschwat ginn, ech weess leider net méi, vu wiem, mä dass ab 2017 Lëtzebuerg dat éischt Land wäert sinn an der Europäescher Unioun, wat d'AA-Gebaier zum Standard mécht. Den Här Kox hat dat gesot. Dat heescht, et ka kee Gebai méi gebaut ginn, kee Wunnhaus méi gebaut ginn, dat net de quasi Null-Energie-Standard huet, ab 2017.

Dat ass en enormen Challenge! Et ass awer en enormen Challenge an nach méi eng enorm Opportunitéit fir de Bau hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn dat laang mat hinnen am Viraus geplangt. A mir wäerte gesinn, dass se doduerjer vill méi wäit vir si wéi hir Konkurrenten an Nopeschlänner, fir sech déi Technologien do unzëeegnen. A si wäerten doduerch och e concurrentiellen Avantage hunn op eis Nopeschlänner.

Mir sinn och amgaang, eng national Strategie iwwert d'Renovéierung vu Wunngebaier auszeschaffen, wou mer mat alle concernéierten Akteuren dru schaffen, fir déi Problemer, déi sech de Moment nach weisen, ze léisen, an awer och fir ze kucken: Wéi eng Incentivë musse mer eventuell ginn, fir an deem dote Beräich weiderzekommen? An ech mengen, ech dorop wäert d'Carole Dieschbourg nach agoen, wat zum Beispill d'Klimabank ugeet.

Nohaltegt Bauen ass och e Sujet, dee fir eis wichteg ass, wou mer soen: „Et geet net nëmmen drëm, fir d'Gebaier anstänneg ze isoléieren an no der leschter Technologie dat ze maachen, mä mir sollen och kucken, nohalteg Baumaterialien anzesetzen." An do hu mer dee Conseil National pour la Construction Durable geschafen, deen extrem vill Succès huet an duerch deen, mengen ech, mer och do e ganz wichtege Bäitrag wäerte maache fir den Environnement an deenen nächste Joren.

Eis Energieeffizienzobligatioun fir d'Energiefournisseuren hu mer agefouert, mat engem Zil, fir 5.993 GWh bis 2020 anzespueren. Hei kréien d'Distributeure vun Energie - Enovos, LEO an anerer - d'Obligatioun, fir bei hire Clienten esou vill Prozent, annerhallwe Prozent Energie anzespuere vu Joer zu Joer. Dat heescht, obscho mer an enger Situatioun sinn, wou mer jo all Joer eigentlech méi Energie verbrauchen, well mer ëmmer zu méi hei am Land liewen a well mer méi Betriber hunn, mussen d'Energiefournisseuren derfir suergen, dass de Gesamtenergieverbrauch all Joer annerhallwe Prozent erofgeet.

Ech ginn net an den Detail vun där Diskussioun an, wéi se dat kënne maachen a wéi dat geet, well d'Zäit mer et net erlaabt, mä ech huelen un, dass Der dat och wësst. Mä och dat war eng ganz wichteg Décisioun, déi gefall ass ënner dänescher Rotspresidentschaft a wou Lëtzebuerg Dänemark deemools ganz vill gehollef huet, fir dee Projet duerchgesat ze kréien.

Dann den Accord volontaire vun der Fedil, deen derfir wäert suergen, dass d'Energieeffizienz bei der Industrie bis 2016 nach erëm eng Kéier ëm 7% wäert musse verbessert ginn. An dann de „smart metering", deen hei och ugeschwat ginn ass, dee bis 2019 am elektresche Beräich zu 95% wäert realiséiert sinn a bis 2020 zu 90% am Gasberäich wäert realiséiert ginn. An dann hu mer déi intelligent Réseauen, déi mer brauchen, fir en nach méi effikasst Zesummespill tëschent Produktioun a Consommatioun kënnen hinzekréien.

D'E-Mobilitéit ass ugeschwat ginn. 800 Bornë mat zwee Uschlëss jeeweils, also 1.600 Autoen, déi gläichzäiteg wäerte kënnen iwwert d'ganzt Land lueden, och dat soll där ganzer Debatt, soll dem Développement vun der E-Mobilitéit - net der „Im"-Mobilitéit, mä der „Elektro"-Mobilitéit - en neien Opdriff ginn. A mir mengen och, dass mer vill Argumenter op eiser Säit hunn, fir dass d'Leit ëmmer méi sensibiliséiert ginn, dass och d'Autonomie vun den Autoen, also de Fortschrëtt vun der Technik, vill méi Leit an Zukunft wäert dozou bréngen, fir op Elektromobilitéit eriwwerzeklammen.

A wann alles dat net hëlleft als Argument, da gëtt et nach ëmmer eent, näämlech dat, dass, wann een den Auto bis huet, ee vill méi bëlleg fiert wéi mat engem klasseschen Auto.

Just fir lech och do eng Moyenne ze ginn: Mat engem Bensinnauto fuert Der 100 km fir 10 Euro. Mat engem Dieselauto kaschten déi 100 km lech 6 Euro a mat engem Elektroauto kaschte se lech 2 Euro, aus deem einfache Grond, well um Stroum keng Akzise sinn, sou wéi dat beim Bensinn a beim Diesel de Fall ass. An ech kann lech och hei soen, dass d'Regierung och net wëlles huet, dat ze änneren.

An dann, last but not least, wëll ech och nach op de Rapport Rifkin - de Rapport gëtt et nach net, mä op den Accord mam Här Rifkin - hiweisen, wou mer jo probéieren, ebe just all déi dote Punkten: d'Energieeffizienz, déi erneierbar Energien, den ICT, dee mer brauchen, fir dat Ganzt ze géréieren, den Transport, wa mer vun E-Mobilitéit schwätzen, fir dat alles mateneen ze verbannen, fir eis do eng intelligent Strategie fir Lëtzebuerg op d'Been ze stellen. An dat hu mer elo ugefaangen. An Dir wäert gesinn, dass jiddwereen, dee concernéiert ass, gefrot gëtt a gebiede gëtt, och do matzemaachen, soudass mer do e flott Konzept kréien, fir eis Ekonomie laangfristeg, mëttel- bis laangfristeg ëmzestellen. An ech mengen, dass d'Akzeptanz dobaussen um Terrain an der Ekonomie och ganz grouss ass an dass een déi dote Chance net dierf verpassen.

Schlussendlech an als Konklusioun géif ech soen, dass dës Regierung definitiv um richtege Wee ass, dass mer eng exzellent Kooperatioun hunn tëschent eise verschiddenen Haiser, déi concernéiert sinn. An ech sinn och iwwerzeegt, dass mer déi Ziler, déi mer hunn am Beräich vun den erneierbaren Energien, bis 2020 mat där doter Politik wäerten erreechen!

Pour le reste wënschen ech der Kolleegin Carole Dieschbourg ganz vill Succès fir hir COP21, wou se e schwéiere Match ze maachen huet a wou ech awer och mengen, dass mer - vun all deem, wat ech bis elo héieren - als Lëtzebuerg elo scho gutt dostinn a gutt Kriticke kréien.

Nach eng Kéier: Sorry fir mäin Départ elo! An ech soen lech e ganz grousse Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An direkt huet d'Wuert d'Madamm Ëmweltminister Carole Dieschbourg.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- Här Chamberspresident, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, léiwen Henri Kox, ech schléisse mech de Wierder vum Etienne un, en huet et wierklech gutt gesot: E grousse Merci fir déi wierklech immens Aarbecht, déi immens Efforten, déi s de gemaach hues, an iwwerhaapt jiddwerengem, deen an der Kommissioun souz, fir déi vill Aarbecht, déi dat lescht annerhalleft Joer gemaach ginn ass.

Den Etienne huet et scho gesot: Et ass keng Angschtmaachpolitik, et sinn d'Chancen, déi mer mussen ergräifen, d'Chancen, fir méi kompetitiv ze sinn, d'Chancen, fir den technesche Fortschrëtt do ze huelen, wou en ass, fir innovativ ze sinn, fir nei Businessmodeller opzestellen a fir am Endeffekt och d'Benefisser vun enger proaktiver Klimapolitik ze generéieren. Dat heescht: eng besser Loftqualitéit a bei Elektroautoen niewent der Loftqualitéit och manner Kaméidi, e méi neien a gerechte Gesellschafts- an ekonomesche Modell. Dat sinn d'Chancen, déi e proaktive Kampf géint de Klimawandel mat sech bréngt.

Et ass wichteg, dass mer haut den Débat hei an der Chamber hunn. A mat eelef Deeg virun der Klimakonferenz zu Paräis ass et dee richtegen Zäitpunkt, dass mer iwwer Paräis, awer och iwwert dat duerno schwätzen, well Paräis sécherlech net alleng d'Léisung ass a net alleng wäert d'Welt retten. Paräis ass en Ufank vun engem Prozess, vun deem mer d'Dynamik elo scho spiere kënnen, d'Dynamik vun ënnen, a se wëllen ergänzen duerch en Accord, deen et méiglech mécht, dass mer déi Dynamik nach accéléréieren - well et dat ass, wat mer brauchen!

Den Henri Kox hat et uganks gesot: Dëst Joer ass dat éischt Joer, wou mer d'Een-Grad-Grenz vun der Äerderwäermung iwwerschreiden. Et ass urgent, schnell ze handelen. Et ass eis Responsabilitéit, eis Responsabilitéit vu jiddwerengem, dass mer eis asetzen, dass mer net nëmme vum Klima schwätzen, mä dass mer eis iwwerleeën, wat mer mussen aneschters maachen, wéi eng vun eise Gewunnechte mer mussen opbriechen, wéi eng vun de Chancë mer mussen elo erkennen, fir weiderhin d'Stabilitéit vun eisem System ze garantéieren a fir weiderhi fir méi Gerechtegkeet a méi Demokratie ze suergen.

Ech stelle fest am Laf vum Nomëtteg, dass mer eis op deene grousse Linnen alleguerte bis elo eens waren. Et sinn Erausfuerderungen, et si Chancen, déi mer op all Niveau mussen zesummen ugoen. An deem Sënn gräifen ech gären dat, wat den Henri Kox am Ufank gesot huet, op: Niewent dem Antiatomkonsens, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn, géif ech mer wierklech och e Klimakonsens wënschen!

Et wär e ganz flott Signal gewiescht, wann ech hätt kënnen op Paräis goen, net nëmme mat engem Mandat vun allen europäesche Länner, déi mat enger Stëmm schwätzen, mä wann och hei am Raum jidderwee matgemaach hätt a jiddweree sech senger Verantwortung an där Hisiicht bewosst gewiescht wär a mer net hei Politik maachen an deem Sënn - net nëmmen iwwer kloer Zuelen a Formsaache schwätzen -, mä wa mer iwwert de Klimawandel schwätzen, da schwätze mer iwwert d'Schicksal vu Leit, iwwert d'Verdeelungsgerechtegkeet, iwwert d'Aarmutsbekämpfung. Well mir wäerte sécherlech déi grouss Krisen, déi mer hunn an déi mer gesinn, net iwwerwannen, wa mer net ee vun deene grousse Facteuren, de Klimawandel, all zesumme bekämpfen!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Très bien!

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- Mir brauchen, an dat gouf de Mëtteg gesot, e politesche Kader vun uewen a mir brauchen eng Dynamik an der Gesellschaft, Leit, déi matmaachen. A mir hunn déi technesch Léisungen.

Mir brauchen e politesche Kader, e globalen, dat wäert den Accord sinn. Da brauche mer awer och europäesch Politicken, dat ass haut och ugeschwat ginn. Mir mussen - an dat hu mer ugefaangen ze maachen als Présidence -, den Emissiounshandel reforméieren, fir dass e méi effizient gëtt, fir dass en déi néideg Akzenter setzt, fir dass d'Ekonomie och matgeet. Mir musse laangfristeg Pläng maachen, déi sech och um nationale Plang widderspigelen.

Den nationale Plang ass dat, wat mer haut wëllen an de Fokus huelen. An ech hu mer iwwerluecht, dass ech wëll haut eis Klimapolitik, der Regierung hir Klimapolitik op dräi grouss Prinzipien opbauen. Deen éischten ass: konsequent handelen, deen zweeten ass: Kohärenz op alle politeschen Niveauen, an deen drëtten ass: kooperativ zesummeschaffen.

Wat dat fir d'Energiepolitik, fir d'Energieeffizienz awer och fir déi erneierbar Energie heescht, dat huet den Etienne lech mat den impressionnanten Zuele schonn duergeleucht, an ech mengen, do soen d'Zuele méi wéi honnertdausend aner Wierder! An ech géif sengen Ausféierunge just nach hinzufügen, well de Max Hahn et ugeschwat hat, dass mer och amgaange sinn, e Wandkadaster ze maachen, fir den Naturschutz an awer och d'Potenzialer vun der Wandenergie kënnen iwwerteneenzeleeën a fir dass mer an de Prozeduren, déi mer elo schonn accéléréiert hunn - well mir hu villes deblockéiert, den Etienne huet dat grad gesot -, fir dass mer do kënnen nach méi schnell an Zukunft kucken, wou Potenzialer sinn. An ech mengen, et geet wierklech hei ëm Win-win-Situatiounen, konkreten Naturschutz a geneesou gutt d'Klimapolitik an engem Bléck. Dat si kohärent Politicken!

Mir sinn um Wee, wat d'CO_2-Emissiounen, d'Reduktiounsziler ugeet. Mir mussen 2013, 2014 an 2015 keng Emissiounsrechter kafen. Un dësem Wee musse mer festhalen. Do musse mer eis Efforten natierlech all zesummen och nach erhéijen. Wa mer akafen, da si mer konsequent a mir kafen „Gold Standard", dat heescht, kloer a strikt Kritären, fir sécher ze sinn, dass mer richteg akafen!

Bei der Klimafinanzéierung: Mir hunn e Fong, mir hu Gelder. An déi, déi de Bericht richteg gelies hunn, hunn och gelies, dass mer déi Gelder solle benotzen. An dofir huet dës Regierung beschloss, fir bei der Klimafinanzéierung, déi ee vun den Haaptdealmakeren zu Paräis wäert sinn, fir déi konkret unzegoen. Mir hunn eis virgeholl, tëschent 2014 an 2020 120 Millioune an d'Entwécklungslänner ze ginn. Dat entsprécht engem faire Undeel, dee Lëtzebuerg misst ginn, fir op déi 100 Milliarde jäerlech ze kommen. Dat bedeit fir Lëtzebuerg, dass mir 240 Euro op de Kapp insgesamt ausginn. Mä, wéi gesot, de Fong ass do. An et ass eis historesch Verantwortung!

Den zweeten nationalen Aktiounsplang ass dem Rapport bäigeleeëft, ass menges Erachtens och diskutéiert ginn. A beim Drëtten hu mer vir, d'Société civile anzebannen, d'Akteuren anzebannen, all Secteuren anzebannen, wa mer en iwwerschaffen, an dat wäert sécherlech e gudde Schratt no vir sinn. Mir brauchen näämlech eng Laangzäitstrategie, déi en den Horizont setzt, fir dass mer, och zu Lëtzebuerg, déi néideg Incentivë setzen. Op europäeschem Plang setze mer eis derfir an, dass mer net nëmme bis 2030 denken, mä dass mer och 2050 als Benchmark hunn a bis Enn des Jorhonnerts wëlle klimaneutral a klimaresilient sinn.

Dat wichtegt Instrument vum Klimapakt, wat jo vun der Virgängerregierung lancéiert gouf a wat mer wierklech als dat wichtegst Instrument och hei fannen, gouf erweidert. Mir hu mëttlerweil bal e flächendeckend Bild. An do si mer als Lëtzebuerg modellhaft. An dat ass eppes, wat ech am Ausland ëmmer soen: Mir hunn am Moment 96 Gemengen, déi matmaachen, eng 97. ass ënnerwee, dat heescht, et ass e Landbild, wat impressionnant ass! An och do wäerte mer no kuerzer Zäit kënnen och soen, chiffréieren, wat dat bedeit. A mir hunn natierlech och Erweiderunge gemaach - ech kommen herno zuach eng Kéier op de Klimapakt zréck.

Eis Ëmweltverwaltung gëtt am Moment reforméiert. A vu dass et och dëse Mëtteg thematiséiert ginn ass: Et ass schéin, eng PRIMe House ze hunn, mä wann d'Aiden net schnell genuch kommen, dann hu mer e Problem. Mir hunn et geschafft innerhalb vun deenen zwee Joer, vun enger Frist vun deelweis bis zu annerhallwem Joer erofzekomme bei der Albausanéierung op véier Méint, wou d'Leit waarde musse just nach, a bei der Neibausanéierung op ee bis zwee Méint. Well et ass wichteg, dass, wann een Instrumenter huet, déi sollen Incentivë sinn, dass dat och zäitno als Incentive kënnt!

An natierlech, do schaffe mer ganz vill drun, zesumme mam Ekonomiesministère, mam Finanzministère a mam Logement: un der Klimabank. Dat ass e Konzept, wou mer verschidde Saache wäerte mat abauen, déi solle fir de Bierger sinn: eng Virfinanzéierung natierlech. Dann natierlech awer och, wat mer musse kucken: Wat kënne mer dann nach fir d'Betriber maachen? Ech mengen, dass déi wichteg Elementer mussen dra sinn. Esou Saachen daueren, dat muss eppes Guddes sinn an et muss och zielführend sinn. An dofir wäerte mer dat, soubal et souwäit ass, dann och virstellen.

D'Subsidë fir d'Gemengen am Ëmweltfong sinn ugepasst ginn, se si vereinfacht ginn. A mir hunn eng richteg Dynamik an deem Beräich a mir gi vun Demandë wierklech iwwerlaf.

Beim Transport hu mer e richtege Paradigmewiessel. Mir baue konsequent den ëffentlechen Transport aus! Den Tramsprojet ass ënnerwee. D'Schinne ginn erweidert. D'Mobilité douce gëtt endlech als alldeeglecht Transportmëttel ugesinn an dofir gëtt och de Vélosréseau erweidert. Dat si kloer Ziler, déi mer eis setzen, wou mer elo schonn um Schaffe sinn, wou net jorelaang driwwer geschwat gëtt, mä wou déi éischt Saache scho visibel sinn, well d'Projete schonn um Lafe sinn!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Très bien!

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- Ech kommen op den zweete Punkt: d'Kohärenz. D'Zesummenaarbecht mat den anere Ministere gëtt am Team gemaach, d'ganz Regierung schafft mat, an d'Klimapolitik ass aus engem Goss. Dat gesäit een net nëmmen national, doduerch, dass ëmmer méi Ministeren ënnerwee zesummen optrieden, dat gesäit een och an der Présidence, wou souwuel d'Energieministeren, d'Landwirtschaftsministeren, d'Kooperatiounsministeren an och den Transport an natierlech d'Ëmwelt alleguerten iwwert d'Klima geschwat hunn.

Dat gesäit een an enger Zesummenaarbecht mat der Kooperatioun, wou mir zesumme mat dem Kooperatiounsminister am Cap-Vert e Projet maache fir Biomass, deen elo uleeft. Dat gesäit een, wa mer mat eise Partnerlänner, wéi Senegal, wäerten och zu Paräis weider Projeten ulafe loossen. Geziilt siche mer eis eis Partnerlänner aus, fir dass mer mat deenen, wou mer scho vill schaffen, kënne weider och klimapolitesch Aktioune maachen.

Dat gesäit een och an engem Themeberäich, deen déi lescht Joren ni thematiséiert ginn ass: d'Landwirtschaft. D'Landwirtschaft ass net nëmmen an dëser Diskussioun en Thema, d'Landwirtschaft ass insgesamt en Thema. A wann ee bedenkt, dass et 40% vum Inlandstransport ass, da lount et sech, hei Ustrengungen ze maachen. An hei huet een och Win-win-Situatiounen: Waasserschutz, gutt Klimapolitik, do kann ee gemeinsam Aktioune maachen. An et gouf scho gesot, et ass d'Landwirtschaft, déi am meeschten an am schnellsten drënner leit, wa mer en Dérèglement climatique hunn.

Kohärenz beweist een och, andeem een net fir Schäinléisunge steet a fir Technologien, déi mer net ënnerstëtzen. Dofir si mer ganz konsequent am Asaz géint Atomenergie. Jo, mir hunn als Regierung an der gemeinsamer Sëtzung mat der belscher Regierung iwwert d'Atomenergie geschwat. Dat war am Ufank vun dësem Joer. Mir hunn is Suerge matgedeelt. An neen, mir krute keng Entrevue, wéi mer eng gefrot haten. Mä ech kann lech awer soen, dass den 10. November de Camille Gira d'Ministesch gesinn hat an nach eng Kéier drop higewisen hat, dass et wichteg wär, eng Entrevue ze kréien, wéinst deenen zwee Reakteren, déi erëm sollen eropgefuer ginn.

Dat gesäit een awer och an der gemeinsamer Klo mat Éisträich, wou mer eis drunhänken, géint Hinkley Point, wou mer dann och d'Demande en intervention déposéiert gëtt.

An da wollt ech vläicht nach op den Här Wagner agoen: Et gesäit een, dass vill Bewegung am Beräich Asaz géint de Klimawandel ass. An do gëtt et Divest-Bewegungen, an do muss een och ëffentlech Investitioune screenen. An och dat wäerte mer sécherlech an Zukunft maachen.

Deen drëtte Punkt: Eng Klimapolitik muss kooperativ sinn, well et ass nëmmen zesummen, wou mer et schaffen. Dat wichtegst Instrument, wa mer vun Zesummeschaffe schwätzen, ass sécherlech de Klimapakt mat de Gemengen, dee wierklech en Aushängeschëld ginn ass. 43 Gemenge si mëttlerweil zertifizéiert. Dovunner sinn der véier op europäeschem Plang virun zwou Wochen ausgezeechent ginn. De Camille war derbäi, an et ass eis eng grouss Freed, wa Lëtzebuerg och domadder ka Werbung maachen, dass mer gutt Modeller hunn!

Mir hunn dëse Modell erweidert, an zwar wëlle mer och op d'Betriber duergoen an nach méi Leit mat an d'Boot huelen. Dofir hu mer Konventioune gemaach mat der IMS a mat CELL, well dat si wichteg Schrëtt a Richtung nach méi Erweiderung. Mir musse Brécke baue bei neien Initiativen. Dofir hu mer gutt Kontakter mat den Transitiounsbewegungen, well mir brauche jiddwereen. An de gemeinsame Klimaschutz muss och eng Saach vu Spaass sinn.

Ech kommen zum Schluss.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann ech gelift, et ass e bësse vill Gemurmels am Sall. Wann ech gelift, nach e puer Minutten.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- Dir Dammen, Dir Hären - Merci, Här President -, dee gemeinsamen Asaz vun dëser Regierung weist...

Plusieurs voix.- Aah!

(Interruptions diverses et hilarité)

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- Ech kommen zum Schluss!

Dir Dammen, Dir Hären, de gemeinsamen Asaz vun eiser Regierung weist, dass mer duerch konkret Aktiounen och eng Dynamik um Terrain bewegen. Vill Projete louche jorelaang brooch. Déi sinn elo deblockéiert ginn. D'Betriber erkennen d'Chancë fir lokal Aarbechtsplazen. Déi nei Dynamik ass d'Resultat dovun, dass d'Leit och Spaass hunn um Klimawandel, dass se d'Chancen erkennen, dass se eng besser Loftqualitéit als eng Valeur gesinn, dass mer eng méi inklusiv a sozial gerecht Gesellschaft kréien, déi op hir Liewensqualitéit Wäert leet.

Zu Paräis steet virun der Entrée vun der COP21, wou ech virun zwou Woche war:

«Bienvenus aux défenseurs de la planète». An dat zweet Schëld, do steet drop: «Nous ne pourrons pas dire à nos enfants que nous ne le savions pas». Et ass elo Zäit zesummenzestoen. Et ass elo Zäit, déi Dynamik opzehuelen. Et ass elo Zäit, e Klimakonsens ze hunn, fir dës grouss Aufgaben zesummen ze léisen!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madamm Minister. Mir sinn domat um Enn vun der Diskussioun ukomm.

Motion

Mir hunn eng Motioun virleien. Eenzel Kolleegen hu schonn an hirer Interventioun dozou Stellung bezunn. D'Regierung huet och Stellung bezunn.

Ass gewënscht, nach eng Kéier drop zréckzekommen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Da kéinte mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun iwwergoen.

Vote sur la motion 1

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Mir hunn 32 Jo-Stëmmen, 3 Nee-Stëmmen a 25 Enthalungen.

Ont voté oui: MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Cécile Hemmen), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt (par M. Eugène Berger), André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gilles Baum), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Félix Eischen), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Gilles Roth), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Domat ass d'Motioun ugeholl.

Mir géifen zum nächste Punkt iwwergoe vun eisem Ordre du jour. An dat ass de Projet 6834, en Accord tëschent den EU-Memberlänner an Island am Kader vum Kyoto-Accord. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Henri Kox.

7. 6834 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Islande, d'autre part, concernant la participation de l'Islande à l'exécution conjointe des engagements de l'Union européenne, de ses États membres et de l'Islande au cours de la deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, signé à Bruxelles, le 1er avril 2015

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur*.- Merci, Här President. Ech wëll et och kuerz maachen. No fënnef Stonnen Debatt iwwer Klimawandel ass dat hei e wichtegen Accord, dee mer tëschent Island an der Europäescher Unioun hunn. Mir huelen Island - wéi mer virdru gesot hunn, mir sollen d'Leit mat an d'Boot huelen -, hei hëlt d'Europäesch Kommissioun Island mat an d'Boot. Dat heescht, Island gëtt gradesou behandelt wéi en europäescht Land, an dëst am Kader vum Amendement de Doha. Dat ass do, wou ratifizéiert gouf, dass den zweete Kyoto-Protokoll weidergeet, dat heescht d'Échéance 2013 bis 2020.

De Statsrot hat näischt bäizefügen. Mir haten an der Kommissioun - wéini?, elo muss ech séier kucken - eng unanime Zoustëmmung zu dësem Projet. Dofir géif ech och hei den Accord vun der grénger Fraktioun direkt matbréngen, soudass mer dësen Accord och kënnen hei dann unhuelen, soudass mer Island mat an d'Boot huele vun der EU.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wow! Dat war bal ze séier.

(Hilarité)

Ech war ee Moment ofgelenkt ginn. D'Wuert huet direkt den Här Marcel Oberweis.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt dem Henri Kox och Merci soe fir de Rapport. Dee war jo schrëftlech a mëndlech ganz kuerz gehalen. Mir si frou, dass Island mat an dat Boot eraklëmmt, wéi hie gesot huet. A mir hunn och dann e Partner, deen eis de Wee ka weisen, wéi een honnert Prozent dekarboniséiert ka sinn. Also eisen Accord vun der CSV kënnt gär hei eran!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. An da ginn ech dovun aus, dass den Här Roger Negri och den Accord bréngt vun der LSAP an den Här Max Hahn den Accord vun der DP.

Une voix.- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ass dat esou? An den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR.

(Hilarité et interruption)

Voilà, dann, géif ech soen, hätte mer alleguer eisen Accord ginn. An ech ginn dervun aus, dass d'Regierung och hiren Accord gëtt?

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- Jo!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Voilà, da kënne mer ofstëmmen.

(Hilarité)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6834 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Vläicht kënnt Der eis och scho soen, wéi d'Resultat ass.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

An - jo, et wär awer gewot gewiescht - 58-mol Jo an 2 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt), Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Laurent Mosar), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt (par M. Gusty Graas), André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Eugène Berger), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par Mme Joëlle Elvinger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus: MM. Serge Urbany et David Wagner.

Domat ass de Projet ugeholl.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen dann zum nächste Projet iwwergoen, de Projet 6771, eng Ofännerung vum Offallgesetz. D'Wuert huet direkt den Här Gérard Anzia. An ech muss soen, d'Lat ass héich geluecht.

(Hilarité)

8. 6771 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Gérard Anzia *(déi gréng), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat do ass net ze toppen. Wann ech elo just soen: „Kuckt de schrëftleche Rapport!", dat wier déi kierzte Form, dat wëll ech awer elo wierklech hei net soen. Zwee Wierder just zu der Modifikatioun zu der Loi modifiée eben zum Déchetsgesetz.

Mir hunn de 27. Januar dëst Joer ugefaangen a mir hu mam Rapport den 28. Oktober opgehalen. Do dertëschent déi Daten, déi liest Der wann ech gelift, déi stinn am Rapport dran.

Ëm wat geet et? Et waren Erreurs matérielles am Déchetsgesetz vun 2012 dran, déi verschidden Applikatiounen eben net méiglech gemaach hunn, an dofir sinn déi Ännerungen elo virgeholl ginn.

Et waren och zwou Opposition-formellen do vum Statsrot. Eng betrëfft a sech den Accès op Installatiounen, och bei Leit doheem, wou awer och d'Avise vun de Chambres des Salariés, de l'Agriculture, vun der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce ëmmer erëm déiselwecht Uleiessen do monéiert hunn, dass eben dann d'Propriété privée oder de Respect vun der Vie privée a sech misst awer de Primat hunn. Deem ass an der Kommissioun Rechnung gedroe ginn, soudass deen Artikel erausgeholl ginn ass aus dem Gesetzestext.

Da war eng zweet Opposition formelle do, déi betrëfft a sech den Transport vun den Déchets nationaux, déi an engem Règlement grand-ducal geregelt si ginn. Mir wollten hei en Hiweis maache vum Gesetzestext op de Règlement grand-ducal. Och do krute mer e Refus. Deem hu mer Rechnung gedroen, soudass mer deen Artikel och net am Gesetzestext erëmfannen.

Ënnert dem Stréch, wa mer dat dann haut stëmmen, da wäert vun dann un, wann et publizéiert ass, de Knätsch an d'Natur werfen 49 Euro kaschten, e Pneu hannerloossen 145 Euro, a bei enger Dreckstut, do gëtt dann d'Differenz gemaach, ob se eidel oder voll ass: eidel 49 Euro a voll 145 Euro géif dann den Avertissement taxé kaschten.

Fir all aner Detailer géif ech hiweisen op de schrëftleche Rapport an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Rapporteur. Dann huet den Här Laurent Zeimet sech zu Wuert gemellt. An hien huet et och direkt.

Discussion générale

M. Laurent Zeimet *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Merci och dem Rapporteur fir säi mëndlechen an och säi schrëftleche Rapport. Mir haten e bësse bedauert, datt am schrëftleche Rapport d'Avisen net all zu Wuert komm waren. En huet dat elo nogeholl. Dofir och da villmools Merci.

Vum eigentleche Gesetz, wat déposéiert ginn ass, ass net méi allze vill iwwreg bliwwen. Dat huet den Här Anzia elo resüméiert. Mir si mat deem, wat iwwreg bliwwen ass, dann och d'accord. Dat wëlle mer awer kloer soen. A mir freeën eis dann och, datt mer nei Méiglechkeete kréien, datt mer déi kleng Lästegkeeten, déi bei munchen zur Gewunnecht gi sinn, fir dat eent oder dat anert op de Buedem ze geheien, datt mer dat dann och kënnen ënner Strof stellen.

Ech mengen, vill vun Iech sinn och allgemeng ënnerwee a kennen et, besonnesch nach verstäerkt elo, nodeems mer an de Caféen net méi dierfe fëmmen an an de Restauranten, an d'Leit dat natierlech virun der Dier maachen. A wa se net wëssen, wat se mat hirem Stomp solle maachen, geheie se en op de Buedem. Dat mécht eis alleguerte vill Misär. Dofir kann een nëmmen hoffen, datt dat hei eng ofschreckend Wierkung da kritt, genausou wéi fir déi, déi net fëmmen, mä vläicht dann éischter knätschen.

Ech wollt just nach eng Remarque maachen. D'Landwirtschaftskummer huet sech och Suerge gemaach, ob dann am Februar d'Buergbrenne ka stattfannen. Vläicht kann ee vun der Regierung d'Leit berouegen, datt mer awer net mussen op déi Traditioun verzichten. Ech si sécher, datt dat a kengem sengem Intérêt ass.

Da wollt ech just vun der Geleeënheet profitéieren: Ech kommen aus enger sympathescher Gemeng, wéi Der wësst, wou mer de leschte Freiden en neit Offallreglement...

(Interruption)

Jo, mä ech kommen net aus Ärer.

...en neit Offallreglement gestëmmt hunn. Dat huet vill Aarbecht kascht an den Här Graas huet déi Aarbecht bei eis koordinéiert. Ech wollt just wëssen, ob d'Regierung en Iwwerbléck huet, wéi vill Gemengen elo en neit Reglement op Basis vum Gesetz vun 2012 scho geholl hunn an ob et net och wënschenswäert wier - dat muss..., wann Der d'Äntwert elo haut net hutt, verstinn ech dat -, mä ob et net awer och wënschenswäert wier, fir vläicht e Règlement type fir d'Gemengen op de Wee ze ginn, fir de Fall wou et dat nach net géif ginn.

An da soll jo haut d'Diskussioun lancéiert ginn iwwert den neie Plan de gestion vun den Déchets: ob do vläicht e bësse kann eppes gesot ginn iwwert déi Ligne directrice, déi d'Regierung da bei deenen Diskussiounen an deenen nächste Méint wëllt virginn.

Villmools Merci, an nach eng Kéier den Accord vun eiser Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Nächste Riedner ass den Här Roger Negri.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Merci, Här President. Mir soen dem Rapporteur Gérard Anzia Merci a ginn och den Accord vun eiser Fraktioun. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. An den Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP)*.- Merci, Här President. Och ech géif dem Rapporteur gär fir d'Alleréischt Merci soe fir säi schrëftlechen awer och säi mëndleche Rapport.

Ech denken, spéitstens duerch d'Akraafttrieden an deene meeschte Gemenge vum dem käschtendeckenden Offallgesetz gesäit een awer ëmmer méi Dreck laanscht eis Stroossen an eise Gemengen. An dofir fannen ech dat heiten eng ganz, ganz gutt Saach, dass mer dat och penaliséieren. An ech géif vläicht gläichzäiteg vun där heite Geleeënheet profitéieren, fir e klengen Appell un d'Gemengevertrieder ze maachen, fir och op strategesch sënnvolle Plaze vläicht Dreckskëschten ze installéieren, fir de Leit och d'Méiglechkeet ze ginn, den Dreck ewechzegeheien.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Soss keen ageschriwwene Riedner? Dann huet d'Madamm Ëmweltminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- Bon, ech mengen, ech kann heibleiwen. Ech soen och dann dem Här Gérard Anzia e grousse Merci fir de prezise mëndlechen an de gudde schrëftleche Rapport.

Ech wëll dem Här Zeimet nach äntwerten: D'Buergbrennen, do braucht Der Iech keng Suergen ze maachen. Ech géif awer d'Leit bieden, wierklech keng Pneuen an aner Sauereie mat ze verbrennen!

Plusieurs voix.- Aah! Très bien!

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- An dann déi zweet Fro: Ech mengen, dass déi Circulaire misst ënnerwee sinn. Also mir sinn op jidde Fall...

(Interruption)

Déi Circulaire, déi Der ugeschwat hutt, dee Règlement type misst ënnerwee sinn, menges Wëssens. Merci.

A fir de Rescht soen ech Iech Merci fir d'Ënnerstëtzung.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci gesot. An da géife mer direkt zur Ofstëmmung iwwergoen, wann ech mech net iren. Dat ass esou.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6771 et dispense du second vote constitutionnel

Dann ass d'Ofstëmmung lancéiert. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

D'Gesetz ass mat 57 Jo-Stëmmen - keng Enthalungen, keng Nee-Stëmmen - adoptéiert.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6771 est adopté à l'unanimité des 58 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes

Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Marc Spautz), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Cécile Hemmen), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt (par M. Gusty Graas), André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Max Hahn), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Sidd Der bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer zum Projet de loi 6814 iwwert de Bau vun enger internationaler Schoul zu Déifferdeng. An d'Wuert huet d'Madamm Rapporteur, d'Madamm Josée Lorsché.

9. 6814 - Projet de loi relatif à la construction d'une école internationale à Differdange

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Villmools Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, no engem laangen Nomëtteg am Zeeche vum Klimawandel komme mer dann zum Projet vun engem neie Lycée zu Déifferdeng, deen net onwichteg ass fir eist Land. Et ass de Projet de loi 6814. Éier ech op déi nei Infrastruktur kommen, wéilt ech awer kuerz erklären, wéisou et zum Choix vum Site fir dës Infrastruktur koum.

D'Décisioun, d'Stad Déifferdeng fir de Bau vum neie Lycée zréckzebehalen, baséiert um Plan sectoriel directeur «Lycées», deen am Règlement grand-ducal vum 6. Januar 2006 definéiert ass. De Plang deelt d'Land a véier Schoulpolen an, dee vum Zentrum, dee vum Norden, dee vum Osten an dee vum Süden, ëm deen et haut geet. E gesäit vir, datt sämtlech Formatiounen um Niveau vum Enseignement secondaire méiglechst a jiddwerengem vun deene véier Polen ugebuede ginn, virun allem, wann d'Schülerpotenzial et erlaabt an héich ass - natierlech mat Ausnam vun de Spezialformatiounen, déi a Lycéeën ugebuede ginn, wéi zum Beispill am Lycée technique agricole, am Lycée technique pour professions sociales et éducatives oder am Lycée technique hôtelier Alexis-Heck.

Obschonn all déi aner Formatioune fir d'Schüler an d'Schülerinne vum Secondaire, wéi scho gesot, an deene véier Schoulpole sollen ofgehale ginn, muss ee feststellen, datt eng international Formatioun am Hibléck op e Baccalauréat européen oder international momentan just am Zentrum méiglech ass. Am Süde vum Land feelt et bis haut un esou enger Infrastruktur, un esou enger Ausbildung, trotz der ganz verschiddenaarteger sproochlecher Situatioun vun deene Jonken, déi am Süde vum Land liewen.

Fir nëmme 40% vun deene Jugendlechen ass Lëtzebuergesch d'Mammesprooch, mat där si opgewuess sinn. Dat heescht, datt 60% vun de Schüler an enger anerer Sproochekultur grouss gi sinn. An et sinn och si, déi am meeschte mat Schoulproblemer oder Schoulversoe konfrontéiert sinn. Net well dës jonk Leit manner intelligent wäre wéi hir Kolleegen, mä well se duerch hir sproochlech Originnen a ville Fächer benodeelegt sinn. Déser Tatsaach huet d'Regierung mat dësem Projet Rechnung gedroen, andeem se décidéiert huet, och am Süden en internationalen Unterrecht fir den Enseignement secondaire unzebidden.

Eng zweet Ursaach natierlech, déi de Bau vun engem neie Lycée erfuerdert, ass de wuessende Bedarf un Infrastrukturen am Schoulberäich insgesamt als Resultat vun der demografescher Entwécklung a vun der Verlängerung vun der obligatorescher Schoulzäit ëm ee Joer.

Ech nennen e puer Zuelen an deem Kontext: Tëschent dem Schouljoer 2004-2005 an deem vun 2013-2014 ass d'Schülerzuel am Secondaire ëm ganzer 20% geklommen, an zwar vun 33.965 Schüler op ganzer 40.623 Schülerinnen a Schüler. Dës rasant Entwécklung huet et mat sech bruecht ebe just, datt virun allem d'Schouletablissementer am Süde vum Land un hir Grenze gestouss sinn, an datt de Regierungsrot de 6. Juli 2007 décidéiert huet, en neie Lycée zu Déifferdeng opzeriichten.

Domat war och dem Plan directeur sectoriel «Lycées» Rechnung gedroen. Dee gesäit ganz genee vir, datt d'Implantatioun vun engem neie Lycée net op der grénger Wiss, mä an engem CDA, engem Centre de développement et d'attraction, soll realiséiert ginn, dann awer och, datt d'Offer vum Enseignement secondaire dezentraliséiert muss ginn an der Entwécklung vun de Regioune soll Rechnung droen - dat hu mer scho laang gefuerdert -, datt den Tissu urbain vun de Gemenge muss entwéckelt ginn, wat bedeit, datt eng Verdichtung innerhalb vun de groussen Uertschafte soll stattfannen. A schlussendlech steet och am Plan sectoriel «Lycées», datt eng gutt Ubannung un den ëffentlechen Transport soll garantéiert sinn. All dës Konditioune si bei dësem Projet de loi erfëllt.

Här President, éier ech zu der Beschreiwung vun der Infrastruktur kommen, wéilt ech och dat pädagogescht Konzept vum Lycée nach kuerz beschreiwen, well et sech hei jo net just ëm eng nei Infrastruktur handelt, mä ëm dat, wat an där Infrastruktur soll ugebuede ginn. Et ass en neit Konzept, dat op enger Décisioun vum Regierungsrot vum 31. Juli 2015 baséiert. Et gesäit en internationale Schoulparcours vir, deen am Cycle 2 vun der Grondschoul ufänkt a mat engem europäesche Baccalauréat ophält, sief et an der Filière francophone, sief et an der Filière anglophone.

Doriwwer eraus gehéieren zum Konzept och Klasse vum Enseignement préparatoire an zousätzlech Klasse vum Cycle inférieur vum Enseignement secondaire technique, déi op eng Beruffsausbildung virbereeden.

D'Gebai, wat mam Projet de loi vun haut soll finanzéiert ginn, ass awer ausschliisslech fir den Enseignement secondaire européen reservéiert. Déi reschtlech Klasse ginn an zwou temporären Infrastrukturen ënnerbruecht, déi éischt an direkter Proximitéit zum neie Lycée, do um Site, wou elo de Centre de recyclage sech befënnt, an déi zweet an der Hall de la Chiers, déi zu dësem Zweck soll ausgebaut ginn. D'Klasse vum Fondamental wäerte weider an de bestoende Schoulgebaier vun Déifferdeng funktionéieren. Ech denken, den Här Traversini weess Bescheed, wat do wäert op een zoukommen.

Obschonn d'Sproochevillfalt bei dësem Modell am Mëttelpunkt steet, ginn déi klassesch Unterrechtsfächer net vernoléissegt a gi vu Mathematik, Chimie, Physik oder Philo bis hin zu Konscht, Musek, Theater a Sport.

Här President, ech kommen zu der Infrastruktur, déi mat dësem Projet de loi finanzéiert gëtt. Global gesi geet et ëm d'Konstruktioun vun engem Gebai fir maximal 800 Schüler, déi an 32 Klassen opgedeelt sinn. Plaz fir weider 600 Schüler gëtt et an den zwou zousätzlechen Infrastrukturen, déi ech virdrun erwäänt hunn an déi net Objet si vun dësem Projet de loi. Fir den Unterrecht selwer si 37 Klassesäll virgesinn, 15 Spezialsäll fir wëssenschaftlech Fächer a verschidden Atelieren. Dernieft solle Raim fir d'Administratioun, d'Sekretariat, d'Léierpersonal, d'Médecine scolaire, den Accueil, den Openthalt a fir d'Restauratioun entstoen, fir nëmmen déi ze nennen.

D'Sportshal besteet aus dräi Unitéiten a gëtt zentral an de Kär vum Gebai integréiert. Eng Piscine ass hei net virgesinn, well de Schwammunterrecht an der Schwämm vun Uewerkuer kann ofgehale ginn. Derbäi kënnt e Sportsterrain am Bausseberäich, nieft Schoulhaff, Grénganflächen, 80 Parkplaze fir Véloen, 7 Parkplaze fir Autoen - Dir gesitt, d'Véloen hunn eng grouss Prioritéit -, an engem Quai fir véier Bussen.

Gebaut gëtt déi ganz Infrastruktur op enger Industriefriche, an zwar um sougenannte Plateau du funiculaire, engem neie Quartier vun Déifferdeng, dee sech um Bord vun der Stad befënnt an deen den Zentrum vun Déifferdeng mam Fousbann an Uewerkuer verbënnt. Dëse Site zeechent sech doduerch aus, datt en a voller Entwécklung ass a mat der Implantatioun vu Geschäfter, Büroen, Wunnengen a Schoulen ëmmer méi attraktiv gëtt, natierlech och mat engem gudden Accès zum ëffentlechen Transport.

Erlaabt mer zum Schluss nach e Wuert zum Energiekonzept, wat jo och haut schonn an aneren Diskussiounen zum Virschäi koum, wat bei funktionelle Gebaier wéi bei dësem natierlech e groussen Défi duerstellt. Souwuel der Energieeffizienz wéi och der Produktioun vun erneierbaren Energien ass hei Rechnung gedroe gi mat der Installatioun vu Fotovoltaik-Panneauen, déi eng Energieproduktioun vun 140.000 kW an der Stonn assuréiere wäerten, enger natierlecher Ventilatioun, der Reduktioun vun den techneschen Installatiounen op en absolutte Minimum, enger optimaler Isolatioun vum Gebai an enger optimaler Notzung vun natierlechem Liicht. Doriwwer eraus sollen d'Baumateriaalen ekologesch Kritäre respektéieren. Ech erënneren un den Débat vu virun enger Stonn, wou de Minister Etienne Schneider op déi Materialien agaangen ass.

Nach e Wuert zum Budget, dee jo net grad onwichteg ass bei esou Gebailechkeeten. Fir de Bau, mä och fir méiglech Imprévue bei der Konstruktioun si ganzer 71,7 Milliounen Euro virgesinn. Déi jäerlech Dépensë fir d'Consommatioun, den Ënnerhalt, d'Maintenance an d'Personalkäschte leie bei héichgerechent 6,667 Milliounen Euro d'Joer.

Zu den Aarbechte vun der Nohaltegkeetskommissioun bleift ze soen, datt mir bei dësem Projet de loi séier duerch de Bësch waren. Nodeems den Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister François Bausch de Projet de loi de 7. Mee 2015 déposéiert hat, huet de Statsrot säin Avis de 6. Oktober 2015 eragereecht an hat keng eng Kritik un dësem Projet de loi ze mellen.

De 15. Oktober 2015 huet d'Nohaltegkeetskommissioun de Projet vun de Vertrieder vun der Administratioun vun de Bâtiments publics gradesou wéi och vun de Vertrieder vum Éducatiounsministère virgestallt kritt. An därselwechter Sëtzung huet d'Kommissioun sech mam Avis vum Statsrot befaasst an den 12. November 2015 huet d'Kommissioun mäi Rapport eestëmmeg ugeholl.

Ofschléissend wéilt ech souwuel de Beamten a Beamtinne vun deenen zwee Ministèrë grad wéi och de Memberen an der Sekretärin vun der Kommissioun e grousse Merci ausdrécken. Ech wéilt awer dann och nach am Numm vun der Kommissioun eisem äifrege Member Aly Kaes eng gutt Besserung wënschen, an der Hoffnung, datt hie gläich nees mat voller Kraaft derbäi ass!

Domat hunn ech meng Aarbecht als Rapportrice ofgeschloss a soen Iech villmools Merci fir Äert Interesse.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Rapportrice. A selbstverständlech schléisse mer eis alleguer deene Genéisungswënsch un de Kolleeg Aly Kaes un. Nächste Riedner ass den Här Serge Wilmes.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Merci, Här President. An och Merci villmools der Rapportrice, der Madamm Josée Lorsché, fir hire mëndlechen a schrëftleche Rapport. Ech ginn dem Josée Lorsché och recht, datt et u sech e wichtege Projet de loi ass. Et ass natierlech schued, datt mer deen elo zu scho méi spéider Stonn diskutéieren, well ech mengen, et ass awer ëmmer wichteg fir eng Regioun an och fir eng Gemeng, wa se eng Schoul gebaut kritt.

Hei ass et jo net nëmmen eng Primärschoul, hei ass et och e Lycée, a virun allem fir eng Gemeng, déi bis dohinner nach keen eegene Lycée hat, obwuel se déi drëttgréisst Gemeng aus dem Land ass, wat ëmmer e bësse paradox ass. Si hat zwar ëmmer d'Annex vum Lycée technique Mathias-Adam um Jenker, mä esou ee Lycée, wéi se en elo kritt, hat se net. Dat gëtt natierlech elo net en traditionelle Lycée mat dem komplette lëtzebuergesche pädagogesche Konzept, mä et gëtt eben eng Europaschoul, an zwar och dann en Deel, wou de Lycée technique wäert drakommen.

Do besteet just..., an dat ass eng Prezisioun (veuillez lire: eng Fro fir eng Prezisioun), déi ech och wéilt un den Éducatiounsminister stellen - ech sinn zwar net méi an der Éducatiounskommissioun, meng Kolleegen aus der Éducatiounskommissioun hu mech awer drop higewisen, datt et mëttlerweil net méi esou ass, wéi et am initiale Projet virgesi war, datt sollen de Cycle inférieur vum Enseignement secondaire technique an d'Classe-préparatoiren drakommen, mä Classe-préparatoiren a Classes d'accueil. Dat ass awer just eng Fro, déi ech hunn, an den Aarbechten aus der Kommissioun ass dat jiddefalls esou erauszeliesen, mä dat ass eng Fro, déi ech hunn, ob do kéint just d'Prezisioun kommen: Wat kënnt dann elo vun dem lëtzebuergeschen Deel Schoul eben doranner?

Soss awer mengen ech, dass mer als CSV och begréissen, datt mer eng international Schoul, eng weider international Schoul am Land kréien niewent deenen zwou Europaschoulen, déi mer jo schonn am Zentrum hunn, an datt och eng an de Süde kënnt. An ech mengen, do besteet e Potenzial eben och an och e Besoin derfir, well, wéi d'Rapportrice dat gesot huet, et jo esou ass, datt 60% vun de Schüler an där Géigend do hir Mammesprooch net Lëtzebuergesch ass.

An dann natierlech wäerten och nach weiderhin an d'Land Expatriéierter kommen, respektiv Europabeamten och derbäikommen, déi natierlech och mat Kanner heihinnerkommen. Déi brauchen also nach weider Offer dovunner. Mir schwätzen och nach herno iwwert dee Projet de loi vun der Extensioun vum Europäesche Geriichtshaff. Dofir ass et fir eis kloer, datt esou e Besoin besteet an datt mer domadder deem och dann entgéintkommen.

Zu dem Gebai elo selwer ass och ze soen, datt dat hei e ganz innovative Projet ass, well et ass u sech déi éischte Kéier menges Wëssens, wou wäert e Gebai gebaut ginn u sech ronderëm eng Sportshal. Dat ass also e Gebai, wat ganz kompakt ass. Am Ufank hätt een do geduecht: Kënnt do genuch Luucht eran? Dat war en Défi, architektonesch, dat hu se awer gutt geléist. Et bréngt awer och natierlech den Avantage, datt et vum Energiebilan hier eben och positiv ass, also e gudden Energiebilan wäert kënne kréien, well et esou kompakt ass.

Et erméiglecht natierlech och - dat Gebai, wou et implantéiert ass -, fir kënnen do ronderëm déi Géigend opzewäerten. Et ass jo am Kader ze gesi vun där ganzer Urbaniséierung vun dem Plateau du funiculaire. Dat ass e bëssen esou de Belval-Projet vun Déifferdeng. Do ass jo schonn en Deel och ugefaange ginn, fir Wunnengen do ze bauen. Do wäerte jo nach weider Projete kommen, wéi elo e groussen Akafszenter. An dofir sinn och elo dee Lycée an déi Europaschoul, déi dohinnerkommen, eng weider Festegung ebe vun deem dote Projet, an et mécht deen domadder jo och da weider, et féiert dee weider.

Do bleift natierlech dann den Défi ze meeschteren, fir dee ganze Site do esou gutt wéi méiglech och unzeschléissen. An da muss een och soen, datt do d'Gemeng jo awer och anticipéiert huet an datt se do déi Projete jo och zesumme mat der Administratioun vun de Ponts et Chaussées an d'Weeër geleet huet, fir kënnen dat ze assuréieren.

D'Entrée, fir an Déifferdeng an den Zentrum eranzekommen, gëtt jo nei aménagéiert. Dee Rond-point kënnt do ewech an et gëtt eng klassesch Kräizung gebaut mat roude Luuchten, well sech erausgestallt huet aus Etüden, datt doduerjer de ganze Verkéier méi fléissend gemaach gëtt, a well et och en faveur ass ebe vun de Foussgänger, déi wäerte mam ëffentlechen Transport am beschte Fall natierlech kommen, wou mer en Arrêt hu vum Zuch, deen direkt niewendruläit, dee jo och wäert ausgebaut ginn.

Et war emol eng Kéier souguer e Projet, fir eng Gare ze bauen zu Déifferdeng. Well dat huet Déifferdeng jo och net méi, eng richteg Gare. Mä bon, ech mengen, dee Projet war dunn och Affer gi vun de Spuermesuren. Et gëtt awer wéinstens den Arrêt vergréissert an dat ass jo och nëmmen ze begréissen, well doduerjer dann eben och dee ganze Site vum Funiculaire an eben och déi Schoul gutt ugebonne sinn un den ëffentlechen Transport.

Et gëtt awer och weider an de Stroosseréseau investéiert mam Contournement, deen nei wäert gebaut ginn, deen dann och wäert op der Héicht vun där Kräizung herno kuerz virdrun do erakommen. An natierlech muss dann och derfir gesuergt ginn, datt alleguerten déi Autoen, déi awer trotzdeem nach wäerten och zu Déifferdeng ukommen, kënnen hir Plaz fannen. Dofir baue se um ale Contournement, deen elo scho besteet, dee Park & Ride aus. An dat wäert och do sinn, wou d'Proffen, déi mam Auto kommen, hir Parkplaze hunn, well am Projet jo net virgesinn ass, do um Site selwer Parkplazen ze maachen, ausser enger Handvoll. De Site wäert also esou aménagéiert sinn, datt just nëmmen den ëffentlechen Transport mam Bus do kann erafueren, soss ass et eng Sakgaass, déi ebe gespaart ass fir de Verkéier, fir den Autosverkéier, wat mer jo och begréissen.

Bleift nach och d'Fro, wéi et dann herno wäert nach weidergoe mat deem ganze Site, well d'Madamm Lorsché huet jo gesot, et ass am Moment och e Provisorium, dee gebaut gëtt, fir kënnen dann d'Primärschoul respektiv fir de ganzen technesche Lycée... Ass et net esou?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- D'Primärschoul bleift an der Primärschoul, wou se elo sëtzen.

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Jo, do sinn nach déi Classe-préparatoiren, déi awer och mussen ënnerkommen, an do gëtt jo e Provisorium gebaut. Do ass eben och d'Fro: Gëtt dann do och eng Kéier iergendwou eng fest Struktur herno virgesinn, wann dat soll eng Aart Schoulcampus ginn? Oder wäert dat herno awer vläicht riskéieren, e Provisorium ze ginn, qui dure? Dat

bleift bei eis nach just eng Fro, déi am Raum stoe bleift.

Soss awer, ënnert dem Stréch gesinn, begréisse mir deen heite Projet, mat alleguerten deenen Erklärungen, déi ech dozou ginn hunn. An domadder ginn ech och den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Wilmes. Nächste Riedner ass den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Villmools Merci, Här President. Dir hat mer 23 Minutte ginn, mä ech berouegen Iech awer, ech hunn elo vill gestrach a kann dat vill méi kuerz maachen. An natierlech dierf ech awer net verpassen, der Rapportrice villmools Merci ze soe fir hire schrëftleche Rapport souwuel wéi fir hire mëndleche Rapport.

Et ass elo scho villes gesot ginn iwwert dee Lycée, da kann ech iwwer villes ewechgoen. Ech mengen, 2007 huet d'Regierung décidéiert am Plan sectoriel «Lycées», fir dräi nei Lycéeën ze bauen. Een dovunner ass dee vun Déifferdeng. A mir schwätzen haut vum Bau, also net vun deem pädagogesche Konzept. Dat kënnt jo an engem separate Projet de loi. Da kann ech och dat alles ewechloossen.

Och zur Architektur wëll ech mech elo net vill ausloossen, just zwee, dräi Wierder: Dat Gebai, wat zu Déifferdeng gebaut gëtt, schéngt eis e ganz modernen, flotte Bau ze ginn, eng kompakt Bauweis, an et wäert sech och gutt an deen neie Quartier integréieren, deen do zu Déifferdeng um Funiculaire wäert entstoen.

De Site, deen ass - fir déi, déi e kennen - vu ville Säiten accessibel an ass och exzellent un den ëffentlechen Transport ugebonnen, wat souwuel fir d'Schüler wéi fir d'Personal vun enger grousser Wichtegkeet ass.

Datt Déifferdeng erausgesicht gouf, fir en neie Lycée ze kréien, dat ass net vun ongeféier. Déi demografesch Entwécklung ass zu Déifferdeng an Ëmgéigend och immens grouss. Eleng zu Déifferdeng wäerte geschwënn eng 25.000 Leit wunnen. Zielt een elo nach de Kordall derbäi, da kënnt een an net allze laanger Zäit op quasi 70.000 Awunner. Datselwecht gëllt natierlech och fir d'Zuel vun de Schüler. An der Regioun Süden ass an de leschten zéng Joer d'Zuel vun de Secondairesschüler ëm quasi 28% geklommen. Alles dat rechtfertegt, datt nei schoulesch Infrastrukturen zu Déifferdeng gebaut ginn.

Vill Gemengen am Süde stinn zanter Jorzéngte viru groussen Erausfuerderungen an eng dovunner ass d'Gemeng Déifferdeng. Déifferdeng ass amgaangen, säi Wandel ewech vun enger renger Industriestad ze réusséieren, an dofir kann an, ech mengen, muss een deenen Déifferdenger och félicitéieren. Mir sinn iwwerzeegt, datt mam Bau vun engem neie Lycée souwuel fir d'Schüler aus dem heitege Secondaire technique wéi fir d'Schüler aus dem Enseignement secondaire e weidert Puzzlestéck derbäikënnt, dat zu der positiver Entwécklung vun där Gemeng wéi vun där ganzer Regioun bäidréit.

Aus all dësen Iwwerleeunge ginn ech gären d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun fir dëse Projet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Cruchten. Dann huet d'Wuert den Här Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wëll och net vun der spéider Stonn profitéieren an Iech laang schwätzen. Et ass mer awer ganz wichteg, fir e puer Messagen zu dem Bau vun deem Lycée hei ze soen.

Éischtens ass et, mengen ech, kloer: Ouni déi gutt Zesummenaarbecht an déi gutt Hëllef vun der Gemeng Déifferdeng géife mer dee Projet haut net kënne stëmmen. D'Gemeng Déifferdeng - an ech wëll duerfir och hirem Buergermeeschter, dem Roberto Traversini, e grousse Merci soen - huet geholl hei, wou se konnt, net nëmmen an der Konzeptioun, mä och, wat d'Terrainen ugeet, wat d'Zesummenaarbecht ugeet, wat d'École fondamentale ugeet an esou weider. Ech mengen, dat ass wichteg an dat sollt een och eng Kéier däerfen hei ervirstraichen.

Zweetens, et ass schonn hei gesot ginn, et ass eng Décisioun, déi berout schonn op 2007, op dem Plan sectoriel. Do muss een einfach feststellen, Déifferdeng als déi drëttgréisst Gemeng aus dem Land hat nach ëmmer kee Lycée. De Lycée war do festgehale ginn, dat war méi wéi iwwerfälleg. Duerfir ass et da gutt - léiwer spéit wéi net! -, datt mer elo kënne mat deem Projet starten.

Drëttens: Wann nach net méi Besoin ass u Schoulsäll, dann huet dat ganz vill domat ze dinn, datt mer an de Privatschoulen en immens groussen Zouwuess hunn, an an deem Sënn - an dat ass dann de véierte Punkt an dee leschten - fannen ech et och ganz richteg, déi Ausriichtung vun deem Lycée, datt dat eben net méi e klassesche Lycée secondaire ass.

Ech war a mengem leschte Beruff Schoulinspekter mat Büro zu Déifferdeng, ech kennen d'Situatioun an de Schoulen do relativ gutt. Ech menge grad just, datt dat heiten e Lycée ass, deen op d'Mooss geschneidert ass vun deene Schüler, déi do an der Schoul sinn. Et gëtt e Lycée mat enger spezieller Approche, wat de Sproochenunterrecht ugeet. Et gëtt eng international Schoul an et gëtt eng ëffentlech international Schoul. An ech freeë mech drop, wa mer dann de pädagogesche Volet vun deem Lycée hei ze diskutéiere kréien, fir do nach méi an den Detail ze goen.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

Et bleift mer nach just, der Rapportrice Merci ze soen, dem Josée Lorsché, fir säi gudde Rapport, an den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet ze bréngen.

Merci.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci, Här Adam. Et ass elo um honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Ech mengen, et ass ouni Zweifel, datt Déifferdeng eng ganz opstriewend Gemeng ass.

(Interruption)

Dozou huet jo mat Sécherheet och den heitegen Éducatiounsminister a senger fréierer Qualitéit...

Plusieurs voix.- Aah!

Une voix.- Endlech!

M. Gusty Graas *(DP).*- ...als Buergermeeschter bäigedroen. Dat, wat och scho vum Virriedner richtegerweis bemierkt ginn ass: Vun där méi klassescher Schmelzaarbechterstad, wouvun een zwar haut nach ka vill Zeie gesinn, ass Déifferdeng haut eng modern Stad gi mat engem flotten, attraktive Kär. A spéitstens, wéi jo d'Miami University dohinnerkomm ass, huet Déifferdeng och um schoulesche Plang eng méi iwwerlokal Ausstralung kritt.

Ech mengen, duerch dee Vote vun haut wäert Déifferdeng nach e wichtege Maillon derbäikréien. Ech soen dat och ganz éierlech, ech mengen, och als Süddeputéierten ass een natierlech frou, datt net nëmmen déi Stad, net nëmmen déi Gemeng, mä datt déi ganz Regioun hei domadder valoriséiert gëtt.

Déifferdeng huet natierlech och profitéiert vun deene fräileienden Industriebroochen, besonnesch natierlech dem Plateau du funiculaire, deen elo eben ënner anerem och duerch déi heite Moossnam revaloriséiert gëtt.

De Bau, wéi dat schonn hei kloer gesot ginn ass, baséiert jo och um Plan sectoriel «Lycées».

Am Süden, an deen, dee sech e bësselche méi domat auserneesetzt, weess et och, datt do eng héich Villsproochegkeet virherrscht, a wat interessant ass, dat konnte mer och aus dem Rapport erausliesen, datt zum Beispill nom Portugiseschen Serbokroatesch déi éischt Friemsprooch doheem ass a ville Stéit am Süden. Och dat seet eppes iwwert déi Villfalt an där Regioun aus.

Ech mengen, mir begréissen awer virun allem als Demokratesch Partei och, datt just dës Regierung vun der Iddi ofgaangen ass, fir e renge klassesche Lycée do ze bauen, mä fir, wéi gesot, de Wee vun engem internationale Lycée ze goen, wat och där sozialer an och där soziologescher Struktur vun där Regioun ouni Zweifel Rechnung dréit.

Och de Choix vum Site ass wierklech gutt gewielt. Et ass schonn hei ënnerstrach ginn. Et ass eng ganz gutt Ubannung un den ëffentlechen Transport. Ech mengen, Déifferdeng bréngt och do déi néideg Atoute mat. Et ass och hei schonn ënnerstrach ginn, datt de Contournement amgaang ass realiséiert ze ginn an datt och de Rond-point am Zentrum vun Déifferdeng soll anescht gestalt ginn, datt do sollen eben och rout Luuchten hikommen, fir de Verkéiersfloss nach besser kënnen ze realiséieren.

Dann natierlech hu mer ëmmer e gewëssene Parkplazdrock, dat wëssen och vill Gemengenautoritéiten, deen net onbedéngt vun de Schüler kënnt, mä deen oft natierlech och vum Corps enseignant kënnt. Hei ass ganz kloer d'Ausso gemaach ginn, datt keng Parkplaze solle fir Schüler reservéiert ginn. Ech géif soen, dat wär eng ganz weis Entscheedung an och eng richteg Entscheedung. Et si jo ënner anerem och 80 Parkplaze fir Vëloe virgesinn. Ech wëll dann och op eng rezent Initiativ hiweisen aus dem Süden, wou sechs Gemengen dran associéiert sinn, ënner anerem och d'Gemeng Déifferdeng: De Vël'Ok, wou wéi gesot och den E-Bike soll weider promouvéiert ginn.

An, Här Buergermeeschter, ech ka mer virstellen, datt Der och an Zukunft vläicht, wa bis de Bau realiséiert ass, eng E-Bike-Statioun och do beim Lycée géift aménagéieren, wat ouni Zweifel och géif dozou bäidroen, datt eben, wéi gesot, och kéint den Transport...

(Interruption)

Ass scho geschitt! Ma all Respekt, Dir sidd Ärer Zäit viraus!

Plusieurs voix.- Ah jo!

M. Gusty Graas *(DP).*- Et ass och e gudde Buergermeeschter, dat stëmmt, jo!

Plusieurs voix.- Aah!

M. Gusty Graas *(DP).*- Datt den Assainissement vum Terrain op d'Käschte vun dem fréiere Propriétaire ArcelorMittal geet, ass och eng Evidenz. Domadder gëtt natierlech och de Principe payeur (veuillez lire: Principe „pollueur-payeur") appliзéiert.

De Bau hei ass natierlech och e wichtegt Element vun enger Politik vun der Dezentraliséierung; ouni elo dem Zentrum an de Kolleegen hei aus der Stad wëllen ze no ze trieden, mä ech mengen, hei kënnt eng gewësse Saturatioun lues a lues, duerfir ass et gutt, wa mer iwwert d'Land eraus (veuillez lire: iwwert d'Stad eraus) och esou wichteg Infrastrukture maachen.

Zum Bau selwer vläicht e puer Wuert nach: Wat een deen éischte Moment e bëssen iwwerrascht huet, wéi een d'Pläng gesinn huet, do hat een d'Gefill, et gëtt fir d'Éischt d'Sportshal gebaut an da baue mer Säll ronderëm. Doweinst ass dunn och d'Fro vun der Akustik opkomm. Déi ass awer vun den Experten do zur Zefriddenheet beäntwert ginn.

Ech wëll awer dann och nach eng Kéier kuerz op den ekologeschen Aspekt hiweisen. Ech mengen, mir haten de Mëtten en Débat, wou ganz vill iwwer Ekologie, iwwer Ëmweltschutz, iwwer Klimaschutz geschwat ginn ass, dann ass et och evident, datt een deem och muss um Terrain Rechnung droen. Hei geschitt dat ganz kloer duerch d'Architektur u sech. Et gëtt vill Glas verschafft, wat natierlech hei Liicht bréngt, datt och ka vill natierlecht Liicht an dat Gebai erakommen. Et gëtt eng natierlech Ventilatioun virgesinn. An natierlech, wat och evident ass: datt d'Fotovoltaik hei installéiert gëtt.

Interessant ass awer och, datt e gewëssenen Akzent och op kulturell Aktivitéite geluecht gëtt, andeems datt en Theatersall an och e Musekssall virgesi sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an deem Eck wäert sech jo natierlech an Zukunft nach munches och um Niveau vun dem schoulesche Plang bewegen an iwwert dee pädagogesche Konzept wëll ech haut elo hei keng Wierder verléieren. Dat iwwerloossen ech léiwer vill méi kompetente Kolleegen aus menger Fraktioun, wann dat zoustännegt Gesetz wäert hei diskutéiert ginn.

Vläicht just ee Wuert nach zum Ofschloss: Well eben déi Villsproochegkeet net nëmmen an deem Raum, mä am ganze Land jo awer omnipräsent ass, musse mer deem och an der Entwécklung vun eisem Schoulsystem Rechnung droen. Duerfir ass hei e ganz interessante Projet, deen ausgeschafft gëtt, well eben, wéi gesot, zwou Filièren hei kënne genotzt ginn, eng franséisch an eng englesch, wat dee ganze Projet zousätzlech interessant mécht.

An doweinst ass et och net méi wéi normal, datt mer als Demokratesch Partei frou sinn, datt dat elo realiséiert gëtt. Mir gi selbstverständlech eis Zoustëmmung. An ech wëll awer och der Madamm Lorsché zum Ofschloss nach Merci soe fir hire flotte Bericht.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci dem Här Gusty Graas. An als Nächsten ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser un der Rei. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit aus e grousse Merci un d'Madamm Lorsché fir d'Presentatioun vun dësem Projet. Mir freeën eis als ADR, datt Déifferdeng als, ech mengen, déi drëttgréisst Stad elo am Land och esou e Lycée kritt. Mir wäerten dee Projet och doweinst matstëmmen, well mir hätte jo och gär, datt dat Schoulgebai dohikënnt.

Wat eis e bësse méi Suerge mécht, an et steet jo och am Titel vum Projet: de Projet vun enger École internationale. Mir hate gëschter Moien déi éischte Kéier eng méi fundéiert Diskussioun an der Chamberskommissioun vun der Éducatioun iwwert dee Konzept, deen dann hannert deem Begrëff vun École internationale soll stoen. An den Här Minister huet eis do e bëssen erklärt an en huet gesot, datt véier Sproochen do am Zentrum stinn, souwäit ech e verstanen hunn: Däitsch, Franséisch, Englesch a Portugisesch. Dat kann een alles diskutéieren. Et ass sécher gutt, fir och der Villfalt vun de Communautéiten am Land an deene spezifesche Problemer wëlle Rechnung ze droen - a wéi enger Form, musse mer dann diskutéieren.

Mä mir als ADR hätten eis awer gewënscht, datt och de Fach, fir Lëtzebuergesch als Schoulsektioun an eise Lycéeën anzeféieren, géif méi séier virugedriwwe ginn. Dat ass eng Saach, déi leider nach ëmmer en souffrance läit. A mir wënschen eis, datt hei deen Eescht, dee mer bei där Regierung virdrun awer zu engem kuerzen Abléck gesinn haten, fir d'Lëtzebuergescht an eisem Schoulsystem opzewäerten, datt dat awer virugedroe gëtt an och ëmgesat gëtt!

Déi zweet Suerg, déi mer hunn, dat ass, datt mer net gesinn an deenen Erklärungen, déi den Här Minister eis gëschter ginn huet, datt Lëtzebuergesch wierklech nach - et steet nämlech net am Gesetz - als Ëmgangssprooch do benotzt gëtt an och enseignéiert gëtt. Dat Gesetz ass ganz lapidar - wat sech mat der Schoul, mam Konzept vun där Schoul soll beschäftegen -, et steet net vill dran. A mir hätten do awer gär kloer Garantien, datt Lëtzebuergesch Ëmgangssprooch ass. Mir kënnen eis net virstellen als ADR, datt mer hei eng Schoul hunn aus dem lëtzebuergeschen ëffentleche Schoulsystem, wou Lëtzebuergesch net géif geschwat ginn, oder wahrscheinlech net géif geschwat ginn oder net enseignéiert ginn.

Dat sinn also emol zwou Reserven, déi mer do hunn, zwou Interrogatiounen. An näischt géint de Prinzip vun enger internationaler Schoul, mä op jidde Fall, fir eis ass d'Prioritéit net do am Abléck, mä si ass kloer bei Lëtzebuergesch als Schoulfach a bei Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch!

Dann erlaabt mer nach vläicht, eng Bemierkung ze maachen iwwert déi Iddi vun de Schoulsproochen a vun deene groussen europäesche Sproochen an eise Schoulen. Mir haten eng Situatioun an eise Schoulen... Mir hu jo 50 Héichkulturen an Europa, wéi mer wëssen, all Stat huet seng Héichkultur. Mä ech mengen, et ass awer net bestridden, datt mer sechs Sproochen an Europa hunn, déi besonnesch wichteg sinn, dat sinn: Franséisch, Däitsch, Englesch, Spuenesch, Italienesch, déi alleguer an eisem Schoulsystem enseignéiert ginn, a Russesch, wat net an eisem Schoulsystem enseignéiert gëtt.

Elo hu mer eigentlech déi Chance verpasst, wéi mer d'Enn vum Kale Krich haten, fir eis opzemaachen och fir déi slawesch Welt. An déi dominant Sprooch an där slawescher Welt ass nun eemol Russesch, och wa mer vill Serbokroatesch hei am Land hunn.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

An allgemeng wéilt ech der Regierung mat op de Wee ginn, fir ze iwwerleeën, ob Russesch net soll e Stellewäert kréien an eise Schoule wéi zum Beispill Spuenesch oder Italienesch, déi och enseignéiert ginn als Kultursproochen, an och fir Leit dee Wee opzemaachen, fir och kënnen an deene Länner virunzestudéieren an déi Kultur besser kennenzeléieren.

Mir hunn ëmmer méi Leit, déi och a Russland studéiere wëllen. Mir hunn eng Communauté russophone hei am Land aus verschiddene Länner - Baltestaten, Ukrain, Russland selwer an anerer -, déi am Abléck bei ronn 5.000 Persoune läit. An et wär dofir interessant, och dat eng Kéier ze kucken, ob d'Regierung wéilt wéinstens emol eng Etüd maachen, fir op dee Wee ze goen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Mir sinn dann um Enn vun der Riednerlëscht ukomm an d'Wuert huet de Statssekretär, den Här Camille Gira.

Prises de position du Gouvernement

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech weess, dass ëm dës Auerzäit d'Deputéiert ganz frou sinn, wann d'Regierungsvertrieder kuerz sinn. Ech wëll Iech duerfir eng Freed maachen an ech wëll ganz kuerz sinn. Ech wëll just der Rapportrice Merci soe fir hiren exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech wëll Merci soe fir dee grousse Support fir dee Projet a virun allem awer der Chamber als Institutioun Merci soen, dass dee Projet esou séier konnt hei derduerchgoen, fir dass mer d'Baggeren esou séier wéi méiglech kënne rulle loossen, well d'Besoine si grouss. Merci villmools!

Well awer, obwuel nach en extrae Projet de loi wäert kommen iwwert de Fonctionnement, déi eng oder aner Froen haut schonn driwwer komm sinn, géif ech awer d'Wuert weiderginn, wann Der erlaabt, Här President, un de Kolleeg Claude Meisch, deen déi da géif beäntwerten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Selbstverständlech. Den Éducatiounsminister huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Merci, Här President. Ech probéieren, gradesou kuerz ze si wéi de Camille Gira.

Et sinn e puer Froen opgeworf ginn. De Serge Wilmes huet eng dovunner gestallt: ob mer elo géifen de Cycle inférieur vum EST aus deem Gesetz eraussträichen. Opgrond vun enger Remarque vum Conseil d'État ass gëschter an der Éducatiounskommissioun doriwwer geschwat ginn. Déi Diskussioune sinn nach net ganz ofgeschloss. Ech hu gesot, datt ech oppe sinn. Mir haten net wëlles, direkt där Klassen do unzebidden. Wann d'Chamber awer d'Regierung autoriséiert, méi do kënnen unzebidden, da gëtt dat eis eng gewësse Flexibilitéit, op déi mer awer net onbedéngt haut pochen.

Soudatt mer an deem Gebai - wat jo och ernimmt ginn ass, wat mer sollen an Zesummenaarbecht mat der Stad Déifferdeng konzipéieren - do wäerte Klasse vum Préparatoire drasetzen, wou Schüler preparéiert ginn, am beschte Fall herno an de System vum Secondaire nom europäesche Modell kënnen eriwwerzewiesselen. A wann dat net geléngt, da musse mer kucken, datt d'Relève an anere Lycéeën, sief et an der Formation professionnelle oder an anere Formatiounen, geholl gëtt, déi mer dann natierlech awer och mussen an deene Sproochen ubidden, déi mer hei an deem Déifferdenger Etablissement wäerte léieren. Respektiv: Och an dat Gebai komme Classes d'accueil, well dat jo och ee vun de grousse Punkten ass.

Ech wëll och do nach eng Prezisioun ginn: Et ass beim Här Wilmes an och bei eenzelnen anere Riedner ganz staark drop insistéiert ginn, datt déi Schoul hei konzipéiert a gebaut gëtt fir déi international Communautéit. Jo, dat ass eng vun deene Clientèlen, wann ech esou däerf soen, déi mer viséieren, déi sécherlech och an der Südregioun - ech denken un Esch-Belval, awer och un aner Développementer, déi jo stattfannen - méi zouhëlt. Mä et ass awer och wierklech eppes, wat fir déi lokal, déi regional Populatioun geduecht ass. Mir kennen en, de plurikulturellen Aspekt vun der ganzer Minettregioun. An et ass eng Schoul, déi wierklech och méi staark nach soll op d'Besoine vu ville Kanner aus där Regioun agoen, aneschters wéi dat an anere Lycéeën haut de Fall ass, well do eben de Sproochenenseignement méi à la carte ka fonctionnéieren.

An duerfir huele mer jo en agréiierten europäesche Modell, also de Modell vun der europäescher, vun der Europaschoul, déi jo eigentlech eng enorm Experienz doranner huet, mat ganz vill ënnerschiddleche Sproochekompetenze vun hire Schüler kënnen eng eenzeg Schoul ze organiséieren. An et ass eigentlech dat, wat mer sécherlech fir eng Stad wéi Déifferdeng brauchen an eigentlech op villen anere Plazen am Land och nach esou géife brauchen.

Derbäi kënnt nieft der Visée vun der lokaler, der regionaler an der internationaler Communautéit natierlech och, datt déi Schoul ënnert dem europäesche Geescht gefouert gëtt an natierlech d'Schüler ganz besonnesch op den europäesche Geescht wäerten higefouert ginn. An et ass ee wichtegt Element vun enger gesamter Diversifizéierungspolitik, déi mer maachen, wou mer probéieren, méi verschidde Schoulofferen am ganze Land herno unzebidden, well mer och ganz verschidde Besoinen hu queesch uechtert d'Land. Ech mengen, ech brauch dorobber hei net anzegoen, Dir wësst, datt mer eng extrem heterogen Schülerschaft hunn.

Ee Wuert zur Fuerderung vun der ADR, Lëtzebuergesch als Schoulsektioun do unzebidden: Ech hunn dat net richteg kënnen novollzéien. Ech wëll awer nach eng Kéier insistéieren a preziséieren, datt et wuel esou ass, och wann dat net am Gesetzestext steet, datt all Schüler, deen duerch déi dote Schoul wäert goen, herno Lëtzebuergesch wäert kënnen. All Schüler, déi vun doheem aus kee Lëtzebuergesch matbréngen - et gëtt och sécherlech där, déi an déi Schoul ginn, mä et kommen och anerer an déi Schoul -, déi wäerten do Lëtzebuergesch léieren! Ech fannen dat extrem wichteg.

Firwat maache mer esou e Projet iwwerhaapt hei? Well mer gären hätten, datt an der ëffentlecher Schoul och déi international Communautéit méi staark integréiert gëtt, datt mer dat net reng de Privatschoulen iwwerloossen, datt mer do kënnen zesummeféieren. A fir zesummenzeféieren, fir ze integréieren, brauche mer selbstverständlech déi lëtzebuergesch Sprooch. Dat steet net am Gesetz, Här Kartheiser, mä ech hunn och net dra gelies, datt Mathematik géif gehale ginn, mir wäerten der awer halen.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Domat si mer prett, fir ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6814 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet de loi 6814 ass mat 57 Stëmmen ouni Géigestëmmen an ouni Enthalungen ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6814 est adopté à l'unanimité des 58 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt), Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Octavie Modert), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marc Spautz), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Cécile Hemmen), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Roger Negri), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt (par M. Gusty Graas), André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Max Hahn), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert. Merci.

A mir géifen zum leschte Projet vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6825 iwwer eng fënneft Vergréisserung vum Europäesche Geriichtshaff um Kierchbierg. An d'Wuert huet direkt d'Madame la rapportrice, wat eigentlech e Pleonasmus ass; Rapportrice geet duer. Madame la rapportrice, fir déi Kéieren, wou ech et net gesot hat.

10. 6825 - Projet de loi relatif à la construction de la 5e extension de la Cour de justice de l'Union européenne

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice*.- Merci, Här President. Här President, mat dësem Projet de loi rullen d'Baggeren dann eng zweete Kéier fir dësen Owend. Dir Dammen an Dir Hären, Dir wësst, e wichtegt Standbeen vun der Europäescher Unioun ass den Europäesche Geriichtshaff, dee mam Projet de loi 6825 viru senger fënnefter Extensioun steet, natierlech am Fall, wou d'Chamber dem Projet gréng Luucht gëtt.

Geschafe gouf dës net nëmme fir Europa, mä och fir eist Land ganz wichteg Institutioun am Joer 1952 mam Traité vu Paräis a mat der Kreatioun vun der CECA, der Communauté européenne du charbon et de l'acier, deem éischten transnationale Bündnis an Europa. Dat heescht, scho fënnef Joer virun der Grënnung vun der Europäescher Unioun ass den Europäesche Geriichtshaff an d'Liewe geruff ginn. D'Unioun ass 1957 gegrënnt ginn, dat wësst Der alleguer.

Am selwechten Otemzuch ass décidéiert ginn, dës Institutioun zu Lëtzebuerg unzesidelen. Bestätegt gouf déi Décisioun du mam Beschloss vun Edinburgh vum 12. Dezember 1992, wou festgehale gouf, datt d'Cour, wéi den Europäesche Geriichtshaff am Gesetzestext genannt gëtt, hire Sëtz definitiv zu Lëtzebuerg sollt behalen.

Domat ass Lëtzebuerg net nëmmen als europäesch Haaptstad bestätegt ginn, Lëtzebuerg stoung och definitiv an der Verantwortung vis-à-vis vum Europäesche Geriichtshaff a war gehalen, der Cour déi néideg Raimlechkeeten zur Verfügung ze stellen. Opgrond vum Erweiderungsprozess vun der EU op ganzer 28 Länner, mä och wéinst de wuessende Juridictiounen a Kompetenze vun der Cour war dëst allerdéngs e groussen Défi fir eis Regierungen, well d'Offer der Demande un Infrastrukturen net méi nokoum.

Nodeems d'Villa Vauban, wou d'Cour ursprénglech ënnerbruecht war, sech schonn Enn de 50er Joren als ze kleng erwisen hat, ass et zu enger Rei Plënneraktiounen a Lokatioune vu Büroe komm, dëst ënner anerem am Bâtiment Konrad Adenauer. Am Joer 1972 ass d'Cour schlussendlech um Kierchbierg am Palais - an deemools ass dat Gebai och Tempel genannt ginn - ënnerbruecht ginn. Leider huet et sech och hei erausgestallt, datt d'Gebai ze kleng géif ginn, fir d'Servicer vun der Cour alleguer ënnerzebréngen, mam Resultat, datt déi folgend Regierungen décidéiert hunn, de Palais auszebauen.

Déi éischt Erweiderung geet zréck op d'Gesetz vum 25. Juli 1985 mam Bau vum Bâtiment Erasmus. Déi zweet Erweiderung geet zréck op d'Gesetz vum 1. Juni 1989 mat der Konstruktioun vum Bâtiment Thomas More, der Annex B, gouf deemools gesot. Eng drëtt Erweiderung respektiv de Bau vun der Annex C ass mam Gesetz vum 18. Dezember 1990 ageleet ginn. A schliisslech koum et mam Gesetz vum 18. Juli 2002 zu der véierter Extensioun, déi nom zoustännegen Architekt Dominique Perrault benannt ginn ass an eng ganz grouss Envergure hat: Hei goung et ëm de Bau vum sougenannten „Anneau", vun den zwee Tierm a vun der Galerie, déi de ganzen Ensembel vun de Raimlechkeete matenee verbënnt.

Spéiderhi koum et dunn nach zu enger déif gräifender Renovatioun vun den Annexen A, B an C, déi haut an engem gudden Zoustand sinn, géif ech emol mengen. All dës Aarbechte sinn iwwert den Intermédiaire vun engem Privatpromoteur duerchgefouert ginn.

Här President, wat den net onwichtege Volet vum Finanzement ugeet, gëllt säit jeehier de Prinzip vun der Neutralité budgétaire. Dat heescht, datt et sech bei de Raimlechkeeten, déi Lëtzebuerg fir europäesch Institutiounen opriicht oder renovéiert, budgetär gesinn ëm eng Nulloperatioun handelt. An deem Sënn muss all Dépense am Virfeld vun der Autorité budgétaire vun der Europäescher Unioun accordéiert ginn. Op Basis vun deem Accord garantéiert d'Autorité budgétaire, datt d'Investitioun un dee Stat zréckbezuelt gëtt, deen d'Investitioun tätegt, respektiv dee Stat, deen d'Gebai baue léisst.

Am Geescht vun der gudder Zesummenaarbecht, déi scho laang besteet, huet d'Cour dem lëtzebuergesche Stat d'Maîtrise vun den Aarbechten iwwerdroen, dëst op Basis vun engem fréiere Cahier des besoins, dee vun der Cour opgestallt gi war an deen der Regierung den 30. Juni 1998 schonn iwwermëttelt ginn ass.

Den 21. Februar 2013 ass dunn e Contrat-cadre tëschent dem Lëtzebuerger Stat an der Cour ofgeschloss ginn. An deem Kontrakt ass festgehale ginn, datt d'Cour dem Stat eng sougenannten „indemnité de location-achat" muss bezuelen an datt de Remboursement vun den Ausgabe spéitstens bis zum Joer 2036 muss erfollegt sinn. Dat heescht, datt d'Cour nom integrale Remboursement an de Besëtz vum Gebai wäert kommen.

Grad wéi bei de viregte Projete gëtt och dës Konstruktioun iwwert den Intermédiaire vun engem Privatpromoteur realiséiert. De Finanzement vun den Aarbechte baséiert notamment um Gesetz vum 13. Abrëll 1970, wat d'Konditioune festhält, ënnert deenen de Lëtzebuerger Stat d'Gebailechkeeten, déi vun ëffentlechem Interessi sinn, entweder erwerbe kann oder ënnert deenen de Stat de Rendement an d'Charges locatives vun esou Gebailechkeeten ofsëchere kann.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, domat kommen ech bei de konkreten Deel vum Projet de loi, deen der Immobiliepolitik vun der Cour entsprécht an zwee Haaptziler verfollegt: Éischtens ass et der Cour wichteg, de ganzen Ensembel vun den Aktivitéiten op engem Site ze regruppéieren an net queesch duerch d'Land ze verspreeën, ganz einfach fir de Fonctionnement an d'Effikassitéit vun den Aarbechten ze verbesseren. Zweetens geet et der Cour drëms, Propriétaire ze gi vun deene Gebaier, déi se besetzt, esou wéi dat och bei aneren europäeschen Institutiounen de Fall ass. Dëst natierlech um Hannergrond vun der staarker Entwécklung vun de juridictionnelle Missioune vun der Cour a vum wuessende Bedarf u Personal, wat haut zum Deel a provisoresche Raimlechkeeten ënnerbruecht ass.

Op dee ganze Bauprogramm ginn ech net am Detail an, well en a mengem schrëftleche Rapport a virun allem och an der Annex vum Projet de loi ze fannen ass. Do sinn och ganz vill Pläng ze gesinn, déi zu engem Projet wéi dësem natierlech och gehéieren.

Kuerz gesot geet et ëm d'Konstruktioun vun engem drëtten Tuerm mat zwee décaléierte Volummen, déi sech harmonesch an de bestoende Komplex afügen. Dernieft ginn och eng ganz Rei Transformatioune vun de bestoende Raimlechkeete virgeholl. Geplangt sinn ënner anerem 750 nei Büroszonen an eng ganz Rei nei Lokaler fir beispillsweis d'Restauratioun, Reuniounen, Konferenzen, de Stockage, d'Informatik an esou weider an esou fort.

Och am Agangsberäich kënnt et zu Upassungen. Sou gëtt zum Beispill d'Entrée vum Gebai op en neie Bannenhaff verluecht, dee sech um selwechten Niveau wéi de Parvis vum Geriichtshaff befënnt a wou och Sécherheetskontrolle kënne stattfannen. Déi nei Plaz erlaabt engersäits eng oppe Vue op dee ganze Komplex, anerersäits gëllt dës Plaz och als Zoufahrtswee fir d'Rettungsdéngschter.

Dernieft kënnt et zum Aménagement vun 220 zousätzleche Parkplazen, déi direkt mam bestoende Parking verbonne sinn, wou ech awer wëllt erwänen, datt den Tram gläich wäert do iwwert de Kierchbierg rullen an datt déi Leit, déi dann do schaffen, och wäerte mam Tram op d'Aarbecht kommen. Ech mengen, do si se méi schnell do, wéi wa se mam Auto op déi Parkplaz fueren.

Wat den urbanistesche Volet ugeet, esou si souwuel déi bestoend wéi och déi zukünfteg Gebailechkeeten an engem Plan guide festgehale ginn. Dëse Guide gouf vum Fonds de Kirchberg zesumme mam zoustännegen Architekt Dominique Perrault ausgeschafft a geet iwwert dëse Projet de loi, soudatt ech elo net drop aginn. Allerdéngs ass et net onwichteg ze erwänen, datt de Fong verschidden Extensioune vun der concernéierter Zon um Kierchbierg virgesäit, mat ënner anerem der Demolitioun an dem Neibau vum Bâtiment Jean Monnet.

Här President, ech kommen zum Avis vum Statsrot an domat zum eenzegen Avis, dee bei dësem Projet de loi virläit. A sengem Schreiwes vum 6. Oktober 2015 betount de Statsrot, datt d'Konstruktiounskäschten déi schonn am Gesetz definéiert Zomm vun 168,7 Milliounen Euro net däerfen iwwerschreiden an datt dës Dispositioun explizitt och am Gesetzestext muss festgehale ginn. Deem huet d'Nohaltegkeetskommissioun Rechnung gedroen an huet den Text an deem Sënn ugepasst.

Dernieft huet de Statsrot drop higewisen, datt d'Loi spéciale vum 13. Abrëll 1970 a puncto Finanzement vun der Infrastruktur muss ëmgeännert ginn, am Fall wou de finanzielle Plaffong, deen an dësem Spezialgesetz virgesi ginn ass, duerch de geplangten Ausbau iwwerschratt gëtt. Dobäi gëllt et jo ze bedenken, datt och d'Fonctionnementskäschten an d'Ënnerhaltskäschte wäerten duerch dës Extensioun an d'Luucht goen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zu den Aarbechte vun der Nohaltegkeetskommissioun, déi och bei dësem Projet de loi séier ofgeschloss waren. De Projet de loi ass den 3. Juni 2015 vum Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister François Bausch déposéiert ginn. D'Kommissioun huet sech den 8. September 2015 domat befaasst. De 7. Oktober 2015 huet se den Avis vum Statsrot ënnert d'Lupp geholl an huet all senge klenge Recommandatiounen a puncto Kommasetzung oder anere klengere Remarquë Rechnung gedroen. De 15. Oktober 2015 huet d'Kommissioun mäi Rapport eestëmmeg ugeholl.

Zum Schluss, Här President, wëllt ech nach kuerz am Numm vun der grénger Fraktioun d'Deputéiert invitéieren, dëse Projet de loi ze stëmmen. An deem groussen an ëmmer méi komplexe Gefüge vun der Europäescher Unioun stellt den Ausbau vun der Cour natierlech kee Meilesteen duer, en ënnerstraicht awer, datt de Lëtzebuerger Stat als ee vun de sechs Grënnerstate vun der Unioun weiderhi gewëllt ass, seng Verantwortung fir Europa ze iwwerhuelen, an datt en als wichtege Partner vun anere State gëllt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, grad an Zäite wéi haut, wou islamesch Barbaren der europäescher Zivilisatioun de Buedem wëllen entzéien, muss Europa méi wéi jee zesummenhalen an et muss Grenze markéieren, net Grenzen tëschent de Reliounen oder de Kulturen, mä Grenzen tëschent pluralisteschen an tolerante Gesellschaften an hire Feinden. An deem Sënn ass den Europäesche Geriichtshaff e wichtege Pilier vun Europa a vun eiser europäescher Demokratie.

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madamm Rapportrice. An d'Wuert huet direkt den Här Serge Wilmes.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Merci dem Josée Lorsché fir säin detailléierte schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Dee Projet de loi hei ass e wichtege Projet de loi, well et ëm eng Extensioun geet vun dem Europäesche Geriichtshaff, déi fënneft schonn, mat engem Bau vun engem drëtten Tuerm. Dir hutt déi eenzel Detailer hei genannt. Et ass e Projet vu ronn 168 Millioune Euro. Et ass also e ganz zolitte Projet, deen de lëtzebuergesche Stat virfinanzéiert an duerno nees iwwert déi nächst Jore rembourséiert wäert kréien.

Fir eis ass et awer virun allem méi wéi nëmmen e Bau, deen do gemaach gëtt, mä et ass och ganz kloer e Bekenntnis an eng Festegung vun dem Site vu Lëtzebuerg als Sëtz vun europäeschen Institutiounen an zemools als Sëtz ebe vum Europäesche Geriichtshaff, dee säi Sëtz komplett hei zu Lëtzebuerg huet, am Ënnerscheed zu aneren Institutiounen, vun deenen nëmmen Deeler hei sinn.

Dat ass fir eis enorm wichteg, an dat zemools eben och an Zäiten, wou dat alles aneschters wéi evident ass, well duerch déi ganz Finanz- a Wirtschaftskris ass den Drock op Lëtzebuerg ganz grouss ginn, ass nach ëmmer grouss. Et soll een do och ganz vigilant bleiwen. An et ass jo och an deem dote Kontext méi wéi eng Kéier schonn aus dem Ausland och Lëtzebuerg als Haaptsëtz vu Memberen aus der Europäescher Unioun a Fro gestallt ginn. Et gëtt jo och konkret Bestriewungen, wou Lëtzebuerg net méi soll dee Stellewäert hunn.

Mir hunn zum Beispill de Comité des régions, wou Lëtzebuerg elo wäert e Sëtz mussen ofginn, wou mer net méi sechs, mä nach just fënnef Sëtz hunn. Dat ass vläicht ze verstoen, well en neie Memberstat derbäikomm ass. Trotz allem muss een awer do oppassen, well et bleift awer eng Bewegung an Europa bestoen, déi ganz kleng Memberstate méi kritesch gesäit, virun allem eben eist Land. An dofir ass et gutt, datt mer mat deem heite Projet kënnen de Site Lëtzebuerg als Sëtz vun europäeschen Institutioune festegen.

Doriwwer eraus ass et awer och gutt, datt dee ganze Kierchbierg a senger Urbanisatioun hei eben och weidergefouert gëtt. Dat ass jo dann den Haaptzentrum vun den europäeschen Institutiounen, awer wäit doriwwer eraus och e ganz groussen Urbaniséierungsprojet vun der Stad Lëtzebuerg a vum Land zesummen. An do mussen déi eenzel Projete gutt een op deen aneren ofgestëmmt ginn.

Dat ass och hei de Fall, well - dat muss een an de gréisser Kader och setzen - et kënnt jo och zum Beispill déi ganz Kräizung bei der Porte de l'Europe, et gëtt en neie Projet gebaut, wou wäerte Wunnengen, Bûroen an awer och en Akafszentrum mat Restaurante kommen. Wat nach e bësse feelt an deem Eck do, wou awer vill Leit schaffen - Dir wësst dat och, Här Gira, well Dir jo och net wäit fort dovunner sëtzt -, dat ass also, fir deen doten Deel vum Kierchbierg méi attraktiv ze maachen, an och, datt méi Leit dohinner kënne wunne kommen. Dofir, dat muss een och esou gesinn.

An dann, d'Madamm Lorsché huet och dat scho gesot mat der Ubannung, och do erëm: Mir hunn den ëffentlechen Transport. Dir hutt do vum Tram geschwat, mä och net ze vergiessen ass dee ganzen Arrêt ënnert dem Pont Rouge, dee gebaut gëtt, wou jo dann d'Uschléissung kënnt eben un den Zuch. Dat wäert och dozou féieren, datt d'Leit net méi mussen op der Gare erausklammen, mä da wäerte se direkt kënne mat dem Funiculaire do eropkommen a souguer ze Fouss dann och do kënnen higoen, well et jo wierklech nëmme méi e puer Meter si bis dohinner.

Dat ass, wéi gesot, e gudde Bewäis derfir, wéi déi ganz Saache mateneen ofgestëmmt ginn, wat bei esou engem Projet wéi dem Kierchbierg ganz wichteg ass.

Et bleift awer trotzdeem och, datt een heiansdo d'Impressioun huet, datt déi europäesch Institutiounen e bëssen esou an enger Parallelwelt awer liewen, well een dacks déi dote Leit, wann een dohinnergeet, net ëmmer gesäit, also an alldeegleche Liewen. An dofir wär et awer och net schlecht, wa vläicht d'europäesch Institutiounen hei zu Lëtzebuerg och géifen nach méi en Effort maachen, fir sech méi oppe vläicht ze maache par rapport zu der Bevëlkerung, datt ee méi och emol vläicht do Accès krit a wierklech Abléck do emol krit.

Well ech weess net, ob der scho vill - bon, vun Iech vläicht jo -, mä vill vun eise Leit, déi soss hei zu Lëtzebuerg liewen, emol eng Kéier um Europäesche Geriichtshaff waren, dee ganz impressionnant ass, fir kucken ze goen. Dofir, och dat, mengen ech, wär awer eng Ureegung, fir sech do e bësse méi opzemaachen, fir do méi e groussen Austausch ze kréien.

Dat gesot zu deenen dräi Punkten, déi eis wichteg waren. Et ass e Projet, dee mer ganz ënnerstëtzen, an dofir ginn ech och den Accord vun eiser Fraktioun.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Wilmes. An d'Wuert huet elo direkt den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Cour gouf als eng vu siwen Institutioune vun der Europäescher Unioun offiziell 1957 gegrënnt. Instauréiert gouf de Geriichtshaff awer schonn 1952, viru ronn 63 Joer, wéi déi europäesch Verantwortlech entscheet hunn, all juridictionnell Organer vun der EU - d'Cour de justice, den Tribunal an éischter Instanz an den Tribunal vun der Fonction publique - zesummen an dëser enger Cour zu Lëtzebuerg ze implantéieren. 1992 schliisslech ass um EU-Sommet vun Edinburgh décidéiert ginn, dass d'gemeinschaftlech Geriichtsbarkeeten dauerhaft zu Lëtzebuerg bleiwen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bis an d'70er Jore war den Europäesche Geriichtshaff an zwee gelounte Gebaier an der Stad Lëtzebuerg ënnerbruecht, a pünktlech zur Erweiderung vun der Gemeinschaft huet d'Lëtzebuerger Regierung du mat dem Palais de justice um Kierchbierg der Cour en éischt eegent Gebai gebaut. Dëst gouf allerdéngs opgrond vun den neie Memberstaaten an der Schafung vun den neie Juridictioune schnell ze kleng, soudass bannent 20 Joer dräi weider Erweiderungen néideg goufen.

Dunn am Joer 2002 huet d'Chamber beschloss, de Geriichtshaff um Kierchbierg eng véiert Kéier auszebauen. Mat de Käschte vu ronn 350 Millioune Euro fir ënner anerem déi zwee markant giel Tierm war dëse Bauprojet deemools deen deierste an der Geschicht vum Lëtzebuerger Land.

An haut diskutéiere mer a stëmme mer dann hei elo eng weider, eng insgesamt fënneft Erweiderung, déi - just fir den direkte Verglach - 168, ronn 169 Millioune Euro kascht. Och dës Extensioun, déi graff gesot aus dem Bau vun engem drëtten Tuerm besteet, ass aus deene scho virdrun ugefouerte Grënn onauswäichlech ginn. Virun allem wäerten déi mëttlerweil 1.150 Iwwersetzer an Dolmetscher, déi fir d'Cour schaffen, mat dësem Projet kënnen hir ugelount Raimlechkeete verloossen.

D'Präsenz vun där Cour a vun deenen aneren europäeschen Institutiounen, dat ass eng richteg Beräicherung fir Lëtzebuerg: Fir d'Éischt sinn oder wäerten déi verschidden Tierm vum Geriichtshaff zesumme mat deenen annexe Gebailechkeeten eng visuell, eng architektonesch Beräicherung fir de Kierchbierg a seng Skyline duerstellen, awer och politesch hunn dës Gebailechkeeten eng net ze ënnerschätzend Wichtegkeet. D'Präsenz vun dëser an aneren Institutiounen hei am Land ënnersträicht déi oft selbstlos Roll vun deem klenge Grand-Duché an der Vergaangenheet am Zesummespill mat deene groussen anere Länner an ënnersträicht d'Roll, déi eist Land, wann och vläicht op enger manner selbstverständlech Aart a Weis, am grousse Krees vun deenen 28 spillt.

A last but not least droen déi ronn 9.500 europäesch Fonctionnairen, vun hirem Know-how hier, aus ekonomescher Siicht an awer och a virun allem aus kultureller a mënschlecher Siicht zum Räichtum vun dësem Land bäi.

Meng Virriedner si schonn op déi urbanistesch an op déi architektonesch Deeler vum Projet agaangen. Wat dee leschtgenannte Punkt awer ugeet, esou wéilt ech just awer och nach eng Kéier op déi architektural Konzeptioun vun dëser fënnefter Extensioun kuerz agoen. Dës ass - esou fannen ech op alle Fall emol - mat dem Ensembel aus Tuerm a Sockel näämlech ganz besonnesch gelongen.

Den Tuerm setzt sech deemno, och wann dat esou ganz ouni Biller schwiereg ass ze beschreiwen hei, aus zwee Volummen zesummen, déi décaléiert sinn. Deen éischten, e gëllene Volume, kritt déiselwecht Héicht an datselwecht Bild wéi déi zwee schonn existéierend Tierm. An en zweete Volume, dee schwaarzen Tuerm direkt niewendrun, ass 15 Meter méi héich wéi déi aktuell Konstruktiounen. Besonnesch interessant ass, dass déi nei Konstruktioun anescht wéi déi viregt orientéiert gëtt an doduerch net nëmmen de Rhythmus vun deenen zwee Tierm brécht, mä och eng kleng Plaz schaaft, wou déi nei Entrée sech wäert befannen.

Ofschléissend wëll ech awer och nach - passend dann zum Dag vun haut - d'Energie- an d'Nohaltegkeetskonzept vum Projet positiv ervirhiewen. Do ass déi thermesch an akustesch isoléiert Fassad ervirzehiewen. Och gëtt d'Hëtzt, déi am Gebai gebraucht gëtt, vun der Kogeneratiounsanlag vum Kierchbierg do geliwwert. Eng Fotovoltaikanlag kënnt op den Daach. A generell gëtt och de ganze Stroum- a Waasserverbrauch mat engem intelligente System iwwerwaacht. Dat passt also och bei d'Debatt, déi mer haut hei haten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei der leschter Erweiderung huet de verantwortlechen Architekt, den Dominique Perrault, erklärt, e Gebai wëllen ze schafen, dat mat sengen deemools zwee gëllenen Tierm selbstbewosst, ausdrocksstaark an awer reduzéiert géif wierken. Esou wéi d'Justice transparent a gläichzäiteg zou sollt sinn, huet hie konstruktiv d'Geschlossenheet mat Liichtduerchlässegkeet verbonnen. E staarkt Symbol, wat mat dem zousätzleche Gebai aus der fënnefter Extensioun nach méi verstäerkt wäert ginn, e staarkt Symbol vun enger staarker Gemeinschaft, dat mir an dësen Zäite vläicht méi wéi jee brauchen!

Duerfir, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, soen ech Iech Merci, dass Der mer nogelauschtert hutt, an ech ginn natierlech dann och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Engel. An d'Wuert huet den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi 1952 duerch den Traité vu Paräis jo d'Entscheedung geholl gouf, fir en Europäesche Geriichtshaff ze schafen, an deen dunn och op Lëtzebuerg koum, hu sech natierlech interessant Perspektive fir eist Land opgedoen. Mir hate jo dunn och schonn de Sëtz vun der CECA, am heitege Sëtz vun der Spuerkeess war dee jo ënnerdaach bruecht. A Lëtzebuerg huet sech du lues a lues och kënnen zu enger vun den europäeschen Haaptstied entwéckelen.

Datt mir haut am Mëttelpunkt vun der Europäescher Unioun stinn, huet natierlech och domat ze dinn, datt mer et fäerdegbruecht hunn, an all deene Joren eng Rei wichteg Institutiounen hei an d'Land unzezéien. Ech mengen, d'Renommee vun eisem Land hänkt mat Sécherheet och direkt zesumme mat deem Aspekt, an et däerf ee jo awer och net vergiessen, datt dat eiser Ekonomie alles aneschters och wéi geschuet huet!

Et ass schonn hei ënnerstrach ginn: Duerch d'Décisioun vun Edinburgh vun 1992 ass definitiv festgehale ginn, datt den Europäesche Geriichtshaff säi Sëtz soll hei zu Lëtzebuerg behalen. Et muss een dat nach eng Kéier hei ënnerstäichen: Et ass ouni Zweifel eng vun deene renomméiertsten europäeschen Institutiounen, eng Institutioun, déi ganz interessant Arrêten erausgëtt. A well mer scho bei der Aktualitéit sinn: Et si kierzlech eng Rei wichteg Arrête geholl ginn, wat zum Beispill d'Immigratiounspolitik oder d'Asylpolitik ubelaangt, déi u sech och der Politik insgesamt nei Impulser kënne matbréngen.

Duerch d'Ausdeenung vun der Europäescher Unioun koum et natierlech regelméisseg och zur Extensioun vun dem Geriichtshaff, bis eben, wéi gesot, haut zu där fënnefter Phas. Dat huet natierlech och mat sech bruecht, datt d'Affären immens an d'Luucht gaange sinn. Esou sinn zum Beispill vun 1953 un, wéi den Europäesche Geriichtshaff mat sengen Aarbechten ugefaangen huet, bis haut 30.050 Affären traitéiert ginn. An der Moyenne brauch d'Geriicht u sech zwee Joer, fir en Arrêt ze ginn.

Bis 2019 gëtt jo dann d'Zuel vun de Jugen op 56 eropgesat. Mir wëssen, datt déi Reform och net iwwerall ganz wuelwollend opgeholl ginn ass. Et si relativ vill Kritiken och ausgeschwat ginn, iwwert déi ee sech awer haut hei net onbedéngt brauch auszeloossen.

En Europäesche Geriichtshaff, wat och vläicht eppes manner Bekanntes ass, an trotzdeem huet en awer och groussen Zousproch beim Public dobaussen. Et sinn net manner wéi 394.000 Visiteuren, déi zënter 1968 duerch d'Gebailechkeeten um Kierchbierg getréppelt sinn.

Duerch dës Konstruktioun kritt natierlech och de Kierchbierg en zousätzlecht weidert Gesiicht. Dee Bau hei, deen integréiert sech ouni Zweifel an déi modern an zäitgenëssesch Architektur, déi mer um Kierchbierg virfannen, bleift an der Kohärenz, kann ee soen, vun där Architektur. Et muss een och soen, och wann emol een oder deen anere klenge Schwaachpunkt do ass, insgesamt ass de Kierchbierg awer haut eng gutt Symbios vu Wunnen, Schaffen an och Fräizäitbeschäftegung. An ech géif och soen, datt dee Bau hei sech gutt an déi architektonesch Philosophie vum Kierchbierg integréiert.

Et ass hei virdru schonn e puermol och op deen ekologeschen Aspekt higewise ginn. Mir kënnen eng Parallell och zu deem Projet hierstellen, dee mer elo virdrun diskutéiert hunn, de Lycée vun Déifferdeng. Och hei ass mat Sécherheet ganz vill Suerg geluecht ginn op eben, wéi gesot, ekologesch Aménagementer. Ech denken un dat villt Glas, wat och hei verschafft gëtt. Ech denken awer besonnesch och un d'Energieeffizienz, a wat engem gutt gefall huet, datt d'Récupératioun vum Reewaasser hei eng ganz grouss Roll soll spillen.

Et ass net nëmmen dat rengt Fonctionnellt, wat aus deem Gebai hei soll erauskristalliséiert ginn, mä et ass awer virun allem och dat, wat sech ronderëm nach soll ofspillen, wat wichteg ass. Ech denken eben och un déi méi Fräizäitbeschäftegungen, déi innerhalb vum Gebai sech nach kënnen ofspillen, sief dat um Niveau vun der Galerie oder virun allem natierlech och um Niveau vun deem Centre de santé, wou d'Personal dann eben och d'Méiglechkeet kritt, sech och emol op eng aner Manéier dann ze betätegen.

De Plateau vum Kierchbierg wiisst weider a weider. Dat bréngt natierlech dann awer och Problemer um Niveau vum Verkéier mat sech. Duerfir kann een net méi maachen, wéi erëm eng Kéier hei ze ënnerstäichen, datt et wichteg ass, datt mer, wéi gesot, de Projet Tram hei gestëmmt hunn, datt de Projet Tram lues a lues op seng Schinn kënnt. An ech sinn och iwwerzeegt, datt dat en Deel vun de Verkéiersproblemer op deem Plateau, deen nach ëmmer, wéi gesot, an der Entwécklung ass, ka léisen.

Hei si jo och erëm eng Kéier 220 zousätzlech Parkplaze virgesinn, wat natierlech automatesch och wäert eng Erhéijung vum Individualverkéier mat sech bréngen. De Moment schaffe jo eng ronn 1.150 Leit do an dat wäert an deenen nächste Joren dann natierlech nach zouhuelen, soudatt eben dem ëffentlechen Transport eng ganz wesentlech Aufgab zoufält.

Et ass och schonn hei ënnerstrach ginn, wat dee finanziellen Aspekt ubelaangt: Et ass eng sougenannt Nulloperatioun fir de Lëtzebuerger Stat. Ech wëll awer hei ënnerstäichen, datt esou e Bau awer och d'Méiglechkeet fir einheemesch Betriber bitt, fir interessant Offeren ze kréien. Och dat ass en Aspekt, deen een net hei soll ignoréieren.

Wéi gesot, insgesamt ass et fir eis als Demokratesch Partei e ganz interessante Projet. Mir stinn derzou. Et ass eng weider Chance u sech, fir d'Renommee vu Lëtzebuerg ze verbesseren duerch eng Extensioun vun enger vun deene renomméiertsten EU-Institutiounen.

Ech soen Iech Merci a soen och nach Merci fir deen exzellente Rapport, dee mer virdru vun der Madame Lorsché hei virgedroe kruten.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Graas. Ech hunn am Moment keng weider Wuertmeldungen. Da géif ech d'Wuert un den Här Statssekretär weiderginn.

Prise de position du Gouvernement

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures*.- Merci, Här President, ech wollt lech nach eng Freed maachen an nach eng Kéier kuerz sinn. Merci der Rapportrice, Merci all deenen, déi de Projet ënnerstëtzen, a Merci och hei fir d'Vitesse, wéi en duerch d'Chamber gaangen ass. Och hei ass akuten Handlungsbedarf. Dir hutt matkritt, dass gréisser Changementer usti bei der Cour de justice de l'Union européenne, an duerfir ass et gutt, dass mer kënne weisen, dass mer ganz schnell kënnen zu Lëtzebuerg reagéieren.

Erlaabt mer just eng Remarque. Mir hu jo bis op Weideres en Triple-A am Finanz- a Wirtschaftsberäich. Ech mengen, mir sinn eis och eens heibannen, dass mer och weiderhin eisen Triple-A am soziale Beräich wëlle verteidegen. Ech wier frou, wa mer och en Triple-A am Ëmweltberäich hätten a géifen ustriewen zesummen. Ech kann Iech soen, dass mer am Waasserberäich, bei der Loftqualitéit, bei der Biodiversitéit wäit ewech si vun engem Triple-A. Och am Klimaschutz, och wann et besser geet, si mer och nach wäit dovun ewech. Am Offallberäich, géif ech mengen, kéint ee vun engem Double-A schwätzen. Do si mer net schlecht, wa mer europawäit kucken. Et sinn awer nach Ustrengungen néideg.

Et gëtt awer ee Beräich, wou mer en Triple-A hunn. An Dir hutt en hei schrëftlech am Rapport: Bei deenen neie staatleche Gebaier, déi mer bauen, do kréie mer souguer schrëftlech, dass mer en Triple-A, also Niveau passif hunn. An ech wëll domat de Lien mat der Debatt am Ufank vun de Mëtte maachen: Jo, wa mer an

engem Beräich mam gudde Beispill als Stat virginn, da sinn et déi rezent ëffentlech Gebaier, ob dat de Lycée zu Réiden ass, ob dat dat kierzlech vun eis ageweite Gebai vun der Natur- a Bëschverwaltung ass. Ech kann Iech nëmme recommandéieren, och wann Der net Fëscher sidd a kee Permis duer musst siche goen, gitt eng Kéier do eran. Dat ass virbildlech! Dat ass e Virbild fir eis Gemengen. Et ass e Virbild fir déi privat Leit.

An ech mengen, wann hei drasteet, dass ee kann e Gebai vun 103 m mat 39.750 m² an deem Standard bauen, da gëtt et eigentlech keng Excuse méi, fir en Eefamilljenhaus vun 200 m² oder e Bürosgebai vun 1.000 m² net an deem Standard och ze bauen. An duerfir wëll ech hei ausdrécklech vun der Geleeënheet profitéieren, fir all eise Leit vun de Bâtiments publics e Kompliment an e ganz grousse Merci auszedrécke fir hir Kreativitéit, fir hiren Engagement. Si hunn net op d'Diskussioun vu Paräis gewaart, fir aktive Klimaschutz am Numm vum Lëtzebuerger Stat ze maachen! An dat kënne mer wierklech europawäit weisen an duerfir Merci hinnen alleguerten a Merci Iech nach eng Kéier.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An da géif ech proposéieren, dass mer direkt zur Ofstëmmung iwwergi vum Projet 6825.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6825 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet de loi 6825 ass eestëmmeg ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6825 est adopté à l'unanimité des 58 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Félix Eischen), Mmes Martine Hansen (par Mme Octavie Modert), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Gilles Roth), Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Georges Engel), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt (par M. André Bauler), André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par Mme Joëlle Elvinger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ech brauch dann elo vun Iech nach just de Go fir d'Dispens vum zweete Vott.

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir gesinn eis erëm den 1., 2. an 3. Dezember. A mir bleift nëmmen nach, Iech ze wënschen: Kommt gutt heem!

D'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 20.21 heures)

SÉANCE 6

MARDI, 1ER DÉCEMBRE 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. 6909 - Proposition de loi portant interdiction de la dissimulation du visage dans les lieux publics

et

6912 - Proposition de loi modifiant la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable
- *Déclarations de recevabilité: M. Mars Di Bartolomeo, Président*
- *M. Gast Gibéryen, M. Claude Wiseler, M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter, M. Eugène Berger, M. David Wagner, M. Claude Wiseler*

4. Changement de composition d'une commission parlementaire
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

5. Octroi d'un titre honorifique à un ancien fonctionnaire de l'Administration parlementaire
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

6. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

7. Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser
- *M. Fernand Kartheiser*

8. Heure de questions au Gouvernement
- *M. Claude Wiseler*

Question n°134 du 30 novembre 2015 de M. André Bauler relative au concept artistique du Festival de Wiltz, adressée à Mme la Ministre de la Culture
- *M. André Bauler - Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture*

Question n°135 du 1er décembre 2015 de Mme Martine Hansen relative au projet «Moderne Schule durch moderne Programme», adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
- *Mme Martine Hansen - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

Question n°136 du 30 novembre 2015 de M. Roger Negri relative à la mise en œuvre de stations d'épuration mobiles par les syndicats de dépollution des eaux, adressée à M. le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures
- *M. Roger Negri - M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures*
- *M. Gilles Roth, M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures, M. Mars Di Bartolomeo, Président*

Question n°137 du 1er décembre 2015 de M. Fernand Kartheiser relative à la langue luxembourgeoise, adressée à Mme la Ministre de la Culture
- *M. Fernand Kartheiser - Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture*

Question n°138 du 1er décembre 2015 de M. Gérard Anzia relative aux suites données à l'étude sur l'évaluation de la réforme de la Formation professionnelle, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
- *M. Gérard Anzia - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

Question n°139 du 1er décembre 2015 de M. Serge Wilmes relative à la politique future de la Société Nationale de Contrôle Technique, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *M. Serge Wilmes - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°140 du 30 novembre 2015 de M. Edy Mertens relative au trajet de la piste cyclable entre Troisvierges et Clervaux, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

et

Question parlementaire écrite n°1598 de M. Marco Schank et de M. Emile Eicher relative à la ligne ferroviaire du Nord
- *M. Edy Mertens, M. Emile Eicher - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°141 du 1er décembre 2015 de M. Marcel Oberweis relative à l'étude ayant pour objet l'impact à moyen et long terme de la sortie virtuelle du «tourisme à la pompe», adressée à M. le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures
- *M. Marcel Oberweis - M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures*

Question n°142 du 30 novembre 2015 de M. Gilles Baum relative à une piscine intercommunale à Echternach, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *M. Gilles Baum - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°143 du 1er décembre 2015 de Mme Sylvie Andrich-Duval relative à la prolongation des permis de conduire au seuil d'une nouvelle catégorie d'âge, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *Mme Sylvie Andrich-Duval - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°144 du 1er décembre 2015 de M. Gusty Graas relative à la possibilité de la construction d'un pavillon Benelux lors de la prochaine exposition mondiale, adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie
- *M. Gusty Graas - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*

9. Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, sur la sécurité nationale et le terrorisme, suivie d'un débat
- *Déclaration: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (dépôt d'une documentation)*
- *Débat: M. Claude Wiseler (interventions de M. Xavier Bettel, M. Etienne Schneider et M. Serge Urbany), M. Eugène Berger, M. Alex Bodry (interventions de M. Claude Wiseler), Mme Viviane Loschetter (dépôt d'une motion), M. Fernand Kartheiser (dépôt d'une motion), M. Serge Urbany, M. Gilles Roth*
- *Prises de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Félix Braz, Ministre de la Justice (question de M. Serge Urbany)*
- *Motion 1: M. Claude Wiseler, Mme Viviane Loschetter, M. Claude Wiseler, M. Roy Reding, M. Serge Urbany*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- *Motion 2: M. Fernand Kartheiser (renvoi en commission)*

10. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'introduction de la langue russe dans l'enseignement secondaire luxembourgeois
- *Renvoi en commission*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, Romain Schneider, François Bausch, Dan Kersch, Claude Meisch et Mme Maggy Nagel, Ministres; M. Camille Gira, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op a froen d'Regierung direkt, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Justizminister.

2. Communications

Da kënne mer direkt zu de Kommunikatiounen iwwergoen.

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an der Administration parlementaire deponéiert goufen, ass un d'Fraktioune gaangen.

3) Grad wéi d'Lëscht vun de Petitiounen, déi zënter der leschter Sëtzung deponéiert goufen.

Communications du Président - Séance publique du 1er décembre 2015

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et les projets de règlement grand-ducaux suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6905** - Projet de loi modifiant l'article 72 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau*

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 16.11.2015

***6906** - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station de traitement du Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES) et modifiant la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable au Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre*

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 16.11.2015

***6907** - Projet de loi modifiant l'article 3 de la loi du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles*

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 18.11.2015

***6908** - Projet de loi sur la reconnaissance du mariage au Grand-Duché de Luxembourg et ayant pour objet la modification:*

a) du Code civil

b) de la loi du 4 juillet 2014 portant

a) réforme du Titre II.- du Livre Ier du Code civil «Des actes de l'état civil» et modifiant les articles 34, 47, 57, 63, 70, 71, 73, 75, 76, 79, 79-1 et 95;

b) réforme du Titre V.- du Livre Ier du Code civil «Du mariage», rétablissant l'article 143, modifiant les articles 144, 145, 147, 148, 161 à 164, 165 à 171, 173 à 175, 176, 177, 179, 180 à 192, 194 à 199, 201, 202, 203 à 206, 212 à 224, 226, 227, introduisant les articles 146-1, 146-2, 175-1, 175-2 nouveaux et abrogeant les articles 149 à 154, 158 à 160bis, 178, le Chapitre VIII et l'article 228;

c) modification des articles 295, 351, 379, 380, 383, 390, 412, 496, alinéa 1, 509-1, alinéa 2, 730, 791, 847 à 849, 852, alinéa 3, 980, alinéa 2, 1405, 1409 et 1676, alinéa 2, et abrogation des articles 296 et 297 et 1595 du Code civil;

d) modification de l'article 66 du Code de commerce;

e) modification des articles 265, alinéa 1er, 278 et 521 du Nouveau Code de procédure civile;

f) introduction d'un Titre VI.bis nouveau dans la Deuxième Partie du Nouveau Code de procédure civile;

g) introduction d'un Chapitre VII.-I nouveau au Titre VII du Livre Ier du Code pénal;

h) abrogation de la loi du 23 avril 1827 concernant la dispense des prohibitions du mariage prévues par les articles 162 à 164 du Code civil; et

i) abrogation de la loi du 19 décembre 1972 portant introduction d'un examen médical avant mariage

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 19.11.2015

***6910** - Projet de loi modifiant:*

- la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé;

- la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois;

- loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un corps de police grand-ducale et d'une inspection générale de la police;

- la loi du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois;

- la loi du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État;

- la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 19.11.2015

***6913** - Projet de loi sur l'archivage*

Dépôt: Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture, le 30.11.2015

***6914** - Projet de loi modifiant les annexes 1 et 3 du Code du Travail*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 26.11.2015

***6915** - Projet de loi concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses et portant modification de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 26.11.2015

***6916** - Projet de loi portant réorganisation de l'établissement public nommé «Fonds du Logement»*

Dépôt: Mme Maggy Nagel, Ministre du Logement, le 26.11.2015

***6917** - Projet de loi modifiant les articles 11 et 14 de la loi modifiée du 23 décembre 2004 1) établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; 2) créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; 3) modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés*

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 27.11.2015

***6918** - Projet de règlement grand-ducal concernant les instruments de mesure*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 30.11.2015

***6919** - Projet de règlement grand-ducal concernant les instruments de pesage à fonctionnement non automatique*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 30.11.2015

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

*Demande de pétition publique n°**581** - Bewaffnung des Sicherheitspersonals: Tragen einer Schusswaffe, von kugelsicheren Westen, Handschellen, Schlagstöcken*

Dépôt: M. David Zimmer, le 18.11.2015

*Demande de pétition publique n°**582** - Contre le terrorisme*

Dépôt: M. Marc Wantz, le 21.11.2015

*Demande de pétition publique n°**583** - Géint Knupperten a Feierwierk vu Privatpersounen zu Silvester*

Dépôt: Mme Nora Schleich, le 23.11.2015

*Demande de pétition publique n°**584** - Neen zur Burka*

Dépôt: M. Sascha Rommes, le 27.11.2015

*Demande de pétition publique n°**585** - Fir de Punktesystem als Bewäertung an der Formation professionnelle (DT; DAP; CCP) erëm anzeféieren.*

Dépôt: M. Marco Faber, le 28.11.2015

*Demande de pétition publique n°**586** - Demande d'autorisation de dashcam légalement en voiture*

Dépôt: M. François de Waha, le 26.11.2015

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. 6909 - Proposition de loi portant interdiction de la dissimulation du visage dans les lieux publics

6912 - Proposition de loi modifiant la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable

Déclarations de recevabilité

Dann zum nächste Punkt. Do huet an hirer Reunioun vum 26. November d'Presidentekonferenz sech fir d'Recevabilitéit vun zwou Propositions de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 6909 iwwert d'Vermummung op ëffentleche Plazen, déi den 19. November vun den Häre Gilles Roth a Laurent Mosar deponéiert gouf. An et handelt sech ëm d'Proposition de loi 6912 iwwert d'Koordinatioun vun der nationaler Politik am Beräich vun der Nohaltegkeet, déi den 19. November vum Här Marco Schank deponéiert gouf.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

Ech hunn eng Wuertmeldung vum Här Gast Gibéryen zu der Recevabilitéit. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et handelt sech hei ëm d'Recevabilitéit vun der Proposition de loi vun de Kolleegen…

(Problèmes techniques de sonorisation et brouhaha)

Une voix.- Méi haart!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech hunn Iech elo d'Wuert ginn.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Hei hunn ech e Knäppchen, fir d'Wuert ewechzehuelen, mä dat geet anscheinend och, fir et ze ginn.

(Hilarité)

Dat hunn ech elo emol entdeckt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Soss hätt ech missen den Toun vu menge fréiere Éischt-Mee-Rieden opleeën, dann hätt och erëm jiddwereen et héieren.

(Hilarité)

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et geet hei ëm d'Proposition de loi vun de Kolleege Roth a Mosar, 6909, iwwert de Verbuet vum ëffentlechen Droe vun enger Burka.

Déi Proposition de loi ass, laut eisem Chambersreglement, selbstverständlech recevabel. Ech wëll awer drop zréckkommen, firwat datt ech d'Wuert ergraff hunn.

Mäi Kolleeg Fernand Kartheiser huet de 16. Juli 2014 praktesch déiselwecht Proposition de loi hei an der Chamber deponéiert. Dat war also viru gutt engem Joer, wéi d'Flüchtlingsproblematik nach net esou aktuell war, wéi se haut ass. A mir hu se och mat engem gewëssene Retard deemools deponéiert, well déi Proposition de loi, déi de Fernand Kartheiser am Numm vun der ADR deponéiert huet, op dem Gesetz baséiert, wat d'Fransouse bei sech gestëmmt hunn.

A well e Recours géint dat Gesetz zu Strossbuerg bei dem Mënscherechtsgeriicht gemaach ginn ass, hu mer se net deponéiert, well mer gesot hunn: Kommt, mer waarden de Recours of, fir ze kucken, wéi deen ausgeet! Wa se recht kréien, deponéiere mer, wa se net recht kréien, huet et kee Wäert, datt mer se deponéieren. Soss wier se also schonn éischter deponéiert ginn. Mir hu se, wéi gesot, dunn de 16. Juli 2014 hei deponéiert.

Déi ass hiren normale Wee gelaf. An de Conseil d'État huet den 13. Juli (veuillez lire: den 10. Juli) dëst Joer säin Avis ofginn, an deem en am Fong sech net direkt mat den Texter esou ausenanergesat huet, also wat d'Propositioun ass, mä méi mat de Commentairen a wou en zur Konklusioun kënnt, datt et am Fong un der Politik wier, fir ze décidéieren, ob se esou e Gesetz wéilt hei zu Lëtzebuerg maachen, jo oder neen.

Mir hunn eis dunn erwaart, datt déi Propositioun de loi an där zouständeger Kommissioun géif behandelt ginn. Duerfir hu mer Iech, Här President, och e Bréif geschriwwe gehat, wou mer dee Wonsch zum Ausdrock bruecht hunn, datt déi do diskutéiert géif ginn an datt se da majoritär akzeptéiert oder ofgeleent géif ginn an datt och jiddwereen d'Recht hätt, wéi dat bei engem Projet de loi ass an och bei enger Proposition de loi ka sinn, deen Text ze amendéieren oder aner Formulatiounen oder Commentairen eranzeginn.

Mir waren ëmsou méi dunn iwwerrascht, wéi den 19. November zwee Kolleege vun der CSV, de Gilles Roth an de Laurent Mosar, praktesch déiselwecht Proposition de loi, déi d'ADR schonn, wéi gesot, d'lescht Joer am Juli deponéiert huet, nach eng Kéier mat vill Presseeffekter an d'Land erausgedroen hunn an hei deponéiert hunn, wat an eisen Aen awer keng normal Prozedur ass.

Et ass, wéi gesot, laut eisem Reglement konform. Firwat steet net an eisem Reglement, datt een net kann eng Proposition de loi fir d'Zweet deponéieren? Ma ganz einfach, well keen a senger gréisster Fantasie drop komm ass, datt et dat iwwerhaapt géif ginn, datt een eng Proposition de loi deponéiert an datt dann ee Joer drop een Deputéierten higeet an en deponéiert praktesch déiselwecht nach eng Kéier, mat vill Tamtam am Land dobaussen: „Hei, wat hu mir elo eng gouss Leeschtung gemaach!"

Mir kënnen domadder net d'accord sinn. Dat ass einfach net fair. Et ass net kollegial. Dat ass geknäipt. Dat ass…

(Brouhaha général)

Dat ass ofgeschriwwen. Dat ass ofgeschriwwen!

Mir si selbstverständlech, Här President, frou, wann een eis Iddien iwwerhëlt! Et ass jo net fir d'Éischt, datt d'CSV Iddie vun eis iwwerhëlt!

Plusieurs voix.- Aah!

Une voix.- Richteg!

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- An deen ëmgedréite Wee net?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An hoffentlech och net fir d'Lescht! Mä mer fannen et… Wa se zum Beispill eise Wahlprogramm ëmsetzt, wéi dat an der leschter Legislaturperiod op ville Punkte war, oder an deem nächste Wahlprogramm mer dat erëmfannen, wat mir virdrun an dem Wahlprogramm stoen haten, si mer net béis driwwer. Mä dat a Form vun enger Proposition de loi ze maachen, ech mengen, dat verstéisst géint all Deontologie, déi mer awer heibanne misste géigesäiteg respektéieren.

Ech wollt vun eiser Säit aus hei kloerstellen, wat d'CSV hei gemaach huet, an datt mir dat zu engem Zäitpunkt gemaach hunn, wou d'Flüchtlingsproblematik net zur Diskussioun stoung.

An ech wëll drun erënneren, datt dat, wat d'CSV hei gemaach huet, dat huet nëmme mat der Flüchtlingsproblematik ze dinn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Gibéryen, Dir misst zur Konklusioun kommen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech kommen zum leschte Saz, Här President, dee behandelt dann och nach d'CSV. Dat heescht, well de Parteipresident vun der CSV, den Här Spautz, eng Kéier op engem Interview gesot huet, d'CSV wier fir de Verbuet vun der Burka. Den Här Wiseler ass um Radio drop ugeschwat ginn an en huet gesot, et wier net der CSV hir Absicht gewiescht, elo an dëser Phas vun der Flüchtlingsproblematik dat Thema héichzespillen.

Dat hunn ech dem Här Wiseler och zu deem Zäitpunkt gegleeft.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Gibéryen, Dir follegt mer net!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mä 14 Deeg drop hu se dunn eng Question parlementaire an deemselwechten Zesummenhang gemaach a 14 Deeg duerno eng Proposition de loi. An anere Wierder, wa mir dat gemaach hätten, da wieren der bestëmmt vill heibannen, déi géife soen: Dat do ass Populismus um héchsten Niveau!

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, den Här Wiseler huet d'Wuert direkt.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här President, Merci fir d'Wuert. Ech wëll hei emol direkt kloerstellen, datt eist Reglement evidenterweis all Deputéierten erlaabt, eng Proposition de loi ze maachen iwwert dee Sujet, deen e wëllt, wann e wëllt a wéini e wëllt. Dat ass d'Basisrecht vun all Deputéierten. D'ailleurs huet d'Conférence des Présidents och gesot, datt déi Propositioun recevabel wär. A mir loossen eis hei net vun iergendengem virdiktéieren, wéini mer wat ze maachen hunn.

Fir déi Leit, déi déi Texter gelies hunn, déi hunn zwou Saache festgestallt. Dat Éischt, dat ass, datt gradesou den Här Kartheiser wéi d'Deputéierte Roth a Mosar sech inspiréiert hunn un dem franséische Gesetzestext, fir hir Propositioun ze maachen, obwuel d'Resultater trotzdeem an der Formulatioun an an der Presentatioun anescht sinn.

Mä do, wou et richteg anescht ass, dat ass an de ganzen Explikatiounen an an de Motivatiounen, firwat mer esou eng Proposition de loi hei erabruecht hunn. Fir déi, déi sech emol d'Méi maachen ze liesen, wéi déi zwee Deputéierten an der CSV déi Proposition de loi hei motivéie-

ren, déi gesi ganz kloer an däitlech, datt et en Ënnerscheed ass par rapport zu de Motivatiounen, déi d'ADR hei ginn huet.

An duerfir war et fir eis wichteg, just well et e sensibelen Thema ass, fir och kloer an däitlech ze ënnersträichen, wéisou a firwat mer an deem Moment wollten déi Propositioun do maachen.

Mir loossen eis weder vun der Majoritéit, souwisou, nach vun enger anerer Oppositiounspartei hei virschreiwen, wat mer ze déposéieren hunn…

Plusieurs voix.- Oh!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- …a wéini mer iergendeppes ze déposéieren hunn.

Ech stelle just fest, datt den Echo, dee mer kritt hunn op déi Propositioun, mat der Aart a Weis, wéi mer se argumentéiert hunn, dee war deen, dee mir seet, dee mir bestätegt huet, datt et dee richtege Moment wier, fir déi Propositioun, fir dee Sujet op déi do Aart a Weis…

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Ganz genau! Ganz genau!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- …unzegoen. A mir loossen eis vu kengem hei eppes virmaachen doriwwer, wéi mer eis Oppositiounsaarbecht ze maachen hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Wiseler. D'Wuert huet sech nach gefrot den Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll net op d'Burka zréckkommen. Et geet menger Usiicht no net ëm de Fong vun der Saach. Hei geet et ëm d'Form an déi Aart a Weis, wéi mer mam Initiativrecht vun den Deputéierten hei ëmginn an een deem anere säi Recht och respektéieren, och respektéieren d'Aarbecht, déi deen een oder anere sech gemaach huet.

Ech deelen do d'Kriticken, déi de Gast Gibéryen hei virgedroen huet - dat weess de Claude Wiseler -, well ech mech och dozou ausgelooss hunn an der Conférence des Présidents. An ech mengen, dass mer eis mussen eng Rei vun…, einfach Regele vu Fairness ginn, méi wéll ech net soen, wéi mer eigentlech mat Projet-deloien oder mat Proposition-de-loien ëmginn, déi an der Prozedur sinn.

Et kann een hei parteipolitescht Taktéiere maachen. All Partei mécht dat. Dat spillt sécherlech och hei bei der Initiativ vun den Häre Mosar a Roth mat eran. Mä ech mengen nach, dass mer hei et awer mat engem Präzedenzfall ze dinn hunn, deen ech a menger laanger Carrière nach net erlieft hunn.

Dass zu engem Sujet eng Proposition de loi virläit mat engem prezisen Text. Deen Text seet jo och, dass de franséischen Text, dee gëtt aviséiert vum Statsrot, deen ass also an der legislativer Prozedur voll engagéiert, an dann ass dee richtege Wee, fir un esou Projeten erunzegoen, Amendementer ze maachen zu enger Propositioun de loi, déi aviséiert ass vum Statsrot. Dat wär den normale Wee gewiescht.

Zwee Deputéierten hunn hei en anere Wee erausgesicht. Si hu gesot: Ah neen, mir referéieren eis zwar op en Avis vum Statsrot, andeem mer natierlech oppassen, dass mer net vun enger Proposition de loi Kartheiser schwätzen an deem ganzen Exposé des motifs, an da leeë mir en eegenen Text vir.

Ech géif eis alleguerte bieden, dass mer eng Kéier sollten driwwer nodenken, ouni d'Recevabilitéit hei a Fro ze stelle vun där Proposition de loi, ob dat do eigentlech de richtege Wee ass, wéi ee sollt verfueren.

Wann e Projet an der Prozedur ass, an et ass een eigentlech mat der Ausriichtung vum Projet d'accord an iwwert den Exposé des motifs, an et gëtt iwwer een Text ofgestëmmt, da soll een, wann ee mat deem Text d'accord ass, iwwer Amendement probéieren, deen Text ze verbesseren, mä et soll een net an eng Course eragoen, wien dann elo déi meeschte Propositiounen zu engem Thema mécht an dann, deen Éischten ass vir, fir herno nëmme brauchen ze soen: Et ass eisen Text gestëmmt ginn an net deenen aneren hiren!

Am Fong, wat den Text ugeet, ass eng breet Iwwereneestëmmung tëschent dem Text vun der ADR an deem vun der CSV. Do gëtt et eigentlech am Text weider keng Ofstrécher. Et sief, dass natierlech d'CSV dem Avis vum Statsrot zu der Proposition de loi Kartheiser Rechnung gedroen huet. An ech menge ganz einfach, dass mer elo sollen, ouni an eng Polemik ze verfalen, mer sollten eng Kéier à tête reposée eis där dote Froen unhuelen an nach eng Kéier kucken, wéi wait respektéiert een d'Aarbechte vun deem engen a vun deem aneren.

Mir haten an der Vergaangenheet eng Kéier d'Situatioun, déi ech och kritiséiert hunn, wou eng Proposition de loi vun engem Deputéierten, dee se zréckgezunn huet, vun engem aneren Deputéierten als Proposition de loi ervirbruecht ginn ass, ouni e Komma ze änneren un deem doten Text. Och dat hunn ech deemools kritiséiert, well ech fannen, dass dat awer och mat eisem Prinzip vun den Autorerechter schwéier ze verbannen ass.

Duerfir mengen ech, mer sollten eng Kéier à tête reposée an der Conférence des Présidents kucken, ob mer eis net e puer Regelen awer vu géigesäiteger Fairness ginn, fir esou Saachen unzegoen an Zukunft.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ech hunn nach Wuertmeldungen: d'Madamm Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Här President, ganz kuerz, fir ze soen, datt déi gréng Fraktioun eigentlech deene Kriticke vum Här Gibéryen a vum Här Bodry och zoustëmme kann. Mir mussen awer soen, ouni elo an déi ganz Geschicht, an deen Historique anzegoen, dee jo an der Conférence des Présidents en long et en large beschwat ginn ass, datt mir eigentlech als gréng Fraktioun éischter skeptesch ware fir unzefänken, ons Reglementer ze ginn zu eppes, wat eigentlech géif zu enger Deontologie vun ons heibannen alleguerte gehéieren.

Wann ech awer elo, wa mir elo awer d'Argumentatioun héiere vun onse Kolleege vun der CSV, wëlle mer ons eigentlech elo - vläicht net mat gréisster Freed -, mä alliéieren un déi Propositioun, datt mer eigentlech missten à tête reposée ons Reglementer ginn, fir datt mer eigentlech eppes anhalen, wat selbstverständlech misst sinn, nämlech eng gewëssen Deontologie an eng gewësse Fairness heibannen an dësem Haus.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo, den Här Berger an dann den Här Wiseler nach eng Kéier.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Et ass eigentlech schonn alles gesot, wat ech och nach elo hätt kënne soen oder drunhänken.

Effektiv, wa mer och hei natierlech an deem Film sinn, datt all Deputéierte kann eng Proposition de loi déposéieren, wat jo eent vun de Grondrechter ass vun all Deputéierten, e wichtegt Recht, muss een awer kucken, datt do net eng Surenchère kënnt, datt do net Plagiater kommen, datt do net einfach kopéiert gëtt, datt dat awer och am Sënn vum Respekt vun deem engen an deem aneren Deputéierten ass. Datt mer also hei musse versichen, eis Regelen ze ginn, sief et iwwert d'Chambersreglement oder soss eng Aart a Weis, fir datt mer do kloer Linnen hunn.

Mir hunn en Deontologiereglement - ech weess net, ob et do richteg drapasst. Ech menge vläicht éischter… Bon, et keint een et do, et kann een et och op enger anerer Plaz maachen. Mä nëmme fir ze soen, datt mer och dat ënnerstëtzen, wat den Alex Bodry do proposéiert huet respektiv wou och d'Viviane Loschetter schonn an déi Richtung geschwat huet.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Den Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech mengen, dat klengt Spillchen elo, wat amgaangen ass sech ofzespillen tëschent der ADR an der CSV, wou ee schlussendlech och nach mierkt, datt d'ADR op deem Punkt d'CSV och nach lénks iwwerholl huet,…

(Interruptions)

…well se dat jo och nach virun der sougenannter Flüchtlingskris déposéiert hunn, virdrun.

Et mierkt ee ganz genau, datt et hei u sech net ëm de Fong vun der Saach geet an datt och den Interessi net do ass, fir Fraen ze beschützen. Ech géif souwisou och nach d'CSV beroden, de Communiqué vum Cid-Femmes - also méi feministesch geet et jo net, wéi de Cid-Femmes hei zu Lëtzebuerg - ze liesen, iwwerhaapt, fir iwwert de Fong ze schwätzen.

Ech mengen, et geet hei wierklech nëmmen drëms, fir taktesch virzegoen, wéi den Här Bodry dat ganz léif ausgedréckt huet vis-à-vis vun der CSV. Et ass en Trauerspill. Ech weess net, ob dat würdeg ass vun dëser Chamber. Ech hätt mer eppes anescht erlieft (veuillez lire: gewënscht) an ech weess net, ob mer e gutt Bild ofginn dobaussen, wann eng Surenchère op ganz sensible Froe gemaach gëtt vusäite vun enger klenger Partei, wou een dat gewinnt ass, anerersäits leider vun enger gréisserer potenzieller Regierungspartei.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Den Här Wiseler huet d'Wuert gefrot, fir...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech hunn dat elo… Ech wëll awer heirobber reagéieren, well hei...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Voilà.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- …eis eng Moralpriedegt gehale gëtt, mat där ech iwwerhaapt net kann d'accord sinn. Wann ech... Ech versti ganz gutt, datt déi Proposition-de-loien, datt déi Diskussioun hei d'Majoritéit embêtéiert an datt Der hei wierklech gestéiert sidd.

(Brouhaha)

Mir hunn eis hei ëm d'Suerge vun de Leit bekëmmert a mir hunn d'Echoen dobausse kritt.

(Brouhaha général)

A mir hunn eis souguer esou drëm bekëmmert, datt Dir obligéiert waart, nozezéien an datt Dir obligéiert waart, dohinner ze goen, och e Projet an eng Propositioun op den Dësch ze leeën, wat Der gradesou gutt hätt kënne virdru maachen. Dir waart elo obligéiert, fir et ze maachen. Dir hutt e Projet op den Dësch geluecht, deen awer d'Strooss net hält an deen op Gemengenniveau do d'Responsabilitéit wëllt remplacéieren.

Souwuel de Syvicol wéi den FGFC si géint Iech.

(Interruption)

Dat ass dat am Fong, wat ech hei feststellen.

Dir sidd embêtéiert mat enger Propositioun. Dir probéiert Ausrieden ze fannen an Dir fannt se net.

(Brouhaha)

An da soen ech, wa mer dee Prinzip do huelen, da wär et och esou, datt, wann eng Proposition de loi bis déposéiert wär, dann dierft d'Regierung och kee Projet de loi méi déposéieren, well mer an därselwechter Logik hei wären, wéi Dir waart.

(Interruptions)

An da wëll ech awer zum Schluss soen: Dir kënnt elo iwwert dat Reglement schwätzen esou vill Der wëllt, mä et sinn awer net hei Reglementer, déi déi Basisverfassungsrechter vun Deputéierte wäerten a Fro stellen. An dat hu mer hei, dat hale mer an, dat exercéiere mer, esou wéi mer et verfassungsméisseg hunn an esou wéi mer et richteg empfannen.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Domat si mer an dëser Diskussioun zu Enn komm an et geet drëm, fir ofzestëmme respektiv fir ze äntwerten, ob d'Chamber d'accord ass, fir déi zwou Proposition-de-loien unzehuelen an op de Wee ze schécken. Ass dat de Fall?

(Assentiment)

Da soen ech Iech Merci.

4. Changement de composition d'une commission parlementaire

Da wollt ech Iech just nach informéieren, dass d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissioune liicht ännert.

D'Fraktioun vun deene Gréngen huet duerch hire Bréif vum 20. November proposéiert, dass an der Kommissioun vun der Éducation nationale an esou weider den Här Gérard Anzia de Volet „Formation professionnelle" vum Här Claude Adam iwwerhëlt.

Ass d'Chamber do dermat d'accord?

(Assentiment)

Merci.

5. Octroi d'un titre honorifique à un ancien fonctionnaire de l'Administration parlementaire

Nächsten Informatiounspunkt: Opgrond vun enger Décisioun vum Bureau vun der Chamber an nom Artikel 42 vum Beamtestatut vun der Chamber gëtt der Madamm Arlette Frascht, Inspecteur principal premier en rang, déi dëst Joer d'Administration parlementaire pensiounshalber verléisst, den Éierentitel vun hirer Fonctioun zouerkannt.

6. Ordre du jour

Den Ordre du jour vun haut brauch ech Iech net ze widderhuelen, deen ass de Fraktiounen zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mam Ordre du jour, wéi e fir haut proposéiert ginn ass, d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann hunn ech d'Wuertmeldung vum Här Kartheiser fir den Dépôt vun enger Motioun.

7. Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Wéi mer d'lescht Woch hei geschwat haten iwwert déi international Schoul zu Déifferdeng, hat ech hei d'Éier, am Numm vun der ADR eng kuerz Interventioun ze maachen, andeem ech zwou Saache gesot hunn. Dat Éischt, dat war, datt d'Prioritéit vun der ADR u sech d'Stäerkung vun der Lëtzebuerger Sprooch hei am Land gewiescht wär, virun allem an eisem Schoulsystem.

An dat Zweet ass, wann een d'Analys mécht vun deene Schoulen, vun deene Sproochen, pardon, déi an eise Schoulen ënnerriicht ginn, datt all grouss europäesch Sproochen am Abléck ënnerriicht ginn, elo zu Déifferdeng wäert och Portugisesch e reguläert Schoulfach ginn, an et ass eis opgefall, datt déi gréisst europäesch Sprooch, Russesch, an eisem Schoulsystem net vertrueden ass.

Dofir wéilt ech hei am Numm vun der ADR eng Motioun hannerleeën, fir d'Regierung ze invitéieren, d'Aféierung vum Russesche gläichberechtegt mat Italienesch oder Spuenesch an eisem Schoulsystem ze kucken an ausserdeem och fakultativ Coursë vun der russescher Sprooch an eisem Schoulsystem ze favoriséieren.

Ech soen Iech villmools Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

considérant

- que cinq des plus importantes langues européennes sont régulièrement enseignées dans l'enseignement secondaire luxembourgeois, à savoir le français, l'allemand, l'anglais, l'espagnol et l'italien;

- que de surcroît, la langue portugaise fera partie de l'offre scolaire dans la future École internationale publique à Differdange;

- que la langue russe est la seule des grandes langues européennes à ne pas encore faire partie du curriculum des écoles luxembourgeoises;

- que la langue russe est parlée actuellement par 275 millions de personnes dans le monde entier et est par ce fait la septième langue la plus parlée;

- que la langue russe reste une langue véhiculaire dans de nombreux États membres de l'Union européenne;

- que la langue russe est une des langues officielles des Nations Unies;

- que la langue russe, outre son importance culturelle, joue un rôle éminent dans le monde des sciences et de l'enseignement universitaire;

- que la communauté russophone au Luxembourg ne cesse de croître et compte actuellement déjà près de 5.000 personnes de nationalité diverses;

- que la compréhension du russe facilite l'accès aux autres langues slaves, dont plusieurs sont d'ailleurs fréquemment utilisées au Grand-Duché,

invite le Gouvernement

- à étudier la possibilité d'introduire la langue russe dans l'enseignement secondaire luxembourgeois, au même titre que l'espagnol ou l'italien;

- à encourager l'organisation de cours facultatifs de langue russe dans les écoles luxembourgeoises.

(s.) Fernand Kartheiser.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Kartheiser. An d'Motioun geet direkt weider.

Da komme mer zu eisem éischte Punkt vum Ordre du jour. Ech géif d'Regierung bieden, Plaz ze huelen. Éischte Punkt vum Ordre du jour, dat ass eng Froestonn un d'Regierung. Dir kennt d'Prozedur. Den Här Claude Wiseler freet d'Wuert.

8. Heure de questions au Gouvernement

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Här President, ech wollt just soen, datt bei der Fro 7 vum Här Mertens iwwert d'Piste cyclable zwëschent Élwen a Clierf de 26. November schonn eng äänlech Fro gestallt ginn ass vun dem Här…

Plusieurs voix.- Aah!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- …vun dem Här Eicher.

(Brouhaha)

An dofir géif ech Iech einfach suggeréieren, datt, esou wéi eis Prozedur ass, den Här Eicher dann och seng Fro kann do hannendrustellen, datt den Här Minister d'Geleeënheet kritt, op déi zwou Froe gemeinsam ze äntwerten.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ech mengen, domat hu mir kee Problem. Här Minister, Dir sidd…

(Interruption par M. François Bausch)

Ganz gutt, da maache mer dat esou.

Mir géifen dann ufänke mat där éischter Fro. Déi kënnt vum Här André Bauler a betrëfft den artistesche Konzept vum Festival vu Wolz a riicht sech un d'Madame Kulturminister. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert. An ech géif jiddwereen bieden, sech strikt un d'Riedezäit ze halen!

- Question n°134 du 30 novembre 2015 de M. André Bauler relative au concept artistique du Festival de Wiltz, adressée à Mme la Ministre de la Culture

M. André Bauler *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wollt, wéi gesot, eng Fro un d'Madamm Kulturminister stellen. Et geet ëm de Wëlzer Festival.

An de leschte Joren huet de Wëlzer Festival Defiziter gemaach an et hu souguer misse Scholde gemaach ginn. Am Kader vun der Revisioun vun de Konventioune gouf du festgehalen, datt d'Konzept vun dësem traditiounsräiche Festival misst op de Leescht geholl ginn, iwwerschafft ginn. An deem Kontext wollt ech dann der Madamm Minister folgend Froe stellen:

1. Hunn d'Aarbechte ronderëm en neit Konzept fir de Wëlzer Festival ugefaangen?

2. Wéi ass de Beroder- oder Expertegrupp zesummegesat?

3. Kann d'Madamm Minister eis soen, wéini dës Aarbechte sollen ofgeschloss sinn?

4. Wéi reagéiert d'Madamm Minister op Gerüchter, déi dorëmmer gestreet ginn, datt de Wëlzer Festival iwwerhaapt keng Zukunft méi hätt?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Bauler. An d'Wuert huet direkt d'Madamm Kulturminister, d'Maggy Nagel.

Mme Maggy Nagel, *Ministre de la Culture*.- Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, als Éischt wëll ech Merci soen dem honorabelen Deputéierten André Bauler, fir déi Fro gestallt ze kréien, well déi ass méi wéi aktuell. An dat wäert och den Député-maire vu Wolz, de Frank Arendt, mat ënnerschreiwen.

Also fir d'Éischt wëll ech festhalen…

(Interruption)

Frank Arndt!

(Interruptions et hilarité)

De Wolzer Festival, do wollt ech op déi Froen äntweren.

Als Éischt wëll ech festhalen, datt de Kulturministère Partner vum Festival Wolz iwwer laang Jore war. An dat unhand vun enger Konventioun, déi mer mat der Asbl ënnerschriwwen hate fir de stolze Montant vun 140.000 Euro pro Joer.

Bei der Revisioun vun de Konventioune ware mer eis awer eens, datt d'Konzept vun dësem traditiounsräiche Festival misst op de Leescht geholl ginn. Och huet déi finanziell Situatioun Froen opgeworf. Ech wëll dat eng Kéier hei betounen. 2014 hu mer eng zousätzlech Hëllef vun 100.000 Euro nogeschoss, zu där vun der Konventioun. Iwwregens, d'Gemeng huet och e Geste do gemaach, fir datt déi Asbl hir Schold konnt erofsetzen. An elo, Enn 2015, och ze betounen, datt déi Schold elo wäert 450.000 Euro ausmaachen.

D'Konventioun leeft elo den 31.12.2015 aus an an engem Iwwergangsjoer vum Festival 2016 kucke mer als Kulturministère, an dat hu mer och scho mat der Gemeng beschwat, fir de Projet duerch e Subsid ze begleeden.

Här President, fir elo op dem Här Deputéierte Bauler seng Fro ze äntwerten: Jo, d'Aarbechte ronderëm dat neit Konzept hunn ugefaangen a si wäit iwwer Iwwerleeunge vum Festival erausgaangen. Et ware folgend Aarbechte schonn organiséiert ginn: véier Workshoppen zum Thema Wëlzer Festival natierlech, wou ugefaange ginn ass. Wou gefrot ginn ass: Wou sti mer a wéi fuere mer weider? Da war e Workshop zum Thema, an dat fannen ech ganz wichteg, Kulturpolitik vun der Gemeng Wolz. An et ware sechs Reuniounen, fir sech ze concertéieren iwwert d'Entwécklung vun enger neier Struktur, déi déi gesamt kulturell Aktivitéiten zu Wolz organiséieren an zentréiere soll.

Dat neit Konzept soll elo an der Preparatioun sinn an Deeler dovunner goufe scho menge Mataarbechter um Ministère viru Kuerzem presentéiert. An esou wéi ech dat elo konnt gesinn, geet dat wierklech an déi Richtung, wou mer och schonn an enger Reunioun mat der Gemeng dat Ganzt beschwat haten.

D'Fro ass gestallt ginn: Wéi ass de Beroder- an Expertegrupp zesummegesat? De 24./25. Abrëll 2015 gouf op Initiativ vum Citymanager vun der Gemeng Wolz, dem Här Wetzel, en éischte sougenannten Expertegrupp zesummefonnt. Moderéiert gouf dës Sessioun vum Här Andreas Reiter vum Zukunftsbüro Wien - also ganz professionell ass d'Gemeng Wolz dorun erugaangen. An dëse Büro war vun der Gemeng gefrot ginn, mat hinnen zesummen d'Zukunft vum Festival ze analyséieren an driwwer eraus nei Konzepter am Allgemenge wat d'Kultur ugeet zu Wolz auszeschaffen.

Den Expertegrupp war folgendermoossen zesummegesat: dräi Membere vum Wëlzer Festival; zwee Responsabel vun der Kooperatioun; zwee Membere vum Wëlzer Schäfferot; zwee Agenten; de President vum Focuna; den Direkter vum ONT; den Direkter vum CAPe an de President vun der Séibühn Ënsber.

D'Aarbechte vum Expertegrupp sinn esouwäit ofgeschloss. De Ball läit elo bei de Gemengenautoritéite vu Wolz, déi natierlech hir Konklusioune vun deem Exercice auswäerte mussen an décidéieren, wéi et dann elo virugeet. Ech kann nëmmen déi Astellung begréissen an no Récksproch mat dem Här Député-maire, dem Frank Arndt, schéngt dee Wee…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Madamm Minister, Dir sidd schonn iwwert d'Zäit.

Mme Maggy Nagel, *Ministre de la Culture*.- Jo, Här President.

…schéngt dee Wee deen eenzegen ze sinn, fir à la fin e Konzept iwwert d'ganzt Joer iwwert d'ganz Gemeng ze hunn. D'Zil soll d'Grënnung vu Kultur Wolz sinn. De richtege Wee, wou och ech am Ministère ka ganz mat op dee Wee goen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och.

A mir kommen zur nächster Fro. Déi kënnt vun der Madamm Martine Hansen, riicht sech un den Éducatiounsminister a betrëfft de Projet „Modern School duerch modern Programmer". Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°135 du 1er décembre 2015 de Mme Martine Hansen relative au projet «Moderne Schule durch moderne Programme», adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Ee vun deene 25 iwwergeuerdnete Projete vun „Mir schwätzen Zukunft" huet den Titel „Moderne Schule durch moderne Programme". Zu dësem iwwergeuerdnete Projet gehéiert ënner anerem de Projet „Conseil national des programmes" an de Projet „Ausarbeitung von Bildungszielen in der Sekundarstufe".

Laut der geschriwwener Press hat den Här Minister e Grupp vu Wëssenschaftler vun der Uni.lu beoptragt, fir dës Bildungsziler fir de Secondaire ze definéieren. Dat erstalltent Dokument ass dunn och direkt un d'Programmkommissioune weidergeleet ginn.

Och aus der geschriwwener Press vum leschte Weekend si mer gewuer ginn, datt an dësem Dokument, nieft inhaltleche Feeler wéi zum Beispill: „Das Fach Spanisch vermittelt sprachlich kommunikative Fähigkeiten in der italienischen Sprache", och ganz vag d'Bildungsziler definéiert sinn, wéi: „Le cours d'économie politique a pour objectif principal d'approfondir les connaissances des élèves en économie politique." - Wat da soss?!

Dat Ganzt schéngt also definitiv iwwert de Knéi gebrach ginn ze sinn.

An deem Kontext wëll ech gären dem Här Minister Meisch folgend fënnef Froe stellen:

Ass dëst Dokument iertümlecherweis un d'Programmkommissioune geschéckt ginn? An der Press steet, datt de Verantwortleche vun der Uni.lu gesot hätt, et sollt nëmmen een éischte Brouillon sinn, deen nëmme fir de Ministère geduecht war.

Zweetens: Firwat sinn d'Programmkommissiounen net schonns am Virfeld agebonne ginn? Ech hoffen, mir sinn eis eens, datt et wichteg ass, d'Leit vum Terrain anzebannen.

Drëttens: Wéi ginn d'Programmkommissiounen elo an Zukunft agebonnen? Wéi vill Zäit a wéi eng Moyene kréie si, fir op dëst Dokument ze reagéieren?

Véiertens: Firwat war deen immensen Zäitdrock do? Firwat krut d'Uni net méi Zäit, fir eng wëssenschaftlech korrekt Aarbecht kënnen ze maachen?

Laut geschriwwener Press hat d'Uni nëmme knapp zwee Méint Zäit, fir en Dokument iwwert d'Bildungsziler am Secondaire ze erschaffen. Et hat also bal missen iwwert de Knéi gebrach ginn!

A fënneftens: Besteet dee sougenannte Conseil national des programmes schonns? A wa jo, wien ass dodran?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. A leider dem Här Minister gesot, dass et zwar fënnef Froe sinn, mä dass en awer nëmme véier Minutten huet.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci der Madamm Hansen fir déi Froen. Ech huelen un, mir sinn eis alleguerten eens, datt mer e Stéck méi Kohärenz brauchen an eise Schoulprogrammer, datt mer och méi Vernetzung brauchen tëschent eise Schoulprogrammer, tëschent der Ausbildung vun den Enseignanten, der Weiderbildung vun den Enseignanten an och de Léiermaterialien.

Haut huet een e bëssen d'Gefill, wéi wann eis Schoulprogrammer eng Leeder wären, wou d'Schüler missten eropklammen, mä all Spross wär aneschters wäit vuneneen. An dofir brauche mer méi Struktur doranner. Mir brauchen eigentlech en eenheetlecht Gerüst, un deem déi Programmer sech kënnen dann unhalen an dann och déi eenheetlech Branchen, déi eenzel Branchë kënnen eng ähnlech Struktur an hirem Programm erëmfannen. Dat ass eng Begrënnung, firwat mer op de Wee wëlle goen, fir Bildungsziler ze definéieren, wou herno dann d'Programmer, d'Schoulprogrammer sech ganz konkret do kënnen erofdeklinéieren.

Et ass net deen eenzege Grond. Mir wëssen, datt a sengem Avis zur Secondairesreform de Conseil d'État drop opmierksam gemaach huet, datt mer souwisou vill méi vun eise Programmer missten iwwer Gesetz definéieren a virun allem eben d'Bildungsziler missten am Gesetz definéiert sinn. An ech wëll och soen, datt, wa mer jo gären eng Secondairesreform hätten - déi wëlle mer jo och alleguerten, ech komme jo och regelméisseg heihinner déi Fro beäntwerten, wou et domadder drun ass -, dat erklärt schonn en Deel vun deem Zäitdrock, well ouni Bildungsziler gëtt et keng Secondairesreform!

Dat ass natierlech eng Mammutaufgab, déi mer do virun eis hunn. Well an der Regel gi Programmer emol fir eenzel Branchen iwwer eng ganz Rei vu Jore reforméiert. Hei musse mer also elo fir alles dat, wat mer am Secondaire ubidden, Bildungsziler definéieren a Programmer nei ënnendrënner deklinéieren. Ech denken, datt dat eng Aarbecht ass, déi selbstverständlech muss weiderhi vun de Programmkommissioune gedroe ginn.

Mä mir däerfe se domadder net iwwerfuerderen. Mir musse se villméi ënnerstëtzen do derbäi, ënnerstëtzen, dat och vun enger wëssenschaftlecher Approche aus. An dofir si mer jo a Kontakt mat der Uni Lëtzebuerg, wou ech mech ferm gewonnert hunn, datt mer kaum an der entspriechender Fakultéit Didaktikexperten hunn, déi grad do kéinte contribuéieren. A mer musse se och méi wäit ënnerstëtze vum SCRIPT, fir och do méi Ressourcen zur Verfügung ze stellen.

Et ass genau dat, wat mer wëlles hu fir 2016. Duerfir wëlle mer jo op der Uni Lëtzebuerg deen Institut fir Schoulentwécklung schafen, wou mer fënnef Fachdidaktikexperte wäerten da kënne rekrutéieren, déi sech ganz staark och ëm déi Bildungsziler an awer och ëm aner Aspekter vun de Programmer a vun der Schoulentwécklung wäerte këmmeren.

A mir wäerten och am SCRIPT déi néideg Personalressourcen zur Verfügung stellen ab 2016, fir pro Familljebranche vu Schoulfächer eigentlech ee Coordinateur mat zur Verfügung ze stellen, fir genau déi Kohärenz do an de Prozess schonn dran eranzekréien, wéi mer Schoulprogrammer kënnen erstellen.

Dir hutt op dee Mëssel higewisen an Dir hutt jo aus der Freideszeitung hei zitéiert. Jo, dat war esou. Et ass e Mëssel gewiescht, datt et Verständnisproblemer offensichtlech gëtt tëschent menge Servicer an der Uni Lëtzebuerg, wou vun der Uni Lëtzebuerg effektiv ganz kloer gesot ginn ass, dat doten ass eréischt eng provisoresch Aarbechtsversioun. An hätte mir et gekuckt, hätte mer dat sécherlech och nach eng Kéier festgestallt. Mä et ass awer vun eise Servicer direkt weidergaangen an et war effektiv nach net an engem Zoustand, fir weiderzegoen.

Dat brauch eis awer elo weider net opzereegen, dat doten. Do gëtt weider dru geschafft, fir d'Alleréischt elo mat der Uni Lëtzebuerg. Ech selwer gesinn d'Programmkommissiounen, fir nach eng Kéier de Prozess elo mat hinnen ofzemaachen, wéi mer an deenen nächste Méint dorunner wëlle weider zesummeschaffen.

A wann dat Dokument dann an enger Verfassung ass - an ech sinn absolutt d'accord, datt et haut dee Stadium nach net erreecht huet -, wou ka wierklech dru geschafft ginn a mer och vun de Programmkommissiounen Avisen anhuelen, da geet et weider un d'Programmkommissiounen, an dann hoffen ech, datt mer do schnell virukommen. Gradesou wéi mer jo och déi Aarbecht hei an der Chamber brauchen, fir d'Secondairesreform kënnen an Ugréff ze huelen, näämlech déi Verfassungsreform vum Artikel 32 Paragraf 3.

Villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Minister.

Déi nächst Fro kënnt vum Här Roger Negri, riicht sech un de Statssekretär fir Nohaltegkeet an dréit iwwer mobill Kläranlagen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°136 du 30 novembre 2015 de M. Roger Negri relative à la mise en œuvre de stations d'épuration mobiles par les syndicats de dépollution des eaux, adressée à M. le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Merci, Här President. Ech wollt dem Statssekretär Camille Gira eng Fro stellen iwwert déi lokal mobill Kläranlagen, déi bei klengere Projeten agesat ginn. Do gëtt et an de verschiddenen Offallsyndikater vis-à-vis vun der Waasserwirtschaftsverwaltung verschidde Bedenken oder Virbehalter, ob déi Kläranlagen och herno esou fonctionnéiere wéi déi grouss Kläranlagen.

Déi Fro, déi ech am Fong, an engem Saz gesot, wëll un de Statssekretär stellen, ass, ob déi kleng mobill Kläranlagen net engersäits duebel Käschten herno generéieren, wa se an déi grouss Kläranlagen integréiert ginn.

An déi zweet Fro ass, ob déi technesch Funktionalitéit och garantéiert ass a puncto bakterielle Fonctionnement vun de Kläranlagen, dat heescht, dass d'Waasser och wierklech esou propper an d'Baache ka geleet gi wéi bei enger normaler Kläranlag.

Ech soen Iech Merci am Viraus fir Är Äntwert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Negri. An d'Wuert huet den Här Statssekretär Camille Gira.

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech muss dës Fro vum honorabelen Här Negri an de globale Kontext vun der Problematik Kläranlagen zu Lëtzebuerg stellen.

Zënter 1991 - ech betounen: zënter 1991! - gëtt et eng europäesch Direktiv, déi de Länner virschreift, wéi si hiert Ofwaasser ze klären hunn. 1999 war de Stéchdatum, fir all Agglomeratiounen iwwer 10.000 Einwohnergleichwäerter biologesch ze klären. Dir wësst, dass mer dat net erreecht hunn. Dir wësst, wat dat eis kascht: e Forfait vun zwou Milliounen Euro a bis op Weideres all Dag 1.700 Euro op Bréissel ze schécken!

Den Datum fir d'Kläranlagen tëschent 2.000 an 10.000 Einwohnergleichwäerter war, och dat wëll ech ganz kloer an haart hei soen, 2005, an et ka muer sinn, dass d'Kommissioun, nodeems se eis viru Geriicht geholl huet an och verklot huet fir déi grouss Kläranlagen, eis op de Radar hëlt, wa se eis net scho laang huet, fir déi méi kleng Kläranlagen.

Et gëtt awer net nëmmen eng Obligatioun vun 1991 vun der Europäescher Unioun, et gëtt och en nationaalt Gesetz vun 2008, wat e Verschlechterungsverbuet fir sämtlech Baachen a Flëss ausgeschwat huet.

Wat ass an deene leschte Jore geschitt? De Géigendeel ass geschitt. Hate mer 2009 nach 7% vun eise Baachen a Flëss, déi nach an engem gudden Zoustand waren, esou sinn et laut neiem Waasserbewirtschaftungsplang nëmme méi 2%. Mir verstoussen also eigentlech och do géint eis eege Gesetzer!

A wéi eng viregt Regierung domat ëmgaangen ass, dat ass hire Problem. Dës Regierung wëllt

ganz kloer hir eege Gesetzer an och déi europäesch Direktive respektéieren. An dofir hu mir elo d'Consigne ausginn, dass bis auf Weideres keng nei PAPe kënne vum Waasserwirtschaftsamt autoriséiert ginn, wann net déi néideg Capacitéit vu Kläranlagen do ass.

Ech hoffen, dass mer eis heibannen eens sinn, dass zu engem Lotissement am 21. Jorhonnert net nëmmen eng Strooss, Stroosseluuchten, eng Waasserleitung an e Kabel fir den Tëlefon gehéieren, mä och eng Kläranlag. An an deem Kontext hu mir eenzelnen Ofwaassersyndikater, wéi se eis ugeschwat hunn op déi do Problematik, gesot, dass mir selbstverständlech bereet wieren, an enger Iwwergangsphas, besonnesch bei gréissere Lotissementer, déi dann awer wäit fortgeschratt sinn, dann där provisorescher Kläranlagen opzeriichten, well dat natierlech wesentlech besser ass wéi guer net ze klären.

Ech wëll awer hei ganz kloer soen, mir schreiwe keng Obligation de moyens vir, mir schreiwen eng Obligation de résultat vir. Wann e Syndikat elo e Kollekter zum Beispill ka virzéien, fir un eng Kläranlag e Lotissement unzeschléissen, déi existéiert, dann hu mir dat natierlech honnertmol léiwer wéi provisoresch Kläranlagen ze maachen. Mir mëschen eis och net an, wien dann déi Käschte soll droen. Mä ech hoffen awer, dass mer eis eens sinn, dass mer an Zukunft Suen a Kläranlagen investéieren an net a Strofe fir op Bréissel!

Ech wëll och nach eng Kéier drun erënneren, dass op där enger Säit d'Gemengen, déi da käschtendeckend Waasser- an Ofwaasserpräisser hunn, en Heedegeld an hir ordinär Budgeten erakréien, wa jiddwereen dat kuckt. An da kann et net sinn, dass déi Sue fir aner „nice to have"-Investissementer sollte geholl ginn, mä da mussen déi Sue geholl ginn, wann nei Lotissementer sollte gemaach ginn, fir dann och déi néideg Infrastrukturen ze bauen!

An zweetens wollt ech soen, dass et wierklech net un der Regierung hänkt, wann et net virugeet. Ech wëll nach eng Kéier dat widderhuelen, wat de Finanzminister hei gesot huet: Mir hunn d'Suen am Waasserfong tëschent 2013 an 2016 verduebelt. Mir hunn an Tëschenzäit mat de Syndikater d'Prozedure vereinfacht, fir d'Autorisatiounen ze kréien. Da sollen d'Syndikater sech outilléieren, dass se esou séier wéi méiglech déi Capacitéiten opriichten an da brauche si keng provisoresch Kläranlagen opzeriichten.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Statssekretär. Den Här Roth.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ech si frou, dass den honorabele Schäffen an Deputéierte Roger Negri eigentlech déi Fro, déi d'Madamm Adehm an ech selwer dem Här Statssekretär oder der Madamm Ëmweltminister scho schrëftlech gestallt hunn, dass en déi dann och nach eng Kéier gestallt huet. Ech ginn dovunner aus, Här Gira, dass mir dann och eng schrëftlech Äntwert op déiselwecht Fro wäerte kréien.

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- Ech wëll Iech soen, Här President, dass et net déiselwecht Fro ass, well déi Fro vum honorabelen Här Roth an der Madamm Adehm méi wäit geet. Déi ass näämlech prioritär un den Innenminister geriicht an do gëtt gefrot, ob d'Waasserwirtschaftsamt dann d'Recht hätt, iwwerhaapt eng Technologie virzeschreiwen.

An deem Sënn hunn ech indirekt elo op déi Fro geäntwert, andeems ech soen, dass mir keng Technologie virschreiwen, mä eng Obligation de résultat. Mä Dir kënnt Iech berouegen, Här Roth: Den Här Kersch a mir wäerten derfir suergen, dass Der Är Fro bis Enn der Woch schrëftlech beäntwert kritt.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An e gudde Rot: Wann eng Kéier esou en Zweifelsfall ass, wennt Iech vertrauensvoll un Äre Fraktiounspresident, esou wéi den Här Marco Schank dat ganz richteg gemaach huet. A wann et déiselwecht Froe sinn, huele mer se selbstverständlech mat. Villmools Merci!

Mir kommen dann zu der nächster Fro vum Här Fernand Kartheiser un d'Madamm Kulturminister, déi sech scho prett kann halen, iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch.

- Question n°137 du 1er décembre 2015 de M. Fernand Kartheiser relative à la langue luxembourgeoise, adressée à Mme la Ministre de la Culture

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Jo, also mir haten elo hei als ADR déi Freed, ganz prezis d'Fro ze stellen, well jo heiansdo vun der Regierung gewënscht gëtt, datt d'Froe solle prezis sinn. Dat hu mer hei gemaach. Et geet ëm d'Lëtzebuergescht an d'Aarbechte ronderëm d'Lëtzebuerger Sprooch.

D'Orthografie ass jo u sech duerch zwee Arrêtéë festgeluecht, en Arrêté ministériel an en Arrêté grand-ducal, deen ee vu '75, deen anere vun '99.

Elo ass eis Fro: Wat mécht de Conseil fir d'Lëtzebuerger Sprooch, also dee Conseil permanent de la langue luxembourgeoise am Abléck, fir seng Missiounen ze erfëllen?

Dir wësst, datt dee Conseil der Regierung an de Verwaltungen zur Verfügung steet, fir déi ze beroden, wat d'Lëtzebuerger Sprooch ugeet.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass e bësse vill Hannergrondgeräisch, wann ech gelift!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An duerfir hu mir eis d'Fro gestallt - Merci, Här President -, duerfir hu mir eis d'Fro gestallt: Gëtt dat wierklech vun der Regierung a vun de Verwaltungen och genotzt?

Dann déi nächst Fro, déi betrëfft de Lëtzebuerger Online-Dictionnaire, wou mer eis d'Fro gestallt hunn, wéi d'Aarbechten do viruginn a wéini se fäerdeg sinn, an ob d'Resultat vun där Aarbecht dann och schrëftlech publizéiert gëtt.

Dann déi Aarbechten, déi elo gemaach gi souwuel vum Conseil permanent wéi och wat de Lëtzebuerger Online-Dictionnaire ugeet, ob déi hiren Nidderschlag wäerte fannen an enger neier Veruerdnung, zum Beispill e Règlement grand-ducal iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch, a wéi d'Zesummenaarbecht ass tëschent dem Lëtzebuerger Online-Dictionnaire an der privater Initiativ Spellchecker.lu.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser. An d'Wuert huet direkt d'Madamm Kulturminister Maggy Nagel, déi och schonn hei ass.

Mme Maggy Nagel, *Ministre de la Culture.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Haaptaktivitéite vum CPL sinn d'Descriptioun an d'Diffusioun vun der Lëtzebuerger Sprooch, esou wéi dat am Artikel 24, richteg gesot elo, vun 2004 vum Gesetz iwwert d'Reorganisatioun vun de Kulturinstituter steet. Ech zitéieren: «Il est créé auprès du Centre national de littérature un Conseil permanent de la langue luxembourgeoise qui a pour missions l'étude, la description et la diffusion de la langue luxembourgeoise. Il coordonne les travaux d'élaboration de dictionnaires du luxembourgeois.»

D'Froen, déi de Kulturministère oder den Éducatiounsministère gestallt kritt, kritt den CPL regelméisseg pour avis virgeluecht, esou wéi dat am Artikel 24 vum Gesetz vun 2004 iwwert d'Reorganisatioun vun de Kulturinstituter steet. Do steet näämlech: «Il peut être chargé par le ministre ayant la Culture dans ses attributions de formuler des avis sur des questions pouvant aider à une meilleure connaissance et diffusion du luxembourgeois et par le ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions de formuler des recommandations quant à l'étude et à l'enseignement de la langue.»

Vläicht e Beispill vun enger konkreter Mesure: d'Fixéiere vun der Schreifweis vun de Lëtzebuerger Uertschaftsnimm fir d'Schoulen.

De Site vum Lëtzebuerger Online-Dictionnaire, LOD, gouf 2007 fir de Public zougänglech gemaach fir de Buschtaf A. Haut ass den Dictionnaire um Site disponibel mat ronn 18.000 Dictionnairesartikele plus 2.000 Ausdréck vu spezifesche fachlechen Termen. An Enn 2017 ass den Dictionnaire iwwert dat komplett Alphabet zougänglech an ofgeschloss, dat heescht bis de Buschtaf Z.

Et ass och virgesinn, den Dictionnaire Enn 2017 als e-book ze publizéieren an au besoin och a gedréckter Form. Den Ament ginn iwwert d'Online-Versioun all Dag 5.000 Artikele consultéiert. Eng Online-Versioun huet de Virdeel, datt de Verbraucher d'Aktualiséierung direkt gesi kann. Wann et sech als néideg erweist, dass d'Aarbechten ëm d'Lëtzebuerger Sprooch en Nidderschlag an engem aktualiséierte groussherzogleche Reglement sollten hunn, da gëtt dat op jidde Fall gekuckt an och gemaach.

An d'Zesummenaarbecht tëschent der Équipe LOD an der privater Initiativ Spellchecker.lu ass wéi all Kooperatioun tëschent Administratiounen a privaten Initiativen, dat heescht, esou wäit et méiglech ass, ginn d'Ufroe beäntwert.

Virun e puer Joer huet eng Reunioun tëschent dem LOD, Spellchecker.lu a Microsoft Lëtzebuerg stattfonnt, fir eng gemeinsam Wuertlëscht auszeschaffen, wann den Dictionnaire Enn 2017 bis fäerdeg ass. Voilà!

Villmools Merci, Här President, ëmmer nees gär.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och, Madamm Minister.

Déi nächst Fro kënnt vum Här Gérard Anzia, dréit sech ëm d'Suitte vun der Evaluatiounsetüd iwwert d'Formation professionnelle. Här Anzia!

- Question n°138 du 1er décembre 2015 de M. Gérard Anzia relative aux suites données à l'étude sur l'évaluation de la réforme de la Formation professionnelle, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Här Minister Meisch huet op der Pressekonferenz vum 7. Oktober u sech d'Etüd vun der Uni Lëtzebuerg zur Formation professionnelle virgestallt. Do huet en och fënnef Aktiounsfelder ugedeit, op deene soll prioritär geschafft ginn. Des Weideren huet en d'lescht Woch bei der Diplomiwwerreechung vun der Chambre des Métiers an och der Chambre des Salariés, wou d'Diplomer DT, DAP an esou weider iwwerreecht gi sinn, a senger Ried ugedeit, dass hie mat den Akteure vum Terrain zesumme wëllt dës Reform ugoen.

An duerfir wollt ech just kuerz froen, wou mer elo aktuell am Dossier vun der Reform vun der Formation professionnelle dru sinn a wat déi nächst Schrëtt vum Här Minister a sengem Ministère da wären an dësem Dossier.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Anzia. An d'Wuert huet direkt den Erzéiungsminister, den Här Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Hei ass d'Evaluatioun vun der Uni iwwert d'Reform an der Formation professionnelle vun 2008 ugeschwat ginn.

Mir hunn net gewaart, bis dee Rapport vun der Uni Lëtzebuerg géif virleien. Mir hunn d'lescht Joer och schonn e Projet de loi op den Instanzewee bruecht, fir awer scho substanziell dee bestehenden Text, dat bestehend Gesetz nach eng Kéier op de Leescht ze huelen, wou mer awer substanziell géifen agräifen, op där anerer Säit eng Rei vu Prinzipien och géife bestoe bleiwen, wéi zum Beispill deen, datt mer bei modulairem Unterrecht wëlle bleiwen.

Nun, d'Evaluatioun, déi elo virun annerhallwem Mount presentéiert gouf, confirméiert eng ganz Rei vu Positiounen, déi scho méi oder manner bekannt waren, déi och dozou gefouert hunn, datt mer d'lescht Joer dee Gesetzesprojet op den Instanzewee bruecht hunn. En huet jo virun allem nach eng Kéier déi Virwërf, déi vun den eenzelnen Akteuren oder eenzelne Partner gemaach goufen un deem aktuelle System, regruppéiert an an enger ganz transparenter Form opgelëscht.

Kuerzfristeg, denken ech, brauche mer nach ëmmer, an dat hunn ech eigentlech schonn d'lescht Joer hei gesot, eng Rei vun awer aschneidenden Ännerungen um bestehende System, zum Beispill erëm d'Aféierung vun enger Promotion annuelle, datt een eréischt da kann d'Moduller vun deem Joer drop ufänken, wann een de Gros vun de Moduller vun deem Joer virdru bestanen huet, well soss sech esou vill Modules de rattrapage accumuléieren, datt d'Schoulen herno an der Onméiglechkeet sinn, dat kënnen unzebidden, an dann awer och den Apprenti an der Onméiglechkeet ass, dat iwwerhaapt an deene verbleiwende Méint herno zum Schluss am drëtte Joer nach kënnen ze bewältegen.

Dir wësst och, datt mer wëllen d'Method vun der Evaluatioun, d'Rechne vun der Evaluatioun nach eng Kéier diskutéieren. Dat si fir mech emol op jidde Fall déi zwee Punkten, wou mer musse kuerzfristeg intervenéieren.

Gläichzäiteg awer, denken ech, muss een doriwwer eraus kucken, wat nach ze änneren ass. Mir haten eng ganz Rei vu Punkten ugepaakt an deem Gesetzesprojet vum leschte Joer, déi a mengen Aen nach ëmmer an der grousser Mass hir Gültegkeet och hunn, wou mer sécherlech mussen driwwer diskutéieren. D'Evaluatioun vun der Uni Lëtzebuerg weist eng Rei vun anere Felder op, iwwert déi mer och nach zousätzlech mussen diskutéieren.

Mir wëssen awer gläichzäiteg, datt mer d'Formation professionnelle net isoléiert däerfe gesinn. Mir mussen zum Beispill virun allem kucken: Wéi fonctionnéiert de Cycle inférieur vum EST? Wéi bréngë mer et fäerdeg, datt mer déi richteg Jonk an déi richteg Formatiounen erakréien, fir déi hir Interessien an hir Talenter se och virun allem prédisponéieren, fir dat kënnen ze maachen?

Fir déi doten Diskussiounen ze féieren, brauche mer awer nach e Stéck wäit méi Zäit, well ech virun allem gären e Konsens hätt. Mir hu wuel bei der Ausaarbechtung vun deem leschte Projet de loi mat all de Partner geschwat. Et waren oft Reuniounen, wou jiddwereen derbäi war. A mir hunn, denken ech, och do, wou Konsens méiglech war, dat alles an den Text erageholl. Et huet een awer duerno gemierkt, datt den Text deenen engen ze wäit gaangen ass, deenen anere vläicht net wäit genuch gaangen ass.

Wann ech haut, och no der Evaluatioun, mat den Akteure schwätzen, da mierken ech, datt vläicht grondsätzlech nach ëmmer eng éischter positiv oder éischter ofleenend Haltung zum bestehende Gesetz besteet bei deenen engen oder aneren. Wann een dann awer an den Detail kucke geet, wat misst kënne geännert ginn oder wat op jidde Fall muss ugepasst ginn a wourobber een dann awer do herno eraus wëllt, dann, denken ech, datt do e Konsens méiglech ass. An déi Zäit, déi solle mer eis awer loossen.

Déi Diskussiounen, déi ginn awer och momentan scho gefouert, wou mer an eenzelne Gespréicher, mat den eenzelne Partner do, haaptsächlech de Chambres professionnelles gekuckt hunn, awer och de Schoulgebaier, den Direktiounen aus den eenzelne Gebaier, déi an der Formation professionnelle staark engagéiert sinn, wat hirer Meenung no misst geschéien, well mer mierken - an dat ass fir mech déi Haaptkonklusioun vun der Evaluatioun: Mir kréien dee System do net esou un d'Rullen, wéi mer et eigentlech brauchen, wann d'Vertrauensbasis tëschent deenen eenzelne Partner net do ass, tëschent de Patronen, de Gewerkschaften an de Schoulen.

Duerfir musse mer déi onbedéngt, wa mer iwwert dat Noutwendegt vun dësem Joer erauskucken, mat erunzéien, fir e Reformprojet vun der Reform vun 2008 am Detail kënnen auszeschaffen. Duerfir ass déi Meenung mer besonnesch wichteg.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister.

Déi nächst Fro kënnt vum Här Serge Wilmes un den Nohaltegkeetsminister a betrëfft d'Kontrollstatioun.

- Question n°139 du 1er décembre 2015 de M. Serge Wilmes relative à la politique future de la Société Nationale de Contrôle Technique, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Merci, Här President. Jo, ech hunn eng Fro, effektiv, iwwert d'Kontrollstatiounen. Mir wëssen alleguerten, datt d'Kontrollstatioune fir d'Gefierer immens vill Aarbecht hunn. Si ginn dacks iwwerrannt.

Et sinn an de leschte Joren eng Partie Mesurë scho geholl gi vum fréiere Minister, fir dergéint eben ze hëllefen, andeems d'Horairë geännert gi sinn, et si Méiglechkeeten, fir kënne Rendezvousen ze huelen, geännert ginn, datt een dat och kann online maachen, datt och ebe méi Garagë sech kënnen akkreditéiere loossen, fir kënnen déi Kontrollen ze maachen.

Et ass och elo ënnert deem neie Minister e Projet de loi déposéiert ginn, wou ënner anerem e Projet de loi eben déi Direktiv, déi nei europäesch Direktiv ëmsetze soll, mat där och dann d'Périodicitéit vun de Kontrolle geännert gëtt.

Elo bleift nach eng Fro: Ass trotzdeem et net och geplangt, fir weider nach vläicht Kontrollstatiounen am Land ze bauen? A respektiv, et sinn do Rumeuren un eis erugedroe ginn, datt eventuell virgesinn ass, eng Kontrollstatioun zu Stroossen ze bauen.

Dofir meng Fro dozou, wéi et domadder ausgesäit. Kënnt Der dat bestätegen oder net?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet direkt den Nohaltegkeetsminister.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. An ech soen och dem Här Wilmes Merci fir déi Fro.

Effektiv ass et esou, datt mer jo vill an de leschte Jore gemaach hunn, fir datt de Contrôle technique méi effizient gëtt, an d'Resultater loosse sech entre-temps och weisen. Ech schaffe jo nach un enger Rei Saachen. De Gesetzesprojet ass um Instanzewee, wéi gesot ginn ass. Ech hoffen, datt mer et nach kënne fäerdegbréngen, deen nach an dësem Joer ze stëmmen, fir datt en op dem 1. Januar kann a Kraaft trieden. Dat wäert eis nach eng Kéier villes hëllefen.

An natierlech versiche mer och doriwwer eraus, nach aner Weeër ze sichen, fir méi no ze kommen, datt d'Kontrollstatioun méi no bei d'Leit kënnt, méi als Déngschtleeschtung bei d'Leit kënnt. An dozou gehéiert natierlech virun allem Dezentraliséierung, ze kucken, mat méi klengen Entitéiten ze schaffen. An duerfir ass d'SNCT och amgaang, lénks a riets ze kucken, wou se eventuell kéint Sitte fannen, fir sech nidderzeloossen.

Do ass awer nach keng Décisioun gefall, wou dat ass. Et ginn der eng Rei gekuckt, de Moment. Et ass awer nach ze fréi, fir elo ze soen, wat fir eng definitiv wäerten zréckbehale ginn. Dat hänkt natierlech vill dovun of, wat do och machbar ass puncto beispillsweis och Baugenehmegungen an esou weider. Also, do sinn nach ganz vill Froen, déi opstinn, ier eng definitiv Décisioun geholl gëtt.

Mä richteg ass et, datt mer op de Wee wëlle goen, fir méi dezentral nach ze kucken, Unitéiten dohinnerzesetzen an deementspriechend de Service nach kënnen ze verbesseren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Bausch.

An déi nächst Froe kommen da vum Här Edy Mertens an dem Här Emile Eicher, riichte sech un deeselwechten Nohaltegkeetsminister an dréien ëm d'Vëlospist zwëschen Ëlwen a Clierf. Här Mertens, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°140 du 30 novembre 2015 de M. Edy Mertens relative au trajet de la piste cyclable entre Troisvierges et Clervaux, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

et

- Question parlementaire écrite n°1598 de M. Marco Schank et de M. Emile Eicher relative à la ligne ferroviaire du Nord

M. Edy Mertens *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll eng Fro un den Här Nohaltegkeetsminister, den Här Bausch, stelle betreffend d'Vëlospist tëschent Ëlwen-Cliärref oder Cliärref-Ëlwen. An do heescht et, oder et héiert een, datt den Nohaltegkeetsministère mam Gedanke spillt, fir do op där Streck, op där Zuchstreck dat zweet Gleis ze benotzen, wat am Abléck net a Betrib ass, deelweis jo net méi besteet, fir eng Vëlospist do ze aménagéieren.

An an deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Bausch stellen: Éischtens, wéi konkret sinn déi Pläng, fir op där Plaz déi Vëlospist ze aménagéieren?

A mengt den Här Minister net - dat ass déi zweet Fro -, datt een dat zweet Gleis awer kéint a Betrib huelen, vläicht iergendwann eng Kéier, wann een et brauch, fir eng Verbesserung vum Takt vun de Verbindungen an d'Stad respektiv als Méiglechkeet, fir kënnen déi Verspéidungen, déi elo ewell deelweis bestinn, opzefänken, well jo dann duerch d'Vëlospist déi Streck blockéiert wier? Dat wier meng Fro. Emile!

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci, an direkt huet d'Wuert den Här Emile Eicher.

M. Emile Eicher *(CSV)*.- Här President, zesumme mat mengem Frënd, dem Marco Schank, hate mer dee leschten Donneschdeg eng bal ähnlech Fro zum selwechten Thema gestallt. Mir hunn eis näämlech och d'Fro gestallt, nodeems datt mer och schonn eng Äntwert kritt hunn op dem Deputéierten Aly Kaes seng Ufro, wéi et mat dem Ausbau wär op Zweegleisegkeet zwëschen de Pafemillen a Clierf. Deemools huet de Minister eis gesot, datt de Moment op jidde Fall nach keng Urgence besténg, well dat sech awer ëmmerhin ëm 45 Milliounen Euro géif handelen.

Dofir och ähnlech Fro, wéi mäi Kolleeg Edy Mertens se elo gestallt huet. Wéi gesäit et aus? Ass d'Emprise an d'Propriétéit vun der Eisebunn esou grouss, datt een niewebäi nach déi Eisebunnspist oder e Wee kann duebelgleiseg maachen, wann ee Vëloswee och gebaut gëtt?

A selbstverständlech hale mir och drop, datt esou schnell wéi méiglech deen Ausbau gemaach gëtt, well d'Ubannung an d'Vennbahn extrem wichteg ass fir den Tourismus, net nëmme vu Clierf, mä vun der ganzer Regioun. A mir hu gemierkt, datt extrem vill - vill méi wéi erwaart - awer Vëlosleit déi Pist benotzen, an et also wichteg ass, datt se méiglechst schnell kënnt.

Mä meng Fro dann: Kënnt Dir garantéieren, datt den Ausbau, dee méiglechen Ausbau net hypothéquéiert gëtt duerch dëse Vëloswee?

An d'Fro och vläicht hannendrun: Wéini considéréiert Dir den Ausbau vum zweete Gleis zwëschen der Pafemillen a Clierf?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Eicher. An d'Wuert huet den Nohaltegkeetsminister. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci deenen zwee Deputéierte fir déi Froen. An ech si besonnesch frou iwwert déi Remarque, déi den Här Eicher elo gemaach huet um Schluss, wou en emol erausgestrach huet, firwat mer déi Vëlospist iwwerhaapt wëlle bauen. Dat ass e bësse jo duergestallt gi gewiescht an der leschter Woch an der Press, och duerch de Gemengerot, dee war ganz uewen am Éislek, wéi wann dem Minister elo wierklech näischt Besseres géif afalen, wéi Eisebunnsstrecken ze supprimiéieren, fir seng mini Vëlospist ze bauen.

Ech mengen, duerfir ass et wichteg, datt emol hei ënnerstrach ginn ass, datt, éischtens, déi Vëlospist net iergendeng Fantasiegeschicht ass, mä datt et d'Verlängerung ass vun der berühmter Vennbunn fir Vëloen. Dat heescht, dat ass déi, déi vun Oche kënnt, déi touristesch gesinn extrem gutt geet a wou natierlech aus verständleche Grënn Clierf extrem drun interesséiert ass, datt déi esou séier wéi méiglech dohinnerkënnt, haaptsächlech d'Hotelsbranche, wéinst dem Cyclo-Tourismus. Dat ass haut e grousse Créneau an Europa. Virun allem fir Lëtzebuerg a virun allem fir eist Éislek gesinn ech do ganz vill wirtschaftlecht Potenzial. Dat emol, firwat mer et maachen.

Dat Zweet ass, den Här Mertens schwätzt hei vun engem zweete Gleis, dat mer géifen opferen, fir eng Vëlospist ze bauen. Ech wëll awer emol soen, datt et nach keen zweet Gleis gëtt! De Moment gëtt et ee Gleis do. Dat heescht, et ass net esou - no bausse kléngt dat e bëssen esou -, wéi wann ech do géif e Gleis erausrappen, fir do eng Vëlospist ze bauen.

Et gëtt nach de Moment keen zweet Gleis. Et ass awer en zweet Gleis virgesinn, mä fréistens am Plan sectoriel an der Phas 2, dat heescht no 2020. Also, dat heescht tëschent 2020 an 2030. Dat huet och gutt Grënn, firwat dat eréischt do virgesinn ass, well mir hunn éischtens nach op der Haaptachs Lëtzebuerg-Ëlwen, haaptsächlech tëschent Lëtzebuerg an Ettelbréck, e ganze Koup Chantieren de Moment.

Mir hunn de Moment d'ganz Schwellen, déi ersat ginn op der Streck. Mir hunn den Arrêt Pafendall-Kierchbierg, wou et nëmmen eegleiseg geet, deen eis jo awer logescherweis vill Verspéidunge mécht während der Chantiersphas. An dat dauert alles bis 2017, Enn ´17, Ufank '18, ier dat fäerdeg ass. An dann hu mer op der Streck Kautebaach-Wolz eréischt de bessen Takt agefouert a mussen och emol auswäerten no engem Joer, wéi dat sech entwéckelt, fir ze kucken, ob mer do ganz op zwee Gleis mussen ausbauen oder nëmmen deelweis. Dat stellt sech alles eréischt an deenen nächsten dräi, véier Joer eraus.

Also, op alle Fall, fir d'Verspéidungen ewechzekréie Richtung Ëlwen, hëlleft eis dat doten de Moment näischt. Dovun emol ofgesinn, datt et komplizéiert ze bauen ass an datt et net muer gebaut wär, mä do sinn allegueren déi aner Chantieren, déi op der Nordstreck um Lafe sinn. Ech si frou, wann déi fäerdeg sinn, an da wäerten d'Verspéidungen och do selbstverständlech zréckgoen a wäert op der Nordstreck d'Qualitéit wesentlech besser gi wéi haut.

Dann ass et awer och esou, datt op kee Fall eppes gemaach gëtt a puncto Vëlospist, wat herno den Ausbau géif beanträchtegen. Dat ass och esou mat der Eisebunn ofgemaach. Et ass esou, vu datt jo eréischt no 2020, dann, wann een Ausbau soll décidéiert ginn, da muss d'Chamber och emol nach e Gesetz stëmmen an esou weider, da gëtt jo do e Chantier, wann dat alles bis gelaf ass, installéiert. An d'Eisebunn huet och genuch Terrainen niewendru fir d'Chantiersinstallatioun. An herno géif just d'Vëlospist e bëssen eriwwergeswitched ginn op dat, wou dann de Chantier ass.

Mä natierlech ass keen Ausbau vun der Streck beanträchtegt. Éischtens wär ech dergéint gewiescht, fir dat ze maachen. An zweetens hätt d'Eisebunn mer och gesot: Sorry, dat do kënne mer net maachen. An et huet och ni een déi Iddi gehat.

Dat Eenzegt, wat hei gesot ginn ass, dat ass, en attendant, datt déi Streck eng Kéier ausgebaut gëtt, datt mer awer scho sollen d'Pist maachen, soit datt mer se herno e bëssen eriwwerswitchen. Well eng Vëlospist ze maachen, ass jo net ganz komplizéiert, fir déi unzeleeën. Et ass net, wéi wa mer elo eng Strooss bauen an esou weider, wou dat alles vill méi opwendeg ass. Hei hu mer eng zimlech gutt Streck a genuch Terrain haut schonn niewendrun, wou mer dann dem Wonsch, zum Beispill vu Clierf, och géifen entgéintkommen, a vun dem Commerce an der Hotellerie zu Clierf, fir déi Vennbunn fir de Vëlo kënne relativ séier ze realiséieren, en attendant, datt dann d'Streck ausgebaut gëtt an och d'Vëlospist da mat e bësse méi eriwwer géif réckelen.

Also, et ass un alles geduecht ginn. Et ass och esou mat der Eisebunn beschwat ginn. Et gëtt nach keng Detailpläng. Mir sinn nach amgaangen, elo ze versichen, déi auszeschaffen. Mä, wéi gesot, et gëtt hei eppes gemaach, éischtens, am Intérêt vum Cyclo-Tourismus a vum grousse wirtschaftlechen Intérêt fir den Norden. An ech wëll och soen: Et sinn all aner Variante gekuckt ginn. Et gëtt keng, déi optimal ass. Dat do wär déi optimaalsten, déi och am meeschte géif bréngen, wa mer dat do géife maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Minister!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- An et gëtt gemaach, Här President, selbstverständlech am Áklang domat, datt mer d'Eisebunn nach kënnen ausbauen an ouni datt mer onnëtz Fraisen engagéieren.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och.

Déi nächst Fro kënnt vum Här Marcel Oberweis un de Statssekretär fir d'Nohaltegkeet iwwert d'Etüd betreffend den Impakt vum Erausklammen aus dem Tanktourismus. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°141 du 1er décembre 2015 de M. Marcel Oberweis relative à l'étude ayant pour objet l'impact à moyen et long terme de la sortie virtuelle du «tourisme à la pompe», adressée à M. le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Här Statssekretär, am Rumm vun eiser Diskussioun zu der COP21 hate mer ganz am Ufank des Joers gesot gehat, mir géifen eng Tanktourismus (veuillez lire: Etüd iwwert den Tanktourismus) erstelle loossen an déi kéint och dann an déi ganz Etüd erafléissen, an dee Rapport. Deem ass awer net esou gewiescht. Elo hu mer mëttlerweil awer kënnen héieren, datt déi Etüd fäerdeg ass. Déi läit an engem Tirang. An do géif nach u Parametere geschafft ginn.

Duerfir ass meng Fro déi heiten: Am Joer 2008 hat deemools schonn den Nohaltegkeetsrot gesot gehat, mir sollten doriwwer befannen, et do ass och eng Etüd gemaach ginn. Et ass du festgehale ginn, wann dat esou géif weidergoe mat deem, wat mir verkafen an der Grenzregioun - dat si jo zwou Milliarde Liter Diesel a 400 Millioune Liter Bensinn -, datt iergendwann deen Impakt u Gelder, wann enges Daags dann d'COP21 wierke sollt a mer CO_2-Tonne bezuele missten, da misste mer dat Geld, wat mer verdéngen, an en Däppe stiechen, mat deem mer eise Klimapakt misste finanzéieren.

Et ass also quasiment herno eng Rechnung, déi net méi opgoe kann. Wann ech dervun aus géif goen, datt mer, wéi d'Schwäiz et mécht, mat esou vill Euro pro Tonn géife schaffen, da muss et jo eng Kéier bezuelt ginn, wa mer jo éierlech sinn zu Paräis.

An duerfir meng Fro: Wéini kënne mer déi Etüd kréien, an hirer leschter Finalitéit dann?

An ech mengen, wann ech haut de Moien den CES gelies hunn: Mir hunn 1,6 Milliarde verdéngt un de ganzen Akzisen, soudatt mer eis mussen hannerfroen, ob mer net awer eng Kéier ufänken nozedenken iwwert den Tanktourismus.

An ech soe Merci fir d'Wuert.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Oberweis. An d'Wuert huet de Statssekretär am Nohaltegkeetsministère, den Här Camille Gira.

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures*.- Merci, Här President. Eigentlech hat d'Ëmweltministesch am Kader vun der Debatt iwwert d'Klimapolitik zu Lëtzebuerg Erklärunge ginn, firwat déi Etüd nach net um Dësch läit. Et gëtt zënterhier och keen neie Moment. Ech kann lech och soen, dass näischt an engem Tirang läit an dass keng fäerdeg Etüd existéiert.

Mir hunn d'lescht Joer am Summer engem auslännesche Büro, deen och scho fir viregt Regierunge geschafft huet, en Optrag gi vum Nohaltegkeetsministère aus, déi Etüd ze maachen. Mir haten d'lescht Joer am Hierscht eischt Reunioune mat deenen Experten, fir iwwer Têscheresultater ze diskutéieren.

Dir wësst, wat do dertëscht geschitt war. De Pëtrolspräis ass vun iwwer 100 Dollar de Barrel erofgaangen op deemools 50, 60. Dir wësst, wou en haut ass. An d'Experten hunn eis gesot: Wa mer iwwer Flexibilitéite vu Präisser rechnen, iwwer Ännerunge vu Konsumgewunnechten, dann huet een e wëssenschaftleche Modell. An Dir kënnt lech virstellen, dass dee Modell anescht ass, wann de Pëtrolspräis bei 150 Dollar ass, wéi wann e bei 50 ass.

Sou ass déi Etüd eng éischte Kéier ugepasst ginn. Dir musst jo och wëssen, dass net nëmmen eise Ministère concernéiert ass, mä och nach ganz aner Ministèren: Finanzministère, Ekonomiesministère. A mir hate virum Summer eng éischt Reunioun mam Finanzministère, wou mer wollten iwwert déi virleefeg Resultater diskutéieren.

Du koum deen zweete Changement. Dunn huet de Finanzministère eis gesot, dass, nodeems eigentlech schonn ´12, ´13 de Verkaf vum Gesamtspritt - ech wëll dat hei betounen, well ganz oft och an der Press dat falsch duergestallt ginn ass -, net nëmmen den Tanktourismus ass zréckgaangen déi lescht zwee, dräi Joer, mä insgesamt de Spritverkaf; dat gesitt Der virun allem dorun, dass och de Bensinn amgaangen ass zréckzegoen, dee manner concernéiert ass vum Tanktourismus wéi den Diesel. A wann ech lech soen, dass zu deem Moment de Finanzministère vu minus 6 bis 7% geschwat huet, da sidd Der jo hoffentlech mat mer d'accord, dass do nach eng Kéier en neie Moment komm ass, fir dass mer den Experte gesot hunn: Elo musst Der awer emol op d'Sich goen, fir deen dote Réckgang ze erklären!

An ech kann lech och soen, dass nach net definitiv bis haut déi lescht Erklärunge fonnt si ginn. An dofir wollt ech lech Folgendes proposéieren: Mir hunn nei Donnéeë vum Expert kritt. Mir wëllen eis zesummen den 31. Dezember ofwaarden, fir dass mer dann elo wierklech och de Spritverkaf vun engem ganze Joer kënnen analyséieren. An da maache mer d'Konzertatioun tëschent deene concernéierte Ministèren. An da wäert selbstverständlech d'Chamber d'Primeur kréien, fir iwwert déi Etüd do ze diskutéieren.

Mä ech hoffen, dass Der mat mir d'accord sidd, dass et kee Wäert hätt bis elo, eng Etüd op den Dësch ze leeën, wou d'Chifferen, déi drastinn, scho falsch gewiescht wären, ier den Drock dréche gewiescht wär. An ech mengen, dass Der mat mer d'accord sidd, dass, wa mer eng uerdentlech Diskussioun doriwwer wëlle féieren, da brauche mer wierklech eng Etüd, déi d'Strooss hält an déi deenen zwee grousse Changementer, déi tëschent dem Optrag an dem Datum vun haut geschitt sinn, dass mer déi analyséieren an och esou gutt wéi méiglech Erklärungen lech an eis selwer liwweren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Gira.

An déi nächst Fro kënnt vum Här Gilles Baum un den Nohaltegkeetsminister - deen huet haut ee laangen Tour - iwwer eng interkommunal Schwämm zu Iechternach. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°142 du 30 novembre 2015 de M. Gilles Baum relative à une piscine intercommunale à Echternach, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Gilles Baum *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass Sport wichteg ass an dat an all Alter, ech mengen, dat däerft wuel keen heibanne bestreiden. Et gëtt jo och hautdesdaags kaum nach eng Schoul oder e Lycée gebaut ouni Sportshal oder Piscine derbäi. Just beim eelste Lycée am Osten, deem zu Iechternach, do geet et säit gefillten zéng Joer zou wéi bei der Sprangpressessioun: dräi Schrëtt no vir an erëm zwee zréck.

Nodeems sech elo endlech gëeenegt gouf op de Site op der Gare, gëtt et awer en neie Moment wéinst där geplangter interkommunaler Piscine, déi op der däitscher Säit mat der Verbandsgemeinde Irrel gebaut soll ginn.

Dofir bieden ech den Här Minister, op dës Froen ze äntwerten:

Verschwannen déi bestehend Piscine an déi bestehend Sportshal zu Iechternach, déi alle béid an engem schlechten Zoustand sinn, wéinst där neier Piscine zu Irrel? A gëtt den Terrain…

Une voix.- Dat wär schued!

M. Gilles Baum *(DP)*.- …an de Projet vun der neier Sportshal fir de Lycée integréiert?

Wéi wäit sinn d'Gespréicher mat der CFL, wat d'Ënnerstänn vun de Bussen ugeet? A wou sollen d'Bussen an Zukunft hikommen?

Wat de Bau vun der Sportshal fir de Lycée ugeet, wollt ech froen, a wat fir engem Zäitraum dass mer eis bewegen an awéifern am Kader vum Bau Turn- oder Schwammstonne

vun de Primärschoulkanner respektiv dem Lycée kéinten ausfalen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Baum. An d'Wuert huet den Här Nohaltegkeetsminister, dee schonn amgaangen ass, heihinnerzesprinten.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci dem Här Baum och fir déi Fro. Éischtens wollt ech emol soen, datt déi interkommunal Piscine e Projet ass vun der Iechternacher Gemeng. Do huet mäi Ministère strictement näischt domadder ze dinn. An et ass och esou, datt de Projet vun der Sportshal fir den Iechternacher Kolléisch dovunner guer net betraff ass. Dat heescht, dat sinn zwee separat Projeten.

Wat awer richteg ass, dat ass, datt mer - bon, mäi Virgänger huet scho laang dorunner gedoktert, fir do eng Léisung ze fannen, an et ass oft hin- an hiergaange mat Léisungen - awer elo en Accord fonnt hunn, mat der Iechternacher Gemeng zesummen, fir ze kucken, wéi mer dat Ganzt reorganiséieren.

An zwar huet d'Gemeng jo selwer eng Rei Besoinen. Si wëllen hir Schoul vergréisseren. Si wëllen eng Maison relais maachen. An, bon, et ass esou, datt deen Terrain, do, wou d'Busgare ass, jo awer e relativ groussen Terrain ass. Dee gehéiert zum Deel dem Stat, zum Deel ass et de Fonds des routes, zum Deel ass et awer och d'Gemeng selwer, deenen den Terrain gehéiert.

Mir wäerten dat esou reorganiséieren, datt mer de Bushangar do ewechhuelen an op e Site, deen heescht Kräizkapell, setzen. Dat ass dee groussen, oh, esou e grousse Site, deen e bëssen eng ronn Form huet. Do soll och den Dépôt vu Ponts & Chaussées souwisou drop gebaut ginn. Dat ass e Statsterrain. An dat ass elo alles genau gekuckt ginn. Do géife mer och dann déi Bussen, déi Bushangaren dohinnerkréie vun der CFL.

Et muss een allerdéngs soen, am Ufank huet dat eng Rei Nodeeler fir d'CFLs-Bussen, well am Ufank wäerte se awer nach déi aner Säit fueren, bis mer och dee ganze Minicontournement, dee mer wäerte bauen, wou jo och d'ganz Busgare wäert verréckelt ginn, op enger anerer Plaz hunn, soudatt et fir d'CFL am Ufank mat méi Fraise verbonnen ass, wa mer dat dohinnerleeën. Mä et geet awer, mir kréien dat hin. An da gëtt och gekuckt, fir Synergien ze sichen tëschent deenen zwee Gebaier, dat heescht Ponts & Chaussées a CFL.

D'Études préliminaires, déi sinn uganks 2015 ugaangen. Den Avant-projet sommaire ass quasi ofgeschloss. A mir sinn amgaangen, elo d'Dossiere fäerdeg ze maache fir de PAP an och fir d'Kommodosprozedur. An eréischt wann dat alles fäerdeg ass, wann déi Décisiounen all geholl gi sinn, wa mer do wëssen, wou mer dru sinn, dann eréischt kënne mer e genauen Timing soen, a wéi engem Zäitraum et gebaut gëtt. Ech weess natierlech, datt et urgent ass fir déi Sportshal vum Lycée do; déi ass wierklech an engem ganz..., déi entspriécht net deem, wat ee misst hunn, ganz sécherlech net!

Wat d'Schwammcoursen ubelaangt, esou steet d'Direktioun vum Lycée am direkte Kontakt mat der Gemeng. An et ginn zu engem spéideren Zäitpunkt och Solutioune gesicht natierlech fir d'Schwammcoursen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister.

D'nächst Fro kënnt vun der Madamm Andrich, riicht sech un deeselwechten Nohaltegkeetsminister a betrëfft d'Erneierung oder d'Verlängerung vum Führerschäin an deene verschiddenen Alterskategorien.

- Question n°143 du 1er décembre 2015 de Mme Sylvie Andrich-Duval relative à la prolongation des permis de conduire au seuil d'une nouvelle catégorie d'âge, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, a leschter Zäit hat ech dem Här Minister Fränz Bausch schonn déi eng oder aner Fro gestallt iwwert d'Gültegkeet vum Führerschäin. An den Här Minister hat dat och opgegraff. An duerfir ass nei, zënter September, dass de Führerschäin ab 70 Joer fir fënnef Joer an ab 80 Joer fir zwee Joer ka verlängert ginn, woufir ech Merci soen.

Entre-temps sinn awer eng Rei aner praktesch Problemer u mech an och un aner Deputéiert erugedroe ginn, déi drop hiweisen, dass do d'Simplification administrative kaum spille wäert. Et schéngt deemno, wéi wann de Règlement grand-ducal vum 25. Juli 2015, deen den 1. September a Kraaft getratt ass, elo net ganz kloer wär. Hannerfrot gëtt notamment vun de Betraffenen de Sënn fir d'Verlängerung just bis 70 ze ginn, am Fall, wou een tëschent 66 an 69 Joer huet, obschonn ee kéint ab 70 souwisou fir fënnef Joer verlängert kréien.

Une voix.- Dat ass richteg.

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- A firwat zum Beispill net bis 71 oder 74 Joer do verlängeren?

Déiselwecht Logik spillt och, wann een tëschent 76 an 79 Joer huet, wou bei 80 nees nei muss ugefrot ginn, obschonn een ab 80 jo neierdéngs kann ëm zwee Joer verlängert kréien. Also firwat net hei fir déi Alterskategorie bis 81 respektiv 82 Joer verlängeren?

D'Leit verstinn dës administrativ Contrainte net an och net, firwat se dann trotzdeem e Certificat vum Dokter musse bréngen mat 70 respektiv 80, och wann de Führerschäin, laut där neier Regelung, theoretesch bis 75 respektiv 82 Joer gülteg wier.

Des Weideren ass et och wuel esou, dass ee mat 59 Joer den Autosführerschäin ëm zéng Joer verlängere kann, dee vum Camion oder Bus awer just ëm ee Joer, mam Argument, dass ee mat 60 Joer fir fënnef Joer verlängert kritt. Also, dat si Saachen, wou d'Leit elo net ganz kloer verstinn.

Duerfir wollt ech wësse vum Här Minister, ob hie mir déi Praxis do ka confirméieren an ob och den Här Minister mer kann d'Grënn soen, firwat dat esou gehandhabt gëtt, obschonn et jo eigentlech sollt méi einfach gemaach ginn, am Sënn vum Bierger, méi Flexibilitéit do eranzebréngen?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Andrich. An d'Wuert huet direkt den Nohaltegkeetsminister.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, och do Merci fir déi Fro.

Also et ass esou, datt natierlech, wéi dat ageféiert ginn ass, do ass versicht ginn, eng Iwwergangsléisung dranzebréngen. An dat betrëfft zum groussen Deel déi Fäll, déi Der opgezielt hutt, mat Ausnam vun deenen ënner 70. Do spillt et net, well déi Iwwergangsbestëmmungen, déi betreffen nëmme Leit, déi och wierklech iwwer 70 scho sinn. Dat heescht, déi virum 1. September 2015 schonn, loosse mer soen am Juni, Mee oder Juni 70 gi sinn, dunn ugefrot hunn an nëmmen no där aler Regelung eng Verlängerung kritt hunn. An et ass gutt gemengt gewiescht, fir dann ze kucken: Ma wéi kënne mer et awer maachen, datt mer deenen dann einfach zwee Joer beispillsweis supplémentaire ginn, fir datt mer se dann och op den Niveau kréien, an Aklang kréie mat där neier Regelung?

Elo ginn ech awer gär zou, wéi ech mer d'Regel selwer nach eng Kéier ugekuckt hunn, si ass e bësse kompliziéiert! An ech muss och soen, meng Leit hu mer hei elo e puer Berechnunge gemaach mat esou Fallbeispiller. Do gesäit een och schonn d'Komplexitéit eraus. An ech mengen, datt een nach eng Kéier soll déi Iwwergangsbestëmmunge vläicht op de Leescht huelen a kucken, ob mer déi net kënnen e bësse vereinfachen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Nohaltegkeetsminister.

An déi lescht Fro fir haut de Mëtteg kënnt vum Här Gusty Graas, riicht sech un den Ekonomiesminister an dréit ëm den eventuelle Bau vun engem Benelux-Pavillon bei där nächster Weltausstellung. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°144 du 1er décembre 2015 de M. Gusty Graas relative à la possibilité de la construction d'un pavillon Benelux lors de la prochaine exposition mondiale, adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, d'Weltausstellung zu Mailand ass jo elo e gudde Mount eriwwer. Leider war eist Land do net mat engem Stand vertrueden, contrairement zu der Weltausstellung zu Schanghai 2010.

Elo kann ee sech natierlech d'Fro stellen: Wat ass de Wäert vun esou Ausstellungen? Ech mengen awer, datt een net kann ignoréieren, datt esou Ausstellungen trotzdeem awer, besonnesch fir esou e klengt Land wéi eist, eng gewësse Wichtegkeet hunn, engersäits um ekonomesche Plang, anerersäits awer mat Sécherheet och, wat d'Promotioun vum Tourismus ubelaangt.

Mir wëssen allerdéngs, datt esou Evenementer mat ganz héije Käschte verbonne sinn. Do muss ee sech dann och Gedanke maachen: Rentéiert et sech, do ze investéieren? Et ass elo esou, datt och aner Länner sech déi Gedanke maachen, ënner anerem eis Partner um Niveau vum Benelux, d'Belsch an Holland. An net méi spéit wéi de leschte Freideg, wéi d'Benelux-Parlament zesumme war, war dat doten och e Sujet. An do ass dunn eng Recommandatioun zréckbehale ginn, fir gegebenenfalls vläicht an Zukunft e gemeinsame Pavillon ze maachen, wou natierlech all Land seng eegen Identitéit géif behalen, mä virun allem aus Käschtegrënn awer d'Méiglechkeet géif bestoen, datt een och op deem Niveau, net nëmmen um Niveau vun enger Weltausstellung, mä och op anere groussen Ausstellunge kéint präsent sinn.

Dowéinst wollt ech an deem Kontext u sech zwou Froen un den zoustännege Minister stellen.

Éischtens emol, déi nächst Weltausstellung ass zu Dubai 2020. Elo kann ee soen, dat ass nach ganz laang. Neen, dat ass net méi ganz laang, well esou Evenementer musse fréizäiteg preparéiert ginn. Huet do d'Regierung respektiv den zoustännege Minister sech scho Gedanke gemaach, ob Lëtzebuerg soll do präsent sinn oder net?

Zweetens: Wéi steet de Minister zu enger eventueller Kollaboratioun um Niveau vum Benelux, fir vläicht e gemeinsame Stand ze maachen, wat deenen dräi Länner at géif erlaben, och vläicht Käschten ze spueren?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Graas. An d'Wuert huet den Här Ekonomiesminister, den Här Etienne Schneider.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Äntwert op d'Fro vum honorabelen Deputéierte vläicht eng éischt Remarque, firwat mer als Lëtzebuerg op der Weltausstellung zu Mailand net matgemaach hunn. Dat hat zwee Grënn: Éischtens emol ass dat an ee vun de Spuerpäck vun der deemoleger CSV/LSAP-Regierung gefall,...

(Brouhaha)

...wat awer ausdrécklech vum Wirtschaftsminister proposéiert ginn ass, deen ech selwer war an där Regierung. Aus deem einfache Grond, well de Sujet vun där Weltausstellung „Feed the world" war a mir zu deem Sujet net ganz vill bäidroen a mer eis och wierklech gefrot hunn, wat mer dann do sollten ausstellen. An dofir hu mer décidéiert an der Regierung, fir an där doter Weltausstellung zu Mailand net matzemaachen, wat eis ronn 20 Milliounen Euro Onkäschte gespuert huet.

Dann zu der eigentlecher Fro, wat déi Recommandatioun vum Benelux-Parlament ugeet. Do muss ech Iech soen, dass ech nach, dass d'Regierung nach net offiziell informéiert ginn ass vun där dote Recommandatioun vum Benelux-Parlament.

Et ass awer och esou, dass et nach keng offiziell Invitatioun vun Dubai fir Dubai gëtt. Dat heescht, do sollen normalerweis Enn des Joers, Enn dëst Joer, pardon, sollen d'Invitatiounen erausgoen, fir d'Länner ze invitéieren do matzemaachen. Déi ass also och nach net do. Folglech huet och d'Lëtzebuerger Regierung nach net décidéiert, ob se zu Dubai wäert mat derbäi sinn oder net. Mä vu dass de Sujet eis awer bedeitend méi interesséiert wéi dee vu Mailand, wäerte mer eis iwwerleeën, fir kënnen dann och bei där heiter Weltausstellung mat derbäi ze sinn.

Dann zur Propositioun zréck. De Problem, fir esou Pavillonen an Zukunft mat de Benelux-Länner zesummen ze maachen, ass natierlech ee vun der Visibilitéit, well Der dann als Benelux-Pavillon dostitt a mer awer probéieren, Lëtzebuerg ze verkafen.

An op där anerer Säit ass natierlech eng logesch Konsequenz déi vun der Konkurrenz. Wann ech als Wirtschaftsminister kucken, wien eis Haaptkonkurrente sinn, wa mer duerch d'Welt zéien, fir Entreprisen op Lëtzebuerg unzezéien, dann ass dat ganz oft Holland - manner oft d'Belsch, awer ganz oft Holland. An dofir ass et schwéier, sech virstellen ze kënnen, fir esou Pavillonen zesumme kënnen ze organiséieren, wou mer eigentlech zu dräi Konkurrenten eis e Pavillon deelen.

Bon, op där enger Säit wéi gesot d'Duerstellung no baussen: Gi mer do net ënner? An op där anerer Säit: Si mer net méi Konkurrent wéi Partner an deem dote Beräich?

Mä et ass awer mat Sécherheet eng Diskussioun wäert, déi mer wäerte féieren, soubal déi Recommandatioun dann och bei der Lëtzebuerger Regierung ukomm ass.

Voilà, Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wirtschaftsminister.

Mir géifen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, eng Deklaratioun vum Här Premierminister Xavier Bettel iwwert d'national Sécherheet no den Terrorattacke vum Freideg, den 13., zu Paräis. Uschléissend ass d'Debatt nom Modell 1 virgesinn.

Et ass och esou, dass duerch déi Diskussioun, déi mer féieren, dann déi Fro N°1575 vum Här Kartheiser iwwer zousätzlech Sécherheetsmesuren als evakuéiert kann ugesi ginn.

D'Wuert huet direkt den Här Statsminister.

9. Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, sur la sécurité nationale et le terrorisme, suivie d'un débat

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir liewen zu Lëtzebuerg an enger Gesellschaft. Mir hu Wäerter wéi Gerechtegkeet, Respekt, Toleranz a Solidaritéit, déi eis wichteg sinn, déi mer héichhalen an déi mer verdeedegen. Mir liewen och an engem Land, wou d'Sécherheet vun de Bierger muss garantéiert ginn, an engem Rechtsstat, wou d'Fräiheet vun der Gesellschaft an d'Fräiheet vum Eenzelne respektéiert ginn.

Et gëtt awer keng absolutt Sécherheet. Et gëtt keng Méiglechkeet, alles auszeschléissen, an et gëtt keng Mesuren, déi eis virun all Onheel protegéieren. Mir wëssen, dass d'Aart a Weis, déi Manéier, wéi mer liewen, vun Extremisten a Fanatiker a Fro gestallt gëtt.

Den 13. November si mer och drun erënnert ginn, dass terroristesch Attacken net esou wäit ewech geschéie kënnen. D'Realitéit, déi eis op deem Freideg den Owend aus dem Alldag gerappt huet, soll awer net iwwerhandhuelen. Mir däerfen d'Acquise vun eisem gesellschaftleche Fortschrëtt net doduerch a Fro stellen, well se vun anere Leit ugegraff ginn. Mir kënnen eis Fräiheet am beschte verdeedegen, andeems mer se liewen; och an enger Zäit, wou Terrorismus a Gewalt déi éischt Säit vun eisen Zeitunge fëllen.

Den 13. November owes gouf et zu Paräis eng Attack op de Mateneen. Déi Terroristen, déi vun enger perverser Interpretatioun vun enger Weltrelioun gedriwwe sinn, hunn et ofgesinn op dat, wat eis alleguerte matenee verbënnt, op dat, wat eis wichteg ass: op d'Mënschlechkeet, op d'Léift tëschent de Leit an op eis Kultur. Wa mer eis géint déi Attacke wëlle wieren, musse mer nach méi kloer weisen, dass déi Fräiheet eis wichteg ass, dass mer eis net vun Extremismus dovunner ofhale loossen, och eist Liewen ze gestalten, wéi mir et fir richteg fannen.

Madamm Presidentin, Här President - ech gesinn am Schiet d'Madamm Vizepresidentin -, Dir Dammen an Dir Hären, mir mussen eis op verschiddenen Zäitschinne mam Problem vum Terrorismus auserneesetze kënnen. Laangfristeg ass d'Lutte géint de blanne Fanatismus nëmmen ze gewannen, andeems mer Perspektive schafen. Mir mussen évitéieren, dass Gruppe wéi den Islamesche Stat et esou einfach hunn, Leit ze manipuléieren an ze rekrutéieren. Mir mussen hëllefen, deene ville jonke Leit, déi riskéieren all Hoffnung ze verléieren, nei Hoffnungen ze ginn.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Et ass duerfir wichteg a richteg, dass déi entwéckelt Länner, dass d'Europäesch Unioun an dass och Lëtzebuerg un engem héijen Niveau un der Kooperatiounshëllef festhalen. D'Regierung huet dee Prinzip ni a Fro gestallt an och an Zäiten, wou d'Budgete méi enk sinn, un enger effikasser Entwécklungspolitik festgehalen.

Mëttelfristeg musse mer décidéiert géint den Terrorismus virgoen. An do kënnen och militäresch Interventiounen net komplett ausgeschloss ginn. Dat Bëschfeier vu blanner Gewalt ass amgaangen, sech a verschiddene Regioune massiv auszebreeden. An et gëllt elo, dat ze läschen, an d'Glous, déi iwwreg bleift, ze erstécken. Lëtzebuerg huet hei och eng Responsabilitéit. A mir wäerten eis no eise Méiglechkeeten och engagéieren.

Kuerzfristeg musse mer eis heiheem awer och déi néideg Moyene ginn, fir eis ze protegéieren, wann eng Menace besteet. Eis Sécherheetsautoritéite mussen, an exzeptionelle Fäll, an zwar just dann, och exzeptionell Mesuré kënnen huelen, fir d'Populatioun ze schützen.

Op deem Punkt huet d'Regierung elo séier an effikass geschafft. An ech proposéieren haut, am Numm vun der Regierung, an ech wëll do och dem Justizminister Merci soe fir déi Aar-

becht, och zesumme mam Minister zoustänneg fir d'bannent Sécherheet, dass ech haut am Numm vun der Regierung déi eenzel Mesurë kann hei déposéieren.

Hei ass de Projet de loi, deen ech och ugekënnegt hat!

(M. Xavier Bettel dépose une documentation relative à un projet de loi, qui sera déposé sous peu, sur le bureau de la présidence.)

De Projet de loi, Madamm Presidentin, muss fir d'Éischt an e Cadre général gestallt ginn. De Cadre général ass deen, dass de Gros vun deene Mesuren, déi elo geholl ginn, d'Lutte géint den Terrorismus an d'Sécurité de l'État betreffen. Nom Point-presse vu leschter Woch hu verschidde Leit gemengt, dass et hei e Polizeistat géif ginn, dass een hei all Mënsch ënner Observatioun géif setzen, dass een all Mënsch géif oflauschteren, dass ee Rechter géif ewechhuelen an deem heite Kontext, an et wier esou, dass mir géifen hei eng Loi fourre-tout maachen, fir just sécuritaire Moossnamen ze huelen, ouni spezifesch op deene Mesuren, déi elo dréngend gebraucht ginn, eng Äntwert ze fannen.

Dat ass falsch! An erlaabt mer duerfir, Madamm Presidentin, an deem Kontext direkt ze soen, dass de Gros vun deene Mesuren, déi haut hei déposéiert gi sinn, et schonn an engem gewëssene Mooss ginn! Ob dat Perquisitioune sinn, ob dat d'Rétentioun ass, ob dat d'Écoutte sinn: Déi ginn et schonn! Hei gi just méi spezifesch, am Fall vun Terrorismus oder Attacke géint d'Sécherheet vum Land, verschäerfte Mesurë geholl, déi net vun der Polizei décidéiert ginn, mä vun engem Untersuchungsriichter oder vun engem Parquet! Dat heescht, dass de legale Kader deen ass, dee mer scho kennen, mat de Garantien ab initio vun enger Décisioun vun engem Magistrat, an net fir au bon vouloir deem engen oder deem aneren nozelauschteren.

Hei ass näischt mat Polizeistat! Hei ass näischt mat Mesuren, wou ee probéiert, een deen aneren ze épiéieren! Hei geet et just drëm, op verschiddene Punkten Texter ze adaptéiere mat de Realitéite vun haut.

An erlaabt mer, Madamm Presidentin, och schonn ze soen, dass mer als Regierung och, an de Moien hate mer Regierungsrot, dass de Justizminister a kuerzer Zäit eng Reform wäert proposéiere vum CIC, also vum Code d'instruction criminelle, a vum Code pénal, an dass mer hoffen, dass d'Chamber och mat op dee Wee geet, fir dass mer en Dépoussiérage maachen an eis och adaptéieren.

Well do, wou mir mengen, dass eis Texter adaptéiert sinn: D'Moyene vun de Kriminelle si méi performant, sinn anerer ginn, wéi virun zéng, 15 oder 20 Joer, wéi d'Texter gemaach gi sinn. An et muss een haut eng Äntwert ginn och un d'Realitéite vum Terrain. An et kann een net nëmmen hannendrulafen, mä et muss een och heiansdo d'Texter adaptéieren, esou wéi d'Wierklechkeet och dobaussen ass.

Duerfir erlaabt mer, dass ech op déi Punkten aginn, déi ech an dem Projet de loi, deen ech just déposéiert hunn, méi definéieren.

Deen éischten ass dee vum Prinzip vun der Mini-Enquête. De Prinzip vun der Mini-Enquête gëtt et schonn. Déi gëtt elo beim flagrant Délit méiglech, wat am Moment net de Fall ass. An do ass et de Procureur d'État, dee bei engem Untersuchungsriichter froe kann, fir do Mesuren ze maachen, wann nach keng Instruktioun op ass.

Mir kruten d'Beispill zum Beispill vun enger Persoun, déi gekidnappt gëtt a wou et drëms geet, e Repérage ze maachen, dat heescht ze wëssen, ob et eng Puce an engem Handy gëtt, deen déi Persoun kéint bei sech hunn, wou een da kann ab initio direkt kucken: Gëtt et déi? Ass déi aktivéiert? A gëtt et do eng Méiglechkeet, och déi Persoun ze fannen, ier eng Instruktioun opgaangen ass? Dat ass eng Demande vum Parquet. An hei gëtt just am Fong de flagrant Délit bäigefügt zu enger Mesure, déi et scho gëtt.

Den zweete Punkt, dee mer hunn, ass dee vun der Rétentioun. An erlaabt mer, och schonn den Artikel 39, esou wéi en haut am Code d'instruction criminelle ass, ze zitéieren. Dee seet: «Si les nécessités de l'enquête l'exigent, l'officier de police judiciaire peut» - Peut! - «avec l'autorisation du procureur d'État, retenir pendant un délai qui ne peut excéder vingt-quatre heures, les personnes contre lesquelles il existe des indices graves» - Graves! - «et concordants de nature à motiver leur inculpation.»

Dat bleift bestoen am Text. Deen neien Text, dee mer déposéieren, ass, dass am Fall vun Indicen, dass Terrorismus oder d'Sécurité de l'État a Fro ass, déi 24 Stonne kënnen op 48 verlängert ginn, fir dass d'Police kann déi Recherchë maachen, déi se fir néideg fënnt.

Et ass, wéi gesot, limitéiert och op déi zwee Faiten hei, fir op 48 Stonne déi Verlängerung ze maachen. Am Text ass och virgesinn, dass dat muss gefrot ginn, dass et muss eng Justice-décisioun ginn, déi dat accordéiert, an dass déi Persoun och d'Recht huet no 24 Stonnen, sech mat engem Affekot ze consultéieren, wat am Moment och net de Fall ass.

En drëtte Punkt, Madamm Presidentin, ass d'Enquête sous pseudonyme. Déi ass gedduecht, fir kënne Kontakt opzehuelen, en Échange per Mail op soziale Medien ze hu mat Leit, och seulement si crime contre la sécurité de l'État oder Délit oder crime de terrorisme. Dat heescht, nach eng Kéier: Et ass hei geduecht, just an deene spezifesche Fäll fir ënner Pseudonym kënnen ze agéieren. Pseudonym heescht net Provocation policière. Dat géif eng Nullitéit mat sech bréngen. Hei geet et drëms, wéi gesot, nach eng Kéier, dass an deenen zwee spezifesche Fäll dat ka geschéien.

Madamm Presidentin, eng véiert Mesure, déi mer och déposéieren, ass déi - dat ass am Fong eng Simplification administrative, wann ee wëllt -, wann een haut Retracementer brauch, et huet een eng Handysnummer an da wëllt een erausfannen, wiem seng et ass, da muss ee bei de Provider goen. A wann dat samschdes oder sonndes ass, verléiert ee ganz vill Zäit.

En matière pénale spillt d'Zäit géint d'Justiz! D'Zäit ass ee vun deene Facteuren, déi ganz wichteg sinn, wann et drëms geet, och Liewe kënnen ze retten. An hei ass geduecht, dass an Zukunft de Juge d'instruction oder Procureur d'État par une décision motivée et écrite ka bei den ILR op d'Base de données, amplaz da bei déi Provideren, froe goen, wiem seng Nummer et ass, well et ka jo och nach e Portage gemaach gi sinn - dat heescht, dass Der eng Nummer hutt mat 691 oder 661 oder 621, mä déi bei engem aneren ass -, dass een da beim ILR zentral den Numm vun der Persoun och fënnt.

Madamm Presidentin, dann eng fënneft Mesure, dat ass déi vun de Perquisitiounen. D'Perquisitioune si geregelt bei eis am CIC am Artikel 65, wou drasteet: «…les perquisitions ne peuvent, à peine de nullité, être commencées avant six heures et demie ni après vingt heures.» Ausser am Flagrant.

Mir sinn der Meenung, dass et wichteg ass, en matière de terrorisme, och wann een net am Flagrant ass, well de But ass jo, dass een évitéiert, dass et zu enger Dot kënnt, et soll een net waarden, fir eng Perquisitioun ze maachen, fir am Flagrant ze sinn, dat heescht, dass eppes geschéie muss, mä dass een en matière de terrorisme oder vun der Statssécherheet muss bannent 24 Stonnen op 24 eng Perquisitioun kënne maachen an net waarden, well d'Bürosstonnen elo eriwwer sinn, bannent deenen d'Perquisitioun ka stattfannen, bal, an dass een da muss waarde bis den Dag drop, fir kënnen eng Perquisitioun ze maachen. An där heiter Matière, nach eng Kéier, ass d'Zäit e wichtege Facteur. An dofir bleiwe mer bei der Meenung, dass ee Perquisitiounen hei och soll kënne maachen.

Dann eng sechst Mesure, dat ass déi, wéi ee se nennt, vun de Wanzen. Dat ass d'Sonorisatioun, dass een d'Méiglechkeet kritt, och Wanzen ze installéiere bannen op enger Plaz oder an engem Auto. Am Moment kann dat gemaach ginn duerch d'Infiltratioun, mä hei gëtt et dann och d'Méiglechkeet, fir et kënnen ze maachen, ouni dass et am Fong eng Infraktioun ass (veuillez lire: ouni dass eng Infraktioun virläit), fir se ze installéieren.

Hei, fir déi Mesure vum 88 (1) an 88 (2) muss eng Rëtsch vu Kritäre respektéiert ginn - eng Rëtsch! Éischtens, de Caractère exceptionnel de la mesure steet am Text. Da muss et eng „Décision spécialement motivée d'après les éléments de l'espèce et par référence aux conditions prévues par la loi. (veuillez lire: aux conditions indiquées au paragraphe (2).)" sinn.

Da muss eng Ordonnanz vum Untersuchungsriichter geholl ginn, déi duerch de President vun der Chambre du Conseil vun der Cour d'appel muss validéiert ginn. Muss validéiert ginn! An et mussen, an et steet och kloer am Text, „des faits déterminés qui rendent la personne à surveiller suspecte, soit d'avoir commis l'infraction ou d'y avoir participé, soit de recevoir ou de transmettre des informations destinées à l'inculpé ou au suspect ou qui proviennent de lui…" sinn. Hei geet et drëms, op den Noyau vun enger Persoun, déi enger Dot (veuillez lire: déi enger Dot verdächtegt gëtt) - well, nach eng Kéier, et ass just limitéiert op Terrorismus a Sécurité de l'État -, kënnen ze agéieren.

Wéi gesot, hei si streng Regelen, an et ass net, wéi wann et do keng Garantië géif ginn oder dass dat heite kéint bei jiddwerengem gemaach ginn.

Trojaner. En Trojaner fält och ënnert den Artikel 88 (1) an (2). Do ass virgesinn, dass ee kann, nach eng Kéier, en matière de terrorisme oder sécurité de l'État, net fir bei jiddwerengem am Computer elo kucken ze goen, mä just wann en Doute do ass, en Element do ass, dass en Acte terroriste organiséiert gëtt - organiséiert gëtt! -, ee kann à distance en Trojaner installéieren, fir an de Computer ze goen.

Mir gesinn hautdesdaags, dass de Moyen de communication, deen am meeschte gebraucht gëtt, deen awer ass vun der Kommunikatioun iwwer elektronesch Moyenen oder per SMS. A mir kënnen awer net als Rechtsstat - als Rechtsstat! - soen, dass, well de Computer helleg ass, een näischt dierf domadder maachen!

Hei geet et ëm d'Preventioun vun Doten, wann den Doute do ass. Et ass en Ënnerscheed ze maachen tëschent engem SREL, dee jo kuckt, Informatiounen ze sammelen, ier et iwwerhaapt zu enger Méiglechkeet kënnt, fir vläicht eppes ze organiséieren, an hei, wou et schonn Elementer gëtt, dass d'Leit eppes a Planung hunn.

A wann een heibanne mengt, dass bei enger Persoun, déi en Attentat geplangt huet, fir blann Leit ëmzebréngen, mir als Gesellschaft net d'Recht hunn, intrusiv Manéieren, déi vläicht schlëmm sinn, mä intrusiv Manéieren ze hunn, déi awer vun engem Riichter ordonnéiert ginn, déi vun engem President vun der Chambre du Conseil validéiert ginn, dat net dierfe maachen, hu mer eng aner Definitioun vun enger Demokratie a vun engem Zesummeliewen.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Mir hunn aner Punkte gehat, déi elo net an deem Text sinn, déi mer awer schonn diskutéiert haten. Dat wor jo d'Méiglechkeet, fir d'Bankkonten alleguerte kënnen ze analyséieren. De Problem, dee mer hunn, ass, dass deen heiten Text, dee mer preparéiert haten, geduecht war fir den Terrorismus, mä dass mer och wéinst internationalen Obligatiounen a wéinst dem GAFI e méi largen Text ze maachen hunn. An dofir, amplaz elo en Text ze maachen an dann an e puer Wochen en aneren Text ze maache fir de GAFI, si mer der Meenung, dass et méi wichteg ass, zesummen en Text ze preparéieren, deen dann déi ganz Infraktiounen, déi do virgesi sinn, och dran huet.

Da gëtt et zwee Punkten, Madamm Presidentin, wou mer net brauchen ze légiféréieren. Deen een ass deen, dass d'Regierung null Toleranz huet vis-à-vis vu Leit, déi fausse Alertë maachen. Null! Null!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Enger Persoun, déi urifft, fir ze soen: „Et explodéiert eng Bomm oder…", déi de Leit am Fong Angscht mécht a jiddwereen a sengem alldeegleche Liewen domadder wëllt perturbéiere fir seng eege Satisfaktioun, wäerte mir, wa Prozesser sinn, well déi gi jo op d'Geriicht, wäerte mir Partie-civille maachen, wou all Käschten, déi de Stat ze droen huet, gefrot ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Eng fausse Alerte ass kee Kavaléiersdelikt, et ass e graven Aschnëtt an d'Libertéite vun deenen anere Leit!

Madamm Presidentin, dann nach eng lescht Mesure, déi mer och geholl hunn, iwwert déi ech lech wollt informéieren, ass déi, déi mer schonn ugekënnegt haten, dat ass mat den anonyme Prepaidkaarten. Jo, déi anonym Prepaidkaarte sinn zu Lëtzebuerg nach an der Vente gewiescht. A mir kréie regelméisseg awer vum Parquet a vun der Police matgedeelt, dass déi Prepaidkaarten oft benotzt ginn, also pas la grande majorité, mä ganz oft benotzt ginn a verschiddene Milieuen, well de Retraçage méi schwéier ass vun der Persoun, an och, fir kënnen d'Lienen ze maachen tëschent de verschiddene Leit, déi mat där Persoun och Kontakt hunn.

Hei geet et drëms, dass d'Prepaidkaarten net verschwannen, mä dass den Anonymat net méi geet! Mir hunn déi véier Providere kontaktéiert. Mir hu schrëftlech, dofir sinn ech frou, dat och kënnen hei ze annoncéieren, d'Konfirmatioun kritt, dass déi véier matmaachen. Déi véier maache mat. Mä ech hunn awer schonn e Règlement grand-ducal prett, dass, wann ech mierken, dass an engem oder an zwee Méint näischt geschitt ass, dann et legal einfach ze verbidden, mat Strofe fir déi, déi et dann nach net ëmgesat hunn.

Mir musse wëssen, dass vun de Prepaidkaarten ouni Identifikatioun zu Lëtzebuerg am Moment eng 200.000 a Circulatioun sinn. 200.000! An et gëtt gerechent, dass - eng wichteg Zuel -, et tëschent 17.000 an 20.000 Kaarte sinn, déi iwwerhaapt nach net gebraucht gi sinn! Ech wëll net als Premier, dass eis Telefonskaarten op internationalem Niveau duerno erëmfonnt ginn, fir Strofdoten ze koordinéieren, well een da weess, dass den Anonymat méi sécher ass, fir Strofdoten ze maache wéi iergendeng Registratioun. Ech akzeptéieren dat net!

An déi Operateure gesi sech nees den 9. Dezember. Elo geet et drëms, fir deene Leit, déi eng anonym Prepaidkaart hunn, d'Méiglechkeet ze ginn, fir déi Situatioun ze regulariséieren. Mä ab Dezember, hunn déi meescht Providere gesot, dass se och keng méi verkafen, ouni dass déi Garantien, déi mer och gefrot hunn, da respektéiert ginn, dat heescht, dass ee sech muss och identifizéieren.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, d'Fräiheet vum Eenzelnen hält do op, wou d'Sécherheet vun der Allgemengheet um Spill steet. Dat hunn ech déi leschtWoch gesot an dat soen ech och haut. D'Fräiheet muss awer dat sinn, wat mer verdeedegen an net dat, wat mer afferen!

D'Regierung huet eng Responsabilitéit fir d'Sécherheet a fir d'Fräiheet. Dat ass eis bewosst. An dofir sinn dës Mesuren effikass, mä och équilibréiert a virun allem si se och limitéiert a kontrolléiert a reglementéiert. A si hu just eent am Viséier: d'Terroristen an net d'Allgemengheet!

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Ech soen dem Här Premier- a Statsminister villmools Merci fir seng breet geféchert Explikatiounen. Ech ginn him och Akt vum Dépôt vum Projet de loi.

Verschidde Kolleegen hu sech ageschriwwen, fir Stellung ze huelen. Als Éischte ruffen ech hei op d'Tribün den honorabelen Deputéierten, Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Madamm Presidentin. De Stat ass responsabel fir d'Sécherheet vun de Leit. Dat ass eng fundamental Missioun, eng vun deene fundamentaalste Missiounen, déi en huet!

An ëmmer an ëmmer erëm gesi mer och an Ëmfroen, datt d'Demande vun de Leit an deem Kader grouss ass an datt d'Vertrauen an eng Regierung an hir Kredibilitéit ganz oft dorop berout, fir d'Sécherheet ze gewährleeschten. Dës Diskussioun daucht och ëmmer erëm op, an all Land an och hei an der Chamber, dat, well d'Menacen änneren, well d'Methode vun den Terroristen änneren a well dofir d'staatlech Äntwerten och mussen ugepasst ginn a well och heiansdo d'Evenementer, esou wéi haut, sech iwwerstierzen, well den Thema aktuell ass, well Drock opgebaut gëtt vun den Evenementer vu baussen. An esou enger Etapp befanne mer eis haut.

Dann ass et normal, datt déi Fro hei an d'Chamber kënnt, datt se hei thematiséiert gëtt. Mä et ass net einfach, fir eng sachlech Diskussioun u sech ze féieren an engem Moment, wou d'Zäiten an d'Gefiller ganz oft déi roueg Analys beanträchtegen. Dofir muss ee ganz gutt oppassen, wéi een an déi Diskussioun hei erageet.

Déi éischt Ausso, déi ech wëll maachen, dat ass déi, datt d'CSV-Fraktioun hannert der Démarche vun der Regierung steet, fir eise legale Kader ze iwwerkucken, do, wou Schwächten eventuell sinn, Propositiounen ze maachen, fir eiser Justiz, fir eise Sécherheetskräften d'Méiglechkeet ze ginn, méi schnell a méi effikass ze handelen.

Eng Demokratie muss sech wieren, e Rechtsstat muss staark sinn! Eist Land muss déi richteg Moyenen hunn, fir sech géint déi, déi ëm wëlle Schued abréngen, ze wieren a fir eis Bierger an eis Prinzipien an eis Fräiheeten ze schützen.

Dofir hat d'CSV och virun enger Rei Deeg, d'leschtWoch eng Rei Propositioune gemaach. Am Eiltempo ginn ech eng Kéier doduerch. Si huet d'Propositioun gemaach, fir schnellstens dat Gesetz iwwert den Haut-commissariat à la Protection nationale unzehuelen, wat 2012 déposéiert ginn ass, wou elo nach Amendementer komm sinn a wou et wichteg ass, datt mer et och funktiounsfäeg hunn. A fir et ganz funktiounsfäeg ze hunn, brauche mer och eng Constitutiounsännerung.

Mir hu proposéiert, och dat Gesetz vum SREL esou schnell wéi méiglech ëmzesetzen, well mer mengen, zesumme mat de Majoritéitsparteien, datt dat e wesentlechen Text ass, dee mer an Zukunft brauchen. Mir versti par ailleurs zwar net, an deem do Kontext, de Refus vun der Regierung, fir dee Plaffong vun dem

Rekrutement, dee momentan an Text ass, vu 75 Leit, net opzehiewen an do, wéi bei all aneren Administratiounen, d'Flexibilitéit spillen ze loossen, fir datt de Rekrutement beim SREL, deen noutwendeg ass, och der Realitéit kann ugepasst ginn.

Och hei stellen ech nach eng Kéier déi Fro an déi Demande, fir dee Plaffong do opzehiewen a fir och deen Text, obwuel e fäerdeg ass, obwuel mer e schnell brauchen, nach op deene puer Punkten, wou en ugepasst muss ginn, unzepassen un dat, wat haut lass ass, un déi Problemer, déi sech haut stellen, fir datt mer déi zwee, dräi Punkten nach kënne gemeinsam kucken an deen Text och esou schnell wéi méiglech kréien an där Versioun, esou wéi mer e brauchen. Mir hätten en also do nach eng Kéier gär op den Ordre du jour vun der Institutiounskommissioun.

Mir fannen et och wichteg, datt d'Kooperatioun vun de Geheimdéngschter verbessert gëtt tëschent dem Lëtzebuerger Geheimdéngscht an den auslännesche Geheimdéngschter. Mir héieren dat iwwerall an der Press, datt do nach eng ganz Rei Lacunne sinn.

Mir hunn och plädéiert fir eng Ännerung vum Artikel 32 Paragraf 4 vun eiser Constitutioun, fir e sougenannten État d'urgence kënnen dann ze déclenchéieren, wa mer e brauchen, och dann, wann et sech net nëmmen, esou wéi et an der Constitutioun haut virgesinn ass, ëm eng international Kris handelt, mä och am Fall vun enger nationaler Kris, well mer propper institutionnel, constitutionnel a gesetzlech Moyene brauchen, fir eng national (veuillez lire: fir e während enger nationaler) Kris ze déclenchéieren.

Mir hunn eis just gewonnert, datt de Minister vun der Sécurité intérieure leschten, virleschte Weekend bei verschiddene Presseaussoe gemengt huet, dat wär net noutwendeg. Mir ware frou, de Premierminister ze héieren, deen eis gesot huet, datt e géif wëlle mat op dee Wee goen. Ech hunn zwar elo haut de Premier net héieren, ob en dat géif maachen oder net. Dat mécht en dann duerno.

Mä eis Fro ass gestallt an ech soen hei - ech ginn hei direkt de prinzipielle Accord vun der CSV -, wann d'Regierung wëllt op dee Wee do matgoen, fir dësen Artikel 32 Paragraf 4 op eng méi schnell Aart a Weis, wéi op de Referendum ze waarden, dann och kënnen unzegoen. Ech mengen, datt mer esou eppes brauchen. A mir si bereet, domat déi constitutionnel Majoritéit ze erméiglechen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Wann Der just erlaabt, Madamm Presidentin?

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Jo, Här Premierminister.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Merci, Madamm Presidentin. Ech wollt just soen, ech sinn net op de VIGILNAT agaangen, 2, 3, 4. Ech sinn och net op den Artikel 32 Paragraf 4 agaangen. Ech wollt duerno, no dem Débat - well haut ass et jo dréms gaangen, den Text ze déposéieren - op déi aner Punkte kommen. Selbstverständlech wäert ech duerno a menger Réponse och nach op déi aner Mesuren agoen.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Vu datt Der et virdrun... Hei kréien ech gesot...

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

Ech wéilt Iech dat awer soen, ech kréien hei gesot: „Schwätzt zum Text!"

Madamm Loschetter, et deet mir ganz leed, ech hunn deen Text emol nach net a Kopie kritt an Dir hätt scho gär, dass ech soll dovunner schwätzen! Ech schwätzen hei iwwer eis Propositiounen, déi...

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

...mir ze maachen hunn. Dat ass esou, wéi mir d'Saach gesinn.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Madame Loschetter, neen! Den Här Premier huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot. Oder den Här Schneider.

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre*.- Net de Premier! Ech wëll just hei dem Här Wiseler soen, dass ech zu kengem Zäitpunkt gesot hunn, dass ech dergéint sinn, dass dee Verfassungsartikel geännert gëtt. Ech hu just gesot, dass mer deen net haut mussen änneren, fir all déi Mesurë kënnen ze huelen, déi mer d'ailleurs haut geholl hunn an deem Projet de loi, deen déposéiert ginn ass, fir géint den Terrorismus virzegoen. Voilà!

Merci.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- D'Leit hunn Iech um Radio héieren a wëssen,...

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre*.- Absolutt, an do hunn ech...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- ...a wëssen, wat Der dozou gesot hutt. Ech si frou, datt de Premier gesot huet, datt e mengt, mir sollten op dee Wee goen, well mir als CSV mengen, datt mer e constitutionnel ofgesécherte Wee brauchen, fir kënnen en État d'urgence ze deklaréieren.

Mir mengen dann och, wann esou een État d'urgence deklaréiert gëtt, datt et besser ass, sech elo scho Gedanken ze maachen, wat dann den Inhalt vun esou engem État d'urgence kéint sinn, fir datt net zu där Zäit, wou en deklaréiert gëtt, nach muss iwwert d'Reglementer nogeduecht ginn a wat en da beinhalt.

Reflexiounen iwwert d'Contrôles d'identité, Fouillen, Poschen, Autoen, Perquisitiounen ënner Contrôle judiciaire, eventuell Assignations à résidence an esou weider, sinn alles Inhalter, déi esou an engem État d'urgence kéinte gemaach ginn, mä à condition, datt e kloer an däitlech definéiert ass an eng legal an eng constitutionnel Basis huet.

Mir sinn och bereet, iwwer eng ganz Rei Méiglechkeeten ze schwätzen, déi Justiz a Polizei musse kréien, an Dir hutt der elo eng ganz Rei déposéiert. Mir kucken déi och gär am Detail duerch. Mä déi Moossname mussen evidenterweis appropriéiert, proportionnéiert a cibléiert sinn, dat heescht limitéiert op den Terrorismus. An d'Definitioun vum Terrorismus muss och kloer sinn!

D'Regierung huet et elo gesot: op Terrorismus definéiert an op all Froe vu Sécurité d'État. Do ass dann och meng Fro: Wann Der dat esou sot, wéi ass d'Sécurité d'État definéiert? Well a verschiddenen Artikele vum Code pénal ass eng Definitioun, déi anescht ass wéi déi zum Beispill, déi mer elo an deem neie SREL-Text vun der Sécurité d'État ginn.

Wann een op esou e Wee geet, dann ass et och kloer, datt déi Definitiounen, déi mer hei ginn, och mussen net interprétabel sinn, an datt ee genau weess, wat een domat wëllt, wat een domat mengt.

Fir eis ass wesentlech, datt och en État d'urgence, wa mer en dekretéieren, zäitlech limitéiert ass. An deemno wat een draschreift, menge mer och, datt ee sech muss d'Fro stelle vun enger Autorisation parlementaire vun engem État d'urgence. Och wann de Statsminister eis d'leschte Kéier gesot huet: Et ass normal, wann en État d'urgence dekretéiert gëtt, datt ech dann, also ech, de Statsminister, an d'Chamber kënnt, fir doriwwer ze schwätzen. Dat ass richteg.

Mä et ass och normal, datt eventuell eng Chamber kann e Vott driwwer huelen, ob se dann net iwwert de Fait, datt den État d'urgence déclenchéiert gëtt, mä fir en iwwer eng gewëssen Durée daueren ze loossen, esou wéi a Frankräich d'Parlament muss doriwwer matdécidéieren, deemno wat fir eng Moossnamen doranner festgehale sinn.

Op jidde Fall, déi Diskussioun fanne mer wichteg, datt se an der Chamberskommissioun sollt gefouert ginn, dann, wa mer eis ëm deen Text eens ginn, dee mer an der Constitutioun da solle fräizäiteg änneren.

Wat permanent Moossnamen ugeet, do ass et wichteg ze wëssen, wie se ordonnéiert, wie se décidéiert, Décisions judiciaires, datt den Ordonnancement, d'Initiativ och vum Parquet deelweis kënnt, a wat fir engem Fall se méiglech sinn, datt kloer d'Beschreiwung och dran ass, d'Grozonen eraus sinn, datt d'Leit op där enger Säit, mä awer och d'Forces de l'ordre wëssen, wat se kënnen a wat se net kënnen.

An esou engen Texter däerfe keng Grozone sinn! D'Saache musse kloer sinn, fir datt jiddweree weess, u wat e sech ze halen huet. Mir wëllen och wëssen, wien d'Kontrollen dann am Nachhinein mécht a mir wëllen u sech wëssen, wann en Text zum Beispill iwwert den État d'urgence géif kommen, wéi esou en Text dann zesumme mat dem Code pénal ugewannt gëtt.

Déi zweet Ausso, déi ech also hei maachen, dat ass, datt mer an engem Rechtsstat sinn an datt mer selbstverständlech och an engem Rechtsstat wëlle bleiwen. Déi Texter, déi also kommen, déi musse kloer an däitlech sinn. Déi mussen entweder limitéiert an der Zäit sinn oder limitéiert strictement op Terrorismus.

Mir wëllen d'Méiglechkeet hei zu Lëtzebuerg vun engem État d'urgence. Mir wëllen awer net zu Lëtzebuerg en État d'urgence permanent kréien!

Mir fannen, datt d'Richtung stëmmt. Mir fannen et schued, datt an äänleche Diskussiounen, an Zäiten, wou den Drock net esou grouss war, ganz oft déiselwecht Parteien, déi haut elo schnellstens Ännerunge froen, dat sengerzäit anescht gesinn hunn. Ech erënneren zum Beispill un d'Debatten - et kann een elo soen, se si laang hier -, mä se sinn awer och virun zwielef Joer eréischt gefouert ginn, an do hate se déiselwecht Wichtegkeet wéi haut, iwwert d'Definitioun vum Terrorismus.

Ech erënneren drun, datt déizäit d'Lydie Err Spriecherin vun der sozialistescher Partei war iwwert d'Definitioun vum Terrorismus, well déizäit hu mer doriwwer geschwat, a kloer an däitlech gesot huet, datt Exceptiounen zum normalen Droit pénal, och wa se fir Terrorismus géifen agefouert ginn, fir hatt a fir d'sozialistesch Fraktioun sengerzäit total inakzeptabel waren. Si huet beanstant, datt den Droit policier an d'Luucht gesat gëtt an datt och fir Terrorismus extra Mesurë géifen agefouert ginn, mat der Begrënnung, datt exceptionnel Moossname fir den Terrorismus schnellstens, an enger Etapp duerno, sécherlech géifen an den Droit commun ëmgesat ginn.

Och den Här Bodry huet sengerzäit déi deemoleg Majoritéit gewarnt, fir tëschent ëffentleche Fräiheeten an der Noutwendegkeet vun enger Kriminalitéitsbekämpfung och dee richtegen Équiliber do ze fannen. En ass nach ëmmer därselwechter Meenung do. Elo hoffen ech, datt mer déi Diskussioun nach esou kënne féieren...

(Interruption par M. Alex Bodry)

An en huet och sengerzäit zum Beispill, wéi mer iwwert d'Kameraiwwerwaachung geschwat hunn, wat awer och e Punkt ass an der Terroristebekämpfung, notamment war den Henri Grethen sengerzäit Transportminister, iwwert de „Big Henri is watching you" geschwat. Alles dat sinn Diskussiounen, un déi ech wéilt erënneren, wien hei wat an der Zäit gesot huet.

(Interruption)

Ech hunn d'Madamm Wagener och an Erënnerung, déi sengerzäit am Numm vun der gréngger Fraktioun iwwert den Acquis vum demokratesche Stat, deen a Fro gestallt wär mat esou Moossnamen, geschwat huet a gewarnt huet, datt ee genau dat géif maachen, wat d'Terroriste géife wëllen, andeems een esou Moossname géif aféieren.

(Interruption)

Ma dorop komme mer sécher nach zréck, wa mer genau iwwert den Text schwätzen, well et ware Moosnamen, déi sengerzäit den Här Frieden ageféiert huet, déi deelweis guer net esou wäit gaange sinn – guer net esou wäit gaange sinn! - wéi déi, déi haut de Fall sinn an op déi deelweis sech elo beruff gëtt, fir déi heiten Texter ze maachen.

An ech erënneren och un déi Debatten am Europaparlament iwwert de PNR, wou notamment déi liberal, gréng a sozialistesch Fraktiounen deelweis staark op der Brems stoungen, fir haaptsächlech bei intraeuropäesche Flich den Dossier net esou wäit goen ze loossen, wéi dann elo de Sécurité-intérieures-Minister mat Freed festgestallt huet, datt mer elo endlech esou wäit wären, datt e kéint gemaach ginn. Dat huet sécherlech net un der EVP an un der CSV gehaangen, datt et esou laang gedauert huet!

Déi drëtt Ausso, déi ech also maachen, dat ass, datt et schued ass, datt mer eng Rei Saachen net konnten a méi rouegen Zäite maachen...

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Madamm Presidentin!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- ...datt elo, ënnert dem Afloss vun Evenementer a Gefiller, hei schnell muss gehandelt ginn. Mir ginn elo mat op dee Wee, well mer soen, datt dat hei dee richtege Wee ass...

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Däerf ech dem...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- ...gi mer mat op dee Wee. Mir wäerten, wann elo déi Texter kommen - a se sinn elo déposéiert ginn -, déi genaustens kucken, fir och sécherzestellen, datt de richtegen Équiliber, deen, dee sengerzäit vu jiddwerengem gewënscht war, datt de richtegen Équiliber tëschent Sécherheet a Fräiheet hiergestallt ass.

Eise Rechtsstat muss staark sinn. D'Zilsetzung vun engem staarke Rechtsstat ass et, d'Bierger an eis Gesellschaft ze schützen, hir Wäerter ze schützen an domat d'Fräiheet vun eise Bierger am Allgemengen ze schützen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Här Wiseler, bleift nach ee Moment do. Den Här Urbany stoung nach do, fir Iech eng Fro ze stellen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Jo, Madamm Presidentin.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Wann den Här Urbany do steet, da kann ech nëmme waarden.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Den honorabele Fraktiounschef vun der CSV huet elo zu Recht higewisen op déi Diskussiounen, déi mer hei haten iwwert d'Terrorismusgesetz, wéi mer déi Notioun an eise Code pénal agefouert hu virun enger Partie Joren. Ech mengen, et war 2003, no den Attentater an den USA.

Ech mengen, da misst en awer éierlechkeetshalber och soen, dass et do ëm d'Definitioun vum Terrorismus gaangen ass. An dat war d'Ursaach, firwat d'LSAP souwuel wéi déi gréng wéi och mir deemools géint déi Notioun gestëmmt hunn, well se den Terrorismus ausgedeent huet wäit iwwert dat eraus, wat een ënner Attentater versteet.

Une voix.- Très bien!

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- An dat war eigentlech de Problem, dee sech deemools gestallt huet. An ech wéilt soen, an ech kommen nach herno dorobber zréck: E stellt sech och haut nach ëmmer esou.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Jo, ganz genau. An ech stellen haut fest, datt an deene Moossnamen, déi hei proposéiert ginn, déi Definitioun vum Terrorismus net a Fro gestallt gëtt. An ech stellen och haut fest, datt déi Moossname mat Recht, an de Statsminister huet dat gesot, och preventiv agéieren, fir ze kucken, den Terrorismus ze évitéieren. An ech fannen dat och am Nachhinein nach ëmmer dee richtege Wee. An hätte mer dat sengerzäit net esou gemaach, hätte mer haut nach eng ganz Rei Problemer, déi mer net hunn, well mer en uerdentlechen Text hunn!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci, Här Wiseler. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen den honorabelen Deputéierten Eugène Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, mir all heibanne gehéieren zu enger Generatioun, déi déi grouss Chance huet, op engem Kontinent ze liewen, deen an de leschte 70 Joer kee Krich méi kannt huet. Mir liewen an Europa, enger Gemeinschaft, wou d'Staten, wou déi eenzel Gemeinschaften, déi eenzel Länner, mä awer och déi ganz Gemeinschaft vu Fräiheet, Fridden, Gerechtegkeet, Solidaritéit an Toleranz gepräägt ass. An do lauschtert ee schonn op, wann de franséische President, de Statschef aus engem Nopeschland, seet, mir wieren am Krich.

Krich, do denkt een u Frontlinnen, u kloer identifizéierbar Truppen, Länner, Natiounen, déi sech géigeniwwerstinn, un alldeeglecht Leed.

Mir sinn net an esou engem Krich! Frankräich ass net an esou engem Krich! Europa ass net an esou engem Krich! Mä an de leschte Jore sinn d'Stied an der europäescher Gemeinschaft ëmmer erëm Zilscheif ginn, Affer, vun eenzelne barbaresche Fanatiker an Extremisten. Déi grausam Attacke vu Paräis sinn déi lescht an enger Rei, déi an de leschte Jore geschitt sinn an déi och net eleng Europa getraff hunn - Madrid, Kopenhagen, Toulouse, Bréissel 2014, Paräis Charlie Hebdo -, mä awer och Ankara, Tunesien, Beirut an e russesche Fliger iwwert dem Sinai sinn op dëser Lëscht.

Mir stinn hei engem Terrorgrupp géigeniwwer, dee sech selwer als „Islamesche Stat" bezeechent, deen awer weder islamesch nach e Stat ass. Et sinn Extremisten, et si Fanatiker, déi sënnlos Gewalt a Misär verbreeden am Noen Osten, am Irak, a Syrien, mä awer och vereenzelt an Europa, wéi dat eis op eng grausam Aart a Weis nach eng Kéier virgefouert ginn ass den 13. November zu Paräis.

Et hëlleft eis och elo näischt an et ass och net den Objet vun deem Débat haut, ze froen, wéi iwwerhaapt esou eng Terrorbeweegung entstoe kann. Den Ex-US-Geheimdéngschtchef, de Mike Flynn, huet de leschte Samschdeg am „Spiegel Online" gesot: „Ohne den Irakkrieg würde es den «Islamischen Staat» heute nicht geben. Die Geschichte sollte und wird über diese Entscheidung kein mildes Urteil fällen." Ech mengen, do stécht vill Wourecht dran, gradesou wéi ee muss mam Fanger op d'Roll vun eenzelnen arabesche Länner weisen.

Paräis huet awer och gewisen, datt mer d'Integratiounspolitik och an de Länner an Europa kritesch hannerfroe mussen, well zum Beispill déi Attentäter vu Paräis der waren, déi a Frankräich gebuer goufen, do gelieft hunn, oder déi an der Belsch - engem aneren Nopeschland - och praktesch normal gelieft hunn a vun engem Moment op deen aneren - oder lues a lues - dann zu deem gi sinn, wat se du waren.

Mä bon, mir kënnen d'Rad vun der Geschicht net zréckdréien. Mir ginn also haut mat deenen

terroristeschen Erausfuerderunge konfrontéiert a mir mussen eis deenen och stellen.

An d'Fro, déi sech sécher méi wéi ee Lëtzebuerger stellt, ass déi: Si mir à l'abri vun esou Attentater, wéi se am noen Ausland geschitt sinn? Angscht maachen ass hei sécher net ubruecht an och e schlechte Conseiller. Mä eng absolutt Garantie gëtt et och net. A fir de Risiko esou kleng wéi méiglech ze halen, muss ee preventiv handelen. An dat ass genau dat, wat d'Regierung mat dëse Propositiounen am Sënn huet: proportionéiert a geziilt Mesuren, déi eng effikass Preventioun solle bidden.

Sécherlech muss een och koordinéiert an Europa zesummeschaffen. Hei ass jo och Lëtzebuerg besonnesch gefuerdert elo während der Présidence. Mä mir kommen awer och net derlaanscht, och hei national Mesurë schnell an d'Weeër ze leeden. An ech si frou, datt d'Regierung ënnert dem Lead vum Premier hei awer eng ganz besonnen Approche vertrëtt.

Et muss een och direkt betounen, datt déi verschidde Mesuren op den Terrorismus an d'Sécurité de l'État ofzilen. Hei sinn d'Terroristen oder d'potenziell Terroriste viséiert, an net all eenzelne Bierger. Sécherheet a Preventioun stinn hei am Vierdergrond an d'Fräiheet vum Eenzelne bleift garantéiert. Eppes anescht wier, Madamm Presidentin, mat eis, mat der DP, och net dra gewiescht.

Une voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP)*.- Wat mir elo net brauchen, wier eppes am Stil vum „PATRIOT Act", wéi ech dat schonn an der Kommissioun gesot hat, wéi d'Amerikaner en no dem 11. September 2011 (veuillez lire: 2001) en place gesat hunn. Mir géifen et net zouloossen, datt mir all eis Fräiheete géifen afferen, fir nëmmen um Pabeier méi Sécherheet ze gewannen. Hei gëtt kengem Polizeistat Virschub geleescht; hei gi preventiv Mesurë geholl ganz prezis géint Leit, déi eng gewësse Gefor bedeiten.

Ech mengen, et huet ee jo an deene leschte Stonnen, an deene leschten Deeg och déi eng oder aner Kritik schonn héieren, zum Beispill de Chaos Computer Club, deen net mat de Mesuren d'accord ass. Nach eng Kéier: Déi ass berechtegt vu Leit, déi besonnesch och d'Fräiheet um Internet sech op de Fändel geschriwwen hunn, déi och mir net a Fro stellen. Mat dëse Mesurë gëtt net all Bierger iwwerwaacht, hei kréien d'Bierger net en Trojaner an de Computer gesat, hei gëtt net all GSM repéréiert. Mat dëse Mesurë gi Bierger net ënner Generalverdacht gestallt an et gëtt keng systematesch Iwwerwaachung vun de Bierger gemaach.

Wat maache mer dat dëse Mesuren? Hei mat dëse Mesurë ginn eenzeg an eleng potenziell Terroriste viséiert. Déi Mesuren applizéiere sech also eenzeg an eleng géint Leit, vun deenen eng Gefor kann ausgoen, géint déi zum Beispill och eng Enquête leeft. Hei gëtt also preventiv a cibléiert geschafft, an duerfir ënnerstëtzt d'Demokratesch Partei och dës Mesuren. Hei sinn also Mesuren, déi proportionéiert sinn a si maache genau ee Sënn oder verfollegen een Zweck, nämlech dann och eventuell Attacken, wéi mer se am Ausland gesinn hunn, ze verhënneren.

Dat gëtt och doduerch ënnerstrach, datt eenzel Moossnamen - sécherlech hu mer nach net den Detail gesinn; den Text ass elo déposéiert ginn, mir wäerten dat nach kucken; mä ech soen hei: opgrond vun deenen Explikatiounen, déi mer och schonn an der Commission jointe kritt haten -, datt also sécherlech hei och verschidde Mesuren nëmmen dann antrieden, wa mer op enger gewëssener Stuf vu Gefor sinn.

Wann dat zum Beispill ab der Phas 3 vu VIGILNAT ass, da kéinte verschidde Mesuren effektiv deem engen oder anere méi aschneidend wierken, dat heescht d'Kontroll vun der Identitéit en des lieux publics oder och d'Fouillen oder d'Fouillë vun den Autoen. Déi hu kee permanente Charakter. Déi sinn net permanent a si kënnen eigentlech och nëmme méiglech ginn am Kader vun der verfassungsméisseger Urgence, déi da geholl gëtt, a kënnen dann normalerweis och nëmmen dräi Méint daueren.

Ech géif also och soen, datt och hei bei deene méi strenge Mesuren, wann een esou wëllt soen, déi an der Phas 3 géifen ugoen, awer nach e Cordon de sécurité, fir et emol eng Kéier esou ze soen, geluecht gëtt, datt also do och déi perséinlech Fräiheete gewaart bleiwen an all Garantië gi sinn.

Ech mengen, ouni datt mer haut doriwwer diskutéieren, kann ech awer och soen, datt natierlech meng Fraktioun och d'accord ass, fir den Artikel 32 Paragraf 4 vun der Verfassung dann och ze änneren.

Madamm Presidentin, ech ginn elo net op all d'Mesuren an. Wéi gesot, déi prezis Texter, déi si viru Kuerzem déposéiert ginn, och wa mer schonn eng Rei Elementer kennen. E puer allgemeng Appréciatiounen: Ech mengen, d'Perquisitioune 24 Stonnen op 24 oder d'Garde à vue vun 48 Stonne si Mesuren, géif ech soen, déi an esou Situatiounen oder am Kader vun Terrorismusbekämpfung op der Hand leien. Et ass och näischt Neies, wat mer hei maachen. Och an der Belsch si schonn äänlech Moossnamen 2011 geholl ginn. A Frankräich zum Beispill kann d'Garde à vue an esou Fäll bis op 120 Stonne verlängert ginn.

En anere Punkt, dat ass jo och en Deel vun deene Mesuren, déi vun deenen engen oder aneren alt kritiséiert ginn. Et muss een awer wëssen, dat ass einfach e Fait, datt den Terrorismus sech haut och all Méiglechkeete vum Internet zu eege gemaach huet, fir onerkannt ze kommunizéieren. Ech mengen, déi geleefeg Plattformen, déi mer alleguerte kennen - „Skype" -, déi erlaben et hinnen oder de Leit vun dem IS dann, sech relativ ongenéiert auszetauschen, ze kommunizéieren. Et ginn och Appen, zum Beispill eng, déi heescht „Telegram". Déi ass jo och elo rezent an d'Schlagzeile geroden, well hei Dausenden IS-Accounts kommunizéieren an och hir Propaganda iwwert déi Accounts relativ ongestéiert konnte verbreeden.

Mir wësse jo, datt eng vun de Stäerkten oder ee vun de Problemer eben deen ass, datt den IS op eng relativ - muss ee leider soen - professionell Aart a Weis Online-Propaganda mécht an och doriwwer jo da ganz geziilt Leit an Europa uschwätzt, se eventuell radikaliséiert an och doriwwer rekrutéiert.

Ech mengen, duerfir ginn also eng Rei Mesurë proposéiert, ebe fir iwwer Pseudonymen zum Beispill an de soziale Medien dann a Kommunikatioun ze komme mat Terroristen oder potenziellen Terroristen. An duerfir ass et och wichteg, datt eben hei Dispositiver geschafe ginn, fir datt och d'Polizei kann déi Mesuren ergräifen, respektiv och, datt d'Polizei kann iwwert déi sougenannten „Trojaner" an d'Computersystemer vu Leit, déi dem IS ugehéieren, respektiv Leit, déi e Potenzial hunn, fir Terrorist ze sinn oder ze ginn, erakommen, fir zum Beispill do och hir Kommunikatioune kënnen ze kucken an och esou da preventiv kënnen ze schaffen.

Ech wéilt nach eng Kéier betounen - de Premier huet et scho gemaach; ech maachen et och nach eng Kéier -, datt hei déi Mesuren, wéi an e Computer eranzegoen, datt dat nëmme bei Persoune méiglech ass, déi ënner Verdacht stinn oder wou eng Enquête leeft a wou och ganz strikt, wierklech ganz strikt Prozedure virgesi sinn, de Premier huet se virdrun opgezielt, de Procureur, dann nach de President vun der Chambre criminelle, vun der Cour d'appel, datt déi also mussen och hiren Accord ginn.

Et ass also äänlech wéi bei dem Gesetz iwwert de SREL, dat mer deemnächst wäerten hei an der Chamber debattéieren. Do sinn eng ganz Rei vu Sécherheetsstufen awer agebaut ginn, fir datt hei guer keen Abus soll sinn, datt hei wierklech nëmme Leit, géint déi e ganz grousse Verdacht besteet oder wou schonn eng Enquête leeft, kënnen iwwert de Computer, datt een an deenen hire Computer kann eragoen. An datselwecht gëllt also och fir Écoutten, déi een do wëllt maachen. Och do kann een nëmme mat de Geneemegungen, wéi gesot, vum Untersuchungsriichter an no strikte Prozedure mat enger klorer Kontroll eragoen.

Ech mengen, Konklusioun, Madamm Presidentin, fir dat Ganzt ass also, datt et hei net ëm Aschränkung vu perséinleche Fräiheeten oder net ëm systematesch Oflauschterung vun de Bierger hei am Land geet. Hei si prezis Iwweltäter am Viséier. An dat ass dat, woufir mer hei och kënnen deem eis Zoustëmmung ginn.

Vläicht zum Schluss awer och nach e Wuert zur Preventioun. Ech mengen, wat mer hei maachen - do musse mer jo och éierlech sinn -, ass zum Deel Symptomer bekämpfen. Dat ass leider déi lescht Etapp, déi een huet, wa virdru ganz villes versot huet. Duerfir musse mer awer och nieft deene Mesuren, déi mer hei huelen, all Ustrengunge maachen, fir datt d'Mënsche sech net radikaliséieren, fir datt mer och do preventiv schaffen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Mir mussen eis duerfir verstäerkt mat den Theme wéi Integratioun oder soziale Brennpunkten auserneesetzen. D'Täter, déi komme jo oft aus defavoriséierte Milieuen oder si Leit, déi keng Perspektiven hunn oder déi ganz schnell dann a Plazen, a Milieuen erarutschen, wou se da kënne récupéréiert ginn, well mir als Gesellschaft hinne keng Perspektive bidden. An och hei zu Lëtzebuerg si mer an deem Sënn gefuerdert.

Här President, ech kommen zum Schluss, zu menge Konklusiounen. Ech mengen, mir begréissen et als DP, datt hei d'Regierung an deem aktuelle Kontext schnell a konkret hir Verantwortung iwwerholl huet. Déi Moossnamen, déi se hei presentéiert, fannen eis Zoustëmmung. Firwat? Well hei d'Sécherheet am Vierdergrond steet. D'Grondrechter an d'Fräiheete vun deem Eenzelne stinn hei net zur Diskussioun!

An ech wëll awer och soen, datt mer begréissen, datt e grousse Konsens an der Fro vun der Terrorismusbekämpfung hei, vun der konkreter Situatioun hei zu Lëtzebuerg, datt do e grousse Konsens hei besteet an der Chamber. Och déi gréisst Oppositiounspartei schafft hei responsabel mat. A wann ech mäi Virriedner richteg verstanen hunn, kënne se jo och mat klengen - wéi soll ech soen? - Detailfroen awer alles matdroen.

Wat elo wichteg ass, datt mer déi eenzel Mesurë schnell an der Chamber analyséieren a kucken op den Instanzewee ze ginn. Mir hoffen natierlech och, datt de Statsrot do och schnell seng Aarbecht mécht. An ech sinn also frou, datt mer och hei alleguerten un engem Strang zéien.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Berger. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Alex Bodry fir d'LSAP.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, jo, dës parlamentaresch Debatt drängt sech op. Si drängt sech op, net well eist Land direkt an haut vun terroristeschen Uschléi viséiert wier, mä well mer eis all bewosst musse ginn, dass mat de mäerdereschen Attentater vum 13. November zu Paräis eng nei, eng permanent Menace fir eis Sécherheet an Europa offensichtlech ginn ass. Näischt méi wäert esou si wéi virdrun. Den Islamesche Stat, wéi virdrun och d'Al-Qaida, wëllt de sougenannten „hellege Krich", den Djihad, an eis Demokratie, an eis offe Gesellschafte bréngen.

Anstatt mat Krichserklärungen ze äntweren, solle mer eis mat klorem Kapp, lassgeléist vun allen Emotioune vun Trauer, vu Roserei a vu Revanchegefiller, d'Fro stellen, ob mer zu Lëtzebuerg, ob mer an Europa prett sinn, fir dëser Konfrontatioun mat dëser extremer Form vun Terrorismus a reliéisem Fanatismus wierksam ze begéinen. Dobäi gëtt et näischt ze verharmlosen an och näischt ze dramatiséieren.

Eis Äntwert op dës Erausfuerderung kann net doranner bestoen, eis passiv ze verhalen, ofzewaarden, emol ze kucken, wat déi aner maachen, sech zécken an d'Ausmooss vun dem Sécherheetsrisiko ze verkennen. Dat wär en onverzeileche Feeler! Ze flagrant sinn d'Schwaachstellen an der Riposte um Niveau vum Renseignement, der Preventioun, der Koordinatioun an der Repressioun, déi haut schonn an eise Länner ze erkenne sinn.

Verlueren Zäit kann net méi guttgemaach ginn. Duerfir musse mer schnell, geziilt an ugemoosse reagéieren, awer selbstverständlech och d'Fal vun enger exklusiv sécuritairer Äntwert vermeiden. Grad déi Wäerter, déi Grondfräiheeten, déi eis Demokratie kennzeechnen an déi jo och am Viséier vun den Terroriste stinn, däerfen net engem ongehemmten, iwwerdriwwenen Ausbau vum Sécherheetsapparat geaffert ginn.

E komplette Iwwerwaachungsstat, eng systematesch Bespëtzelung mat permanentem Aschränke vun eise Fräiheeten, Bewegungen, Manifestatiounsrecht a Meenungsfräiheet ass net dee Gesellschaftsmodell, dee mer allueguerte wëllen. Et gëllt also elo, prezis, wueliwwerluechte Schrëtt ze maachen, déi organisatoresch a legislativ Moossnamen ze huelen, déi noutwendeg a sënnvoll sinn, an déi Mesuren ze écartéieren, déi onsënneg a reng symbolesch wären.

Am Grondsazprogramm vu menger Partei vun 2002 ass d'Sécherheet, nieft der Fräiheet, der Gerechtegkeet an der Solidaritéit, als véierte Grondwäert definéiert ginn. Existenziell Sécherheet op där enger Säit, mä awer och Sécherheet vu senger Persoun a senge Gidder. Déi ganz Geschicht vun der sozialistescher Bewegung, och zu Lëtzebuerg, ass markéiert vun der Ofleenung vum Gesetz vum Stäerkeren, vun der Gewalt.

D'Sécherheet vun de Persounen an dem Besëtz huet an eiser Gesellschaft eng wesentlech Bedeitung. D'Sécherheet ass Viraussetzung fir en Zesummeliewen an der Gesellschaft. Ouni Sécherheet ass Liewen a Fräiheet op Dauer net denkbar. D'Recht op d'Sécherheet ass duerfir e fundamentaalt Mënscherecht an eisen Aen. Déi Räich kënne sech déi perséinlech Sécherheet noutfalls iwwert de Portmonni kafen. Déi normal Leit kënnen dat net. An duerfir ergëtt sech d'Obligatioun vum Stat, e groussen, wierksamen, ëffentleche Sécherheetsservice opzebauen, dee jiddwerengem hei am Land zougänglech ass an dee géintiwwer all Forme vun Delinquenz wierksam ass.

Eise Merci an dësem Moment gëllt och deene Leit, déi an der Police, an der Justiz, am Service de Renseignement an och an der Douane momentan täteg sinn an déi no deenen terroristeschen Attacken zu Paräis och amgaang sinn, konkret eis méi Sécherheet ze ginn a besonnesch och eist Sécherheetsgefill ze stäipen. Bei eiser Sécherheetspolitik däerfe mer op kengem A blann sinn, weder deem vun der Preventioun, déi mer weider mussen ausbauen, nach op deem vun der Repressioun. Mir brauchen also eng kohärent Strategie, déi haart géint d'Kriminalitéit an Terrorismus virgeet, déi awer gradesou konsequent d'Ursaachen, och déi sozial Ursaache vun der Kriminalitéit bekämpft.

Nieft dem Arsenal vu strofrechtlechen a prozedurale Regelen, déi d'Regierung virschléit, brauche mer also eng Optiméierung vum Fonctionnement vum Service de Renseignement, vun der Polizei, vun der Justiz. De Service de Renseignement gëtt reorganiséiert! E gëtt reorganiséiert, well d'Reform vun 2004 e Feelschlag war! Dat däerf een och hei soen, wa mer kritesch no hanne kucken.

Well deemools déi berechtegt Kriticken, déi vun der deemoleger Oppositioun hei geäussert gi sinn, wéi mer iwwert déi Reform vum Service de Renseignement diskutéiert hunn, wou mer gesot hunn: „Ma, dem Service de Renseignement, deem seng Missioune musse méi kloer definéiert ginn, et mussen intern Autorisatiounsprozedure fir déi eenzel Mëttelen, déi een huet, agefouert ginn, an d'Kontroll muss verbessert ginn!", all déi Kriticken, déi deemools vun der Majoritéit ënnert der Féierung vum zouständegen CSV-Minister ofgeleent gi sinn, hu sech als richteg erwisen!

Hätte mer dat deemools gemaach, bräichte mer haut net iwwer eng Reform vum Service de Renseignement ze diskutéieren an hätte mer och keng politesch Kris hei zu Lëtzebuerg kritt an eng ganz penibel Enquête hei vun dëser Chamber iwwer laang Méint!

Mat der Ofstëmmung vun deem neie Gesetz, wou mer op engem breede Konsens tëschent alle Parteie kënnen opbauen, wäert et héchstwahrscheinlech méiglech sinn, dass Februar, spéitstens Mäerz déi Reform a Kraaft trëtt. De SREL kritt méi Mëttelen a prezis Kompetenzen, méi héich Effektiver, mä ass awer och am Géigenzuch strenge Geneemegungs- a Kontrollprozeduren ënnerworf. Do ass also en Équilibe tëschent de Missiounen an de Mëttelen op där enger Säit, an der Kontroll an de Geneemegungen, déi néideg sinn, op där anerer Säit erreecht ginn. Dat ass wichteg, dat musse mer och weider am A behalen.

No der Fusioun an der Reorganisatioun vu Polizei a Gendarmerie duerch e Gesetz vun 1999! An ech wëll awer och soen, ech ka mech nach un déi Zäit erënneren! Et ass net duerch d'CSV, wou d'Fusioun vu Gendarmerie a Police an den deemolege Regierungsprogramm komm ass; et ass, well d'LSAP dat gäre gehat hätt, a si huet et schlussendlech iwwert dat Gesetz vun 1999 och erreecht.

Firwat ass déi Fusioun gemaach ginn, déi gréisste Verwaltungsreform, déi eigentlech jee zu Lëtzebuerg duerchgefouert ginn ass? Ma well mer wollten e Polizeiservice vu Qualitéit ubidden, wa méiglech 24 Stonnen op 24, wat mam Weiderbestoe vun zwou getrennte Struktur vu Polizei a Gendarmerie net méiglech gewiescht wär.

15 Joer ass et hier, dass d'Gesetz gestëmmt ginn ass, dass et ëmgesat ginn ass. Elo ass et normal, dass ee versicht, och do déi dote Strukturen ze optiméieren, haaptsächlech fir méi Präsenz nach um Terrain ze erreechen, awer och méi eng staark Spezialiséierung ze kréien innerhalb vun der Polizei. Ech si sécher, dass de Minister vun der Force publique, opgrond och vun deem Audit, dee gemaach ginn ass, déi dote Reform wäert politesch duerchsetzen.

D'Effektiver an d'Ausbildung vun der Polizei wäerten also weider verbessert ginn. An ech si frou, kënne festzestellen, dass, egal wéi d'Regierungen zesummegesat waren, bei der ënnerer Sécherheet net gespuert ginn ass, och a Krisenzäiten net. Dat huet déi viregt Regierung net gemaach, dat huet och dës Regierung net gemaach. Dat ass och e richtegen Akzent, eng Prioritéit, déi do gesat ginn ass. An no mengen Informatioune solle jo bis 2018 eng 300 Polizisten agestallt ginn, zum Deel fir anerer ze ersetzen, zum Deel fir u sech zousätzlech Aarbechte kënnen ze maachen. An et ass just ze hoffen, dass mer och genügend valabel Kandidate fannen, déi bereet sinn, déi doten Aarbecht ze maachen.

Dat wäert fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg ëmmer méi problematesch ginn, net nëmmen an deem dote Beräich, mä och a villen anere Be-

räicher, wéi och am Beräich vun der Justiz, wat en zweete Punkt ass. Wa mer vu Reform vun der Police schwätzen, ass et natierlech och wichteg, dass d'Effektiver vun der Justiz a besonnesch och vum Parquet och eropgesat ginn! Déi mussen deem Ganzen ugepasst ginn. Et geet net duer, dass mer d'Polizei verstäerken, an dann u sech déi Dossiere spéiderhin an der nächster Phas, déi awer wuel esou wichteg ass, näämlech d'Beschaffung vun der Justiz, hänke bleiwen. Och do also méi Effektiver, méi Spezialisatioun ass déi Richtung, wou mer musse goen.

Do derniewent brauche mer eng Reform vum Strofvollzuch. Déi ass jo och an der Debatt. Mir brauche modern Infrastrukturen an en zesummenhängend Konzept och, fir d'Rezidiv vu Strofdoten ze verhënneren.

A schliisslech gëtt et héich Zäit, dass mer eis an dësem Land eng geséchert rechtlech Basis fir d'Protection nationale ginn. Bei Naturkatastrophen, groussen Accidenter, terroristeschen Attacke brauche mer Konzepter, net nëmmen an der Theorie um Pabeier, mä och an der Praxis, mat rationelle Strukturen, klore Prozeduren a präzis definéierte Moossnamen a Befugnisser. Dat ass dat, wat zum Deel iwwert dee Projet méiglech ass, iwwert d'Protection nationale, dee virläit.

Mir mussen eis awer nach gemeinsam d'Fro stellen, ob mer deen net sollë komplettéieren opgrond vun deenen neien Erkenntnisser, enger neier Siichtweis, déi mer op déi ganz Problematik do kritt hunn. Duerfir verstinn ech dee parteipoliteschen Exkurs eigentlech vum Här Wiseler net. Ech hu wéineg Verständnis derfir, wann een dohinnergeet an et kroomt een an Debatte vu virun zwielef Joer, fir ze weisen, dass d'Leit haut eng aner Meenung hätte wéi virun zwielef Joer.

Ech brauch net esou wäit zréckzegoen, Här Wiseler! Bei deene Froen, déi Dir ugeschnidden hutt, ob mer elo sollen eng punktuell Reform maache vum Artikel 32 (4) oder ob mer sollen d'Effektiver vu 75 an d'Gesetz iwwert de Service de Renseignement draschreiwen, do war d'CSV virun engem Mount nach enger anerer Meenung wéi elo! Virun engem Mount war d'CSV mat d'accord, an der zouständeger Kommissioun ze soen: Mir fixéieren d'Effektiver vum Service de Renseignement elo vu 65 erop op 75!

Wat d'Fro vun der Reform vum Artikel 32 (4) ugeet, ware mer gemeinsam der Meenung - gemeinsam der Meenung! - virun engem Mount, ze soen: Mir beschränken eis an dësem Moment op d'Reform vum...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mir waren d'accord, fir weiderzekommen. Ech hunn awer och de Contraire gesot, Här Bodry!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- ...Artikel 32 (3) a mir touchéieren net déi aner Aspekter vun deem Artikel 32. Mir sinn haut vläicht enger anerer Meenung! Mir sinn op, well mer gesinn hunn, dass d'Situatioun geännert huet an dass mer Saache musse virzéien. Mä dann elo anere Parteie Virwërf wëllen ze maachen, si wären ni esou richteg fir d'Sécherheet, an nëmmen d'CSV wär eigentlech déi Partei - dat ass jo dat, wat ech ëmmer esou derduerchhéieren -, wär déi, déi hei fir d'Land zu Lëtzebuerg zoustänneg wär. Ech kann dat net akzeptéieren! Ech kann dat och als fréiere Minister vun der Force publique net akzeptéieren!

Dat stëmmt näämlech net! Dat ass eng Onwourecht, esou eppes wëllen ze behaapten! A wann ech als Partei, wéi d'CSV, während elo 15 Joer hannereneen den zoustännege Minister fir d'Polizei gehat hätt an den zoustännege Minister fir d'Justiz gehat hätt, dann, mengen ech, wär ech e bëssen awer och mat implizéiert, wa mer elo mussen norüsten op eenzelnen Texter, an da sëtzt ee vläicht e bëssen am Glashaus an et soll ee virsiichteg sinn, wann een hei esou eng Schelte mécht vun anere Parteien, anere Politiker, wou ech mengen, dass mer alleguerte géife gewannen, wa mer et wéinstens bei dëser Debatt géife fäerdegbréngen, hei keng Parteipolitik ze maachen an ze probéieren, eis un d'Fakten ze halen. Dat ass deen eenzege Wonsch, deen ech hei hunn.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech kommen nach drop zréck. Wa mer d'Texter analyséieren, kënne mer nach op d'Debatten zréckkommen.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- A mer kréien selbstverständlech d'Geleeënheet, am Detail op dat Ganzt zréckzekommen.

Et ass gesot ginn: Eis Verfassung gesäit momentan nëmmen eng Regelung vir, wou d'Regierung ka schnell handelen, souguer a Beräicher, wou d'Chamber ausschliisslech d'Kompetenz huet, am Cas vun enger Crise internationale. Mir hunn zesummen erkannt gehat, scho méi laang, dass et wichteg wär, och do d'Crise nationale mat eranzehuelen, well ee sech ka virstellen, dass eng Situatioun kënnt, wou d'Chamber net ka schnell zesummekommen, wou de legislative Wee ze vill laang dauert, wou eng Urgenz also besteet an awer schnell gehandelt muss ginn, well liewenswichteg Interesse vum Land oder vun der Populatioun en cause sinn. Déi Méiglechkeete musse mer eis ginn.

Mir sinn awer och der Meenung, dass mer, éischtens, déi doten Dossiere sollë frësch opmaachen. Duerfir hunn ech och décidéiert, als President vun der zoustänneger Kommissioun, dass als Haaptpunkt vun eiser nächster Sitzung dëse Mëttwoch, dat ass muer, eng Revisioun vum Artikel 32 (4) wäert stoen.

Wou mer eis effektiv mussen d'Fro stellen, ob et duergeet, ze soen: D'Regierung kann do handelen, wa se eng Urgenz feststellt a mir sinn an enger Krisesituatioun. Déi Akten, déi se da setzt, hunn eng Validitéit nëmme vun dräi Méint. Oder ob een do net zousätzlech muss virgesinn, dass d'Chamber an enger gewëssener Form bannent engem kuerzen Délai déi Dréngleckheet an déi Krisesituatioun och muss confirméieren, dass mer an esou enger dra sinn, respektiv ob een, wat d'Méiglechkeete vun der Regierung ugeet, se géif aschränken a gewësse Grondfräiheeten ausklameren, fir ze soen, souguer a Krisesituatiounen däerft u gewësse Grondfräiheeten, Grondrechter net touchéiert ginn duerch d'Regierung, opgrond vun deem Artikel 32 (4).

Et sinn aner Verfassungen, déi esou Gardefouen eigentlech och an esou Krisesituatioune matagebaut hunn. Dat ass déi Diskussioun, déi mer, mengen ech, ab muer sollen an der zoustänneger Kommissioun féieren.

Wéi gesot, Dir wësst, dass vun eiser Säit mer op sinn, fir déi doten Diskussioun an aller Déift, awer och Schnellegkeet ze féieren, well ech menge schonn, dass et Sënn mécht, ënnert deene veränneren Ëmstänn, wou mer dra sinn, do eng punktuell virgezunnen Ofännerung vun eiser Verfassung virzehuelen.

Nach musse mer zesummen - d'Zweedrëttelmajoritéit oblige -, musse mer eng Formulatioun fannen, wou mer eis alleguerte kënnen dran erëmfannen.

Wat elo d'Lëscht ugeet vu Moossnamen, déi vun der Regierung virgestallt si ginn, déi elo och zënter haut a Form vun engem Projet de loi virleien, do ass et esou, dass ech mer virbehalen, well ech den Text net kennen, am Detail natierlech méi spéit an eisen Aarbechten an der Chamber hei op déi eenzel Propositiounen zréckzekommen.

Wichteg ass, an eisen Aen, dass déi Gesetzesinitiative virun allem proportional musse sinn zu deenen Ziler, déi verfollegt ginn, an dass d'Aschränkunge vun deen eenzelne Rechter a Fräiheeten, déi se beinhalten, objektiv begrënnt musse sinn an net exzessiv sinn. Do si mer souwisou och gehale weiderhin duerch international Normen. D'Europäesch Mënscherechtskonventioun appliquéiert sech weider zu Lëtzebuerg, quitte dass et do speziell Regele gëtt, wann e Land deklaréiert, dass et an engem État d'urgence ass.

Mir ginn dovunner aus, opgrond vun deem, wat elo virläit, dass all déi Virschléi, ouni Ausnam, déi d'Regierung gemaach huet, deenen dote Kritären entspriechen an dass se och konform sinn zu eiser Verfassung an zu internationalen, iwwergeuerdneten Normen.

Mir sollten als Land, als Gesetzgeber keng Course maachen a bei all Gewaltakt, dee geschitt, probéieren duerch nei Gesetzer ze reagéieren. All déi Länner, an där gëtt et der eng Partie am Ausland, déi dat gemaach hunn, déi hunn am Fong just herno des lois d'affichage gehat an en fait ouni wierklech Effeten op d'Situatioun. Duerfir also léiwer hei zweemol iwwerleeën, ier mer e grousse Sprong maachen. Mä dat ass hei an deenen eenzelne Punkte gemaach ginn.

Mir brauchen also a präzise Fäll, an der Hypothees haaptsächlech vun Terrorismus a schwéierer Kriminalitéit, zousätzlech a besser Instruktiounsméiglechkeeten an Investigatiounsméiglechkeete fir eis Sécherheetsorganer. Ob bei der Garde à vue, Perquisitioun oder den Iwwerwaachunge gëllt et bei der geplangter Lackerung vun de gesetzleche Konditiounen, déi u strikt Kontrollen ze bannen an och den Uwendungsberäich, de Champ d'application méiglechst präzis ze definéieren.

D'Regele vum Rechtsstat bleiwen also voll ze respektéieren. A fir eis ass et kloer, dass d'Benotze vun deenen zousätzleche Mëttele muss, éischtens, am Eenzelfall kloer motivéiert ginn; zweetens, sech op all Fäll vun Terrorismus an den Ugrëff op d'staatlech Sécherheet an eventuell organiséiert Kriminalitéit beschränken; drëttens, de Parquet respektiv den Untersuchungsriichter se ordonnéiert hunn; a véiertens, déi rechtlech Ex-post-Kontroll vun de Geriichter weiderhi soll spillen. Dat sinn déi Konditiounen, déi mer bei all deenen dote Schrëtt gesinn. A wéi ech aus den Ausféierungen och vum Statsminister elo grad héieren hunn, schénge mer déi a priori all erfëllt ze gi bei deenen dote Moossnamen.

Duerfir fënnt also och déi Initiativ vun der Regierung hei, déi hir Determinatioun kloer weist, dass se wëllt dëst Land sécher halen a géint den Terrorismus virgoen, eis voll Ënnerstëtzung.

Et ass och elo d'Aufgab vun der Chamber, fir eng ganz Rëtsch vu Projeten, déi schonn an der Maach sinn, déi mer schonn debattéiert hunn, dass mer déi och finaliséiert kréien an ofgestëmmt kréien. Dat gëllt fir d'Ëmsetzung vun enger Resolutioun vum UN-Sécherheetsrot. Et gëtt Accorden tëschent den USA a Lëtzebuerg. Et gëtt d'Reform vum Service de Renseignement an d'Gesetz iwwert d'Protection nationale respektiv déi punktuell Verfassungsreform, déi mer wëlle maachen. Eventuell kommen nach aner Texter op EU-Niveau derbäi, déi mer och mussen an d'Nationalrecht an deenen nächste Méint ëmsetzen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och wa Lëtzebuerg zurzäit net direkt d'Zil vun terroristeschen Attacken ass, esou gëtt awer och, dat wësse mer, zu Lëtzebuerg fir den IS rekrutéiert. Mindestens eng hallef Dose Leit si vu Lëtzebuerg aus a Syrien kämpfe gaangen. An et ass och dovunner auszegoen, dass den Terrorismus vu Lëtzebuerg aus och eng Deelënnerstëtzung kritt.

Mir sollen eis also definitiv vun der Illusioun verabschieden, dass mer hei eng Insel vum Fridden a vun der Gebuergenheet wären. Mir mussen eis drop astellen, dass mer also een Deel vun deem Ganze sinn. Duerfir gëllt et also elo, proaktiv virzegoen, ouni fundamental Rechtsprinzipien a Grondrechter ausser Kraaft ze setzen. Mat dëse Regierungstexter gëtt keng Folter legitimiséiert, mat dësen Texter entsteet och hei kee Guantánamo, wéi et leider an den USA nom 9/11 geschitt ass.

Här President, de radikalen Islamismus ass net den Islam. Och dat sollte mer ganz kloer soen. Bei der Radikaliséierung vu ville jonke Leit ass oft d'Relioun net onbedéngt den Initialfacteur, och wa se sécherlech matspillt. Dës Radikaliséierung berout op ville Frustratiounen, Loscht op Abenteuer, op Generatiounskonflikter. Dës Erkenntnis bestäerkt eis Sozialisten an eiser Iwwerzeegung, fir an der Gesellschaft op Integratioun, op Solidaritéit a sozial Gerechtegkeet ze setzen.

Och d'Trennung vun de Kierchen - de Kierchen! - an dem Stat, déi noutwendeg Neutralitéit vum Stat a reliéise Froen, all dat bleiwe wichteg Iddien, déi mer gemeinsam wëllen ëmsetzen an déi nëmme bestäerkt ginn duerch dat, wat amgaangen ass, hei an Europa an an der Welt ze geschéien!

An och den eenheetleche Wäerteunterreecht, wou och soll iwwer Relioune geschwat ginn, ass an eisen Aen deen eenzeg richtege Wee, wann een net wëllt d'Schoulgemeinschaft, wann een net wëllt d'Kanner schonn opgrond vun hire reliéisen Iwwerzeegungen an eenzel Gruppen opspléckeen! Esou eng Opspléckung féiert an eng Sakgaass, mécht et also noutwendeg, eis Iddien do ëmzesetzen!

Mir brauche méi interkulturellen Dialog an net eleng e multikulturellt Niewenteneen, wat mer och hei zu Lëtzebuerg op grousse Strecken hunn. Nëmmen zesumme packe mer et. Zesumme packe mer et, besonnesch och beim Verhënneren an Zréckdränge vum haasserfëllte bluddegen Terrorismus. Do musse mer als all Parteien zesummestoen! An dat soll, menge mir, den Haaptmessage vun dëser Debatt sinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Bodry. Nächst Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter fir déi gréng.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer e puer Bemierkungen am Ufank, ier ech op déi verschidde Mesuren, déi déposéiert gi sinn, aginn. E puer Reflexiounen, déi mir Gréng ons déi lescht Woche gemaach hunn.

Éischtens: Mir sollten ons onse Fräiheeten, Rechter a Flichte bewosst sinn. Jo, vläicht och erëm e bësse méi bewosst ginn! Mat onsen demokratesche Wäerter, onser Verfassung, onsen europäeschen Traitéen a Charta hu mir ons d'Méiglechkeete geschafen, an dëser Gesellschaftsorganisatioun ze liewen, déi mir vläicht ze oft als selbstverständlech ugesinn.

Zweetens: Et ass vläicht haut, an elo méi wéi jee, wichteg, datt mer bewosst - bewosst! - onse Kanner a Jugendleche vermëttelen, wat et heescht, zesummezeliewen, wat et heescht, Chancëgläichheet ze liewen, wat Toleranz an enger Gesellschaft duerstellt, wat et heescht, „uni dans la différence“ ze liewen, a vläicht derfir ze suergen, datt ons Kanner a Jugendlech tatsächlech - tatsächlech! - eng Chancëgläichheet kënne liewen.

Drëttens: Mir sollten ons trotz - oder soll ech vläicht soen: grad wéinst? - den Ereignisser zu Paräis net der Ursaach verschléissen, wat d'Biografie vun Daech ubelaangt. D'Ursaache vun deem, wat mat Biergerkricher ugefaangen huet, souwuel am Irak wéi och duerno a Syrien. Ursaache vun där aktueller ganz prekärer Situatioun, notamment a Libyen, sinn d'Resultater vu graven aussepolitesche Feeler vun der westlecher Welt, virop vun den amerikanesche Staten (veuillez lire: vun de Vereenegte Staten), vum President Bush a Bush senior a sengen Administratiounen, an zum Deel awer och vun enger net gemeinsamer a staarker Aussepolitik vun der Europäescher Unioun.

Jo, souguer d'Resultater vun enger Europäescher Unioun, déi ofhängeg war oder onfäeg war, matzäiten ze reagéieren an ze anticipéieren. Mir sinn net ganz onschëlleg dorun, datt sech d'Daech esou konnt entwéckelen! Mir haten ons just net virgestallt, datt et bei ons hei, bei ons heiheem, ons géif treffen! Treffen engersäits mat den Attentater an anerersäits mat der Flüchtlingswell.

Véierte Punkt: Mir heiheem sinn net an engem Krich. Wat mir heiheem erliewen, ass kee Krich. Et ass méi komplex a virun allem méi perfid, well hei ziele keng Krichsregelen. Hei gëtt op alles geschoss, op Fraen, op Männer, op Kanner, op Leit, déi hire Géigner emol net kennen a geschweige emol net wëssen an net verstinn, firwat déi stinn. Si stinn näämlech fir Terror a Chaos. Esou einfach ass et! Si trieden an, fir alles ze zerstéieren, wat op Fräiheet, op Freed, op Liewen, op Léift an op Schéinheet opgebaut ass.

Eng vun hire Strategien, fir dëst Zil ze erreechen, ass d'Implosioun vun onser Gesellschaft an onsem Zesummeliewen, an duerch Angscht a Mësstraue verschidde friddlech zesummeliewend Kulturen ausenanerzedriften.

Eng zweet Strategie ass eng systematesch Rekrutéierung hei an onser westlecher Welt fir hir Ideologie, eng systematesch Destabiliséierung vun engem Deel vun onser Jugend, där Jugend, déi duerch d'Schwächte vun onsem System verletzbar ginn ass.

Eng drëtt Strategie ass eng Vermëschung vu Wäerter mat Relioune. Am Numm vun enger Relioun, déi mëssbraucht gëtt, fir Muecht, Terror, Mord an Zerstéierung ze rechtfertegen, gëtt versicht, eng Relioun géint eng aner ze stellen an domadder Leit, déi gutt kënnen oder déi gutt kéinte matenee liewen, géinteneenzestellen. Déi Gutt géint déi Béis, esou schwaarzwäiss soll dat duergestallt ginn. Géife mir op dësem Schema ons matrappe loossen, wiere mir verluer an ausgeliwwert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerfir ass et extrem schwiereg, an där Situatioun, wou mir zu Lëtzebuerg, mä virun allem an der EU sinn, déi passend Moossnamen ze huelen. Et gëtt keng einfach Léisung. Vläicht gëtt et och einfach keng Léisung, munchmol, an dëser extrem verfuerener Situatioun! Et gëtt esou vill verschidde Facettë vum Krich an de betraffene Länner, iwwert den Dissens tëschent der EU, den USA, Türkei a Russland, déi sech net ëmmer eens sinn, vläicht iwwert d'Zil, awer net iwwert de Wee, an dann nach! Iwwert d'Organisatioun vum dem Accueil an der Integratioun vun de Flüchtlingen, iwwert de Respekt vun de verschiddene Relioune bis zur Sécherheet vun onse Bierger a Biergerinne géint en onsichtbare Feind.

Mir liewen net op enger Insel, au contraire - au contraire! -, mir liewe matzen an der EU a vertrieden d'EU op vill verschidde Manéieren.

An dofir begréisse mir et ausdrécklech, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt de Justizminister, de Premierminister an d'ganz Regierung et fäerdegbruecht hunn, ons e Pak u Moossname virzestellen, déi als Zil hunn, ons Sécherheetscapacitéite geziilt op dës Problematik ze perfektionéieren, ouni datt dem Bierger an der Biergerin hir Fräiheeten ageschränkt ginn. Mir begréisse virun allem, datt all dës Moossnamen als Projet de loi elo déposéiert ginn. Domadder assuréiere mer näämlech déi gréisstméiglech Transparenz vun dëse Moossnamen. Dat ass nach laang net an all Land esou!

Wichteg ass och fir ons, datt dës Moossnamen, déi virun allem Adaptatioune vum Code d'instruction criminelle duerstellen, sech op d'Sécherheet vum Land an op den Terrorismus beschränken.

An ech muss hei soen, datt mir elo net déi Diskussioun iwwert d'Definitioun wëlle féieren:

Wat ass d'Definitioun vum Terrorismus? Fir ons ass dëst ganz kloer, ech soen et hei, mir schwätzen hei vun deem, wat mir notamment zu Paräis gesinn hunn. Dës Definitioun, dat ass fir ons den Terrorismus, géint dee mer wëlle virgoen. A mir wäerten an der parlamentarescher Aarbecht och an deem Sënn diskutéieren, a wann et dann och muss sinn, och finaliséieren.

Alles, wat net sënnvoll, an alles, wat net verhältnisméisseg ass, soll ewechbleiwen. Wichteg ass fir ons, datt all dës proposéiert Moossnamen ënnert dem Contrôle judiciaire stattfannen. Et gëtt also keng Narrenfreiheit!

Fir ons ass et och immens wichteg, datt all dës Viraussetzunge gutt a kloer communiquéiert ginn. Ech denken, de Premier huet dat haut zimlech kloer och hei erkläert.

Et soll nämlech alle Bierger an alle Biergerinne kloer an däitlech gesot ginn, datt mir hei zu Lëtzebuerg kee Jota - kee Jota! - vun onsen demokratesche Wäerter wëllen opginn. Mir bleiwen am Kader vum Droit commun, mat alle Rechter, déi dofir zielen, fir all Eenzelnen, fir all eenzelne Verdächtegen. Dat zielt, ech wëll et kloer ënnersträichen a widderhuelen, fir all dës presentéiert Moossnamen.

Neen, net jiddwereen ass e potenziellen Terrorist a kritt en Trojaner a säi PC gescheist. Neen, net jiddwereen ass e potenzielle Kandidat, fir Wanzen a sengem Auto pechen ze hunn oder an der Nuecht mussen eng Perquisitioun ze erliewen. Dat geschitt net! An dat geschitt ni aufs Geratewohl, mä ëmmer, ëmmer mindestens mat engem Mandat vun engem Untersuchungsriichter a bei verschiddene Moossnamen souguer mam Accord, ëmmer mam Accord vum President vun der Chambre de Conseil vun der Cour d'appel.

An dann, wat gradesou wichteg fir ons ass: All dës Aktioune ginn och herno kontrolléiert, well d'Procédure judiciaire geet hire Wee an d'Riichtere wäerten an deem Dossier judiciaire jo all déi Moossnamen, déi geholl gi sinn, och kontrolléieren, sief et am Appel, sief et mengetwegen a Cassatioun a sief et mengetwege souguer och nach bis op Stroossbuerg. Also, et gëtt och herno, a posteriori, keng Méiglechkeet, fir eppes gemaach ze hunn, wat net hätt solle gemaach ginn, hätt misse gemaach ginn, hätt dierfe gemaach ginn, wou net souguer herno - souguer herno! - och nach kéint mam Fanger drop gewise ginn.

Mir sinn als Gréng also absolutt op enger Linn mat den Aussoe vun deenen, déi souwuel d'Fräiheet vum Eenzelnen an den Dateschutz vun ons all verteidegen!

Wou mir ons mussen nei opstellen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, grad ewéi déi aner Länner dat och amgaang sinn ze maachen, ass am Kader vum System vun der Radikaliséierung bei onse jonke Mënschen, beim Fortgoen a beim Erëmkomme vun deenen, déi mer oft nennen „foreign fighters": Radikaliséierungsmanöver verhënneren a bestrofen; d'Fortgoen an den Dschihad verhënneren: An dësem Kontext wäert d'Ëmsetzung vun der UNO-Resolutioun an déi national Gesetzgebung ons déi Méiglechkeeten och ginn. Mir komme ganz sécher nach virun der Chrëschtpaus, soen ech emol, heirop zréck, well mer dee Projet de loi och nach virun Enn dës Joers wäerten am Plenum stëmmen.

De Retour anticipéieren, eventuell preparéiert sinn op eventuell Attacken, déi programméiert kéinte ginn, ddo wëllt d'Regierung op de Wee goe vun engem spezifeschen a geziilte Virgoen an Zesummenaarbecht mat anere Länner, well mir hu scho vill Daten a mir hunn och scho vill Méiglechkeete vun Date sammelen an austauschen. Et gëllt also elo haaptsächlech, déi Zesummenaarbecht ze fërderen an den Austausch ze garantéieren. Also kee Generalverdacht, mä geziilt a koordinéiert schaffe mat auslänneschen Institutiounen, mat auslännesche Länner.

Mir sollten ons awer och ëm de potenziellen Täter këmmeren, preventiv këmmeren. Wéi kënne mer déi Labilitéit, déi eng Radikaliséierung ermiglecht, verhënneren? Wat ass de Profill vun engem potenziellen Affer vun enger Radikaliséierung, dat sech dann zum Täter ëmwandelt?

Programmer, wéi elo um 113 kënnen unzeruffen, oder déi, déi et och scho gëtt mam Kanner- a Jugendtëlefon, si wichteg a richteg. Programmer, déi en „foreign fighter" bei sengem Retour kéinten opfänken a gegebenenfalls och eng Deradikaliséierung ermëiglechen, sinn och wichteg a richteg. Et gëtt schonns esou Programmer an Europa, notamment an de skandinavesche Länner. An et war och e wichtegt Thema um Ordre du jour vum leschte JAI-Conseil, presidéiert vun onse Ministere Braz a Schneider.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi gréng Fraktioun kann och der Ëmännerung vum Artikel 32 Paragraf 4 zoustëmmen an domadder méi Kloerheet schafen an der Diskussioun ëm: Wat ass eng Crise nationale, wat ass eng Crise internationale? An och méi preziséieren: Wat däerf e Chef d'État, spréch eng Regierung, maache während der Zäit, der limitéierter Zäit vun engem État d'urgence?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Kris wäert ons nach eng Zäitche beschäftegen a villes steet um Spill, net nëmmen eng potenziell Attack op anere Plazen, esou wéi mer se zu Paräis erlieft hunn. Et steet nach vill méi um Spill: D'Ausenanerbrieche vun der Europäescher Communautéit, géif se sech net eens ginn, géif se net zesummenhalen, géif se net zesummen op déi verschidde Punkte reagéieren, déi mat deem Konflikt ze dinn hunn. D'Auserneebrieche vun deem, wat mer mühsam opgebaut hunn, fir a Fridden an a Fräiheet ze liewen, steet och um Spill.

An dës Gefor, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass net vun iergendwelchen Terroristen ofhängeg, mä eleng vun deenen 29 Länner vun dëser Communautéit a vun hire politesche Responsabelen. Dat sollte mer net vergiessen!

Här President, ech profitéiere nach vun e puer Minutten, déi Der mer gentiment wäert ginn, fir eng Motioun ze déposéieren. Eng Motioun...

(Brouhaha)

Gentiment!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Gentiment! Ech mengen, domat ass och jiddwereen d'accord, wann eng Motioun presentéiert gëtt, dass mer dat direkt maachen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Ech wollt och am Numm vun der Majoritéit, zumindest elo emol am Numm vun der Majoritéit - mais rien n'empêche, datt nach aner Ënnerschréften drënner géife kommen -, eng Motioun presentéieren, well mer hei an deene Moossnamen ee Fakt hunn, deen extrem wichteg ass - extrem wichteg ass! -, iwwert dee mer och schonn diskutéiert hunn, dat ass déi „lutte plus efficace contre le financement du terrorisme".

Wie finanzéiert deen Terrorismus a wou gëtt dee finanzéiert? An och do, denke mir, datt mir an dësem Land hei missten eigentlech ons Verantwortung vläicht e bësse méi geziilt an e bësse méi prezis huelen, am Kader vun der „lutte contre le financement du terrorisme". Dat sinn iwwregens och notamment Kriticken, déi mer vum GAFI kritt hunn, déi um G20 thematiséiert gi waren an déi och um leschte JAI-Concert en Thema waren, wéint dem Finanzement vum Terrorismus.

(Interruption)

Pardon?

Une voix.- Dat war de JAI-Conseil.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Jo, pardon, déi vum JAI-Conseil thematiséiert gi waren, wéint dem Finanzement vum Terrorismus.

Mä doriwwer eraus, wann ee kuckt, wat déi zwou Aarbechtsgruppen, déi amgaang sinn, ze schaffen, wou all d'Akteuren zesumme versammelt si vum Parquet, vum Parquet général, vum Cabinet d'instruction, vun de Ministèren, vun den Affekoten, vun der Police, déi schaffen eigentlech un enger Reform vu verschiddenen Artikelen an deem Kontext Terrorismus, an deem Kontext awer och Criminalité organisée, fir de Code pénal an de Code d'instruction criminelle ze perfektionéieren an up to date ze setzen.

Also besteet en Nachholbedarf. Mä e besteet iwwert dat, wat mer haut beschwätzen, eraus, nämlech iwwert den Terrorismus an d'Sécherheet vum Land. An dofir wollte mer eng Motioun déposéieren, déi einfach seet, datt et wichteg ass, datt an de beschten Délaien e Projet de loi déposéiert wäert ginn, fir eben déi Recherche d'informations bancaires méi oder nach méi effikass ze maachen an domadder selbstverständlech och d'Preventioun vum Terrorismus an d'Lutte géint de Finanzement vum Terrorismus an dem Blanchiment des capitaux och entgéintzewierken (veuillez lire: ze ënnerstëtzen).

A mir invitéieren d'Regierung och, an deene beschten Délaien e Projet de loi ze déposéieren, deen eben d'Legislatioun an der Matière vun der Lutte contre la criminalité organisée och verstäerkt, well mer och do eben en Nachholbedarf hunn, mä ebe la part des choses wëlle maachen.

Domadder géif ech Iech dat doten iwwerginn.

Motion 1

La Chambre des Députés

- considérant le dépôt par le Gouvernement du projet de loi portant 1) modification du Code d'instruction criminelle, 2) modification de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, 3) adaptation de la procédure pénale face aux besoins liés à la menace terroriste;

- considérant que les mesures inscrites au projet de loi visent les crimes et délits contre la sûreté de l'État au sens des articles 101 à 123 du Code pénal et les actes de terrorisme et de financement du terrorisme au sens des articles 135-1 à 136-6, 135-9 et 135-11 à 135-16 du Code pénal;

- considérant que la lutte contre le financement du terrorisme est un des vecteurs essentiels de la prévention du terrorisme et de la lutte contre le terrorisme;

- considérant que le GAFI, le G20 et récemment le Conseil JAI de l'Union européenne insistent lourdement sur la nécessité d'une lutte plus efficace contre le financement du terrorisme;

- considérant également que la législation luxembourgeoise en matière de lutte contre la criminalité organisée doit être renforcée afin de permettre aux autorités de poursuite d'agir de façon plus efficace;

- considérant que deux groupes de travail réunissant tous les acteurs concernés - parquet, parquet général, cabinet d'instruction, ministère, avocats, police - travaillent actuellement à une réforme du Code pénal et du Code d'instruction criminelle,

invite le Gouvernement

- à déposer dans les meilleurs délais un projet de loi rendant les mesures relatives à la recherche d'informations bancaires plus efficaces, y compris en matière de prévention du terrorisme et de la lutte contre le financement du terrorisme et le blanchiment de capitaux,

- à déposer dans les meilleurs délais un projet de loi visant à renforcer notre législation en matière de lutte contre la criminalité organisée.

(s.) Viviane Loschetter, Eugène Berger, Claude Haagen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Voilà! An ech géif Iech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madame Loschetter. An nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'ADR hat eng Question urgente gestallt, fir kënnen d'Sécherheetsdebatt hei am Land no den Terrorattentater ze diskutéieren. Et war nämlech eisen Androck, datt d'Regierung eng Reaktioun hat, déi ee kéint gläichzäiteg als lues an als schwaach bezeechnen.

D'Reaktioun war lues, well dunn de 14. November, den Dag no den Attentater, d'Regierung zesummekomm ass an u sech just décidéiert huet deen Abléck, datt soll eng Diskussioun an de Schoule stattfannen. Dat ass sécher gutt, mä dat ass net duergaangen! Da koum déi Affär vun de Prepaidkaarten. Dat ass och gutt. Mä d'Regierung hat keen Instrumentarium prett. A si hätt scho laang kënnen esou en Instrumentarium hunn, well mir hate jo schonn Attentater op Charly Hebdo, mir haten Attentater op anere Plaze vun der Welt.

A si huet elo musse waarde bis déi nei Attentater zu Paräis, bis se hir Leit zesummegeruff huet an dee Katalog zesummestellt, dee mer haut hei a Form vun engem Projet de loi virgestallt kruten. Dat ass net seriö, well déi terroristesch Menace ass jo scho ganz laang bekannt! An dat doten ass e Beispill vun enger lueser Reaktioun.

Si ass och schwaach, well si ass net capabel gewiescht, d'Regierung, an hirer éischter Stellungnam, fir ze soen, datt de Géigner den islamesche Fundamentalismus ass. Et kann een net maachen, wann ee wierklech sech mat der Menace wëllt auserneesetzen, esou maachen als hätt den Terrorismus vun haut näischt mam Islam ze dinn. Et ass wichteg, datt mer dat uschwätzen, well dee moderéierten Islam, dee muss sech domadder auserneesetzen, zu wat déi Relioun ka benotzt ginn. Mir begréissen an deem Kontext och, datt d'Shoura sech distanzéiert huet. Mä et kann een net esou maachen, als hätt dat eent mat deem aneren näischt ze dinn!

Genausou wéi een net kann esou maachen, als hätt deen Afflux vu Réfugiéë keng Inzidenzen op d'Sécherheet oder als géif kee Risiko vun der Infiltratioun bestoen, well mir wësse jo haut, datt op d'mannst ee vun den Attentäter vu Paräis iwwert dee Wee awer säi Wee an Europa fonnt huet. Dat ass op jidde Fall dat, wat d'Medien eis soen.

Och de Pazifismus ass keng Äntwert. Ech notéieren, datt d'LSAP hei, contrairement zum Här Hollande, seet: Mir sinn net am Krich. Mä loosse mer d'Geschicht vum 20. Jorhonnert net vergiessen, datt, wann een esou e brutale Wëllen huet zur Gewalt, wéi en op där enger Säit haut besteet, dann ass d'Äntwert net de Pazifismus, mä et muss ee sech mat anere Mëttelen domat auserneesetzen.

Och d'Europäesch Unioun enttäuscht. Et kann ee jo net higoen, wann ee mat där Problematik konfrontéiert ass, déi mer haut hei gesinn, an drop verzichten, fir effikass Grenzkontrollen anzeféieren, a sech drop konzentréieren, an enger éischter Reaktioun d'Waffegesetzer wëllen ze verstäerke fir Jeeër, Sammler an aner Leit! Dat kënnt an der Opinion publique net gutt un. Et ass einfach eng Moossnam, déi net dat cibléiert, wat elo wierklech de Problem ass!

Och baussepolitesch musse mer Konsequenzen zéien. Et ass elo iwwert d'Finanzplaz geschwat ginn. Mir hu Relatiounen hei mat Länner, déi ëmmer erëm genannt ginn am Kontext vum Finanzement vum Terrorismus, zum Beispill de Qatar. Mir mussen déi Relatiounen iwwerpréiwen.

Mir musse kucken, wat mat der Türkei geschitt, där hire Rôle och méi wéi zweifelhaft ass. Kënne mir eis elo erpresse loossen? Kënne mir d'accord sinn, datt d'Türkei deen do Wee benotzt, déi Situatioun, fir elo hir Bäitrëttsverhandlungen zur Europäescher Unioun wëllen ze forcéieren? Dat ass sécher falsch!

A mir mussen erkennen, datt Russland fir eis en Alliéierten an dëser Situatioun ass. An am Numm vun der ADR wéilt ech och an deem Sënn eng Motioun iwwerreechen, Här President, iwwer eis Relatioune mat Russland, déi mussen nei iwwerduecht ginn.

Motion 2

La Chambre des Députés,

considérant

- que l'Union européenne a imposé un certain nombre de sanctions contre la Russie, notamment suite à l'annexion de la Crimée;

- que ces sanctions n'ont pas amené la Fédération de Russie à modifier sa politique et se sont dès lors avérées inefficaces;

- que lesdites sanctions ont contribué à renforcer certaines tendances en Russie qui visent à affaiblir la démocratie dans ce pays et qu'elles sont dès lors contreproductives;

- que les relations entre la Russie et l'Union européenne se sont détériorées en raison de ces sanctions et ont déclenché l'introduction de sanctions réciproques russes à l'encontre de l'Union européenne et de ses États membres;

- que la politique des sanctions contribue à ce que la Russie se détourne de l'Europe, ce qui n'est ni dans son intérêt propre, ni dans celui des autres États européens;

- que les sanctions réciproques nuisent à l'économie européenne, y inclus luxembourgeoise, et notamment au secteur agricole et à la place financière;

- que la sécurité de l'espace transatlantique dans son ensemble se trouverait renforcée par une amélioration des relations entre les États membres de l'Alliance atlantique et la Russie;

- que la Russie et l'Union européenne doivent coopérer dans un grand nombre de questions internationales importantes, dont notamment la lutte contre le terrorisme;

- que la situation en Syrie et en Irak dans le contexte de la lutte contre l'entité dite „État islamique", en particulier, nécessite une coopération entre les États de l'Europe occidentale et la Russie,

invite le Gouvernement

- à œuvrer au sein de l'Union européenne et dans les instances internationales à l'amélioration des relations avec la Russie;

- à lever les sanctions contre la Russie dans les meilleurs délais, y compris à titre bilatéral;

- à s'opposer à toute rhétorique de Guerre froide qui n'a plus sa place dans le monde contemporain;

- à souligner, dans ses relations avec les États membres de l'Alliance atlantique et notamment les pays limitrophes de la Russie, que les engagements de sécurité collective sont et restent pleinement applicables;

- à se prononcer pour un examen neutre et objectif du statut de la Crimée sur la base des principes reconnus en droit international public, à savoir l'inviolabilité des frontières, le droit à la sécession et le droit des peuples à l'autodétermination ainsi que des avis juridiques établis à l'occasion de la sécession du Kosovo;

- à réexaminer le statut de la Crimée à la lumière de cet examen neutre et objectif;

- à soutenir les forces modérées en Ukraine pour faciliter la négociation d'un accord entre les différentes parties au conflit dans ce pays;

- à œuvrer pour la conclusion d'accords entre l'Union européenne et ses États membres avec l'Ukraine tenant dûment compte des interdépendances entre les économies ukrainienne et russe ainsi que des intérêts légitimes de l'ensemble de la population ukrainienne.

(s.) Fernand Kartheiser.

Mir musse kucken: Dëse Stat, dës Regierung, huet déi e Verhältnis zur Sécherheet? Ass si capabel, d'Verantwortung fir d'Sécherheet vum Land ze droen?

Mir musse feststellen, datt dat Verhältnis vun dëser Regierung zu hirem Sécherheetsapparat awer gestéiert ass. Kuckt déi rezent Nominatiounen zum Beispill vu Magistraten an d'Generalinspektioun vun der Police, vun enger Magistratin, wat jo ugekënnegt ginn ass, als Direktesch vum Service de Renseignement! Et huet een den Androck, datt d'Kontroll vum Sécherheetsapparat déi éischt Préoccupatioun vun dëser Regierung ass an net d'Effikassitéit vun de Sécherheetsapparater. Dat ass e Signal, wat hei erauskënnt.

Genausou, ech notéieren, datt den Här Bodry, am Numm vun der LSAP, dem Sécherheetsapparat Merci seet. Deem schléisse mir eis gär un. Mä ass dat ze vereinen mat där Politik, déi d'Regierung mécht? D'Déngschtwunnengen ewechhuelen? Et ass dach eng Politik géintiwwer de Sécherheetsapparater, géintiwwer der Arméi an der Police, déi awer net déi Dankbarkeet weist, déi hei ugekënnegt ass.

D'Arméi ass e Stéifkand vun dëser Regierung. E Stéifkand! En Drëttel vun de Plaze bei den Zaldoten ass net besat. Firwat mécht dës Regierung, an och déi Regierung virdrun, net eng konsequent Campagne, datt d'Leit sech mellen, fir d'Uniform vum Land ze droen? Dat geschitt net.

Firwat gëtt eis Douane am Reen stoe gelooss? All déi aner Länner ronderëm, iwwert déi Ëmstänn, déi mer kennen, féiere lues a lues erëm Grenzkontrollen an, sief et fir eng bestëmmten Zäit, sief et cibléiert. Si mir iwwerhaapt nach capabel, dat ze maachen? Si mir esou opgestallt als Land, huet dës Regierung déi Verantwortung fir d'Sécherheetslag iwwerholl, datt mir iwwerhaapt fäeg sinn, genuch Leit ze déployéieren, mat deenen néidege Moyenen ze déployéieren, fir d'Sécherheet vum Land ze garantéieren?

Elo kréie mer legislativ Moossname proposéiert. Déi kënne mir am Groussen a Ganze matdroen. Mä loosst mech awer kloer soen, datt, wa mer an eng Verfassungsrevisioun eraginn, datt mer awer musse kloer definéieren, wat dann en État d'urgence, en État d'exception, wat och ëmmer, soll sinn. A mir musse kucken, datt dee kontrolléiert gëtt.

Mir hätte gär, datt, wann esou Moossname geholl ginn, wann d'Regierung mengt, mir wieren an enger Situatioun, wou esou Moossname musse geholl ginn, datt bannent enger Woch eng Zweedrëttelmajoritéit hei am Parlament dat muss confirméieren. Net einfach d'Regierungsmajoritéit, well soss ass de Mëssbrauch jo praktesch virprogramméiert! Neen, eng Zweedrëttelmajoritéit op d'mannst muss dat confirméieren, wat deen Abléck virgesinn ass.

An och den Här Statsminister... Et ass iwwregens eng komesch Prozedur, Här President, datt den Här Statsminister herno nach Moossname proposéiert, déi mer dann deen Abléck net méi kënnen diskutéieren, well eis Riedezäit opgebraucht ass. Well dat, wat herno jo proposéiert gëtt, dat si gravéierend Saachen! Dat ass de VIGILNAT, den Niveau 3 an de 4, deen eis an der Kommissioun proposéiert ginn ass. An do gëtt gesot, wann den Niveau 3 oder 4 kënnt, da gi Reglementer geholl, da gi Reglementer geholl, fir kënne méi Moossnamen ze maachen.

Mä dat ass en Zäitverloscht! Op där enger Säit seet de Statsminister hei: All Minutt zielt am Terrorismus, mir musse Liewe retten! An op enger anerer Situatioun seet en dann, dat ass dat wahrscheinlech, wat mer herno ze héiere kréien, datt da musse Reglementer geholl ginn. Mä dat hëlt Zäit. Dat hëlt Zäit an déi Zäit ass verluer!

Mir hätte gär, datt elo schonn, net d'Grondprinzipie vum Rechtsstat a Fro gestallt ginn, mä kloer bei der Terrorismusgefor a bei der Sécherheet vum Stat elo scho Méiglechkeete bestinn, fir d'Identitéit besser kënnen ze iwwerpréiwen, elo scho Méiglechkeete bestinn, fir och Perquisitiounen do duerchzeféieren, wou et néideg ass. Awer och nëmmen do, fir datt mer d'Grondprinzipie vum Rechtsstat net verletzen!

Mir hu scho laang als ADR e Polizeigesetz gefuerdert, fir d'administrativ Kompetenze vun der Police ze beschreiwen. Mir hu scho laang gefuerdert, datt d'Police d'Méiglechkeet kritt, ouni iwwert de Parquet ze fueren eng Polizeizesummenaarbecht iwwert d'Grenze kënne méi liicht a méi effikass ze organiséieren. Alles dat fonctionnéiert nach ëmmer net! An dat ass wierklech net en Zeeche vun enger verantwortungsvoller Regierung, déi sech hirer Sécherheetsaufgab bewosst ass!

Mir hätten och gär, an dat ass jo um Kommen, datt mer e Gesetz kréien, dat sech mat der Virbereedung vun engem Terrorakt auserneesetzt. Maacht dat virun! Maacht et méi séier!

Den Ëmgang mam Islam ass eng richteg an eng wichteg Fro, a villerlee Hisiicht, well mir mussen natierlech, wéi schonn d'Virriedner et gesot hunn, probéieren, d'Radikaliséierung vun eenzelne Leit ze verhënneren. An ee Wee dovunner, dat wär jo awer och, datt de Reliounsunterricht an der ëffentlecher Schoul bliwwe wär, net fir hei ze soen, de Reliounsunterrecht muss eraus an et muss all Mënsch zesummegefouert ginn, well mir wëllen net, datt de Reliounsunterricht dann, wat elo den Islam ugeet, an enger Moschee gemaach gëtt, wou mer net méi kënne wëssen, wat do geschitt, ouni staatleche Programm, ouni staatlech Kontroll.

De Reliounsunterrecht an der ëffentlecher Schoul, och den Islamunterrecht, ass eng Garantie derfir, datt de Stat och ka wëssen, wat do enseignéiert gëtt. Et ass e Feeler, op de Wee vun deem allgemenge Wäerteunterrecht ze goen, contrairement zu deem, wat eng aner Partei hei virdru gesot huet.

Haasspriedegt: Dat ass eppes, ech maachen elo der CSV et méi liicht, well déi jo elo ewell copy/paste mécht, et ass op der Säit 76 vun eisem Wahlprogramm, wann Der wëllt ofschreiwen. Mir hu scho laang eis fir eng Reform vum Artikel 268 vum Code pénal ausgeschwat, ebe just wat d'Haasspriedegten ugeet. An do hale mir och drop! Mir halen drop, well et an eisem Wahlprogramm ass a mir eng Legislatioun musse kréien, déi eis et erméiglecht, géint Haasspriedegten a Moscheeë virzegoen.

Dann ass de Problem vun der Integratioun ugeschwat ginn. Mir wëlle keen „Molenbeek à la luxembourgeoise"! Den Här Bodry huet a senger Ried ënnerstrach, oder ech mengen, jo, den Här Bodry, mengen ech, war et, datt mer elo schonn zum Deel Parallellgesellschaften hei am Land hunn. Dat ass falsch! Mir hätte gär eng voluntaristesch Integratioun op der Basis vun der Lëtzebuerger Sprooch a vun eise Wäerter an der Gesellschaft! Mir hätte gär eng Integratiounsflicht vun deene Leit, déi hei an d'Land kommen an déi bei eis wëlle bleiwen!

Dat ass näischt, wat mir zur Dispositioun stellen. Mir hätte gär de Wëlle vum Stat an eng Integratiounsflicht fir déi Leit, déi hei sinn. Mir zwénge keen, hei ze sinn, mä déi Leit, déi hei am Land wëlle bleiwen, déi solle sech no eise Wäerter riichten an och eis Sprooch léieren, an dat ass Lëtzebuergesch!

Mir wore verwonnert, datt den Här Kersch, deen hei sëtzt, den Här Minister Kersch, um Radio erkläert huet, wéi dann d'Regierung zu där Burka-Geschicht steet. Ech erninnen déi hei ausdrécklech, well jo Länner wéi de Senegal an anerer d'Burka aus Sécherheetsgrënn grad eréischt verbueden hunn oder se wëlle verbidden! Den Här Minister Kersch seet um Radio, et wär „net den Abléck, fir de Fokus vun der Welt-ëffentlechkeet op Lëtzebuerg ze réckelen".

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Voilà! Mä dat seet alles iwwert d'Burka, well dat jo weist, datt dat d'Zeechen ass vun enger radikaliséierter Minoritéit. An et weist nach vill méi eppes iwwert dës Regierung, eng Regierung, déi net capabel ass, sech ze eenegen an dëser Fro! Eng Regierung, déi net capabel ass, Verantwortung ze huelen a sech hannert d'Pecherte verstoppe geet oder hannert d'Gemengen, déi emol net alleguer e Reglement hunn, fir dat kënnen duerchzesetzen!

Dat ass keen Zeeche vun enger staarker Regierung! Et ass eng Regierung vun der Kapitulatioun! Et ass eng Regierung, déi nokuckt, wéi aner Länner hir Zaldoten elo an e Krich schécken, an hei probéiert, d'Weltopmierksamkeet net op eis ze zéien, a probéiert, eppes, wat se u sech och wëllt, näämlech d'Burka verbidden, iwwer Gemengereglementer ofzewälzen a sech hannert de Pecherten ze verstoppen.

Dat ass eppes, wat ech wierklech net als Courage géif bezeechnen! Et ass e Verhalen, wat eng Schan ass fir lech, an ech mengen, wann dat do esou weidergeet, och fir eis politesch Landschaft!

Als Konklusioun wëll ech awer soen, datt dëst eng Regierung ass, déi e gestéiert Verhältnis zu Sécherheetsfroen huet, déi sech net eens ass, déi schwaach ass a lues reagéiert an net capabel war, schonn no deenen éischten Attentater am Charlie Hebdo déi Konsequenzen ze zéie fir eis Legislatioun, déi eis en néidege Schutz ginn hätten, an eng Regierung, déi net capabel ass, eise Sécherheetsapparat mat deene Leit an deene Moyenen ze équipéieren, déi mer brauchen, fir d'Sécherheet vun dësem Land ze garantéieren!

Ech kann lech just soen: Mat der ADR wär esou eng Politik net méiglech!

Ech soen lech Merci.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- An d'Wuert huet elo direkt den Här Serge Urbany fir déi Lénk.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Här President, ech mengen, dass et un der Zäit ass, fir erëm zu den Attentater zréckzekommen an hei net vu Burkaen ze schwätzen.

Une voix.- Tipptopp! Très bien!

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ech hunn den 8. Juli 2003 an der Chamber meng Ried zum Terrorismusgesetz esou ugefaangen: „Mir hunn d'Attentater vum 11. September 2001 als déi Lénk vum éischte Moment un (...) komprommisslos veruerteelt. A weider Attentater, egal vu wiem se ausginn, musse verhënnert ginn. An dofir mussen déi néideg Mëttelen agesat ginn, awer ouni iwwert d'Zil erauszeschéissen."

Dir Dammen an Dir Hären, mir bleiwe bei dëser Meenung, och no deene grujelechen Attentater vu Paräis. Mir fäerte just, dass d'Reaktioune schonn erëm amgaange sinn, iwwert d'Zil erauszeschéissen. An och wann eis hei versëchert gëtt, et géif keen „PATRIOT Act à la luxembourgeoise" ginn, esou bleift dach den Ensembel vu Mesuren, déi mer haut nach eng Kéier virgestallt kritt hunn, ze iwwerpréiwen, ganz genau, opgrond vun deem Gesetz, wat elo virgeluecht ginn ass a wat natierlech nach kee vun eis konnt am Detail gesinn.

Eng Fro wäert bei der Diskussioun iwwert dat Gesetz bei eis am Mëttelpunkt stoen, dat ass d'Fro vun der Definitioun vum Terrorismus. Virun zwielef Joer, no den Attentater an den USA, hu mer am Code pénal d'Infraktioun vum Terrorismus agefouert. Dat Gesetz huet virgesinn, dass all Strofdot, op där eng maximal Strof vu mindestens dräi Joer steet, eng terroristesch Strofdot ass, wa se dofir agesat gouf, engem Stat schwéier ze schueden an en ënner Drock ze setzen. An dorobber sti 15 bis 20 Joer Réclusion criminelle.

Ech wëll nëmmen ee Beispill huelen, well dat och an der Diskussioun deemools war. Eng systematesch Zerstéierung vu genmanipuléiertem Mais zum Beispill aus politeschen Zwecker, mam Zweck, fir dee Mais ze verbidden, kéint, mat e bësse schlechte Wëllen, ënnert déi Infraktioun vum Terrorismus falen!

Et ass also ëmmer, bei deenen, déi deemools dat Gesetz déposéiert hunn, dat war den Här Frieden vun der CSV, net nëmmen ëm Attentater gaangen, wéi an anere Länner - aner Länner hunn aner Begrëffer geholl fir den Terrorismus. Déi Directive-cadre, op déi sech deemools beruff ginn ass vun der Europäescher Unioun, huet iwwregens eng ganz konkret, relativ kuerz Lëscht vun Infraktioune virgesinn, déi kéinten als terroristesch bezeechent ginn.

Hei ass ganz anescht virgaange ginn. Hei ass d'Lëscht vun allen Infraktioune vun enger gewëssener Gravitéit, déi et am Code pénal oder an iergendengem Gesetz gëtt, geholl ginn, fir se kënnen als terroristesch ze qualifizéieren. An et ass och net fir näischt, dass deemools d'Zivillgesellschaft, vill Organisatiounen dergéint waren. Et ass och net fir näischt, dass niewent déi Lénk och d'LSAP an déi gréng deemools no Diskussioune sech décidéiert hunn, hei an der Chamber géint dat Gesetz ze stëmmen!

An et muss een awer wëssen, Dir Dammen an Dir Hären, dat Gesetz ass elo nach ëmmer d'Basis vum Terrorismusbegrëff! Et ass och d'Basis vun den Aktivitéite vum Geheimdéngscht. Duerfir menge mer, dass déi Diskussioun haut nach ëmmer brandaktuell ass, gradesou aktuell wéi 2003.

Mëttwochs, virun den Attentater vu Paräis, hate mer ugefaangen, an der juristescher Kommissioun eng Erweiderung vum Terrorismusgesetz ze diskutéieren, opgrond vun enger UNO-Resolutioun. De Statsrot huet dat Gesetz an all senge Punkten heftegst kritiséiert! En huet zwar keng Oppositioun formelle ausgeschwat. En huet et kritiséiert, gradesou wéi de Procureur général et kritiséiert huet, gradesou wéi d'iewescht Geriicht et kritiséiert huet, dat Gesetz iwwert den Terrorismus, wat, wéi mer hei héieren, nach soll am Dezember hei an der Chamber ugeholl ginn.

Et ass gesot ginn an all deenen Avisen, dat Gesetz, wat den Här Braz déposéiert huet, wier e Broch am Strofrecht, well et einfach och géif duergoen, a ville Fäll eng Persoun ze verdächtegen, fir se kënnen ze bestrofen.

Mëttwochs no den Attentater, a mir haten eng gutt Diskussioun iwwert dat Gesetz ugefaangen, mëttwochs no den Attentater huet den Här Bodry dunn deklaréiert, mir missten elo e politescht Zeeche setzen. An d'Diskussioun war eriwwer! An d'Kommissioun huet sech ralliéiert un dat Gesetz, trotz alle Kriticken, déi gemaach gi sinn.

Och no den Attentater huet den Här Etienne Schneider gesot, en hätt während der Présidence d'Attentater zum Ulass geholl, fir déi dateschutzrechtlech ëmstridden Erfaassung vun der Passagéierlëscht, de PNR, elo endlech virunzedreiwen, fir Drock ze maachen, huet e gesot. En huet och, ouni Consultatioun iwwregens vum Parlament, bis haut, de Bündnisfall zu Bréissel mat erkläert opgrond vun den europäesche Verträg! Ech ka leider net op deen Aspekt agoen.

A lescht Woch krute mer eng Lëscht da vun definitiven Erweiderunge vun den Untersuchungsméiglechkeete vun der Police, ënner Contrôle judiciaire selbstverständlech, matgedeelt. Dat ass, wat den Här Premier eis hei gesot huet, huet en eis scho gesot deemools, ouni weider Detailer ze ginn. Mir si gespaant, dat Gesetz ze gesinn.

De Problem ass just, dass, esou wéi mir et verstinn, all déi nei Untersuchungsméiglechkeete gebonne sinn un déi nebuléis Definitioun vum Terrorismus, déi mer an eiser Gesetzgebung hunn! Dat war iwwregens och deemools en Ausdrock vum Statsrot, et wier eng „Nébuleuse", déi mer do géife schafen.

An duerfir, beim Gesetz stellt sech ouni Zweifel d'Fro: Betreffen déi speziell Untersuchungsmesurë just d'Gefor vun terroristeschen Attentater? Offensichtlech ass dat net de Fall. A souguer wann et de Fall wier, wat brénge se méi wéi dat, wat elo scho méiglech ass, opgrond vun der aktueller Gesetzgebung? An do brauche mer nach Informatiounen, konkret Informatiounen doriwwer.

Mir fannen och, dass d'Definitioun vum Terrorismus misst iwwerschafft ginn, an zwar méiglechst séier iwwerschafft ginn, well se verstéisst gradesou géint europäescht Recht wéi d'Gesetz iwwert de Repérage téléphonique, déi sougenannte Vorratsdatespeicherung, déi jo vun der Cour européenne de justice gekippt ginn ass, well se och eng onendlech Lëscht vun Infraktiounen opgemaach huet an net déi Infraktioune genannt huet, wou kann e Repérage téléphonique, dat heescht Mini-Écoutten, ordonnéiert ginn.

An duerfir meng Fro un de Justizminister, ech hat e schonn eng Kéier drop ugeschwat an enger Kommissiounssitzung virun e puer Méint: Ass e bereet, un där Definitioun vum Terrorismus eppes ze änneren, an därselwechter Mesure wéi eppes amgaang ass geännert ze ginn um Gesetz iwwert de Repérage téléphonique? Dat, fannen ech, wär noutwendeg an dat wär och noutwendeg, ier mer zu enger globaler Reform vum Code pénal oder vum Code d'instruction criminelle kommen.

Den Här Bodry huet geschwat vum ëffentleche Sécherheetsapparat, deen e wëllt schafe fir d'Bierger. Ech mengen, dass dat net méiglech ass, ouni d'Politik, wéi se bis elo gemaach ginn ass, an deene Froen a Fro ze stellen. Ech mengen, dass déi Politik e Fiasko war, well se vu falsche Virausseztungen ausgaangen ass a mat falsche Mëttelen operéiert ginn ass. Aussepolitesch souwisou, well eesäiteg op militäresch Solutioune gedrängt ginn ass. Dorun ännert sech awer offensichtlech näischt. An innenpolitesch, well mam Geheimdéngschtgesetz wäit am Virfeld kënne breet Gruppe vu Leit duerchliicht ginn a beobacht ginn. Dat gëtt da vergiess!

D'Kartei vum Geheimdéngscht enthält Informatiounen zum Beispill iwwert d'gewerkschaftlech Appartenance vun de Leit. Et ass net eng Kartei vun Terroristen, vun Attentäter. Et ass eng Kartei vu vermeintleche Statsgéigner, gradesou wéi d'Fiche S, dat steet fir Sécurité de l'État a Frankräich, och radikal Ëmweltschützer an aner Aktiviste beobacht a répertoriéiert.

An dobäi muss ee soen: Déi eenzeg Form vun Terrorismus, déi mer zu Lëtzebuerg an der Geschicht kannt hunn, dat waren d'Bommeleeër an den 80er Joren!

Den Här Kartheiser huet eng ganz Partie vun Attentater an der Welt opgezielt. En huet d'Bommeleeër net genannt hei! An dat waren awer déi eenzeg terroristesch Attentäter, déi et zu Lëtzebuerg gi sinn, a si si vum Statsapparat, vum Sécherheetsapparat, Här Bodry, geschützt ginn!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ouh?!

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Dat ass jo erauskomm bei all deenen Enquêten, déi mer haten, wéi den Här Frieden am Mëttelpunkt war vu sengen Aktivitéiten an déi Richtung.

Duerch déi Ännerungen an den nächste Wochen am Code pénal soll d'Police äänlech kënne sichen, wéi och d'Geheimdéngschter. Si soll liewe vum Verdacht, vun der Paranoia vun de Geheimdéngschter sech nëere loossen.

Dat ass iwwregens kritiséiert gi ganz staark vum elo pensionéierte Procureur général, dem Här Roby Biever, an engem vu senge leschten Avisen, déi e gemaach huet, deen zum Terrorismusgesetz, wou en dat ganz kloer seet, dass et net akzeptabel ass, dass eng Vermëschung geschitt vun den Aktivitéite vun de Geheimdéngschter mat den Aktivitéite vun der Police. An déi Froe sinn omniprésent an all deenen Diskussiounen!

E leschte Wuert nach zur Noutstandsgesetzgebung. Mir mierken a Frankräich déi leschte Deeg ganz kloer, wouzou dat féiere kann, näämlech zur administrativer Willkür, zur Aschränkung vun den Aktivitéite vun Associatiounen, déi e Verbuet kréien ze manifestéieren, während gläichzäiteg Määert op sinn an d'Geschäfter op sinn an esou weider. Souguer huet Frankräich en Antrag gestallt zu Stroossbuerg, fir kënnen d'Applikatioun vun der Mënscherechtskonventioun zäitweileg anzeschränken.

Ech weess, wat a Frankräich geschitt ass, mä ech soe just: Dat ass wäit iwwert d'Zil erausgeschoss, dat do, well et sech géint ganz aner Leit riicht wéi déi, déi déi Attentater do organiséiert, geplangt an duerchgefouert hunn.

Duerfir wëll ech hei ganz kloer soen, obschonn dat nach net virgestallt ginn ass hei vum Här Premier: Mir wëlle kenger Regierung Vollmachte ginn, fir Gesetzer anzeschränken. An e wierklechen Noutstand muss kënne vum Parlament iwwerwaacht a geregelt ginn, wann d'Parlament an der Lag ass, zesummenzekommen.

An ech stellen iwwregens fest, vläicht kréien ech elo eppes aneschters gesot, dass esou Alarmstufen, wéi déi an deem nationale VIGILNATs-Plang, dass déi net sollen ëffentlech bekannt gemaach ginn, dass et do kee Reglement soll ginn, wat festleet: Wéini si mer an der Alarmstuf 3? Wéini si mer an der Alarmstuf 4? An dobäi sinn do awer wäitgehend Aschränkungen wierklech domat verbonnen, wéi zum Beispill systematesch Fouillë vu Leit, systematesch Identitéitskontrolle vun de Leit.

Dat waren e puer prinzipiell Bemierkungen, déi ech wollt maachen. Fir de Rescht waarde mer op d'Analys vun den Detailvirschléi, déi mer wäerte ganz seriö maachen. A mir fuerderen Zäit derfir, fir dat kënnen ze maachen. An ech mengen, d'Chamber soll sech och d'Mëttele ginn, fir dat seriö a koordinéiert mateneen ze verbannen, fir och dat eent Gesetz a Relatioun mat deem anere Gesetz ze kucken, an net elo schonn am Dezember d'Terrorismusgesetz hei ze stëmmen an dann eréischt ze diskutéieren am Februar iwwert d'SRELs-Gesetz oder iwwert déi Ännerungen hei am Code d'instruction criminelle.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Urbany, deem ech just wëll soen, dass d'Zäit fir d'Motioun schonn zum Deel mat opgebraucht ass.

Dann huet d'Wuert den Här Gilles Roth fir d'CSV.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Équiliber tëschent dem allgemenge Recht op Sécherheet an dem Respekt vun de perséinleche Fräiheete vun deem Eenzelnen ze garantéieren, dat ass d'Aufgab vun der Politik. Dat zielt sécher um Niveau vun dem Ausschaffe vun de gesetzleche Bestëmmungen. Et spillt awer virun allem oder besser gesot um Plang vun der praktescher Ëmsetzung vun deene Regelen op dem Terrain.

All Aschränkung vun de perséinleche Fräiheete vum eenzelne Bierger muss vereinbar si mat de Prinzipie vun dem Rechtsstat. Och deen nobelsten Zweck, deen hellegt net all Mëttel. All Aschränkung vun der Privatsphär muss duerch d'Gesetz legitiméiert sinn. Si muss enger strikter Kontroll ënnerleien. All Agrëff an d'Privatsphär vun dem eenzelne Bierger muss op seng Rechtméissegkeet, awer och op seng Verhältnisméissegkeet vun de Mëttele gepréift ginn.

Eis Justiz- a Polizeiautoritéite brauche sécher ugemoosse Mëttelen, fir den Terrorismus an all senge Formen ze bekämpfen. Mä d'Grondprinzipie vun dem Rechtsstat däerfen net am Kampf géint den Terrorismus a Fro gestallt sinn.

Här President, duerfir an deem Kontext véier konkret Punkten zu deenen ugekënnegte Sécherheetsmoossnamen.

Éischtens, fir eng Limitatioun op Terrorismus an Attacken op d'Statssécherheet.

Fir d'CSV däerfen déi ugekënnegt Sécherheetsmoossnamen ausschliisslech am Kontext vun terroristeschen Infraktiounen, am Sënn vun dem Artikel 135 vun eisem Strofgesetzbuch, respektiv fir Crimme géint d'Statssécherheet geholl ginn. Dëst muss och an de Gesetzestexter esou preziséiert sinn a limitativ preziséiert sinn. Am Fall vu Rechtshëllef oder polizeilechem Informatiounsaustausch muss d'Definitioun vum Terrorismus no Lëtzebuerger Recht gekuckt ginn.

An der parlamentarescher Justizkommissioun gëtt de Moment de Gesetzesprojet 6759 analyséiert. Dobäi handelt et sech ëm e Memorandum iwwert den Austausch vu Polizeidaten tëschent Lëtzebuerg an den USA am Kontext vum Terrorismus a schwéiere Strofdoten. Bei der Analys vun dem Gesetzesprojet huet sech erausgestallt, dass zousätzlech zu dem Memorandum nach ee Protocole confidentiel ofgeschloss gouf, wou d'Prozedur vun dem Informatiounsaustausch festgeleucht gëtt an och, wat een an deenen zwee Staten ënner terroristeschen Handlunge versteet.

Fir d'Approbatioun vun dësem Protokoll gëtt et bis haut nach kee Projet de loi d'approbation. Dës Virgoensweis verstéisst fir d'CSV géint den Artikel 37 vun der Verfassung, dee seet: «Les traités secrets sont abolis.»

(Interruption)

D'CSV fuerdert dofir, dësen handwierkleche Feeler esou schnell wéi méiglech an d'Rei ze bréngen, fir dass dëse Protokoll op enger zolitter verfassungsrechtlecher Basis kann appliquéiert ginn.

Zweetens, zur Verlängerung vun der Garde à vue.

Eng Moossnam, déi vun der Regierung ugekënnegt gouf, ass d'Verlängerung och, wéi virdru gesot, vun där sougenannter Garde à vue, fir also de Polizeigewahrsam vu 24 op 48 Stonnen, wann d'Informatioune richteg sinn, an d'Luucht ze setzen. Dat heescht eigentlech konkret, dass eng Persoun duerch d'Police a mat der Autorisatioun vum Parquet - de Statsminister huet zu Recht den Artikel 39 vum Code d'instruction criminelle virdrun erwähnt - während 48 Stonne ka festgehale ginn, ouni Haftbefehl vun engem Untersuchungsriichter. Dëst ass ee graven Agrëff an déi individuell Fräiheet vun engem Bierger.

Fir d'CSV stellt sech d'Fro, ob een net äänlech wéi an der Belsch duerfir misst eis Verfassung änneren. Am Artikel 12 vun eiser Verfassung steet: «Hors le cas de flagrant délit, nul ne peut être arrêté qu'en vertu de l'ordonnance motivée du juge, qui doit être signifiée au moment de l'arrestation, ou au plus tard dans les vingt-quatre heures.» An dësen Text ass deeselwechte wéi den Artikel 12 aus der belscher Verfassung.

Derzou kënnt, dass de Statsrot d'Derogatiounen zu dem Prinzip vun der sougenannter Liberté individuelle ëmmer ganz strikt gekuckt huet, notamment am Kader vun dem Gesetz vun 2003 iwwert d'häuslech Gewalt an déi sougenannte Wegweisung, déi e Polizist kann an deem Kader maachen. Abee, deemools huet de Statsrot a sengem Avis festgehalen: Le Conseil d'État insiste sur la nécessité de «…concilier les impératifs de la prévention et de la garantie des libertés (…) L'intervention contraignante de la Police ne doit pas devenir arbitraire; or ce risque est réel, si l'intervention de la Police ne peut pas s'appuyer sur une réalité concrète, qui en tant que telle est perceptible par tous.»

Drëttens, zu de polizeilechen Datebanken.

Ee groussen Deel vun den Informatiounen, déi d'Polizei mat de proposéierten Iwwerwaachungsmethoden erhieft, si persounebezunnen Daten, Daten, déi eigentlech de Kär vun de Leit hirer Privatsphär betreffen.

Et kann duerfir net sinn, dass mir haut, 13 Joer no dem Gesetz vum 2. August 2002 iwwert de Schutz vu persounebezunnenen Daten, nach ëmmer kee Reglement hunn, dat déi polizeilech Datebank regelt. Dat ass géint de Schutz vum Bierger. Dat mécht d'Handele vun der Polizei selwer, déi sech op der Limitt vun der Rechtssécherheet beweegt, ganz schwéier.

Zënter dem Gesetz vun 2002 hunn d'Regierunge sech drop beschränkt, ee groussherzoglecht Reglement vun 1992 iwwert d'Datebank vun der Polizei regelméisseg ze verlängeren, dat fir d'Lescht den 19. Mee 2004. Dëst Reglement ass geholl ginn op Basis vun engem ale Gesetz vun 1979, engem Gesetz, dat scho längst keng Gültegkeet méi huet!

Dëst Reglement leeft den 31. Dezember 2015, also a manner wéi engem Mount, aus. D'polizeilech Datebank huet da keng legal Basis méi. Eng onzoumuttbar Situatioun fir d'Persounen, deenen hir Donnéeën an där Datebank gespeichert sinn! Eng Katastroph fir d'Polizei, déi da keng Rechtssécherheet fir hiert Handele méi huet!

Natierlech kann d'Regierung dat aalt Reglement nach eemol iwwert d'Urgenceprozedur verlängeren, mä hei handelt et sech ëm eng Urgence, déi säit Jore bekannt ass. Ee Geriicht wäert déi Urgence sécher net unerkennen, soudatt d'Polizei fäerte muss, datt déi legal Basis vun hirer Datebank zu all Moment gekippt ka ginn. An ech verweisen an deem Kontext och op den Artikel 8 vun der Grondcharta vun der Europäescher Unioun.

Dësen Text seet ganz kloer: All Mënsch huet d'Recht op de Schutz vu sengen Donnéeën. Déi Date musse loyal behandelt ginn op der Basis vum Accord vun der betraffener Persoun oder enger anerer legitimer Basis, déi vum Gesetz virgesinn ass. All Mënsch muss kënnen Zougang zu senge polizeilechen Daten hunn an d'Regele musse vun enger onofhängeger Institutioun kënne kontrolléiert ginn.

D'CSV fuerdert dofir, datt d'Regierung parallell zu dem Gesetz mat den neien Iwwerwaachungsmethoden och e Reglement presentéiert, dat d'polizeilech Datebank regelt an d'Rechter vum Bierger preziséiert.

Wéi eng Daten dierfen an der polizeilecher Datebank ofgespäichert ginn? Wéi ginn d'Fiches analytiques an där Datebank behandelt? Wéi laang dierfen d'Date vun de Leit an där Datebank gespäichert ginn? Wéini mussen dës Date geläscht ginn? Wien huet Accès zu de verschiddene Kategorië vun Daten, déi an esou enger Datebank gespäichert sinn?

Wie kontrolléiert den Accès zu deenen Daten? Wéi gëtt assuréiert, datt d'Autorité de contrôle, déi am Artikel 17 vun dem Gesetz vun 2002 iwwert den Dateschutz geschafe ginn ass, hir Aarbechte maache kann? A wéi vill Kontrollen huet dës Autorité de contrôle an de leschte Joren iwwert d'Polizeidatebanke gemaach?

Véiertens, zu dem Asaz vun de sougenannten Trojaner.

Laut Communiqué vun der Regierung - Här Statsminister, Dir musst verstoen, dass mir nach net Asiicht haten an de Projet de loi, deen Der déposéiert hutt - kréien d'Autoritéite vun der Strofverfolgung d'Méiglechkeet, sech an informatesch Systemer, Computeren, Smartphonen, Tabletten, an esou weider, anzeschléissen - dat nach ëmmer dem Communiqué no -, andeems d'Agenten an d'Privatwunnenge kënnen eragoen, fir e sougenannten Trojaner ze placéieren, dat andeems d'Autoritéiten esou een Trojaner online iwwert d'Distanz an engem Computer plazéiere kënnen. Esou een Trojaner bitt wäitgräifend technesch Méiglechkeeten, fir sech bis an d'Häerz vun der Privatsphär vun de Leit duerchzewullen.

D'CSV seet jo zu neien Iwwerwaachungsmethoden. D'Kriminalitéit huet haut, wéi dat schonn des Éftere betount ginn ass, een anert Gesiicht wéi nach virun e puer Joer, mä d'Kontroll, déi muss och sinn. Abuse musse verhënnert kënne ginn, an d'Rechter vun de Leit musse garantéiert bleiwen.

De Schutz vun der Privatsphär an d'Inviolabilitéit vun der privater Wunneng si fundamental Grondprinzipie vun eiser gesellschaftlecher Uerdnung, och zu Lëtzebuerg. Esou steet et an eiser Verfassung an esou steet et och an der europäescher Mënscherechtskonventioun. De Prinzip ass de Schutz an de Respekt vun der Privatsphär; d'Ausnam ass den Agrëff an d'Privatsphär.

Hei muss och d'Regierung eis am Kontext vun dem Projet de loi millimetergenau soen, wat se wëlles huet; wat fir eng Finalitéit dës Trojaner hunn. Geet et dréms, fir lafend Internetkommunikatiounen, déi zum Beispill via E-Mail, Skype oder Chat gemaach ginn, ofzelauschteren? Oder geet et dréms, Raumiwwerwaachung ze maachen, andeems den Trojaner d'Webcam um Computer respektiv d'Lautsprecher aktivéiert an esou d'Biller an d'Gespréicher aus enger Wunneng bei d'Polizei weider iwwerdréit? Oder awer soll et esou wäit goen, datt all d'Donnéeën, d'Dokumenter, déi an engem Computer vun enger Privatpersoun stockéiert sinn, kënnen erofgeluede ginn, also d'Liewe vun enger Persoun bis an dee privatesten, bis an dee sensibelsten Detail kënnen duerchliicht ginn?

D'CSV verlaangt eng ganz prezis Beschreiwung vun de Fäll, an deenen d'Polizei op en Trojaner zréckgräifen dierf. Bei wéi enger Infraktioun däerf den Trojaner agesat ginn? Gëtt den Trojaner agesat, fir eng begaange Strofdot opzeklären, oder dierf den Trojaner och preventiv agesat ginn, mat dem Risiko, fir an d'Richtung vun enger genereller preventiver Iwwerwaachung ze goen?

D'Grenzen tëschent Polizeiaarbecht a Geheimdéngscht riskéieren ze verwëschen. Wou gëtt d'Trennungslinn gezunn tëschent der Ofwier vun enger konkreter Tourismusgefor, op där enger Säit, an enger preventiver Moossnam, op där anerer Säit?

D'CSV fuerdert prezis Autorisatiounsprozeduren an effikass Kontrollmechanismen. Den Trojaner soll no riichterlechem Beschloss agesat kënne ginn. An deem Beschloss muss kloer preziséiert ginn, wéi eng Informatioune par rapport zu wéi enger Infraktioun gesicht ginn a wéi laang déi Iwwerwaachungsmesuren dauere sollen. Wie kontrolléiert d'Installatioun vun den Trojaner? Wie kontrolléiert duerno och seng Désinstallatioun?

Eng onofhängeg Autoritéit muss kënnen iwwerpréifen, wéi d'Iwwerwaachung gemaach ginn ass. Eng Privatpersoun, déi sech näischt virzegeheien huet, fäert dës Iwwerwaachungsmesurë sécher net, mä eng Strofverfollegungsautoritéit, déi hir Aarbecht gewëssenhaft mécht, fäert och eng Kontroll net. Wie kontrolléiert d'Donnéeën, déi erofgeluede gi sinn? Wie kontrolléiert, wéi eng Dokumenter gehale ginn, well se eppes mat der Strofdot ze dinn hunn, a wéi eng Daten net dierfe gehale ginn?

An Däitschland huet d'Bundesverfassungsgeriicht schonn 2008 décidéiert, datt de Législateur garantéiere muss, datt de Kärberäich vun der Privatsphär, déi näischt mat der Infraktioun ze doen huet, net däerf touchéiert ginn.

A Frankräich ginn d'Enregistrementer, déi en Trojaner mécht, scelléiert an agespaart. Den Untersuchungsriichter muss an engem Procès-verbal beschreiwen, wéi eng Donnéeën zréckgehale ginn. All Donnée iwwert d'Privatliewen, déi net mam Zesummenhang mat der Infraktioun steet, muss zerstéiert ginn.

D'CSV fuerdert d'Regierung duerfir op, all dës fundamental Rechter vun de Leit duerch prezis Autorisatiounsprozeduren an onofhängeg Kontrollmechanismen ze garantéieren.

Här President, wie programméiert och deen Trojaner? An Däitschland erlaabt d'Bundeskriminalamtgesetz zënter 2008 a sengem Paragraf 20, lafend Internetkommunikatiounen mëttels Trojaner ze iwwerwaachen. An Däitschland hat de Stat an enger éischter Phas mat enger privater Firma zesummegeschafft, fir den Trojaner ze entwéckelen. 2011 huet sech erausgestallt, datt déi Software vill méi wäit an d'Privatsphär agräife konnt, wéi d'Gesetz et erlaabt huet.

Véier Joer huet d'Bundeskriminalamt - ech betounen „d'Bundeskriminalamt" - dono gebraucht, fir selwer een Trojaner ze entwéckelen, deen dem gesetzleche Kader entsprécht.

Duerfir meng Fro: Wie soll hei zu Lëtzebuerg deen Trojaner entwéckelen? Gedenkt d'Regierung op d'Hëllef vun auslännesche Servicer oder vu private Betriber zréckzegräifen?

Här President, «dans un État de droit, la fin ne justifie pas les moyens». Dëst huet eis Justiz an engem memorabelen Uerteel aus dem Joer 2008 iwwert d'Legitimitéit vun den Iwwerwaachungskamerae festgehalen. Dëse Prinzip muss och weider zu Lëtzebuerg gëllen.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Très bien! Hoffentlech bleift d'CSV do derbäi an der Kommissioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Roth.

(Interruption)

An d'Wuert huet elo direkt den Här Statsminister.

(Interruption)

Prises de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, dass ech net op d'Positiounen agi vun deem engem a vun deem aneren aus der Vergaangenheet. Ech si wierklech der Meenung, dass och d'Bierger dobaussen am Moment kloer Direktioune vun eis alleguerten erwaarden an net op de Passé vun deem engen oder vun deem aneren.

Ech wëll hei ausdrécklech de Servicer, ob dat den HCPN ass, ob dat de SREL ass, ob dat d'Police ass, ob dat d'Justice ass, Merci soen. Déi schaffen déi lescht Deeg a Woche 24 Stonnen op 24, siwen Deeg an der Woch a kucken net d'Auer, wann et dréms geet, Informatiounen aus dem Ausland ze verschaffen. An hei si vill Froe gestallt ginn. Erlaabt mer just, dass ech dann op der e puer aginn.

Fir d'Éischt de GCT. Dat ass jo de Groupe de coordination iwwert den Terrorismus. Dat ass deen, deen am Kader vum VIGILNAT d'Evaluatioun mécht vun der Menace. Et gi véier Stu-

fen. Mir sinn an der Phas 2. Déi seet, et ass eng Menace réelle, awer abstraite. Et gëtt eng Phas 3. Dat ass eng Menace qui est vraisemblable et concrète. An eng Phas 4, déi très grave, déi ass eng Menace concrète et imminente.

Et ass d'Regierung, déi, nodeems se en Avis kritt huet vum GCT, festhält, ob mer an den 3 oder an de 4 kommen. Eng Regierung, déi décidéiert, dass een an den 3 oder an de 4 kënnt, communiquéiert dat. Et ass jo keen Intérêt do fir eng Regierung, wann d'Menace méi héich ginn ass, dat wëllen iergendengem ze verstoppen.

Hei ass vum Artikel 32 (4) geschwat ginn. Jo, Här President, ech sinn Demandeur, an ech soen och schonn der CSV Merci, dass se sech bereet erklärt huet, dass mer fir den 32 (4) déi Zweedrëttelmajoritéit kënne kréien, fir d'Verfassung hei ze änneren, an net waarden, fir esou en Text an zwee oder dräi Joer eréischt ze stëmmen. Hei geet et drëms, dass d'Regierung en cas d'urgence..., an am Moment ass d'Urgence eng Crise internationale, an ech wëll net am Kader vun enger Kris, déi nationale ass, herno d'Diskussioun hunn, ob se internationale ass oder net. Dofir froen ech eng Ännerung vum 32 (4), déi der Regierung d'Méiglechkeet gëtt, en urgence kënne Mesure-d'urgencen och ze huelen.

Dat ass vun der Verfassung aus virgesinn am Moment am 32 (4) bei enger Crise internationale. Mir froen, fir dass et fir eng Crise nationale hei och kéint a Fro kommen, wat eis dann och erlaabt, déi Mesuren, wa mer an enger Phas 3 oder enger Phas 4 sinn, kënnen ze huelen.

Ech kréien hei, Här President, d'Fro scho gestallt, ob ech e Katalog ka soen, wat ech huelen. Neen, dat kann ech net! Ech hunn zwou Mesuren ugekënnegt, well ech weess, dass déi dann néideg sinn. Dat ass, dass een e Contôle d'identité ka maachen en toute circonstance an dass ee Fouillë ka maachen an enger Posch, an engem Rucksak oder och an enger Mall, well am Moment dat hei zu Lëtzebuerg considéréiert gëtt wéi eng Perquisitioun.

Mä et sinn nach aner Saachen, déi doudsécher gemaach gi mussen. An da muss ee kucken, wat d'Menace ass. Et gi vill verschidde Menacen. En Attentat kann eng Bomm sinn, mä et gëtt hautdesdaags och aner Moyenen. Et sinn Attentater a Japan geschitt mat Produit-chimiquen. Dat heescht, d'Reaktioun, déi mer mussen hunn, eng Schoul zoumaachen oder net, d'Uni zoumaachen, den Transport public, all déi Décisioune musse geholl ginn. Da muss d'Regierung au cas par cas, esou wéi d'Analys vun der Menace ass, wa se jo net abstrakt ass, mä concrète ass a mer do d'Informatiounen hunn, kënne reagéieren.

Duerfir, huelt et net iwwel, dass d'Regierung Iech elo net seet, wat se ka maachen! Well dat, wat se mécht, ass en réaction vun deem, wat och geschitt. Dowéinster, mir kënnen haut mam beschte Wëllen Iech net soen, wat vu Reglementer da musse geholl ginn, well déi da geholl gi selon der Menace, déi dann och op eis duerkënnt.

Et gëtt gesot, mir hätten..., ob een eng Autorisatioun vum Parlament brauch oder net. D'Verfassung am 32 (4) gesäit dat net vir. Dat ass eben d'Urgence, dass d'Regierung selwer ka Mesuren huelen. A wann een e Vote vun der Chamber géif huelen, da muss ee sech d'Fro stellen, ob dat dann eng Mesure temporaire ass oder net temporaire, well am Moment ass virgesinn, dass dat d'Mesurë sinn.

Mir kënnen driwwer diskutéieren, ob se da vläicht nëmme fir e Mount sinn an dann duerch e Vote vun der Chamber verlängert ginn op dräi Méint. Mä et wier wichteg, dass d'Regierung hei wierklech en urgence ka Mesuren huelen, an net, dass déi tributaire si vun engem Vote vun der Chamber, deen dann e puer Deeg kann daueren. D'Urgence muss kënnen hei invoquéiert ginn. Et ass jo eng Circonstance exceptionnelle, wou och Mesures exceptionnelles musse geholl ginn a wou et wierklech och wichteg ass, dass d'Regierung och déi Méiglechkeet huet.

Hei ass och gesot ginn: „Et ass gewaart ginn." De Plan VIGILNAT ass geholl ginn am Mäerz. Am Mäerz! An ech muss Iech soen, dass ech immens frou sinn, dass e preparéiert ginn ass an dass d'Autoritéiten och all zesummeschaffen, fir déi Analys vun der Menace ze maachen. Ech wëll mer net virstellen, wéi mer reagéiert hätten, wa mer net deen dote Plang gehat hätten, elo an där Situatioun, wéi et an den Nopeschlänner och geschitt ass.

An dofir ass et och wichteg, dass mer eis déi Méiglechkeet ginn hunn. An ech hu mech och schonn engagéiert virun der Kommissioun, dass mer och géife bei Iech an d'Kommissioun komme mam Haut-commissaire, fir Iech ganz genau de Plan VIGILNAT ze presentéieren. Mä de Plan VIGILNAT ass eng Guideline, wéi d'Regierung och soll schaffen. A mir si frou, dass mer dat doten och hunn.

Hei gëtt iwwert d'Garde à vue och geschwat. Erlaabt mer just, fir op e puer Punkten... Well ech wëll net an den Detail goen, well et net fair wier. Mir hunn en Text preparéiert, deen Dir net gelies hutt. Dowéinster kann ech net haut soen: Dir hutt recht oder Dir hutt net recht. Ech kann Iech just soen, dass déi Garantië virgesi sinn. Ech wor an engem viregte Liewen Affekot - an et sinn Der jo nach heibannen -, an d'Rechter vun deem Eenzelnen sinn e Fundament, an d'Aschneidungen an d'Libertéiten sinn d'Exceptioun.

Mä wann ee seet: „En Trojaner geet un déi sensibelst Donnéeë vun deene Leit." Mä et brauch een, wann ee wëllt..., well hei geet et jo drëm, wierklech en cas vun Indicen, hei geet et jo net drëm, fir Informatioune fëschen ze goen, hei geet et drëm, en cas d'indices, an do, nach eng Kéier, limitéiert op d'Infraktioun vum Terrorismus a vun der Statssécherheet,...

Wéi gesot, et ass wichteg, dass mer haut konnten en Échange hunn. Ech erlabe mer, méi kënnen an den Detail ze goen, wa mer den Text och kënnen derno an der Kommissioun debattéieren. Mä just kuerz zur Informatioun, well et huet een d'Gefill, dass mer mat deenen 48 Stonne vun der Rétentioun - esou nenne mer et hei, wat „Garde à vue" an anere Länner heescht - exceptionnel Mesurë géifen huelen. A Frankräich geet se beim Terrorismus zum Beispill bis 96 Stonnen. Si geet an Däitschland op 48 Stonnen. A Spuenien ass se maximum bis 72 Stonnen, mä si kann, zum Beispill beim Terrorismus, op fënnef Deeg goen. An Italien 48, a se kann nach eng Kéier verlängert gi bis op 96 Stonnen. An England si 24 Stonne virgesinn, mä en matière de terrorisme gi se bis 28 Deeg. 28 Deeg! Hei froe mer, fir dass ee ka vu 24 Stonnen op 48 goen.

Dowéinster, den Text ass fir mech een... (veuillez lire: ee Komproмëss). An erlaabt mer, just als Konklusioun ze zéien... An och, Här President, entschëllegt wann ech derno fort muss an net nach op d'Interventioun vum Justizminister ka waarden, well de japanesche Premier waart elo. Mä ech wollt awer... Ech hunn em och gesot, dass d'Chamber d'Prioritéit awer huet, mä Dir verstitt och, dass ech awer de Gaascht net kann ze laang waarde loossen.

Mä deen Text hei, dee mer déposéiert hunn, ass en Text, deen eng Rëtsch vu Punkte modifiéiert, déi mer am Moment hunn, wou mer mengen, dass mer domadder méi effikass si wéi bis elo. Si si proportionéiert. Si gi legal kontrolléiert, a priori, a posteriori. A wann eng Intrusioun ass, déi wäit geet - déi wäit geet! -, dann ass dat wierklech am Eenzelfall a bei Leit, déi wierklech déi Wäerter, fir déi mir zesumme sinn, wëlle futtimaachen. An do, gleeft mer et, hunn ech wierklech wéineg Problemer, bei engem Terrorist ze soen, dass ech do der Justiz, dem Parquet an der Police trauen, fir an der Zesummenaarbecht alles ze maachen, fir d'Sécherheet vun der Allgemengheet ze protegéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Statsminister. An d'Wuert huet elo de Justizminister, den Här Félix Braz.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Merci, Här President. Ech ka mech no den Explikatioune vum Premier haut och kuerz halen. Mir wäerte jo nach méi oft d'Geleeënheet kréien an der Chamber, sief et an der Kommissioun, sief et och duerno an der Plénière, eis iwwert dëse Projet ze ënnerhalen.

Ech wëll just fir d'Éischt e Merci lassginn un all déi Leit, déi et méiglech gemaach hunn, dass mer haut déi Projete scho konnten déposéieren. Do ass an de leschten Deeg um Niveau vum Ministère an och vun der Magistratur ganz vill geschafft ginn, bis an d'Nuecht eran, zum Deel bis an de fréie Moien eran. An duerfir wierklech e ganz grousse Merci un déi, déi dat méiglech gemaach hunn.

E Merci awer och un déi, déi sech haut schonn ënnerstëtzend ausgedréckt hunn. Dat war jo op bal all de Bänken, zumindest och deelweis, de Fall. Mir wäerten am Detail natierlech deen Text auszediskutéiere kréien. Mä ech mengen, dass et hei wichteg genuch ass, fir der Parteipolitik an dësem Dossier eng méi kleng Roll nëmmen zouzegestoen an dass mer eis solle konzentréieren op en Text, deen eng Äntwert probéiert ze ginn op eng eescht Situatioun an Europa. A Lëtzebuerg ass och hei amgaangen, sech besser opzestellen, fir op d'Situatioun, wéi se haut virläit, kënnen ze äntwerten.

Déi Stéchwierder, déi genannt gi sinn, dass deen Text soll proportionéiert, cibléiert an adaptéiert sinn, och dat ass d'Intentioun vun der Regierung. A mir mengen och, dass deen Text deenen dote Kritären entsprécht.

Den Här Roth huet eng ganz Rei vu Froen opgeworf. Ech woen d'Behaaptung, dass wann en den Text bis konnt liesen, en op, ech soen emol, deenen allermeeschte Punkte seng Apaisementer misst hunn. Déi Mesuren, déi mer hei virgesinn hunn, déi sinn do, wou se méi invasiv sinn, och ganz speziell austaréiert an équilibréiert.

D'Beispill, wat Dir genannt hutt, vun der Sonorisatioun oder vun den Trojaner, déi Décisioun, déi do den Untersuchungsriichter géif huelen, dat misst an eisem Text approuvéiert ginn duerch de President vun der Chambre du Conseil vun der Cour d'appel. Dat ass exceptionnel. Dat ass eng weider Garantie an enger Prozedur, déi haut schonn eng vun deene komplizéiertsten ass - ech mengen, et kann ee behaapten, déi komplizéierst, déi mer hunn -, well se ganz vill Elementer berécksichtegt, déi all mussen erfëllt sinn. An där heiter Prozedur kënnt dat do nach derbäi. Dat ass exceptionnel, mä ech mengen, dass et ugepasst ass och der Gravitéit vun der Mesure, déi do proposéiert gëtt.

An, wéi gesot, wann Der Iech den Text konnt ukucken, dann, mengen ech, wäert Der gesinn, dass d'Regierung sech ganz vill Méi gemaach huet, fir en Text ze maachen, deen à la fois eng adequat Äntwert duerstellt op dat, wat mer all zesumme mussen affrontéieren, an deen awer och de Rechtsstat héichhält. Do gëtt et bei eis keng Diskussioun doriwwer, dat eent géint dat anert auszespillen. Si stinn natierlech an engem Spannungsverhältnis, dat wësse mer. Duerfir gëtt et och vill Uerteeler vu Stroossbuerg, déi justement dat Spannungsverhältnis tëschent Fräiheet a Sécherheet och beäntwerten.

An hei besteet kee Verdacht drun, dass mer déi Virgabe vum Rechtsstat respektéieren, well déi Mesuren, déi an dësem Text sinn, och eigentlech keng Iwwerwaachungsmesurë sinn. Et si keng generaliséiert Iwwerwaachungsmesuren, déi am preventive Beräich géife wierken. Dat muss ee soen, well et liest een och an deene leschten Deeg vill Commentairen, et héiert een och vill Commentairen, déi den Androck entstoe loossen, dass déi eenzel Mesuren, déi da genannt ginn, ob dat dat ass vun der Rétentioun, déi vu 24 op 48 Stonne soll eropgoen, oder den Trojaner oder d'Sonorisatioun oder aner Mesuren nach, dass dat quasi Mesurë wieren, déi géifen der Polizei zur Verfügung stoen op enger ganz breeder Basis, fir jiddwereе quasi preventiv ze iwwerwaachen. Dat ass net de Fall. Dat muss een eng Kéier ganz kloer soen.

Déi Mesuren, déi hei proposéiert sinn, si Mesuren, déi nëmme kënnen agesat gi vun der Magistratur, wann e konkrete Verdachtsmoment virläit, dass eng Infraktioun begaange ginn ass; wann also de Verdacht virläit, dass eng Infraktioun begaange ginn ass, entweder am Beräich vun der Sûreté de l'État oder vum Terrorissem. An den Text ass kloer limitéiert a kalibréiert op déi doten Infraktiounen, wat och eng Suerg war vum Här Roth, déi en expriméiert huet. An dat wäert Der bei der Lektür vum Text och kënne vérifiéieren.

Et geet also hei net ëm generaliséiert Iwwerwaachungsmoosname vun de Leit. Et muss eppes virleien, eng Infraktioun oder zumindest de Verdacht, dass eng Infraktioun begaange ginn ass géint d'Sûreté de l'État oder am Beräich vum Terrorissem. Dat ass also e ganz enken Encadrement.

Et kann net rieds goen, dass hei Iwwerwaachungsmesurë sollen agefouert ginn. Dat muss een an aller Däitlechkeet soen. A jiddwereen, deen d'Flicht huet an d'Responsabilitéit huet, heiriwwer matzeschwätzen, och heiriwwer ze berichten, sollt déi Nuance do maachen. Si ass wesentlech, dass mer de Leit am Land net e falsche Message ginn. Hei ass de Rechtsstat net a Gefor. Wat hei a Gefor ass, dat sinn déi Leit, déi wëllten Infraktioune begoen op deem dote Punkt, an dorunner soll iwwerhaapt keen Zweifel bestoen.

Ech wëll awer och...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Minister,...

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Jo?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- ...erlaabt Der, dass den Här Urbany eng Prezisioun mécht?

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Jo, ech wollt dem Här Minister just d'Fro stellen: Ass dann net awer bei deem anere Gesetz, wat mer am Dezember solle stëmmen, wou d'Ännerungen um Code pénal gemaach ginn,...

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Ech wollt just dozou kommen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- ...ass do net generell Iwwerwaachung virgesinn?

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Ech wollt just dozou kommen, ronderëm dat, wat Dir ebe just gesot hutt, Här Urbany - op Iech wollt ech elo just ze schwätze kommen -, ronderëm och d'Definitioun vum Terrorissem; eng Debatt, déi mer viru laange Jore jo och gefouert hunn.

Dat Éischt, wat ech wëll feststellen, ass, dass et doriwwer bis haut keng Abuse gi sinn. Mir hunn deemools eng Debatt gefouert, Dir hutt se rappeléiert, an deene Circonstancë vun deemools. Deemools, mengen ech, hunn der vill sech beméit, déi Diskussioun och ze féieren op eng proportionéiert Aart a Weis. Haut, vill Jore méi spéit, ka keen e konkrete Fall nennen, wou et opgrond vun där Definitioun, déi am Code pénal steet, zu Prozesser komm wier an zu Abuse komm wier oder zu Interpretatioune komm wier, déi d'Kritiker vun deemools recht ginn hätten. Dat muss een dierfe rappeléieren. Dat ass eng Debatt, déi mer viru laanger Zäit gefouert hunn an déi bis haut net méi gefouert ginn ass, well et dofir keen Ulass a kee Grond gouf.

Ech wëll Iech ebe just och verweisen op dee Projet de loi vun der Ëmsetzung vun der UNO-Resolutioun 2178 vum September '13, dee geschwënn dierft prett sinn, vläicht nach virum Enn vum Joer, fir an d'Chamber ze kommen. Ech wëll déi Debatt och haut net féieren. Déi wäerte mer da féieren an net haut.

Ech wëll Iech awer just do och drop hiweisen, dass ebe just dat, wat am Beräich vum Terrorissem geschitt, keng ofgeschlosse Wëssenschaft ass. Do gëtt et selbstverständlech eng Evolutioun. An déi Infraktiounen, déi mer haut wëlle penaliséieren am Kader vun der Ëmsetzung vun der UNO-Resolutioun, wou ech Iech rappeléieren, dass een déi muss ëmsetzen... Et ass keng Fakultéit, déi eng Regierung huet. Et ass eng legal Obligatioun, déi Resolutioun, esou wéi se ugeholl ginn ass, ëmzesetzen. Dat ass d'Recht vun der UNO. A mir maachen dat och.

An ech wëll Iech och drop hiweisen, déi, déi gesot hunn, d'Regierung hätt bei dësem oder deem Punkt an hiren Aen ze lues reagéiert, dass d'Lëtzebuerger Regierung bal déi éischt war, déi e Projet de loi op de Wee ginn huet, fir d'UNO-Resolutioun 2178 ëmzesetzen op eng Aart a Weis, déi eis, contrairement zu deem, wat den Här Urbany wollt soen, och keng Kritiken abruecht huet vum viregte Procureur général d'État. Deen huet d'Resolutioun kritiséiert. En huet awer ausdrécklech bemierkt, dass d'Aart a Weis, wéi mer se ëmsetzen, a sengen Aen eng ganz virsiichteg ass. An dofir gëtt et och Grënn an dat hu mer och gemaach. An dofir gëtt och deen Text, mengen ech, e gudden Text, fir dee mer eis mat Sécherheet net brauchen am internationale Verglach ze schummen.

Eng lescht Remarque, déi ech wëll maachen, ass zum Stéchwuert Deradikalisatioun. Hei schwätze mer vu Mesuren am Beräich vun der Strofverfolgung, mä mir wëssen allegueren - ech ginn dervun aus, dass dat gedeelt ass -, dass mer eleng mat Mesurë vun der Strofverfolgung oder mat militäresche Mëttel, déi jo och agesat ginn, net kënnen där Komplexheet vum Problem all Äntwert zouféieren. Mir brauchen och e Volet Deradikaliséierung. Mir brauchen och e Volet Reintegratioun. Mir brauchen och do Instrumenter.

D'Lëtzebuerger Regierung huet am Kader vun hirer Présidence eng Konferenz organiséiert den 19. Oktober zu Bréissel, wou dat d'Stéchwuert war. An ech si frou, dass dat, wat do vu Konklusiounen erauskomm ass, um uschléissende JAI-Conseil zu Bréissel och als Konklusioune vum JAI-Conseil zréckbehale ginn ass, also d'Verflichtung fir sämtlech Memberlänner vun der Europäescher Unioun, och an där doter Fro vill méi konsistent ze ginn. Well ech soen dat och hei, wat ech schonn op anere Plaze gesot hunn: Déi preventiv Mesuren, d'Mesuren iwwert d'Reintegratioun, wann déi Leit zréckkommen aus deene Länner, si gradesou wichteg wéi déi Mesuren, déi kënnen dozou féieren, dass se enger Prisongsstrof zougefouert ginn.

Et däerf een net mengen, dass mer eleng mat der Strofverfolgung all d'Froe kënne léisen. Mir brauchen e preventive Volet a mir brauchen och Mesuren, wa Leit aus deene Gebidder zréckkommen, fir och anescht mat deenen hei kënnen ëmzegoen, fir dass mer de Problem wierklech an de Grëff kréien. Ech denken, dass dat och heibanne gedeelt gëtt. An och dorobber wäerte mer schaffen.

Mir hunn also eng Approche, déi méi breet ass, wou d'Strofverfolgung eng essenziell Roll spillt. Dat, wat mer am Projet de loi déposéiert hunn, halen ech fir zilféierend a fir équilibréiert. Mä mir wëssen: Aner Mesurë musse mer och er-

gräifen. Dorunner schaffe mer och schonn zënter Méint, net eréischt zënter gëschter. An ech mengen, dass mer och do zu Lëtzebuerg wäerten e gutt Stéck kënnen an déi richteg Richtung virugoen.

Dat gesot, soen ech Iech elo scho Merci fir déi deelweis prinzipiell Ënnerstëtzung. An déi Diskussiounen, déi wäerte mer zesumme féieren, ouni Zäit ze verléieren, awer och ouni eppes iwwert de Knéi ze briechen.

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Justizminister.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Ech hunn nach vergiess, eppes zu der Motioun ze soen: D'Regierung hëlt déi selbstverständlech un, well dat, wat dosteet, zweifellos stëmmt. Engersäits brauche mer beim Finanzement vum Terrorismus och legal Ännerungen, un deene mer scho schaffen. Ech denken, dass mer deen dote Projet de loi effektiv relativ séier kënnen déposéieren. Allerdéngs sinn dat Mesuren, déi och iwwert de Finanzement vum Terrorismus erausginn. Dofir wär et och net gutt, dat an dësen Text hei eranzeschreiwen.

Mir wäerte ganz rapid an engem zweete Projet de loi kënnen de Volet Finanzement vum Terrorismus a Blanchiment zum Deel nei organiséieren. Dat huet mat Terrorismus ze dinn, mä et geet awer och doriwwer eraus. Et geet ëm d'Perquisitions bancaires, déi kënne gemaach ginn. Do hu mer am Moment en Text, deen eis relativ vill behënnert. Mä do wäerte mer relativ geschwënn e separaten Text presentéieren, deen, wéi gesot, de Volet Financement du terrorisme betrëfft, de Volet Blanchiment des capitaux betrëfft an och nach aner grav Forme vu Kriminalitéit wäert kënnen ofdecken. Doriwwer wäerte mer eis dann och ganz geschwënn ënnerhalen.

E bësse méi Zäit, mengen ech, wäerte mer brauchen, obwuel mer zwee Aarbechtsgruppen, wou all d'Akteuren dru bedeelegt sinn, schonn am Ministère schaffen hunn, fir iwwert dat, wat mer haut diskutéiert hunn - och nach iwwer aner Formen, besonnesch de Crime organisé - erauszegoen. Mir wëssen: Och do brauche mer zousätzlech Mesuren, fir méi effikass kënnen ze schaffen.

Och de Crime organisé huet sech an de leschte Jore ganz staark entwéckelt, och a senge Methoden, mat deenen e schafft, a sengen Instrumenter, déi e benotzt bei senger Aarbecht. An d'Motioun, déi eis opfuerdert, e Projet de loi ze maachen, fir och d'Legislatioun bei der Lutte géint d'Criminalité organisée ze verstäerken, fënnt d'Zoustëmmung vun der Regierung. Do wäerte mer vläicht e bësse méi laang brauchen, mä och dorop gëtt intensiv geschafft. Dat sinn noutwendeg Upassunge vun eiser Legislatioun, an d'Regierung ass sech eens, dass mer op deen dote Wee wëlle goen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Minister. Ech ginn dovunner aus, dass mer um Enn vun der Diskussioun ukomm sinn.

Motion 1

Mir si saiséiert mat enger Motioun, déi vun der Madamm Loschetter abruecht ginn ass. Sinn dozou Wuertmeldungen? Den Här Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Just ganz kuerz, fir ze soen, datt mer, wat d'Zilsetzungen ugeet, scho kënne verstoen, wat d'Madamm Loschetter respektiv d'Signatairen hei gemengt hunn. Mir hu mat der Motioun just zwee Problemer. Deen éischten ass: An de Considérante gëtt laang a breet exposéiert, datt mer eis hei referéieren op d'Gesetz, wat elo just déposéiert ginn ass, an op eng ganz Rei Artikelen, déi am Gesetz ëmgeännert ginn. Mir kënnen eis natierlech evidenterweis net dorobber referéieren, well mer den Text net kennen, net hunn. Mir kënnen also soumat dat net matstëmmen.

Dat Zweet, dat ass, datt sech och hei referéiert gëtt op Aarbechten, déi a Groupe-de-travaile geschéien, wou de Parquet général, de Parquet, de Cabinet d'instruction, d'Ministèren, d'Affekoten an d'Police dobäi sinn. Och dorop kënne mir eis net referéieren, well mer strictement jo net wëssen, wat an deene Groupe-de-travaile lass ass.

A schlussendlech...

(Interruptions diverses et hilarité)

A schlussendlech ass et och esou, datt mer zwar gutt verstanen hunn, wat de Justizminister gesot huet, mä fir awer elo am Kader vun der Terrorismusdiskussioun, wou mer soen: „Et muss alles prezis limitéiert sinn op den Terrorismus.", elo dann och nach d'Criminalité organisée mat an d'Motioun ze bréngen, dat fanne mer net gutt, obwuel mer d'Zilsetzungen, déi Der hei beschriwwen hutt, selbstverständlech mat deelen. Dofir wollte mir eis enthale bei dëser Motioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo, d'Madamm Loschetter huet d'Wuert direkt zu der Reaktioun vum Här Wiseler.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Also, Här Wiseler, an deene Considéranten ass jo effektiv zimlech detailléiert preziséiert, zu wat mer wëllen d'Regierung invitéieren. Wann et just un deene Considérante läit, Här Wiseler, Här Fraktiounspresident vun der CSV, si mir d'accord, deen éischten, deen zweeten an dee leschte Considérant ze sträichen. Domadder hätte mer nach dräi Considéranten, déi zimlech kloer sinn, déi mat der Debatt vun haut ze dinn hunn. An da géife mer Iech invitéieren, déi matzestëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Also, mir considéréieren, datt am Prinzip - op Basis och vun der Äntwert vum Justizminister - dës Motioun superfétatoire ass. Hei kommen zwee Texter eran. Mir kucke gär, wat do drasteet. Mir si mat deene Prinzipien d'accord, mengen awer net, datt mer an der Diskussioun dat heiten elo esou matenee solle verbannen, wéi dat de Fall ass. Mat Freed waarde mer op déi zwee Texter, déi de Justizminister erabréngt, a mir gesinn déi a priori elo emol positiv. An da kucke mer, wat drasteet.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Also, et geet dann ëm eppes anescht. An deem Fall erhale mer déi Considéranten dann oprecht.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Voilà! Elo fuere mer erëm schéin der Rei no. Gëtt et soss nach Wuertmeldungen? Dann huet den Här Reding d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Mir wäerten déi heite Motioun och net matstëmmen; mir wäerten eis och enthalen. Den Här Premierminister an den Här Justizminister hunn haut de Mëtten eng wonnerbar pädagogesch Aarbecht gemaach, andeem se eis, an domadder och de Leit dobaussen, erkläert hunn, datt déi extrem schwéierwiegend Mesuren, déi haut ugekënnegt gi sinn, sech limitéieren op Fäll, wou et e begrënnte Verdacht gëtt géint eng oder méi Persounen, fir Terrorismus ze bedreiwen oder statssécherheetsgefäerdend ze sinn.

Duerfir sinn ech ëmsou méi erstaunt, datt elo eng Motioun op den Dësch kënnt, wou ebe just nees en Amalgam gemaach gëtt mat anerer, normaler Kriminalitéit, sou schwéier wéi se och ass: organiséiert Kriminalitéit, Blanchiment - alles anescht ewéi Kavaléiersdelikter -, eng aner Kriminalitéit wéi déi, vun där mer elo geschwat hunn.

Ech fannen dat ganz besonnesch schlecht an dësem Kontext. Nodeem mer also erkläert hunn, firwat datt mer et op ganz spezifesch Fäll wëlle limitéieren, gëtt elo hei vun normaler Kriminalitéit geschwat. An dat fannen ech am Kontext vun dëser Debatt extrem schiedlech.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Reding. Dann huet d'Wuert den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Jo, Här President, mir si jo grondsätzlech net dergéint, fir d'Bankgeheimnis opzedecken.

(Interruption)

Mir si souguer der Meenung, dass et a vill méi Fäll misst opgedeckt ginn, a souguer, dass et wéi a verschiddene Länner kee Bankgeheimnis däerft ginn oder kee Steiergeheimnis däerft ginn! Well déi eigentlech Kriminalitéit geschitt jo och an deem Kontext.

Mir si selbstverständlech och derfir, fir am Kader vun där Begrëfflechkeet, wéi Der se hei gebraucht, vum Terrorismus, Recherchen ze maachen op Bankkonten. Mer hunn awer e Problem dermat, dass dee Begrëff „Terrorismus", wéi en de Moment am Gesetz steet, net cibléiert, mer kënnen déi Definitioun net nach eng Kéier mat ënnerstëtzen, andeem mer déi Motioun hei géife stëmmen. Duerfir wäerte mer eis enthalen derbäi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Urbany. Gëtt et weider Wuertmeldungen? Dat ass net de Fall. Da ginn ech dervun aus, dass mer mussen ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

D'Motioun ass mat 32 Jo-Stëmme bei 28 Enthalungen ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Marc Spautz), Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Domat si mer um Enn vun den Aarbechte vun haut ukomm.

Motion 2

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, ech hat nach zwou Motiounen déposéiert. Et wär vläicht gutt, wa mer kéinten iwwert d'Prozedur schwätzen, wéi mer mat deene weider verfueren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Also, ech wollt proposéieren, wann Der mer et erlaabt, Här President, datt mer déi iwwert d'Sprooch, d'russesch Sprooch, an d'Commission de l'Éducation nationale huelen an déi iwwer eis Relatioune mat Russland an déi aussepolitesch Kommissioun.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci fir d'Proposen. Ech ginn awer emol dovun aus, dass mer déi zwou Motiounen an d'Conférence des Présidents huelen an dass mer dann do driwwer diskutéieren. Ech mengen, dat ass eis Roll, ze décidéieren, wat mer mat de Motioune maachen.

Ass dat esou am Sënn vun der Chamber?

Une voix.- Mir kënnen dat och elo maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Also, wann d'Chamber unanime der Meenung ass, dass mer se direkt un d'Kommissioune solle verweisen,...

(Assentiment)

...hunn ech och kee Problem. Wann d'Chamber dat an Ensembel mécht, ass dat natierlech nach méi e staarkt Zeechen, wéi wa mir et just eleng sinn.

Da gëtt dat esou gemaach.

(La motion 2 de M. Fernand Kartheiser est renvoyée à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.)

10. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'introduction de la langue russe dans l'enseignement secondaire luxembourgeois

(La motion de M. Fernand Kartheiser est renvoyée à la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.)

Mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Rendez-vous ass muer um zwou Auer. Bis muer also, a kommt gutt heem!

(Fin de la séance publique à 18.35 heures)

L'actualité parlementaire sur www.chd.lu

Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.

La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.

L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.

Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.

De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

d'Chamber online op
www.chd.lu

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
   - *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
2. Interpellation de M. Laurent Mosar sur l'avenir de la place financière et de la politique à mener dans ce domaine
   - *Exposé: M. Laurent Mosar (dépôt de six motions)*
   - *Débat: M. Guy Arendt, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Roy Reding, M. Laurent Mosar, M. David Wagner*
   - *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (M. Gilles Roth pose une question)*
   - *Motions: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, M. Laurent Mosar, M. Eugène Berger, M. Franz Fayot, M. Roy Reding, M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
   - *Vote sur la motion 1 (rejetée)*
   - *Vote sur la motion 2 (rejetée)*
   - *Vote sur la motion 3 modifiée (adoptée)*
   - *Vote sur la motion 4 modifiée (adoptée)*
   - *Vote sur la motion 5 (rejetée)*
   - *Vote sur la motion 6 (rejetée)*
3. Question élargie n° 7 de M. Serge Urbany sur l'avenir de la zone euro et le «rapport des 5 présidents»
   - *M. Serge Urbany - M. Mars Di Bartolomeo, Président - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
4. 6407 - Proposition de loi relative aux sondages d'opinion politique et portant modification:
   1. de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;
   2. de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques;
   3. de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national
   - *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Alex Bodry*
   - *Discussion générale: M. Léon Gloden (interventions de M. Alex Bodry), Mme Simone Beissel, M. Claude Adam, M. Roy Reding, M. Serge Urbany*
   - *Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
   - *Vote sur l'ensemble de la proposition de loi et dispense du second vote constitutionnel*
5. Question élargie n° 9 de M. Claude Adam sur l'introduction du futur cours unique d'éducation aux valeurs, baptisé «Vie et société»
   - *M. Claude Adam - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Pierre Gramegna et Claude Meisch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ech maachen d'Sëtzung op.

An déi traditionell Fro ass: Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen, Här Finanzminister?

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Dann ass dat esou notéiert. Mir géifen direkt zum éischte Punkt vun eiser Dagesuerdnung kommen. Et ass d'Interpellatioun vum Här Laurent Mosar iwwert d'Zukunft vun der Finanzplaz. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. D'Kolleegen, déi sech nach net sollten ageschriwwen hunn, sollen dat elo, wann ech gelift, maachen. Den Här Laurent Mosar huet d'Wuert.

2. Interpellation de M. Laurent Mosar sur l'avenir de la place financière et de la politique à mener dans ce domaine

Exposé

M. Laurent Mosar *(CSV), interpellateur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Finanzminister: «La place financière de Luxembourg, caractérisée par son environnement stable et innovant ainsi que par son rayonnement international, est un centre d'investissement idéal pour les clients privés et institutionnels à travers le monde. (…) Son succès se fonde avant tout sur une grande stabilité politique et sociale et sur un cadre légal et réglementaire moderne constamment adapté aux évolutions des marchés grâce à un dialogue permanent entre le Gouvernement, le législateur et le secteur privé.»

Dëse kuerzen Extrait aus der Presentatioun vu Luxembourg For Finance beschreift eigentlech op eng exzellent Aart a Weis d'Success Story vun eiser Finanzplaz iwwert déi lescht Joren.

Perséinlech géif ech an dës Presentatioun och nach d'Kompetenz an den Know-how vun deenen Dausende lëtzebuergeschen an net lëtzebuergesche Fraen a Männer op dëser Finanzplaz derbäisetzen, ouni deenen hiren alldeeglechen Engagement dës Success Story net méiglech gewiescht wär.

D'Finanzplaz ass an deene leschte Joren duerch eng Rei vun Evenementer an hire Grondfundamenter gerëselt ginn: fir d'Éischt duerch déi zwou Bankerettungen an de Joren 2008 respektiv 2009, d'Finanzkris am Joer 2012, duerno duerch d'Diskussiounen iwwert d'Ewechfale vum Bankgeheimnis vun Non-Résidenten a schlussendlech d'Affär LuxLeaks, déi wéi ee klengen Tsunami iwwert eist Land ewechgefeegt ass.

Virun allem awer liewe mir haut an enger anerer Welt, wéi dat nach virun zéng Joer oder och virdrun de Fall war. Dës Welt ass eng voller Transparenz ginn. „Fully compliant", wéi dat esou schéin heescht, also voll kompatibel mat allen nationalen an internationale Regelen.

Déi nei Welt ass eng, wou d'Finanzplazen net méi interesséiert sinn u Clienten, déi hir Benefisser guer net oder nëmmen deelweis an hiren Ursprongslänner versteiert hunn. BEPS an Axis sinn nëmmen e puer vun deenen neie Konzepter, déi eis an eng Welt vu méi Steiereffektivitéit a Steiergerechtegkeet solle féieren.

Zu all deem gesellt sech dann och nach den Thema Terrorismus an domadder d'Diskussioun, wéi d'Finanzstréim vun terroristeschen Organisatiounen op dëse Finanzplazen an Zukunft besser kéinten ënnerbonne ginn.

Dëst alles wäert d'Liewe vun de Finanzplazen net onbedéngt méi einfach maachen. Eis Finanzplaz muss sech all dësen neie Begebenheeten an Erausfuerderunge stellen. Dëst bedéngt net onbedéngt enger kopernikanescher Revolutioun, fir emol eng Terminologie aus dem Wuertschatz vun eisem Finanzminister ze gebrauchen,…

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV), interpellateur*.- … mä eis Finanzplaz muss sech un déi nei Regelen an dëser Welt upassen an dat méiglechst schnell, wa si och hiren Triple-A weider wëllt behalen.

Här President, d'Finanzplaz ass wichteg fir Lëtzebuerg. Si dréit zu engem Drëttel vun eisem Budget bäi a beschäftegt méi wéi 60.000 Mënschen, wann een nieft deem traditionelle Bankesecteur och nach d'Fongegeschäft an déi divers Prestataire-de servicen, wéi Affekoten, Experts-comptables, Reviseuren, Domiciliatairen an anerer derbäirechent. Nëmme fir d'Joer 2015 hu mer bei der Taxe d'abonnement eng Progressioun vu méi wéi 20% festgehalen a fir 2015 wäerte ronn 920 Milliounen, also bal eng Milliard Euro, an eise Budget fléisse ganz eleng nëmmen iwwert d'Taxe d'abonnement.

Ech nenne ganz bewosst am Ufank vu menger Ried nach eng Kéier dës Zuelen, well ech dach heiansdo d'Gefill hunn, datt et an eisem Land Leit gëtt, déi mengen, mir bräichten déi Finanzplaz guer net méi a mir géife vill besser ouni si liewen.

Mir wäerten, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och an deenen nächste Joren op dës Finanzplaz ugewise sinn, wat awer net soll heeschen, datt een net weider soll op d'Diversifikatioun vun eiser Wirtschaft setzen, fir och d'Ofhängegkeet vun dëser Finanzplaz ze reduzéieren.

Wou steet dës Finanzplaz haut a wou wäert se an deenen nächste Joren histeieren? Dat ass den Objet vu menger Interpellatioun vun haut.

Ier ech awer hei in medias res kommen, erlaabt mer fir d'Éischt e puer Mercie lasszeginn: fir d'Éischt un dräi vun de Mataarbechter vu menger Fraktioun, Jean-Claude Neu, Yves Weber, Ady Richard, an och ganz haaptsächlech eis Sekretärin, d'Madame Chantal Braun, déi mech tatkräfteg an der Virbereedung vun dëser Interpellatioun ënnerstëtzt hunn.

Doniewent awer och e Merci un déi ganz vill Akteure vun dëser Finanzplaz, mat deenen ech mech an deene leschte Wochen a Méint iwwert d'Erausfuerderungen, awer och iwwer Léisungsusätz ënnerhalen hunn, Iwwerleeungen, déi dann och haut a meng Interpellatioun wäerte mat afléissen.

Ech verstinn, Här President, dës Interpellatioun dann och net als eng Ukloschrëft géint d'Politik vun der Regierung an dësem Beräich, mä als e konstruktive Bäitrag vun der CSV-Fraktioun och zur Thematik vun der Zukunft vun der Finanzplaz. An ech wäert dofir och am Numm vu menger Fraktioun sechs Motiounen herno déposéieren, déi eng ganz Rei vu konkrete Propositioune fir d'Zukunft vun dëser Finanzplaz ëmfaassen.

Derbäi kënnt, Här Finanzminister, datt d'Politik vun der Finanzplaz an dësem Haus eigentlech ëmmer am Konsens, och zesumme mat den Oppositiounsparteien, diskutéiert an décidéiert ginn ass. Mir wollten a wëllen och net mat dëser Traditioun briechen. An dofir war et eis och vun Ufank u kloer, datt mer der Regierung an deem sensibelen Dossier LuxLeaks géifen eis voll Ënnerstëtzung zousoen. Dat war esou an dat wäert esou bleiwen, well et fir eis am Dosier Finanzplaz net ëm méi an net ëm manner wéi déi vital Interessie vun dësem Land geet.

Kee kann haut méi op dëser Finanzplaz ignoréieren, datt Notioune wéi Transparenz a Steiermoral eng ëmmer méi grouss Prioritéit um europäeschen, awer och um Weltniveau entgéintbruecht gëtt. Et wäert also an Zukunft net méi domadder duergoen, eng op d'Finanzplaz ausgeriichte Steierpolitik nëmme mam Bréll vun hirer Legalitéit ze kucken. D'Affäre LuxLeaks, SwissLeaks an anerer wäerten dozou féieren, datt d'Legitimitéit vu Steiermodeller vill méi wäert hannerfrot ginn. An dofir geet et och net duer, just kosmetesch Adaptatiounen an eiser nationaler an och an der internationaler Steierlandschaft virzehuelen.

Wéi soll eis Finanzplaz sech an deenen nächste Joren opstellen? Fir d'Alleréischt muss eis Finanzplaz weider hiren Triple-A behalen an ausbauen. Dat heescht, mir musse weider zu deene Beschte gehéieren, wat den Know-how an d'Kompetenz vun deene Mënschen ugeet, déi op dëser Finanzplaz schaffen.

Zweetens, eis Finanzplaz ass eng, déi um Weltmier vun der Globaliséierung schwëmmt, déi also beweeglech muss sinn an net rigid.

Drëttens, eis Finanzplaz ass eng propper, eng oppen, eng transparent Plaz. Mir mussen eis net verstoppen. Mir sinn eng faarweg Plaz, déi näischt op schwaarzen an op groe Lëschte verluer huet.

Véiertens, mir musse weider un eiser Steier- a generell eiser Finanzlegislatioun op Previsibilitéit a juristesch Sécherheet setzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech an deenen nächste Minutte mat dräi grousse Kapitele beschäftegen: fir d'Éischt mat der Mutatioun vun eiser Finanzplaz an hire Konsequenzen, zweetens mam Volet vun der nationaler an der internationaler Reglementatioun an dann drëttens mat neien Aktivitéitsberäicher wéi de FinTechen.

An enger verännerter Welt muss eis Finanzplaz sech nei opstellen. An domadder wäert sech hiert Gesiicht sécherlech veränneren. Ech hunn de Mëtten net d'Zäit, op all Erausfuerderungen anzegoen, gesinn der awer, am Wesentlechen, dräi.

Déi éischt sinn déi europäesch Erausfuerderungen, an hei an éischter Linn d'Diskussiounen iwwert d'Harmoniséierung vun der Betribsbesteierung souwéi dem Informatiounsaustausch am Kontext vun de Rulingen.

Déi zweet grouss Erausfuerderung ass déi, um Niveau vun der OECD, vun deene sougenannte BEPS oder „Base Erosion and Profit Shifting", déi, wa se dann definitiv ugeholl an ëmgesat ginn, der gesamter Weltfinanzindustrie eng aner Architektur wäerte verpassen.

Drëttens, d'Fräihandelsaccorden TTIP an TiSA, ganz besonnesch natierlech wat d'Finanzservicer ubetrëfft.

Bei all dësen Diskussiounen iwwer méi Transparenz, méi Harmoniséierung, méi Steiergerechtegkeet dierf een dat Wichtegst awer net vergiessen: dee sougenannten „level playing field" oder, op Lëtzebuergesch ausgedréckt, datt fir jiddwer Land a jiddwer Finanzplaz déiselwecht Spillregelen zielen.

Ech géif dofir wëlle plädéieren, datt mer eis an der europäescher Diskussioun net solle verwieren, wat all déi dote Changementer ubetrëfft, mä mir sollen awer och net ze vill wäit an ze vill séier virpreschen. Dat heescht, fir emol eng Terminologie aus dem Vélossport ze benotzen: Mir sollen hei net an aller Échappée derbäi sinn, mä heiansdo ass et besser, emol am Peloton ze bleiwen.

Dëst gëllt ganz besonnesch och um Niveau vun der OECD. Hei muss een näämlech wëssen, datt et momentan en heftege Konkurrenzkampf zwëschent deene weltgréisste Finanzplazen op dëser Welt gëtt, wou et natierlech virun allem jiddwerengem drëm geet, e méiglechst grousst Stéck vum Kuch ze kréien.

Dëst bedeit fir mech, datt d'Regierung am Kader vun der Europäescher Unioun ëmmer erëm muss drop pochen, datt d'Unioun hei kee Cavalier seul mécht, mä drop insistéiert, datt déi Standarden, déi um Niveau vun der OECD ëmgesat ginn, net ënnert deene vun der Europäescher Unioun dierfe leien.

Ech wëll hei ganz besonnesch an deem Dossier, Här President, virun enger allze vill grousser Naivitéit ganz besonnesch vis-à-vis vun de Vereenegte State vun Amerika warnen, déi bis elo nach eng ganz Rei vun internationale Standarden, wéi Basel II, Basel III, d'MiFID-Direktiv, iwwerhaapt nach net ëmgesat hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV), interpellateur*.- An net méi spéit wéi gëschter hu mer an der Finanzkommissioun gesot kritt, datt d'Amerikaner, entre autres, nach ëmmer net déi Legislatioun iwwert den Informatiounsaustausch, iwwert deen dëst Haus wäert d'nächst Woch e Projet de loi stëmmen, déi Dispositiounen nach ëmmer net ëmgesat hunn.

Iwwerhaapt froen ech mech, Här President, wéi eng BEPS-Reglementatioun an Amerika soll ëmgesat ginn, ouni gläichzäiteg dee gréisste Steierparadäis vun dëser Welt, nämlech Delaware, gläichzäiteg ofzeschafen.

Ech wëll och virun enger gewësser Naivitéit vun der Europäesch Unioun am Dossier vun de Fräihandelsaccorde warnen, souwuel den TTIP an den TiSA, mä do wäerte mer sécherlech nach Geleeënheet kréien, an den Diskussiounen iwwert den TiSA dorobber anzegoen.

Här President, ech wëll haut de Mëtten net méi op d'Affär LuxLeaks agoen, dat hu mer an der Vergaangenheet oft an intensiv genuch gemaach. Just esou vill: Och wann dës Affär mat hiren Nowéien eiser Finanzplaz bis elo zumindest op den éischte Bléck net massiv geschuet huet, esou sinn dach den Image an d'Reputatioun zumindest ugekraazt an e puer Téitsche wäerte kuerz-, mëttel- a laangfristeg bleiwen.

Eng vun deenen Téitschen ass, datt eis Finanzplaz, iwwregens och scho laang virun der LuxLeaks-Affär, ëmmer erëm e Bréifkëschten-Image ugehaange kritt huet; Bréifkëschten-Image, deen d'ailleurs duerch verschidde Commentairë vu lëtzebuergesche Spëtzepolitiker ëmmer erëm och dobaussen an de Medie verstäerkt ginn ass.

Och wann ech d'Bedeitung vun deem ganze Beräich Domiciliatioun, och ganz besonnesch am Kontext vun de SOPARFIen, fir eis Finanzplaz net wëll ënnerschätzen, esou muss ee sech dach bewosst sinn, datt mer mat deenen ëmmer méi groussen Transparenzufuerderungen, déi vun der internationaler Communautéit un d'Finanzplaz wäerte gestallt ginn, et dach schwéier wäerte kréien, dësen Aktivitéitsberäich op deemselwechten héijen Niveau ze halen, wéi dat an deene leschte Joren de Fall war.

Dat heescht net, Här President, datt mer net weider sollen op d'SOPARFIe setzen, mä et wär och wichteg fir den Image vun eiser Finanzplaz, wa mer géifen ewechkomme vun deem Bréifboîten-Image hin zu enger Finanzplaz mat méi Substanz.

Wat heescht an dësem Kontext „Substanz"? Substanz heescht zum Beispill, selwer Bürooen ënnerhalen a benotzen, Aarbechtsplazen hei am Land schafen oder och eng Rei vu konkreten Aktivitéiten an eisem Land ofzewéckelen.

Mir wären dofir gutt beroden, Här Finanzminister, wa mer ganz besonnesch am Kontext vun de SOPARFIen, awer net nëmmen do, géifen definéieren, wéi an Zukunft d'Substanz muss sinn, d'Minimumsubstanz, déi dës Gesellschaften an eisem Land mussen erfëllen, dat ganz besonnesch am Kontext vun der BEPS-Diskussioun, déi jo elo scho voll amgaangen ass.

Ech wäert dofir am Numm vu menger Fraktioun herno eng Motioun déposéieren, mat där ech d'Regierung invitéieren, eng Lëscht auszeschaffen, déi déi minimal Substanzkonditiounen opstellt, déi déi concernéiert Akteuren an Zukunft mussen erfëllen.

Här President, wat sinn elo, fir eis, déi wesentlech Aktivitéitsberäicher, op déi mir eis an deenen nächste Jore solle fokusséieren? Dat Éischt sinn déi sougenannten Headquartere vu grousse Banken an anere Finanzetablissementer, där iwwregens schonn eng Rei hei zu Lëtzebuerg etabléiert sinn. Ëmmer méi Banken a Finanzinstituter, ganz besonnesch aus dem asiatesche wéi och südamerikanesche Raum, wëllen eng Präsenz an Europa a ganz besonnesch an der Eurozon kréien. Fir all dës Finanzinstituter mécht Lëtzebuerg als e sougenannten Hub fir europäesch Aktivitéite Sënn.

Dee gréisste Konkurrent ass op dësem Niveau d'City of London, déi nach ëmmer bei Wäitem déi gréisst Finanzplaz um europäesche Kontinent duerstellt. Awer och hei kéinte politesch Ëmstänn fir Lëtzebuerg spillen, nämlech dann, wann d'Englänner 2017 géifen an hirem Referendum décidéieren, aus der Europäescher Unioun auszetrieden.

Och wann ech perséinlech dëst absolutt net am Interessi vun der Europäescher Unioun gesinn an och wierklech hoffen, datt et net antrëfft, esou géif dat dach eiser Finanzplaz eng Rei vun Dieren opmaachen, ganz besonnesch am Kontext vun europäeschen Headquartere vun esou Bank- a Finanzhaiser.

Ech si mir allerdéngs och bewosst, Här President, Här Finanzminister, datt esou Headquarteren net ouni Risiko fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg sinn. Et dierf een nämlech net vergiessen, datt no deene Regelen, déi mer eis och elo ginn hunn um Niveau vun der Bankenunioun, d'Mammenhaiser vun de Banke responsabel sinn och fir all hir Succursallen a Filialen iwwerall an der Welt. Dëst géif also bedeiten, datt bei enger Faillitt vun enger Succursale oder Filial, d'Mammenhaus, wat dann eventuell hei zu Lëtzebuerg wär, och déi Gesamtresponsabilitéit ze droen hätt, soudatt mir och als Land natierlech hei en net onsubstanziell Risiko géife matdroen.

Duerfir sinn ech och mat all deenen averstanen, déi bei aller Begeeschterung fir esou Headquarteren dach ënnerstraichen, datt een extrem gutt muss oppassen, wat fir Headquarteren do an Zukunft sech an eisem Land sollen nidderloossen.

Dofir wäert ech och herno eng Motioun déposéieren, an där ech d'Regierung invitéieren, eng Chancen-Risque-Analys hei virzehuelen an och genau ze examinéieren, wat mir eventuell un eisem legale Kader mussen änneren, fir méi attraktiv nach fir esou Headquarteren an eisem Land ze ginn.

Här President, niewent dem Ausbau vun existéierenden a bestoenden Aktivitéitsberäicher, ass et awer och wesentlech, datt eis Finanzplaz weider attraktiv bleift, andeem se ëmmer erëm innovativ Produiten ubitt.

Dësen Exercice schéngt mer dann och vläicht dee schwieregsten ze sinn, well en an engem Drotseelakt besteet, fir op där enger Säit ze kucken, wou mir an deem dach ganz staark reglementéierten an hefteg ëmkämpfte Maart nach iwwerhaapt Nische fannen, déi mir kënne besetzen an déi net riskéieren, géint geltent EU-Recht ze verstoussen. Ech wëll an deenen nächste Minutte kuerz op verschidde vun esou Propositiounen agoen.

Fir d'Alleréischt wollt ech nach eng Kéier de Minister bieden, emol studéieren ze loossen, ob mir an eisem Gesellschaftsrecht net kéinten en Trust nom englesche Modell verankeren, dëst haaptsächlech aus zwee Grënn: Éischtens ass den Trust en Outil juridique, dee scho ganz laang am angelsächsesche Recht besteet an deen an eiser Welt bekannt ass, dee sech also och méi einfach vermaarte léisst wéi zum Beispill d'Fondation patrimoniale, déi jo leider bis elo nach ëmmer net op de parlamentareschen Zielgeraden ukomm ass. Zweetens, an dat ass fir mech dat wichtegst Argument, ass dësen Trust, engleschen Trust, op europäeschem Niveau bis elo nach ni, zumindest direkt, vun der Europäescher Kommissioun a Fro gestallt ginn. Au contraire, e profitéiert souguer oft vu gewëssen Derogatiounen, wéi mer nach zulescht bei der véierter Directive anti-blanchiment konnte feststellen!

Eng zweet konkret Propositioun, déi ech lech haut wollt ënnerbreeden, ass ze kucken, ob mer net an deenen nächste Méint a Jore kéinten eng Emissioun a Renminbi opleeën. Wéi Der alleguer wësst, ass de Renminbi säit e puer Deeg déi fënneft Reservewärung op eiser Welt ginn.

Dëst ass iwwregens keng esou nei Iddi. Déi ass schonn e puer Kéieren op verschidden Niveauen diskutéiert ginn. Ech sinn allerdéngs perséinlech dervun iwwerzeegt, datt esou eng Emissioun en extrem wichtegt Signal och a Richtung China an iwwerhaapt der asiatescher Welt kéint sinn. Lëtzebuerg muss sech nämlech zu enger globaler Bréckeplaz entwéckelen, déi Amerika mat Asie verbënnt. An de Renminbi ass dofir en extrem wichtege Vecteur!

Eng drëtt Propositioun betrëfft den Accès op de Risikokapitalmaart, dee bei de klassesche Banken ëmmer méi schwiereg gëtt. Hei geet et punktuell ëm dee Beräich, dee sech niewent de Banken entwéckelt, déi sougenannt Peer-to-Peer-Kreditter, déi a sech déi sougenannten Désintermédiation am traditionelle Bankgeschäft soll kompenséieren.

Dës Peer-to-Peer-Kreditter muss een och haaptsächlech am Kontext vun de Start-uppe gesinn, déi sech jo haaptsächlech iwwert de Wee vu Risikokapital kënne finanzéieren. Hei wär ech frou, wann d'Regierung kéint doriwwer nodenken, ob et net géif Sënn maachen, Här Finanzminister, eng nei Kategorie vu PSFen ze schafen, déi dësen Aktivitéitsberäich vun, wéi gesot, Peer-to-Peer-Kreditter kéint ofdecken.

Här President, erlaabt mer dann an dësem Kontext och e puer Iwwerleeungen zur Promotiounspolitik vun eiser Finanzplaz. Fir d'Éischt emol, fir festzestellen, datt hei Luxembourg for Finance, déi staatlech Promotiounsagence, eigentlech eng exzellent Aarbecht mécht, well déi Promotiounsreesen op eng professionell Aart a Weis organiséiert ginn an eigentlech och ëmmer e grousse Succès kennen.

Ech géif allerdéngs dofir plädéieren, datt mer de Fokus vun dëse Missiounen op verschidde Länner a Regioune vun deene Länner sollte konzentréieren, esou wéi mer dat eigentlech op eng äänlech Aart a Weis bei eiser Kooperatiounspolitik mat de Pays cibles maachen. Hei gesinn ech mëttel- a laangfristeg virun allem nach Potenzial am asiatesche Raum, niewent China mat senge ganz ville verschiddene Regiounen. Och Länner wéi - gëschter war de Premier a Japan - Südkorea, awer och e Land wéi Malaysia. Doniewent sollt een awer och de südamerikanesche Kontinent net vernoléissegen, ganz besonnesch Brasilien a Chile.

Ech kommen an dësem Kontext awer net derlaanscht, och aus engem aktuelle politesche Kontext, e puer Wierder iwwert d'lëtzebuergesch Wirtschaftspräsenz am arabesche Raum, a ganz besonnesch de Golfstaten ze soen. Déi viregt Regierungen hunn an de leschte Joren e staarkt Gewiicht op dës Regioun vun der Welt gesat. An dës Politik huet sech och bezuelt gemaach, well déi Golfstaten, verschidde vun dëse Golfstaten eng grouss wirtschaftlech Präsenz entre-temps an eisem Land hunn. Dës Präsenz mécht sech ganz besonnesch bemierkbar och op eiser Finanzplaz, wou zwou vun deene gréissten traditionelle Banken, nämlech d'BIL an d'KBL, zu engem groussen Deel vu qatareschem Kapital gehale ginn.

Ech soen och hei ganz kloer an däitlech, datt déi Diversifikatiounspolitik vun alle viregte Regierungen, a Richtung vun deenen dote Staten, zu deem Zäitpunkt richteg a wichteg fir de Standuert Lëtzebuerg war. Mir sinn allerdéngs am Moment och do elo an enger anerer Welt an ech brauch lech net op déi ganz Evenementer vun deene leschten Deeg opmierksam ze maachen. A mir wëssen, datt ganz besonnesch déi Finanzstréim aus deene Regiounen haut mat engem aneren A wäerte gekuckt ginn, wéi dat nach virun e puer Méint a Joren de Fall war.

Ech mengen dofir och, datt souwuel d'Regierung wéi déi verschidden Akteure vun eiser Finanzplaz gutt berode wären, virum Hannergrond vun enger neier geopolitescher Situatioun, besonnesch am Noen Osten, dës wirtschaftlech Relatioune mat deene Staten ze iwwerdenken!

▶ **Une voix**.- Très bien!

▶ **M. Laurent Mosar** *(CSV), interpellateur*.- Här President, ech kommen domadder zum zweete Punkt vu menger Interpellatioun, nämlech der Fro vun der nationaler an internationaler Regulatioun. D'CSV-Fraktioun huet a wäert och an Zukunft weider d'Regierung ënnerstëtzen, wat hir Efforten ugeet a Richtung méi Transparenz vun eiser Finanzplaz. Mir wäerten dat weider op eng konstruktiv Aart a Weis maachen, wat awer net heescht, datt mer der Regierung e Chèque en blanc hei wäerten ausstellen, a mir wäerte weider kloer eis Positioun zu den diversen Initiative soen, sief dat op EU- oder och OECD-Niveau.

Mir begréissen natierlech, datt de leschten 30. Oktober de Forum mondial eist Land vun der sougenannter groer Lëscht gestrach huet, wat jo dann och elo bedeit, datt mer offiziell kee Steierparadäis méi sinn. Och wann dëst sécherlech eng gutt Noriicht ass, sollt een trotzdeem d'Bedeitung heivun net iwwerbewäerten, well et jo gewosst ass, datt et säit dem 30. Oktober eigentlech kee Land méi gëtt, wat nach op dëser Lëscht steet an et eigentlech do och keng esou Lëscht méi gëtt.

Dofir ass et och vill méi wichteg, datt mir eis elo mat deene Moossname beschäftegen, déi sollen an Zukunft ëmgesat ginn. An ech hunn et virdru gesot, do sinn natierlech haaptsächlech all déi Mesuren um Niveau vun der OECD, déi sougenannte BEPS-Mesuren, déi mer natierlech solle positiv begleeden. Allerdéngs ëmmer erëm ënnert der Oplag, datt och hei dee sougenannten „level playing field" respektéiert gëtt.

En anere Volet an dësem Kontext, Här President, ass d'Transpositioun vun den EU-Direktiven. Fir d'Éischt heizou eng prinzipiell Bemierkung. Mir sollen, wat ganz besonnesch d'Direktiven an dësem Beräich, wéi par ailleurs an anere Beräicher, ugeet, eis esou séier wéi méiglech mat deenen Texter an Direktive beschäftegen a mir sollen eis och als Prinzip loossen, datt mer déi Direktiven esou ëmsetzen, wéi mer se erakréien, an net doriwwer am Prinzip erausginn, wat an dësen Direktive virgesinn ass.

Fir nach eng Kéier eis Positioun ze resüméieren: Toute la directive, mais rien que la directive! Dat heescht zum Beispill, datt mer bei der Ëmsetzung vun der Direktiv iwwert d'Dépôts de garantie vun de Banken net sollten iwwer e Pourcentage vun 0,8% erausgoen, deen d'Direktiv virgesäit. Mir riskéieren nämlech, wa mer dat net maachen, datt mer eis Banke par rapport zu hirer Konkurrenz am Ausland an eng konkurrenziell schwiereg Situatioun manövréieren, dat ganz besonnesch fir Kleng- a Mëttelbanken.

Zweetens wär et eiser Meenung no wënschenswäert, Här Minister, wann um Niveau vum Finanzministère d'Ausaarbechtung vun dësen europäeschen Texter vun Ufank u ganz enk géif begleet ginn, dat natierlech an Zesummenaarbecht mat eiser Représentation permanente zu Bréissel. Ech ginn nämlech d'Gefill net lass, datt mer heiansdo eng ganz Rei Direktiven eréischt richteg entdecken, wa se da fir d'Transpositioun schonn op eise Bürooe leien.

D'Fro, déi sech awer doniewent stellt, ass, ob d'Zuel vun deene Leit, déi am Finanzministère schaffen, duergeet, fir all déi Direktiven ëmzesetzen. An Dir wësst alleguerten, do gëtt et eng Rei Beispiller vun deene leschten Deeg a Wochen, datt mer elo erëm verklot ginn, well mer et net fäerdegbruecht hunn, eng ganz wichteg Direktiv iwwert d'Agences de notation am Délai ëmzesetzen. Mir hunn also do de Problem, datt de Schong e bëssen dréckt, well mer domadder net richteg nokommen.

Hei wéilt ech just nach eng Kéier d'Fro opwerfen, ob een net am Finanzministère och méi systematesch kéint op CDDen zréckgräifen, wou zum Beispill Leit fir punktuell Aufgaben, wéi d'Transpositioun vun Direktiven, kéinten agestallt ginn, well jo eigentlech dëse System gutt fonctionnéiert um Niveau vun der Organisatioun vun eise Présidencen.

Här President, wann ech da bei der Ëmsetzung vun Direktive sinn, kommen ech op e Punkt ze schwätzen, dee menger Fraktioun an och mir selwer staark um Häerz läit. Vill gëtt an deene leschte Wochen a Méint iwwert den TTIP geschwat a vill Reuniounen hunn och schonn do stattfonnt. Niewent dem TTIP gëtt et awer nach en anere Fräihandelsaccord, deen zumindest grad esou wichteg ass, nämlech den TiSA, en Accord, wou et ëm den Zougang vun allen Déngschtleeschtungen an domadder och de Finanzdéngschtleeschtungen an der Europäescher Unioun geet.

Obschonn ech eigentlech prinzipiell e Mënsch sinn, deen ëmmer oppen zu esou Fräihandelsaccorde steet, muss ech lech dach soen, datt ech beim TiSA e ganz ongutt Gefill am Bauch hunn. Ech hu virdru vill vun internationale Standarde geschwat. Ech muss allerdéngs feststellen, datt a ville vun deenen 22 Länner ausserhalb vun der Europäescher Unioun et bei Wäitem net déi Standarden am Finanzberäich gëtt, wat zum Beispill d'Kontroll an d'Surveillance vun de Banken an de Fongen ugeet. Déi allermeescht vun dëse Länner hu weder Basel II nach Basel III nach MiFID transposéiert - ech froe mech souguer, ob se jee eppes schonn dovun héieren hunn -, soudatt ech mer schwéierlech ka virstellen, wéi ee mat deene Länner herno iwwerhaapt kann en TiSA-Accord ratifizéieren a wéi deen haaptsächlech och iwwerhaapt ka fonctionnéieren.

Et wär dofir gutt, Här Finanzminister, wann d'Regierung esou schnell wéi méiglech hei géif hir Positioun festleeën, wat den TiSA ass a wat eventuell och do d'Chancen an d'Risquë fir eist Land sinn. Dëst, nodeems se natierlech mat der Chamber an all deenen interesséierten a concernéierte Kreesser aus dem Finanz- a Bankesecteur, entre autres, doriwwer geschwat huet.

Här President, ofschléissend zu dësem an aneren Themen, déi ech virdru behandelt hunn an déi mat den internationale Regelen ze dinn hunn, wëll ech am Numm och vu menger Fraktioun dofir plädéiere fir d'Asetze vun engem spezifeschen Observatoire de la place financière, deen all déi international Développementer an Evolutioune permanent soll am A hunn an doniewent ëmmer erëm e Bléck op eis international Konkurrenz werfen.

Déi Informatiounen, déi esou en Observatoire de la place financière kéint hunn an och verschaffen, sollen natierlech dann ausgetosch gi mam Haut Comité de la place financière, fir dësem och d'Méiglechkeet ze ginn, fir méiglechst schnell op nei Entwécklungen an deenen diversen Aktivitéitsberäicher vun der Finanz- a Bankeplaz kënnen ze reagéieren.

Mir wëssen, a mir sinn eis och wahrscheinlech alleguerten eens, datt ganz besonnesch déi permanent Upassung e wesentleche Schlëssel vum Erfolleg vun dëser Finanzplaz ass. An dofir mécht et fir eis och Sënn, datt een iwwer esou en Observatoire de la place financière besser op d'Evolutioune vun deenen anere Konkurrente ka reagéieren.

Mir sinn awer och derniewent nohalteg der Meenung, datt den Haut Comité de la place financière, deen eng extrem wichteg Roll am Positionnement vun eiser Finanzplaz am internationalen Ëmfeld spillt, och muss zousätzlech Moyene kréien, fir dësen Erausfuerderunge besser kënnen entgéintzekucken.

Här President, wann ee vum Positionnement vun eiser Finanzplaz schwätzt, kënnt een natierlech net laanscht d'Fro vun der Steierpolitik. Ech wëll haut an hei allerdéngs net ze vill Wierder doriwwer verléieren, well mer jo spéitstens d'nächst Joer am Kader vun der geplangter Steierreform och iwwert dës Aspekter alleguerten eng gréisser Diskussioun wäerte kréien.

Fir eis ass et virun allem wichteg, datt, wat d'Steierpolitik ubetrëfft, mir als Land weider op Previsibilitéit a juristesch Sécherheet setzen, déi bis elo sécherlech ee vun de Schlëssele vum

Succès vun eiser Finanzplaz waren. An dat soll, mengen ech, an deenen nächste Jore jo och esou bleiwen!

Ouni Previsibilitéit verléiert een d'Vertraue vun den Akteure vun der Finanzplaz. An domadder ass dann och d'Reputatioun schnell dohin! Heizou e puer Virschléi, déi ech awer elo net en long et en large kommentéieren, well ech dat och scho virdru gemaach hunn.

Mir sinn nohalteg der Meenung, datt den Taux d'affichage vun der Betribsbesteierung mat 29% am Moment vill ze héich ass par rapport zu Länner, mat deene mir an direkter Konkurrenz stinn. Am Moment hu mer am UK 18% an an Irland 12%. Mir hunn dofir als Fraktioun virgeschloen, datt dësen Taux d'affichage substanziell soll erofgesat ginn, dat bis op 15%, mat allerdéngs, dat well ech nach eng Kéier betounen, enger gläichzäiteger Verbreederung vun der Besteierungsgrondlag.

Mir hunn och mat Satisfaktioun, Här President, festgestallt, datt och d'Regierung am Moment schéngt an déi Direktioun ze steieren, déi bien entendu Sënn mécht, well mer wëssen, datt et och op EU-Niveau a Richtung harmoniséiert Besteierungsgrondlag wäert goen. Mir kënnen och, wéilt ech direkt hei soen, domadder averstane sinn, datt een dat net an enger Kéier, mä an Etappe mécht. Mä et schéngt eis wichteg ze sinn, datt mer heimat esou schnell wéi méiglech ufänken, fir datt och dat Zil, wat mer eis setzen, datt dat och en fin de compte 15% ass.

Mir insistéieren awer och nach eng Kéier drop, datt et muss en Iwwergangsregimm gi fir all déi Gesellschaften, déi net kënnen direkt op dëse System vum Taux d'affichage ëmklammen. Ech mengen och net, datt esou en Iwwergangsregimm géif Froe vun der Kompatibilitéit zum EU- oder zum nationale Recht opwerfen. Nach hu mir awer kee Problem domadder, datt d'Regierung sech och do en Avis juridique dozou ufäerdege léisst.

En anere punktuelle Problem, deen ech kuerz wollt uschwätzen, ass dee vun der Besteierung vun de Fongen, wou et jo am Moment just eng Taxe d'abonnement gëtt. Elo ass et awer esou, datt an enger ganzer Rei vun Duebelbesteierungsofkommessen eis Fongen net erakommen, wat awer riskéiert à moyen an à long terme e Konkurrenznodeel fir d'Fongegeschäft hei am Land ze ginn!

D'Fro, déi mer eis duerfir an deenen nächste Wochen a Méint musse stellen, ass déi, ob een net soll a Richtung vun engem Ewechfale vun der Taxe d'abonnement goen an dofir e minimalen Impôt sur les sociétés och fir d'Fongen anzeféieren, wat dann an deene meeschte Länner och en Accès op d'Duebelbesteierungsofkommesse géif garantéieren.

Ech wëll och, wat d'Steierpolitik ugeet, kuerz op ee Punkt ze schwätze kommen, deen am Moment ganz villen Akteuren op eiser Finanzplaz, an och menger Fraktioun a mir selwer, staark um Häerz läit, dat ass d'Ewechfale vum Artikel 50bis iwwert déi sougenannten „Patent Boxes".

Och wann ech mer bewosst sinn, datt mer leider am Moment keen anere Choix hunn, Här Finanzminister, esou hätt een dach dëse Regimm net einfach misse mat engem Stréch ofschafen, mä et hätt ee kéinte kucken, ob een eventuell net eng ofgeschwächte Versioun hätt kéinten an d'Plaz setzen. Well einfach en Artikel ofzeschafen, an dat ouni iergendwéi en Ersatz, riskéiert dach eng ganz Rei vu Gesellschaften an Entreprisen an eng ganz schwiereg Situatioun ze versetzen!

Ech wollt Iech och nach eng Kéier froen, ob een net hei zumindest kéint eng Iwwergangsbestëmmung virgesinn, respektiv ob een net de System vun esou enger „Patent Box" an enger anerer an ofgeschwächter Form am Steiergesetz kéint verankeren.

Wat déi zukünfteg Steierpolitik och par rapport zu der Finanzplaz ugeet, wéilt ech och nach eng Kéier hei ënnersträichen, datt all déi Mesuren, déi am Interessi - net nëmmen, awer och - vum Finanzsecteur wäerte geholl ginn, net dierfen zu substanzielle Steierausfäll féieren, an datt se mussen esou wäit wéi méiglech fiskal neutraliséiert ginn. Mir sollten allerdéngs vun der Steierreform vum nächste Joer profitéieren, fir net nëmmen eng Vereinfachung vun eisem Steiersystem fir Privatpersounen, mä och fir d'Betriber virzehuelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e puer Remarquen, fir elo op déi méi national Reglementatiounen och ganz besonnesch hei op eiser Finanzplaz zréckzekommen. Hei wéilt ech nach eng Kéier virausschécken, datt een anere vun den Erfollegsschlëssele vun eiser Finanzplaz ëmmer déi kleng a kuerz Weeër waren. Vill Investisseure si grad wéinst dëse kuerze Weeër an eist Land komm!

Leider huet, an dat muss ee feststellen, dës Situatioun an deene leschte Jore sech geännert, dat natierlech ënner anerem duerch den Drock op där enger Säit vun der Europäescher Unioun, op där anerer Säit vun der OECD, déi a Richtung vun ëmmer méi, deelweis och souguer Iwwerreglementatioun ginn.

Dozou, Här President, ee Wuert. Ech hunn dat ongutt Gefill, datt d'Europäesch Unioun am Beräich vum Finanz- a Bankesecteur amgaangen ass, ze iwwerreglementéieren...

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV), interpellateur.*- ...an hei d'Kand mam Bued amgaangen ass auszeschëdden. Wann ee sech emol am Detail esou ukuckt, wat d'Banken-, awer och d'Finanzan och d'Assuranceninstituter haut musse vun neie Konditiounen erfëllen an ëmsetzen, esou fänkt dat un, total verréckt ze ginn a fir Klengoder Mëttelbanken oder -Betriber ass et iwwerhaapt net méi ze droen. Haut verbréngen d'Banke méi Zäit domadder, den Oflaf an d'Kontroll vun hire Prozeduren ze géréieren, wéi sech mat hire Core business ze beschäftegen!

Ech mengen, mir wäre alleguerte gutt beroden, och an dësem Beräich, wéi d'ailleurs a villen aneren, emol erëm e bësselchen zréckzefueren. Wa mer net wëllen, datt och déi traditionell Finanz- a Bankenaktivitéiten ëmmer méi schwéier wäerte ginn, wat sech natierlech dann och op de gudde Fonctionnement vun eiser Wirtschaft wäert répercutéieren.

Dës ëmmer méi schwéierfälleg Reglementatiounen hunn och nach derzou geféiert, datt d'Délaie fir d'Dossieren ze instruéieren, notamment um Niveau vun der CSSF, méi laang ginn op där enger Säit, op där anerer Säit awer och manner Demanden e positiven Ofschloss fannen.

Ech géif versichen, e puer konkret Propositiounen och hei dem Finanzminister ze ënnerbreeden, wéi ee kéint déi Prozedure méi effektiv an och méi kuerz gestalten.

Éischtens géif ech fir fix Délaie plädéieren, an deenen en Dossier misst instruéiert ginn, an do kéint ee sech zum Beispill virstellen, datt et een Délai vu sechs Méint géif ginn, wat souwisou en gros och deen Délai ass, an deem déi Dossieren instruéiert ginn.

Zweetens soll ee sech emol iwwerleeën, ob et net sënnvoll wär, op de Wee vun engem sougenannten Accord de principe préalable ze goen, ier d'CSSF dann am Detail géif eng Demande instruéieren. Dëse System hätt näämlech de Mérite, datt e géif vermeiden, datt e potenzielle Client wärend Méint zesumme mat sengen Affekoten a Conseiller-fiscauxen en Dossier zesummestellt, fir herno vläicht gesot ze kréien, datt déi Demande souwisou prinzipiell iwwerhaapt net kéint akzeptéiert ginn.

Eng drëtt konkret Propositioun ass déi, déi et och iwwregens bei ganz villen aneren auslännesche Régulateure gëtt, näämlech déi sougenannten „fast track procedure", wou eben en Dossier relativ kloer an einfach ass a wou d'Instructioun vill manner Zäit hëlt wéi bei engem normalen Dossier, soudatt et eigentlech och hei misst méiglech sinn, an enger wesentlech méi kuerzer Zäit dësen Dossier ze instruéieren.

Eng véiert Propositioun ass, datt ee soll driwwer nodenken, e sougenannte Guichet Blanchiment ze installéieren, deen och kéint bei der CSSF rattachéiert ginn. Well am Moment ass et esou, datt jiddwer Investisseur, deen nei hei op Lëtzebuerg kënnt a sech hei wëllt nidderloossen, e puermol ganz genau déiselwecht Formalitéiten iwwert e Blanchiment muss erfëllen, wat mat ganz vill Zäitopwand an och Käschte verbonnen ass.

Eng lescht Suggestioun an dësem Kontext ass, datt et och sënnvoll wär, e separate FinTech-Departement um Niveau vun der CSSF opzemaachen. Ech wäert elo an e puer Minutte méi op déi konkret FinTech-Technologien agoen.

Här President, wann ech dann awer bei de Reglementatioune sinn, kommen ech net derlaanscht, och e puer Wuert iwwert d'Rulingen ze soen. Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, datt d'Rulingen u sech eng gutt Saach sinn an dass se och weider solle vun eiser Steierverwaltung accordéiert ginn.

Allerdéngs brauche mer hei méi Kloerheet, wat d'Regelen ubetrëfft, awer och méi Transparenz, wat dës Rulingen ubetrëfft. Den éischte wichtege Schrëtt ass jo gemaach ginn, andeem dës Rulingen iwwerhaapt emol eng Base légale kritt hunn.

Et bleiwen allerdéngs fir mech nach zwou méi wesentlech Froen, déi een an dësem Kontext misst klären. Dat eent ass, justement wat d'Transparenz ubetrëfft, sinn ech net der Meenung, datt een elo muss an Zukunft d'Rulingen online setzen. Par contre schéngt et mer awer wichteg ze sinn, déi grouss Regelen a Prinzipien, laut deenen d'Rulingen accordéiert ginn, datt déi mussen ëffentlech bekannt an och zougänglech sinn.

Wat elo d'Prozedur selwer ubetrëfft, géif ech dofir plädéieren, datt d'Steierverwaltung sech och hei géif fix Délaie setzen an doniewent och emol iwwerleeën, ob net kéint an engem Virgespréich zwëschent deene responsabele Leit vun der Steierverwaltung an deenejéinegen, déi e Ruling ufroen, emol prinzipiell sech kéint eens gemaach ginn, ob dëse Ruling méiglech wär a wat d'Bedéngunge sinn, déi de potenziellen Demandeur misst erfëllen.

Mir sinn also der Meenung, Här Finanzminister, datt mer och nach an Zukunft op eiser Finanzplaz Rulinge brauchen, mä awer wesentlech méi Wäert op Transparenz musse setzen.

Mir wären op jidde Fall frou, wann d'Steierverwaltung esou schnell wéi méiglech hei kloer an transparent Regele kéint festleeën, un déi all Akteure vun der Finanzplaz sech natierlech dann och mussen halen. Net nëmmen, mä och bei de Rulingen, ass d'Previsibilitéit fir den Demandeur eng wesentlech Bedéngung. An dofir wär et och net gutt, wann elo bestehend Rulinge géifen erëm a Fro gestallt ginn.

Här President, ech kommen domat zu mengem leschte Punkt, näämlech déi nei Aktivitéitsberäicher, an hei wollt ech haaptsächlech vun de FinTeche schwätzen. Och hei gëllt datselwecht wéi fir d'Finanzplaz. Et gëtt kee Sënn, datt mer elo alleguerten eis Forcen dilapidéieren, andeems mer versichen, iwwerall präsent ze sinn. Mä och hei solle mer eis op verschidden Aktivitéitsberäicher konzentréieren, wou elo schonn d'Plaz eng grouss Kompetenz an Know-how huet, dat, wéi gesot, am Kontext vun de FinTechen. An ech gesinn dann och fir déi FinTechen haaptsächlech fënnef Aktivitéitsberäicher, wou se kéinte Sënn maachen. Fir d'Éischt natierlech am Beräich vun der Fongenindustrie, wou de FinTechen eng enorm wichteg Roll kéint zoukommen. An hei, mengen ech, wéi a villen aneren Domänen och, kéint Lëtzebuerg d'Roll vum „first mover" iwwerhuelen.

Deen zweete Beräich ass dee vum „data management", an ech si frou, datt den Här Wirtschaftsminister niewendru sëtzt, deen deen Dossier jo ganz gutt kennt, wou mer d'Chance hunn, ganz performant Datenzentren an eisem Land ze hunn, déi och eng Tromp fir d'Finanzplaz kéinten duerstellen. An och hei stellt sech d'Fro vun der Cyber security, ob och do net kéinten Elementer vu FinTech an der Entwécklung eng wesentlech Roll matspillen.

Da schéngt mer eng interessant Iwwerleeung déi ze sinn, wéi ee Backoffice-Aarbechten nach méi kéint automatiséieren. An och hei kënnen nei Technologien eng net onwesentlech Roll spillen. Schlussendlech hu mer de ganze Beräich vun den elektronesche Payementer, wou mer jo elo schonn eng Rei vun Akteuren am Land hunn. An do brauch ech och net ze ënnersträichen, wat fir eng wichteg Roll déi Finanztechnologië spillen.

Zu de FinTeche wëll ech dann och soen, datt jo elo verschidden Akteure vun der Plaz Ängscht hunn, datt duerch d'Opkomme vu sougenannten Netbanken, dat ass jo eng vun de Konsequenze vun de FinTechen, datt déi traditionell Finanzintermédiairen an de kommende Jore vill u Bedeitung géife verléieren an datt et och ëmmer manner traditionell Bankagencen an deene verschiddenen Deeler vun eisem Land géife ginn.

Och wann ech déi Ängschte perséinlech kann novollzéien an och verstoen, mengen ech dach, datt de Risiko begrenzt ass, wann och iwwerhaapt sech haaptsächlech op kleng Finanzinstituter limitéiert. Et muss een näämlech hei scho wëssen, datt d'Banke regelméisseg Entreprisen am FinTech-Beräich an hir Offere mat integréieren, well se einfach wëssen, datt verschidden Déngschter iwwert d'FinTeche méi einfach a méi käschtegënschteg kënnen ugebuede gi wéi iwwert déi traditionell klassesch Weeër.

Ech sinn dofir perséinlech iwwerzeegt, datt d'Méiglechkeet vu Synergien a Partnerschaften zwëschent Banken- a FinTech-Entreprisen eng reell Chance fir eis Finanzplaz ka sinn an datt och déi zwou Säiten heirunner e konkreten Interessi kéinten hunn, nom Motto „d'FinTeche brauchen d'Banken an d'Banke brauchen d'FinTechen", well net zulescht jo och dës FinTeche fir d'Banke selwer Clientë mat eegene Finanzéierungsbesoine sinn.

Ech perséinlech gleewe jiddefalls un de Potenzial, deen dës FinTechen och fir de Standuert Lëtzebuerg kënnen hunn. An dofir solle mir och alles ënnerhuelen, fir datt Lëtzebuerg ee vun deene grousse FinTech-Standuerter europa- a weltwäit gëtt.

Här President, ech kommen domat esou lues zum Schluss vu mengen Ausféierungen. Eis Finanzplaz huet nach ëmmer e grousst Potenzial, och wann d'Boomjore mat Dramwuesstumszuele sécherlech an deenen nächste Joren net méi wäerten erëmkommen.

Ech hat et am Ufank vu menger Ried gesot: Mir brauche keng kopernikanesch Revolutioun, mä eis Finanzplaz muss sech permanent un déi international Entwécklungen upassen. Ech gesinn an deenen nächste Joren haaptsächlech fënnef Standbeen fir dës Finanzplaz:

Éischtens natierlech dat traditionellt Bankegeschäft mat der Méiglechkeet, wat ech virdrun ausgefouert hunn, zousätzlech europäesch Bankenheadquarteren unzezéien a gläichzäiteg och nei Aktivitéitsberäicher wéi den „risk management", awer och zum Beispill den „wealth management" weider auszebauen.

Zweetens d'Fongegeschäft, wou et sécherlech nach vill Loft no uewe gëtt a wou mer notamment nach kënnen d'Geschäft mat den alternative Fongen ausbauen.

Drëttens, ech hunn et virdru beschriwwen, de ganze Beräich FinTech, wou Lëtzebuerg exzellent Kaarten huet, déi Synergien zwëscht op där enger Säit de Bankplazen, op där anerer Plaz den ICTen, an d'Praxis ëmzesetzen.

Véiertens natierlech de Beräich vun de SOPARFIen, deen nach wéi vor wäert e wichtegt Standbeen vun dëser Finanzplaz sinn.

A fënneftens och, a fir dat net ze vergiessen, de gesamten Assurancen- a Reassurancëberäich, iwwert deen ech aus Zäitgrënn net vill gesot hunn, deen awer nach wéi vor eng extrem grouss Bedeitung fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg huet an och nach an deenen nächste Jore wäert behalen.

Eis Finanzplaz, an dat gëtt oft a villen Diskussioune vergiess, huet sech welt- an europawäit nëmmen déi Positioun erschafft, well se iwwer Joren op d'Kompetenz an den Know-how vu ville Fraen a Männer, Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, konnt zielen. An ech si perséinlech iwwerzeegt, datt et virun allem wéinst dësem Know-how ass, wou vill Clienten an Investisseuren ëmmer erëm de Choix fir Lëtzebuerg maachen, an net wéinst de Steierrulingen, wéi dat oft ganz besonnesch a verschidde Medien ëmmer erëm duergestallt gëtt.

D'Finanzplaz ass wichteg fir Lëtzebuerg, mä Lëtzebuerg ass net nëmme seng Finanzplaz. Dat gëtt dobaussen dacks vergiess. Mä gläichzäiteg ass eis Finanzplaz fest mat Lëtzebuerg, mat eiser Kultur a mat de Lëtzebuerger verankert, soudatt se en Deel vu Lëtzebuerg ass.

Eis Plaz steet op engem séchere Fundament. Si ass net wéi anerer op Sand gebaut. Mir mussen dës Plaz weider entwéckelen. Wuesstum, Transparenz a Fairness ginn do Hand an Hand. Mir gleewen op jidde Fall drun, datt dës Finanzplaz weider wäert an dësem Land eng grouss Zukunft hunn an domat e wichtegt Standbeen vun eiser Wirtschaft wäert bleiwen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet an ech déposéieren hei sechs Motiounen, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le Luxembourg est réputé pour sa surveillance du secteur financier de premier ordre;

- considérant que cette surveillance devra s'adapter au fur et à mesure afin de ne pas devenir un obstacle à l'établissement de nouvelles activités et le développement de nouveaux produits au Luxembourg;

- notant que le programme gouvernemental indique que les moyens de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) seront significativement renforcés dans le double but d'une surveillance optimale et d'un traitement rapide, pragmatique et personnalisé des dossiers d'agrément de nouveaux acteurs et véhicules;

- notant que depuis décembre 2013 les effectifs de la CSSF ont augmenté de plus de 100 personnes;

- considérant que malgré la récente augmentation des effectifs et la volonté du Gouvernement de renforcer encore la CSSF, il y a lieu d'adapter les procédures internes afin de rendre plus efficace la surveillance du secteur financier;

- soulignant qu'en plus de la surveillance, il importe de suivre de très près les développements sur les places financières concurrentes du Luxembourg;

- considérant que ce suivi permettra d'agir à brève échéance et de procéder en temps utile aux adaptations légales, réglementaires et autres,

invite le Gouvernement

- à mettre en place un régime d'agrément allégé pour des acteurs qui ne touchent qu'en filigrane au secteur financier;

- à se concerter avec la CSSF afin de prévoir au niveau de l'organisation interne (i) des fast track procedures dans certains domaines d'activités, (ii) un délai de maximum 6 mois pour l'instruction et l'évacuation des demandes d'agrément et (iii) l'introduction de systèmes d'accord préalable, et (iv) tous autres moyens pour rendre la surveillance du secteur financier plus efficace, notamment en procédant à une analyse et à une révision des procédures en place;

- à mettre en place un observatoire de la place financière chargé de suivre les évolutions légales, réglementaires et autres sur les places financières concurrentes du Luxembourg et de faire suivre ces informations au Haut Comité de la Place financière pour que ce dernier puisse examiner les suites à donner à ces développements et proposer des mesures concrètes au ministre en charge.

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Gilles Roth, Serge Wilmes, Claude Wiseler.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que le Gouvernement a annoncé vouloir procéder à une réforme fiscale d'envergure pour 2017;

- considérant que les derniers développements au niveau de l'Union européenne et de l'OCDE exigent que le Gouvernement procède de manière anticipative à une réforme de la fiscalité des entreprises;

- considérant que pour améliorer la compétitivité du pays le taux d'imposition affiché devrait être substantiellement abaissé et parallèlement la base d'imposition élargie;

- considérant que ce nouveau système d'imposition devrait coexister de manière transitoire avec le système d'imposition actuel et que les entreprises devraient pouvoir opter pour l'un ou pour l'autre système;

- considérant que les décisions anticipées en matière fiscale sont pratiquées dans de nombreux pays et que la Commission européenne vient d'indiquer que les rulings fiscaux sont parfaitement légaux en soi;

- soulignant leur importance en termes de prévisibilité et sécurité juridique pour les personnes concernées;

- considérant qu'il est dès lors primordial qu'il y ait une certaine transparence concernant les règles et principes applicables en la matière;

- considérant enfin que les fonds d'investissement n'ont actuellement en principe pas accès aux conventions de non double imposition, et ce malgré l'existence d'une taxe d'abonnement,

invite le Gouvernement

- à mettre en place un système d'imposition sur les sociétés avec un abaissement en étapes vers un taux d'affichage se situant aux alentours de 15% tout en explorant les possibilités d'une assiette d'imposition élargie inspirée, le cas échéant, de la proposition de directive relative à l'introduction de l'ACCIS, tout en prévoyant une période transitoire permettant à l'ensemble des sociétés de s'y adapter;

- à instituer un système d'instruction et d'évacuation des dossiers complets en vue de décisions fiscales anticipées dans un délai déterminé ne pouvant dépasser les 3 mois;

- à prévoir, pour des raisons de transparence et pour désamorcer toute critique, un régime de publication des règles et principes généraux applicables en matière de décisions fiscales anticipées;

- à étudier les différentes pistes fiscales permettant à tous les fonds d'investissement d'accéder aux conventions de non double imposition.

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Gilles Roth, Serge Wilmes, Claude Wiseler.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant que le Luxembourg est localisé au centre de l'Union européenne et offre des infrastructures de qualité, la proximité avec les marchés voisins et un environnement cosmopolite;

- considérant que le Luxembourg héberge déjà les quartiers généraux (headquarters) de nombreuses entreprises internationales;

- considérant que ces quartiers généraux (headquarters) constituent un élément constitutif du développement et de la diversification active du tissu économique,

invite le Gouvernement

- à renforcer les efforts pour attirer les entreprises du secteur financier (en particulier) désirant centraliser au Luxembourg leurs fonctions de quartiers généraux (headquarters);

- à analyser les chances et les risques et, le cas échéant, à adapter le cadre légal et réglementaire s'appliquant auxdits quartiers généraux (headquarters).

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Gilles Roth, Serge Wilmes, Claude Wiseler.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- rappelant qu'en date du 18 mars 2013 le Conseil a donné mandat à la Commission pour négocier, au nom de l'UE, un accord plurilatéral sur le commerce des services (ACS), que le Conseil de l'UE a publié les directives de négociation en vue de cet accord et que la Commission a décidé d'informer et de consulter les gouvernements, les membres du Parlement européen et la société civile tout au long du processus de négociation;

- notant qu'actuellement 23 pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) participent aux négociations dudit accord, dont l'Union européenne;

- considérant que l'accord vise à faciliter le commerce des services au sein desdits pays et qu'il concerne l'ensemble du secteur des services mis à part les services fournis dans l'exercice de la puissance publique;

- que les services financiers sont inclus dans le mandat de négociation dudit accord et que l'issue de ces négociations pourrait, le cas échéant, avoir un impact non négligeable sur le secteur financier luxembourgeois,

invite le Gouvernement

- à suivre de près l'évolution des négociations pour éviter que celles-ci prennent un tournant néfaste pour la place financière;

- à informer régulièrement la Chambre des Députés de l'état des négociations, à l'instar de ce qui se fait déjà au niveau européen;

- à veiller à ce que l'ACS, une fois négocié, soit soumis à la ratification des parlements nationaux des États membres de l'Union européenne, conformément aux procédures légales de ces États.

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Gilles Roth, Serge Wilmes, Claude Wiseler.

Motion 5

- Considérant que le Luxembourg a en tant que first mover toujours su garder un nez d'avance sur ses concurrents;

- qu'il a par ailleurs toujours réclamé un level playing field pour tous les pays;

- constatant que le Gouvernement met de plus en plus de temps pour transposer des directives pourtant essentielles pour notre place financière;

- que le Gouvernement manque également de réactivité dans l'accompagnement de règlements, directives, décisions et autres dispositions d'origine européenne et internationale dès leur stade d'élaboration;

- que cette situation peut avoir des conséquences néfastes pour le développement de notre secteur financier;

invite le Gouvernement

- à revoir sa stratégie de communication en relation avec le secteur financier;

- à consulter régulièrement le Haut Comité pour la place financière pour identifier !es textes qui nécessitent un suivi plus soutenu et pour assurer une transposition rapide des textes européens propice à la consolidation voire au développement de notre secteur financier;

- à prévoir l'engagement de personnel qualifié supplémentaire au service du Ministère des Finances.

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Gilles Roth, Serge Wilmes, Claude Wiseler.

Motion 6

- Considérant que les gouvernements successifs ont poussé les entreprises établies au Luxembourg à faire preuve d'une présence renforcée répondant ainsi à la problématique dite de substance;

- notant dans ce contexte qu'une circulaire du directeur de l'administration des contributions directes (L.I.R. n°164/2) du 28 janvier 2011 a, dans le contexte d'opérations de financements intra-groupe, déterminé pour la première fois ce qu'il convient d'entendre pour une société par «présence réelle au Luxembourg» et que cette circulaire semble servir actuellement de ligne directrice pour l'ensemble des sociétés luxembourgeoises (y compris celles qui ne sont pas impliquées dans des activités de financement intragroupe);

- que les règles internationales nouvelles vont dans le sens d'une exigence de substance toujours accrue;

- soulignant, dans ce contexte, l'impact que ces règles nouvelles vont avoir sur les sociétés de participations financières luxembourgeoises (SOPARFI);

- soulignant encore le nombre et l'importance que ces SOPARFI ont sur le budget de l'État;

invite le Gouvernement

- à établir une liste de conditions minimum de substance à remplir par les acteurs concernés, permettant ainsi de répondre aux exigences de substance requises au niveau international, tout en confortant la place financière luxembourgeoise et les investisseurs.

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Gilles Roth, Serge Wilmes, Claude Wiseler.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci, Här Mosar. Just eng praktesch Fro.

M. Laurent Mosar *(CSV), interpellateur*.- Se sinn all ënnerschriwwen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Nee, nee. Hutt Dir se am Kader vun Ärer Interventioun exposéiert?

M. Laurent Mosar *(CSV), interpellateur*.- Jo. Ech kommen net méi drop zréck.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Voilà.

(Interruptions)

Tipptopp. Ech wollt dat just wëssen, fir dass mer esou gutt wéi méiglech kënne plangen. Merci dem Här Mosar. An d'Wuert huet direkt den Här Guy Arendt.

Débat

M. Guy Arendt *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn eis a ville Punkte mam Laurent Mosar eens. An Dir wäert sécherlech e puer Saachen erëm zréckhéieren, déi hien och schonn exposéiert huet. Mä ech kann net esou an den Detail goe wéi hien, well ech hunn net esou vill Zäit.

(Interruption et hilarité)

Wéi gesot, d'Bankgeheimnis, LuxLeaks, Rulingen, Forum mondial, BEPS, an deene leschte Méint ass villes op eis Finanzplaz duerkomm. Vill Froe sinn opgeworf ginn, wéi eist klengt Land dës Well vu ganz komplexen Noriichte meeschtere géif. Wéi geet et eiser Finanzplaz am Moment? Wéi geet et mat hir an deenen nächste Jore weider? Wéi een Effekt hat d'Ofschafe vum Bankgeheimnis? Wéi ee Schued huet eist Land aus der LuxLeaks-Affär dervugedroen? Wat ass elo mat deene Rulinge lass? Si mer elo erëm conforme par rapport zu de Standarde vum Forum mondial? Wat kënnt mat der Initiativ BEPS vun der OCDE op eis duer?

Dëst sinn alles Froen, déi berechtegt sinn, a Froen, déi mer eis och stelle sollten a mussen. Dat, well eis Finanzplaz wichteg fir eist Land ass, andeems se ënner anerem ganz vill Aarbechtsplaze schaaft an zu engem grousse Deel zu onsem Räichtum bäidréit.

2014 hunn ëm déi 15.000 Leit am Finanzsecteur hei am Land geschafft. Wann een dann nach d'Sociétés de gestion, d'Assurancen derbäihëlt, si mer bal op 45.000 Aarbechtsplazen. En plus dréit eis Finanzplaz mat ëm déi 25% zu eisem BIP bäi. An anere Wierder: All véierten Euro gëtt an de Finanzen erwirtschaft. Et ass also kloer, dass dëse Secteur eent vun eise Standbeen ass.

Här President, op dëser Plaz geet et drëms, en Ausbléck vun eiser Finanzplaz ze maachen. Et kann een awer nëmmen an d'Zukunft kucken, wann een och weess, wou een hierkënnt a wou engem seng Stäerkte leien.

1881 gëtt d'Sogenal, déi elsässesch Bank gegrënnt. Nëmmen zwielef Joer drop mécht se eng Succursale hei zu Lëtzebuerg op, déi éischt vun enger auslännescher Bank am Grand-Duché. Dëst geschitt um Enn vum 19. Jorhonnert, an enger Zäit, an där d'Industrialisatioun sech an eise Géigende breet mécht, an enger Zäit, an där den internationale Commerce blitt.

D'Banken, déi sech zu där Zäit an eisem Land opgestallt hunn, hunn hiren Deel zum Opschwong bäigedroen. Och wann d'Gebuertsstonn vun de Finanzen éischter schonn an der Renaissance ze fannen ass, wëll ech awer drun erënneren, dass eist Land enk mat der Geschicht vun der Finanzwelt verbonnen ass a sécherlech och verbonne bleiwe wäert.

Eis Geschicht weist awer och ganz kloer, dass d'Politik iwwer Joren déi richteg Konditioune fir d'Entwécklung vun der Finanzplaz geschafen huet. Et geet hei an éischter Linn ëm d'Regulatioun vun de Finanzaktivitéiten, dat och par rapport zu eisen Nopeschlänner. Vu dass mir nom Krich keng Zentralbank haten, mä e Kommissariat, dat et verstanen huet, eng gewësse Flexibilitéit bei de Regelen unzewennen, hu mir eis scho fréi en Numm gemaach.

Haut ass dat net vill anescht: D'Natur vun den Défie vun eiser Finanzplaz bleift iwwert d'Joren déiselwecht, och wann d'Detailer sech änneren. Viru kuerzem hu mer op dëser Plaz vu Solvency II geschwat, wou mer verschidden Décisioune getraff hunn, wat d'Assurancen ugeet. Abee, dat ass vum Prinzip hier näischt Neits. Eis Politik huet schonn ëmmer Décisiounen huele missen, wéi eis Finanzplaz auszegesinn huet. Bis elo hu mer dat net allze schlecht hikritt - dat géif ech emol mengen. An anere Wierder: Mir hunn eng gewëssen Erfahrung an dëser Matière. An dofir sinn ech och zouversiichtlech, dass mer dat och an de kommende Jore gutt maache wäerten, och wann d'Erausfuerderunge sécherlech net méi kleng wäerte ginn.

Ech ginn en anert Beispill, dat beweist, dass et nach ëmmer Défien an de Finanze goufen. Virum Summer hu mer hei an der Chamber vu FATCA geschwat, wou den amerikanesche Stat eis verschidden Informatiounen zu Finanzproduite freet. Dat huet am Secteur fir vill Gespréichsstoff gesuergt. Mä schonn 1963 hunn d'USA déi sougenannten „interest equalization tax" agefouert, eng Retenue à la source vu 15% op Gewënner, déi d'Amerikaner op Aktien hu missen ofginn, wann dës vun auslännesche Banken ausgeschriwwe waren.

Och dësen Event hat zu ganz villen internationale Finanzmouvementer gefouert. Wa mer also haut vu FATCA schwätzen, da sollt ee sech drun erënneren, dass et net nei ass, dass eis Finanzplaz vun Développementer am Ausland ofhängeg ass.

Mir hunn haut eng zolidd Finanzplaz, net well mer iwwer Jore stoebliwwe sinn, mä well mer se ëmmer erëm weiderentwéckelt hunn, well mer se un d'Realitéite vum Terrain ugepasst hunn.

Ech kéint och nach vun den däitsche Banken an de 60er Jore schwätzen, oder vun der Bank of China, déi sech 1979 hei an der Stad niddergelooss huet. Et bleift derbäi: Eis Finanzplaz huet eng international Ausriichtung. Dëst ass e Constat, dee sech mat der weiderer Internationaliséierung vun der Branche och net ännere wäert.

Wann een haut vun der chinesescher Wärung, dem Renminbi, schwätzt, da kann dat friem erschéngen, mä an de 70er Joren hu mer vu Yankee Bonds a vun Eurobonds geschwat. Also ass et näischt Neits, dass mir eng Finanzplaz hunn, déi sech och de Besoine vun aneren Ekonomien upasst. Dëst mécht et sécherlech net einfach fir eist Land, well mer eis ëmmer erëm upasse mussen. Mä wa mer dat gutt maachen, da kënne mer eis op dësem Gebitt wierklech e gudden Numm maachen.

Här President, ech kann op dëser Plaz net op all déi rezent Entwécklunge vun eiser Finanzplaz agoen. Ech wéilt awer ganz gären unhand vun e puer Beispiller weisen, firwat ech zouversiichtlech fir d'Zukunft vun eiser Finanzplaz sinn.

1. D'Ofschafe vum Bankgeheimnis.

An deene leschte Joren hu ganz vill Länner mat engem komesche Bléck op eis gekuckt, ebe grad, well mir nach laang um Bankgeheimnis festgehalen hunn. Doduerch goufe mer awer och an den Eck gedréckt.

Vill Observateuren, an och hei am Land, hunn den Däiwel un d'Mauer gemoolt, eis Finanzplaz géif d'Ofschafe vun deem Geheimnis net verkraften. Et ass awer ganz aneschters komm, dat well mer eisen Image duerch d'Ewechfalen en fait opgebessert hunn an doduerch, dass mer op Transparenz gesat hunn.

An de Banques privées stelle mer sécherlech Changementer fest, e Réckgang vun den Aktivitéite kann een awer net onbedéngt feststellen. Jo, d'Clientèle huet sech verännert an och beim Emploi brauch een elo ganz héich qualifizéiert Leit, fir méi spezifesch a personaliséiert Servicer ubidden ze kënnen. Eis Finanzplaz u sech ass awer net zugronn gaangen.

Et ass also éischter eng Fro vun der Formatioun wéi vun eisem Standuert selwer. Ech mengen, et war wichteg, dass de Finanzminister dësen Dossier ouni ze Zécke mat zwou Hänn ugepaakt huet an ëmmer erëm drop verwisen huet, dass mir näischt ze verstoppen hunn.

2. LuxLeaks an déi faméis Rulingen.

Si si schonn ugeschwat ginn. Ech hat virdru vun enger Well geschwat. Abee, ech mengen, LuxLeaks war esou eng Well vun Accusatiounen, wou am Ufank verschidde Saache leider vu ganz villen Observateuren duercherneegehäit goufen.

Nach eng Kéier, et handelt sech hei net ëm eng Faveur. Et ass och net esou, wéi wann eis Gesetzer net ugewant gi géifen, mä et geet drëms, dass eng Entreprise schonn am Viraus eng Iddi kritt, wéi se besteiert gi wäert. D'EU-Kommissioun weist jo och ausdrécklech drop hin, dass dës Method de Betriber eng Planungssécherheet gi kann.

Dann ass et och wichteg ze soen, dass dës Praktik jo net eleng zu Lëtzebuerg getätegt

ginn ass, mä an deenen allermeeschten EU-Länner gemaach ginn ass an nach ëmmer gëtt. Et ass also net esou, wéi wa mer eleng do géife stoen. Ech sinn dofir frou, dass am aktuelle Koalitiounsaccord scho virun där ganzer Affär festgehale gouf, dass dës Rulingen eng legal Basis kréie sollten. An dat ass och prompt gescht.

Ech kann et och nëmme begréissen, dass eise Finanzminister d'Initiativ ënnerstëtzt, fir dass dës Rulingen europawäit ausgetosch gi sollten. Ech mengen, duerch all dës Efforten huet LuxLeaks dach elo eng ganz aner Nues kritt an et gëtt zesummen no enger Léisung gesicht. Eist Land huet sécherlech eng Schréips dervugedroen, mä déi ass awer amgaangen, gutt ze verheelen. Et sollt een och drop hiweisen, dass Rulingen awer net direkt eppes mat der Finanzplaz ze dinn hunn an d'Finanzplaz net op Rulingen opgebaut ass. Dat gëtt awer leider gäre vermëscht.

3. Eis Nott beim Forum mondial.

Enn 2013 hu mer hei eng rout Kaart gewise kritt, well mer bei der Transparenz an dem Échange d'informations a Steierfroen net konform ware mat den Norme vun der OCDE. An anere Wierder: Mir waren op enger groer Lëscht, wat natierlech net gutt bei auslänneschen Akteuren ukomm ass. Dofir si ganz vill Efforten a Saache Steiertransparenz ënnerholl ginn, och op legislativem Niveau, fir vun dëser Lëscht erofzekommen. Ech denken do un d'Gesetz iwwert d'Actions au porteur, iwwert den Informatiounsaustausch, d'Gesetz iwwert de FATCA, dat zu der Direktiv „épargne".

Am Oktober elo si mer als konform - „largely compliant" - agestuuft ginn, eng Nott, déi de Bierger wuel net direkt betrëfft, déi awer immens wichteg ass, fir am internationalen Ëmfeld kredibel ze sinn. Och dëst war keen einfachen Dossier, mä erëm een, an deem mer bewisen hunn, dass mer näischt ze verstoppen hunn. Och dës Matière weist, dass een en Défi och als Chance gesi kann an dass een duerno besser dostoe ka wéi virdrun.

An deem Sënn begréissen ech och, dass mer wärend der Présidence elo de Lead a Saache BEPS geholl hunn, dat fir harmoniséiert Regele bei der Besteierung ze kréien.

Här President, trotz dem schwieregen Ëmfeld steet eis Finanzplaz op stabille Féiss, dat, well mer Leit hei schaffen hunn, déi e ganz gutt Verständnis vun der Matière an der Clientèle hunn, an awer och, well mer eng Politik maachen, déi proaktiv ass, déi eventuell Problemer schnell léist amplaz de Kapp an de Sand ze stiechen.

Et ka kee genau wëssen, wéi eis Finanzplaz sech an deene kommende Joren entwéckele wäert, mä wann ech gesinn, dass mer béides hunn, engersäits den techneschen Know-how an anerersäits e politesche Kader, deen derzou passt, da kucken ech mat Zouversiicht an d'Zukunft. A wann ech mer dann den aktuellen État des lieux ukucken a feststellen, dass mer breet opgestallt sinn, da gesinn ech, dass mer gutt op déi näichst Erausfuerderunge virbereet sinn.

Jo, wann et ëm Finanzproduite geet, hu mer hei am Land e ganz villfältegen Ekosystem. Doduerch, dass mer dem Client eng komplett Offer ubidde kënnen a mer Know-how aus verschiddene Secteuren an aus verschiddene Länner zesummebréngen, huet eis Finanzplaz ganz vill ze bidden. Niewent de Banken an anere Finanzinstituter wéi d'Assureuren hu mir e staarke Secteur an der Kontabilitéit a vun den Auditeuren. D'Promoteure vun de Fongen an d'Juriste sinn och Deel vun eiser Finanzplaz, bei där een eis Bourse selbstverständlech net däerf vergiessen.

Mir hunn awer net nëmmen eng grouss, mä och eng ganz performant Finanzplaz. Bei de Fonge spille mer mat deenen Allerbeschten an der Welt mat. Am institutionelle Marché si mer souguer d'Nummer eent weltwäit. Wa mer bei de klasseschen UCITs ganz virbäi waren a sinn, esou hu mer eis Innovatiounskraaft och bei den alternative Fongen ënner Beweis gestallt. Déi nei FIARe sinn e gudde Complément zu den alternative Fongen. Mat all dëse Produiten hu mer eng ganz breet Offer u Fongen. Ausserdeem ass Lëtzebuerg bekannt derfir, dass mer bei den Assurancë sur mesure schaffen, dat besonnesch, wat d'Liewensversécherungen ugeet. Jo, Solvency II ass net einfach, mä ech zweifelen doduerch net un eisen Assurancen.

Eis Finanzplaz bleift net stoen. Dat beweisen och déi erfollegräich Efforte bei der Diversifikatioun: Déi islamesch Finanzwelt ass eng ganz interessant, dat net nëmme vu Leit aus dem Noen Osten, mä och well haut ganz vill Investisseure Geleeënheeten notzen, fir sech bei konkrete Projeten anzebréngen. Esou huet de Finanzminister schonn d'lescht Joer e Sukuk lancéiert, fir Lëtzebuerg op deem Gebitt ze positionéieren. Et ass ausserdeem och gelonge bei de Marchéen, déi an der chineesescher Wärung, dem Renminbi denominéiert sinn, weider Parten ze gewannen. Eis gutt Relatioune mam asiatesche Raum droen hei bestëmmt Hiert dozou bäi.

Am Allgemenge sollt een awer och net ënnerschätzen, wéi wichteg et ass, dass eise Standuert dobausse mat Bravour vertruede gëtt. Op där enger Säit geschitt dat duerch eng Hällewull u Promotiounsreesen, an op där anerer Säit hu mer och eng Promotiounsagence, Luxembourg for Finance, déi ganz no beim Milieu drun ass an esou op verschidden international Développementer opmierksam maache kann.

Ech hunn et gesot: Eis Finanzplaz huet schonn ëmmer dervu gelieft, dass mer gutt Kontakter an d'Ausland haten, an dat sollt och esou bleiwen. Ech sinn dofir och frou, dass Luxembourg for Finance weider Moyenen - vu 450.000 Euro - zur Verfügung gestallt kritt, fir d'Diversifikatioun vun der Finanzplaz, an dat besonnesch am Beräich vum FinTech, aktiv weiderzebedreiwen.

Här President, et ass scho gesot ginn. FinTech ass e gutt Stéchwuert, firwat ech zouversiichtlech sinn. Et geet hei ëm Produiten, déi tëschent dem Finanzberäich an den neien Technologië stinn. Et geet ëm Technologien, wou ee mam Handy am Geschäft bezuele kann, ëm Banken, déi net onbedéngt méi e Guichet hunn, ëm Methoden, déi et erlaben, iwwert den Internet akafen a sécher bezuelen ze kënnen.

Doriwwer eraus geet et awer och ëm d'Digitalisatioun vum ganze Finanzwiesen. Esou wéi d'Museksindustrie duerch MP3 an iTunes revolutionéiert gouf, esou wäert d'Finanzindustrie sech duerch FinTech veränneren. Dëst ass e Secteur, dee sech an deenen nächste Jore schnell entwéckele wäert, a vu dass mir ganz vill verschidden Akteure vun der Finanzwelt bei eis rassembléieren, si mir an enger gudder Positioun, och dës Produiten ubidden ze kënnen.

Et ass richteg a wichteg, dass mir eis elo schonn de Kader ginn, fir esou Aktivitéiten hei am Land tätegen ze kënnen. Iwwert d'Joren hu vill grouss Perséinlechkeeten zur Entwécklung vun eiser Finanzplaz bäigedroen. Alleguer hate se eng Visioun fir d'Zukunft. Och mir sollten haut esou eng Visioun vun eiser Finanzplaz presentéieren.

Här President, ech hat am Ufank e bëssen an der Geschicht vun der Finanzplaz gebliedert, fir déi aktuell Evolutiounen an e generelle Kader ze setzen. Et komme sécherlech nach Erausfuerderungen op eis duer, mä och fréier sinn et déi ginn. Firwat sollte mer se haut manner schlecht meeschtere wéi dunn. Mir kennen eis Stäerkten. Ech hunn der elo nëmmen e puer opgezielt. Mir wëssen, dass mer exzellent Leit bei eis schaffen hunn a mir hu bewise kritt, dass och eis Politik um Strang zitt, fir eis Finanzplaz kompetitiv ze halen.

Jo, mir mussen och weider gutt schaffen, d'Aen ophale fir dat, wat op anere Marchéë leeft, fir dat, wat a Saache Reglementatioun op eis duerkënnt. Mä wa mer dat gutt fäerdegbréngen, da gesinn ech net, firwat dat nächst Kapitel vun eiser Finanzplaz manner interessant a manner erfollegräich sollt gi wéi déi, déi mer bis elo materliewen duerften.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Arendt. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir schwätzen an dësem Mount Dezember vill iwwert d'Zukunft vun eisem Land a vun eiser Ekonomie: Mir schwätze muer am Kader vun enger Interpellatioun iwwert d'Zukunft vum Land, am Dezember schwätze mer iwwert de Budget - do schwätze mer och iwwert d'Zukunft vum Land -, mir schwätzen haut iwwert d'Finanzplaz, an d'Finanzplaz huet och mat der Zukunft vun eisem Land ze dinn, well si ass kapital, wichteg fir Lëtzebuerg.

Grad an der Budgetssaison gi mer ëmmer erëm drun erënnert, wéi zentral eist Land vun der Finanzplaz ofhänkt. Chiffere si scho genannt ginn. Den Undeel vun der Finanzplaz um PIB, un der Wirtschaftsleeschtung, ass plus ou moins 25%.

Den Emploi op der Finanzplaz läit laut Chiffere vun der CSSF fir September 2015 bei den 45.000 Leit an de Banken, PSFen a Sociétés de gestion. Do sinn d'Assurancen an och am wäite Sënn aner Secteuren net mat dran, déi plus ou moins direkt vun der Finanzplaz ofhänken, soudass een den Emploi méi oder wéineger finanzplazofhängeg op ëm déi 63.000 Leit berechne kann.

An, wéi gesot, d'Recettë vun der Finanzplaz fir d'Statskeess sinn ëm déi 25% vum Total. Et ass also e considérabele Secteur fir Lëtzebuerg à tous les égards. An dofir ass d'Opreegung och grouss, wa reell oder imaginéiert Attacken op eis Finanzplaz kommen. An et ass da gutt, wa mer eis och mat deenen Attacken als Chamber befaassen, wéi dat zum Beispill bei LuxLeaks de Fall war.

Mä et ass och gutt, an dofir begréissen ech dës Interpellatioun, wa mer heiansdo hei an der Chamber de manière générale iwwert d'Finanzplaz schwätzen an eis domadder befaassen: iwwer hiren Zoustand, iwwer hir Stäerkten a Schwächten an och iwwert déi politesch Choixen, déi mer en rapport mat der Finanzplaz maache kënnen an ze maachen hunn.

Dat ass gutt a wichteg, well trotz der Ofhängegkeet vum ganze Land vun der Finanzplaz, déi, mengen ech, elo allgemeng och ukomm ass am Land, gëtt d'Finanzplaz an hirer ganzer Komplexitéit ëmmer nach relativ wéineg verstanen dobaussen ausserhalb vun den interesséierte Milieuen. An et muss dofir och eis als Chamber, eis als Politiker interesséieren, fir eppes zu der Roll vun der Finanzplaz ze soen an och eis mat der Ausriichtung, der politescher Ausriichtung vun dëser Plaz ze beschäftegen.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, wann een haut iwwert d'Finanzplaz schwätzt, da muss een op dat verännert Spillfeld säit der Finanzkris hiweisen. All déi Mesuren, déi vum G20 an der Europäescher Kommissioun no der Finanzkris ausgeschafft goufen, sinn elo an deene leschten zwee Joer ëmgesat ginn, respektiv sinn nach derbäi, ëmgesat ze ginn.

Säit der Finanzkris 2008 huet dat internationaalt reglementäert a steierlecht Ëmfeld fir Finanzaktivitéite sech dramatesch verännert. Lacunnen an der Bankeniwwersiicht, an der Kapitaliséierung vu Banken, mä och d'Risiken, déi verschidde Produkter mat sech bruecht hunn an déi duerch d'Subprimekris révéléiert goufen, hunn zu enger reglementärer Well gefouert an Europa an och soss an der Welt, déi och virun eiser Bankplaz net haltgemaach huet.

Ouni an den Detail ze goen, kann een d'AIFM-Direktiv nennen, déi eis Fongereglementatioun grondleeënd verännert huet. Et kann een awer och d'Union bancaire nennen, déi d'Ëmsetzung vun enger Recommandatioun vun de véier europäesche Presidenten aus dem Joer 2010 ass an déi fir d'Eurozon en neie Kader fir d'Bankenaktivitéit proposéiert huet.

Duerch d'Union bancaire hu mer säit 2014 och en anere Kader fir d'Bankesurveillance - den „single supervisory mechanism", den „mécanisme de surveillance unique" -, dee mat sech bréngt, dass fir d'Iwwerwaachung vun deene meeschte Lëtzebuerger Banken elo eng gedeelte Kompetenz vun der CSSF mat der Europäescher Zentralbank besteet.

Mä awer och aner Standbeen vun der Union bancaire sinn extrem wichteg op der Finanzplaz. Et handelt sech do engersäits ëm den „mécanisme de résolution unique" zesumme mat der Direktiv „résolution et restructuration bancaires". Do si mer a Verzuch. Dat ass eng vun deene Reformen, wou mer ze spéit dru sinn, wou mer och elo e Bréif krute vum President vun der Europäescher Kommissioun, fir de Fonds de résolution ëmzesetzen.

D'Direktiv „résolution et restructuration bancaires", e Pavé vun ëm déi 400 Säiten, dee mer fir de Moment amgaange sinn ze diskutéieren, misst och schnellstens ëmgesat ginn. An dee leschte Pilier vun der Union bancaire - d'Garantie des dépôts - ass och eng Reform, déi nach op eis zoukënnt.

An deem Zesummenhang wëll ech soen, äänlech wéi de Laurent Mosar, dass mer do e gewëssenen „gold plating" amgaange sinn ze maachen. Déi 0,8%, déi virgeschriwwe si vun den Dépôten, déi ee muss an dee Fonds de garantie do setzen, hu mer fräiwëlleg opgestockt op 1,6%. An et ass gewosst - Här Minister, Dir wësst dat och -, dass, wann eng Kéier eng Bank rutscht, da ginn och déi 1,6% net duer, fir d'Déposanten alleguer ze indemniséieren, soudass sech awer d'Fro stellt an engem Kontext, wou d'Käschte vun de Banken ëmmer méi héich ginn, de Coût réglementaire ëmmer méi héich gëtt, ob dat wierklech esou eng gutt Iddi ass, fir dee Minimum vun 0,8% fräiwëlleg eropzeschrauwen op 1,6%. An ech wär interesséiert, Är Meenung zu deem Punkt ze héieren.

Déi aner grouss Reform, déi mer gemaach hu virun net allze laanger Zäit, ass d'CRD IV; dat ass d'Ëmsetzung bei eis vu Basel III, och e Resultat, en Ausleefer vun der Finanzkris. Dat ass en Text, deen op d'Stäerkung vum Kapital an der Liquiditéit vun de Banken ziilt. A mir wëssen, an dat ass och eng Chance an e Facteur vu Resilienz vun eisem Bankesecteur, dass mer eng exzellent Kapitaliséierung hu vun eise Banken. Mir wëssen, dass d'Banken en moyenne e Ratio fonds propres vun 20% hunn, wat extrem héich ass, soudass, mengen ech, och d'Banke viru CRD IV näischt ze fäerten hunn.

Alles dat bréngt mat sech, dass dat reglementäert Ëmfeld fir Banken a Finanzaktivitéite sech radikal verännert huet. De Käschtepunkt insbesonnesch fir d'Bankenaktivitéit ass méi héich ginn, haaptsächlech an de Beräicher „risk management" an „compliance". Dat huet Konsequenzen och bei eis. Dat bréngt mat sech, dass méi kleng Banke verschwannen oder mat anere fusionéieren, a mir kréien doduerch e Phenomeen vu Konsolidéierung am Bankesecteur. A paradoxerweis komme mer doduerch erëm op dee Phenomeen vu grousse Banken, dee mer jo u sech zum Deel mam Constat vum „too big to fail" wollte bekämpfen no der Finanzkris vun 2008.

Här President, och wat d'Fiskalitéit ugeet, liewe mer haut an enger anerer Welt; dat ass schonn e puermol gesot ginn. No der Finanzkris vun 2008/2009 huet d'Rezessioun an der Realwirtschaft mat der budgetärer Knappheet, déi domat einhergaangen ass, d'Toleranz insbesonnesch vu grousse Länner géigeniwwer klenge Finanzplaze mat Bankgeheimnis op Null reduzéiert. International ass steierlech Transparenz, mä och eng Offeenung géint exzessiv Reduzéierung vun der Steierlaascht vu global agéierende Multinationalle Mainstream ginn.

Bei eis heescht dat, dass eist Bankgeheimnis net ofgeschaaft ginn ass, mä dass et wäitgehend ausser Kraaft gesat gouf, wat den Échange vun Informatiounen iwwert de Patrimoine an d'Revenue vun auslännesche Clientë vu lokale Banken ugeet. Geschter nach hu mer an der Finanzkommissioun en Text diskutéiert, deen de Standard fir den Échange vun Informatioune vun der OCDE bei eis aféiert.

Wéinst där schneller Adoptioun vun Texter iwwert d'Steiertransparenz si mer viru Kuerzem vun der groer Lëscht vum Global Forum vun der OCDE erofkomm. Mir di gutt drun - a mir als LSAP-Fraktioun begréissen och dës Politik -, fir eis un d'Spëtzt vun deem Mouvement fir méi Steiertransparenz a méi Steiergerechtegkeet ze setzen. Mir hunn och ënner Lëtzebuerger Présidence d'Direktiv iwwert den Échange vu Steierrulinge finaliséiert, an dat steet eis no LuxLeaks och gutt zu Gesiicht.

Mir sinn iwwerhaapt an engem Ëmfeld, wou mer eis déi opportunistesch Politik, déi mer an den 80er, 90er an 2000er Jore gemaach hunn, wou mer ëmmer nei Produite geschaaft hunn, als Land esou net méi erlabe kënnen. Mir mussen eis haut all Kéiers froen, wa mer eppes Neies lancéieren, ob et keen exzessive Steieravantage mat sech bréngt an ob et konform ass zu de BEPS-Regelen.

Well mir gesinn, dass d'Käschten - déi réputationnel an der Haaptsaach, mä déi droen och ëmmer Businesskäschte mat sech - haut méi grouss si wéi de Benefiss, deen ee vläicht kuerzfristeg duerch eng Steiernisch kritt, Steiernischen, déi d'ailleurs ëmmer méi schnell zouginn an der heiteger Zäit. Och hei hu mer also all Interêt, op durabel Métieren an Industrien ze setzen an net op Nischen.

An deem Zesummenhang géif ech gären op zwee Punkten agoen, déi de Laurent Mosar a senger Interventioun opgegraff huet. Deen een, dat ass d'„Patent Box", déi mer effektiv jo elo ofschafe mat der Loi budgétaire. Et kann een effektiv bedaueren, dass do net direkt e Remplacement kënnt, mä - de Laurent Mosar weess dat och - mir mussen effektiv do oppassen, dass mer konform sinn zu de BEPS-Regelen.

An deem Kontext gëtt et e Modell, un deem ee sech vläicht kann inspiréieren. Dat ass déi iresch „Knowledge Box", déi den Avantage huet, dass se effektiv eng steierlech Begënschtegung mat sech bréngt, awer nëmme fir Know-how a fir Recherche, déi effektiv op der Plaz developpéiert gëtt. Fir all déi aner, ech soen elo emol, importéiert IP, déi gëtt normal besteiert. An, ech mengen, dat wär e Modell, deen een zu Lëtzebuerg vläicht kéint och studéieren an als Remplacement vun där IP-Box, déi mer elo ofgeschaaft hunn, an d'A faassen.

Wat d'Trusten ugeet, do huet de Laurent Mosar bedauert, dass mer dat net studéieren, e Lëtzebuerger Trust. Et kann ee sech natierlech éischtens froen als, ech soen elo emol, Lëtzebuerger Jurist, ob en Trust an eisem juristesche Kontext Sënn mécht. Mir hu keng Kultur vun Trust, contrairement zu angelsächsesche Länner. A mir wëssen och alleguerten, dass den Trust op munche Plaze gebraucht gëtt als e Steierstrukturéierungsinstrument, haaptsächlech an der Strukturéierung vun Ierfschaften. An do muss ee sech awer och froen erëm eng Kéier an deem steierleche Kontext, an deem mer haut liewen, ob dat därmoossen eng gutt Iddi ass, fir dann esou e Modell hei bei eis wëllen anze-

féieren. Ech perséinlech an, ech mengen, och meng Partei sinn éischter net där Meenung.

Well fir de Moment ëmmer nach kee wierklech capabel ass, den Impakt vu BEPS a vun de politesche Konsequenze vu LuxLeaks op d'Lëtzebuerger Ekonomie ze chiffréieren, begréisse mer och d'Initiativ vun der Regierung - de Statec huet dat rezent an der Cofibu gesot -, dass mer e Groupe de travail agesat hunn, fir sech mat där Fro ze befaassen. Wat heescht LuxLeaks, wat heescht BEPS, vläicht och d'Ewechfale vun engem Deel vum SOPARFI-Secteur, fir eis Ekonomie? Dat ass eng Démarche, déi jo och vum FMI gewënscht ginn ass. Wéi gesot, fanne mer, dass dat eng gutt Iddi ass. Mir hu jo och des Éfteren elo an der Cofibu am Kader vun der Budgetssaison doriwwer geschwat.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir mussen eis besënnen op d'Stäerkte vun eiser Finanzplaz, an där gëtt et der eng ganz Rei. Mir mussen eng Reflexioun féieren iwwert dat, wat mer gutt kënnen, iwwert dat, wat mer besser maache kënnen, mä och dat, wat mer besser sollte si loossen; iwwer eis Stäerkten an eis Schwächten also, och als Plaz, an dann eis Ressourcen dorobber konzentréieren. Eis Ressourcë vu Promotioun, Formatioun an och eise ganze Savoir-faire.

Ech géif elo gären op e puer spezifesch Beräicher agoen. Et kann een natierlech stonnelaang iwwert d'Finanzplaz schwätzen, mä, ech mengen, et soll ee sech am Kader vun däser Interpellatioun op e puer Beräicher konzentréieren, wou ech dann och gären e puer Suggestiounen an e puer Froen un de Finanzminister géif riichten.

Et ass gewosst, dass, wat d'Banques privées ugeet, an doriwwer hu mer och geschwat mat der CSFF, notamment an der Commission des Finances, dass do eng Ëmschichtung stattfënnt an der Clientèle vun de Privatbanken. Déi Kleng- a Mëttelclienten, déi meescht aus den Nopeschlänner - den Dentiste belge; dat ass de Client type -, verschwannen, an zwar zu Dausenden.

Mä si gi remplacéiert, dat huet een iwwert déi zwee lescht Jore gesinn - dat gëtt een och gewuer, wann ee mat Banquiere schwätzt -, duerch Clientë mat méi grousse Portefeuillen. Dat ass eng ganz aner Aktivitéit mat méi klenge Margen, manner héijer Profitabilitéit, dat och en anert Personal erfuerdert. Hei besteet en Challenge an der Formatioun vu Bankbeamten, mä et stellt sech och eng Fro vu Reconversioun vu munche Privatbanquiere vun der aler Schoul.

Wann ee sech dat virun Aen hält, da muss ee sech och froen, wou een déi nei Clienten do siche geet, net nëmmen déi fir d'Privatbanken, mä och déi an anere Secteuren. Muncher, déi sougenannten „high net worth individuals" komme vum selwen. Awéifern esou eng Politik gutt ass an awéifern een dat wëllt ustriewen, dat ass och eng politesch Fro, déi ech elo awer hei net wëll weider vill diskutéieren.

Mä op där anerer Säit maache mer och regelméisseg Road shows am Ausland duerch LFF, Luxembourg for Finance, mä och d'ABBL. An d'ALFI mécht dat. An aner Akteure maachen dat och. Mir ginn an nei Regiounen, déi Interessi hunn u Lëtzebuerg. Latäinamerika ass genannt ginn, Asien, mä och de Mëttleren Osten. An, Här President, de Laurent Mosar huet et och scho gesot, wa mer iwwert de Mëttleren Oste schwätzen, iwwert den arabesche Raum, da musse mer eis awer och d'Fro stellen iwwer eis Relatioun mat Länner wéi Qatar a Saudi-Arabien.

Mir hu gëschter geschwat hei an däser Chamber iwwert d'Mesuren am Kampf géint den Terrorismus. An et weess jiddwereen, dass de Schock grouss war nodeem, wat zu Paräis geschitt ass. Et muss ee sech awer froen, wa mer wëlle kohärent sinn an där Démarche, ob mer net ëmhierkommen eis Relatioune mat Länner wéi Qatar a Saudi-Arabien ze iwwerdenken. Et gëtt x Artikelen, déi d'Komplizitéit vu Regierungskreesser, Leit, déi der Regierung nostinn am Qatar an och a Saudi-Arabien, am Finanzement an och am Hébergement vun Al-Qaida- an Daech-noe Kreesser thematiséieren an déi iwwert déi duebel Aussepolitik vun deene State schwätzen.

Et kann een net alles an e Kuerf geheien, dat ass och gëschter kloer gesot ginn. Islam ass net grad integristeschen Islamismus, mä, an et kann een och Länner am Mëttleren Osten, wou mer och Efforts commerciaux maachen, net all an deeselwechte Kuerf geheien. Abu Dhabi ass zum Beispill e Land, wou een, mengen ech, ka ganz legitimm weider higoen, mä et soll ee sech awer serië froen, ob een tatsächlech nach wëllt Relatioune mat Länner wéi Saudi-Arabien a Qatar ausbauen.

Et ass natierlech gewosst, dass mer zur gläicher Zäit gären d'Finance islamique ausbauen, dass mer eis gären als Plaz, wou mer jo och e gewëssene Succès hunn, notamment am Fongeberäich, wëllen do weider profiléieren, soudass dat, an ech verstinn dat, heiansdo e schmuele Grat ass. Ech géif Iech awer gär froen, ob weider Road shows geplangt sinn an dee Raum, notamment an de Qatar oder a Saudi-Arabien, an ob et Reflexioune gëtt an Ärem Ministère iwwer eng Afrostellung vun där Relatioun, déi jo an der Vergaangenheet eng privilégiéiert Relatioun war.

Här President, en anere Sujet, deen ech wollt abordéieren, dee bis elo nach net ugeschwat ginn ass, dat ass dee vum Secret bancaire. De Secret bancaire ass net ofgeschaaft gi mat der Legislatioun iwwert den Échange d'informations en matière fiscale. En ass ëmmer nach verankert am Artikel 41 vum Gesetz vun 1993 iwwert de Secteur financier. An en ass e bëssen, komescherweis, haut fir munch Finanzinstituter méi en Hindernis gi wéi en Atout. Dat hätt ee virun enger Partie Jore sécher nach net gegleeft.

Et gëtt eng Rei Exceptiounen zum Secret bancaire, déi et de Banken erlaben, fir verschidden Informatioune weiderzeginn, notamment un hir Maisons mères, wat grouss Risquen ugeet. All dat kënne se weiderginn un hir Maisons mères, mä an der Regel ass et ëmmer nach en Obstakel zur Kommunikatioun vu verschiddenen Informatiounen iwwert d'Bankclienten, och à l'intérieur vun engem Grupp.

An dat féiert derzou, dass den Outsourcing haut schwéier ass. D'Externalisatioun vu verschiddene Fonctiounen, zum Beispill am Back-office, Fonctiounen zur Behandlung vu Clientsinformatiounen duerch eng aner Filial vum Grupp, wat wichteg ass an enger Welt, wou d'Banke probéiere Käschten ze spueren, wou dat muss kënnen duerch d'Mammegesellschaft gemaach ginn oder duerch aner Gruppen, duerch aner Filialen am Grupp, si schwiereg.

An dofir, mengen ech, an ech sinn net deen Eenzegen, dass mer missten eng Moderniséierung vun eisem Secret bancaire virhuelen. Ech weess och, dass dorunner geschafft gëtt am Kader vun engem Grupp vum Haut Comité de la place financière. An ech wollt Iech froen, wou déi Reflexiounen dru sinn, ob déi Reform deemnächst eng Kéier an d'Chamber kënnt.

Et ass och gesot ginn, dofir ginn ech schnell doriwwer ewech, an dat huet näischt mat däser Regierung ze dinn, dat ass scho säit enger Rei vu Joren de Fall, dass et e Problem gëtt vu Ressourcen, mengen ech, am Finanzministère, wat d'Finanzplaz ugeet. Et ass keng Afrostellung vun där exemplarescher Aarbecht, déi vun deene Beamte gemaach gëtt, déi sech ëm d'Finanzplaz bekëmmeren. Mir kenne se alleguer, si si regelméisseg an der Cofibu. Si maachen eng extraordinär Aarbecht, mä, ech mengen, si sinn net zu genuch.

Déi Texter, déi op eis zoukommen, déi se ze beschaffen hunn, si komplex a laang Texter. A si sinn hoffnungslos dépasséiert. Mir wëssen, dass mer mat der BRRD a Verzuch sinn. Mir wëssen och, dass d'Direktiv iwwert d'Dépendance excessive à l'égard des notations de crédit a Verspéidung ass. Bref, mir verléieren eisen „first mover advantage". An dofir, mengen ech, wär et gutt nozedenken iwwer eng Opstockung vun de Ressources humaines an Ärem Ministère, wat de Finanzsecteur ugeet. An ech wollt Iech och do froen, ob do Reflexiounen an deem Sënn amgaange sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Här President, ech gesinn, dass mäi Balken hei giel ass. Dat heescht, dass ech geschwë keng Zäit méi hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Dir hutt nach eng gutt Minutt.

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Eng gutt Minutt. A well ech weess, dass Der streng sidd mat mer, dann...

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Dir kritt déi puer Sekonnen hei guttgeschriwwen.

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Voilà! ...wäert ech och net weider vill insistéieren.

Et ass iwwert de FinTech geschwat ginn. Dat ass jo esou e bëssen e Buzzword fir de Moment, wou awer ganz vill Hoffnung dermat verbonnen ass. Et ass, mengen ech, ee Wonsch... Dat ass vläicht, an do sinn ech och frou, dass den Etienne Schneider do ass, e bëssen d'Gefill, mengen ech, och op der Bankeplaz, dass déi Efforten, déi gemaach ginn, fir d'Promotioun vum FinTech vläicht heiansdo e bëssen diffus sinn an dass ee vläicht géif dru gewannen, fir dat ze streamlinen an dass ee vläicht e bëssen eng besser Ofsprooch hätt zwëschent dem Finanzministère an dem Wirtschaftsministère, zwëschent vläicht och deene verschiddenen Agencen, déi sech dorëm bekëmmeren. An ech wollt och do vläicht dann Är Meenung zu deem Punkt kréien.

Bon, ech mengen, et ass nach ee Punkt, dee mer awer och um Häerz läit, deen ech wollt uschwätzen. Et ass jo gewosst, dass et e Projet de loi gëtt iwwert d'Sanktiounen. Dat heescht, dass d'CSSF aner Méiglechkeete kritt, fir Sanktiounen auszeschwätzen op der Finanzplaz. Dat ass e Projet, dee scho länger Zäit, mengen ech, bei Iech am Finanzministère beschafft gëtt an deen ëmmer nach net am Parlament opgetaucht ass. An do wollt ech Iech froen, wou dee Projet drun ass.

Voilà, dat sinn e bëssen déi Saachen, déi ech hei wollt kuerz thematiséieren am Kader vun däser Interpellatioun. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Fayot. An nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Viviane Loschetter, déi haut och Namensdag huet.

Une voix.- Très bien!

(Hilarité)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Et huet misse gesot ginn!

Sou, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir déi gréng muss LuxLeaks als symptomatesch Representatioun dofir gesi ginn, wéi sech d'Steiermoral an deene leschte Joren an deene verschiddenen EU-Memberstaten, awer och iwwert d'europäesch Grenzen eraus, entwéckelt huet. E Beispill heifir ass déi amerikanesch Supermarchéschaîne Walmart. Obschonns Walmart keen eenzegt Geschäft hei am Land huet, huet dës multinational Gesellschaft iwwer en Netzwierk vu Substidiairen zanter 2011 45 Milliarden US Dollar op Lëtzebuerg bruecht. Am Ganzen huet Walmart Aktive vun iwwer 64 Milliarden US Dollar hei am Land.

(Mme Simone Beissel prend la Présidence.)

Wann een da bedenkt, datt Walmart tëschent 2010 an 2013 op 1,3 Milliarden Dollar Benefiss hei zu Lëtzebuerg manner wéi 1% Steiere bezuelt huet, da versteet een och schnell d'Roserei, déi sech an anere Länner op Bezuch op Lëtzebuerg breetgemaach huet.

Mir wëssen awer och, datt Steierrulings net just eng Prozedur made in Luxembourg ass. Steierrulings gëtt et a ville Länner. A mir schwätzen dofir och iwwer e Problem, dee muss um europäeschen, voire um internationalen Niveau ugepaakt ginn. Awer, trotz sengem momentan vläicht net optimalen Image, huet Lëtzebuerg nach ëmmer e grousst Potenzial als international Finanzplaz.

D'Fro, déi sech stellt an déi mir jo och haut sollten diskutéieren, ass déi, wou mir d'Zukunft vun der Lëtzebuerger Finanzplaz gesinn. Als Gréng froe mir ons, wat fir e Rôle Lëtzebuerg an deenen nächste Joren am Finanzement vun der Transition énergétique spille kann oder wat fir e Rôle mir spille wëllen. Well d'Méiglechkeete sinn do.

Fir ons steet fest, datt de gréngë Finanzement déi richteg Äntwert kéint sinn op d'Erausfuerderunge vun der Zukunft a Saachen Energie-Demande, d'Limitatioun vu fossillen an nukleare Brennstoffer an dem Épuisement vun natierleche Rohstoffer. Et ass fir ons wichteg, datt d'Innovatioun zu Lëtzebuerg an Zukunft weiderhi gefërdert gëtt. En Domän mat immens vill Potenzial.

An hei e puer Beispiller.

Éischtens de FinTech. Lëtzebuerg versicht grad an der FinTech, an der Financial-Technologie-Branche, Fouss ze faassen. D'Iddi ass, fir e Fin-Tech-Hub ze ginn. FinTech-Firme sinn oft kleng, flexibel an innovativ. Si benotzen d'Kommunikatioun an d'Informatiounstechnologien, fir nei Léisungen unzebidden, déi traditionell Akteure méi deier an och oft méi lues an ëmständlech ubidden.

Mir hunn och mat Intérêt festgestallt, datt onse Finanzminister eigentlech eng Lanz gebrach huet fir FinTech-Revolutioun op dem ICT Spring am Mee um Kierchbierg. Hei e puer Zuelen a Fakten, déi de Potenzial eigentlech dovunner ënnerstraichen. 2014 si weltwäit ongeféier 17 Milliarden Euro an de FinTech-Secteur investéiert ginn. 80% dovu sinn an d'USA gefloss an nëmme 15% an Europa. An Europa ass et awer dee Marché, dee momentan am meeschte wiisst. Déi Länner, déi am meeschten un dësem Secteur interesséiert sinn, dat sinn déi nordesch Länner, Däitschland an awer och Lëtzebuerg.

Stéchwuert Luxinnovatioun, op déi ech net weider kann agoen, well mir d'Zäit soss och ze kuerz gëtt, mä Luxinnovatioun mat senge Stimulatioune vun der Lëtzebuerger Ekonomie duerch d'Innovatioun an d'Recherche made in Luxembourg, Kreativitéit an Design an Hëllef fir d'Start-ups, ass oder sinn an onsen Aen de richtege Wee.

D'eCOM. Och am private Beräich sinn Efforte gemaach ginn. E Beispill heifir ass eCOM, d'Lëtzebuerger Federatioun vum E-Commerce. Fir de Succès vun der Lëtzebuerger Finanzplaz och an Zukunft ze garantéieren, musse mir eis Stäerkten notzen an déi Beräicher, an deene mir schonn eng Expertise hunn, mat neien Initiative verknäppen oder soss ons Expertisen notzen.

Fir d'Éischt emol d'Sproochen. Zu Lëtzebuerg hu mer dräi Landessproochen. An déi meeschte Kanner léieren nach Englesch a souguer nach eng fënneft Sprooch derbäi. Duerch déi Sproocheméiglechkeet ass a bleift déi Lëtzebuerger Finanzplaz en ideale Standuert.

Zweetens, och d'EU-Investitiounsbank, déi zanter 1968 zu Lëtzebuerg ass. An doduerch hu mir och scho bal en halleft Jorhonnert Erfahrung an dësem Beräich an där Zesummenaarbecht, déi mer dach awer domadder féieren.

En anere Punkt ass d'Informatik. An do wëll ech e bësse méi ausweiten. Eng gutt Protektioun vun den Donnéeën ass essenziell fir den E-Commerce. D'Protektioun vu wichtegen Donnéeë muss op dräi verschiddenen Niveaue garantéiert ginn: éischtens, de physeschen Niveau; zweetens, den elektroneschen Niveau; an drëttens, den Niveau vun der legaler Protektioun. Déi dräi Beräicher sinn déif am Lëtzebuerger Gesetz verwuerzelt an domadder ass eng héich Effizienz fir Betriber, déi an dësem Beräich schaffen, och garantéiert. Zanter 2007 gëtt et hei am Land zudeems och nach de Lux-Trust-Zertifikat, dee bei der Datenzirkulatioun d'Authentizitéit vum Auteur garantéiert.

An dann, d'Uni Lëtzebuerg bitt och mëttlerweil e Master am Management of IT Systems Security un. Mir sinn also och amgaangen, eng gewëssen akademesch Expertise an dësem Beräich hei zu Lëtzebuerg opzebauen.

D'Inkubatore gëtt et net nëmmen zu London. De gréisste Lëtzebuerger Firmen-Inkubator ass Technoport. En ënnersteet dem Lëtzebuerger Stat. Mä nieft dem Technoport gëtt et och nach weider Firmen-Inkubatoren, wéi zum Beispill d'BGL, d'BNP, PwC oder och d'Fédération des Artisans. Lëtzebuerg huet deemno schonns positiv Viraussetzunge geschafen, fir d'Innovatioun op onser Finanzplaz mat ze promouvéieren.

Fir ons ass et wichteg... Oder wat fir ons wichteg ass, wann nei Produkter bis massentauglech sinn: Mir mussen derfir suergen, datt si och gutt a kloer reglementéiert ginn. Natierlech gëtt et ëmmer erëm Akteuren, déi sech wéinst Käschtegrënn géint esou Reglementatioune striewen, mir sinn allerdéngs iwwerzeegt, datt d'Coûts de réglementation vun haut muer méi Sécherheet garantéieren a mir esou kënnen zukünftege Krisen eventuell souguer virbeugen. Et ass also eng gutt an eng wichteg Investitioun an onsen Aen.

Ech wëll awer och nach op eng aner Remarque hei am Numm vun der gréngér Fraktioun matdeelen. An der akademescher Welt ginn ekonomesch Hubs oder Hotspots wéi London, New York, Tokio, Singapur, ëmmer méi oft als „global cities" bezeechent. Et ass awer net de Grond, firwat ech d'Iddi vun „global city" hei erwänen. Vill méi wichteg ass et, ze wëssen, datt mëttlerweil och grouss Consultatiounsfirmen, wéi zum Beispill McKinsey oder och AT Kearney d'Iddi vu Weltstied mat an hir Consultatiounen abezéien.

Si stelle souguer schonn hir eege Lëscht vu Weltstied op, déi si no eegene Kritäre festleeën. Esou Lëschte sinn eng Grëtz manner theoretescher an akademescher Natur, mä dofir méi pragmatesch. Ier sech eng Firma an enger Stad néierléisst, ass et näämlech net nëmme vu Virdeel, ze wëssen, wat d'steierlech Konditioune sinn, fir vill Firmen ass et och wichteg oder gëtt et ëmmer méi wichteg, fir ze wëssen, wéi et sech an enger Stad liewe léisst. Dëst ass ee vun de Beräicher, an deem Lëtzebuerg sech auszeechent.

An engem rezente Pabeier aus dem akademesche Journal „World Review of Science, Technology and Sustainable Development", deen d'Recherche iwwert d'Weltstied mat der Iddi, wéi et sech an esou Stied liewe léisst, kombinéiert, geet ervir, datt Lëtzebuerg eng vun deene Stied ass, an deenen déi zwee Aspekter Aarbecht mat Liewensqualitéit sech am beschte matenee kombinéiere loossen. Op de Wëssenschaftler hirer Ranglëscht läit Lëtzebuerg op der exzellenter sechster Plaz, wat eng iwwerragend an duerchaus iwwerraschend Performance ass, näämlech virun New York, viru Berlin, viru Paräis, virun Tokio a viru London.

Wat ech mat dësem Beispill wëll soen, ass, datt mir d'Zukunft vun der Lëtzebuerger Finanzplaz och mussen un aner Kritäre bannen, wéi just déi, déi reng ekonomescher Natur sinn. Mat aktuelle Projeten, wéi zum Beispill dem Tram, dem Ausbau vun der doucer Mobilitéit, awer och d'Finaliséierung vun de Plan-sectorielle si mir um gudde Wee. An domadder schafe mir e wichtege Facteur, fir innovativ Firmen an d'Leit dovunner ze iwwerzeegen, datt déi Lëtzebuerger Finanzplaz de richtege Standuert fir hir Aktivitéite ka sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci der Madamm Loschetter. Als nächste Riedner ass den Här Roy Reding ageschriwwen. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleegen, Dir Dammen, Dir Hären, ech fannen dat ganz flott, wat meng Virriedner all gesot hunn.

De Laurent Mosar war ganz poetesch an huet eist Land duergestallt als e faarwegt Schëff um Weltmier vun der Globaliséierung. En huet e bëssen débordéiert op d'Steieren.

De Guy Arendt war ganz „matter of fact" an en huet kloergestallt, datt d'Finanzplaz 25% vun eiser Ekonomie duerstellt.

An de Franz Fayot, muss ech soen, all Respekt, hat de Mutt hei Saachen unzeschwätzen, déi vill net de Mutt hunn unzeschwätzen, näämlech onangenehm Themen, wéi eis Relatioun mat Saudi-Arabien a mat Qatar, wat d'Finanzplaz ugeet.

Et muss ee kloer soen, Islamic finance huet näischt ze di mat Islamisten, mä op där anerer Säit, Staten, deene géif nogewise ginn, datt se Terroraktivitéite finanzéieren, mussen hei am Land eng rout Kaart kréien. Ech si frou, datt ausgerechent ee vun de Regierungsparteien dat hei klipp a kloer gesot huet.

Bon, vun deene gréngen, do sinn ech e bësse manner ugedoen, well do geet da Rieds iwwer Steiermoral, iwwer Transition énergétique, iwwer dräi Landessproochen. Neen, mir hunn eng Landessprooch; dat ass eis, dat ass Lëtzebuergesch. Mir hunn och offiziell Sprooche wéi Franséisch, Däitsch an och ëmmer méi Englesch. A mir mussen och net iwwert den Tram schwätzen, wann d'CSV eng Interpellatioun mécht iwwert d'Zukunft vun der Finanzplaz.

Mir sinn eis allegueren heibannen eens, ausser vläicht d'Kolleege vun deene Lénken, datt mer op all erdenklech Aart a Weis heibanne sollten alles ënnerstëtzen, wat der Finanzplaz hëlleft. De Laurent Mosar huet véier Stoussrichtungen opgewisen, mat all deene véier mer kënnen d'accord sinn, an déi ech wollt ganz kuerz kommentéieren. Seng éischt Stoussrichtung ass Triple-A; mir mussen déi bescht sinn um Niveau vun der Kompetenz a vum Savoir-faire. Déi zweet ass, mir musse reaktiv bleiwen. Déi drëtt ass, mir mussen irreprochabel sinn. An déi véiert ass, mir mussen nei Créneauen ugoen.

Wa mer déi Éischt huelen - déi bescht bleiwen -, ech mengen, do si mer alleguerte ganz d'accord. Mir mussen awer och dobäi soen, datt mer duerfir héichqualifizéiert Personal brauchen, wat mer och mussen unzéien. An do ass nieft dem Fait, datt mer kënnen aus Drëttlänner Leit liicht e Permis de travail ginn, wa se eng gewësse Qualifikatioun hunn, eng gewësse Pai iwwerschreiden, datt mer do vläicht och missten um steierlechen Niveau eppes ënnerhuelen, Här Finanzminister, léif Kolleegen, fir zum Beispill eng Maximalsteier op d'Akommes fir esou Leit wéi Fund managers.

Dat Zweet ass: rester réactif. An do deelen ech d'Skepsis, déi hei opkomm ass. Et sinn Délaien, déi ëmmer méi laang ginn. Ech sinn an der glécklecher Situatioun, ee vun deene raren Affekoten heibannen ze sinn, déi net immens aktiv sinn am Fongegeschäft, duerfir däerf ech Saache soen, déi anerer net däerfe soen: Déi Délaien, déi mer bei der CSSF hunn, fir nei Fongen ze autoriséieren, sinn net méi normal, sinn net méi tragbar. Mir mussen do onbedéngt eppes ënnerhuelen, datt mer do wesentlech méi schnell a wesentlech méi reaktiv kënne ginn.

En anere Punkt ass eng iwwerdriwwe Bürokratiséierung, déi mer ëmmer méi feststellen an alle méiglechen Administratiounen. Ech ginn Iech ee Beispill, Här Minister: Neierdéngs kann een eng Apostille net méi kréien op eng faarweg Kopie, mä nëmmen nach op eng schwaarzwäiss. Ech fannen, dat si Saachen, déi eiser Finanzplaz net guttdinn.

Et gouf eng Etüd gemaach vun Ernst & Young an der ABBL iwwert d'Käschte vun der Reglementatioun 2013. Ëmmer erëm, wa mer nei Reglementatiounen aféieren, musse mer wëssen: Dat kascht konkret Geld. Dat kascht d'Banke Suen. 2013 hunn d'Lëtzebuerger Banken 382 Milliounen Euro missen ausginn, pour faire face au coût de la réglementation. Dat waren iwwer 40% vun deene Suen, déi se investéiert hunn. Et deet mer leed, ech fannen dat enorm. An déi Sue wäre besser investéiert an Aarbechtsplazen oder besser Infrastrukturen. Dat war e Plus vun 20% op véier Joer.

De Constat vun där Etüd, déi ech genannt hunn, war: «Il est frappant de constater que l'initiative la plus coûteuse pour la place est le résultat d'une mesure fiscale américaine sans impact positif pour le secteur financier européen.» Mir mierken also, datt mer duerch amerikanesch Regelen enorm Käschten hunn op der Plaz, déi eis op där anerer Säit näischt bréngen. An dogéint muss een eppes ënnerhuelen.

Da war déi drëtt Stoussrichtung vum Laurent Mosar, déi ech absolutt ënnerstëtzen: Mir mussen irreprochabel sinn. Mä do muss ee soen, et däerf een och dat net iwwerdreiwen. Mir hunn eng Konventioun elo gemaach mat Frankräich géint d'Duebelbesteierung, wou mer elo soen, bei Lëtzebuerger Firmen, déi a Frankräich Immobilie besëtzen, gëtt d'Plus-value de cession dorénavant a Frankräich besteiert anstatt hei. Dat ass eng Topeschkeet, well doduerch ginn déi Firmen, déi an deem dote Fall sinn, einfach elo an d'Belsch sëtzen, well d'Belsch huet dat net stoen an hirem Duebelbesteierungsakommes. Dat heescht, mir hunn Transfert-de-sièges, déi mer net missten hunn, ouni datt dat eis iergendeng Plus-value bréngt!

Gott sei Dank, dat konnt een haut am „Figaro" liesen, huet d'Assemblée nationale française verpasst, fir deen Text, contrairement zu eiser Chamber, zurzäit ze stëmmen, soudatt déi Änerung net den 1. Januar 2016, mä eréischt den 1. Januar 2017 wäert a Kraaft trieden.

Hunn ech nach Zäit?

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Jo.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Déi véiert Stoussrichtung waren déi nei Créneauen, déi mer sollten ugoen, et ass hei scho gesot ginn, dat si FinTech, „virtual currencies", „cryptocurrencies" an esou weider. Dat ass eng Chance fir Lëtzebuerg. Et ass eng Chance, datt mer scho ganz laang eng Association professionnelle des sociétés de l'informatique hunn, déi eng „virtual currencies working group" op d'Bee gesat huet schonn 2014. A ganz, ganz fréi, näämlech Valentinsdag d'lescht Joer, huet d'CSSF en extrem positive Schrëtt gemaach an nom Motto: „Geld ass Geld, egal wéi d'Wärung ass", „virtual currencies", „Bitcoins" a wéi ee se alleguerte wëllt nennen, d'selwecht behandelt wéi aner Wärungen, wéi aner Finanzdéngschtleeschter.

Contrairement zu den Amerikaner zu New York, déi soen, mir maachen eng extra Legislatioun, eng extra Reglementatioun, hu mir gesot: Neen, mir bleiwen an deem, wat mer hunn. FinTech kënnen „payment institutions" sinn, et kann elektronescht Geld sinn, et kënnen och Banke sinn, et kann egal wat sinn. Et sinn Déngschtleeschter wéi all anerer och. An et ass net, well se an enger virtueller Wärung schaffen, datt se anescht solle behandelt ginn, wéi wa se mat normale Wärunge géife schaffen.

A finalement däerfe Fongen zu Lëtzebuerg elo schonn an déi virtuell Wärungen investéieren, wat extrem positiv ass! Mir sinn hei op enger Kräizung tëschent zwou Welten, déi hei am Land eng grouss Roll spillen a solle spillen, näämlech op där enger Säit d'Finanzen an op där anerer Säit d'Technologie, d'Informatik.

Lëtzebuerg huet effektiv, do ginn ech dem Laurent Mosar ganz recht, d'Zeugs, fir den Hub ze gi vun där FinTech an Europa. De Brexit, deen ech perséinlech géif absolutt befirworten, hätt fir Lëtzebuerg de groussen Avantage, datt mer effektiv an der Eurozon, fir Europa, kéinten deen Hub ginn.

Da kommen aner Saachen op eis duer, déi et och haut scho gëtt, wéi „Crowdfunding", wou et PMEen zum Beispill kann erlaabt ginn, fir vun netprofessionellen Investisseure Geld unzehuelen an esou weider an esou weider. Hei géif sech ganz laang driwwer schwätze loossen.

Bref, mir sinn e Land vu kuerze Weeër. Mir mussen eis Bürokratie onbedéngt am Grëff behalen. Mir musse ze zréckschneiden. Mir hunn ze vill, wat d'Engländer nennen „red tape", do ass effektiv e Problem haut schonn. Do musse mer eppes dergéint maachen. A fir de Rescht, musse mer um Bols vun der Zäit bleiwen. An da sinn ech iwwerzeegt, datt mer effektiv an deem doten Domän Triple-A bleiwen!

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Reding. Als nächsten ageschriwwenen Deputéierten...

M. Laurent Mosar *(CSV), interpellateur*.- Madamm Presidentin.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Jo, Här Mosar?

M. Laurent Mosar *(CSV), interpellateur*.- Ech wéilt kuerz d'Wuert froen. Virun e puer Minutten huet hei déi mandatéiert Spriecherin vun deene Gréngen Zuele genannt, déi angeblech vun engem Steierzueler hei zu Lëtzebuerg bezuelt gi wären. Ech muss Iech soen, datt dat awer e ganz aparte Virgang ass. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg e Steiergeheimnis. Do ass et net üüblech, datt een Zuelen indiquéiert, wat do vu Steiere bezuelt ginn ass. Mir sinn allegueren ten äusserst erschreckt.

Ech wollt just vläicht, wann Der erlaabt, direkt awer dem Finanzminister d'Fro stellen, ob hien dat normal fënnt, datt hei offiziell Zuelen (veuillez lire: Zuele genannt ginn), déi un d'Steierverwaltung geriicht ginn, an ob dat net eng Violatioun vum Secret fiscal ass.

Also mir empfannen dat, op eiser Säit, als en extrem grave Virgang an dësem Haus!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci. Ech huelen Akt vun Ärer Deklaratioun. Ech gesinn, d'Madamm Loschetter... Mä ech géif proposéieren: Den Här Gramegna ka jo herno dozou Stellung huelen oder Iech eng Äntwert ginn.

Mir fueren elo der Rei no, wéi et hei op menger Léscht steet. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Deputéierten David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Madamm Presidentin. Ech freeë mech, dann eng Zell mat der Madamm Viviane Loschetter zu Schraasseg ze deelen, well ech wäert datselwecht maachen.

(Hilarité)

Ech hätt och ni geduecht virun e puer Joren, datt ech mech misst mat der Finanzplaz auserneesetzen an...

(Brouhaha)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Sou, wann ech gelift e bësse Rou am Sall. Den Här Wagner huet eleng d'Wuert!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Elo bedaueren ech - Merci, Madamm Presidentin -, datt ech nëmmen zéng Minutten zur Verfügung hunn.

Et ass net oninteressant, datt dës Interpellatioun jo scho viru Méint vum Här Mosar gefrot gouf. Si hätt jo scho misse stattfannen, an zwar nach virum Summer. Mä do war den Zäitpunkt - wéi soll ech et ausdrécken? - net ganz génschteg, well d'EU mat der griichescher Fro konfrontéiert war. Dann hätt ee missen iwwer Steierflucht schwätzen, wat eng vun de villen Ursaache vun der Kris a Griichenland ass. A wie vu Steierflucht schwätzt, dee muss dann och erwimmen, wouhin dës Flucht féiert. Jo, den Zäitpunkt war wierklech net génschteg!

Et ass jo och net onironesch, datt ausschliisslech Holland de Ruling-Accord, deen nach vill ze moderat ass, versicht huet, ze blockéieren. Dobäi ass hire Finanzminister, den Här Dijsselbloem, den Eurogroup-Chef, deen Hardliner, dee mat all Mëttele versicht huet, Griichenland an d'Knéien ze zwéngen.

Wann een dat alles betruecht, da stellt ee fest, et sinn déiselwecht, déi bereet sinn, e Vollek um Altor vun de Finanzmäert ze opferen, déi behaapten, datt d'Aarbechter iwwer hir Verhältnisser gelieft hätten. Déi och Operatiounen ënnerstëtzen, fir datt d'Multie manner Steiere bezuelen, oft manner Steiere bezuele wéi d'Aarbechter selwer. Déiselwecht Aarbechter, déi da virgeworf kruten a kréien, iwwer hir Verhältnisser gelieft ze hunn an zur Strof Spuermesuren erdroe mussen!

Madamm Presidentin, Räichtum konzentréiert sech ëmmer méi an den Hänn vun e puer Leit. Laut dem leschten „wealth report" vun der schwäizer Bank UBS sollen 0,004% vun der Weltbevëlkerung ongeféier 13% vum Welträichtum an hiren Hänn konzentréieren! Trotzdeem, an ech géif éischter soen, grad dowéinst, ginn iwwerall Spuermesuren imposéiert, déi eng méi schro, déi aner manner, jee no Land, jee no politescher Situatioun.

Wa mir als Lénk d'Finanzplaz, esou wéi se ass, a Fro stellen, dann ass et net aus Spaass un der Saach. Am Géigendeel, et ass net einfach politescht Kapital aus der Kritik vun der Finanzplaz ze schloen. Vill méi einfach ass et, wéi zejoert bei der LuxLeaks-Affär, vun enger internationaler Verschwörung vu grousse Länner ze schwätzen, déi jalous wieren op dat klengt a schwaacht Lëtzebuerg.

Natierlech gëlle mir als Lénk als Exoten, als douce Dreemerten, déi virun de Realitéite fortlafen. Ech verstinn, datt dat esou eriwwerkënnt, och wann international oder souguer national Finanzexperten eis Kriticken och deelen. Wa mir awer gewësse Praxisse vun der Finanzplaz a Fro stellen, ass et och, well duerch gewësse Produkter d'Kapital weltwäit nach nëmmen e Brochdeel vun deem bezilt, wat et misst. An dat geet op Dauer op Käschte vun de Bierger vun alle Länner, natierlech och hei zu Lëtzebuerg.

Dofir musse mir eis eens ginn, wouriwwer mer schwätzen. Schwätze mer vun enger Lëtzebuerger Finanzplaz oder vun enger Finanzplaz zu Lëtzebuerg? Wiem bréngt d'Finanzplaz eppes a wie muss schlussendlech fir d'Land opkommen?

Eng vun de Mutatioune vun der Finanzplaz ass jo déi, an dat gouf och scho vum Här Fayot ugeschwat, fir Ultraräicher hei unzezéien, déi faméis „ultra high net worth individuals", also Individuen, déi méi wéi 30 Milliounen Euro weien - an et kann een dovunner ausgoen, datt vill vun hinnen och nach vill méi weien -, an déi hirem Hierkunftsland Steiere virenthale wëllen.

Zanter datt de Secret bancaire nach just fir Résidentë gëllt, sollen déi Steierflüchtlingen heihinner ugezu ginn. Därer sollen et der zu Lëtzebuerg iwwer 100 ginn. E Journalist aus dem „Lëtzebuerger Land" huet sech d'Méi gemaach, déi ze zielen. Déi Leit sollen derfir suergen, datt se wéinstens sechs Méint pro Joer zu Lëtzebuerg verbréngen: E bësse wéi zu Monaco.

Et kann ee sech natierlech virstellen, datt dës Leit net an engem Studio wëlle verharren, mä si brauchen och e gewësse Standard. Dat wäert och e gewëssen Impakt op den Immobilier hunn. Et sinn der, déi sech doriwwer freeën natierlech. E klengt Beispill sinn déi Wunnenge bei der Mëchelskierch hannert dem Fëschmaart an der Stad, wou 19 Luxuswunnengen installéiert gi mat Domotik an allround Conciergerie a wou een 20.000 Euro de Meter carré bezuele muss.

Ech wëll net domadder behaapten, datt dat d'Ursaach ass vun der Logementskris, mä op jiddwer Fall dréit et net derzou bäi, datt ee korrekt Logementer op flotten, ganz schéine Plaze fir normal Leit kéint bauen!

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Jo, de Poids vun der Finanzplaz ass enorm: 25% vum PIB, 45.000 Aarbechtsplazen! Mir sinn eis däers bewosst. De finanziellen Poids vun der Finanzplaz répercutéiert sech dann och op d'Politik.

Gläich solle mer mat enger Steierreform konfrontéiert ginn. Ech weess net esou richteg, wat d'Regierung wëllt. Dat weess keen zurzäit, ausser, datt d'Steierlaascht fir d'Betriber op 15% erof goe soll. Dat wier dann den effektiven Taux, nodeems verschidden Entlaaschtungen an Abattemente stattfonnt hätten. Or, et ass awer och net richteg, ze behaapten, datt hautzudaags all Betrib en effektiven Taux vu 15% bezuele géif. Et gëtt der nach, déi méi bezuelen. An dat sinn och net onbedéngt déi, déi den Drock ausüben, fir den Taux erofzesetzen.

Et kann een also soen, datt deen neien nominalen oder potenziellen nominalen Taux vu 15% eng reell Steierentlaaschtung fir d'Betriber bedeit. Et gëtt gesot, et wäert budgetsneutral sinn. Mä mir hu jo eng effikass Finanzplaz an et kann een dovunner ausgoen, datt deen neien nominalen Taux vu 15% vläicht duerno nach en neien effektiven Taux, deen nach drënner ass, kéint produzéieren.

De Problem ass deen, an dat liicht jidderengem an, datt déi Logik, fir d'Steiere vu Betriber ëmmer méi ze drécken, zwou gréisser Konsequenzen huet: Éischtens, manner Betribssteiere bedeit, datt de Stat dee Manko jo iergendwou muss siche goen. Ëmmerhi brauch e Stat, zemools ee wéi Lëtzebuerg, dee schnell wiisst a vill Moderniséierung nohuele muss, konsequent Finanzmëttelen. A wou ginn dës Recherchë (veuillez lire: Recettë) gesicht? Beim Steierzueler, ënner anerem duerch eng Erhéijung vun der TVA oder duerch Spuermoossnamen.

Zweetens. Déi liberal Logik besteet doranner, fir ze behaapten, datt manner Steiere méi Betriber unzéien, ergo méi Aarbechtsplaze schafe géifen. Dat ass awer net esou. Vu datt duerch d'Steiererliichterung de Manque à gagner beim Steierzueler muss gesicht ginn, erliewe mer eng Kontraktioun vun der Kafkraaft. Déi erliewe mer, och wann een den Avis zum Budget vun der Chambre des Salariés liest, deen dat ganz wëssenschaftlech souguer appréciéiert.

An eng Kontraktioun, déi sech herno op d'Croissance répercutéiert. Dat huet natierlech

och Konsequenzen op weider Saachen, wéi d'Cotisatiounen a schlussendlech verdéift et den Defizit vun engem Stat, dee sech entweder verscholde muss bei Banken, also bei den ursprüngleche Verursaacher vum Problem, oder et gëtt als Virwand benotzt fir weider Spuermoossnamen, déi de rezessiven Zyklus nach nëmme wäerte verschäerfen. Dee Modell ass quasi iwwerall ze analyséieren, wou en appliziéiert gouf.

Dobäi däerf een awer net vergiessen, datt awer och verschidde Multien, wa se e Minimum vu Substanz hei hunn, ganz gäre vun eisen Infrastrukture profitéieren, ouni déi et schwéier wier, Geschäfter ze maachen. An dës Infrastrukturen hunn e Präis, dee se net bereet sinn, ze bezuelen. Op Franséisch seet een: «Le beurre et l'argent du beurre». Heiansdo ajoutéiert een: «Et le sourire de la crémière», fir net méi graveleux ze ginn.

Här President, spéitstens zanter der LuxLeaks-Affär misst et jidderengem kloer sinn, datt et hei net ëm Lëtzebuerg geet oder soss en anert Land. Et geet ëm d'Kapital, wat sech frenetesch no gesetzleche Modeller ëmkuckt, déi him et erlaben, op eng transnational Aart a Weis Steieren ze hannergoen. An et gëtt e Krich vu Finanzplaze weltwäit, fir dee Service unzebidden! Déi eng sinn an direkter Konkurrenz, well se déiselwecht Clientèle hunn, anerer hu sech d'Welt a Revéieren opgedeelt, déi eng Europa, Asien oder d'Golfstaten.

Mä et gëtt och eng Panoplie vu Produkter, wéi se genannt ginn, obwuel se séier wéineg produzéieren, déi derfir suergen, datt d'Kapital alles fir sech behält. An do ass de Fall vu Walmart e Paradebeispill, wou ee konnt feststellen, datt déi gréisste Supermarchéskette vun der Welt zu Lëtzebuerg, ech mengen, 22 Société-Filialen hat, nëmme fënnef hate sech hei etabléiert.

A wann een och kuckt, wat den Europadeputéierte Sven Giegold seet, datt Walmart jo net déi rengsten, an dat wësse mer, déi rengsten ekonomesch Substanz hei zu Lëtzebuerg huet, konnte se awer tëschent 2011 an 2013 Profitter justement, wéi d'Madamm Loschetter richtegerweis gesot huet, vun 1,3 Milliarden erwirtschaften an nëmmen 1% Steiere bezuelen! Mir däerfen dat anscheinend net soen, Madamm Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Et stoung an der...

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Jo, et stoung iwwerall. A mir si Volleksvertrieder a keng Banquieren.

Dovunner ofgesinn, datt de Fall Walmart offensichtlech d'Kritären, wat ekonomesch Substanz ugeet, net onbedéngt respektéiert, muss ee feststellen, datt dës Kritäre meeschtens op eng ganz tolerant Aart a Weis gehandhaabt ginn. A mir wësse jo och, ganz oft, datt dee sougenannte Siège de direction effective doranner besteet, datt et duergeet, zu Lëtzebuerg eemol eng Versammlung vum Verwaltungsrot do ofzehalen. Dat bezeechent d'„Lëtzebuerger Land" als eng Fiction de substance économique.

Ech wäert e puer Saachen iwwersprangen, well ech definitiv net genuch Zäit hunn. Et deet mer leed. Ech wéilt eng kleng Saach awer preziséieren. Mir als Lénk, mir plädéieren net dofir, fir d'Finanzplaz einfach esou zouzemaachen. D'Finanzservicer sinn net per se schlecht. Dat hunn déi Lénk ni behaapt, an dat kënnt Der och kucke bei de Riede vu mengem Virgänger, dee sech jo vill domadder beschäftegt huet, dem Justin Turpel, deen dat och ni behaapt huet!

Mir plädéiere fir e Plang B, fir en Terme à la mode ze nennen, fir toxesch Produiten ze ënnerbannen a grad den Know-how ze benotzen, dee mer hunn, fir eng sozial an ökologesch Rekonversioun vun der Finanzplaz ze assuréieren. E bëssen esou wéi mat der Atomenergie: Et huet een Ingenieuren, déi an Atomkraaftwierker schaffen, mä déi sinn och capabel, aner Saachen ze entwéckelen.

Dat geet net vun haut op muer, mä dat muss ee planifiéieren. Well et ass fragill, entgéint deem, wat ëmmer behaapt gëtt. An dat géif och vill diplomatesch Energie erspueren. An dat géif och à la limite den Nation Branding erspueren. A wéi Der gesitt, sinn ech och nach capabel, an deem Sënn eng Spuermesure virzeschloen. Dat sidd Der vu mir net gewinnt, mä dat wär emol meng Éischt.

Ech soen Iech Merci.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Wagner. Ech wëll just soen, dass et hei am Parlament Riedefräiheet...

Une voix.- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- ... gëtt an déi och bleift. Domat huet elo direkt d'Wuert den Här Finanzminister, well, ech mengen, mer sinn um Enn vun der Riednerlëscht ukomm. Här Finanzminister Pierre Gramegna, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, ech si frou, dass mer deen Débat haut hei hunn, well d'Finanzplaz jo dee wichtegsten, dee gréisste Pilier ass vun eiser Wirtschaft.

Ech géif gäre mech fir d'Éischt emol freeën, dass den Deputéierte Laurent Mosar am Ufank vu senger Ried direkt gesot huet, dass dat hei soll e konstruktive Bäitrag sinn - ech huelen dat zur Kenntnis, dat ass och an enger larger Mesure de Fall gewiescht -, an dass dat heiten net eng Ukloschrëft un d'Regierung ass.

A wéi hätt et och kënnen eng Ukloschrëft sinn, well ech schonn esou oft op déser Tribün an op anere Plaze gesot hunn, dass déi heite Regierung, wéi déi virdrun, houfreg ass op déi Finanzplaz, déi mer hunn, a mer alles versichen ze maachen, fir déi ze diversifizéieren a méi staark ze maachen. Soudass ech mengen, dass mer dans les grandes lignes jo och hei e Konsens hunn, als Regierung zesumme mat der gréisster Oppositiounspartei, an doriwwer freeën ech mech.

Ech freeë mech d'autant plus driwwer, well dat, wat mer wierklech zu Lëtzebuerg brauchen, dat ass Zesummenhalt a Konfienz. An et ass nëmmen, wa mer Zesummenhalt a Konfienz hunn, dass et eiser Finanzplaz wäert gutt goen an dass et och eiser Wirtschaft wäert gutt goen.

An eiser Wirtschaft geet et guer net schlecht - dat ass net den Débat vun haut -, mä se wiisst ronderëm 3,5%. Dat ass net nëmmen de Verdéngscht vun der Finanzplaz, mä och zum groussen Deel de Verdéngscht vun der Finanzplaz.

Den Triple-A. Ech si frou, dass dat direkt am Ufank vu verschidde Rieden als wichteg erkannt ginn ass. An ech wëll hei nach eng Kéier soen, den Triple-A ass net nëmme wichteg fir d'Finanzplaz, mä en ass fir d'Finanzplaz entscheedend. Wa mir gären Investisseuren an eist Land unzéien, da musse mer sécherstellen, dass mer en Triple-A hunn, well da si mir méi attraktiv wéi all déi, déi en net hunn! A mir sinn nach just zu enger Dosen an der ganzer Welt, déi deen Triple-A hunn. An an der Eurozon, mengen ech, nach just eleng mat Däitschland.

Mä mir maachen den Triple-A net nëmme wéinst der Finanzplaz. Mir maachen en, well mer doduerch méi Wuesstum kënne kréien a méi Aarbechtsplaze kënne schafen. Dofir sinn ech och frou, dass mer den Triple-A nach eng Kéier hei ernimmt hunn, sachant dass mer och eis Présidence ënnert d'Zeeche vum Triple-A social gesat hunn, deen den Triple-A financier complétéiert.

Une voix.-Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Ech hunn och mat Freed festgestallt, dass mer bal all, vläicht souguer alleguerten, unanime zefridde sinn iwwert d'Politik vun der Transparenz par rapport zu Steieren, déi dës Regierung jo wierklech ganz staark gepusht huet, fir net ze soen, bal initiéiert huet. An ech si frou, dass mer och do e Konsensus hunn, well dat war keng einfach Décisioun. Dat ware keng einfach Décisiounen - am Pluriel -, well et waren der ganz vill!

An dann e leschte Punkt, e bësse vun enger Introduktioun: Lëtzebuerg, egal wéi wichteg a grouss d'Finanzplaz ass, ass natierlech awer vill méi wéi dat. A wa mer da wëssen, dass tëschent 25% a 27% vun eiser Wirtschaft grad vum Secteur financier ofhänken, dann heescht dat jo, dass a fortiori dräi Véirel vun eiser Wirtschaft aneescht produzéiert ginn, an déi däerfe mer net vergiessen!

Ech ginn elo net op d'Zifferen an, well se waren net alleguerten déiselwecht, déi genannt gi sinn, mä et ass grosso modo tëscht 25 a 27% vum PIB, deen an dem Secteur financier erwirtschaft gëtt, an et ass grosso modo 12% vum Emploi, jee no deem, wéi een zielt.

Mir wëllen déi Finanzplaz weider diversifizéieren an entwéckelen, mä mir wëllen awer och net d'Rad nei erfannen. An dës Finanzplaz war charakteriséiert, dass se vill innovéiert huet, dass se oft en „first mover" war, an ech géif gäre just e puer Daten hei uginn. Verschidde-ner si vun den Orateuren och erwänt ginn.

1963 huet déi Lëtzebuerger Bourse deen éischten Eurobond gemaach an dat war eng Äntwert op d'„equalization tax" an Amerika. A mir wëssen, wéi spektakulär déi Eurobonds do gewuess sinn an dat ass en fait de Succès gewiescht vun eiser Bourse international. 1979 huet déi éischt chinesesch Bank sech hei etabléiert. Dat huet de Guy Arendt och gesot. An 1985 hu mir hei d'UCITs-Direktiv als Éischt ëmgesat a mir haten en fait schonn e Prédécesseur vu UCITs hei zu Lëtzebuerg erfonnt.

2007 goufen déi éischt „green bonds" hei zu Lëtzebuerg geléscht. 2011 deen éischten „dim sum bond", also déi éischt Obligatioun, déi a Renminbi ausgedréckt ass. 2014 - méi no bei eis - deen éischten „Schengen Bond". Dat ass déi éischt Obligatioun a Renminbi, déi vun enger chinesescher Bank hei zu Lëtzebuerg émettéiert ginn ass. Dat war och eng Weltpremière.

2014 huet dCSSF, als éischte Régulateur op der Welt, op d'mannst an Europa, e Regimm beschriwwen, wéi d'virtuell Wärunge sollen traitéiert ginn. An 2015, virun e puer Wochen, huet d'CSSF och déi éischt Lizenz ausgestallt fir eng Firma mat virtuelle Wärungen.

Dir gesitt, mir hunn iwwert d'Zäit ganz effikass an innovativ geschafft an dee Virsprong wëll ech och weider ausbauen.

D'Firmae brauche Previsibilitéit fir kënnen ze plangen, ze investéieren a sech ze développéieren. Dat maache mir esou weider, well mir maachen dat, wat mer annoncéiert haten. Mä Continuitéit, op déi ech elo vill insistéiert hunn, heescht awer net, dass dës Regierung keng nei Akzenter gesat huet.

Mir hunn d'Finanzplaz nei ausgeriicht, an zwar fir d'Éischt um Fong mat enger Rei vu Saachen, an haaptsächlech hu mer natierlech misse ronderëm eis Reputatioun Aktiounen huelen an do konkret virgoen. An ënnert der fréierer Regierung war näämlech verpasst ginn, dass d'Zäiten amgaange si sech ze änneren.

Säit der Finanzkris vun 2008 ass d'ganzt Thema vun der Transparenz omniprësent ginn. Mir hunn ze laang probéiert, eist Bankgeheimnis ze halen. Mir hunn ze laang gewaart, fir den Échange d'information sur demande méi auszedeenen an an der Pratique ëmzesetzen, soudass mer op eng schwaarz Lëscht vum Global Forum komm sinn. Ech wëll keng Polemik domat maachen an et ass een ëmmer méi intelligent duerno wéi virdrun, wann een an der Aktioun ass.

Mä loosse mer awer unerkennen, dass hei dee Cumul vu Saachen net hätt däerfe geschéien. Cumul vum Banksecret, deen immens attackéiert war, plus déi schwaarz Lëscht, dat war e ganz geféierleche Cocktail, deen eis Finanzplaz hätt kënne relativ séier futtimaachen.

D'Bankgeheimnis war iwwer Joren e Virdeel, mä an deene leschte Jore bal zu engem Handicap ginn. Et ass also héich Zäit ginn, fir eis Regelen dem Ëmfeld unzepassen. De Wee an d'Richtung vun der Transparenz war dee richtegen.

Et war gefaart ginn, dass dat eiser Bankplaz géif vill schueden. Mä wa mer elo zréckkucken, gesi mer, dass d'Bankplaz nach ëmmer relativ staark do steet. Zum Engen, well de Secret bancaire och nëmmen an engem Domän eng grouss Roll gespillt huet, an zwar am Private Banking. An do gesi mer, dass trotzdeem, och wa mer de Secret bancaire elo säit méi wéi engem Joer net hunn, de Privatbanking sech guer net schlecht hält. An dann an deenen aneren Domänen, do hat souwisou de Secret bancaire kee groussen Impakt an do war dat Allerwichtegst en fait eisen Know-how, eis Qualitéiten, eist internationaalt Wëssen.

Jo, Här Roth. Enfin, et ass net u mir, mengen ech, lech d'Wuert ze ginn, mä...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann Dir domat d'accord sidd an den Här Roth freet gentiment.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wollt just froen, den Här Finanzminister huet richteg gesot, ech mengen, mir hu Chance gehat, dass mer deen „phasing out" vun dem Secret bancaire, et ass eis dat gutt gelongen, an do huet jiddwereen derzou bäigedroen.

Ech ka mech awer och nach vaguement erënneren, oder vläicht méi genee, dass besonnesch déi Milieuen, Här Finanzminister, déi Der an Ärem fréiere Beruffsliewen awer mat vertrueden hutt, ëmmer derfir plädéiert hunn - an, ech mengen, och zu Recht -, dass Dir sollt kucken, dass deen „phasing out" vun der Finanzplaz a virun allem vun dem Secret bancaire esou laang wéi méiglech sollt erausgezu ginn. Well ech ka mech och nach ganz gutt erënneren, dass ee leider verstuerwene Fraktiounspresident vun der CSV mat Recht ëmmer drop higewisen huet, virun e puer Joer nach am Bericht iwwert d'Kris, do hate mer jo en extrae Kriseberricht, dass deemools nach iwwer 6.000 Emploien un dem Secret bancaire direkt oder indirekt ugebonne waren.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Also, ech huele ganz gären Nott vun deem, wat Der sot, an ech begréissen eise Premierminister, dee mer d'Freed mécht, dann och haut derbäi ze sinn.

Ech sti komplett riicht fir dat, wat ech fir de Finanzsecteur säit 1983 a mengem Liewe gemaach hunn.

Ech sinn 1983 als jonken Diplomat täteg ginn, a vum éischten Dag un hunn ech versicht an deem Beruff am Interêt vun der Finanzplaz, am Interêt vun onsem Land aktiv ze ginn an hunn d'Interête vun eiser Finanzplaz duerch d'ganz Welt verteidegt. An dat war och, mengen ech, eng gutt Saach an dofir brauch ech mech net ze schummen. A wéi ech herno Direkter vun der Chambre de Commerce gi sinn, hunn ech dat och gemaach.

An ech muss lech soen, dass mat grousser Freed ech dunn d'Responsabilitéit krut, als Finanzminister dat däerfe weider ze maachen. Dofir ass et eng Aktivitéit, déi ech gutt kannt hunn. Mä grad well ech mech esou vill fir d'Finanzplaz agesat hat, ass et mer och schwéiergefall, déi Décisioun ze huelen, a Richtung Transparenz ze goen, well ech pertinemment wosst, wéi Der et richteg sot, Här Roth, dass mer jorelaang, jorzéngtelaang alleguerte gesot hunn, mir mussen drun halen un deem Secret bancaire.

Et ass nun awer och d'Responsabilitéit vun der Politik an d'Responsabilitéit vun der Regierung a vun den Deputéierten, à un moment donné ze erkennen, wou ee muss anescht agéieren. Dës Regierung huet dat gemaach. Ech wëll awer och korrekt sinn. Den Här Juncker op dëser Tribün huet am Abrëll 2013 annoncéiert, dass de Secret bancaire géif ofgeschaaft ginn. Déi Saach huet hien annoncéiert, mir hunn et herno, iwwert Méint duerno gemaach, a mir hunn et vill méi wäit gemaach.

Dofir, ech wëll, wéi gesot, net eng Polemik hei maachen. Et ass een och ëmmer, wéi ech virdru gesot hunn, herno méi intelligent wéi virdrun, wann een zréckkuckt. Mä et war héich Zäit, dass mer agéiert hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Lëtzebuerg mengt et dann och eescht an der Transparenz fir Steierfroen, och international. An dat hu mer jo och bewisen an eiser Présidence, déi elo bal zum Enn kënnt, an de 6. Oktober hu mer am ECOFIN et fäerdegbruecht, en Accord politique ze kréien iwwert eng Direktiv, déi den Échange automatique vu Rulinge virgesäit an der EU.

Dat war net einfach. Vill Leit haten eis dat net zougetraut. D'autant plus, dass mer dat ganz séier fäerdegbruecht hunn. D'Propositioun vun der Kommissioun koum eréischt am Mäerz an am Abrëll hu mer en Accord politique. D'nächst Woch wäerte mer am ECOFIN dës Direktiv definitiv unhuelen. Ech kann lech soen, dass dat vill begréisst ginn ass an Europa, mä och weltwäit, an zwar ënner anerem zu Lima, wou ech d'Éier hat Lëtzebuerg, awer och d'EU als Presidentschaft ze vertrieden an där Pressekonferenz, wou d'Finanzministere vum G20 d'Resultater vum BEPS presentéiert hunn. Et bien, bei där Okkasioun, dat war e puer Deeg no deem ECOFIN, ass ganz héich gelueft ginn, dass Europa e Précurseur ass am Échange automatique vu Rulingen, en ligne mat deem wat BEPS virschreift. Hei ass also en Domän, wou Europa anticipéiert.

Ech wëll awer och ënnerstäichen, an ech weess, dass dat dem Här Mosar ganz no um Häerz läit, à juste titre, dass Europa zwar kann e Virreider sinn, mä awer net däerf herno eleng do stoen. An an de BEPS-Regelunge steet dran am Aktiounskatalog, dass den Échange spontané vu Rulingen dann ebe weltwäit sollt gemaach ginn. Eisen Échange automatique vun Europa ass, wéi gesot, e Précurseur. Mir wäerten eis asetzen als Lëtzebuerg, elo wou mer d'Présidence hunn, mä awer och duerno, fir dass déi aner solle matzéien. Well soss kréie mer net dat, wat mer gären hätten, déi gemeinsam Spillwiss, den „level playing field".

Ech wëll awer och soen, dass mer eis agesat hunn an der Présidence fir méi Fairness op de Finanzmäert. Mir haten d'lescht Woch d'Méiglechkeet, e Komproméss auszehummeren, kann ee scho bal soen, bei spéiden Négociatiounen an der Nuecht, wou mer en Accord politique fonnt hunn iwwert d'Benchmarken. D'Benchmarken, dat sinn d'Indicen allegueren, an dës Direktiv wäerte mer och d'nächst Woch am ECOFIN kënne formellement adoptéieren. An dat ass eng Direktiv, déi eng Äntwert ass op de Skandal vum Libor a vum Euribor, an dat wäert d'Stabilité financière an Europa stäerken. An dee Komproméss, mengen ech, steet Lëtzebuerg gutt zu Gesiicht, dass mer eis dofir geschloen hunn.

Mir sinn also eng responsabel Finanzplaz. An dat gesäit een och doranner, dass mer Nummer eent sinn an Europa fir d'Part de marché vu responsabele Finanzen, ech denken do u LuxFLAG zum Beispill.

Grad well mer de Fong geännert hunn, konnte mer natierlech och op der Kommunikatioun e bëssen innovéieren a méi proaktiv virgoen. D'Rulinge sinn eréischt mat där Affär, déi leider eisen Numm dréit, weltwäit bekannt ginn, an et huet eis vill Aarbecht kascht, fir d'Medien ze iwwerzeegen, an och de Public, dass d'Rulingen net eng Lëtzebuerger Spezialitéit sinn, mä eppes, wat et a 26 Länner vun der EU gëtt, wat et an Amerika gëtt, wat et an Indien gëtt, bref, wat en Instrument ass wat d'Entreprisë brauchen, fir Sécherheet ze kréien.

Dass mer elo eng Direktiv op europäeschem Niveau op d'Weeër gesat hunn an dass mer elo vun der schwaarzer Lëscht erof sinn, erlaabt eis dobaussen ze soen, dass mir genau déiselwecht Regelen hu wéi Länner wéi Däitschland, England oder Amerika. An ech kann Iech soen, dat ass en immens wäertvollt Argument.

Esou kënne mir e bëssen dat Image vum Steierparadies, wat eis ëmmer nach ugeklieft gëtt, Dag fir Dag e bësse reduzéieren. Dat Ganzt, an ech si frou, dass och eise Vizepremierminister hei ass, kënne mer koppele mat der ganzer Aktioun vum Nation Branding, wou mer och ganz vill Initiative geholl hunn, virun e puer Deeg och eng nei Broschür erausginn hunn, déi „SurprisingLux" heescht, wou mer erklären, dass Lëtzebuerg méi wéi just eng Finanzplaz ass an och a ganz vill aneren Domäner Rekorder schreiwe kann.

E leschte Punkt, ier ech un déi dräi Achse vun eiser Diversifikatioun an Aktioun op eise Finanzplaze kommen: E Wuert iwwer Luxembourg for Finance, déi Agence privée-publique, déi mir zu Lëtzebuerg hunn an déi, wéi ganz richteg gesot ginn ass, ganz gutt fonctionnéiert. Mir sinn och do amgaangen déi Länner, déi mer besichen, ze analyséieren. D'Prioritéit ass ganz kloer no wäiten Distanzen an Asien, am Mëttleren Orient an a Südamerika.

Hei eng Klammer par rapport zu deem wat gesot ginn ass iwwer Saudi Arabien an dem Qatar, profitéieren ech, fir dat hei ze soen: Mir plangen an den nächste Méint, a wahrscheinlech am Joer 2016, keng Missioun an deenen zwee Länner. Mä ech géif awer warnen, fir do précipitéiert politesch Décisiounen ze huelen, ier ee méi kloer gesäit, wee wat an där Regioun finanzéiert a wee wat mécht. De Qatar ass relativ präsent an eisem Land duerch eng Rëtsch Investissementer. Ech sinn net deen, dee se siche gaangen ass. Mir mussen och deene Leit do eng gewësse Previsibilitéit ginn an net alleguerten d'Akteure matenee verwiesselen. Ech géif recommandéieren, dass mer d'Situatioun an deenen zwee Länner solle ganz no monitoren an da kucken, wéi mer eis positionéieren. Mä d'Previsibilitéit, ech mengen, déi gëllt fir jiddwereen.

Korea a Japan, ass och genannt ginn. Dat si grad Länner, wou ech selwer ganz vill higaange sinn an och wäert erëm, zum Beispill a Japan am Januar, goen.

Zum Observatoire de la place financière, wëll ech just soen, ech kommen nach herno drop zréck, wann ech iwwert d'Motioune schwätzen, mir hunn en Observatoire de la place financière, an dat ass en fait Luxembourg for Finance. Luxembourg for Finance huet eng Équipe vun e puer Leit déi d'Veille maache vun deem, wat op deenen aneren internationale Finanzplaze geschitt, an natierlech verdeele mer, circuléiere mer déi Informatiounen an informéiere regelméisseg och den Haut Comité de la place financière an deem Domän.

Ech géif da gären dräi grouss Achse beschreiwen, wéi mir en fait eis Finanzplaz wëllen développéieren an diversifizéieren.

Fir d'Éischt: Lëtzebuerg als Excellencezenter fir grenziwwerschreidend Finanzoperatiounen. Dat ass mäin éischte Punkt. Den zweeten ass: Lëtzebuerg als déi Plaz, wou international Gruppe sech wëllen nidderloossen, fir am Zentrum ze si vun der Eurozon. An drëttens: Lëtzebuerg als Hub fir FinTech an digital Finanzoperatiounen.

Fir d'Éischt also, Lëtzebuerg als Centre d'excellence fir grenziwwerschreidend Finanzoperatiounen. Wann ech d'Finanzplaz Lëtzebuerg vergläiche mat aneren, da stellen ech fest, dass mir déi eenzeg praktesch sinn, déi ganz exklusiv bal op den internationale Marchéen ausgeriicht sinn. Et kéint ee vläicht drun denken, London oder Singapur nach mat eis ze vergläichen - Singapur passt nach vläicht besser wéi London, well si selwer och e klenge Marché hunn. Mä soss gëtt et der net, déi total international ausgeriicht si wéi mir. A vu dass ech gëschter zu London war, muss ech Iech soen, dass et ganz interessant war, festzestellen, wéi déi ganz Debatt an England de Moment verleeft, net nëmmen iwwert de Brexit, mä iwwert d'Wichtegkeet vun der Finanzplaz. A wann een d'Ziffere gesäit, wéi grouss d'Finanzplaz vun England, vu London ass, ass dat scho ganz impressionant.

Wéi kann een dat Internationaalt vun eiser Finanzplaz am Beschten illustréieren? Et bien, ech huelen zum Beispill déi Internationalisatioun vum Renminbi. Wann zum Beispill eng däitsch Firma hiert Geschäft a China ausbaue wëllt, da kënnt déi Firma op Lëtzebuerg a fënnt hei op der Bourse eng Obligatioun am Renminbi, a si mécht et hei, well mir dat hei am beschte maachen an am beschte kënnen. Well mir och den däitschen Droit kennen an déi däitsch Sprooch kennen.

En anert Beispill, dat méi am Private Banking ass: Wann Der e spueneschen Industriellen hutt, deen eng franséisch Fra huet mat Kanner, déi an Amerika studéieren, mat Participatiounen an dräi Länner, an dee wëllt seng Successioun organiséieren, do musst Der all déi Länner kennen, all déi Sprooche kennen. An do hu mir e spezielle Savoir-faire an do hu mir déi néideg Akteure ronderëm d'Finanzplaz, ob dat elo d'Banken oder d'„Big Four"e sinn, ob dat d'„Family Offices" sinn, ob dat d'Affekote sinn; bref, mir hunn och déi richteg Boîte à outils, fir domadder eens ze ginn.

Mä Lëtzebuerg ass net nëmmen op den Euro am europäesche Recht ausgeriicht. Mir hunn et och fäerdegbruecht, weltwäit unerkannt ze sinn als Leader op komplexe Felder, wéi zum Beispill islamescher Finanz oder, wéi virdru gesot, déi „dim sum bonds". An et gesäit een do, dass dee Caractère transnational, dass deen en fait Lëtzebuerg charakteriséiert.

Den zweeten Aspect, déi zweet Stäerkt vun eiser Finanzplaz, dat ass Akteuren an d'Eurozon, op Lëtzebuerg unzezéien als Hub. Dat gëllt fir Asset Management, fir Private Equity Firmen, dat ass wouer fir Assurancen, Bezuelservicer, fir nëmmen e puer Beispiller ze nennen. A mir hunn och d'Présidence ausgenotzt, fir do de Rôle vu Lëtzebuerg als Motor weider an d'Vitrinn ze stellen. Ech denken do ënner anerem un d'Initiativ vun der Kommissioun, fir eng Unioun vu Marchés de capitaux ze maachen. Dat ass och d'Thema gewiescht, wat ech gëschter zu London mam Lord Hill presentéiert hunn. Mir kommen do relativ gutt weider. Mir hunn ënner anerem déi éischt Direktiv, déi do vun der Kommissioun déposéiert ginn ass iwwert d'Titrisatioun, ganz séier no vir bruecht, soudass mer an den nächsten Deeg vläicht souguer en Accord politique dodrop wäerte kréien. Et ass nach net ganz gelaf. Et ass haut am COREPER. Mir sinn awer do ganz optimistesch.

Mä mir mussen natierlech och hei zu Lëtzebuerg de legale Kader optimiséieren. An do wollt ech op véier Punkten insistéieren.

D'Adaptéiere vum juristesche Kader. Ech mengen, den Haut Comité de la place financière schafft ganz regelméisseg a ganz intensiv drop, fir eise legale Kader ze radiographiéieren an awer dann och ze verbesseren. Mir schaffen drun, fir d'Transpositiounen esou séier wéi méiglech ze maachen. Mir hunn do heiansdo Retarde kritt.

An ech kann nëmmen deenen, déi dat haut opgeworf hunn, recht ginn, wa se soen, dass mer net genuch Ressources humaines am Finanzministère hunn, an och zum Deel net genuch an der Steierverwaltung. An ech wëll hei ganz kloer soen, dat ass och kee Geheimnis an och net fir d'Éischt, wou ech et soen, dass ech frou sinn, dass ech gréng Luucht krut vun der Regierung, fir méi Leit souwuel am Finanzministère anzestellen, wéi an der Steierverwaltung. Esou vill wéi nach ni. Well de Retard, dee mer do iwwert d'Joren a Jorzéngten accumuléiert hunn, ass erschreckend.

Mir wäerten och d'Présidence, d'Zäit, déi elo eriwwergeet, ausnotzen, fir all déi Leit, déi mer am Contrat à durée déterminée haten an déi elo wärend der Présidence ausgeholl hunn, alleguerte gesinn, fir justement verschiddener vun deene Kandidaten zréckzebehalen.

En attraktive Kader heiheem heescht natierlech och eng Steierreform, déi am Kommen ass. An dat war net den Haaptsujet haut vun der Diskussioun. Loosst mech nach just e puer Saachen doriwwer soen.

Duerch déi Mesurë vu BEPS... Also, BEPS ass „Base Erosion and Profit Shifting", dat heescht, déi grouss Initiativ vum G20 a vun der OCDE, déi jo hir Aktivitéiten an hir Aktiounen elo fäerdeg huet. Déi 15 Aktivitéite si bekannt, dat sinn Honnerte Recommandatiounen. Dat muss elo iwwer Joren ëmgesat ginn.

Dat plus verschidden Direktiven, déi schonn ëmgesat sinn oder sur le point de l'être - ech denken zum Beispill un d'Direktiv „mère-fille" an der EU an eng Rëtsch anerer, déi am Komme sinn -, wäerten d'Bases, d'besteierlech Bases vun den Entreprisë méi grouss maachen. Automatesch! Also, mir brauchen eis net unzestrengen, fir déi Bases méi breetzemaachen, dat geschitt vum selwen.

Wann een also den Taux nominal vun den Entreprisen net géif erofsetzen, da wäre mer sécher an der Situatioun, dass d'Entreprisë vill méi Steiere misste bezuelen. An dofir gesäit een och weltwäit an europawäit, dass scho verschidde Länner hir Steiersätz no ënnen adaptéiert hunn. Ech denken un Italien.

Et kann ee sech grad bei Italien d'Fro stellen: Wéi kann e Land, wat 130% PIB-Dette huet, nach seng Steiere reduzéieren? Majo, se kënnen et vläicht reduzéieren, well se mengen, dass een doduerch, dass een d'Steiere reduzéiert, méi Investissementer kritt, méi Aktivitéiten a säi Land, an doduerch, duerch d'Reduktioun vun de Steieren, net manner Einname kritt, mä méi.

An dee Räsonnement musse mir och féieren. À quel degré? Dat si mer amgaangen auszerechnen, an do kann een net einfach Zifferen an d'Welt setzen, ouni ze wëssen, wéi een et finanzéiert kritt oder wat fir Rentréeën et makroekonomesch mat sech bréngt.

Dat Drëtt, wat ee brauch, si stabill Statsfinanzen. Mir hu scho vum Triple-A geschwat. Deen ass onabdinglech, dee musse mer op jidde Fall behalen. D'Regierung huet sech virgeholl an hirem Programm, d'Steierschold ënner 30% ze halen. Wa mer kucken, wat ech an der Budgetsried gesot hunn, da wäert eis Schold an der Period 2015-2019 tëschent 23 a 24% vum PIB bleiwen. Dat heescht, mir stabiliséieren dat op engem Niveau, dee relativ niddreg ass an deen eis an Europa op déi zweet Stell setzt - nëmmen Estland huet manner Verscholdung wéi Lëtzebuerg.

A véiertens: Wat mer brauchen zu Lëtzebuerg, si gutt Infrastrukturen. Ech ginn net ze vill an den Detail an, mä an den Infrastrukturen denkt een haut natierlech och ganz vill un d'Datazentren, un d'Informatik. D'Viviane Loschetter huet vill doriwwer geschwat. An dat ass gutt, dass mer do vill investéiert hunn, an et ass och gutt, dass mer do eng Gesetzgebung hunn, déi ganz original ass an déi eis attraktiv mécht.

Drëtte Punkt: Lëtzebuerg ass amgaangen en Hub ze gi fir FinTech. Dat ass net eng Wonschvirstellung oder eng Perspektiv, déi mer setzen. Mir sinn et schonn. An dat ass de Mérite vun all deenen, déi dru geschafft hunn iwwert déi lescht Joren. Et ass just, dass dee Secteur net richteg erkannt ginn ass. En hëlt ëmmer méi Wichtegkeet an. An ech muss soen, dass ech a menge Missiounen uerchtert d'Welt an och an Europa de FinTech wierklech an de Mëttelpunkt gesat hunn an e wierklech zu engem wichtege Pilier vun eiser Finanzplaz gemaach hunn.

Déi digital Revolutioun ännert en fait ganz vill Saachen. Si ännert d'Banken, wéi mer se haut kennen, op där enger Säit, mä si ännert komplett de Geschäftsmodell. An dat kann een defensiv ugoen, wéi Verschiddener dat leider maachen, oder et kann een et proaktiv ugoen. A mir sinn natierlech an där zweeter Grupp. Mir gesinn den Innovatiounspotenzial an natierlech och de Wuesstumspotenzial, dee FinTech mat sech bréngt. Dat mécht eist Land méi produktiv, méi attraktiv a bréngt och vill an.

A mir hunn d'Chance, dass mer am Domän vun der FinTech en Testmarché sinn. Mir hunn iwwer 140 Banken hei. Mir hunn déi gréisste Fongenindustrie baussend Amerika op der ganzer Welt. Dat heescht, hei kann een d'FinTech à grandeur nature testen. An dofir bréngé mer et och fäerdeg, dass mer ëmmer méi där Entreprisen hei unzéien, dass déi, déi hei sinn, och ëmmer méi grouss ginn.

Fir konkret ze soen, gesäit een, dass säit 2013 zum Beispill: D'Gesellschaften, déi elektronesch Payementer zu Lëtzebuerg maachen, si gewuess vun zéng op 15. Am ICT Spring, dat ass eng Manifestatioun, déi am Juni war, war d'Orientatioun dëst Joer grad op de FinTech. A vill Entreprisen, déi sech och schonn a Korea an a Japan gesinn haten an deem Domän, sinn deemools op Lëtzebuerg komm. An déi Kontakter lafe ganz gutt.

Ech hunn a menger Budgetsried annoncéiert, dass mer géifen a Luxembourg for Finance, dat heescht zesumme mam Privatsecteur, eng hallef Millioun méi Budget virgesi fir FinTech - dat maache mer d'nächst Joer -, mä ech hunn zwou aner Initiativen, déi domat verbonne sinn, déi ech hei gär géif annoncéieren.

Dat Éischt ass, dass mer wäerten am Laf vum nächste Joer en „House of FinTech" grënnen, an zwar am „House of Entrepreneurship" um Kierchbierg. Firwat do? Well effektiv FinTech ganz oft mat Start-uppe verbonne sinn an dass et gutt ass, dass déi Gesellschaften och Entreprisen, Jonker, déi ufänken, begéinen. Dat gëtt eis en neien Outil a wäert eis e bëssen deen Esprit vu Cluster a vu géigesäiteger Influenzebefruchtung färderen.

Dat Zweet, wat ech wollt annoncéieren, dat ass, dass mer wäerten am Kontext vu FinTech, mä et geet souguer iwwer FinTech ewech, eng nei Plattform zu Lëtzebuerg grënne fir d'Kooperatioun mat der Universitéit. Mir mengen, dass d'Universitéit elo no zéng Joer an eng Vitesse de croisière komm ass, wou mer kënnen d'Interaktioun zwëschent den Akteure vun der Finanzplaz op där enger Säit, vun der Welt vun der Universitéit an d'Regierung an engem Dräieck stäerken, e bëssen nom Modell vun deem, wat de Recteur Rainer Klump zu Frankfurt scho gemaach huet. An ech wäert dat zesummen als Initiativ presentéieren an den nächste Méint mam Statssekretär, deen zoustänneg ass fir d'Universitéit, dem Marc Hansen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Minister,...

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Jo?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- ...ech wollt Iech drop opmierksam maachen, dass Är regulär Riedezäit ofgelaf ass.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Gutt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann Der wëllt, Dir kënnt awer direkt vläicht och op d'Motiounen agoen.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Ech wollt op d'Motiounen och agoen. Jo, ech kommen dann nach... Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Da braucht Der dat net eenzel ze maachen.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Et ass gutt. Ech géif dann elo, wann Der mer nach zwou Minutte géift ginn, ganz kuerz op d'Konklusioun kommen. An zwar, dass et eiser Finanzplaz haut gutt geet. D'Dépôte louchen 2014 bei de Banke bei 594 Milliarden Euro. An eleng d'Avoiren am Beräich vun der Banque privée sinn haut op 318 Milliounen (veuillez lire: Milliarden); an zwar da vill méi héich wéi 2008, wou se nach bei 225 Milliounen (veuillez lire: Milliarden) waren.

D'Gewënner an de Banke ware gutt 2014. Se annoncéiere sech och gutt fir 2015.

Am Fongegeschäft ass d'Taxe d'abonnement dëst Joer ëm 20% an d'Luucht gaangen. D'Fonge waren 2012 op 2,3 Trilliounen - 2.300 Milliarden Euro - a sinn elo op 3.300 Milliarden Euro. Dat ass also eng spektakulär Croissance. Méi wéi 50% vun alle UCITS an der Welt si Lëtzebuerger. Mir hunn de leschte Freideg am Conseil de Gouvernement en neit Instrument op d'Weeër geluecht, en neit Instrument fir d'Fongen, dat heescht Fonds d'investissements alternatifs réservés. Ech ginn net op den Detail an. An ech kann dem Här Mosar soen, dass mer och amgaange sinn ze kucken, ob mer d'nächst Joer net effektiv en Emprunt a Renminbi wäerte maachen.

D'Bourse geet och wonnerbar op 38.000 Titren; bei deenen och e groussen Deel vu chineesesche „dim sum bonds". Am Telegrammstil.

E leschte Punkt, deen ech wollt maachen, an da kommen ech op d'Motiounen. Assurances et réassurances. 2014 war fir dee Secteur hiert bescht Joer an der Geschicht. Et war also e gudde Millésime, e gudde Cru. An do hunn ech elo zwou gutt Noriichten, déi ech Iech hei zum Schluss ka matdeelen, déi elo an de leschten Deeg bekannt gi sinn. AXA an d'Caisse Nationale de Prévoyance, CNP, déi gréissten Assurance-vie-Gesellschaft aus Frankräich, kommen op Lëtzebuerg.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Si kommen op Lëtzebuerg, fir Assurance-vie-Produiten hei en libre prestation de services ze verkafen. Ech kann Iech soen: Den Haaptgrond, firwat se kommen, ass, well Lëtzebuerg haut eng Finanzplaz ass wéi déi aner, wat d'Transparenz ubelaangt. Lëtzebuerg ass erëm um Radar vun den Investisseuren. An ech mengen, dat ass déi gréisste Satisfaktioun, déi mer zesumme kënne vun der Politik, déi ronderëm d'Finanzplaz gemaach ginn ass, zéien.

Ech soen Iech Merci an ech kommen dann elo op d'Motiounen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Motions

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Dat sinn der sechs.

Déi éischt Motioun, dat ass eng Motioun, déi haaptsächlech Recommandatiounen un d'CSSF mécht, Maximaldélaie virgesäit an eng „fast track"-Prozedur. D'Regierung huet Schwieregkeeten, fir op dee Wee hei ze goen, an ech erklären Iech firwat.

Éischtens ass d'CSSF eng onofhängeg Institutioun, an dat ass extrem wäertvoll. Et läit net un der Regierung, fir der CSSF virzeschreiwen,

a wat fir engem Délai se muss hir Saache maachen. Et gëtt vill méi an den Direktiven Délaien, déi se mussen anhalen. An ech kann ech Iech soen: Déi hale se an!

Dat Zweet ass, dass dat alles och international kontrolléiert gëtt, déi Onofhängegkeet vun der CCSF, ënner anerem erëm vun de Bâle-Regelen a vum Fonds Monétaire International.

An op déi zweet Propos, déi hei dran ass, den Observatoire de la place financière, mengen ech, hunn ech a menger Ried geäntwert, dass dat onnéideg ass, esou eng Institutioun ze schafen, well mer dat schonn hunn. An zwar fonctionnéiert eng Veille a Luxembourg for Finance. Dofir kann d'Regierung déi heite Motioun net recommandéieren.

Wat déi zweet Motioun ubelaangt, do wëll ech op e puer Punkten agoen, well et ass awer wichteg.

Verschidde Considéranten. Deen zweeten, dee seet, dass d'Regierung misst „de manière anticipative" BEPS ëmsetzen. Dat ass e bëssen onnuancéiert. Ech hu selwer emol gesot, dass ee verschiddener vun deene Regele soll anticipativ ëmsetzen, wa mer doduerch méi kompetitiv kënne ginn, mä, ech mengen, den Här Mosar selwer seet jo, dass mer solle kucken, dass mer en „level playing field" hunn. Duerfir ass dat eng Affirmatioun, déi an där Hisiicht net gutt geet.

Den Taux d'imposition affiché, deen am drëtte Paragraf steet, an deen en ënner 15% gesäit, do ass et fir mech net ganz kloer gewiescht, Här Mosar, ob Der do mengt 15% tout compris, dat heescht den Impôt sur le revenu des collectivités plus d'Gemengesteieren, oder ob dat den Taux exclusif ass vun dem IRC.

M. Laurent Mosar *(CSV), interpellateur.*- Ech hunn do den Taux vum IRC gemengt. Mir mëschen eis net hei, Här Minister, an d'Autonomie vun de Gemengen an.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Gutt. Dat war just eng Clarificatiounsfro.

Dir sot hei, dass mer sollten do op en Taux vu 15% erofgoen. Mir wëssen, dass deen Taux haut 21% ass. All Mënsch zitéiert do England, déi op 18% ginn. Ech wëll just signaléieren: England geet op 18% 2020. An ech kréien dat all Dag op der Finanzplaz erklärt: „D'Englänner hunn eng wonnerbar Previsibilitéit. A fënnef Joer kommen déi op 18%." Majo, wonnerbar.

Ech kann Iech soen: An dräi Méint kann ech Iech vill méi kloer soen, wou Lëtzebuerg histeiert, an zwar virun 2020, net an enger wäiter Perspektiv. An ech kann Iech och soen - ech soen dat net nëmmen an deem heite Sall, mä och no baussen deene Leit, déi eis nolauschteren -, dass Lëtzebuerg keng speziell Tax fir d'Banke wäert maachen, wéi London dat gemaach huet, an dass mir an där Hinsicht vill méi previsibel si wéi London!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Mä ech ka mech natierlech haut net op eng spezifesch Ziffer engagéiere wéi 15%. 15% schéngt e bëssen d'Richtung ze sinn, wou jiddwereе kuckt. Ech huelen dat zur Kenntnis. Ech mengen och, dass dat international eng Ziffer ass, wou sech vill Leit a vill Entreprisen dono orientéieren, mä a welchem Rhythmus Lëtzebuerg dohinner kënnt, wann iwwerhaapt dohinner kënnt, bleift nach auszerechnen.

Et geet also elo net duer, dass mer hei an enger Motioun soen: „Mir ginn an eng gewësse Richtung", ouni dass een d'Calculle mécht, wéi vill dass dat abréngt oder kascht, well doriwwer gëtt et och vill ze soen. Dofir kann ech net recommandéieren, dass mer déi Motioun sollen unhuelen.

Zur drëtter Motioun, do hunn ech eng gutt Noriicht. Ech mengen, déi kéinte mer mat ganz klengen Nuancen ënnerstëtzen. Et geet hei drëms, d'Politik vun Headquarteren weider zu Lëtzebuerg ze maachen. Mir waren ëmmer attraktiv fir Headquarteren, mir wëllen dat och an Zukunft bleiwen.

Ob mer dat elo musse renforcéieren, wéi dat hei drasteet, an dat wär e bësse mäi Virschlag, ob ee kéint dat Wuert «renforcer» ersetzen duerch «poursuivre», an «poursuivre les efforts pour attirer les entreprises», an do géif ech «du secteur financier (en particulier)» am Fong geholl am léifste sträichen, well dat dote solle mer net nëmme fir d'Finanzinstitutioune maachen.

An zum Schluss wéilt ech schreiwen: «à analyser les chances et les risques et, le cas échéant, à adapter le cadre légal et réglementaire s'appliquant auxdits quartiers généraux en tenant compte de l'environnement réglementaire international et surtout des recommandations et actions BEBS».

Ech mengen, wann een déi Ajouten do mécht, da géif ech recommandéieren, dass mer déi Motioun solle stëmmen.

Déi véiert Motioun, do hunn ech och eng gutt Noriicht, kéinte mer menger Meenung no och stëmmen, well ech hei keng Schwieregkeet gesinn, well mer hei en ligne si mat deem, wat den Deputéierte Mosar seet. Mir mussen do dat suivéieren. Dat maache mer och. Ech mengen, wann ech richteg informéiert sinn, dass d'nächst Woch eng Commission des Finances et du Budget an eng Commission des Affaires étrangères zesumme wäert iwwert den TiSA-Accord schwätzen, soudass mer do de Point kënne maachen.

Ech géif also soen, mir kéinten déi Motioun adoptéieren. Ech géif och do eng ganz kleng Nuance erabréngen am zweetleschte Paragraf: «à informer régulièrement la Chambre des Députés», do hätt ech léiwer: «à continuer d'informer la Chambre des Députés». Well dat ass dat, wat mer déi ganzen Zäit gemaach hunn. Soss kléngt dat, wéi wa mer et virdrun net gemaach hätten. An da kënne mer déi Motioun adoptéieren, wann Dir wëllt.

D'Motioun Nummer fënnef, déi stellt eng ganz Rëtsch Schwieregkeeten an déi wëll ech elo och hei ganz kuerz soen. Ech mengen, dee véierte Paragraf, dee seet, dass d'Regierung net genuch Reaktivitéit huet wat d'Direktiven an d'Décisiounen ubelaangt - ech gesinn net an, dass mer dat esou sollen hinhuelen.

Ech gesinn d'autant plus net an, dass mer an der Présidence ganz vill geschafft hunn a ganz no un de Saachen dru sinn - wann d'Englänner eis scho soen, dass mir ëmmer an enger Boxekategorie... Boxen, déi méi héich si wéi eis Taille, dann ass dat, mengen ech, dat schéinste Kompliment, wat ee ka kréien, well d'Englänner, déi maachen engem keent, wann et net verdéngt ass.

An «revoir sa stratégie de communication en relation avec le secteur financier». Ech verstinn déi Recommandatioun net. Mir hunn natierlech eis Stratégie de communication geännert, well mer de Fong geännert hunn. Ech hunn dat a menger Ried gesot. Mir sinn a Richtung Transparenz gaangen. Doduerch kënne mer vill méi proaktiv, méi direkt, méi selbstsécher communiquéieren. Dofir kann ech dës Motioun net recommandéieren.

An de leschte Punkt, d'Motioun Nummer 6. Dat ass eng ganz technesch Saach, d'Definitioun vun der Substanz. Ech mengen, mir ginn eis keen Déngscht leeschten, wa mer géifen d'Motioun, wéi se elo hei ass, unhuelen. Do spillen eng ganz Rëtsch Saache mat.

D'Definitioun vu Substanz ass näischt Absoluttes. Dat ka vu Secteur zu Secteur anescht sinn.

Zweetens géif ech nawell ganz gär observéieren, wéi déi BEPS-Recommandatiounen elo ëmgesat ginn, an net virun de Won sprangen, wat awer och, mengen ech, net d'Intentioun ass vun dëser Motioun. An dofir mengen ech, dass d'Regierung hei gutt berode wär, ze waarden an ze observéieren. Dofir mengen ech net, dass et opportun wär, dës Motioun unzehuelen.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Finanzminister. Den Här Mosar zu de Propositiounen, déi den Här Minister gemaach huet. An da géif ech froen, wien zu deene verschiddene Motioune géif d'Wuert ergräifen. Här Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV), interpellateur.*- Jo, wann Der erlaabt eng kuerz Reaktioun, op Basis vun deem, wat de Minister elo ausgefouert huet zu deene verschiddene Motiounen.

Zu der Motioun 1. Mir bleiwen do derbäi. Mir wëssen, datt bien entendu um Niveau vu Luxembourg for Finance deelweis en Deel vun deenen Aktivitéiten, déi mir fir den Observatoire proposéieren, zwar gemaach gëtt, mä mir mengen, et wär esou wichteg, datt een do eng Entité distincte et indépendante hätt, datt mir ebe justement fannen, datt dat net gutt nëmmen an den Hänn vu Luxembourg for Finance ass. Duerfir hu mer jo och gefrot, datt dat soll separat instituéiert ginn.

Ech muss Iech och soen, déi „fast track procedure", dat ass eppes, wat et bei ganz ville Régulateure gëtt. A mengen Informatiounen no ass dat zwar deelweis eppes, wat an de Finanzgesetzer virgesinn ass. Dat heescht, ech weess elo net, Här Finanzminister, ob d'CSSF einfach vu sech aus kann esou eng „fast track procedure" en place setzen. Ech hunn awer kee Problem domadder, datt een dat vläicht e bëssen aneschters libelléiert: «à examiner les conditions pour mettre en place...», well ech wierklech fannen, datt dat eppes extrem Wichteges ass, déi „fast track procedure".

Duerfir géif ech eigentlech gär bei där Motioun bleiwen. Ech hunn awer kee Problem, datt mer dat aneschters libelléieren. Ech hunn och kee Problem, datt ee se eng Kéier an d'Finanzkommissioun géif soss renvoyéieren, well et geet mir jo wierklech hei ëm d'Saach. Et geet mer elo net drëm, fir recht ze behalen, mä ech géif et just schued fannen, wa mer elo guer näischt maachen.

A wann d'CSSF seet, well dat ass mer och gesot ginn, datt si net esou einfach kënne vu muer aus décidéieren, esou eng Prozedur en place ze setzen. Duerfir, wann Der domadder d'accord sidd, ech kéint op jidde Fall domadder liewen, datt een iwwert déi Motioun dann einfach an der Finanzkommissioun nach eng Kéier géif kucken, wéi een dat ka maachen.

D'Motioun 2. Ech mengen, do gëtt net ganz vill driwwer ze soen. Mir bleiwe bei där Propositioun, fir op 15% erofzegoen. Mir wäerten also och déi Motioun bäibehalen.

D'Motioun 3. Do sinn ech mat deene Propositions de modification du texte bien entendu d'accord.

D'Motioun 4, d'selwecht. Dat kënne mer och esou ëmänneren, wéi de Minister dat proposéiert huet.

D'Motioun 5, déi behale mir bien entendu och bäi. Mir gesinn dat och e bëssen aneschters, ech hunn dat virdrun ausgefouert, wéi dat elo hei vum Finanzminister duergestallt ginn ass.

Par contre muss ech soen, ech wär wierklech frou, bei der Motioun 6, wa mer och do eng Kéier kéinte kucken, well dat wierklech eng extrem grouss Suerg vum Secteur ass. An ech fannen et einfach net gutt. Wéi gesot, nach eng Kéier: Et geet net menger Fraktioun a mir elo hei drëm, recht ze behalen an onbedéngt eng Motioun gestëmmt ze kréien, mä hei ass e reelle Problem, dee sech stellt.

Notamment am SOPARFIs-Beräich gëtt gefrot: Wéi geet dat elo virun? An duerfir fannen ech et scho wichteg, datt eng Chamber, och e Finanzministère, sech awer do mat där Thematik beschäftegt. Och do hunn ech kee Problem, datt ee beim „Invite" dat da vläicht e bësse méi vag géif formuléieren.

Mä ech hunn awer och e Problem, well ech och fannen, datt dat kee gutt Signal ass, fir all déi vill Instituter, vill Leit, déi op der Bankeplaz schaffen, wa mer elo einfach déi Motioun do ofleenen, well dat wëllt jo och soen, datt mir - Dir, d'Regierung natierlech an éischter Linn - ons net der Sensibilitéit vun der Thematik bewosst wären.

An duerfir, ech soen et nach eng Kéier: Ech hu kee Problem, datt mer beim „Invite" dat vläicht e bësse méi vag formuléieren, wann d'Regierung domadder ka liewen, mä ech géif et wierklech bedaueren, wa mer déi dote Motioun géifen ofleenen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech géif vläicht elo d'Ronn zu deene sechs Motiounen opmaachen.

Sinn zousätzlech Wuertmeldungen dozou? Den Här Fayot, den Här Berger an den Här Reding. Da fänken ech mam Här Berger un.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt just kuerz Stellung huelen zu där éischter Motioun, wou den Här Mosar, wann ech dat richteg verstanen hunn, proposéiert huet, fir déi eventuell an d'Finanzkommissioun ze verweisen.

Ech wëll awer soen, datt ech elo keng nei Elementer gesinn, firwat mer dat sollte maachen. De Minister huet jo och kloer op d'Onofhängegkeet higewise vun der CSSF. Soudatt ech eigentlech dann och géif proposéieren, datt mer déi Motioun elo hei géifen einfach zum Vott bréngen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Bon, ech mengen, mir géifen eis als LSAP-Fraktioun och gär un dem Minister seng Positioune ralliéieren. Ech géif just gär e puer Saache soen zu verschiddene vun deene Motiounen.

Déi éischt Motioun, déi huet jo u sech zwee Voleten. Dat ass deen een, fir esou en Observatoire de la place financière anzesetzen. An deen zweeten, dat ass fir déi „fast track procedures" bei der CSSF.

Eis Erfahrung ass, dass... Oder meng Erfahrung ass, dass d'CSSF ëmmer nach am internationale Verglach zimlech reaktiv ass a kompetent ass, och am europäesche Beräich, an dass et u sech net wierklech e Besoin gëtt, fir esou eng „fast track procedure" anzeféieren. Ech weess, dass a verschiddenen Dossieren et vläicht heiansdo e bësse méi laang dauert, mä dat ass deen neie réglemetairen a legalen Environnement.

Ech mengen, do muss een éischter op de Wee goen, fir d'CSSF opzestocke mat Personal, mä ech mengen net, dass et elo essenziell wichteg wär, fir do eng nei Prozedur anzeféieren. Den Observatoire de la place financière, ech mengen, do gëtt et genuch Plazen..., jo, Gruppen op der Plaz, déi doriwwer nodenken.

Ech géif mer och wënschen, dass d'Chamber an och d'Cofibu ëmmer méi géifen zu engem Observatoire de la place financière ginn an dass d'Politik sech och géif deene méi techneschen Dossiere méi regelméisseg unhuelen. An, ech mengen, och do ass dann net wierklech e Besoin.

Déi zweet Motioun, bon, dat ass eppes, wat diskutéiert gëtt am Kader vun der Steierreform. Ech mengen, et ass elo ze vill fréi, fir sech op deem Punkt do festzesetze vun där „flat tax".

Déi drëtt, ech mengen, do huet de Minister jo gesot, dass dat eng Motioun wär, déi ee kéint deemno wéi mat ënnerstëtze mat verschiddene Modifikatiounen. Ech mengen, déi kënne mir och als Fraktioun mat ënnerstëtzen, déi Headquarter-Politik.

An zu där véierter...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Entschëllegt, Här Fayot. Kënnt Der wann ech gelift e bësse méi haart schwätzen, well et ass schwéier ze verstoen!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Zu där véierter hunn ech am Fong näischt speziell ze ajoutéieren.

Déi fënneft Motioun... Jo, ech mengen, och do gëtt et näischt weider hinzuzefügen.

A bei der Politique de substance, do géif ech mech och ralliéieren un d'Positioun vum Minister.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Fayot. Dann den Här Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Merci. Also, wat déi éischt Motioun ugeet, géif ech mech dem Laurent Mosar ralliéieren, datt een déi sollt an d'Cofibu verweisen. Et geet hei ëm wichteg Froen, déi „fast track"-Geschicht, déi Délaie bei der CSSF. Ech denke schonn, datt dat ee ganz reelle Problem ass. Et ass awer elo näischt, wat een hei an der Plénière ka weider verdéiwen.

Den Observatoire, do ginn ech dem Minister recht, datt mer do Luxembourg for Finance hunn, déi do eng exzellent Aarbecht mécht. Et kéint ee sech d'Fro stellen, ob een d'Cofibu net eng Kéier an zwee deelt, op där enger Säit Budget an op där anerer Säit d'Froen iwwert d'Finanzplaz.

Wat déi zweet Motioun ugeet, do sinn ech der Meenung, datt déi vill ze vill komplex ass, fir hei als Motioun unzehuelen. Deen Taux d'affichage, dat ass eng Fro vun der globaler Steierreform. Dat kann een hei ganz bestëmmt net esou matstëmmen.

Déi drëtt, mengen ech, si mer d'accord, dat unzehuelen.

Déi véiert och. Do ass jo e Konsens.

Déi fënneft, do ginn ech och dem Minister recht, datt mer do e Wiessel an der Kommunikatioun hunn an datt déi am Moment ganz gutt ass. Ech géif also déi Motioun net matënnerstëtzen.

An dann hu mer déi sechst. Do gëllt u sech déiselwecht Remarque wéi bei där zweeter. Och dat ass eng ganz komplex Fro iwwert d'Substanz, déi d'Gesellschafte mussen erfëllen, déi hei besteiert ginn. Och do wier ech éischter fir e Renvoi an d'Kommissioun a jiddefalls net fir en Akzeptéiere vun där Motioun hei am Plenum.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, den Här Minister nach.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, einfach fir d'Claritéit. Merci fir d'Kommentaren.

Ech géif vläicht just zur ganzer Problematik BEPS soen: Et ass effektiv immens wichteg. Ech si ganz gär bereet, an d'Cofibu ze kommen, an zwar méi wéi eng Kéier ze kommen, fir iwwer all déi Sujete vu BEPS ze schwätzen. Dat wäert eis Méint beschäftegen oder Joren. A mir hunn all Intérêt, dass mer allegurten d'Informatiounen, déi mer do kréie vum Secteur, mateneen austauschen.

An dofir huelen ech hei d'Engagement, dass mer am Laf vum éischten Trimester a vum zweeten Trimester e puermol d'Geleeënheet wäerten hunn, au fur et à mesure, wéi mer weiderkommen an der Digestioun vun deem ganze BEPS-Prozess a vum Observatoire, dee

mer hu vun LFF, wéi aner Länner dat maachen, dass mer regelméisseg dat an der Cofibu géife maachen. Ech fannen, dat wär eng méi utile Aart a Weis, un déi Saach erunzegoen, wéi elo eng Motioun ze stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Finanzminister. Dann, vu dass d'Propos, fir an d'Finanzkommissioun ze goe mat de Motiounen, net elo direkt op Zoustëmmung getraff ass, géif ech iwwert déi verschidde Motiounen ofstëmme loossen.

Motion 1

Mir fänke bei där éischter Motioun un.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass eriwwer an d'Motioun huet 23 Stëmme fir sech kënne gewannen; 37-mol Neen. Also ass d'Motioun ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Laurent Mosar), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens (par M. André Bauler) et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser (par M. Gast Gibéryen) et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Motion 2

Déi zweet Motioun dann.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass eriwwer. 23-mol Jo; 37-mol Neen. Domat ass d'Motioun ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Octavie Modert), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens (par M. Gusty Graas) et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser (par M. Gast Gibéryen) et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Motion 3 modifiée

Da géif ech zu der drëtter Motioun kommen.

Sidd Der do dermat d'accord, à main levée ofzestëmmen?

(Assentiment)

Hei hat ech verstanen, wéi wann eigentlech jiddwereen dermat d'accord gewiescht wär.

(Interruption)

Mä bei der elektronescher Ofstëmmung wäre mer elo scho fäerdeg.

Also wien ass...

M. Eugène Berger *(DP).*- ...awer den ofgeännerten Text.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo. Den Här Mosar war kloer domat d'accord.

Motion 3 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant que le Luxembourg est localisé au centre de l'Union européenne et offre des infrastructures de qualité, la proximité avec les marchés voisins et un environnement cosmopolite;

- considérant que le Luxembourg héberge déjà les quartiers généraux (headquarters) de nombreuses entreprises internationales;

- considérant que ces quartiers généraux (headquarters) constituent un élément constitutif du développement et de la diversification active du tissu économique,

invite le Gouvernement

- à poursuivre les efforts pour attirer les entreprises désirant centraliser au Luxembourg leurs fonctions de quartiers généraux (headquarters);

- à analyser les chances et les risques et, le cas échéant, à adapter le cadre légal et réglementaire s'appliquant auxdits quartiers généraux (headquarters) en tenant compte de l'environnement réglementaire international et surtout des recommandations de l'initiative BEPS du G20.

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Gilles Roth, Serge Wilmes, Claude Wiseler.

Vote sur la motion 3 modifiée

Also, wie mat der Motioun d'accord ass, ass gebieden d'Hand ze hiewen. Wien ass dergéint? Enthalungen?

Also, mat zwou Géigestëmmen ass déi Motioun Nummer 3 ugeholl.

Motion 4 modifiée

Kënne mer datselwecht bei der Motioun 4 maachen?

(Assentiment)

Motion 4 modifiée

La Chambre des Députés,

- rappelant qu'en date du 18 mars 2013 le Conseil a donné mandat à la Commission pour négocier, au nom de l'UE, un accord plurilatéral sur le commerce des services (ACS), que le Conseil de l'UE a publié les directives de négociation en vue de cet accord et que la Commission a décidé d'informer et de consulter les gouvernements, les membres du Parlement européen et la société civile tout au long du processus de négociation;

- notant qu'actuellement 23 pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) participent aux négociations dudit accord, dont l'Union européenne;

- considérant que l'accord vise à faciliter le commerce des services au sein desdits pays et qu'il concerne l'ensemble du secteur des services mis à part les services fournis dans l'exercice de la puissance publique;

- que les services financiers sont inclus dans le mandat de négociation dudit accord et que l'issue de ces négociations pourrait, le cas échéant, avoir un impact non négligeable sur le secteur financier luxembourgeois,

invite le Gouvernement

- à suivre de près l'évolution des négociations pour éviter que celles-ci prennent un tournant néfaste pour la place financière;

- à continuer d'informer régulièrement la Chambre des Députés de l'état des négociations, à l'instar de ce qui se fait déjà au niveau européen;

- à veiller à ce que l'ACS, une fois négocié, soit soumis à la ratification des parlements nationaux des États membres de l'Union européenne, conformément aux procédures légales de ces États.

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Gilles Roth, Serge Wilmes, Claude Wiseler.

Vote sur la motion 4 modifiée

Wie mat der Motioun 4 d'accord ass, ass gebieden d'Hand ze hiewen. Wien ass dergéint? Wien enthält sech?

Also, d'Motioun Nummer 4 ass unanime ugeholl.

Da géife mer...

(Interruption)

Eng Géigestëmm?

(Interruption)

Also, ech gleewen dann hei dem Fraktiounschef a soen „unanime". Gutt.

Motion 5

Da komme mer zu der fënnefter Motioun. Do ginn ech dervun aus, dass mer erëm elektronesch mussen ofstëmmen.

Vote sur la motion 5

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer. 59 Participatiounen un der Ofstëmmung. 24-mol Jo, 35-mol Neen; also ass d'Motioun ofgeleent.

Résultat définitif après redressement: la motion 5 est rejetée par 37 voix contre 23.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Laurent Mosar), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens (par M. Lex Delles) et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser (par M. Gast Gibéryen) et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Motion 6

A mir géifen zu der leschter Motioun, der Nummer 6 iwwergoen. An do fänkt d'Ofstëmmung elo direkt un.

(Interruptions)

Ah, voilà!

Vote sur la motion 6

Elo fänkt d'Ofstëmmung un. Déi perséinlech Stëmmen, d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass elo eriwwer an d'Motioun ass mat 37 Nee-Stëmmen an 23 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Martine Mergen), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens (par M. André Bauler) et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser (par M. Gast Gibéryen) et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Domat si mer um Enn vun eisen Ofstëmmungen ukomm. An ech stelle fest, dass eis elektronesch Ofstëmmungen an der Zwëschenzäit gradesou séier ginn oder souguer méi séier ginn wéi d'Handofstëmmungen.

Voilà! Merci villmools. Da géife mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, an zwar bei d'Question élargie Nummer 7 vum Här Serge Urbany iwwert d'Zukunft vun der Eurozon an de Rapport vun de fënnef Presidenten. Den Auteur huet fënnef Minutten Zäit fir d'Fro an d'Zousazfro an de Minister huet zéng Minutte fir d'Äntwert. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

3. Question élargie n° 7 de M. Serge Urbany sur l'avenir de la zone euro et le «rapport des 5 présidents»

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, Här President, Merci. Ech hat eigentlech eng Interpellatioun agereecht mat deemselwechten Thema: iwwert d'Zukunft vun der Eurozon an de Rapport vun de fënnef Presidenten. Déi fënnef Presidenten, dat sinn déi vun de wichtegsten Institutiounen vun der Europäescher Unioun: der Kommissioun, dem Europarot (veuillez lire: dem Europäesche Rot), der Eurozon, der Zentralbank an dem Europäesche Parlament.

Leider ass déi Interpellatioun vun deene véier Fraktiounen an der Chamber an eng Question élargie ëmgewandelt ginn. Et ass eigentlech nëmmen ënner Protest och, wou ech hei déi Question élargie virdroen, well eigentlech wollt ech jo net nëmme Froe stellen, mä ech wollt och Analysen an Alternativen zu deem Thema hei virdroen.

Ech halen et och fir e Feeler, Här President, dass mer net direkt no der Summerpaus heibannen en Débat haten iwwert déi Berichter, well mer elo schonn erliewen, dass Deeler dovu schonn amgaange sinn ëmgesat ze ginn, ier mer eis konnte positionéieren derzou.

Et ass och dat den Ulass fir meng éischt Fro un den Här Minister: Wéi bewäert d'Regierung d'Tatsaach, dass wärend der Preparatioun vum Fënnef-Presidenten-Bericht, déi schonn am Hierscht 2014 ugaangen ass, an no der Veröffentlechung am Juni 2015 bis haut, wou jo schonn d'Ëmsetzung amgaangen ass, an der Chamber nach keen Débat zu deem Bericht stattfonnt huet?

An zweet Fro direkt do hannendrun: Wéi gedenkt d'Regierung sécherzestellen, dass d'Chamber an och all aner wichteg Akteuren um nationale Plang an all weider Diskussiounen iwwert d'Reform vun der Eurozon voll kënne matagebonne ginn?

Duerno wëll ech e puer Froe stellen zur Positioun vun der Regierung zu deem Bericht do: Éischtens, wéi bewäert d'Regierung déi generell Ausriichtung vun deem Fënnef-Presidenten-Bericht? Zweetens, ass d'Regierung net der Meenung, dass d'Eurozon en demokrateschen a sozialen Defizit huet, deen derzou féiert, dass hir Legitimitéit ëmmer méi an Europa a Fro gestallt gëtt, an dass dësen Defiziter am Fënnef-Presidenten-Bericht net genuch Rechnung gedroe gëtt? A weider: Huet d'Regierung eventuell eege Virstellungen, wéi deem Demokratie- a Sozialdefizit ka begéint ginn? An huet d'Regierung dës Virstellungen och an d'Diskussioun, déi am Eurogroup stattfonnt hunn, mat erabruecht?

Weider: Wéi eng konkret Positioun huet d'Regierung am Eurogroup par rapport zu de Mesurë vun der éischter Phas ageholl, där sougenannter éischter Phas, déi sech jo soll beschränken op déi besteeënd Texter vun den Traitéen, wéi se bestinn? Ass d'Regierung dermat averstanen zum Beispill, dass d'Kommissioun schonn an där éischter Phas direkt oder indirekt verstäerkt Pouvoire soll kréien, fir déi national Politiken nach méi enk kënnen ze kontrolléieren an ze beaflossen, an dat ouni dass gläichzäiteg eng reell Verstäerkung vun de Pouvoire vun den nationale Parlamenter a vum Europaparlament geschitt?

Wéi eng Positioun vertrëtt d'Regierung par rapport zu deem geplangte Comité budgétaire européen an zu deene geplangten nationalen Autorités de la compétitivité? Ass d'Regierung der Meenung, dass dës Gremien tatsächlech gebraucht ginn oder deelt d'Regierung net éischter d'Meenung vun de Gewerkschaften, déi mengen, dass déi Gremie wäerten d'Tariffnégociatiounen an Zukunft éischter zugonschte vun de Patrone wéi vun de Gewerkschafte beaflossen?

Weider: Ass d'Regierung der Meenung, dass d'Propose vun deem Bericht zur sougenannter zweeter Phas - dat ass déi Phas, wou och sollen d'europäesch Texter geännert ginn - eng valabel Ausgangsbasis sinn, fir d'Diskussioun iwwer weider Reformen ze féieren an der Eurozon? Et gëtt jo och verlaangt vun de Länner, dass se sech konkret dozou positionéieren.

Méi konkret: Wéi steet d'Regierung zu der Propositioun fir den Euro-Plus-Pakt vun 2011, dee jo eng Koordinéierung vun der Wirtschaftspolitik virgesäit unhand vu Kritären, déi notamment d'Lounpolitik betreffen an dowéinst och staark kritiséiert gi sinn? Wéi wëllt d'Regierung dat an d'Gemeinschaftsrecht ëmsetzen? Oder ass se net vläicht der Meenung, dass dat éischter net an där Form soll ëmgesat ginn an och kee verbindleche Charakter soll kréien?

An dann: Ass d'Regierung net der Meenung, dass eng Harmoniséierung vun de Betribssteieren e wesentlecht Element vun enger Wirtschafts- a Wärungsunioun wier an dass déi Froen och - wéinstens eiser Meenung no, ech wëll gär d'Meenung vun der Regierung wëssen dozou - net genuch thematiséiert ginn?

A schlussendlech: Ass d'Regierung net der Meenung, dass dem Europaparlament eng zentral Roll misst bei der Definitioun vun enger gemeinsamer Wirtschafts- a Wärungspolitik

zoufalen an dass och dës Proposen am Bericht, deen eis virläit, net wäit genuch ginn?

Dat sinn déi Froen, déi ech wollt stellen. Ech hu se nach preziséiert fir dës Debatt hei. Ech hat näämlech eng allgemeng Fro agereecht, fir de Kader ze tracéiere vun enger eventueller Interpellatioun, wa se ugeholl gi wier. Vu dass dat elo ëmgewandelt ginn ass an eng Question élargie, hunn ech meng Froen nach eng Kéier ganz genau preziséiert, fir dass de Minister och prezis kann drop äntwerten.

Ech wier och frou, wann ech déi Äntwerte géif kréien, ëmsou méi, well jo awer och gläichzäiteg an der Conférence des Présidents beschloss ginn ass, dass soll en Débat de consultation sinn am Fréijoer iwwert déiselwecht Thematik vun der Zukunft vun der Europäescher Unioun a vun der Eurozon. An dat och e bëssen als Reaktioun, mengen ech, op déi Interpellatioun, déi ech ugefrot hat an net accordéiert kritt hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Just fir ze preziséieren - Här Minister, Dir kritt direkt d'Wuert -, dass d'Presidentekonferenz d'aussepolitesch Kommissioun chargéiert huet, fir esou een Débat mat Rapport ze preparéieren. Ech fannen also, dass déi zwou Saache sech ganz gutt ergänzen - wollt ech just gesot hunn - an dass hei net de Wonsch war, fir eng Interpellatioun am Tirang verschwannen ze loossen, mä dass mer souguer nach e Schratt méi wäit ginn an en Débat maache mat engem Rapport. Just fir den Oflaf och an der Presidentekonferenz nach eng Kéier esou duerzestellen, wéi e gelaf ass.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Däerf ech do awer derbäifügen, Här President, dass ech mer eigentlech gewënscht hätt, dass deen Débat elo scho wärend der Présidence géif stattfannen, wa méiglech nach dëst Joer.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo, ech mengen, dat hat Dir jo gesot.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Elo ass en Débat virgesi méi spéit.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Mä ech hu just dat ergänzt, wat Dir gesot hutt,...

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- D'accord.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- ... well déi Nuancen net aus deem erauskomm sinn, an et ass awer e bësse méi nuancéiert.

Den Här Finanzminister huet d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Merci, Här President. Här Premierminister a léif Kolleegen aus der Regierung, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, déi Fro, déi hei gestallt gëtt, ass natierlech eng ganz wichteg an do brauch een effektiv méi wéi fënnef oder zéng Minutten, fir an de Fong vun der Saach ze goen. Dofir fannen ech de Virschlag - ech fänken domadder un -, deen Der gemaach hutt, fir dat an d'Commission des Affaires étrangères ze ginn, fir dass do e Rapport soll gemaach ginn, ganz gutt.

Ech ka spontan hei soen, dass mir ganz gär bereet sinn als Finanzministère - wann dat gewënscht ass - bäizesteieren, well en Deel vun deene Froen, déi hei gestallt gi sinn, si relativ technescher Natur a falen zu engem groussen Deel och an de Beräich souwuel vum Finanzministère wéi och zum Deel vum Wirtschaftsministère. Dat ass eng Offer, déi ech Iech maachen. Sot mer herno, ob dat utile ass a wéi mer do kënnen hëllefen.

De Rapport vun de fënnef Presidenten, deen huet véier Pilieren: d'Finanzunioun, wat een nennt d'Fiskalunioun, dat ass en englescht Wuert, et ass en fait d'Union budgétaire op Franséisch, d'Wirtschaftsunioun an d'politesch Unioun.

An der Finanzunioun, do ass ënner anerem dran d'Bankenunioun, do ass scho ganz vill gemaach ginn. Dat muss nach verdéift ginn. Mä do ass schonn de Gros bal gemaach.

Bei der Fiskal- a Wirtschaftsunioun, déi kenne mer scho gutt. Wéi gesot, dat ass de Pacte de stabilité et de croissance an de Plan national de réforme, dee mer jo och ëmmer zesummen hei kucken.

Do, wou en fait de gréisste Bedarf ass un Handlung, dat ass natierlech an der politescher Unioun. An et ass bemängelt ginn, an et gesäit een dat am Rapport vun de fënnef Presidenten, dass d'Europaparlament net genuch agebonnen ass an dass d'Nationalparlamenter net genuch agebonne sinn, an en fait och, en filigrane steet do, dass d'Sozialpartner net genuch agebonne sinn. An do ass Lëtzebuerg, géif ech soen, e bëssen e Virreider, well mir hunn do eppes geleescht. Ech kommen nach drop zréck.

Mir hunn am September am Kader vun der Présidence am Ecofin informel en Débat heiriwwer gehat. Mir hunn dës Kéier privilegéiert, d'Aktioun als Présidence ze maachen. Mir wollten och do eng gewësse Retenue hunn. Mä mir hunn natierlech den Débat tëschent den États membres hei geschüürt. A mir haten eng ganz gutt Diskussioun am Ecofin informel.

Wat elo de Kontakt mat der Cofibu betrëfft, ech mengen, deen hu mer gefleegt, haaptsächlech wat d'Bankenunioun ubelaangt an d'Bankenopsiicht, wou jo do an de leschte Jore ganz vill geschitt ass a wou Lëtzebuerg villes ëmgesat huet. En revanche, mengen ech, wat de PNR, de Plan national de réforme ubelaangt an de Pacte de stabilité et de croissance, deen hu mer och ëmmer an der Cofibu an an der ekonomescher Kommissioun virgestallt, éier mer dat op Bréissel geschéckt hunn.

An Dir wësst, dass mer déi Prozedur och d'nächst Joer nach wëlle verstäerken, wéi ech dat a menger Budgetsried annoncéiert hat, dass mer d'Parlament wëllen nach méi associéieren zu dësen Debatte vum Plan national de réforme a vum PSC, haaptsächlech wat de pluriannuelle Budget ubelaangt.

D'Regierung huet en fait innovéiert am Ufank vun dësem Joer, andeems se de Conseil économique et social an d'Europäescht Semester matagebonnen huet. An ech kann Iech soen, mir sinn dat eenzegt Land, wat dat gemaach huet. Dat ass eng Recommandatioun, déi vun Europa kënnt, fir d'Forces vives de la nation, en fait de Public, méi an déi ganz europäesch Démarche anzebannen. Mir hunn dofir dann dat décidéiert a schonn ëmgesat, wat do am Fënnef-Presidenten-Rapport steet. Mir sinn och do vun der Kommissioun derfir gelueft ginn. An ech mengen, mir sollen an där Richtung och weidermaachen.

Den Här Urbany freet och, wat Lëtzebuerg wëllt a ka soen iwwert déi fënnef Texter, déi elo am Oktober vun der Kommissioun presentéiert gi sinn. Ech wëll ënnerstraichen - ech liese se net vir, well mir hunn net ganz vill Zäit -, mä ech géif soen, mat Ausnam vum Text iwwert d'Aussevertriedung an der Eurozon ass kee vun den Texter e legislativen Text. Dat sinn also Kommunikatiounen oder Recommandatioune vun der Kommissioun, dat heescht, mir sinn nach an der Ufanksphas vun dëser Debatt. Dofir mengen ech och, dass mer dee Rapport roueg kënnen am éischten Trimester vum nächste Joer maachen, ouni dass mer do a Verzuch kommen.

Mir hunn eng éischt Diskussioun am Ecofin vum November gehat zu Bréissel iwwert déi fënnef Propositiounen. An dat bréngt mech dann dohin, op déi konkret Froen ze äntwerten, déi den Deputéierten Urbany mer gestallt huet.

Wéi sti mer zum Comité budgétaire? Den Échange de vues, dee mer um Niveau vum Ecofin haten, huet gewisen, dass do nach vill Klärungsbedarf an der Propositioun vun der Kommissioun besteet. Et freet ee sech, wat d'Zesummespill vun deem Comité budgétaire national ass mat deem méi internationalen, deem europäeschen. An et freet ee sech och, wat d'Roll vun der Kommissioun an deem Ganzen ass.

De Correspondant zu Lëtzebuerg ass natierlech de Conseil national des finances publiques. Mir wäerten deen och konsultéieren iwwert déi Fro, wéi hien dat gesäit. Mä en fin de compte sinn nach ganz vill Froen op, ënner anerem och, dass dee Comité budgétaire, wann en da géif gemaach ginn, dass dee ganz onofhängeg misst si vun der Kommissioun.

Déi aner grouss Fro ass d'Autorité de la compétitivité: Dat soll eng Initiativ sinn, wou an all Land esou eng Kompetitivitéitsautoritéit soll geschafe ginn. An déi Propos ass op ganz vill Skepsis gestouss, wéi mer d'Diskussioun am November am Ecofin haten. An déi Skepsis deele mir och zu Lëtzebuerg. Jo, mir deele se, déi Skepsis, aus ganz ville Grënn: Mir mengen, dass dat kéint bürokrateschen Opwand mat sech bréngen, Käschte mat sech bréngen. An dobäi hu mir den Dialog mat dem CES iwwert déi Mesurë jo schonn agefouert. Da brauche mer jo net nach eng nei Autoritéit ze schafen!

An d'Abanne vun de Sozialpartner schéngt eis dat bescht Rezept ze sinn, fir en „buy-in", e gewëssent Matdroe vun dësen europäeschen Décisiounen um nationale Plang ze hunn.

Ech mengen, ech hätt domat op déi wichtegst Froe vum Här Urbany geäntwert. An ech freeë mech, wéi gesot, dass mer déi Debatt wäerten an den nächste Méint verdéiwen. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg guer näischt verpasst. Mir si souguer als Présidence, géif ech soen, plutôt bei deenen, déi dat am nooste verfolgen. A mir wäerten dat och an deenen nächste Méint esou maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Finanzminister. An den Här Urbany huet d'Recht, fir eng Zousazfro ze stellen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Jo, Merci. Ech wéilt eigentlech keng Zousazfro stellen, mä éischter eng Zousazbemierkung maachen. Meng Fro huet sech jo op d'Eurozon bezunn, ausschliisslech op d'Eurozon. Dat wier och de Kader vu menger Interpellatioun gewiescht, wa se accordéiert gi wier.

Elo huet d'Conférence des Présidents awer beschloss, e méi generellen Débat ze maachen, wou och d'Zukunft vun der Europäescher Unioun u sech eigentlech och soll abordéiert ginn: Wéi geet et mat den Traitéë weider, wat fir institutionell Ännerunge musse gemaach ginn?

An ech mengen, dass et och aus där Ursaach war, firwat déi Debatt virun allem an d'aussepolitesch Kommissioun verwise ginn ass, wat selbstverständlech net ausschléisst, dass och d'Finanzkommissioun an där Debatt an enger gewëssener Form ka bedeelegt ginn.

Mä et ass u sech keng finanzpolitesch Debatt gewiescht - esou wéi ech dat verstanen hunn - iwwert déi méi finanziell Problemer. An et ass jo doniewent och nach en Débat ongeféier ëm déiselwecht Zäit virgesinn iwwert de Semestre européen, wou alleguerten déi finanziell Froen natierlech och zur Diskussioun stinn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Minister.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Just eng Minutt, well ganz richtegerweis den Här Urbany drop higewisen huet, dass d'Regierung jo wëllt am Abrëll déi Debatt iwwert de Semestre européen nei gestalten d'nächst Joer an d'Parlament méi matabannen: Dat gëtt och eng Geleeënheet, fir heiriwwer ze schwätzen, a mir sinn amgaangen, dat op Regierungsniveau e bëssen auszedäitschen, well dat eng grouss Neiegkeet ass.

D'Iddi ass, de Pluriannuel, en fait de Budget pluriannuel méi am Abrëll ze diskutéieren, ronderëm d'Diskussioun vum État de la nation. An do kritt dann d'Parlament - an och wahrscheinlech verschidde Kommissiounen aus dem Parlament - d'Geleeënheet, fir méi no an déi Saach hei agebonnen ze ginn. Dat ass eise Wëllen, d'Parlament méi anzebannen, awer och d'Sozialpartner. Domat, mengen ech, si mer à la pointe an Europa.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci, Här Minister. Dat ass selbstverständlech och de Wëlle vum Parlament. A mir géifen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, zur Proposition de loi 6407 iwwert den Oflaf vu politesche Sondagen. An d'Wuert huet direkt den Auteur-rapporteur, den Här Alex Bodry.

4. 6407 - Proposition de loi relative aux sondages d'opinion politique et portant modification

1. de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

2. de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques;

3. de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Alex Bodry *(LSAP), auteur-rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dëser Proposition de loi geet et drëm, fir d'Sondagen, déi e politesche Charakter hunn, déi also direkt oder indirekt eppes mat Wahlen oder Referenden ze dinn hunn, nei ze reglementéieren. Et ass eng Proposition de loi, déi vu mir selwer de 6. Mäerz 2012 abruecht gi war an déi elo soll, dräi an en halleft Joer méi spéit, an enger ofgeännerter Form Gesetz ginn, wann dann d'Chamber hir Zoustëmmung gëtt. Op jidde Fall war eng breet Majoritéit an der Kommissioun fir deen neien Text.

Et ass eng Neiregelung, dat heescht, dass mer haut schonn eng Regelung fir politesch Sondagen hei zu Lëtzebuerg kennen, an zwar ausschliisslech iwwert d'Wahlgesetz an iwwert d'Gesetz vun 2005 iwwert d'national Referenden, wou drasteet, dass dee Mount viru Wahle respektiv engem nationale Referendum keng politesch Sondagen däerfen diffuséiert, publizéiert oder kommentéiert ginn. Dat Ganzt ass en Delikt a gëtt bestrooft mat Prisong vun aacht Deeg bis e Mount respektiv enger Geldstrof vu 500 bis 2.500 Euro.

Dat ass eng al Bestëmmung, déi mer hunn an eisem Wahlgesetz. Si ass natierlech méi nei am Referendum, well se 2005 agefouert ginn ass, wéi mer eis dat éischt Gesetz iwwerhaapt ginn hunn iwwer Referenden. An déi ass sécherlech net méi zäitgeméiss, well een och feststellt am internationale Verglach an Europa, dass et eng ganz Partie Länner gëtt, déi eigentlech guer keng Regelung hunn, dass aner Länner Regelungen hunn, déi d'Délaie vun engem Verbuet vun engem politesche Sondage viru Wahle ganz restriktiv festleeën. Lëtzebuerg läit do eigentlech mat sengen aktuellen 30 Deeg wäit ewech vun den europäesche Standarden, wann ech dat kann esou nennen. Déi meescht Länner, déi iwwerhaapt eng Restriktioun hunn, leeën déi tëschent engem a siwen Deeg oder null a siwen Deeg fest.

Ech hat an der Proposition de loi proposéiert op deem dote Punkt, dass sollten zwee Deeg viru Wahlen net däerfe Sondagë publizéiert a kommentéiert ginn. Schlussendlech huet d'Kommissioun sech geeenegt, fir den Délai op fënnef Deeg viru Wahle festzeleeën. Dat heescht also am Kloertext, dass, wann een ee Joer... Eis Wahle si jo meeschtens sonndes hei zu Lëtzebuerg, also däerf ee keng Sondagë méi diffuséieren an och kommentéiere praktesch vu méindes vu Mëtternuecht un, déi Woch, ier da sonndes déi Wahlen oder e Referendum stattfannen.

Mä dat do war ee Punkt an der Diskussioun. Ech wëll deem Ganzen hei net ze vill wäit virgräifen. Fir d'Éischt wëll ech awer och soen, dass en zweeten... Also zu deem éischte Moment gehéiert nach - dat huet matgespillt, firwat d'Initiativ iwwerhaapt geholl ginn ass -, dass et a Frankräich eng Jurisprudenz gëtt, an zwar vum ieweschte franséische Gericht, der Cour de cassation a Frankräich, Chambre criminelle, déi schonn 2001 décidéiert huet, dass dat franséischt Gesetz, wat virgesäit, dass een eng Woch virun de Wahlen net méi däerf e Sondage publizéieren, net konform wär, an hiren Aen, zu der Europäescher Mënscherechtskonventioun, well dat eng net zougeloossen Aschränkung wär vun der Fräiheet, fir Informatioune weiderzegi respektiv ze kréien. Et gëtt also och e gudde juristesche Grond, fir also eis al Texter, déi en absolutt Verbuet ee Mount laang viru Wahle festgeleeuht hunn, hei däitlech ofzeänneren.

En zweete Grond, firwat déi Initiativ geholl gi war, ass, fir och méi Transparenz an déi politesch Sondagen eranzekréien, well haut zu Lëtzebuerg guer keng Obligatioun besteet, fir eng Rei vun Informatiounen ze liwwere mat deem politesche Sondage. D'Praxis ass awer a leschter Zäit - mä dat ass awer eng lues Entwécklung gewiescht iwwer ganz laang Joren -, dohinnergaangen, dass haut automatesch, ouni dass direkt elo duerch e Gesetz hei zu Lëtzebuerg d'Obligatioun géif bestoen, d'Sondageinstituter respektiv déi Medien, déi dann déi Publikatioun do maachen, eng Rei vun Informatioune matliwweren.

Mä dat variéiert awer, dat gesäit ee vu Sondage zu Sondage. Heiansdo gi méi Informatioune matgeliwwert, heiansdo sinn et manner Informatiounen, déi matgeliwwert ginn. Heiansdo stinn d'Froe ganz, in extenso, dran, heiansdo stinn d'Froen nëmmen als Zesummefaassung an der Publikatioun vum Sondage mat dran. Et gesäit een also, dass et do keng eenheetlech Standarden hei zu Lëtzebuerg gëtt, och wann et vun internationalen Associatiounen, vu Sondageinstituter deontologesch Regele gëtt, mä déi natierlech net direkt bannend si par rapport zum Lëtzebuerger Gesetz.

Dofir ass en zweete Grond, nieft dem Délai, firwat déi Initiativ geholl ginn ass a firwat mer och an der Kommissioun der Meenung waren, dass ee sollt op där doter Schinn bleiwen, dass de Public eigentlech, dass deejéinegen, deen den Destinataire ass vun den Informatiounen, vun de Resultater vum Sondage, dass dee méi gewuer muss ginn. Praktesch also och net nëmmen, ëm wat sech de Sondage dréint, wéi genau d'Froe waren, wat fir eng Méiglechkeet d'Leit haten, ze äntweren, mä och, wéi den Échantillon zesummegestallt ginn ass, ob déi brut Donnéeën, déi gesammelt gi sinn, korrigéiert gi sinn, a wa jo, no wat fir enge Kritären se korrigéiert gi sinn, mat wat fir enger Method d'Sondéen eigentlech befrot gi sinn.

An, last but not least, fir mech och eng ganz wichteg Fro, och déi statistesch Fiabilitéit: Dat heescht, d'Marge d'erreur muss de Sondageinstitut uginn. Dat ass ganz wichteg! E rezent Beispill: Wann Der elo liest zum Beispill, wat fir eng Sondagë momentan a Frankräich publizéiert ginn iwwert d'Resultat vun de Regionalwahlen, déi an deem Zesummenhang duerchgefouert gi sinn, do gesäit een oft, dass am zweeten Tour eng Differenz vun engem oder zwee Prozent ass. An d'Iwwerschréft ass dann: Déi mat engem Prozent vir, do schéngt et, wéi wann déi géifen déi Wahlen do gewannen.

A wann een da ganz déif kucke geet an et kuckt een de Stäerchen, wat hannert dem

Stäerche steet, da steet do zum Beispill - an engem Sondage, deen ech consultéiert hunn -, dass bei enger Differenz nëmme vun engem Prozent d'Marge d'erreur awer bei de Resultater vun de Lëschte plus/minus 2,5% war. Dat heescht also, d'Resultat ka gradesou gutt ëmgekéiert ausgesi wéi dat, wat eigentlech affichéiert ginn ass no baussen!

Dofir ass also och d'Fro vun der statistescher Fiabilitéit wichteg. An do gëtt et mathematesch Formelen, fir déi auszerechnen opgrond vum Échantillon, deen erausgesicht ginn ass. Dat ass also och eng wichteg Informatioun, déi munches géif, mengen ech, relativéieren, wat dann esou direkt als Interpretatioun an eenzel politesch Sondagen erageluecht gëtt.

Also, mir maachen eis hei méi op, wat d'politesch Sondagen ugeet, ouni awer eng total Libertéit eigentlech ze garantéieren. Et bleift en Délai, wou esou Sondagen net däerfe publizéiert an och net däerfe kommentéiert ginn. Op där anerer Säit awer ginn eng Rei vun zousätzlechen Informatiounen obligatoresch. Deels mussen déi mat der Publikatioun direkt publizéiert ginn, deels muss e Renvoi geschéien op Informatiounen, déi dann op engem ëffentlech zougängleche Site kënne consultéiert ginn.

Mir mengen, dass dat och am Endeffekt zu méi Qualitéit oder méi Respekt vun de Qualitéitsnorme wäert féieren, wat d'Sondagen, d'politesch Sondagen hei zu Lëtzebuerg ugeet, well jo da liicht kann iwwerpréift ginn, ob déi Donnéeën, déi dann do gi sinn, och tatsächlech der Wourecht entspriechen. An dofir brauche mer och eng Kontrollinstanz schlussendlech, fir dat Ganzt ze kontrolléieren. Dat war ee vun den Haaptpunkten.

Mir haten eng ganz Rëtsch vu Froen ze tranchéieren an der Kommissioun. Mir konnten dat maachen opgrond vu fouilléierten Avisen, déi de Conseil d'État zu där doter Fro gemaach huet, respektiv awer och enger Prise de position, déi d'Regierung 2014 ginn huet zu där Proposition de loi, déi eis och hëllefräich war am Weiderféiere vun eisen Aarbechten op deem dote Punkt.

Eng prinzipiell Fro war schnell tranchéiert: Si mer fir de Status quo? Do war jiddwereen d'accord: Neen, Status quo, dat ass haut, opgrond och vun der Jurisprudenz a Frankräich, eigentlech net méi ze halen. Et misst sech also eppes änneren.

Da war déi zweet Fro, déi mer ze tranchéieren haten, eng Suggestioun, déi de Statsrot gemaach huet a sengen Avisen: Maacht näischt am Gesetz, mä kuckt, dass dat op engem amiable Wee geregelt gëtt! Et soll verhandelt gi mat deene Sondageinstituter, déi hei täteg sinn, fir dass déi solle fräiwëlleg eng Rei vun deontologesche Regele respektéieren. An d'Iddi vum Statsrot war, dass d'politesch Parteie sollten déi Verhandlunge féieren.

Ech hunn nach haut Schwieregkeeten, dee Gedankegang nozevollzéien, well et sinn net d'politesch Parteien, déi eigentlech jo déi sinn, déi déi Sondagë gréisstendeels an Optrag ginn; och wann dat heiansdo de Fall ass, mä dat sinn normalerweis d'Medien, déi dat dote maachen. An d'politesch Parteien hunn - opgrond vun hirer Missioun - net d'Befugnis, esou Diskussiounen ze féieren, well et jo hei och drëm geet, fir d'Interesse vun Drëtten ze schützen!

Hei geet et jo net nëmmen elo ëm d'Interesse vun de politesche Parteien, mä hei geet et jo och drëm, fir d'Interesse vum Public ze schützen! An dat geschitt awer am beschten duerch en allgemenggültegt Gesetz, amplaz duerch Accorden, déi géife verhandelt ginn tëschent politesche Parteien an de Sondageinstituter aus dem Secteur, deen hei viséiert ass duerch deen heite Gesetzesprojet.

An dofir hu mer décidéiert, dass mer net op dee Wee géife goe vun där ugestriefter Autoregulatioun, mä dass mer sollte beim Wee vum Gesetz bleiwen.

Zweet Fro war déi vun der Dauer vum Verbuet. Doriwwer hate mer Diskussiounen. Et ass hinan hiergaangen e bëssen an der Kommissioun a schlussendlech hu mer eis op déi fënnef Deeg gëeenegt, déi elo am Gesetz drastinn. Also fënnef Deeg viru Wahlen a Referenden däerfe keng politesch Sondagë méi veräffentlecht, diffuséiert a kommentéiert ginn.

Wichteg Fro war: Wéi kontrolléiere mer? Do war ech a menger Proposition de loi eigentlech dovunner ausgaangen, dass mer dee System, dee mer haut hunn, géife bäibehalen, dat heescht, dass dat eng Infraction pénale wär an dass et dann u sech am Endeffekt um Parquet wär, fir ze kontrolléieren. Iwwregens hat de Parquet och - dat war souguer déi Dräps, déi mech dozou bruecht huet, déi Proposition de loi hei anzereechen -, hat de Parquet dunn eng Préenquête engagéiert, wéi am Virfeld vun de Gemengerotswahlen 2011 déi Sondagen iwwert d'Käpp komm sinn a wou dat kritiséiert ginn ass. Dat hat jo och - indirekt zumindest - eppes mat deene Wahlen do ze dinn; dat wär also en illegale Sondage gewiescht.

An de Parquet war do aktiv ginn. Dat huet natierlech awer net derzou gefouert, dass et zu engem Prozess komm ass. Wahrscheinlech, well de Parquet och d'Jurisprudenz a Frankräich gekuckt huet, an där gesot ginn ass, dass esou Interdictiounen, wa se ze laang si viru Wahlen, eigentlech net konform wären zur Europäescher Mënscherechtskonventioun.

Schlussendlech, opgrond vun där Suggestioun, déi komm ass deels vun der Regierung, deels vum Conseil d'État, si mer op en anere Wee gaangen. A mir verloossen hei eigentlech de Wee vun dem klassesche Strofrecht a mir ginn op de Wee vun enger administrativer Strof, enger Amende d'ordre souzesoen, déi dann och vun engem onofhängegen Organismus muss kënne gesprach ginn.

Do hat ech proposéiert a menger Initialpropositioun, dass een de Conseil de Presse, déi Commission des réclamations kéint domadder chargéieren. Schlussendlech hu mer eis décidéiert, fir d'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel domadder ze chargéieren, d'ALIA. D'ALIA huet jo och selwer de sa propre initiative en Avis zu deem Text gemaach an an deem Avis och matgedeelt, dass se d'accord wär, fir déi dote Kompetenz bäizekréien.

Dat huet bedéngt, dass mer also och dozou iwwergaange sinn an den Text, den Ursprongstext deementspriechend ëmgeännert hunn, fir déi ALIA do, dat wierklech eng administrativ Autoritéit ass, déi onofhängeg ass, mat där doter zousätzlecher Missioun ze betrauen. Si ka schonn esou Amendes d'ordre an anere Beräicher ausschwätzen. Hei géif also ee Feld derbäikommen, wou se dann och kann esou Amendes d'ordre respektiv e Blâme ausschwätzen. Dat ass eigentlech déi zweet Méiglechkeet vu Sanktioun, déi besteet.

An da ka se natierlech och ordonnéieren, dass et zu enger Publikatioun kënnt vun där Bestrofung duerch d'ALIA. Dat geschitt awer selbstverständlech no enger kontradiktorescher Instruktioun, déi muss gefouert ginn. An de Rechtswee ass natierlech net ausgeschloss. Selbstverständlech kann déi Décisioun vun der ALIA och ugefecht gi virum Verwaltungsgeriicht. Dat ass d'Prozedur, wéi mer se elo hei an d'Gesetz ashreiwen.

Mir sinn der Meenung, dass dat heite vill méi e schnellen a vill méi en effikasse Sanktiounsmechanismus ass, wéi wann een iwwert de klassesche Wee vun der Instruktioun vum Parquet an dann enger Veruerteelung duerch e Strofgeriicht fiert. Déi Amende, déi gëtt och eropgesat par rapport zu deem, wat se haut ass. Et ass also eng Amende vun 250 bis 25.000 Euro virgesinn, wann ee verstéisst géint déi Bestëmmung vun den Artikelen 2 an 3 vun deem heite Gesetz.

Ech wëll och ervirhiewen, an de Kommentarer hunn ech dat gelies, dass d'Meenung wär, dass déi ALIA eigentlech keng Kontroll kéint duerchféieren. Dat ass net meng Lektür vun deem heiten Text. Dofir huet se jo och d'Méiglechkeet - et steet ausdrécklech dran -, dass déi Leit, déi d'Sondagë maachen, all Dokumenter mussen op Nofro zur Verfügung stellen. Wann also Nofroe komme vun der ALIA am Kader vun enger Plainte respektiv wann d'ALIA sech selwer mat enger Affär saiséiert, wat se ka maachen, da ka se och Dokumenter nofroe goen. Also muss se kënne Kontrolle maachen, soss bräichte mer net an den Text anzeschreiwen, dass hir all Dokumenter bei Nofroe spontan mussen zur Verfügung gestallt ginn.

Also iwwert déi reng formal Kontroll op Dokumenter, déi déposéiert gi sinn oder mat publizéiert gi sinn, muss se selbstverständlech och kënne feststellen, wann een dat bezweifelt, ob déi Informatioune richteg sinn! Soss huet dee ganze System jo eigentlech keen Zweck, soudass also schonn eng Kontroll hei virgesinn ass, fir och de Fong ze kucken, ob sech hei wierklech un den Esprit an un den Text vun deem heite Gesetz gehale ginn ass.

Voilà, dat war dat, wat ech wollt zu deem heiten Text soen. Ech wär frou, wann e kéint op eng breet Zoustëmmung hei an der Chamber stoussen.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Bodry. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Merci, Här President. Fir d'Éischt dem Alex Bodry a senger Qualitéit als Auteur a Rapporteur Merci fir dës Proposition de loi an och fir säi méndlechen a schrëftleche Rapport. Do gesäit een heiansdo, wat de Virdeel ass vun engem Cumul des mandats, wann een nëmme muss eemol nolauschteren.

Här President, dat Wuert „Sondage" kënnt aus dem Alengleschen „sund", wat esou vill heescht wéi „de Mieresbuedem erfuerschen". Am 16., 17. Jorhonnert hu mer d'Expressioun „Sondagen" fir d'Éischt am medezinnesche Beräich zréckfonnt: eng Sonde am Kierper. Mir sinn eis eens, datt eng Sonde am Kierper vläicht heiansdo gradesou wéideet wéi haut politesch Sondagen.

Am 18. Jorhonnert sinn déi éischt Sondagen effectuéiert ginn an Amerika, fir d'Verhale vu Konsumenten ze erfuerschen. An ech mengen, mir sinn eis eens heibannen am Haus, datt hautzudaags Sondagen an der Moud sinn. Sondagë sinn haut e richtege Business ginn. Sondagë sinn haut, besonnesch och fir d'Medien, e kommerziellt Argument ginn, eng kommerziell Strategie, fir d'Zuel vun de Lieser oder vun den Auditeuren eropzesetzen.

Wa mer vu Sondagen als Politiker schwätzen, da kréien déi meescht vun eis heibanne Schweesspärelen op d'Stir, zemools wann et ëm d'Parteie geet, wann et ëm eis selwer geet. Ass een an de Sondagen derbäi an et fënnt ee sech ënnen an de Sondagen zréck, seet een, et ass just eng Momentopnam, an ënnerlech ass een awer rosen, datt ee wäit ofgeschloen ass. Ass een an de Sondagen derbäi an et steet een uewen, da seet een no baussen, et ass just eng Momentopnam, an ënnerlech ass een awer frou, datt een do steet, wou ee steet.

M. Alex Bodry *(LSAP), auteur-rapporteur*.- An awer kann ee eroffalen.

Une voix.- Kenns de schonn déi nei Sondagen?

(Hilarité et brouhaha)

Une autre voix.- Wësst Dir méi, Här Bodry?

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Ech sinn net Member vun der Autoritéit.

D'Sondagë ginn awer net nëmme gemaach iwwer Politiker oder politesch Parteien, mä och iwwer Themen. Den Alex Bodry ass drop agaangen: Zurzäit steet an der Legislatioun, datt een dee Mount virun enger Wahl ebe keng Sondagë ka publizéieren oder kommentéieren, an hien huet och drop higewise mat Recht, datt dat net méi aktuell, konform ass zum Artikel 10 vun der Mënscherechtskonventioun. An den Auteur ass och op deen Arrêt agaangen; ech wëll dat elo hei net méi zu dëser Stonn alles widderhuelen.

D'Fro huet sech gestallt: Brauche mer eng spezifesch Regelung fir d'Sondagen? De Statsrot hat eng Alternativ virginn a sot, mir kéinten als politesch Parteien och e Code de bonne conduite ofschléissen. An de Statsrot huet sech op den Artikel 32 (veuillez lire: Artikel 32bis) vun der Verfassung baséiert, dee seet, datt d'politesch Parteien «concourent à la formation de la volonté populaire».

Mir waren an der Kommissioun awer enger anerer Meenung a ware bereet, op d'Propositioun vum Alex Bodry matzegoen. Mir waren awer der Meenung, datt mer sollten eng Period vu fënnef Deeg aféieren, wou een innerhalb vun dëser Zäit ebe kee Sondage ka publizéieren, diffuséieren a kommentéieren. An hei hunn ech awer haut de Moien den Här Bodry um Radio héieren an engem Interview - ech mengen, et war um RTL haut de Moien -, wou e sot, wann ech dat richteg verstanen hunn, datt een awer ka wärend deene fënnef Deeg e Sondage kommentéieren, dee virdru gemaach ginn ass. Hunn ech dat richteg...?

M. Alex Bodry *(LSAP), auteur-rapporteur*.- Publizéiert.

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Virdru publizéiert ginn ass!

M. Alex Bodry *(LSAP), auteur-rapporteur*.- Mat der Referenz natierlech, dass et e Sondage ass, deen dann an dann duerchgefouert ginn ass an dann an da scho publizéiert ginn ass.

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Jo, ah!

M. Alex Bodry *(LSAP), auteur-rapporteur*.- Menger Usiicht no fannen ech do näischt Béises derbäi. Mä déi Period vun de fënnef Joer ass jo do, fir ze verhënneren, dass mer...

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Fënnef Deeg.

M. Alex Bodry *(LSAP), auteur-rapporteur*.- Fënnef Deeg! ...dass kuerz virun de Wahlen nei Sondagë komme mat neien Informatiounen, wou da keng Reaktiounsméiglechkeet eigentlech méi ass. Also...

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Also ech mengen, ech hunn do eng aner Interpretatioun vum Artikel 3. Well den Artikel 3 seet awer ganz kloer: «Pendant les cinq jours qui précèdent le jour des élections européennes, législatives ou communales ou le jour du référendum ou de la consultation populaire ainsi que pendant le déroulement des opérations électorales ou consultatives, il est interdit de publier, diffuser ou commenter tout sondage d'opinion». Et ass keng Reserv. Mä vläicht gëtt dat dann d'Aufgab, déi éischt Aufgab vun der Autorité indépendante de l'audiovisuel, fir deen Artikel do ze interpretéieren.

An de Sondagen ass et och wichteg, datt Transparenz herrscht, an dofir mussen eng ganz Rei Informatioune matdiffuséiert gi bei de Sondagen, wéi den Numm vum Organismus, deen de Sondage mécht, den Numm an d'Qualitéit vun deem, deen de Sondage an Optrag ginn huet, d'Zuel vun deene Persounen, déi interrogéiert gi sinn, souwéi d'Kompositioun vum Échantillon vun de Leit, den Datum, wéini de Sondage gemaach ginn ass, den integralen Text vun den Äntwerten, déi matgeliwwert gi sinn, well heiansdo kann et jo zum Beispill och „multiple choice" ginn, an ob Dossieren, Donnéeë verbessert gi sinn oder net.

Ech mengen, et ass och wichteg, an den Auteur ass dorobber agaangen, datt mer eng Autoritéit hunn, déi dat do iwwerwaacht an och da Sanktioune kann ausschwätzen. D'Explikatioune sinn hei och vum Auteur gi ginn.

Ech kommen zum Schluss, Här President. Ech wëllt awer ervirsträichen, datt d'Sondagen net kënnen an och net sollen d'politescht Gespier vun de Politiker ersetzen. Et ass eis Aufgab ze spieren, wat d'Bevëlkerung dobausse wëllt. Ech stelle just fest, datt dës Regierung mam leschte Referendum dat Gespier net hat. Ceci dit gëtt d'CSV-Fraktioun den Accord zu dëser Propositioun de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Gloden. An nächst Riednerin ass d'Madamm Beissel.

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Sondagen a Wahlprognose gehéieren entre-temps zu eisem politeschen Alldag. Ech mengen, politesch Ëmfroe ginn eis zwëschen de Wahléchéancen ëmmer e Bild vun der Meenung vun de Leit iwwer bestëmmt Aktualitéitssujeten, déi eis um Häerz leien, fir eis ze soen, ob mer nach op der richteger Linn leien.

A wéi meng Virriedner et scho gesot hunn, wa mer éierlech sinn, da si mer alleguerten als politesch Mandatsträger dann awer ëmmer gespaant, wéi d'Resultater vun de Sondagë sinn. An ech schwätzen net vu schweessen, well ech schweessen näämlech gär, als eent, dat vill Sport gemaach huet an nach mécht, mä ech géif awer soen, mäin Häerz, dat spaant sech ganz ferm, wann déi Sondagen net esou ausginn, wéi mer da mengen, an d'Resultat entsprécht net deem, wat eis grad geneem ass.

(Interruptions)

D'Sondagë sinn e ganz valabelt Instrument, fir ebe just d'Meenung vun de Leit erauszekréien. D'Meenung vun de Leit ass natierlech ëmmer de Problem vun deem berüümten Échantillon représentatif. Et kann een ëmmer soen, en Deel vun de Leit, en Deel vun der Wourecht, an et hänkt jo vun dem Seriö vun den Organisateuren of, fir déi berüümt Notioun vun Échantillon représentatif dann duerchzezéien.

Well et awer e ganz sensibele Secteur ass, mécht et jo wierklech Sënn, dass versicht gëtt, fir ebe Mëssbrauch, Abusen, Manipulatioun an deem ganze Secteur ze verhënneren a Sanktioune virzegesinn, ouni dass awer d'Meenungsäusserung, d'fräi Meenungsäusserung domat ageschränkt gëtt.

Här President, et ass extrem wichteg, dass déi Sondagë wëssenschaftlech esou korrekt wéi méiglech gemaach ginn, well et kommen ëmmer méi Études, déi awer weisen, dass den Ausgang vun deene Sondagen dann awer kann en Afloss hunn op d'Wahlverhale vun engem ganze Koup Leit. Läit d'Resultat vum Sondage engem Wieler genau op senger Linn, da fillt e sech a sengem Wahlempfinde gefestegt. Mä läit et net op senger Linn, dann ass awer d'Chance grouss, jee nodeem, wéi dat Resultat vun dem Sondage ass, dass en aus takteschen oder aus emotionale Grënn seng Wahldécisioun ännert. An dat spigelt sech dann herno erëm.

Franséisch Etüden hu gewisen, dass Testpersounen, deene mat Momenter bis véier Zorte vu verschiddene Sondagen ënnerbreet gi sinn, véiermol noeneen hir Wahldécisioune geännert hunn. Also et ass extrem wichteg, dass et esou seriö wéi méiglech gehandhabt gëtt!

Här President, mir wëssen och, dass Sondagen net ëmmer genau iwwereneestëmme mat dem

effektive Wahlresultat - dat ass och scho vu menge Virriedner gesot ginn -, soss wär et jo u sech ze vill einfach. Mä et muss een ebe just kucken, wéi wäit deen Écart do matspillt. Et ass schonn ugeklongen, ech mengen, déi Sondagen, déi gemaach gi waren, sougutt iwwert d'Legislativwahlen a Groussbritannien wéi d'Regionalwahlen a Frankräich a souguer och bei eisem Referendum vum leschte Juni, do war dat, wat d'Sondagë gesot hunn, net dat, wat herno erauskomm ass.

Ech wëll net soen, ob et wierklech eleng un de Sondagen hänkt, wéi dat Resultat zustane komm ass. Dat wëll ech net hei kommentéieren, well et kënne jo och nach aner Facteuren do matgespillt hunn. Mä well de Secteur esou sensibel ass, kann een nëmme begréissen, dass mer elo hei déi Proposition de loi vum Alex Bodry (veuillez lire: déi Proposition de loi vum Alex Bodry diskutéieren a stëmme wäerten), an ech wëll him och am Numm vun der ganzer Fraktioun häerzlech Merci soe fir seng Initiativ a seng exzellent Aarbecht.

Well, wéi gesot, et ass 2012 ugaangen. Mir sinn duerch d'Méandre vu Conseil d'État a Kommissiounen, déi effektiv verschidden Approchen haten, elo zu engem Text komm, dee fir mech ganz équilibréiert ass; wéi gesot, vu Konsensualismus iwwer Code de déontologie an u sech Fräifaart vun de Parteien, wat awer an engem klenge Land, bei eis zu Lëtzebuerg net evident ass: de Conseil de Presse - awer elo d'ALIA, déi wierklech eng Autorité administrative indépendante ass an déi hir Preuvë mécht, mengen ech, do si mer dee Moment um richtege Wee.

Wat wichteg ass, dat ass, dass mat dësem Gesetz, wat mer elo maachen, endlech e legale Kader gesat gëtt. Et gëtt eng kloer Definitioun, wat genau e Sondage ass, a wat fir enge Konditiounen e kann ofgehale ginn, wéi e muss publizéiert, diffuséiert a kommentéiert ginn.

Da gëtt och ganz kloer gesot, dass u sech alles, wat e Rapport direct huet mat engem Referendum, enger Consultation populaire, legislative Wahlen, Europawahlen, Gemengewahlen, domat viséiert ass, an dat net eleng, och Wahlprognosen a Wahlsimulatiounen, dat alles fält drënner.

An, wat da ganz wichteg ass - a mir hate jo ganz vill Diskussiounen -, am Ausland si ganz oft déi Délaien zwëschen engem an aacht Deeg, wou een dee Moment nach ka Sondagë publizéieren a kommentéieren. Virdrun hate mir ee Mount, dat war u sech ze laang, elo mat deene fënnef Deeg leie mer an enger gudder europäescher Moyenne, an ech mengen, den Alex Bodry huet gesot, vu méindes owes bis sonndes ass dee Moment Stopp. An da muss déi néideg Serenitéit och geschafe ginn, fir dass d'Wahlgeschäft kann an engem rouege Kader iwwert d'Bün goen.

Wat wichteg ass, dat ass, dass d'Transparenz, d'Traçabilitéit vun där ganzer Saach hei duerch deen Text wierklech garantéiert ginn, net nëmmen duerch déi obligatoresch Indikatoren, déi mussen derbäigeluecht ginn, wann de Sondage ebe just organiséiert gëtt. Ech ginn net méi dorop an, well si si sougutt am schrëftleche wéi an dem mëndlechen Text hei och scho vu menge Virriedner gesot ginn. Den Dépôt vun all de Basisdokumenter, dass een à tout moment kann novollzéien, wat da gemengt ass a kontrolléiere ka mat de Basisdokumenter, dat ass och ganz wichteg, mat och do alleguerten den obligatoreschen Notiounen, op déi ech net wëll nach eng Kéier agoen.

D'Kontroll vun der ALIA schéngt mer eng ganz gutt Saach, ech hunn dat scho gesot, well déi Autorité administrative indépendante, wat u sech eng Kopie ass vun dem franséische Modell, deen a Frankräich ganz seng Preuvë gemaach huet a ganz ville Secteuren, notamment awer am Audiovisuel, war eng gutt Propos. An ech mengen, och déi ganz Prozedur, déi hei virgesinn ass, déi ass effikass, lëfteg a rapid. Si ass och consensuel. Wann also eng Persoun, déi sech léséiert fillt, seet, iergendwéi e Sondage, dee gemaach ginn ass, wär net konform zum neie Gesetz, dann huet se also d'Méiglechkeet, eng Plainte ze maache bei der ALIA. Da kënnt eng Auditioun, d'Leit kënne sech justifiéieren, d'Akteuren, si kënne sech verdeedegen.

Wann d'ALIA dee Moment feststellt, dass e Verstouss géint d'Gesetz gemaach ginn ass, kann d'ALIA Sanktiounen, u sech Sanctions administratives, verhänken an deem Fall, wou keng penal Sanktioune méi virgesi sinn, vun dem Blâme, dat heescht enger Verwarnung, bis zu der Amende d'ordre vun 250 bis 25.000 Euro. Dat sinn alles Strofen, déi novollzéibar sinn, well den Impakt vu gefälschte Sondagë kann trotzdeem ganz wichteg sinn. An dofir mussen déi Strofe seriö sinn. Mä wéi gesot, si si ganz novollzéibar an dofir passe se och gutt bei dësen Text.

Ech wëll awer och nach soen, dass ech der Meenung sinn, opgrond vun deem, wat ech an de leschte Joren alles konnt hei zu Lëtzebuerg materliewen, dass d'grouss Majoritéit vun alleguerten de Sondagen, déi vun de grousse Medienhaiser zu Lëtzebuerg an Optrag gi gi sinn, ganz seriö gehandelt gi sinn. Mir hate contrairement zu deem, wéi dat am Ausland ass, keng Skandaler. Mir hate keng Sondagen, wou ee wierklech gesinn huet, dass grouss Manipulatioune waren. An dat ass och wichteg esou.

Well, mir mussen awer ëmmer oppassen, dass mer net op de Wee gi vun deem, wat eis geschitt ass virun den Europawahlen, wou esou mat komeschen Online-Plattformen op eemol gesot ginn ass, et wär en Échantillon représentatif vu Leit hei zu Lëtzebuerg gefrot ginn. En fin de compte waren et der nëmmen honnert. An herno hu se gesot, d'Resultat wär awer dat, wat misst erauskommen. An et war alles total falsch.

Bleiwe mer léiwer bei deem Seriö, mat deem mir zu Lëtzebuerg déi Sondagen handelen, an da géif ech scho mengen, da si mer um richtege Wee!

Mir mussen awer och eis eege Verantwortung huelen, och als politesch Mandatsträger, an awer och d'Honnêteté intellectuelle hunn, fir déi Saachen och ze publizéieren, déi eis net ëmmer esou geleeë kommen an déi eis net ëmmer stäerken. Et ass eng Saach, wéi gesot, vun Honnêteté intellectuelle. Jiddwereen huet zwar de fräie Choix, mä ech mengen, do musse mer eis selwer an de Spigel kucken an dann décidéieren. Et geet jo drëm - mä do ass Wuertspillerei -, dass déi eng soen: „Et ass eng Momentopnam" an „Et ass net esou schlëmm", jee nodeem, wann et net gutt ass. Mä et dierf een awer ni vergiessen, dass e Sondage awer op d'mannst ëmmer en Trend erausschielt. An déi Trenden hu sech awer an de leschte Joren an eise Sondagen zu Lëtzebuerg ëmmer bewäert, fir dass se richteg sinn.

Här President, haut an hei geet et drëm, fir de Schutz vum Bierger mat dem Recht op Informatioun an engem équilibréierten Text ze garantéieren. Den Text, dee mir hei virleien hunn, dee gëtt dat hier, an dofir bréngen ech mat Freed den Accord vun der DP-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madamm Beissel. An nächste Riedner ass den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Mat der Proposition de loi vun haut vum honorabelen Här Bodry gi mer eis e Regelwierk fir den Ëmgang mat Sondagë viru Wahlen. An ier ech op dat Regelwierk aginn, wëll ech mer awer och e puer Gedanke maachen iwwert d'Noutwendegkeet iwwerhaapt, sech esou ee Regelwierk ze ginn.

De Statsrot hat, an dat ass och schonn erwäänt ginn hei, a sengem Avis näämlech gemengt, et wier eigentlech net néideg ze légiféréieren, an hien hat proposéiert, fir den zweeten Abschnitt vum Artikel 97 vum Wahlgesetz vun 2003 einfach ofzeschafen. Dat ass deen, wou drasteet, datt mer ee Mount viru Wahle keng Sondagë méi däerfe publizéieren. De Statsrot hat gemengt, et kéint ee sech eleng op d'Autoregulatioun vun de Medie verloossen.

Ech hunn net onbedéngt datselwecht Vertrauen an eng Autoregulatioun vun de Medie wéi de Statsrot. Ech muss allerdéngs soen, datt ech d'Iddi, fir net ze légiféréieren, zimlech interessant fonnt hunn. Un éischter Stell stellt sech jo emol d'Fro, ob dann esou Sondagë viru Wahle wierklech en Afloss hunn op d'Wielerverhalen, well wa se dat näämlech net hunn, da kéint et eis jo e bëssen egal sinn, wéi se duerchgefouert ginn. Hu se en Afloss, da mécht et Sënn, ze légiféréieren an och kloer Regelen ze schafen, déi fir Transparenz suergen.

Ech hat, äänlech wéi den Här Gloden, och e bësselchen an d'Vergaangenheet gekuckt vun de Sondagen. Am Ufank huet et geheescht, datt esou Ëmfroen ëmsou méi wouer wieren, wat ee méi Leit hätt, déi géife matmaachen. Et ass zum Beispill e Beispill vun enger amerikanescher Zeitung, déi 1896 schonn all Wieler vun Chicago deemools ugeschriwwen hat, et waren der 833.000, fir ze soen, si sollten am Virfeld eng Stëmm ofginn. An effektiv hunn 240.000 Leit matgemaach a si haten e formidabel gutt Resultat an hirem Sondage. Si haten zimlech prezis virausgesot, wie Buergermeeschter géif gi vun Chicago.

An den 30er Joren, an ech mengen, dat war e Meilesteen an der Entwécklung vun de Sondagen, do war den George Gallup, dee säin Institut opgemaach huet an deen dat agefouert huet, wat een en Échantillon représentatif nennt, an zënter, ech géif soen, nom Zweete Weltkrich hu sech praktesch all d'Demokratien e bësselchen op dem George Gallup seng Theorie gestäipt, fir d'Sondagen ze maachen.

Interessant ass zum Beispill, datt de Gallup sech awer och eng Kéier geiert hat, an zwar kräfteg. 1948 hat e gesot, den Harry Truman géif d'Wahle verléieren, an dat war awer net agetraff. An am interessantesten ass nach déi Erklärung, déi e selwer ginn huet. En huet näämlech gesot, en hätt mat senge Sondagen zwou Woche virun de Wahlen opgehalen an dat wier zu engem Zäitpunkt gewiescht, wou d'Stëmmung amgaang gewiescht wier ze kippen. Et ass also da schonn interessant, wéi laang een esou Sondagë mécht a wéini datt een ophält.

Sondagë kënnen, wa se no de Regele vun der Konscht gemaach sinn, eng relativ korrekt Ausso iwwert den Ausgang vu Wahle maachen, mä beaflosse se dann och d'Verhale vun de Wieler?

A ville Länner huet déi Fro d'Leit a virun allem och d'Politiker beschäftegt, an den Ëmgang mat Sondagë viru Wahlen ass och ganz verschidden an deene verschiddene Länner geregelt. De Statsrot huet eng Rei Beispiller ugefouert.

An der Schwäiz ginn d'Leit jo ganz oft wielen, an ech wëll duerfir kuerz op e Beispill vun der Schwäiz agoen. Den 29. November 2009 gouf d'Volleksinitiativ géint de Bau vu Minarette vun de Schwäizer Wieler mat 58,5% (veuillez lire: 57,5%) Jo-Stëmmen ugeholl. An dat war fir vill Journalisten a Politiker eng Aart Schock, dat war iwwerraschend, well nach de 17. November, also zéng Deeg virun där Wahl, e Sondage gesot hat, 53% vun de Wieler géife géint dës Initiativ stëmmen.

Dat huet an der Schwäiz zu enger breeder Diskussioun gefouert, ob eventuell just dës Ëmfro derzou bäigedroen hat, fir d'Verhale vun de Bierger ze änneren, well eng ganz Rei Mechanisme jo als Reaktioun op esou e Sondage ausgeléist kënne ginn.

Mir als Gréng zu Lëtzebuerg stinn am Fong geholl ëmmer gutt do, wat d'Sondagen ugeet. Virun de leschte Wahlen hate mer aacht Mandater, no de Wahlen hate mer der sechs, soudatt ee sech wierklech muss froen: Majo, wat ass dann den Afloss vun deene Sondagen? Deen ass effektiv wéineg erfuerscht an en ass och net esou evident, wéi een dat mécht.

Ech hunn do e bësse méi eng nuancéiert Vue wéi d'Madamm Beissel se virdrun hat. Et gëtt een éischte Mechanismus, datt, wann de Sondage publizéiert ass, da seet de Wieler, e fillt sech vun dem Gewënner vum Sondage ugezunn an hätt also Loscht, fir deen ze ënnerstëtzen. Dat gëtt an der englescher Literatur den „bandwagon effect" genannt. Also, mir sprangen op d'Kar vum Gewënner.

Mä et gëtt awer och, an dat ass schéin - d'Gerechtegkeet wëllt et esou -, heiansdo genau de Contraire: Et gëtt festgestallt näämlech, datt de Wieler sech solidariséiert mat deem, deen am Sondage schlecht dosteet. Dat gëtt dann den „underdog effect" genannt.

En drëtte Mechanismus wier, datt d'Wieler engem ugekënnegte Gewënner vis-à-vis mësstrauesch ginn: „Humble the winner." E soll awer nach mat zwee Féiss um Buedem bleiwen. Säi Gewënn soll net esou grouss ginn, wéi e sech dat virstellt.

An anscheinend gëtt et dozou dann och nach e Mechanismus, dee seet: Ech wëll net alleng am Boot sëtze bleiwen, wann een als Verléierer ugekënnegt ass, da ginn ech léiwer vum Boot fort, ier et ganz ënnergeet. Dat nennt een dann „snob the loser effect".

An der Schwäiz gouf festgehalen, et war eng Gesetzesinitiativ, fir eben och esou eng äänlech Reglementatioun, wéi mir se hei hunn, anzeféieren, do gouf awer festgehalen, datt den Afloss vun de Sondagen op de Wielerwëllen net wëssenschaftlech nozeweise wier. An duerfir ass am November 2010 eng Gesetzesinitiativ an déi Richtung ofgeleent ginn.

Aner Länner hunn anescht reagéiert. Mir kucke jo och éischter a Richtung Frankräich wéi an d'Schwäiz, wa mer légiféréieren. An d'Situatioun vu Frankräich ass vu menge Virriedner beschriwwe ginn. E wichtegt Argument, fir d'Sondagen zu Lëtzebuerg ze regelen, schéngt mer och déi speziell Situatioun vun eiser Medielandschaft ze sinn, besonnesch wat d'Télee ugeet.

Wat regele mer dann elo? Majo, ech soen duerfir dem Här Bodry extra Merci, deen als Rapporteur, als Auteur an als President vun der Institutiounskommissioun eis eng gutt Aféierung an och a senge Rapporten all Däitlechkeet ginn huet, soudatt ech dat zum Ofschloss ganz kuerz ka maachen.

Mir hunn also net méi e Mount wéi bis elo, mä och net zwee Deeg wéi an dem éischten Entwurf vun der Propositioun, mä fënnef Deeg,

d'Chamber online op
www.chd.lu

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

wou viru Wahle keng Sondagë publizéiert a kommentéiert däerfe ginn. Et ass eigentlech och e bësse speziell, well mer jo och eng Situatioun vun de Bréifwieler hunn, déi sinn dann an engem anere Kader dra wéi den normal stierfleche Wieler. Déi gi jo also wielen, wann d'Sondagen nach ganz frësch um Dësch leien. Wéi mer op déi fënnef Deeg komm sinn, bon, dat schéngt jo och kloer ze sinn. Dat war de Kompromëss, dee mer an der Kommissioun fonnt hunn. Mir droen dee mat. Mir hätte ganz genausou gutt kënne mat zwee Deeg liewen.

Den zweete Punkt, dee mer hei festhalen, ass, datt mer am Artikel 2 soen, datt d'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel déi kompetent Autoritéit an dëser Matière ass, an dat gesi mer och als en däitleche Gewënn par rapport zu der éischter Versioun, wou de Conseil de Presse déi Roll sollt spillen. Ech mengen, dat gehéiert bei d'ALIA. Dat fanne mer gutt esou.

An drëttens leeë mer mat dësem Artikel och fest, wat dann den Organisme, deen e Sondage publizéiert, vun Donnéeën, éischtens, muss matpublizéieren respektiv, zweetens, muss bei der ALIA hannerleeën, an der Hoffnung, datt mer esou zu méi Qualitéit bei de Sondagë bäidroen.

Mir sinn also der Meenung, datt, wa mer reguléieren - an et schéngt eis logesch ze sinn, fir ze reguléieren -, da si mer hei mat där Proposition de loi och de richtege Wee gaangen. Mir ënnerstëtzen deemno all déi Kritären, déi hei opgezielt sinn, an och d'ALIA als Instanz, fir do kënnen ze jugéieren.

Eng Rei Froe bleiwen natierlech nach op: D'Auswierkungen um Internet, Facebook, wéi wëllt een dat kontrolléieren? An eng interessant Fro wier och nach, wa mer dann elo géifen zum Beispill a Frankräich, wou den Délai nëmmen zwee Joer (veuillez lire: zwee Deeg) ass, wa mer dann do géifen am „Républicain Lorrain" zum Beispill e Sondage publizéieren, dee kéinte mer jo dann och no suivéieren, obschonn en eigentlech net dierft hei am Land suivéiert ginn.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet an ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun zu dëser Proposition de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Adam. An d'Wuert huet direkt den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Laut engem ganz rezente Sondage, deen ech duerchgefouert hunn, wäert dëst Gesetz mat 60 Stëmmen unanime ugeholl ginn.

Et ass gutt, datt mer déi Sondagë reglementéieren. Mä mir mussen eis bewosst sinn, wat d'Limitte sinn. Mir schwätzen hei vu Sondages d'opinion ronderëm Referenden, ronderëm Wahlen, Nationalwahlen, Kommunalwahlen, Europawahlen.

Wat ass a wéi steet et mat deene sëlleche Sondagen, déi d'Regierung an déi Ministèren an Optrag ginn? Awéifern ginn déi Sondagë gebraucht oder och mëssbraucht? Awéifern gëtt Meinungsbildung gemaach duerch Meinungsumfragen?

Ech mengen, dat si Froen, déi ee muss stellen, virun allem och, wann ee weess, wéi Sondagë kënne manipuléiert ginn duerch d'Froestellung. Do kann een e ganz fiktiivt Beispill huelen. Wann ech muer e Sondage maachen an ech froen d'Leit hei am Land: „Wiert Dir d'accord mat Sanktioune géint ee Land, wat international Recht mëssuecht, wéi zum Beispill beim rezenten Ofschoss vun engem Malaysian Airways - vläicht duerch Russland? Wiert Der da mat Sanktiounen d'accord?" Da wäert héchstwahrscheinlech eng risegrouss Majoritéit soen: Jo! An da kann d'Iwwerschrëft heeschen: „90% vun de Leit fir Sanktioune géint Russland".

Mä et brauch ee guer net an dat Fiktiivt ze goen, kommt, mir bleiwen am Prakteschen! Eis Familljeministesch huet tëscht dem 7. an dem 13. Oktober 819 Résidenten, dat heescht Netwieler, befrot, wéi se da géifen zu der Flüchtlingsproblematik stoen. Do waren da 56%, déi gesot hunn: „Ech fille mech très préoccupé." Mä gläichzäiteg ware se awer zu 68%, seet d'Resultat eis: «à soutenir la position du Gouvernement», dee sech weist «à la hauteur de l'enjeu de politique internationale et notamment européenne». Erlaabt mer, dorunner net ze gleewen!

Aner Beispiller vu Manipulatiounen, ech mengen, mir hunn alleguerte vill gegoogelt, wéi mer eis Riede preparéiert hunn: 1965 huet den Otto Brenner, dat war deemools de Virsëtzende vun der IG-Metall, sech beim Willy Brand beschwéiert a gesot: „Dat Allensbach-Institut, dat reit eis eran, well déi hunn eis, als SPD, eist Wahlresultat iwwerbewäert. An domadder, mat deem Trick, brénge se et fäerdeg, d'Potenzial vun der Unioun ze mobiliséieren."

Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, an de Kolleeg Adam huet dat ganz gutt erkläert, déi verschidde Manipulatiounsweeër, déi et gëtt, an och, datt een am Endeffekt ni ka soen, wat dann elo funktionéiert a wat net.

Et gëtt zum Thema en exzellent Buch vum Alain Garrigou: „L'ivresse des sondages", wou en och genau iwwert déi Problematik vun der Froestellung geschriwwen huet. An duerfir fannen ech dat och esou gutt, datt hei am Text d'Froestellung muss offegeluecht ginn. En huet geschriwwen: «Les énoncés des questions contiennent les réponses, en les écoutant, on entend en quelque sorte la voix du commanditaire.»

Ech mengen, deem ass net ganz vill derbäizefügen. Datt dat esou ass, wësse mer, an trotzdeem mécht dës Regierung och wéi Regierunge virdrun, maache Ministèren där Emfroen. Awéifern fale se ënnert d'Gesetz? Dat gëtt bestëmmt e Fall vu Jurisprudenzen. Wat heescht „directement ou indirectement"?

Et kann ee sech och d'Fro stellen: Brauche mer net eventuell en Zousaz zu dësem Gesetz, deen déi dote Fro kläert? An eng aner Fro, déi och nach bleift, ass: Wat kascht dat? A wat bréngt et?

Déi Froe si schonn opgeworf ginn 2008. Bleiwe mer an der Vergaangenheet vum Eugène Berger, deen deemools eng parlamentaresch Fro gestallt huet un den deemolegen Transportminister Lucien Lux, deen e Sondage gemaach hat iwwert d'Utilisation des transports en commun, wou gesot gouf: „Wat kascht et? A mengt Der wierklech, et wier opportun, fir ëffentlech Gelder auszegi fir esou eng Emfro?"

D'Äntwert war: Et ware 14 Froen un 1.000 Leit. Dat huet deemools kascht 11.000 Euro hors TVA. An de Besoin: „Jo, ech brauch déi Emfro, fir ze wëssen, wat d'Besoine si vum Bierger."

Ech sinn net där Meenung. Ech sinn net där Meenung, datt mer Emfroe brauchen, fir ze wëssen, wat de Besoin ass vum Bierger. De Besoin vum Bierger sollte mir kennen. Hei ass et jo ëm d'Meenung vum Bierger gaangen. A wat mech an deem Ganze rassuréiert - gleeft engem Populist! -, dat ass: D'Leit sinn net esou domm, datt se sech ëmmer vu Meenungsëmfroen ëmstëmme loossen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- An d'Wuert huet elo direkt den Här Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Jo, Merci, Här President. Och mir begréissen déi Propositioun de loi hei vum Här Bodry. Mir si frou, dass e se erabruecht huet an dass mer eng ganz gutt Diskussioun an der Kommissioun driwwer konnten hunn, wou mer och nach verschidde Saache geännert hunn.

Déi Positioun hei, déi aus där Proposition de loi erausgeet, ënnerscheet sech wesentlech vun där Positioun vum Statsrot, deen am Fong geholl d'Sondagenindustrie als kommerzielle Beräich ugesäit, dee sech selwer reguléiere soll, eventuell mat de Parteien zesummen, déi jo awer déi Haaptinteressente si bei deem heite Genre vu Sondagen, an deen der Meenung ass, d'Sondagë wieren am Fong geholl am Beräich vun der fräier Meenungsäusserung an all Aschränkung, déi géif kommen, déi wier eng „atteinte à la liberté d'expression".

Ech mengen, do muss ee kloerstellen: Sondagë ginn duergestallt als den Ausdrock vun enger exakt gemoosster ëffentlecher Meenung. Sondagë si selwer keng Meenungsäusserung. D'Sondagen hunn den Usproch vun der Wëssenschaftlechkeet a musse sech duerfir, wéi all Wëssenschaft, och verifizéiere loossen. D'Kaarte mussen op den Dësch. An dat ass dat am Fong geholl, wat déi Proposition de loi hei organiséiert, ni plus ni moins!

Selbstverständlech si mir och der Meenung, dass jiddweree fräi muss bleiwen, déi Sondagen ze kommentéieren, doraus Schlussfolgerungen ze zéien, och nach kuerz virun de Wahlen, wann et sech ëm Sondagen handelt, déi virdru legal duerchgefouert gi sinn. A mir interpretéieren net esou deen Text hei, dee mer sollen unhuelen, dass een doraus kéint schléissen, dat géif och de Kommentar vu Sondagë betreffen, déi zwee oder dräi Méint virdru gemaach gi sinn.

Ech mengen, dass „publier", „diffuser" an „commenter" hei ganz enk mateneen zesummenhänken an déi dräi Begréffer déi Sondagë betreffe wärend där Period vun deene fënnef Méint (veuillez lire: fënnef Deeg), wou et verbueden ass, Sondagen erauszeginn, ze maachen, ze publizéieren an ze kommentéieren, dass dat sech bezitt op déi Period ausschliisslech vun deene fënnef Deeg an dass een do keen Zweifel soll opkomme loossen, dass et méiglech muss sinn, och nach Sondagen ze kommentéiere wärend deene fënnef Deeg virun de Wahlen, déi virun de Wahlen (veuillez lire: déi virun deenen Deeg) gemaach gi sinn.

Sondagë musse sech verifizéiere loossen, ech hunn et gesot, och wa se kommerziell bedriwwe ginn. Emsou méi, wou et unerkannt ass, dass Sondagen net nëmmen d'Wahlverhale moossen, mä och d'Wahlverhale beaflosse kënnen - net ëmmer, do huet den Här Reding recht, fir dat ervirzehiewen -, mä awer wéinstens gemaach ginn, fir d'Wahlverhalen ze beaflossen. Well Sondagë spillen eng ëmmer méi grouss Roll am politeschen Discours. Si hunn den Usproch vun der Wëssenschaftlechkeet, ech hunn et gesot, a ginn och als solch, mat deem Usproch an de Medien ausféierlech kommentéiert, an deene Medien, déi se selwer an Optrag ginn hunn! A si ginn och duergestallt als Richtlinne fir d'Politik. An och an de Parteie gëtt sech - vill ze vill, menger Meenung no - dono orientéiert, wat Sondagen aussoen.

Derbäi kënnt nach, dass déi, déi d'Sondagen an Optrag ginn a publizéieren, dacks grouss Verlagshaiser sinn, déi, dat muss een och hei soen, eege wirtschaftlech an domat politesch Interessen hunn, fir verschidden Themaen zur Diskussioun ze stellen, evidenterweis och u Resultater interesséiert sinn, déi derbäi erauskommen, déi hire Vueën entspriechen. Wat natierlech d'Noutwendegkeet vun der Kontroll verstäerkt: Wat fir Froe gi wiem gestallt a wéi gi se ausgewäert?

Derbäi kënnt nach, mengen ech, e wesentlechen Aspekt: Lëtzebuerg ass kleng! Zu Lëtzebuerg ass d'Landschaft vun deenen, déi Commanditairë si vu Sondagen um Plang, deen eis hei interesséiert, um Parteieplang - ech schwätzen net vun Associatiounen oder Institutiounen -, séier ëmrass. Zu Lëtzebuerg gëtt et de Grupp Editpress, awer mëttlerweil ëmmer méi och eng Konstellatioun vun RTL a „Lëtzebuerger Wort", eng Konstellatioun, déi eigentlech eleng schonn e gewëssene Monopolcharakter huet! Derbäi kënnt, dass quasi een demoskopesche Grupp déi allermeescht Sondagen ze maache kritt. An deen huet dann och nach de Monopol vum Commentaire vun deene Sondagen, op deeneselwechte Medien, déi se an Optrag ginn hunn!

An eng Ausenanersetzung mat de Sondagë selwer fënnt eigentlech ni statt! An ech hoffen, dass grad dat do sech elo ännere wäert. An ech hoffen och, dass d'Sondage-Instituter, deenen ech näischt ënnerstelle wëll hei, nëmme kënnen u Kredibilitéit dobäi gewannen, wann och emol d'Sondagen u sech, hir Technik an esou weider, kënnen hannerfrot ginn.

Dës Proposition de loi thematiséiert och de Problem vum Zäitpunkt, bis zu deem Sondagë kënne viru Wahle verëffentlecht ginn. Eleng, dass et esou en Zäitpunkt gëtt - dat ass jo de Moment ee Mount virun de Wahlen -, beweist jo, dass Sondagen näischt Onproblematesches sinn. A réckele Sondagen och méi no bei de Wahltermin, kënne se am Prinzip och méi Afloss huelen op d'Wahlresultat.

Dee renomméierte Politolog Thorsten Faas huet dat op engem Seminar vun der Friedrich-Ebert-Stiftung op déi grëffeg Formel bruecht: „Demoskopie misst nicht, sondern konstruiert". An en huet och do virdru gewarnt, dass den Afloss vu Sondagë proportional méi grouss gëtt, wat de Wahldag méi no réckelt.

Duerfir, mengen ech, ass och deen Délai, dee mer hei setzen, gerechtfertegt, deen Délai vu fënnef Deeg. Och wann een hätt kënne sech en Délai virstellen, dee méi laang gewiescht wier, zum Beispill vun aacht oder vu véierzéng Deeg.

Zur Konklusioun: D'Sondagë ginn ëmmer méi en Element vun der politescher Debatt. Si kënne prinzipiell en interessante Bäitrag zu där Debatt leeschten. Mä duerfir musse se kënne verifizéiert ginn, nach eng Kéier, an dat ëmsou méi, well et hei am Land keng Villfalt vu Meenungsinstituter gëtt, déi a Konkurrenz matenee géife stoen.

Et geet net drëm, fir Meenungsbildung ze verhënneren. Au contraire! Et geet drëm, fir Meenungsbildung ze erméiglechen, andeem se sech kann op enger objektiver, novollzéibarer Basis maachen. Dat geschitt hei duerch d'Zougänglechkeet an d'Kontrolléierbarkeet vum Basismaterial vum Sondage, ënner anerem: Wat ware genau d'Froen, déi gestallt gi sinn? Wat waren d'Methode bei der Kollekt vun den Donnéeën? Wéi sinn d'Kritäre gewiescht, wa Bruttoresultater no ënnen oder no uewe korrigéiert gi sinn? Dat war eng Prezisioun an der Propositioun de loi, wou ech mech besonnesch derfir agesat hunn a wou ech och frou sinn, dass se elo an der Propositioun an an deem Gesetz wäert dra sinn.

An da muss den Ensembel vun den Dokumenter vun de Sondagë fir eng Kontroll vun der Autorité de l'audiovisuel, wann eng Plainte virläit oder wann déi Autorité de l'audiovisuel sech selwer saiséiert, kënne konsultéiert ginn, d'gesamt Dokumenter vum Sondage.

A Sanktioune fir déi, déi de Sondage maachen oder verëffentlechen, si méiglech, wa Regelen net agehale ginn. An ech sinn och d'accord mam Här Bodry, dass dat och eng Ausenanersetzung um Fong mam Sondage viraussetzt. Et forcéiert op d'mannst zu Verëffentlechungen, déi awer kënnen Opschloss ginn iwwert déi ugewannte Regelen, net nëmmen iwwert d'Technik, mä och iwwert d'Aart a Weis, wéi een un e Sondage erugeet. Si kënnen Ulass ginn zu Diskussiounen, zu Ausenanersetzungen, wéi ee Sondagë vläicht anescht ka maachen.

Si kéinten och esouguer a gewësse Fäll, wa wierklech e Bedruch géif virleien, natierlech och duerno zu penale Plaintë féiere respektiv zu ziville Plaintë vu Leit, déi sech betraff fille vun esou engem Bedruch. Woubäi ech net wëll gesot hunn, dass Bedruch bei de Sondagen hei zu Lëtzebuerg üüblech wier.

Une voix.- Très bien!

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- An duerch e Verëffentlechungsverbuet manner wéi fënnef Deeg virun de Wahlen ass eiser Meenung no och eng kleng Garantie do, fir dass Sondagen net mat reelle Wahle verwiesselt ginn a fir dass de Wieler och d'Gefill behält, dass hien et ass, deen d'Soen huet an der Politik.

An ënnert deene Saachen, déi ech elo virausgeschéckt hunn, wëll ech heimat den Accord vun eiser Sensibilité politique zu deem Gesetz hei ginn. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Urbany. Mir sinn domat um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun ukomm. An ech ginn d'Wuert dem Här Premier- a Statsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Merci, Här President. Ech wëll och dem honorabelen Deputéierte Bodry Merci soe fir déi Proposition de loi, déi jo schonn 2012 déposéiert ginn ass.

Et ass wichteg, dass mer en Text kréien, dee verschidde Punkte reglementéiert, wou am Moment zu Lëtzebuerg éischter e Code de bonne conduite d'Saachen décidéiert huet oder et bei anere Punkten, wéi der Diffusioun, jo streng war bei engem Mount a wou och d'Convention européenne des droits de l'Homme eis drun erënnert, dass et eng Aschränkung ass vu verschiddene Fräiheete vun der Kommunikatioun vun Informatiounen. An ech mengen, dass ee mat fënnef Deeg am Fong tëschent deenen ass, déi näischt hunn am Moment, an deenen, déi zwou Wochen am Moment hunn. Do si mer dertëschent.

Hei si verschidde Froe gestallt ginn: wéi et ass mat Internet. Tatsächlech, a Frankräich kann een d'Resultater net virun aacht Auer zum Beispill diffuséieren, an da ginn et Zeitungen an der Belsch oder an der Schwäiz, déi schonn ab 18:30 Auer déi éischt Resultater ginn. Dat heescht, hautdesdaags ass et eng Regel, déi eng Compétence nationale huet. Mä mir hoffe selbstverständlech, dass dann och déi Leit, déi d'Sondagen hei zu Lëtzebuerg hunn, sech där Responsabilitéit awer bewosst sinn, déi de Législateur och hei wëllt.

Dowéinst, Här President, mir soen dem Här Bodry Merci a mir si virun allem frou, dass hei och e Kompromëss fonnt ginn ass. Well et waren, wéi gesot, Texter, wou och d'Regierung verschidde Positiounen hat, déi se gedeelt huet mam Auteur. Mä dass hei 60 Stëmmen dat dote stëmmen, ass fir eis och e wichtegt Zeechen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Statsminister. A mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 6407 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

D'Proposition de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl. An de Wee ass da fräi, fir dass d'Propositioun de loi zu engem Gesetz gëtt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt), Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Laurent Mosar), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Françoise Hetto-Gaasch) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Cécile Hemmen), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens (par M. André Bauler) et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner (par M. Serge Urbany).

An ech géif Iech awer froen, ob d'Chamber d'accord ass, fir d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dat ass d'Question élargie N°9 vum Här Claude Adam iwwert den eenheetleche Wäerteunterrecht. Den Här Adam huet direkt d'Wuert fir fënnef Minutten an d'Regierung huet zéng Minutten, fir ze äntwerten.

5. Question élargie n° 9 de M. Claude Adam sur l'introduction du futur cours unique d'éducation aux valeurs, baptisé «Vie et société»

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech mengen, et ass keng Woch, wou net iergendeng Noriicht zirkuléiert iwwert de Wäerteunterrecht zu Lëtzebuerg. An ech géif am Fong geholl gäre profitéieren, oder ech hoffen, datt mer deen Débat hei oder déi kuerz Zäit hei kënnen notzen, fir e bësse Kloerheet ze kréien a vläicht e Résumé ze maachen, wou déi aktuell Diskussioun drun ass.

Ech hunn och ganz opmierksam de leschte Samschdeg déi Radiosemissioun gelauschtert, wou eng Table ronde war, wou den Éducatiounsminister mat anere Vertrieder vun interesséierte Gruppéierungen iwwert dee Wäerteunterrecht diskutéiert hat. De Résumé, deen de Radio selwer mécht, seet, datt den Éducatiounsminister bereet wier, fir punktuell Ännerungen am Kaderléierplang vum geplangte Wäerteunterrecht virzehuelen. Dat gëtt mech eigentlech net wonner: Wann en Dokument an der Ausaarbechtung ass, ginn ech jo och dovun aus, datt een do bereet ass, nach drun ze schaffen an ze änneren.

De Résumé - dat ass awer och e bësse symptomatesch fir déi Diskussioun: Fir d'Monique Adam vum Verband vun de laizisteschen Associatioune géif den Humanismus ze kuerz kommen, an de Schoulreferent, de Jean-Louis Zeien, vum Bistum sot, d'Relioune géife marginaliséiert ginn, géifen ze kuerz kommen. Also jiddwereen kënnt ze kuerz. Dat ass e bëssen esou, wéi mer den Débat am Moment hunn.

Mech géif...

Une voix.- Dann ass en équilibréiert!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Dann ass en équilibréiert. Gutt! Mech géif interesséieren, Här Minister, wa mer e Bléck no vir werfen: Wie wäert dann an Zukunft dat neit Fach ënnerriichten?

Mir hu jo am Moment d'Situatioun, datt mer engersäits Moral- a Sozialunterrecht hunn. Do hu mer motivéiert Léierpersonal mat Erfahrung. An der Primärschoul ass et jo esou, datt prinzipiell d'Schoulmeeschteren an d'Léierinnen all Fach ginn. Dat misst jo dann och fir dëst Fach esou gëllen. Ech hunn nach näischt anescht... Oh dach, ech hunn och schonn aner Saachen héieren! Duerfir ass et ëmmer derwäert, dat och nach eng Kéier kloerzestellen.

A wann een net genuch Schoulmeeschteren a Léierinnen huet, da gräife mer eben op Chargés de cours zréck, wéi dat leider Gottes... Ech mengen domat, ech viséieren net d'Leit, mä trotzdeem schaffe mer jo drun, datt mer just brevetéiert Leit hunn an eise Schoulen.

D'Personal, wat bis elo de Reliounsunterrecht ginn huet, dat wäerte mer iergendwann eng Kéier net méi brauchen. Iwwert den Zäitpunkt komme mer och nach gären eng Kéier kuerz drop zréck, fir dat nach eng Kéier kloer ze soen. Et ass gewosst: 40 bleiwen der bei der Kierch. Et ass awer nach net gewosst, wéi eng 40 datt dat sinn. An et ass och gewosst, datt et fir déi Leit, déi eng Première hunn, d'Méiglechkeet gëtt, an de Pool des remplaçants ze kommen.

Ech hunn och an der Zeitung gelies, datt et en Accord mat der Uni géif ginn. Do géif et mech natierlech och e bëssen interesséieren, wat an deem Accord mat der Uni steet. Mir hunn d'Erfahrung gemaach viru Joren eng Kéier, wéi mer d'Uni opgemaach hu fir déi Leit, déi Chargé waren, déi konnten dunn an engem drëtte Joer de Brevet nohuelen. Ass hei un eng selwecht Léisung geduecht? Ech ginn dervun aus, mä do wier ech och interesséiert ze wëssen, wat do ausgehandelt ginn ass.

An ech mengen, ech sinn net deen Eenzegen, an och net just d'Politiker sinn interesséiert, mä och déi concernéiert Leit selwer. Ech kréien oft gesot, datt leider Gottes den Informatiounsfloss net esou optimal wier, wéi si sech dat géife wënschen.

Natierlech, wa mer en neit Fach aféieren, da musse mer och déi Leit, déi dat wäerten halen, drop kënne virbereeden. De Ministère huet d'Méiglechkeet, d'Formation continue virzeschreiwen, wann en eng Neierung aféiert. Duerfir ass meng Fro: Wéi gesäit dat aus mat der Formation continue fir déi Leit, déi am Moment Schoul halen?

Eng aner Fro ass: Wéi ass et mat den Examensconcours fir Leit, déi Morale chrétienne ginn oder déi Formation morale et sociale ginn? Ginn där Examens-concours och nach 2016 ugebueden oder ass dat en Auslafmodell?

A selbstverständlech brauch dat neit Fach e Rahmenlehrplan. Deen ass an der Ausaarbechtung. Deemno wiem een nolauschtert, geet et net schnell genuch virun, anere geet et heiansdo ze séier. Duerfir ass dann och elo meng Fro, an domat kommen ech zum Schluss, Här President, meng Auer leeft net of, déi leeft net mat, ech hunn dat net ënner Kontroll...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech hunn Iech awer ënner Kontroll.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Jo, dat ass jo da berouegend ze wëssen, datt Dir mech ënner Kontroll hutt.

Zum Schluss, Här Minister: Wéini wëlle mer starten? Et gëtt gesot, an der Grondschoul wier 2017/2018 ugepeilt. An der Sekundarschoul schéngt neierdéngs den Datum vun 2016/2017 ugepeilt ze sinn.

Ech wëll kloer soen, datt ech als gréng Fraktioun net wëll de méiglechen Datum no hannen drécken, mä ech mengen awer och, datt et am Intérêt vun eis alleguerten ass, datt dat Fach esou preparéiert gëtt, wéi et misst sinn.

Här Minister, Dir hutt selwer alt emol gesot, d'Aarbechte wieren net esou séier virukomm, wéi Der Iech dat eigentlech virgestallt hutt. Duerfir och nach meng lescht Fro: Wéi ass et mat den Terminer? Kann dat eent 2016/2017 oder 2017/2018 lassgoen?

Ech soen Iech Merci an ech freeë mech op Är Äntwerten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Adam. An d'Wuert huet elo direkt den Här Erzéiungsminister, de Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Merci och un den honorabelen Deputéierten Här Claude Adam fir d'Geleeënheet, hei kuerz kënnen op déi Froen do ze äntwerten.

Et stelle vill Froe sech ronderëm en neit Schoulfach „Vie et société", wéi mer et wëllen nennen an, jo, ganz ënnerschiddleche Voleten. Op där enger Säit: Wat ass den Inhalt vun deem Fach? Wat wëlle mer vermëttelen? Wat wëlle mer de Schüler, de Kanner, de Jugendleche mat op de Wee ginn? Op wat fir eng Manéier wëlle mer dat maachen? Wien hält also dat Fach? Mat wat fir enge Léiermaterialien? Mat wat fir enge Bicher soll et gehale ginn?

Da stelle sech awer ganz aner Froen nach, déi technescher, administrativer a juristescher Natur sinn, wéi d'Reprise vun deem jëtzege Personal, dat virun allem jo nach net beim Stat ass, dat de Reliounsunterrecht am Optrag vum Bistum momentan hält. Wat fir eng Perspektive kënne mer deem bidden?

Dat sinn all déi Froen, déi sech do momentan ronderëm dréinen a wou mer musse kucken, eng kohärent Äntwert ze ginn. Well wann een eng Äntwert an deem enge Volet gëtt, dann heescht dat eigentlech och schonn, datt een an deem anere Volet dat muss mat iwwerdenken. Dir hutt an Ärer Fro eigentlech all déi Voleten do kuerz ugeschnidden, duerfir wéilt ech eng Kéier do derduerchgoen.

Bei der Reprise hu mer vun Ufank u gesot, mir wéilten dat Personal iwwerhuelen, wat haut fir de Bistum de Reliounsunterrecht am Enseignement fondamental assuréiert. Mir wëllen deenen eng berufflech Zukunft bidden - wat ech nëmmen normal fannen, datt, wann duerch eng politesch Décisioun wéi déi heiten op eemol Plazen a Gefor kommen, déi concernéiert Leit, déi sech op dee System do verloss hunn, déi hir berufflech Perspektiven drop opgebaut hunn, datt déi net déi Leidtragend solle sinn!

Duerfir musse mer en fonction vun deem Parcours, dee se bis elo gemaach hunn, vun hirer Grondausbildung, vun hirer Beruffserfahrung, vläicht och vun hiren Interessegebidder, vun hirem Wëllen, fir sech weider kënnen ze forméieren, deementspriechend Perspektiven och opmaachen a konkret Propositioune maachen, allerdéngs ëmmer a Beräicher, wou déiselwecht Konditiounen da mussen erfëllt ginn, wéi all déi aner Intervenantë se och an der Éducation oder an engem aneren Domän beim Stat mussen erfëllen, fir do kënnen ze intervenéieren.

Et ass esou, datt e gudden Deel vun deem Personal, wat mer wëllen iwwerhuelen, en Ofschloss um Niveau vum Bac huet. Déi hunn also domadder den Zougang an d'Réserve des suppléants am Enseignement fondamental. Mir wäerten deenen och recommandéieren, datt se dee Wee solle goen, datt se nach eng Formatioun maache vun 120 Stonnen, déi och déi aner gemaach hunn, fir an d'Réserve des suppléants ze kommen.

Mir wëllen deenen awer och doriwwer eraus nach Méiglechkeeten a Perspektive ginn, mä dann ass et hir Décisioun herno, ob se dee Wee wëlle weidergoen oder net. An duerfir hu mer mat der Uni Lëtzebuerg ofgemaach, eben eng zousätzlech Formatioun unzebidde fir déi, déi de Bac hunn, fir déi, déi déi 120 Stonne Formatioun hunn, näämlech nach zwee Joer beruffsbegleedend eng Formatioun um universitären Niveau op der Uni Lëtzebuerg ze maachen, fir de Bachelor ze kréien, deen engem dann erlaabt, herno als Enseignant am Fondamental kënnen ze intervenéieren. Wuelverstanen och do erëm eng Kéier zu deeneselwechte Konditiounen, awer da musse se de Concours maachen an de Stage maachen, wa se an d'Enseignantscarrière wëllen erakommen.

Ech wëll och do nach eng Klammer opmaachen, datt mer déi Propos vu Formatioun op der Uni net nëmme wäerten a Richtung vun den heitege Reliounsenseignanté maachen, mä selbstverständlech och opmaache fir all déi aner Chargé-de-coursen, déi schonn eng Rei vu Joren am Enseignement fondamental geschafft hunn, hir Beruffserfahrung do accumuléiert hunn an déi elo och vun deem dote Wee kënne profitéieren, fir sech an eng aner Carrière kënnen eropzeschaffen.

Ech denken, datt dat och e groussen Effort ass, dee mer do géife maachen, wat d'Qualitéit vum Enseignement nach weider ubelaangt. Zousätzlech Formatiounen heescht jo awer och zousätzlech Qualitéit.

Déi aner vun deene ronn 220 insgesamt, déi betraff si fir d'Reprise am Fondamental, do wäerte mer méi individuell nach musse kucken, wat d'Propose sinn. Mir wëssen, datt mer an der Schoul eigentlech manner Geleeënheet hunn, Personal ze engagéieren an ze beschäftegen, dat net de Bac huet. Mir fannen awer am ganze Rayon vun eisem Ministère, vum Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, sécherlech och do ganz interessant Perspektive fir déi Leit. Mä dat heescht awer, datt et fir jiddwereen eigentlech individuell herno gekuckt gëtt.

Duerfir hu mer elo virun enger Rei vu Wochen all déi Concernéiert ugeschriwwen, si sollen eis hir Informatiounen eraschécken, hiren Dossier complétéieren, fir datt mer wëssen, wat de Parcours ass, dee se bis elo gemaach hunn. A mir wäerten ab Februar och individuell Gespréicher féieren, fir eng Rei vu Proposen ze ënnerbreeden, ze kucken, wat sinn d'Virstellungen, an a Fonctioun vun deene Virstellungen ze kucken, e méiglechst breede Konsens ze fannen.

Ech denken, dat do, jo, dat hätt een e puer Méint éischter kënne maachen. Ech mengen awer, et ass schwéier hei ze soen, den Informatiounsfloss hätt kënne besser sinn, well et wierklech herno individuell Informatioune sinn a Gespréicher sinn, déi hei mussen individuell zu enger Léisung hiféieren.

Eng Informatioun, déi eis momentan feelt, dat ass och: Wie sinn déi 40 Équivalent-temps-pleinen, déi laut Konventioun beim Bistum wäerte bleiwen, déi do da fir de Bistum herno solle Reliounsunterrecht halen an de Kierchen oder soss anzwousch an déi awer och wäerten auslafen? An enger Iwwergangszäit wäerte mer déi jo nach matfinanzéieren. An de Profill vun deenen interesséiert eis natierlech och, well wann dat der 40 vun där enger Kategorie sinn oder vun där anerer Kategorie, musse mer eis natierlech hannendrun och deementspriechend erëm opstellen an eis Proposen änneren.

Wien däerf dat Fach halen? Do war et och ëmmer ganz kloer, datt mer hei net derogéieren zum allgemenge Prinzip. Am Fondamental ass et esou, datt mer jo - ënner Guillemeten - „de Generalist" hunn als Enseignant; den Titulaire de classe décidéiert, ob en dat Fach wëllt halen oder net. Wann en et selwer net wëllt halen, dann ass et e Remplaçant, deen dann do wäert intervenéieren. Et ass also esou, datt herno jiddwereen, deen autoriséiert ass, am Enseignement fondamental Schoul ze halen, dat Fach och kann halen. An et läit un him, ob en et selwer assuréiert oder éischter dann ofgëtt.

Dat heescht awer och, datt jiddwereen eiser Meenung no muss eng Weiderbildung maachen. Et ass en neit Fach. Et hat keen dat Fach begéint a senger Grondausbildung. Et schéngt mer nëmmen normal ze sinn, datt, wann dat Fach och soll esou gehale ginn, wéi et konzipéiert ass, wéi et ugeduecht ass, wéi et am Léierplang och wäert stoen, et dann och eng Weiderbildung noutwendeg mécht fir all déi Intervenanten, déi et potenziell kënnen halen.

A mir wëllen déi eigentlech och op jiddwereen do ausweiden, net nëmmen op déi, déi soen: „Jo okay, ech halen et selwer", well soss hinno ass et vläicht éischter de Kritär, ob ech d'Formatioun schonn hunn oder iwwerhaapt wëll maachen, ob ech dat Fach halen oder net. An dat dierft eigentlech do net matspillen, dat misst eigentlech do kee Kritär sinn.

Am Secondaire ass d'Situatioun noutgedrongen anescht. Do hu mer net de Generalist, do hu mer de Fachenseignant. A mir hunn d'Fachenseignanten, déi haut déi zwee Fächer assuréieren, déi mer ofschafen: de Reliounsunterrecht an de Moral- a Sozialunterrecht. An der éischter Phas schéngt et mer normal ze sinn, datt, och no enger Weiderbildung vun deenen zwou Kategorië vun Enseignanten, déi dat neit Fach kënnen assuréieren an datt mer duerno fir nei Rekrutementer mer dann och en neie Concours musse maachen, deen da spezifesch ausgeriicht ass op dat neit Fach.

An do kënnt déi Iwwerleeung, déi mer amgaange sinn ze féieren, fir iwwerhaapt de Concours de recrutement fir de Secondaire ze

reforméieren, mat eran, well mer do amgaange sinn, d'Kritäre fir den Zougang zum Concours méi breet ze maachen, datt mer also méi Kandidaten zouloossen, mat verschiddene Profiller an och hei herno erëm mat verschiddene Studiegäng, mat verschiddene Masteren, déi awer natierlech allegueren am Rayon vun deem Fach musse leien. An et ass den Examen-concours, deen dann décidéiert, ob een de fachleche Bagage huet, fir dat Fach kënnen ze enseignéieren oder net.

A mir sinn elo exactement nach eng Kéier amgaangen, elo nach ze rekrutéieren no deem ale Prinzip, well mer net wollten e Lach herno do entstoe loossen. Dat ass eng Décisioun. D'leschte Joer hu mer et ee Joer ausgesat. Dëst Joer hu mer et nach ee Joer gemaach. Mä ech ginn awer fest dovunner aus, datt dat elo dee leschte Concours wäert si fir d'Relioun a fir d'Moral no deem Bild, wéi mer et haut wäerten hunn.

Wéini dat Fach do start, do hunn ech ëmmer kloer gesot: „Et kann net den Timing sinn, deen d'Qualitéit herno bestëmmt. Et muss d'Qualitéit sinn, déi den Timing bestëmmt." Dat ass och nach ëmmer esou. Mir gesinn eng ganz kloer Perspektiv, datt et méiglech ass, fir am Secondaire éischter unzefänken, well eng Rei vu Froe sech net stellen, zum Beispill d'Reprise vum Personal sech do net stellt.

Duerfir wäerte mer an deenen nächste Wochen e Projet de loi déposéieren, dee sech dann eleng mat der Introduktioun vum neie Fach „Vie et société" am Secondaire wäert befaassen an dat wäert erméiglechen. Duerfir kënne mer dann och, wann d'Aarbechten an der Chamber esou weiderginn, dat Fach starte loossen de 15. September 2016, also bei der nächster Rentrée am Secondaire.

Dat erlaabt eis et och sécherlech, do Erfahrungen ze sammelen. Et erlaabt eis et och, do eng ganz Rei vu Ressourcë vun Enseignanten, déi elo schonn dat eent oder anert Fach assuréiert hunn, mat anzesetzen oder ze libéréiere fir matanzesetzen an de Prozess fir am Fondamental, wou nach ganz vill Aarbecht noutwendeg ass, fir souwuel de ganze Léierplang auszeschaffe wéi awer och herno d'Léiermaterialien auszeschaffe wéi och Inhalt wierklech an dat Fach eranzekréien. Mir hu jo elo e Kader, e pädagogesche Kaderléierplang definéiert, mä do muss nach ganz vill Aarbecht dru geleescht ginn.

A well mer déi Aarbecht nach ze maachen hunn, plus d'Reprise vum Personal nach ze maachen hunn, wäert dann do en zweete Projet de loi awer och am Laf vum Joer 2016 an d'Chamber kommen, fir dann herno kënnen ze erméiglechen, datt mer bei der Rentrée 2017 och am Fondamental dat Fach ufänke loossen. Wuelverstanen: all Kéiers komplett ufänke loossen! Net an den ënneschte Klassen ufänken, fir da lues a lues Joer fir Joer mat eropzewuessen, mä e komplette Switch wäerte mer maachen an all de Klassen, souwuel am Fondamental wéi och am Secondaire.

Eng aner Fro, déi sech jo och gestallt huet, dat ass déi wierklech vum Contenu. An do si mer jo an engem participative Prozess. Mir sinn an engem transparente Prozess. An duerfir ass et esou, wéi de Claude Adam gesot huet, et vergeet bal keng Woch, datt net driwwer geschwat gëtt. Jo, dat ass eigentlech gewollt, och vun eis, datt mer dat net hanner zouenen Dieren am Minstère maachen an dann iergendwann eng Kéier bei der Rentrée, wa mer et ufänken, erauskommen domadder a soen: „Hei ass et, hei sinn d'Léiermaterialien, hei ass de Programm!", mä datt mer och en Débat doriwwer kréien.

Et ass e Fach, dat heescht „Vie et société", also d'Liewe vun deem Eenzelnen an d'Liewen an der Gesellschaft soll et thematiséieren. An et gëtt eigentlech näischt méi Wichteges, wat mer deene Jonke kënne mat op de Wee ginn, wéi dat, wat mer iwwert dat dote Fach hinne wëlle mat op de Wee ginn. An datt et duerfir eng gesellschaftlech Debatt bedéngt hei am Land, dat fannen ech och eigentlech nëmmen normal. An datt déi och kontrovers gefouert gëtt, dat schéngt mer och evident ze sinn.

Duerfir freeën ech mech op all déi Bäiträg, déi do kommen, déi mer och ganz eescht wäerten huelen, déi mat an deen Aarbechtsgrupp wäerten eragoen, deen dee bisherege Kaderprogramm matausgeschafft huet, wou sécherlech net jiddwereen herno wäert Satisfaktioun kréien, mä se musse ganz konkret gekuckt ginn an et muss jo och jiddwereen eng Äntwert dorobber kréien. A mir wäerten och nach an deenen nächste Méint esou eng Phas eng Kéier maachen, wou mer d'Aarbechte wäerten opmaachen, fir ze consultéieren an nach eng Kéier e breeden Echo kënne mat an d'Aarbechten erafléissen ze loossen.

Fir awer och bei deem Timing do ze bleiwen, och bei där participativer Approche...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Minister, Dir misst esou lues zur Konklusioun kommen.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Ech hunn drop gewaart, well och hei leeft d'Auer momentan of.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo, mä et ass awer scho rout bei Iech.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Et ass awer scho rout. Ah, dat hunn ech iwwersi gehat. Et ass gutt, ech kommen dann och zum Schluss.

Mir wäerten, fir deen Timing ze halen an awer och weiderhin an engem participative Prozess kënnen ze bleiwen, och nach eng Kéier musse méi Ressourcen zur Verfügung stellen, fir déi Aarbechten do kënnen ze schëlleren, souwuel fir de Secondaire fir 2016 wéi awer och de Fondamental fir 2017 kënnen unzefänken. Dat ass eigentlech elo déi Léier, déi mer aus deene leschte Méint och gezunn hunn. An do si mer awer drop an drun, fir kënnen ze reagéieren.

Villmools Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Minister. An effektiv, mir mussen nokucke loossen, d'Auer leeft um Riednerpult net esou...

Une voix.- Si ass net d'selwecht.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo, mir mussen dat nokucke loossen.

Den Här Adam huet awer nach d'Recht op eng Zousazfro.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, ech hu keng.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Voilà, dann hu mer dat elo récupéréiert. Ech soen Iech Merci.

Domat ass d'Sëtzung eriwwer a mir gesinn eis muer um zwou Auer erëm. E schéinen Owend Iech an deene Leit, déi et bis elo dobaussen ausgehalen hunn!

(Fin de la séance publique à 18.44 heures)

Sommaire des séances publiques n^os 5, 6 et 7

5e séance

Ouverture de la séance publique p. 61

Dépôt d'une proposition de loi par M. Gilles Roth p. 61

Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/87/CE afin de renforcer le rapport coût-efficacité des réductions d'émissions et de favoriser les investissements à faible intensité de carbone (COM(2015)337) p. 61-62

6688 - Débat d'orientation sur l'orientation politique ainsi que le cadre d'action en matière de climat et d'énergie p. 62-73

Dépôt d'une proposition de loi par M. Marco Schank p. 73

6688 - Débat d'orientation sur l'orientation politique ainsi que le cadre d'action en matière de climat et d'énergie (suite) p. 73-78

6834 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Islande, d'autre part, concernant la participation de l'Islande à l'exécution conjointe des engagements de l'Union européenne, de ses États membres et de l'Islande au cours de la deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, signé à Bruxelles, le 1er avril 2015 p. 78

6771 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets p. 78-79

6814 - Projet de loi relatif à la construction d'une école internationale à Differdange p. 79-81

6825 - Projet de loi relatif à la construction de la 5e extension de la Cour de justice de l'Union européenne p. 81-83

6e séance

Ouverture de la séance publique p. 84

Communications p. 84

6909 - Proposition de loi portant interdiction de la dissimulation du visage dans les lieux publics

et

6912 - Proposition de loi modifiant la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable p. 84-85

Changement de composition d'une commission parlementaire p. 85

Octroi d'un titre honorifique à un ancien fonctionnaire de l'Administration parlementaire p. 85

Ordre du jour p. 85

Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser p. 85

Heure de questions au Gouvernement p. 85

- Question n°134 du 30 novembre 2015 de M. André Bauler relative au concept artistique du Festival de Wiltz, adressée à Mme la Ministre de la Culture p. 86

- Question n°135 du 1er décembre 2015 de Mme Martine Hansen relative au projet «Moderne Schule durch moderne Programme», adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 86

- Question n°136 du 30 novembre 2015 de M. Roger Negri relative à la mise en œuvre de stations d'épuration mobiles par les syndicats de dépollution des eaux, adressée à M. le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures p. 86-87

- Question n°137 du 1er décembre 2015 de M. Fernand Kartheiser relative à la langue luxembourgeoise, adressée à Mme la Ministre de la Culture p. 87

- Question n°138 du 1er décembre 2015 de M. Gérard Anzia relative aux suites données à l'étude sur l'évaluation de la réforme de la Formation professionnelle, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 87

- Question n°139 du 1er décembre 2015 de M. Serge Wilmes relative à la politique future de la Société Nationale de Contrôle Technique, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 87-88

- Question n°140 du 30 novembre 2015 de M. Edy Mertens relative au trajet de la piste cyclable entre Troisvierges et Clervaux, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

et

Question parlementaire écrite n°1598 de M. Marco Schank et de M. Emile Eicher relative à la ligne ferroviaire du Nord p. 88

- Question n°141 du 1er décembre 2015 de M. Marcel Oberweis relative à l'étude ayant pour objet l'impact à moyen et long terme de la sortie virtuelle du «tourisme à la pompe», adressée à M. le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures p. 88

- Question n°142 du 30 novembre 2015 de M. Gilles Baum relative à une piscine intercommunale à Echternach, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 88-89

- Question n°143 du 1er décembre 2015 de Mme Sylvie Andrich-Duval relative à la prolongation des permis de conduire au seuil d'une nouvelle catégorie d'âge, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 89

- Question n°144 du 1er décembre 2015 de M. Gusty Graas relative à la possibilité de la construction d'un pavillon Benelux lors de la prochaine exposition mondiale, adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie p. 89

Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, sur la sécurité nationale et le terrorisme, suivie d'un débat p. 89-98

Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'introduction de la langue russe dans l'enseignement secondaire luxembourgeois p. 98

7e séance

Ouverture de la séance publique p. 99

Interpellation de M. Laurent Mosar sur l'avenir de la place financière et de la politique à mener dans ce domaine p. 99-109

Question élargie n° 7 de M. Serge Urbany sur l'avenir de la zone euro et le «rapport des 5 présidents» p. 109-110

6407 - Proposition de loi relative aux sondages d'opinion politique et portant modification

1. de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

2. de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques;

3. de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national p. 110-114

Question élargie n° 9 de M. Claude Adam sur l'introduction du futur cours unique d'éducation aux valeurs, baptisé «Vie et société» p. 114-115

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1518	Max Hahn	Représentation permanente pour les étudiants
1537	Diane Adehm, Gilles Roth	Prétendue vente illicite de données bancaires de la BCEE au Land de la Rhénanie Westphalie du Nord
1538	Joëlle Elvinger	Programme d'aide «Fit4Start»
1539	Fernand Kartheiser	Sondage «L'opinion publique face à l'afflux de réfugiés au Luxembourg»
1540	Serge Wilmes, Nancy Arendt	Éventuelle interdiction de fumer dans les aubettes
1541	Octavie Modert	Nouveau bâtiment pour les Archives nationales
1542	Diane Adehm, Gilles Roth	Droit d'accès à un compte de paiement assorti de prestations de base
1543	Marc Spautz	«Patiente Vertriedung» asbl
1544 cf. 1576	Gast Gibéryen	Lignes de bus entre Echternach et Ettelbruck et entre Echternach et Larochette
1545	André Bauler	Cabines téléphoniques
1546	Max Hahn	Taxe sur les véhicules routiers
1547	Alexander Krieps	Approvisionnement des médecins en fournitures d'imprimés
1549	Serge Wilmes	Augmentation du capital de la Banque centrale du Luxembourg
1550	Serge Wilmes	Présence du Luxembourg sur la liste noire de la Belgique des pays à surveiller en matière de fiscalité
1551	Diane Adehm, Gilles Roth	Transport en commun
1552	André Bauler, Gusty Graas	Réédition du livre «Mein Kampf»
1553	Diane Adehm, Gilles Roth	Blocage de projets de lotissement en relation avec la capacité des stations d'épuration en service
1576 cf. 1544	Françoise Hetto-Gaasch, Léon Gloden	Ligne de bus 500 entre Ettelbruck et Echternach

Question 1518 (22.10.2015) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **représentation permanente pour les étudiants:**

Il y a quelques mois le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche avait annoncé de vouloir mener des réflexions en vue de la mise en place d'une structure de représentation permanente pour les étudiants. Ces derniers jours plusieurs associations ont publié leurs avis sur ce sujet.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'avancement des discussions avec les associations estudiantines en la matière?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les démarches prévues par le Ministère dans ce contexte?

Réponse (07.12.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

J'ai l'honneur d'apporter les éléments de réponse suivants à la question parlementaire n°1518 de l'honorable Député Max Hahn concernant la mise en place d'une structure de représentation permanente pour étudiants.

Sur invitation du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, un échange de vues avec les représentants de l'ACEL, de l'UNEL et de la CGJL a eu lieu le 8 mai 2015 au sujet de la mise en place d'une structure de représentation permanente pour étudiants.

Lors de ce tour de table, plusieurs idées pour la dénomination, la mise en place, l'organisation et le fonctionnement d'une telle entité ont été présentées. Pour structurer le débat en vue d'une prochaine réunion, il a été demandé aux divers intervenants de regrouper et de développer leurs propositions et de les faire parvenir au Ministère pour l'automne 2015. Le Ministère de son côté avait proposé de faire un état des lieux et une analyse du fonctionnement de représentations d'étudiants dans les pays voisins.

L'ACEL et le CGJL ont fait parvenir leurs propositions au Ministère autour de la mi-septembre, l'UNEL a communiqué sa prise de position par voie de presse le 20 octobre 2015. Actuellement les diverses positions sont en cours d'être étudiées en vue d'une nouvelle rencontre dans les semaines à venir.

Question 1537 (02.11.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **prétendue vente illicite de données bancaires de la BCEE au Land de la Rhénanie Westphalie du Nord:**

D'après un article publié dans l'édition du 31 octobre 2015 de l'hebdomadaire allemand «Der Spiegel», le Land de la Rhénanie Westphalie du Nord aurait acheté à raison de 5 millions d'euros des informations sur des clients de la BCEE luxembourgeoise. D'après le même article de presse, une enquête judiciaire aurait déjà été ouverte et des perquisitions seraient envisagées au courant de la semaine à venir.

Dans un communiqué de presse paru le 31 octobre 2015, la BCEE tient à souligner qu'elle va déposer plainte contre inconnu auprès des autorités luxembourgeoises.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que le Gouvernement peut confirmer les informations parues dans le magazine allemand?

- Dans l'affirmative, est-ce que le Gouvernement, ses représentants au conseil d'administration de la BCEE sinon la direction de la BCEE étalent au courant de ladite vente de données de clients au Land de la Rhénanie Westphalie du Nord avant la parution dudit article dans «Der Spiegel»?

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement envisage de prendre afin de contrecarrer de telles ventes illicites de données de clients des banques dans lesquelles l'État luxembourgeois détient directement voire indirectement une participation?

- Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois entend manifester officiellement sa désapprobation face à l'achat de données de clients d'un établissement bancaire luxembourgeois par une entité publique allemande? Si oui, sous quelle forme et dans quel délai?

- Est-ce que le Gouvernement peut confirmer qu'une telle vente de données d'un établissement bancaire luxembourgeois est contraire à la législation luxembourgeoise?

Réponse (07.12.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Les informations parues dans différents articles de presse au sujet d'un CD ou stick USB prétendument acquis par le Land de la Rhénanie Westphalie du Nord ne sont pas concordantes. Force est de constater que la BCEE a émis un communiqué de presse en date du 31 octobre 2015, dans lequel elle indique déposer plainte contre inconnu, sur base de l'article paru dans le magazine «Der Spiegel» du 31 octobre 2015. Elle n'y confirme nullement les dires dudit article.

À ce stade, les éléments mis en avant par les honorables Députés ne constituent donc que des spéculations journalistiques.

Il va de soi que la vente illégale de données couvertes par le secret professionnel constitue une infraction pénale au regard de la législation luxembourgeoise. Pour autant, les éléments disponibles ne permettent pas d'établir la véracité des allégations relatives à l'existence d'une opération correspondante en relation avec la BCEE.

Question 1538 (02.11.2015) de **Mme Joëlle Elvinger** *(DP)* concernant le **programme d'aide «Fit4Start»:**

En date du 27 octobre 2015, le Ministère de l'Économie a présenté une nouvelle initiative sous le nom de «Fit4Start» proposant un paquet d'aides à certaines start-up prometteuses dans le domaine des technologies de l'information et de la communication. À côté de l'aide financière publique à proprement parler, fixée à hauteur de 50.000 euros par entreprise, ce programme comprend des éléments supplémentaires de soutien: hébergement gratuit, conseil d'experts et organisation d'un événement de promotion.

Voilà pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quels éléments ont été pris en compte avant de fixer le montant du soutien financier à 50.000 euros?

- Monsieur le Ministre est-il en mesure de chiffrer l'impact financier annuel total de cette initiative sur la situation des finances publiques? Quel poste budgétaire est concerné par ce programme?

- S'il est vrai que les start-up ont un fort besoin de support dans la phase du pré-amorçage, elles connaissent souvent des difficultés de gouvernance dans les étapes ultérieures de leur développement. Est-ce que cette initiative offre un support à moyen terme aux start-up sélectionnées?

Réponse (04.12.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée désire avoir des informations complémentaires concernant l'initiative «Fit4Start», lancée par le Ministère de l'Économie en collaboration avec Luxinnovation et Technoport.

«Fit4Start» a comme but de donner de nouvelles impulsions à la création de start-up dans le domaine des TIC (technologies de l'information et de la communication) en améliorant davantage l'accompagnement des jeunes entreprises innovantes les plus prometteuses.

L'objectif du programme est de sélectionner les meilleures start-up et de les soutenir sur une période de quatre mois par un coaching personnalisé basé sur la méthodologie «Lean Startup», afin de réaliser des prototypes fonctionnels de leurs produits.

Dans le cadre du développement du programme «Fit4Start» plusieurs éléments ont été pris en compte afin de définir le montant de financement à allouer aux start-up sélectionnées:

- en général en Europe il y a un manque d'investissements privés en phase de pré-amorçage pour les start-up du secteur des TIC. Le programme «Fit4Start» a donc vocation à combler cette défaillance du marché;

- une étude de benchmark a permis de comparer des initiatives similaires présentes dans d'autres pays;

- un groupe de travail, établi dans le cadre de l'initiative «Digital Lëtzebuerg», constitué d'entrepreneurs expérimentés ayant créé et développé avec succès des entreprises innovantes au Luxembourg dans le domaine de l'ICT, a contribué au développement du programme «Fit4Start» et à la détermination de ses paramètres clés.

Un financement d'un montant de 50.000 euros a été identifié comme étant approprié pour soutenir une start-up du secteur des TIC dans le développement d'un prototype fonctionnel, la réalisation de sa phase de tests, et la mise au point d'une proposition de valeur adéquate pour augmenter considérablement ses chances de convaincre des investisseurs privés de la soutenir dans son développement ultérieur.

Le budget de l'initiative «Fit4Start» est estimé à 680.000 euros par an pour la mise en place de deux éditions annuelles du programme et la sélection des cinq meilleures sociétés par édition. Ce montant est constitué de 500.000 euros représentant le support financier fourni directement aux start-up et de 180.000 euros pour le coaching par des experts en méthodologie «Lean Startup» et les frais d'organisation.

Le programme «Fit4Start» sera financé par l'article budgétaire «Fonds de l'Innovation» inscrit dans le budget annuel du Ministère de l'Économie.

Les start-up ayant participé avec succès au programme «Fit4Start» continueront à bénéficier de l'accompagnement de Luxinnovation et du Technoport.

Question 1539 (03.11.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **sondage «L'opinion publique face à l'afflux de réfugiés au Luxembourg»:**

Viru Kuerzem gouf e Sondage mat dem Titel „L'opinion publique face à l'afflux de réfugiés au Luxembourg" publizéiert, deen am Optrag vum Familljen- an Immigratiounsministère gemaach gouf.

Bei der Publikatioun ginn d'Äntwerten ënner engem allgemengen Titel virgestallt, z. B.: „Il est du devoir moral du Luxembourg d'accueillir les réfugiés." Déi reell Froen, déi un d'Participantë gestallt goufen, sinn net publizéiert ginn.

An deem Sondage goufen d'Froe pondéréiert, z. B. fir d'Äntwerte vun auslännesche Matbierger oder auslännesche befrote Leit statistesch méi staark géintiwwer hirer reeller Vertriedung an der statistescher Basis (am Échantillon) ze bewäerten. Wéi esou dacks goufen d'Froen anscheinend ganz allgemeng iwwer Telefon oder um Spaweck u Résidentë gestallt, wat heescht, datt d'Meenung vun de wahlberechtegte Lëtzebuerger net ëmmer däitlech ze erkennen ass, heiansdo och guer net. Bei esou statistesche Methoden ass natierlech ëmmer eng gewësse Gefor vu bewossten oder onbewossten falschen Interpretatiounen net auszeschléissen.

Dowéinst wollt ech der Madamm Minister fir Familljen an Integratioun dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister de geneeë Wuertlaut vun de Froe publizéieren, wéi se am Sondage gestallt goufen, an dëst fir all Sprooch, déi d'Sondeure benotz hunn? Wéi eng Méiglechkeete gouf et, fir dës Froen ze beäntweren?

2. Kann d'Madamm Minister déi net pondéréiert Äntwerte vun de Lëtzebuerger Statsbierger op all gestallte Froe publizéieren?

3. Wann net, ass d'Madamm Minister bereet, dee Sondage nach eemol maachen ze loossen, an zwar exklusiv bei deene wahlberechtegte Lëtzebuerger?

4. Wéi vill huet dee Sondage kascht? Soll de Sondage a regelméissegen Ofstänn widderholl ginn, a wa jo, a wéi engem Rhythmus?

Réponse (01.12.2015) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Den honorabelen Deputéierte Fernand Kartheiser huet a senger Question parlementaire eng Rei Froe gestallt zu de Resultater vun engem Sondage, déi am Kader vun enger Pressekonferenz vum Familljeministère, zesumme mat engem Vertrieder vum Institut TNS ILReS, den 28. Oktober 2015 presentéiert goufen.

Dem Familljeministère war et wichteg, zousätzlech Erkenntnisser doriwwer ze kréien, wéi d'Résidenten, also net nëmmen déi wahlberechtegt Lëtzebuerger, Froe ronderëm den Accueil vun Demandeurs de protection internationale gesinn. Well d'Bevëlkerung eis als Ganzt interesséiert, ass et deemno och net d'Absicht vum Familljeministère, e weidere Sondage exklusiv bei de wahlberechtegte Lëtzebuerger maachen ze loossen. De Sondage huet 17.094 Euro htva kascht. Et ass richteg, dass de Familljeministère eventuell beabsichtegt, dëse Sondage ze widderhuelen, jee no der Entwécklung vun der Situatioun.

Wat d'Methodologie ubelaangt, no där dëse Sondage realiséiert gouf, confirméiert TNS ILReS, dass dëse Sondage no der sougenannter Method vun de Quote realiséiert gouf an de gängege Regelen entsprécht. D'Resultater si pondéréiert ginn op der Basis vu Statistiken, déi de Statec publizéiert. Déi Variabele betreffen den Alter, d'Geschlecht, d'Nationalitéit, d'Regioun, an där d'Leit liewen, an hire Beruff. D'Interviewe si per Tëlefon a via Internet mat Hëllef vun „MyPanel", wou méi wéi 15.000 Membere bei der TNS ILReS répertoriéiert sinn, realiséiert ginn.

De geneeë Wuertlaut vun de Froen ass an der Annex 1 zu dëser Äntwert publizéiert; d'Äntwerte vun der Lëtzebuerger Bevëlkerung sinn an der Annex 2 publizéiert.

(annexes à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 1540 (04.11.2015) de **M. Serge Wilmes** et **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant l'**éventuelle interdiction de fumer dans les aubettes:**

Selon nos informations, le comité des usagers de transports publics a été saisi par un certain nombre de clients des transports publics dénonçant le fait que les aubettes, et spécialement ceux utilisés par les enfants pour le transport scolaire, ne tombent pas sous les dispositions de la loi antitabac. En effet, la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac ne prévoit pas d'interdiction de fumer dans les aubettes.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous confirmer les informations susmentionnées?

- Dans l'affirmative, Madame et Monsieur les Ministres n'estiment-ils pas qu'il y a lieu d'examiner la question d'une éventuelle interdiction de fumer dans les aubettes, au moins dans celles affectées au transport scolaire et dans celles pouvant être considérées comme entièrement closes?

Réponse commune (07.12.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Il est exact que la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac ne prévoit pas l'interdiction de fumer dans les aubettes.

À l'heure actuelle, il n'est pas prévu de généraliser l'interdiction de fumer aux espaces publics non couverts et non clos, où une circulation d'air extérieur existe.

Dans l'optique de protection de la jeunesse, particulièrement vulnérable face au tabac, de dénormalisation du fait de fumer en public et de respect de l'ordre public, les usagers des moyens de transport publics sont néanmoins invités à renoncer, sur une base volontaire, à fumer dans les aubettes, et ceci plus particulièrement dans celles se trouvant aux abords des enceintes scolaires et fréquentées par de nombreux enfants et jeunes adolescents.

Question 1541 (04.11.2015) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant le **nouveau bâtiment pour les Archives nationales:**

En été 2014, Madame la Ministre de la Culture avait annoncé que le projet de construction de nouvelles Archives nationales n'aurait plus lieu sur le terrain y destiné à Esch-Belval. Dans sa réponse à ma question parlementaire n°0465 du 14 août 2014 *(cf. compte rendu n°11/session extraordinaire 2013-2014)*, Madame la Ministre de la Culture n'a cependant pas pu apporter d'indications quant à un nouveau projet de construction pour les Archives nationales. Désormais, avec la finalisation d'un avant-projet de loi sur l'archivage, la question du nouveau bâtiment et d'espaces supplémentaires doit refaire surface.

Dès lors, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Un nouveau lieu d'implantation pour les Archives nationales a-t-il déjà été trouvé, et où est-ce qu'il se situe? Un terrain pour la construction du bâtiment y est-il déjà acquis par l'État?

- Dans l'affirmative, un échéancier approximatif peut-il être avancé pour la construction du bâtiment?

- Dans la négative, un retour au terrain et au projet disponibles à Esch-Belval pour la construction des Archives nationales ne serait-il pas préférable, permettant par ailleurs des économies de temps et de deniers publics?

- Quelles sont les raisons qui plaideraient contre l'implantation à Belval des nouvelles Archives nationales?

Réponse commune (09.12.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'obligation de versement des archives publiques prévue dans le projet de loi sur l'archivage fera effectivement augmenter de façon significative la masse des archives versées aux Archives nationales. Face au manque de place de stockage dans les dépôts des Archives nationales déjà connu actuellement, la construction d'un nouveau bâtiment s'impose.

En ce qui concerne le lieu de construction de ce nouveau bâtiment, le choix se porte sur un terrain situé à Belval qui est toujours disponible pour la construction de cette infrastructure. À ce titre, une étude préliminaire succincte sur base d'un programme de construction révisé vient d'être élaborée par le Fonds Belval établissant qu'une enveloppe budgétaire de quelque 65 millions d'euros TTC (avec une variation possible de +/- 20% envisageable) est à prévoir.

Ainsi, une économie de presque 20 millions d'euros par rapport au projet de loi n°5349 déposé le 7 juin 2004 est envisageable. Il est à préciser qu'à partir de 2007, le projet des Archives nationales ne figure plus dans la programmation pluriannuelle des dépenses en capital du budget des recettes et dépenses de l'État. La Ministre de la Culture est intervenue et continuera d'intervenir au niveau du Gouvernement, afin de faire inscrire le projet du nouveau bâtiment pour les Archives nationales sur la liste des projets prioritaires pour l'exercice suivant respectivement les exercices suivants.

Question 1542 (04.11.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **droit d'accès à un compte de paiement assorti de prestations de base:**

L'article 16 de la directive 2014/92/UE pose le principe du droit d'accès pour tous à un compte de paiement assorti de prestations de base. Cette directive qui devra, de manière générale, être transposée pour le 18 septembre 2016 au plus tard soulève un certain nombre d'interrogations auprès des acteurs de la place financière.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- L'article 3 de la loi du 15 décembre 2000 sur les services financiers postaux dispose actuellement que «(...) toutes les personnes, physiques ou morales, sans égard à leur nationalité, ont le droit de se faire ouvrir un compte courant auprès de l'Entreprise des postes et télécommunications». Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le phénomène de l'exclusion des services financiers est, à part les exceptions consacrées par la loi elle-même, inexistant, voire marginal au Luxembourg? Monsieur le Ministre dispose-t-il de statistiques à ce sujet?

- D'après l'article 16 de la directive précitée, les États membres doivent veiller à ce qu'un nombre suffisant sinon la totalité des établissements de crédit proposent aux consommateurs des comptes de paiement assortis de prestations de base. Monsieur le Ministre compte-t-il obliger tous les établissements de crédit de proposer ces services? À défaut, comment Monsieur le Ministre fera-t-il la sélection des établissements concernés ou limitera-t-il l'obligation à l'Entreprise des postes et télécommunications (EPT)? Le rapprochement entre l'EPT et la Banque Raiffeisen change-t-il la donne?

- Monsieur le Ministre peut-il préciser comment les établissements de crédit devront se comporter face aux consommateurs sans domicile fixe et aux demandeurs d'asile afin d'être conformes à ladite directive et sans pour autant violer les dispositions légales et réglementaires en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme?

- Quand Monsieur le Ministre entend-il déposer le projet de loi portant transposition de la directive 2014/92/UE?

Réponse (07.12.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'article 3 de la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services financiers postaux confère à tout résident luxembourgeois un droit d'accès à un compte de paiement courant auprès de l'EPT. Le législateur luxembourgeois a de la sorte souhaité prévenir l'exclusion financière.

Des réflexions sont en cours sur la manière de transposer en droit interne le droit d'accès à un compte de paiement assorti de prestations de base, établi par la directive 2014/92/UE. En application du principe de la proportionnalité et en conformité avec la directive 2014/92/UE, la diversité des modèles d'affaires des banques de la place est l'un des critères à prendre en compte lors de la transposition de ladite directive. Celle-ci sera transposée dans le courant de 2016.

Les établissements qui ouvrent des comptes de paiement aux consommateurs sans domicile fixe et aux demandeurs d'asile doivent faire cela dans le respect des lois, y compris des dispositions légales et réglementaires en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et de financement du terrorisme.

Question 1543 (04.11.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **«Patiente Vertriedung» asbl:**

La «Patiente Vertriedung» a été créée en 1995 en tant qu'association qui s'occupe de la défense des droits du patient. En effet, on s'était rendu compte que le patient se retrouvait souvent isolé en cas de problèmes vis-à-vis des différents prestataires de soins et c'était notamment le Conseil de l'Europe qui avait recommandé aux États membres d'élaborer des stratégies visant à assurer aux malades chroniques des soins médicaux de qualité à tous les niveaux.

Au Luxembourg, le rôle de la «Patiente Vertriedung» est réparti sur cinq secteurs spécifiques, à savoir: l'information, l'assistance, les plaintes, le réseau consultatif et le constat. Les principaux objectifs de l'association sont la fourniture d'informations ayant trait à la santé et la sécurité sociale, l'élaboration et la rédaction d'avis pour les patients, l'organisation de conférences d'information, la création d'un centre de documentation, et l'élaboration de brochures d'information concernant les droits et obligations des patients.

Ainsi, dans le cadre de ses missions, la «Patiente Vertriedung» a en 2014 été confrontée à 2.322 prises de contact par téléphone suivies de 226 entrevues. Dans 107 cas l'association a établi un dossier dans l'intérêt du patient.

En outre, la «Patiente Vertriedung» a participé aux réunions de la commission de qualité de l'assurance dépendance, au comité de pilotage de la «Luxembourg Medical School» ou encore à la «Plateforme Nationale Cancer», pour ne citer que quelques exemples des maintes activités de l'association.

Le financement de la «Patiente Vertriedung» est assuré par une convention avec le Ministère de la Santé, les cotisations des organisations membres, les cotisations des membres individuels ainsi que par des dons. Actuellement l'association fonctionne avec un effectif de trois employés dont deux tâches sont financées à travers la convention avec le Ministère.

Selon les responsables de l'asbl, Madame la Ministre avait assuré la création d'un nouveau poste afin de mieux pouvoir répondre aux missions décrites ci-dessus. Or, suite au dépôt du budget de l'État pour l'exercice 2016, force est de constater que tel ne semble pas être le cas.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer cette décision?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons le poste en question n'a-t-il pas été accordé?

- Le Gouvernement ne considère-t-il pas que cette décision risque de rendre la «Patiente Vertriedung» incapable d'assurer les services qu'elle a su fournir pendant 20 ans aux patients?

Réponse commune (07.12.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Créée en 1995, la «Patiente Vertriedung» bénéficie depuis le 21.12.1998 d'une convention avec le Ministère de la Santé.

Depuis 2015, la convention conclue entre le Ministère de la Santé et la «Patiente Vertriedung» prévoit 238.420 € à titre de frais de fonctionnement, dont deux postes ETP garantis à long terme et 49.000 € pour frais d'équipements et de logiciels.

Cette participation, ainsi que la prise en charge du loyer devraient assurer la pérennité de la «Patiente Vertriedung» et la placer sur des bases plus solides par rapport aux exercices antérieurs.

J'aimerais aussi rappeler que les fondateurs de la «Patiente Vertriedung» avaient prévu d'assurer une proportion substantielle du financement par des moyens propres (cotisations d'organisations membres et des membres individuels, dons...), afin de demeurer plus indépendant par rapport à l'État.

Le Ministère n'est pas au courant sur l'état d'avancement d'une telle démarche.

Une augmentation de l'effectif de la «Patiente Vertriedung», dotée actuellement d'un poste universitaire et d'un poste employé administratif, n'est pas prévue pour 2016.

Le Ministère de la Santé ne peut répondre qu'à environ 10% des nouveaux postes sollicités annuellement par les associations conventionnées.

Ces postes sont attribués de façon équitable et d'après des critères objectifs avec une vision pluriannuelle, en tenant compte des demandes de plus de 30 services différents ayant des objectifs très variés.

En avril 2015, le poste de «médiateur en santé» a été créé au sein d'une structure nationale de médiation mise en place et dont les missions sont à cheval sur celles de la «Patiente Vertriedung».

Il paraît judicieux d'attendre les premiers résultats de son intervention et de définir par la suite la complémentarité des activités respectives des deux acteurs.

Question 1544 (04.11.2015) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **lignes de bus entre Echternach et Ettelbruck et entre Echternach et Larochette:**

An der Press war ze liesen, datt et schlëmm Zoustänn gëtt, wat den ëffentlechen Transport tëscht Iechternach an Ettelbréck respektiv Iechternach an der Fiels ugeet. Ugeschwat sinn haaptsächlech d'Buslinne 500 (CFL) a 441. Ursaache fir déi Zoustänn, besonnesch de Weekend, sinn touristesch Aktivitéiten an och d'Besoine vun de Réfugiéen, déi un der Sauer ënnerdaach komm sinn.

Aus deem Grond wëll ech dem Här Transportminister dës Froe stellen:

1. Sinn déi an der Press fir de Raum Iechternach ugeschwat Problemer dem Här Minister fir den Transport bekannt?

2. Huet de Ministère Schrëtt ënnerholl, fir d'Problemer an deem Raum ze léisen?

3. Wéi séier reagéiert den ëffentlechen Transport op demografesch Verännerungen, wann zum Beispill eng gréisser Zuel Mënschen, déi wahrscheinlech op Bus an Zuch ugewise sinn, wéi am Fall vu Réfugiéen, an enger Gégend ënnerbruecht ginn? Wéi séier sinn do nei Kapazitéiten ze organiséieren?

4. Ass den ëffentlechen Transport net och eng Tromp, wann et ëm d'touristesch Valoriséierung vu Lëtzebuerg geet? Wär an där Logik net

de Weekendzerwiss vun Iechternach an aner Tourismuszentren an och an de Naturparken ze adaptéieren?

Question 1576 (18.11.2015) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **ligne de bus 500 entre Ettelbruck et Echternach:**

In den Sommermonaten und speziell während der Wochenenden ist die Buslinie 500 Echternach-Ettelbrück oft hoffnungslos überfüllt. In der Tat ist diese Linie sehr beliebt bei etlichen Gästen der Campinganlagen entlang der Sauer. Dies führt dazu, dass die Busse nicht immer alle Gäste mitnehmen können und oft erst verspätet ankommen. Vor allem an Sonntagen kann dies dazu führen, dass Fahrgäste dann bis zu zwei Stunden auf den nächsten Bus warten müssen.

Die Buslinie 500 wird zudem von vielen Einwohnern des Flüchtlingszentrums Weilerbach, oft Familien mit Kinderwagen, genutzt, sodass die Busse schnell überfüllt sind.

In diesem Kontext möchten wir folgende Fragen an den Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen stellen:

- Kann der Minister die oben genannten Informationen bestätigen?

- Wohl wissend, dass besagte Buslinie in den Sommermonaten von vielen Touristen genutzt wird, erachtet der Minister es nicht als sinnvoll, zumindest an den Wochenenden während der Sommerferien zusätzliche Fahrten einzuplanen?

- Kann der Minister sich vorstellen, für das kommende Jahr die notwendigen finanziellen Mittel zur Verfügung zu stellen?

- Sollte dies nicht der Fall sein, wie gedenkt der Minister, die besagten Transportprobleme in den Sommermonaten, die nicht gerade zum positiven Image des Landes bei den Touristen beitragen, zu beheben?

- In Anbetracht der vielen Fahrgäste aus Weilerbach, wäre es nicht sinnvoll, weitere Busse einzuplanen?

Réponse (21.12.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Die Situation des ÖPNV im Müllerthal ist in der Direktion für öffentlichen Verkehr des Öfteren untersucht worden. Auch die Anliegen der Touristen sind überprüft worden. Es wurden während der vergangenen Jahre beispielsweise bereits spezielle Linien eingesetzt, welche allerdings wegen Erfolglosigkeit eingestellt werden mussten.

In Bezug auf die Linie 500 kann ich Ihre Bedenken nicht teilen. Unseren Erkenntnissen nach ist die Kapazität der Busse, welche über 70 Sitzplätze verfügen, im Augenblick ausreichend. An den Wochenenden ist der Zweistundentakt dem Fahrgastaufkommen angepasst. Es kann vereinzelt zu Engpässen kommen, dies wenn z. B. Touristengruppen im Rahmen einer Kajaktour auf den Bus zurückgreifen. Das ist aber nur vereinzelt der Fall und wird durch eine Taktverdichtung nicht verbessert. Hier könnte nur eine punktuelle Anpassung die Kapazität erhöhen; das erfordert aber in dem Fall die Anmeldung einer Gruppe. Ansonsten ist die Nachfrage der Touristen auch in den Sommermonaten gedeckt.

Betreffend die Einwohner des Flüchtlingszentrums Weilerbach behalten wir die Entwicklung der Nachfrage der Buslinie 500 selbstverständlich im Auge und kontrollieren diese Linie regelmäßig. Falls die Kapazität oder die Fahrtenanzahl auf Grund der Nachfrage angepasst werden muss, wird mein Ministerium schnell reagieren. Die finanziellen Mittel hierzu sind vorhanden.

Question 1545 (04.11.2015) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **cabines téléphoniques:**

Les cabines téléphoniques sont de moins en moins fréquentées en raison de l'utilisation des téléphones portables par une très large majorité de la population.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il présenter le réseau des cabines téléphoniques installées à travers le pays et leur répartition par canton/commune? Quel est leur nombre à l'heure actuelle? Quelle est leur intensité de fréquentation?

- Quel est le coût d'entretien du réseau des cabines téléphoniques?

- Est-il prévu de supprimer des cabines téléphoniques à l'avenir? Dans l'affirmative, quels seraient les communes et endroits concernés?

Réponse (10.12.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Au 31 octobre 2015, le réseau de cabines téléphoniques de POST Luxembourg se compose comme suit: le nombre de publiphones sur sites publics s'élève à 353, ce nombre se composant de 24 publiphones intégrés dans des bâtiments publics et de 329 cabines téléphoniques classiques.

Leur répartition par canton est la suivante:

Capellen	23
Clervaux	15
Diekirch	30
Echternach	17
Esch-sur-Alzette	69
Grevenmacher	18
Luxembourg	107
Mersch	22
Redange	12
Remich	16
Vianden	8
Wiltz	18

Le détail par commune, incluant le nombre d'appels mensuel moyen (pour les dix premiers mois de 2015), est visible dans le fichier joint en annexe.

Le nombre moyen d'appels par cabine s'élève à 95,83 par mois.

Le coût d'entretien est de quelque 100.000 euros hors frais de personnel pour l'année en cours. Un employé est engagé à plein temps auprès de POST Luxembourg pour la gestion et la maintenance des publiphones et cabines téléphoniques.

POST Luxembourg ne poursuit pas une politique qui consiste à supprimer des cabines téléphoniques de façon active et sur sa propre initiative. Il convient de noter qu'un certain nombre de cabines fonctionne toujours de façon profitable. D'ailleurs, selon l'art. 48 Titre XI de la loi du 27 février 2011, la mise à disposition de postes téléphoniques payants fait partie du service universel. Cependant, il se peut que dans certains cas de réaménagement de sites il ne soit pas toujours possible de procéder au remplacement d'une cabine qui a dû être enlevée dans le cadre des travaux y relatifs.

Annexe: liste cabines téléphoniques + fréquentation.

(annexes à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 1546 (04.11.2015) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **taxe sur les véhicules routiers:**

La loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement a prévu une réforme de la taxe sur les véhicules routiers. C'est ainsi que depuis le 1er janvier 2007, des dispositions précises sont en vigueur quant au mode de calcul de cette taxe pour les divers types de véhicules immatriculés à partir du 1er janvier 2001 (catégorie M1).

De plus, la loi du 21 décembre 2012 portant modification de certaines dispositions en matière des impôts directs et indirects a introduit un seuil minimal de 30 euros pour la taxe en question. L'exposé des motifs du projet de loi respectif avait remarqué qu'«il est proposé d'instaurer une taxe minimale d'au moins 30 euros. Celle-ci est destinée à couvrir les frais purement administratifs du traitement du dossier, de l'envoi et de rappels éventuels nécessaires. (...) La taxe minimale de 30 euros est également applicable aux véhicules propulsés autrement que par un moteur à carburant essence ou diesel, telles que les véhicules électriques notamment».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Vu les intentions du Gouvernement de soutenir la mobilité durable, Messieurs les Ministres estiment-ils que l'exemption des véhicules à moteur électrique de la taxe sur les véhicules routiers serait une piste à exploiter?

- Actuellement, les véhicules hybrides fonctionnant avec un moteur à piston associé à un moteur électrique ou une pile à combustible sont imposés suivant le régime du carburant (essence ou diesel). Afin de promouvoir davantage l'utilisation de véhicules hybrides, Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que l'introduction d'un multiplicateur (b) plus avantageux pour les véhicules à moteur hybride serait envisageable?

Réponse commune (07.12.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur l'impact de la fiscalité sur la mobilité durable.

Le Gouvernement entend analyser en détail les pistes avancées par l'honorable Député concernant la taxe de mise en circulation des véhicules routiers de type électrique ou hybride.

Question 1547 (04.11.2015) de **M. Alexander Krieps** *(DP)* concernant l'**approvisionnement des médecins en fournitures d'imprimés:**

Il y a quelques jours, une imprimerie luxembourgeoise, installée à Mersch, a déclaré sa faillite.

Sachant que l'entreprise en question a équipé jusqu'à présent les médecins avec de multiples fournitures en imprimerie, comme p. ex. les ordonnances médicales et les certificats d'arrêt de travail, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'informer sur l'impact de cette faillite en ce qui concerne l'approvisionnement des médecins en matière des articles susmentionnés? Existe-t-il éventuellement un risque de pénurie?

- Est-ce que des initiatives ont déjà été entamées afin de trouver un nouveau fournisseur pour les articles en question?

Réponse (23.11.2015) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Depuis qu'un jugement du tribunal d'arrondissement rendu en date du 30 octobre 2015 l'a déclaré en état de faillite sur aveu, la société Imprimerie Faber SA n'est plus en mesure de répondre aux demandes d'impression des formules standardisées préimprimées, telles que prévues au niveau du cahier des charges faisant partie intégrante de la convention médicale et médico-dentaire.

L'imprimerie Faber ayant été dans l'impossibilité de livrer aux médecins et médecins-dentistes concernés les formules personnalisées qui avaient été commandées avant sa déclaration en état de faillite, la CNS a pris le soin de les récupérer et d'en informer les prestataires concernés afin qu'ils viennent en prendre livraison dans ses locaux.

En outre, par courrier du 10 novembre 2015, la CNS a fait savoir à l'ensemble des médecins et médecins-dentistes qu'elle avait commandé et réceptionné 30.000 certificats d'incapacité non personnalisés, que les médecins peuvent à leur tour demander moyennant envoi d'un bon de commande au service compétent de la CNS. Dans ce contexte, la CNS envisage de commander prochainement encore un minimum de 20.000 de ces formules.

S'agissant des autres formules standardisées préimprimées, à savoir les ordonnances médicales, mémoires d'honoraires et devis, il convient de souligner que la CNS acceptera pendant une période transitoire allant jusqu'à la fin de l'année 2015, des copies qu'il appartient aux médecins d'effectuer.

Il est à noter que les médecins et médecins-dentistes restent toutefois libres de s'adresser à l'imprimeur de leur choix en vue de l'impression des formulaires personnalisés, lesquels sont pris en charge selon les modalités prévues par la convention mentionnée ci-dessus.

Pour le surplus et suivant les informations dont dispose la CNS, il semblerait que l'AMMD soit en train de chercher une nouvelle imprimerie avec laquelle conclure un contrat de fourniture.

Question 1549 (04.11.2015) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant l'**augmentation du capital de la Banque centrale du Luxembourg:**

L'augmentation de capital de la Banque centrale du Luxembourg (BcL) n'a pas été évoquée par le Ministre des Finances dans le cadre de la présentation du projet de budget pour l'exercice 2016. Comme cette éventuelle augmentation de capital est susceptible d'avoir un impact non négligeable sur les finances publiques, je souhaite poser les questions suivantes aux membres du Gouvernement ayant les relations avec la Banque centrale dans leurs attributions, en l'occurrence le Premier Ministre et le Ministre des Finances:

- Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent confirmer le calendrier prévu pour l'augmentation de capital de la BcL? Comme il a été annoncé que cette augmentation allait se faire en plusieurs étapes, peut-on partir de l'hypothèse qu'une première «tranche» sera payée en 2016?

- Pourquoi le Gouvernement a-t-il opté pour ne pas évoquer l'augmentation de capital de la BcL ni dans le projet de budget 2016, ni dans le budget pluriannuel 2016-2019 et ceci malgré son incidence non négligeable sur les finances publiques?

- Selon le projet de budget 2016, la dette publique augmente de l'ordre de 1,2 milliards d'euros en 2016, notamment pour financer le déficit de l'administration centrale qui se chiffre à environ 600 millions d'euros. Est-ce qu'on peut en déduire que le solde d'environ 600 millions d'euros est disponible pour l'augmentation du capital de la BcL?

- Est-ce que le Gouvernement dispose de sources de financement alternatives pour cette augmentation de capital autres que l'émission de dette publique? En l'occurrence, le Gouvernement envisage-t-il de financer cette transaction par la vente d'actifs tel que, par exemple, les participations de l'État dans BNP Paribas et/ou BGL BNP Paribas?

- Est-ce que le Gouvernement n'est pas d'avis que la vente de ces participations pourrait être opportune, étant donné la situation favorable sur les marchés financiers et le cours en bourse de BNP Paribas et étant donné la situation concurrentielle sur le marché de la banque de détail luxembourgeois, où l'État s'apprête à devenir - via une éventuelle prise de participation de POST dans la Banque Raiffeisen - actionnaire dans une quatrième banque ayant une importante activité de banque de détail sur ce marché?

Réponse commune (03.12.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Les réflexions sur les moyens à mettre en œuvre et le calendrier pour renforcer la solidité financière de la BcL feront prochainement l'objet d'une concertation avec la BcL. Il n'est pas exclu que la solution passe par une combinaison de différents instruments qui sont à l'étude actuellement. Ceci étant dit, Monsieur le Premier Ministre a déclaré qu'une solution progressive et durable sera recherchée pour doter la Banque centrale du Luxembourg de capitaux adéquats.

Le fait que l'augmentation de capital de la BcL n'est pas expressément mentionnée dans le projet de budget 2016 ni dans le projet de budget pluriannuel 2016-2019 ne signifie pas pour autant qu'elle ne soit pas prise en compte dans les budgets ni qu'elle n'ait pas lieu. En effet, elle pourra se faire le cas échéant via un article budgétaire approprié.

L'article 46 du projet de budget 2016 autorise le Ministre ayant le Trésor dans ses attributions à émettre des emprunts pour un montant global maximum de 1.500 millions d'euros au cours de l'année et des années ultérieures. Sur ces 1.500 millions, environ 630 millions serviront à financer le déficit de l'État, 400 millions serviront à rembourser des prêts contractés en 2006 et venant à échéance en 2016, 150 millions et 200 millions seront portés directement en recette au Fonds des routes et au Fonds du rail respectivement. Le solde sera affecté au financement de divers investissements.

Nous voudrions rappeler les réponses à deux autres questions parlementaires concernant le même sujet.

Réponse à la question parlementaire n°1340 de Monsieur le Député Laurent Mosar du 3 août 2015 *(cf. compte rendu n°17/session ordinaire 2014-2015):*

L'indépendance des banques centrales de l'UE étant ancrée dans le Traité, il n'appartient pas à un Ministre des Finances ou à un gouvernement de commenter les déclarations des banques centrales. Ceci étant dit, Monsieur le Premier Ministre a déclaré qu'une solution progressive et durable sera recherchée pour doter la Banque centrale du Luxembourg de capitaux adéquats. Les moyens à mettre en œuvre et le calendrier sont à l'étude et ne sont pas définitivement arrêtés.

Réponse à la question parlementaire n°0988 de Monsieur le Député Eugène Berger du 12 mars 2015 *(cf. compte rendu n°10/session ordinaire 2014-2015):*

Monsieur le Premier Ministre a déclaré qu'une solution sera trouvée encore cette année pour doter la Banque centrale du Luxembourg de capitaux adéquats. La solution sera progressive et durable, selon Monsieur le Premier Ministre. À cet effet, différentes pistes seront explorées dont notamment une augmentation du capital de la Banque centrale du Luxembourg.

(annexes à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 1550 (04.11.2015) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **présence du Luxembourg sur la liste noire de la Belgique des pays à surveiller en matière de fiscalité:**

Étant donné que le Global Forum on Transparency and Exchange of Information for Tax Purposes de l'OCDE a déclaré récemment le Luxembourg «largely compliant», permettez-moi, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et Monsieur le Ministre des Finances, de vous poser la question suivante:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils informer sur les démarches entreprises auprès des autorités belges et le résultat obtenu quant au fond et quant au calendrier de voir notre pays enlevé de la liste noire du Ministère des Finances de la Belgique?

Réponse commune (04.12.2015) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'article 307 du Code des impôts sur les revenus (CIR92) de la Belgique retient que les contribuables assujettis à l'impôt des sociétés ou à l'impôt des non-résidents conformément à l'article 227, 2° du même Code, sont tenus de déclarer tous les paiements effectués directement ou indirectement à des personnes établies dans un État qui pour toute la période imposable au cours de laquelle le paiement a eu lieu, est considéré par le Forum mondial de l'OCDE sur la transparence et l'échange d'informations, au terme d'un examen approfondi de la mesure dans laquelle le standard de l'OCDE d'échange d'informations est appliqué par cet État, comme un État n'ayant pas mis substantiellement et effectivement en œuvre ce standard.

L'article en question est donc directement applicable et le Luxembourg n'est plus concerné depuis qu'il a reçu la note globale de «largement conforme», par le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, lié à l'OCDE, qui reconnaît l'engagement déterminé du Luxembourg en faveur de la transparence et dans la mise en œuvre des normes internationales.

Question 1551 (04.11.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **transport en commun:**

Dans son programme gouvernemental le Gouvernement a décidé de promouvoir une mobilité alternative à la mobilité individuelle en investissant prioritairement dans les transports en commun dont le développement de nouvelles lignes d'autobus.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur les normes techniques et environnementales des bus qui sont autorisés à effectuer les transports publics?

- Quel est l'âge moyen des bus actuellement en service (CFL, RGTR, TICE...)?

- À quels intervalles les bus sont-ils remplacés?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer s'il existe des études comparatives qui ont analysé l'impact écologique des transports en commun et du transport individuel pour un même trajet et le cas échéant lesquelles?

Réponse (21.12.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par leur question parlementaire, les honorables Députés s'enquièrent au sujet de certains points en relation avec les transports en commun publics et notamment les bus.

En ce qui concerne en premier lieu les normes techniques et environnementales, je peux vous informer que tous les autobus affectés au transport public RGTR doivent être conformes au cahier des charges contractuel. Ainsi, actuellement, les autobus doivent correspondre aux normes «Euro 6».

L'âge moyen des autobus est d'environ cinq ans pour les autobus du réseau RGTR. Il en est de même pour les autobus CFL actuellement en service.

Les dernières années, les autobus sont remplacés au plus tard tous les dix ans, ce qui correspond à la durée moyenne d'amortissement. Des fourchettes et variations plus longues (très exceptionnel) voire plus réduites sont possibles. En ce qui concerne les CFL, le budget d'investissement des CFL prévoit le remplacement des autobus après huit ans de service.

D'un point de vue études, l'on précise qu'en 2014, le syndicat des TICE a procédé, ensemble avec «Belicon Institut für angewandte Nutzfahrzeugforschung» et la «Hochschule Landshut», à un comparatif entre des autobus Diesel, Diesel-Hybride et gaz naturel et notamment en relation avec les émissions de CO_2, NO_2, NO, NO_x, THC et consommation. Les études ont été effectuées respectivement sur un même trajet, et notamment sur trois lignes existantes du réseau assuré par le syndicat des TICE (lignes 1, 5 et 7).

Concernant la réalisation d'une étude comparative entre l'impact écologique des transports en commun et d'un transport individuel pour un même trajet, une étude nationale à ce sujet n'existe pas alors que des études à l'étranger révèlent que les moyens de transports publics sont d'autant plus efficaces qu'une voiture privée, surtout aux heures de pointe où les bus sont très bien occupés.

Question 1552 (05.11.2015) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **réédition du livre «Mein Kampf»:**

Le 1er janvier 2016, «Mein Kampf», livre écrit par Adolf Hitler, tombera dans le domaine public, 70 ans après la mort de l'auteur. La Bavière, qui en détient les droits depuis le décès d'Hitler, ne pourra plus s'opposer à de nouvelles éditions ou traductions.

Cette perspective nourrit des inquiétudes et dans cette optique nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

- Monsieur le Premier Ministre peut-il nous renseigner sur la situation légale concernant «Mein Kampf»? Est-ce que la vente et la publication à l'état brut sont interdites comme en Allemagne?

- Est-ce qu'à partir du 1er janvier 2016 des éditions critiques du livre, comme celle réalisée par l'Institut d'Histoire contemporaine de Munich (IFZ), pourront être vendues au Luxembourg?

- Monsieur le Premier Ministre partage-t-il l'avis qu'une version annotée et expliquée de ce livre paraît comme le meilleur antidote à son contenu raciste et discriminatoire?

Réponse (23.11.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

1. Situation légale quant à la publication et la vente de l'ouvrage «Mein Kampf»

L'article 457-1 du Code pénal incrimine le fait pour «quiconque, soit par des discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publics, soit par des écrits, imprimés, dessins, gravures, peintures, emblèmes, images ou tout autre support de l'écrit, de la parole ou de l'image vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards ou des affiches exposés au regard du public, soit par tout moyen de communication audiovisuelle, (d')incite(r) aux actes prévus à l'article 455, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne, physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454».

Le livre «Mein Kampf» tombe dans le champ d'application de ce texte pénal en ce qu'il «incite», même appelle, «à la haine ou à la violence».

Toute maison d'édition luxembourgeoise qui publierait cet ouvrage ainsi que tout commerce qui l'exposerait et le mettrait en vente s'exposerait aux sanctions de l'article 457-1 du Code pénal qui prévoit une peine d'emprisonnement de huit jours à deux ans et/ou une amende de 251 à 25.000 euros. En cas de condamnation, la confiscation des ouvrages est automatiquement prononcée.

Comme le Luxembourg ne dispose pas d'un index des livres prohibés, le Gouvernement ne saurait à l'avance interdire la mise en circulation d'un ouvrage, mais devrait, le cas échéant, agir par l'intermédiaire de la Justice, seule habilitée pour engager des poursuites judiciaires contre les auteurs d'infractions pénales.

2. Situation légale des «éditions critiques» de l'ouvrage «Mein Kampf»

À l'image du livre original, une édition dite «critique» contiendra le contenu pénalement répressible de l'original, ce qui l'expose à l'application de l'article 457-1 du Code pénal.

Une telle réédition risque ainsi d'être frappée de sanctions pénales par les tribunaux au même titre que l'ouvrage original.

La question de savoir si une telle publication pourrait constituer un antidote au contenu raciste et discriminatoire de l'ouvrage ne se pose dès lors pas.

Question 1553 (05.11.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **blocage de projets de lotissement en relation avec la capacité des stations d'épuration en service:**

Depuis quelque temps le Syndicat Intercommunal de Dépollution des Eaux Résiduaires de l'Ouest (SIDERO) et certaines de ses communes membres ont été confrontés à des blocages de projets de lotissement en relation avec la capacité des stations d'épuration en service. L'Administration de la Gestion de l'Eau impose d'installer des stations d'épuration biologiques modulaires provisoires, notamment dans les localités desservies par des fosses septiques collectives ou bien par des stations d'épuration biologiques vétustes.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Les Ministres peuvent-ils nous confirmer ces informations?

- Le Gouvernement peut-il nous citer les dispositions légales qui imposent de telles stations d'épuration biologiques modulaires provisoires?

- Le Gouvernement estime-t-il que l'approche de l'Administration de la Gestion de l'Eau est conforme avec la portée du contrôle tutélaire exercé sur les communes?

Réponse commune (09.12.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

La directive cadre sur l'eau datant de 2000 (2000/60/CE), transposée en droit national par la loi relative à l'eau du 19 décembre 2008 et modifiée par la suite, oblige le Luxembourg dans son article 5 concernant les objectifs environnementaux pour les eaux de surface:

«1) Toutes les masses d'eau de surface doivent être protégées contre la détérioration de leur état.

2) Sauf pour les masses d'eau qualifiées comme artificielles ou fortement modifiées, elles doivent être protégées, améliorées ou restaurées de sorte à répondre aux critères de définition d'eau de bon état au plus tard au 22 décembre 2015.»

La directive européenne 91/271/CEE, transposée en droit national par le règlement grand-ducal modifié du 13 mai 1994 relatif au traitement des eaux urbaines résiduaires, impose au Luxembourg dans son article 5 concernant le traitement des eaux urbaines résiduaires:

«1. Les eaux urbaines résiduaires qui pénètrent dans les réseaux de collecte doivent, avant d'être rejetées, être soumises:

a) au plus tard le 31 décembre 2005, à un traitement approprié tel que défini à l'article 2 point 9 dans le cas de rejets provenant d'agglomérations disposant d'un réseau de collecte et ayant une charge polluante exprimée en EH de moins de 2.000;

b) au plus tard le 31 décembre 2005 à un traitement secondaire ou à un traitement équivalent tel que défini à l'article 2 point 8 dans le cas de rejets provenant d'agglomérations ayant une charge polluante en EH comprise entre 2.000 et 10.000;

c) au plus tard le 31 décembre 1998 à un traitement secondaire ou équivalent comprenant une phase d'élimination des nutriments azotés et phosphorés par application de l'annexe I tableau 2 pour tous les rejets provenant d'agglomérations ayant une charge polluante exprimée en EH de plus de 10.000.»

Lors de l'établissement du plan de gestion de district hydrographique du Luxembourg en 2009, l'Administration de la Gestion de l'Eau a dû constater que seulement 7% des masses d'eau de surface étaient dans un bon état. Lors du deuxième cycle en 2015, la situation s'est davantage empirée et seulement 2% des masses d'eau de surface sont encore dans un bon état.

Cette évolution est en contradiction avec l'obligation d'éviter toute détérioration de l'état des masses d'eau («Verschlechterungsprinzip») et le Luxembourg se trouve de facto en infraction à la législation européenne. Il est important de rappeler que le Luxembourg est également en infraction par rapport à une des obligations de la directive de 1991 en ce qui concerne l'assainissement et le traitement des grandes agglomérations et ceci depuis une quinzaine d'années déjà!

En effet, toutes les grandes agglomérations (>10.000 équivalents-habitants) devraient être connectées à une station d'épuration biologique depuis 1999 et depuis 2005 également toute localité avec une population entre 2.000 et 10.000 habitants. Or, ceci n'est pas le cas au Luxembourg!

Il est également important de mentionner que les stations d'épuration mécaniques, que l'on trouve encore dans maintes communes, ne peuvent réduire la charge polluante que de 30%, ce qui est largement insuffisant, et sans aucun effet de réduction sur les taux en ammonium. C'est pourquoi, les stations d'épuration mécaniques, tout comme les stations d'épuration biologiques devenues vétustes, ne peuvent pas être considérées comme traitement approprié permettant d'atteindre le bon état exigé par la directive-cadre eau. Au Luxembourg, 125 stations d'épuration mécaniques (pour un total de presque 20.000 équivalents-habitants) sont encore en service tandis qu'il n'en existe pratiquement plus dans nos pays voisins.

Les projets de remplacement des stations d'épuration mécaniques ont été élaborés ensemble avec les administrations communales et les syndicats de communes concernés, publiés dans le programme de mesures dans le cadre du plan de gestion hydrographique, approuvés par le Conseil de Gouvernement en 2010 et transposés en texte légal par le règlement grand-ducal du 26 décembre 2012 déclarant obligatoire le plan de gestion des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse du Grand-Duché de Luxembourg.

Étant donné qu'un développement supplémentaire des agglomérations dont les stations d'épuration ne correspondent plus aux techniques actuelles ou qui sont en surcharge constante est contraire aux directives européennes et aux textes légaux et réglementaires luxembourgeois, tout nouveau PAP «nouveaux quartiers» doit prévoir des capacités d'épuration suffisantes. L'installation de stations d'épuration mobiles constitue pour les communes concernées une possibilité, parmi d'autres, de mise en conformité des PAP «nouveaux quartiers». Les communes ont une obligation de résultat dans le domaine de l'épuration des eaux usées, mais elles sont libres de faire le choix des moyens qu'elles entendent mettre en œuvre pour atteindre le résultat.

Dans ce contexte, il importe au Gouvernement de proposer, nonobstant la situation peu propice, des solutions adaptées aux contraintes qui sont, à la fois, en mesure de répondre à la nécessité de création de logements en nombre suffisant et d'assurer les objectifs légaux en vigueur visant une amélioration de la qualité des eaux de surface. Les stations d'épuration mobiles constituent ainsi une ébauche de solution à caractère temporaire ensemble avec d'autres adaptations du réseau de collecte, qui ont pour ambition de répondre à ce double défi.

Le Ministère de l'Intérieur, le Ministère du Logement ainsi que le Ministère du Développement durable et des Infrastructures ensemble avec l'Administration de la Gestion de l'Eau se concerteront afin de proposer rapidement des mesures de soutien supplémentaires et adaptées à chaque commune concernée.

Suivez la Chambre des Députés sur FACEBOOK et TWITTER